

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 89-90

Août - Septembre 1992

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : France : 30 FF — Etranger : 30 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger 350 FF

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : (1) 48 24 64 64 - Fax : 47 70 99 04

Sommaire

- Berlin : Assassinat du secrétaire général du PDK iranien et de trois de ses collaborateurs
- Paris : Les leaders kurdes irakiens reçus par le président Mitterrand
- Turquie : Destruction par l'armée de la ville kurde de Sirkak et l'évacuation de ses villages
- Diyarbakir : Assassinat de l'écrivain kurde Musa Anter
- Le Parlement européen demande la convocation d'une conférence de la C.S.C.E. sur le problème kurde
- Les confessions d'un soldat turc de retour du front de la guerre au Kurdistan
- Ainsi que
- Chronique de la guerre au Kurdistan de Turquie
- En bref, la revue de presse

BERLIN : ASSASSINAT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PDK IRANIEN ET DE TROIS DE SES COLLABORATEURS

Dr. Sadegh Sharafkandi, alias Dr. Saïd, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI) et ses collaborateurs, Fattah Abdouli, représentant à l'étranger du PDKI, Hodayoun Ardalan représentant en Allemagne du parti et Nuri Dehkurdi, exilé kurde sympathisant du PDKI résident en Allemagne ont été assassinés le 17 septembre vers 23h à Berlin, par deux hommes munis de pistolets-mitrailleurs qui ont fait irruption dans le restaurant Mykonos de la Pragerstrasse, situé dans le quartier de Wilmersdorf où les dirigeants kurdes dînaient avec quatre membres de l'opposition iranienne. Le restaurant n'avait pas ce soir-là d'autres clients et les

personnalités kurdes étaient toutes assises à un bout de la table tandis que les Iraniens épargnés par les tueurs occupaient le bout proche de la porte d'entrée de l'arrière-salle du restaurant où le dîner avait lieu. D'après le témoignage des autres participants les deux tueurs ont d'abord insulté en persan les dirigeants kurdes avant de les cribler de balles à bout portant. Ils ont ensuite pu prendre la fuite à bord d'une voiture qui les attendaient à proximité.

La délégation kurde était venue à Berlin pour participer au Congrès de l'Internationale socialiste. Avant son retour à Paris, prévu pour lendemain, Dr. Sharafkandi avait accepté d'avoir un «dîner de travail» avec ces opposants iraniens

dans le cadre de ses consultations en vue de la constitution d'un front uni de l'opposition. Le lieu et l'heure de cette rencontre ayant, semble-t-il, été fixés au dernier moment, il n'avait pas jugé nécessaire de prendre des précautions particulières ou de demander la protection de la police allemande. Erreur d'appréciation ou négligence qui a été fatale pour lui et pour ses amis et qui semblent indiquer qu'au moins l'un des participants au dîner était de mêche avec le commando de tueurs.

Intervenant trois ans après l'assassinat à Vienne, le 13 juillet 1989 du Dr. A.R. Ghassemloou et deux de ses amis par des "émissaires" du président iranien dépêchés soi-disant pour négocier une solution politique au problème kurde en Iran, ce quadruple assassinat porte clairement la signature du régime de Téhéran. Le 30 août, le ministre iranien des renseignements, Ali Fallahian avait publiquement affirmé que ses services continueraient très activement d'éliminer physiquement les ennemis et opposants de la République islamique. L'annonce de la tuerie de Berlin a été bruyamment fêtée dans les casernes et postes militaires iraniens au Kurdistan. La direction kurde iranienne ainsi que M. Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan irakien ont d'emblée montré du doigt Téhéran. Les deux autres hypothèses évoquées comme «probables» le premier jour par la police allemande, à savoir une attaque de l'organisation kurde de Turquie PKK, qui n'a au demeurant jamais eu de différend avec le PDKI, ou un "règlement interne des groupes d'opposition" ont rapidement été dénoncées comme de tentatives de diversion visant à dédouaner l'Iran.

Pressées par une opinion publique scandalisée par cette action terroriste au cœur même de l'Europe, les autorités allemandes ont décidé de déployer de moyens importants d'investigation. Une équipe de 25 enquêteurs de police a été mise sur pied. Elle a pu, très rapidement, retrouver les armes du crime (un pistolet-mitrailleur Uzi et un revolver Lama) et établir les portraits-robots des 3 membres du commando de tueurs. Grâce à une centaine de témoignages recueillis les premiers jours, la police a pu établir que le commando était venu par taxi de Berlin-Est, d'un quartier habité par les ex-cadres et dirigeants de la Stasi. Le trajet aurait duré de 45 à 50 minutes.

Après la tuerie, ce commando a quitté les lieux à bord d'une Mercedes qui l'attendait à proximité. Quelques jours plus tard deux individus Abbas Rhayel, alias Imad Ammash, 25 ans et Youssuf Amin 24 ans, se disant libanais, réfugiés depuis quelques mois en Allemagne, cherchant à acquérir des faux papiers pour quitter le pays étaient arrêtés en possession d'une somme de 30.000 marks. Leurs empreintes correspondraient à celles relevées sur les armes du crime et ils seraient proche du Hezbollah libanais, comme le libanais Anis Nacache qui avait tenté de tuer à Paris l'ancien premier ministre iranien Châpour Bakhtiar pour le compte de Téhéran. La police n'excluait pas l'hypothèse selon laquelle ils pourraient s'agir d'Iraniens entrés en Allemagne avec des passeports libanais.

D'autres personnes dont un Iranien ont été arrêtées mais la police observe le silence sur leur identité.

L'impression dominante est que la police allemande arrivera bientôt à établir les faits mais qu'elle ne les révélera avec toutes leurs implications qu'après le feu vert du pouvoir politique.

Dans une conférence donnée le 25 septembre à Paris, Abdullah Hassanzadeh, membre du Bureau politique du PDKI, qui venait du Kurdistan, a rappelé que «*la République islamique d'Iran avait déjà à son actif une longue série de crimes, dont une grande partie ont eu lieu, comme le dernier, dans l'Europe dite civilisée*» et exprimé le vœu que celle-ci respecterait «*ses propres valeurs de justice et de droit en retrouvant et punissant les terroristes*» et «*en refusant de servir de terrain de chasse à l'homme aux tueurs de Téhéran*». Si l'Autriche n'avait pas laissé partir les assassins du Dr. Ghassemloou, a-t-il conclu, Téhéran n'aurait peut-être pas osé récidiver aujourd'hui. Il a indiqué que deux de ces assassins, Mostafavi et Sahraroudi, avaient depuis le triple assassinat de Vienne, été promus généraux par le régime iranien. Se référant «*à l'immense émotion soulevée en Allemagne ainsi que dans les rangs de l'Internationale socialiste; dont le président Pierre Mauroy a dénoncé avec véhémence "cet horrible assassinat" perpétré en marge des travaux de son organisation, M. Hassanzadeh s'est dit convaincu que cette fois-ci la vérité ne sera pas étouffée par la raison d'Etat*».

Les obsèques du Dr. Sharafkandi, Fattah Abdouli et Homayoun Ardalani ont eu lieu le lundi 28 septembre à Paris. Une chapelle ardente a été dressée de 10h à 12h à l'Institut Kurde pour permettre à la foule nombreuse et très émue composée de Kurdes de France, de Kurdes venus d'une dizaine de pays d'Europe, d'amis du peuple kurde, de rendre un dernier hommage aux disparus. Ensuite, à partir de 13h30 plus d'un millier de personnes a accompagné le cortège funèbre jusqu'au cimetière du Père-Lachaise, devenu la terre d'accueil de patriotes kurdes morts en Europe. Le cortège s'est arrêté un long moment devant les tombes du Dr. Ghassemloou et Abdullah Ghaderi, assassinés en 1989 à Vienne. Outre M. Hassanzadeh intervenant au nom du PDKI, plusieurs personnalités dont M. Bernard Kouchner, ministre de la Santé et de l'Action humanitaire, Mme. Claudia Roth, membre du Parlement européen et Dr. Bernard Grandjon, vice-président de Médecins du Monde ont pris la parole.

Voici quelques extraits de l'oraison prononcée par M. Kouchner :

Mohammed Sadegh Sharafkandi, à 8 ans tu étais déjà à Mahabad pour y vivre l'éphémère République autonome kurde. C'est dans cette ville que tu séjournas jusqu'à la fin de tes études secondaires. A Tabriz d'abord puis à Téhéran, tes études supérieures te permirent d'obtenir un diplôme d'ingénieur chimiste. Enseignant à Ourmieh et à Mahabad, tu viendras alors à Paris en 1972 pour suivre

tes études. C'est à Paris que tu as fait la connaissance du Docteur Ghassemilou. En 1976, devenu docteur en chimie analytique, tu retournes à Téhéran pour y enseigner à l'École Normale Supérieure mais aussi y être son représentant. A partir de cette époque, ton engagement à ses côtés et aux côtés du PDKI n'a jamais faibli. En 1979, tu seras élu membre suppléant du Comité Central puis bientôt au Bureau politique. Jusqu'au 1986, date de ton élection comme Secrétaire Général Adjoint, tu t'occuperas principalement des publications et de la formation des cadres. Après l'assassinat du Docteur Ghassemilou, tu seras élu à l'unanimité au poste de Secrétaire Général lors du IXème congrès du PDKI.

Docteur Saïd, combien d'entre nous ont trouvé auprès de toi réconfort et chaleur lorsque arrivant au fin fond de l'un ou l'autre des différentes «daftars» (NDLR. Quartier-Général du PDKI), tu nous faisais partager ta jovialité, ton humour et la chaleur de ton accueil, celui d'un ami vrai. Et nous savions pourtant combien ton sens de la rigueur et de l'exigence, tes profondes convictions animaient les longues discussions au sein du daftar. Kak Saïd, tes deux fils et ta fille sauront et savent déjà pourquoi tu te battais. Rien n'est perdu. «Mamosta» et là, qui a repris le flambeau que le Docteur Ghassemilou t'avait laissé.

Toi aussi, Kak Fattah, de Naghadeh, tu avais repris la tâche difficile de notre ami Abdullah Ghaderi, assassiné à Vienne. Ce poste de représentant en Europe du PDKI n'était pas facile. Pourtant, en quelques mois tu as appris notre langue et réussi à t'imposer comme un interlocuteur discret mais sérieux et actif. Nous salvons ta mémoire. Nous soutiendrons l'épouse et le fils de 5 ans que tu laisses parmi nous.

Et toi Homayoun, de Saqqez, tous ceux qui t'ont connu ont pu apprécier en toi un homme de cœur, et particulièrement lorsque tu administrais l'hôpital du «25 Galavêj».

Je t'adresse un salut fraternel.

Aujourd'hui, dans ce cimetière où reposent tant d'hommes qui ont donné leur vie pour que triomphe la liberté et que renaisse l'espérance d'une vie plus digne pour les humbles et les opprimés, il nous faut nous souvenir. Que la paix et la liberté sont les biens les plus précieux qu'une société démocratique puisse offrir. Que le progrès économique et la protection sociale ne peuvent résulter que de l'effort de tous dans une société libre. Que tout cela dépend d'abord de la liberté des hommes à se regrouper comme ils l'entendent, pour mettre en commun les fruits de leur histoire et de leur génie propre. En France, nous avons tout cela. Nous sommes tout cela. Une nation, fière de son histoire, libre et démocratique, où le débats les plus difficiles portent sur la meilleure manière d'accumuler plus de richesse encore et de mieux la répartir.

Alors, nous devons nous rappeler que tel n'est pas le cas pour des millions d'hommes, de femmes et d'enfants, à travers la planète. Il y a ceux qui luttent simplement pour survivre à la faim. Et j'ai gravé au cœur l'horreur des visages émaciés des enfants de Somalie. Il y a ceux qui luttent pour échapper au déchaînement d'une violence commandée par d'autres hommes. Et je pense à la Bosnie. J'en ai vu des guerres ! Partout la mort est atroce. Aucun cadavre ne saurait racheter un autre. Il y a ceux qui, au hasard de camps de la mort ou de geôles de fortune, payent le prix d'une parole qu'ils croyaient libre. Il y a ceux, enfin, qui n'ont aucune patrie. Ceux à qui l'on refuse leur histoire, leur culture, leur identité même. Ils ont tout juste le droit de vivre : enfermés dans leurs maisons, sans parler à quiconque, et encore, pourvu qu'on ne les voit pas !

Tu faisais partie de ceux-là, Saïd. Etranger dans ton propre pays, réfugié de tous les combats, éternel voyageur d'un peuple martyrisé. Alors je te le dis : ton combat était le nôtre, ton combat est le nôtre. Partout où la liberté est en danger, les oppresseurs doivent savoir qu'ils trouveront, dressés devant eux, des hommes libres, prêts à la résistance.

Que les tyrans, tous les tyrans, sachent que jamais nous n'accepterons que retombe le silence, complice de tous les bourreaux. Jamais nous n'accepterons que la violence puisse couvrir les clameurs d'un peuple qui se libère. Nous l'avions dit, ici même, il y a trois ans, alors que nous portions en terre notre frère, notre ami, Abdulrahman. Aujourd'hui, nous en refaisons le serment. Pour que vive la mémoire de tous ceux qui sont tombés pour la défense des droits de l'homme. Pour la victoire des hommes sur eux-mêmes.

L'âge de la barbarie doit passer.

Saïd, Fattah, Homayoun, au long du difficile chemin qui mènera un jour l'humanité à la lumière, votre mémoire restera vivante à jamais. Mes frères, votre combat est juste. Il est aussi le mien !

M. Kouchner a également donné lecture du message suivant de Mme. Danielle Mitterrand :

J'aurais tant voulu être à vos côtés pour accompagner nos amis en leurs derrières demeures.

Faudra-t-il toujours évoquer le peuple kurde et ses représentants dans des circonstances aussi douloureuses ? Hier nous pleurons Abdoulrahman Ghassemilou en ce même endroit, aujourd'hui notre ami Sadegh Sharafkandi et ses compagnons.

Viendra-t-il enfin le jour où ceux qui œuvrent pour la paix, cherchant sans relâche à négocier, trouveront enfin des interlocuteurs qui ne soient pas des assassins ?

Aujourd'hui encore ils auront été sacrifiées pour avoir espéré en un avenir pacifique. Sachez qu'avec toute l'équipe de France-Libertés, je serai toujours aux côtés de ceux qui se lèvent pour poursuivre cette recherche éperdue de dialogue. Nombreux, aujourd'hui, nous ressentons trop cruellement votre disparition, mais bien plus nombreux encore seront ceux qui relayeront votre message.

Voici enfin un extrait de l'intervention, de Mme. Claudia Roth :

«Au nom de la Commission des Droits de l'homme du Parlement Européen, du Groupe des Verts au Parlement européen et de tous les partis Verts en Europe, je souhaite exprimer une profonde douleur à toutes les familles, aux amis politiques et compagnons de route des dirigeants politiques kurdes assassinés le 17 septembre. Nous rendrons également hommage au peuple kurde d'Iran. Ma tristesse et ma douleur sont d'autant plus profondes que nous avons, et moi tout personnellement, réussi à établir des liens sincères dans le travail commun mais également au delà de nos activités politiques.

Avec eux qui étaient mes amis, j'ai partagé des repas, bu, chanté, dansé. Ils ont été, il y a peu de temps, les bienvenus chez nous à Bruxelles et en Allemagne autour d'une journée du parti des Verts à Cologne, dans le courant de l'année dernière. A ma tristesse s'ajoute le désespoir de voir se rallonger l'interminable liste des assassinats de Kurdes. Ils ont été assassinés parce qu'ils se sont engagés dans la lutte légitime vers l'acquisition de droits pour le peuple kurde qui aspire à la paix, à la sécurité, à l'autodétermination, au respect des droits de l'homme, à la démocratie.

Ils ont été assassinés par des bourreaux lâches, par des commandos de tueurs qui agissent sous les ordres de régimes autoritaires, qu'il s'agisse de l'Irak, de la Syrie, de la Turquie ou de l'Iran.

Ils ont été assassinés parcequ'ils ont mené une lutte courageuse et sans trêve, et qu'au cours de leur exil, ils se sont accrochés très fort à l'espoir d'un avenir meilleur.

En ce jour de deuil, je pense également à Monsieur Abdulrahman Ghassemou et à Monsieur Abdullah Ghaderi, assassinés à Vienne en 1989. Je pense à mon ami Vedat Aydin, assassiné dans le Kurdistan turc en 1991 et à Musa Anter, le grand et vieil écrivain, qui, il y a quelques semaines, a été assassiné à Diyarbakir.

Je pense et je pleure ceux qui ont dû mourir parcequ'ils étaient kurdes. Dans mon deuil et ma désolation, je sais qu'ils sont irremplaçables, qu'avec leur disparition une grande partie du peuple kurde risque d'être encore plus fragile et que l'on a tenté par ce geste de briser leur force. A ma tristesse se mêle la honte de constater que c'est dans mon pays, la République Fédérale Allemande, que l'on a assassiné le 17 septembre 1992 des hôtes du PDK. Il semblerait que c'est désormais une tradition du régime terroriste de Téhéran d'utiliser des moyens politiques afin de couvrir des opérations meurtrières. Ces opérations passent évidemment mieux étant donné les relations toujours plus étroites entre les Etats de l'Ouest et l'Iran. Ce n'est que quelques semaines après la visite du ministre iranien des affaires étrangères en Allemagne qu'a pu avoir lieu l'attentat de Berlin. Nous demandons expressément au Gouvernement fédéral de Bonn de tout mettre en œuvre afin de rendre justice aux victimes kurdes et de mener une véritable enquête afin d'identifier les coupables. Nous demandons expressément -tout comme le veulent tous les Kurdes- la rupture des relations économiques avec le régime de Téhéran, au cas où celui-ci serait impliqué et reconnu responsable de ces assassinats.

Dans mon deuil surgissent des sentiments de colère et d'irritation contre la «Realpolitik» de notre gouvernement qui ne fait rien pour protéger les Kurdes de ces massacres sanglants et qui d'une certaine façon soutient ce régime autoritaire uniquement dans le souci d'exporter des armes, de soutenir des actions en assurant une aide policière, enfin par intérêts géopolitiques.

Les différentes célébrations autour de la Déclaration universelle des droits de l'homme mettent en évidence, dans ce contexte, une incroyable ambiguïté morale, une hypocrisie des responsables politiques de la Communauté européenne et de leurs Etats membres qui permettent le sacrifice du peuple kurde en prétextant certaines «conditions politiques» et qui sont toujours préoccupés par des aspects économiques.

En ce jour de deuil, et justement en ce jour de larmes, j'éprouve un sentiment de courage et de forte volonté de combattre à vos côtés, de vous accompagner dans votre lutte.

De vous accompagner sur le chemin d'un avenir meilleur pour vous, vos enfants, vos petits enfants, où que vous viviez».

PARIS : LES LEADERS KURDES IRAKIENS REÇUS PAR LE PRESIDENT MITTERRAND

Les deux principaux leaders kurdes irakiens, Massoud Barzani, président du Parti démocratique du Kurdistan irakien, et Jalal Talabani, secrétaire général de l'Union patriotique du Kurdistan irakien, ont été reçus mercredi 19 août en milieu de la journée par le président François Mitterrand. L'entretien qui a duré environ trois quarts d'heure s'est déroulé en présence de M. Roland Dumas, ministre des Affaires étrangères et de M. Bernard Kouchner, ministre de la Santé et de l'Action humanitaire.

A sa sortie de l'Élysée, M. Barzani a indiqué qu'il avait trouvé auprès du président français *"compréhension et détermination à protéger les populations au sud comme au nord de l'Irak"*. Cette *"protection sera poursuivie tant qu'elle sera nécessaire"* a ajouté M. Barzani avant d'exprimer le souhait que *"la France poursuive son rôle distinct"*.

De son côté J. Talabani a affirmé que la France était disposée à *"approuver une solution fédérale en Irak qui sauvegardera les droits du peuple kurde à l'intérieur d'un Irak démocratique uni"*. *"Le président Mitterrand nous a dit que la solution de la question kurde ne saurait consister*

en un Etat indépendant, dans la mesure où le Kurdistan s'étend sur quatre Etats, mais qu'elle pourrait être démocratique et fédérale" a précisé le dirigeant kurde qui a relevé : *"c'est la première fois que nous l'entendons dire par M. Mitterrand et à un niveau aussi élevé de la hiérarchie française"*. Selon M. Talabani, la France ne serait pas seule à envisager une solution fédérale. *"Nous croyons, dit-il, que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne approuvent également un tel règlement"*. Les deux leaders kurdes ont réitéré leur gratitude au président et à son épouse pour leur soutien au peuple kurde.

Pour sa part, B. Kouchner a indiqué que la conversation avait permis d'évoquer *"la situation humanitaire en Irak, tant pour les Kurdes, dans le nord, que pour les chiites, dans le sud du pays"*.

Avant leur visite en France M. Barzani et J. Talabani avaient été reçus le 29 juillet pour la première fois à Washington, par le secrétaire d'Etat James Baker et le conseiller du président George Bush Brent Scowcroft. Ils avaient reçu des assurances des dirigeants américains sur la poursuite de l'action alliée de protection des Kurdes en Irak.

DESTRUCTION DE LA VILLE KURDE DE SIRNAK ET DE SES VILLAGES

La ville kurde de Simak, 25.000 habitants, située près de la frontière turco-irakienne a été dévastée et détruite dans la nuit du 18 au 19 août par l'armée turque. A l'exception des édifices gouvernementaux et militaires, tous les immeubles du centre-ville commerçant et des rues avoisinantes ont été réduits en ruines par des obus tirés par des chars turcs à partir de la caserne, voire même de la place centrale de la ville. 21 civils kurdes ont trouvé la mort, 84 autres, dont 35 enfants ont été blessés au cours de cette opération.

Au terme de cette nuit de terreur organisée, les habitants ont pratiquement tous quitté leur ville en fuyant vers la ville voisine de Cizre. Ils ont demandé à leurs députés de déposer en leur nom une requête collective d'asile politique auprès des ambassades étrangères à Ankara. Dépassé par la violence des méthodes employées par l'armée contre la population, le préfet de Simak Mustafa

Malay n'a pas hésité à déclarer à la presse que la population n'avait plus aucune confiance dans l'Etat turc et ses institutions.

Pour justifier ces opérations, le commandant militaire de Simak, le général Mete Sayar, a prétendu que la ville avait été attaquée par environ 1500 à 2000 *"terroristes du PKK"* armés de mortiers et de lance-roquettes et que les forces turques avaient été obligées de riposter à cette attaque. Cette version officielle matraquée par les médias turcs et relayée à partir d'Ankara par des agences de presse occidentales s'est révélée totalement inconsistante, à la lumière des faits constatés sur place par des observateurs divers. Ceux-ci se demandent comment une force d'une telle ampleur a pu entrer dans une ville défendue comme une forteresse par une brigade de gendarmerie, et la quitter après le combat sans laisser aucun mort, aucun prisonnier, ni même aucune arme ? Pourquoi les autorités

ont-elles interdit à la presse pendant plus d'une semaine de parler aux habitants de cette cité infortunée ?

Sans exclure l'hypothèse de quelques tirs des guérilleros du PKK à partir de l'une des collines entourant Simak, la plupart des observateurs estime qu'il s'agit d'une provocation de l'armée turque contre la population de cette ville réputée rétive, une sorte de punition aveugle et collective pour son «manque de coopération». A la demande de ses électeurs le député de Simak, Mahmut Alinak a adressé un télégramme au secrétaire général de l'ONU, pour solliciter l'envoi d'une mission d'enquête internationale.

La destruction de Simak constitue un tournant dans la guerre menée par la Turquie au Kurdistan. C'est, depuis les révoltes kurdes des années 1930, la première fois qu'une ville kurde est ainsi détruite par l'armée turque pour terroriser et punir sa population. L'absence de réactions internationales significatives pourrait autoriser à Ankara à poursuivre, à l'instar de Saddam Hussein, une politique de destruction d'autres villes et villages kurdes pour «extirper la guérilla». A ce jour près de 300 villages situés dans des zones montagneuses ont d'ores et déjà été évacués par les troupes turques. (Cf. revue de presse pour les témoignages sur la destruction de Simak et les réactions qu'elle a suscitées).

ASSASSINAT DE L'ÉCRIVAIN KURDE MUSA ANTER À DIYARBAKIR

L'écrivain et dramaturge kurde de Turquie **Musa Anter**, 74 ans, a été tué le 20 septembre vers 20 heures, à Diyarbakir, capitale politico-culturelle du Kurdistan de Turquie où il se trouvait pour participer à une «semaine culturelle». Un autre intellectuel kurde **Orhan Miroglu**, 39 ans, qui l'accompagnait a été grièvement blessé.

Avocat, écrivain, journaliste, auteur d'un dictionnaire kurde-turc et de nombreuses pièces de théâtre en kurde Musa Anter était l'une des figures de proue du mouvement kurde de Turquie. Sa défense des droits culturels et politiques de la communauté kurde de Turquie lui avait valu une douzaine de séjours dans les prisons turques.

D'après les informations recueillies de bonne source par une mission de la Fédération internationale des droits de l'homme, l'assassinat de Musa Anter est l'œuvre de la contre-guérilla, unité spéciale de l'armée turque, qui a assassiné depuis le début de l'année près de 300 intellectuels, journalistes, écrivains, médecins, ingénieurs et autres civils kurdes.

Voici des extraits du rapport de la mission effectuée par la F.I.D.H. du 17 au 24 septembre au Kurdistan de Turquie relatifs à l'assassinat de l'écrivain kurde :

M. Musa Anter, s'était rendu à Diyarbakir pendant la semaine où notre délégation séjournait pour assister, et signer son dernier ouvrage, à l'occasion d'un festival de la culture dit «Festival des trois cultures», où il y était invité d'honneur. A ce titre, la Commission souhaitant mettre à profit le séjour de M. Musa Anter dans la ville de Diyarbakir, envisageait un entretien, notamment pour confronter son point de vue avec celui des autres personnalités rencontrées.

Tragiquement, le 20 septembre 1992, à 11 heures du soir, nous étions informés de façon officieuse, que M. Musa

Anter venait d'être assassiné à 8 heures du soir dans un des quartiers de Diyarbakir.

*Nous apprenions également que 3 journalistes, Monsieur Huseyin Çiçekçi, Monsieur Ferit Aslan, et Monsieur Zeki Özer, tous trois travaillant pour le journal **Diyarbakir Soz** avaient disparu mystérieusement, alors qu'ils se rendaient sur les lieux du crime pour y faire leur reportage. C'est dans ces conditions que nous nous rendions le lendemain matin au siège du journal **Diyarbakir Soz** pour y rencontrer le rédacteur en chef et les journalistes. Celui-ci nous indiquait que ces derniers, blessés légèrement, se trouvaient être actuellement au commissariat de police de la ville pour y faire une déposition. Nous insistions auprès du rédacteur pour obtenir un entretien avec ces journalistes. Non sans difficultés, rendez-vous était pris pour le lendemain.*

Le 22 septembre 1992, nous nous rendions de nouveau au siège du journal, où nous étions reçus par le directeur de la publication, lequel après nous avoir précisé que ces trois journalistes «lui appartenaient», et que lui en sa qualité de directeur, répondrait à toutes nos questions, cependant, il s'opposait pour des raisons de sécurité à ce que nous interrogiions ces journalistes. Devant notre détermination, il finit par accepter que nous rencontrions les trois journalistes, hors de sa présence. C'est ainsi, que le récit suivant nous a été fourni. Les trois journalistes entendus étaient encore sous le choc des événements vécus, apeurés et néanmoins soucieux, courageusement, de restituer la vérité des faits. Ces trois journalistes aux environs de 7 heures du soir, informés qu'un crime avait été commis dans un quartier pauvre de Diyarbakir, s'y rendaient aussitôt en taxi. En chemin, ils rencontrèrent une ambulance qui leur indiqua qu'ils s'étaient trompés de route, qu'il n'y avait plus rien à voir et qu'ils devaient rebrousser chemin. Cependant, les trois journalistes décidèrent de continuer leur enquête et, dans une petite rue, ils croisèrent une Renault blanche, immatriculée à Silvan, dont ils

relevèrent le numéro. De cette voiture, descendirent trois individus, armés «jusqu'aux dents», qui sous la menace de leur arme, montèrent pour deux d'entre eux dans leur taxi. Ces individus, porteurs de Talkies-walkies, demandèrent alors au conducteur du taxi, sous la menace de leur arme, de suivre la voiture Renault blanche dont ils étaient descendus. C'est dans ces conditions, et selon le récit des trois journalistes, que sur plus de 70 kilomètres, les deux voitures sont passées sans le moindre problème, par simple avertisseur ou appel Talkie-walkie, les différents barrages de police ou militaires. A l'intérieur du taxi, pendant ce voyage qui durera plusieurs heures, les trois journalistes vont être agressés physiquement, l'un d'entre eux aura une dent cassée. Ils seront interrogés de façon «musclée» par ces deux individus qui parlent avec un accent turc de l'Ouest et qui leur posent à plusieurs reprises les mêmes questions:

- «Qui vous a donné l'information sur le fait qu'un meurtre a été commis ?»

- «Quelle police exactement vous a rencardés ?»

Selon les journalistes, ces individus semblaient attendre des instructions par Talkies-walkies, sur le sort qui allait leur être réservé. En définitive, après 4 heures passées dans le véhicule, nos trois journalistes vont être relâchés sur le bord de la route, terrorisés, et sommés de ne rien répéter de ce qu'ils ont vécu.

Ils vont nous livrer toutefois leur version des faits.

Selon eux, les individus ont reçu des instructions provenant directement du Gouverneur de la région demandant leur remise en liberté. En effet, le rédacteur en chef de ce journal est un proche du Gouverneur de la région. Par ailleurs, le journal Diyarbakir Soz est connu pour être totalement apolitique, étant simplement un journal de faits divers, et d'annonces locales.

M. Musa Anter au moment de son assassinat était accompagné d'un ami, M. Orhan Miroglu, qui a été grièvement blessé mais qui n'est pas décédé des suites de l'agression.

Ce témoin privilégié, a, semble-t-il, donné une description précise des trois assassins de M. Musa Anter, peut-être est-ce pour cette raison que les trois journalistes, à plusieurs reprises au cours de leur entretien avec nous, ont tenu à nous préciser de façon insistante, que la description que M. Miroglu avait donnée des trois assassins, ne correspondait pas du tout à celle qu'ils avaient eux-mêmes donnée des trois individus qui les avaient kidnappés... (sic)

Toutefois, il ressort:

- 1°) Des circonstances de l'enlèvement.
- 2°) Des questions particulières posées par les ravisés aux journalistes;
- 3°) De la façon dont les barrages nombreux et nor-

malement difficilement franchissables par un véhicule particulier, ont été passés sans encombre par les deux véhicules;

4°) Des circonstances de la libération des journalistes;

5°) De la vérification faite que la plaque minéralogique de la Renault blanche correspond à une voiture de police banalisée de la ville de Silvan,

Que les trois individus qui ont enlevé les journalistes étaient reliés directement aux services de police.

Leur rôle dans l'assassinat de M. Musa Anter est donc au minimum celui de la complicité par aide et assistance aux auteurs de l'assassinat, notamment en facilitant leur fuite. Le sentiment de la Commission, sur la responsabilité directe de la police dans cet assassinat, se trouve renforcé par les circonstances qui ont suivi le décès de M. Musa Anter. En effet, la police a décidé d'organiser dans la précipitation, dans les 24 heures qui ont suivi la mort de M. Musa Anter, son enterrement, seules des personnes de son village natal ont semblé pouvoir être présentes, aucune certitude quant à l'existence d'une autopsie ne peut être apportée.

Après cet enterrement à la sauvette, des milliers de personnes, y compris des parlementaires de la région, se sont rendus dans le petit village de Ziving pour honorer sa mémoire. Cet assassinat a également suscité une vive émotion dans les milieux intellectuels kurdes et turcs. Des soirées de commémoration ont eu lieu dans plusieurs villes de Turquie ainsi qu'en Europe. A titre d'exemple, nous reproduisons ci-dessous un extrait de l'hommage rendu par le romancier Yachar Kémal, dans les colonnes du quotidien Cumhuriyet du 2 octobre 1992.

Extrait de l'hommage rendu à Musa Anter, par Yachar Kémal

«J'ai peut-être une conviction étrange. Je ne pouvais pas croire qu'aucun homme, fût-il sanguinaire, tortionnaire ou bourreau ayant à son actif des centaines de meurtres, eût pu s'en prendre à des gens comme Musa Anter.

J'ai connu Musa Anter quand je devais avoir vingt-trois ans. Notre amitié durait depuis cette époque. C'était un homme qui portait toujours un regard optimiste sur le monde. Même aux jours les plus noirs, les plus oppressants, il était toujours radieux, toujours plein d'espoirs et toujours ferme dans ses convictions. Il cherchait et trouvait dans l'homme le plus infâme un côté positif et s'appliquait à comprendre et à aimer cet homme à cause de son infime côté positif. Il cherchait et finissait par trouver une lueur au bout des ténèbres les plus profondes et au milieu du pessimisme le plus dense il rayonnait d'espoir.

Il appartenait à un peuple éprouvé qui a connu tant de souffrances, tant de persécutions et qui n'a pas été vaincu par l'oppression, la douleur et les humiliations. Il incarnait le rayonnement et l'honneur de ceux qui, malgré tout,

n'ont pu être vaincus et n'ont pas courbé l'échine. C'est le sentiment de fierté de n'avoir jamais accepté la soumission qui fondait en grande partie son exceptionnelle personnalité. Il croyait en la culture de son peuple. Il croyait également que sa culture apportait une contribution à la culture universelle. Il n'a jamais été raciste. Il n'a pas mélangé le nationalisme et le racisme. Il est resté jusqu'au bout socialiste et démocrate. «Apê Musa», les Kurdes l'appelaient toujours «Oncle Musa». C'était un homme doux. Il appréhendait toujours avec douceur le propos ou l'attitude la plus désobligeants parfois, mais cela arrivait très rarement, sa colère primait sur sa douceur. Il tenait jusqu'au bout, avec opiniâtreté, à ses opinions. Il s'opposait de tout son être à l'anéantissement de sa culture et de son identité. Son combat a duré, sans discontinuité, jusqu'à la fin, jusqu'à sa mort.

C'est d'ailleurs pour cela qu'il est mort. L'Oncle Musa est mort heureux. il n'a pas pu voir la fin de son combat, mais il a vu son rayonnement. J'ai déjà dit qu'il avait l'habitude de percevoir la leur derrière les ténèbres les plus épaisses.

Ceux qui l'ont tué, ceux qui l'ont fait tuer n'ont pas du tout bien fait. Ceux qui l'ont tué, l'ont fait tuer ont fait du mal

à la Turquie aussi. Tout comme ceux qui ont attaqué la ville de Simnak et l'ont réduite en ruines, comme ceux qui ont provoqué un bain de sang à Göle. Comme ceux qui ont transformé l'Anatolie Orientale en un lac de sang. Ceux-là font beaucoup de mal à la Turquie. Ils veulent la mettre à mort. (...). La Turquie ne devait pas attaquer une ville de vingt mille habitants. C'est là un méfait digne des dictateurs sanguinaires, conquérants des pays et massacrant des millions de personnes. On ne devait pas engager la Turquie sur cette voie-là. On ne devait pas souiller notre front de cette tache noire au moment où nous entrons dans le vingt-et-unième siècle. En ce siècle l'humanité ne peut accepter ce genre d'actions inhumaines et ne peut jamais les pardonner.

La Turquie et l'humanité ne pardonneront pas la mort des colombes de la paix comme Musa Anter. Parce qu'après tant d'oppression, tant de sang versé comment se réconcilier ? Je vous en supplie, pour le respect dû au sang des Musa Anter, pour l'amour de notre fraternité (kurdo-turque) millénaire, au nom de l'espoir de notre fraternité future, arrêtons cet engrenage tant que le chemin est encore proche, tant que tout n'est pas encore consommé.»

LE PARLEMENT EUROPÉEN DEMANDE LA CONVOCATION D'UNE CONFÉRENCE DE LA C.S.C.E. SUR LE PROBLÈME KURDE

Le Parlement européen a examiné, au cours de sa session de septembre, la dégradation de la situation des droits de l'homme dans les provinces kurdes de la Turquie. Il a adopté une nouvelle résolution présentée en commun par la Gauche Unitaire européenne, les Verts, le Rassemblement des démocrates européens, le groupe Arc-en-Ciel et la Coalition des gauches qui demande notamment «qu'une conférence sur le problème kurde soit organisée dans le cadre de la C.S.C.E.» et convie «la communauté et les Etats membres de soutenir une telle initiative».

Voici les principaux extraits de cette résolution :

Le Parlement européen,

A. eu égard aux violents affrontements qui ont eu lieu le 30 août 1992 entre les forces de sécurité turques et les séparatistes kurdes et qui ont fait plus de 50 morts dans le Sud-Est anatolien,

B. préoccupé par le fait que plusieurs journalistes turcs sont morts en 1992, principalement dans le Sud-Est du pays, dans des circonstances suspectes, et vu le rapport de l'Association des médecins de Turquie du 8 août 1992 dans lequel il est constaté que l'Etat turc tolère aujourd'hui

encore des fonctionnaires chez qui la torture et la mise à mort de suspects sont devenues un réflexe,

C. eu égard à la nouvelle procédure intentée contre le docteur Ismail Besikçi et aux nouveaux procès contre les syndicalistes,

D. considérant que, depuis le début de 1992, 1300 personnes ont été victimes de la lutte armée qui oppose depuis huit ans les forces gouvernementales et les forces séparatistes kurdes et que 205 personnes ont été tuées pendant l'année 1992 dans le cadre d'exécutions extrajudiciaires par les forces de sécurité,

E. eu égard au non-respect de la convention des droits de l'homme dans le sud-est de la Turquie,

F. eu égard au programme annoncé par le gouvernement turc, au titre duquel une priorité serait accordée à l'amélioration des droits de l'homme,

G. vu la Charte des Nations unies, la Convention des droits de l'homme des Nations unies, la Convention européenne relative aux droits de l'homme et la Convention relative à la torture,

H. vu ses précédentes résolutions sur les Kurdes et les droits de l'homme en Turquie,

I. condamne les attaques des forces armées turques contre les Kurdes, ainsi que tous les actes terroristes d'où qu'ils proviennent ;

2. lance un appel au gouvernement turc pour qu'il supprime l'état d'urgence dans le Sud-Est anatolien et pour qu'il recherche une solution politique à la question kurde ;

3. demande qu'une conférence sur le problème kurde soit organisée dans le cadre de la C.S.C.E. et demande à la Communauté et aux Etats membres de soutenir une telle initiative ;

4. demande instamment au gouvernement turc d'ouvrir une enquête sur les causes de la mort de ces journalistes et, le cas échéant, de traduire les responsables en justice, qu'il fassent partie d'organisations terroristes ou des forces de sécurité ;

5. considère que le respect intégral des droits de l'homme et du citoyen doit constituer une composante essentielle des rapports entre la Communauté et la Turquie ;

6. charge la commission parlementaire mixte CEE/Turquie et la sous-commission «Droits de l'homme» de suivre de près les questions évoquées dans la présente résolution et d'envisager une mission d'observation sur place ;

7. charge son Président de transmettre la présente résolution au Conseil, à la CPE et à la Commission, ainsi qu'au Conseil de l'Europe, au Secrétaire général des Nations unies, au secrétariat de la CSCE, au gouvernement turc.

LES CONFESSIONS D'UN SOLDAT TURC DE RETOUR DU FRONT DE LA GUERRE AU KURDISTAN

publiées par le quotidien d'Istanbul
Özgür Gündem les 19-20 et 21 septembre 1992

Extraits.

— Pourrais-tu te présenter aux lecteurs ?

— Je suis un sergent-commando de la gendarmerie, de la classe 1971/1. A la suite d'une formation de sept mois, incluant une préparation psychologique, l'alpinisme et le tir j'ai été envoyé la Brigade de Sirmak et de là, pour une mission provisoire à la ville d'Idil. La formation psychologique que j'ai reçue à Foça et mes préjugés m'ont incité à croire que «chaque Kurde est un militant». Les personnes que j'ai rencontrées par la suite ont essayé de me débarrasser de ce préjugé. Les événements que j'ai vécus, la mort de mes amis, le fait que nous avons ouvert le feu sur des manifestants et la fameuse marche du 5 août m'ont fait comprendre certaines vérités. La marche du 5 août a commencé à Anitpark pour s'acheminer vers le centre de la ville. Là, sous l'ordre de général de brigade Mete Sayar nous avons ouvert le feu sur la foule, 2 personnes ont été tuées, 3-4 femmes blessées. Sur le moment cet incident n'a pas réveillé grand chose en moi car je croyais que le droit était de notre côté.

— Y a-t-il eu des coups de feu de la foule lors de cette marche ?

— Non, ils jetaient seulement des pierres. Ils voulaient seulement marcher, nous construisions des barricades devant eux. Ils marchaient de nouveau, nous les empêchions de nouveau. Nous les survolions par des hélicoptères. Ils ne montraient aucune réaction, n'ouvraient pas le feu. (...).

Dernièrement, dans une région rocheuse du village de Sulak (ville d'Idil, province de Sirmak), nous avons arrêté 11 guérilleros membres de ARGK (branche militaire du

P.K.K.). Je ne me rappelle pas la date exacte. Je crois que c'était en juillet. Seuls trois d'entre eux étaient armés.

— Ont ils tiré sur vous ?

— De nos rangs un sergent, Cengiz Eroglu a été tué. Alors, l'Etat était furieux. Ils n'ont même pas fait appel aux instances judiciaires. Nous avons tué huit d'entre eux qui avaient moins de 18 ans. Nous ne leur avons même pas donné de l'eau. L'un d'entre eux voulait écrire une lettre à sa mère, ils l'ont tabassé à mort. Ces gens là ont été tués sans être jugés, sans qu'on tente de les convaincre que leurs idées étaient fausses, nous pensions seulement qu'en tant que Kurdes ils ne pourraient pas changer. L'un d'eux avait 14 ans.

— Comment les tuiez-vous ?

— Nous les alignions et leur tirions dessus. Nous donnions une cigarette à celui qui en voulait. Nous frappions ceux qui demandait de l'eau. C'était une situation cruelle. Je n'ai pas participé à l'exécution, mais j'ai été {puni} lorsque je voulais empêcher {les autres soldats}. Je voulais donner de l'eau à ce garçon. Ils ont beaucoup insisté {pour que je participe à l'exécution}. Mais j'avais une mitrailleuse. Si j'avais tiré ils auraient été déchiquetés. Mais comme je voulais empêcher l'exécution, ils ont tiré sur moi et m'ont déclaré blessé lors des affrontements. Ils m'ont envoyé à Diyarbakir. J'ai été en plus passé à tabac. Ce n'était pas des soldats mais l'officier qui m'a tiré dessus.

— Que sont devenus les corps ?

— Je ne sais pas. Mais ils n'avaient plus de cerveaux. Les soldats avaient surtout visés à la tête. Chacun d'entre eux avait reçu au moins cent balles. Leur visages étaient inconnaisables. Ils ne les ont pas montrés à la presse. Mais la télévision est venue les filmer. Avant le tournage, des armes ont été emmenées de Sirmak et déposées à côté

des corps. Cela se passe généralement de cette manière. ...Selon une rumeur les corps ont été jetés, par un hélicoptère, dans leur village. Selon une autre rumeur, pour ne pas provoquer la population ils ont été jetés au nord de l'Irak. Ces sujets sont discutés entre les pilotes militaires. (...).

Les commandants donnent toutes les autorisations à leurs soldats dans de tels cas. Que les soldats attaquent ou violent, cela leur plaît. Et les soldats veulent faire ça. C'est la loi de plus fort qui règne là bas. (...) A titre d'exemple, le 22 décembre 1991 il y a eu une grande attaque. 42-43 roquettes (RPG) ont été tirées. Le lendemain, la ville d'Idil a été perquisitionnée maison par maison. Nous avons cassé les postes de télévision, les garde-robes, tous ce que nous trouvions dans les maisons. Nous cassions d'abord des objets de valeur comme les postes de télévision à coup de baïonnettes. Nous renversons les bibliothèques, déchirons les lits. Nous sortions les pères et enfermions les filles que les soldats violaient. Nous faisons ouvrir les coffres et prenions l'or et l'argent. C'était l'Etat, ses gendarmes et commandos qui faisaient cela, et personne ne demandait «que fais-tu ? Pourquoi prends-tu tous ces objets, cet or ?

— **Comment la police se comporte-elle avec la population ?**

— La police de ces lieux est mauvaise avec la population, au point d'introduire le canon de fusils dans le vagin des femmes. Certains d'entre eux collectionnent des oreilles et des nez. Ceux là sont malades. Ils font partie des équipes spéciales. Après avoir tué quelqu'un, ils leur coupent les oreilles et le nez. Cela est un problème d'orgueil pour eux. Il y en a certains qui font des marques sur leur bras. Je ne pourrais pas vous dire les noms car ils ont des noms de guerre tout comme les membres du P.K.K. Ils ont des femmes et des enfants. Mais ils vivent séparément. J'ai pitié pour eux.

— **Comment, vous forment-ils psychologiquement ?**

— La formation psychologique est très importante. Il y a par exemple des panneaux consacrés au P.K.K. Les sauvageries du P.K.K., ses lance-roquettes, les personnes qu'il a abattues, les soldats qu'il a enlevés, la famille des soldats, leurs larmes, les cérémonies d'enterrement des martyrs sont montrés sous forme d'expositions de photos et de diapositives. Il y a des photos d'Abdullah Öcalan, on leur tire dessus. Autrement dit, on les voit comme nos pires ennemis. Si les Grecs débarquaient à ce moment là, il est possible qu'on se montrerait plus cléments (même) avec eux.

— **Sur quelles photos tiriez-vous ?**

— Mazlum Dogan*, Abdullah Öcalan*, Osman Öcalan*, Leyla Zana** etc.

— **Leyla Zana également ?**

— Ils sont très fâchés contre elle. S'ils pouvaient, ils la montreraient dans des films pornographiques, tellement

ils la détestent. Il y aussi des députés de HEP, Mahmut Alinak, Selim Sadak. Ils ont de très mauvaises intentions à l'égard de Leyla Zana.

— **Voudrais-tu revivre de nouveau ces événements ?**

— Oui, je voudrais. Peu de gens peuvent vivre de tels événements dans le monde.

— **Ferais-tu les mêmes choses ?**

— Non, je ne ferais pas les mêmes choses. Je ne tirerais pas sur la foule. Je ne ferais rien de mauvais.

— **Pendant ton séjour là-bas, as-tu rêvé de ces événements ?**

— Oui. J'avais un sous-officier. K.Y. Je sais que l'on se réveille souvent. Nous descendions et buvions de l'eau. Nous étions tout en sueur. Nous nous demandions : «qu'est-ce qui s'est passé». Il me répondait : «j'ai rêvé de...». J'étais dans la même situation. K.Y. était originaire de Bogazliyan (de Yozgat). Il était un démocrate.

— **De telles angoisses étaient-elles fréquentes parmi les soldats ?**

— Oui. Certains se suicidaient. Il se tiraient une balle dans la tête, se brûlaient la cervelle. Leur cerveaux se déchiquetaient. J'avais un ami. Il s'appelait Aziz. Il était de Gaziantep. Une femme était arrêtée avec son mari. Elle avait raconté (à Aziz) ce qui lui était arrivé : Elle était enceinte. Ils l'avaient violée. Aziz n'a pas pu supporter son récit douloureux et s'est suicidé.

— **Que dit-on aux familles après de tels événements ?**

— On dit : il est tombé martyr dans le combat. On leur présente les condoléances et on leur rend les corps. Mais on ne donne pas les corps de ceux qui tombent au Nord de l'Irak car ils ne peuvent pas les récupérer. Car le P.K.K. contrôle complètement la zone frontalière au Nord de l'Irak.

— **Tu disais que les personnes arrêtées sont jetées des hélicoptères ? En es-tu témoin ?**

— Les blessés sont attachés et jetés vivants. Les officiers rient à leur cris.

— **A ton avis, quelle est l'image que les soldats de là-bas ont des Kurdes ?**

— Ils les voient sur un seul modèle. Ils disent «kurde» donc séparatiste. Ils disent que les «Kurdes ne peuvent être récupérés». Ils disent «P.K.K.». Ils disent «les Kurdes sont faits pour être battus, injuriés et enlevés. Il ne restera plus de problème après».

— **Les rumeurs affirment qu'après l'assassinat de son frère le général Mete Sayar a commencé à se comporter d'une manière rancunière à l'égard de la population. Qu'en penses-tu ?**

— Mete Sayar est le roi de ces lieux. La vie et la mort dépendent de lui. Mete Sayar est un phénomène dans ces régions. Il fait envoler et atterrir 18 hélicoptères en même

temps. Après il dit : «je vous remercie. C'était une manoeuvre». Il ordonne aux chars d'ouvrir le feu. Personne ne peut prévoir ce qu'il va faire. Si Mete Sayar donne l'ordre les soldats détruiront toute une ville.

— *Tu étais à Simak lors des derniers événements. Comment cela s'est passé ?*

— Pendant ces derniers événements, le P.K.K. nous a pris au dépourvu. Nous ne nous y attendions pas. Nous pensions qu'après les événements de Newroz nous les avions dépossédés de tout ce qu'ils avaient, qu'ils ne possédaient plus de mortiers ni de roquettes. Nous étions dans une ivresse de victoire. Nous buvions. Les mézéz circulaient. Les gardes se lâchaient. De toute façon pendant le Newroz il y a eu un véritable pillage. Les boutiques, encerclées par des chars, ont été pillées. Entre dans la boutique, prend les téléviseurs, les radios, l'argent, tout ce que tu trouves. Charge les voitures. Moi-même j'ai amené une chaîne hi-fi. Nous écoutions de la musique. (...).

Lors des derniers événements de Simak, ils ont commencé par tirer des mortiers et fini par des roquettes. Les soldats n'ont pas répondu. Une fois que le tir a cessé, les chars sont venus des environs de la ville. 40 chars. Elles ont encerclé la ville et ont tiré jour et nuit.

— *Saviez-vous s'il y avait des membres du P.K.K. ou non dans les maisons ou tiriez-vous aveuglement ?*

— Nous tirions. Moi-même j'ai tiré. Nous pensions qu'il pouvait y avoir des milices à l'intérieur. Nous utilisons des armes américaines. Des M-16, des A-4, MG-3, A-3. Ce sont des armes puissantes. A mon avis environ cent personnes y ont perdu la vie. Parmi eux il y avait peut-être quelques membres du P.K.K. Les autres appartenaient à la population civile.

— *Comment comportiez-vous avec les blessés ?*

— Par téléphone sans fils on demandait : «on a des malades. Que devons-nous faire». Le commandement répondait : «soignez-les». «soigner» signifie achever.

— *Y'avait-il d'autres messages chiffrés ?*

— Ils disaient «rendez-leur la santé». Cela signifiait que s'il y avait des femmes parmi les prisonniers, violez-les.

— *Lorsque les députés du HEP (NDLR Parti du Travail du Peuple, pro-kurde) venaient sur place comment vous comportiez-vous ? Les protégez-vous ou non ?*

— Nous étions durs avec eux. Nous encerclions leurs villages. Comme le village de Sulak. Nous attaquions plus particulièrement les maisons où ils se trouvaient pour les intimider.

— *Y'avait-il des ordres spécifiques ?*

— Nous n'avons pas besoin d'ordres. Tout le monde sait ce qu'il doit faire. Le but était de provoquer des dégâts.

— *Comment vous comportiez-vous lors des manifestations ou des enterrements ?*

— Très durement. D'abord nous faisons un tir d'avertissement. Ensuite nous tirions sur la foule. Nous tirions en toute connaissance de cause. Nous ciblions plus particulièrement leurs chefs, ceux qui les mobilisaient. Mais Dieu sait qui allait être touché. Lors que nous tirions sur la foule, nous ne faisons pas de discrimination.

— *Que faisaient les soldats d'origine kurde pendant ce temps là ?*

— Ils servaient d'interprètes. Ils restent relativement en dehors des événements. Ils ne participent pas aux assassinats, mais seulement aux bastonnades.

— *Comment as-tu trouvé les gens du Sud-Est ? Quelles sont leurs particularités ?*

— Ils sont très hospitaliers. Ils offrent tout ce qu'ils ont. Des gens bien.

— *N'as-tu rien ressenti lors que tu as tiré sur des gens que tu définis comme bien ?*

— Pensez-vous que c'est facile d'accepter de tuer. Je ne sais pas si quelqu'un a été tué près de vous ? Lorsque quelqu'un que vous aimez rend la vie dans vos bras, peut-être vous serez aussi capable de tuer. Cet état psychologique nous détruisait. Nous réalisons qu'un jour, nous aussi, nous allons mourir. Un jour, ils nous auront, nos corps partiront d'ici, nous ne pourrions plus fonder un foyer.

— *Y'avait-il une opposition de la part de certains soldats, ou alors tout le monde se taisait-il ?*

— On ne voit pas beaucoup de monde qui oserait parler. Mais je le fais, car j'ai des appuis. Mon oncle est un officier, près de Diyarbakir.

— *Fait-il les mêmes choses ?*

— Oui.

— *Alors que tu as un tel oncle, comment oses-tu à raconter tout cela ?*

— Mon oncle me protégera. Il a beaucoup de protection. Ils m'armeront. Ses quatre fils sont de la police. Le fils de ma tante est également de la police. Un autre est en train de devenir policier. (...).

— *Comment vous-comportiez-vous avec les correspondants des journaux ? Sais-tu quelque chose de l'assassinat des correspondants de notre quotidien Gündem ?*

— Nous nous comportons brutalement avec les correspondants, surtout avec les journalistes du sexe masculin. Nous essayions d'être un peu plus polis avec les femmes. Nous prenions leurs caméras et nous les cassions. Les assassins des journalistes du Gündem font partie, à mon avis, de la contre-guérilla.

— **Avez-vous pu faire des investigations sur ce sujet?**

— Vous ne pouvez pas le faire.

— **Comment fonctionne la contre-guérilla ?**

— Librement. Ce que vous appelez la contre-guérilla est l'Organisation de l'Action spéciale de l'armée. Ses membres prennent les M-16 et se promènent. Ils sont très libres.

— **Faisiez-vous une distinction entre les journaux ?**

— Le journal *Türkiye* a une place privilégiée. Nous ne pouvions rien faire contre le *Milliyet* et le *Hürriyet* car ce sont des journaux relativement bien institués.

— **Comment fonctionnent les équipes de l'Action spéciale ?**

— Elles ont leur propre camouflage. Elles colorient la moitié de leur visage en vert, l'autre moitié en blanc. Ces peintures viennent des Etats-Unis. Leurs M-16 sont également américain, ainsi que leurs F.N.M., leurs Pounters, leurs instruments capables de voir la nuit.

— **Participent-elles aux opérations avec vous ?**

— Elles sont formées à Gölbası à Ankara. Elles sont installées à Mardin et Sirmak. L'un de leurs deux commissaires est kurde, l'autre est originaire de Sivas. Elles ont leurs lignes téléphoniques, leurs armes et leur propre formation. Elles peuvent pénétrer dans nos lignes. Elles décident eux-mêmes de participer ou non à nos opérations. Elles dépendent directement du Ministère de l'Intérieur; et dans la région du préfet et du sous-préfet.

— **Informent-elles les préfets et les sous-préfets après les opérations qu'elles ont effectuées ?**

— Non, elles n'informent personne.

— **Que faisiez-vous lorsque vous trouviez des éléments de délit lors des perquisitions ?**

— Vous pouviez faire ce que vous vouliez. Personne ne vous en empêchait. Par exemple, vous entrez dans une

maison. Vous rencontrez un homme barbu, susceptible d'être guérillero. Nous jetions quelques douilles chez lui. Nous disions alors, «on a trouvé des douilles des kalachnikovs. Que signifie cela? Que tu tires durant la nuit». Moi-même j'avais des douilles dans ma poche. Lorsque j'avais envie de tabasser un enfant, je mettais quelques unes dans sa poche.

— **Vous faisiez souvent ces choses-là ?**

— Lorsque nous nous ennuyions. Ce n'est pas si difficile. Vous êtes le correspondant d'un journal. Si je mets quelques douilles vous vous ne rendez même pas compte. Nous pouvons alors dire : «que signifie cela ? Tu as utilisé des armes. Tu es un guérillero qui s'est infiltré parmi nous».

— **Tu as souvent fait ces choses là?**

— Malheureusement oui. Mais tabasser un homme est aussi un plaisir. Tuer un homme est également un plaisir.

— **Etiez-vous rémunérés pour les hommes que vous abattiez ?**

— Je touchais 500.000*** livres par tête. Moi, j'avais 6 têtes. Mon salaire était de 700.000. En outre, nous avions une prime de 100.000 livres pour les armes, 500.000 pour le logement.

— **Est-ce que cet argent vous était donné contre un reçu. Sous quelle forme l'Etat vous le versait?**

— Je le recevais du sous-officier de renseignement.

— **A qui appartenait le record?**

— Il y avait un garçon avec 16 têtes (qui avait abattu 16 Kurdes).

* chef du PKK

** Parlementaire kurde de Diyarbakir, épouse de Mehdi Zana.

*** Environ 320 FF.

AINSI QUE

• **ONZE DIRIGEANTS DU HEP GARDES A VUE A ANKARA.**

Le 28 septembre, la Cour de Sûreté de l'Etat d'Ankara a décidé de la garde à vue de 11 principaux dirigeants non parlementaires du Parti du Travail du Peuple (HEP), pro-kurde, dans le cadre de l'instruction ouverte sur le déroulement du 2ème Congrès de ce parti, le 19 septembre dernier. Parmi les dirigeants arrêtés figure également Feridun Yazar, ancien président du Parti récemment

remplacé par le député de Mardin Ahmet Türk. La Cour de Sûreté poursuit les dirigeants de ce parti pour «propagande séparatiste», et «atteinte à l'intégrité territoriale de l'Etat», crimes d'opinion passibles de la peine de mort en vertu de l'article 125 du code pénal turc. Le procureur de cette juridiction spéciale, N. Demiral, a déclaré qu'il allait demander la levée de l'immunité parlementaire des 18 députés du HEP et l'interdiction de ce parti.

CHRONIQUE DE LA GUERRE AU KURDISTAN DE TURQUIE

Le 3 août

A Gercüs, un journaliste d'Özgür Gündem, Yahya Orhan, a été tué par des inconnus à la sortie de son travail. A Tatvan, l'imam d'une mosquée, Abdurrahman Süre, a été tué avec sa femme et son enfant de 6 ans par des militants du PKK selon le quotidien *Milliyet*. A Simak et à Idil, lors d'un accrochage avec les forces de l'ordre 8 combattants du PKK ont été tués et 3 blessés.

Le 4 août

A Bingöl, 6 militants du PKK ont été tués dans un accrochage avec les forces turques.

A Igdir suite à une attaque à la roquette des combattants du PKK un protecteur de village a été tué et 3 autres blessés.

Le 5 août

A Midyat, un protecteur de village Sabri Ataç, son fils Orhan Ataç et 2 autres civils, Nuri Mal et Mehmet Güneç ont été tués dans par des inconnus.

Le 6 août

A Mutki, dans la région de Bitlis, lors d'un accrochage avec les militants du PKK, 5 protecteurs de village ont été tués et 3 autres blessés.

Le 7 août

A Diyarbakir, Burhan Karadeniz, journaliste d'Özgür Gündem, a été tué en sortant de chez lui par deux inconnus. A Diyarbakir, deux civils kurdes, Abdulkadiur Dindar et Ibrahim Ergen, ont été tués et un autre blessés au cours de la journée, toujours par des inconnus.

A Genç, dans la région de Bingöl, le machiniste d'un train de marchandise a été blessé suite à une attaque des militants du PKK. A Savur, dans la région de Mardin, 3 militants du PKK ont été tués par les forces de l'ordre.

Le 8 août

A Lice, 7 militants du PKK ont été tués lors d'un accrochage avec l'armée turque

A Nusaybin, un enfant de 10 ans, Huseyin Sayilman, a été tué et un épicier, Nuri Calur, blessé par des inconnus. Toujours dans la même ville, un maire de quartier, Huseyin Akçakaya et son fils Idris ont été grièvement blessés par des tireurs non identifiés.

A Çinar, l'épouse et les deux enfants de l'imam de la mosquée ont été blessés par des militants du PKK.

Le 10 août

A Midyat, un civil, Hasan Kaya, a été tué et deux autres, Salih Duru et Ziya Kutlu, blessés par des inconnus. A Diyarbakir, 2 épiciers ont été tués et une fillette de 4 ans et un adulte, Sedat Aydin, blessés par des inconnus.

Le 11 août

A Ceylanpinar, un journaliste d'Özgür Gündem a été tué par un inconnu.

Le 12 août

A Simak et à Siirt, 8 militants du PKK ont été tués lors des opérations armées des forces turque.

Le 14 août

A Siirt, 4 personnes dont 2 protecteurs de village ont été tuées par des militants du PKK. A Dicle, lors d'un affrontement entre militants du PKK et protecteurs de village, Mehmet Guler, protecteur de village a été tué.

A Bitlis, lors d'un affrontement entre l'armée turque et les militants du PKK, un protecteur de village, Suleyman Demir a été tué.

Le 15 août

A Mardin, 6 civils ont été tués lors d'une manifestation reprimée par les forces de l'ordre. A Diyarbakir, un villageois a été tué, un autre grièvement blessé par les forces de l'ordre lors d'une manifestation. Dans une autre manifestation à Hazro, un autre villageois a été tué et 15 autres blessés.

Le 16 août

A Malazgirt, dans la province de Mus, un manifestant a été tué un autre grièvement blessé par l'intervention des forces turques.

Le 17 août

A Derik, dans la province de Mardin, lors d'une manifestation reprimée par les forces turques, 15 civils ont été blessés dont un a décédé le lendemain à l'hôpital. A Malazgirt, un manifestant, Faruk Eren, a été tué et un autre blessé par les forces de sécurité lors d'un rassemblement de protestation.

A Dicle, 7 manifestants ont été blessés par les soldats lors d'un rassemblement de protestation. A Hazro, près de Diyarbakir, l'intervention des forces de sécurité à une

manifestation a fait un mort, Mme. Fatma Bastug, et 4 blessés. A Erüh, un villageois a été tué par des tirs des forces de l'ordre.

18 août

A Ozyay, région de Diyarbakir, 3 protecteurs de village ont été tués, un autre grièvement blessé par des militants du PKK. A Çinar, près de Diyarbakir, 2 civils, Husamettin Ates et Serif Demir, ont été tués par des inconnus. A Ergani, toujours dans la province de Diyarbakir, une fillette de 6 ans, Yasemin Guzel, a été tuée par des inconnus. A Midyat, un couturier, Nazim Demir, a été tué par un inconnu. A Antalya, lors d'une manifestation réprimée par les forces turques, 7 personnes ont été blessées.

Le 19 août

A Sanliurfa, un car de voyageurs a été mitraillé par des inconnus, 2 personnes blessées. A Gaziantep, un automobiliste, Halil Kilin, a été tué par des inconnus. A Çermik, 2 occupants d'un tracteur, Yasar Karakaya et Mehmet Ozturk, ont été tués, 6 autres blessés dont 2 protecteurs de village par des militants du PKK. A Askale, région d'Agri, lors d'une attaque du PKK, une personne, Mahmut Incekaya, a été tuée, une autre grièvement blessée. A Sirnak, dans une attaque du PKK contre les forces turques 4 habitants dont un enfant et une femme ont été tués et 10 autres civils blessés.

Le 25 août

A Simak, dans une nouvelle attaque du PKK, 16 militants ont été tués. La presse tuque ne fait pas état des pertes militaires.

Le 26 août

A Siverek, dans la province d'Urfa, un enfant de 8 ans a été tué, sa mère et sa grand-mère blessées par une bombe qui selon la presse turque aurait été lancée par des militants du PKK. Toujours dans la même ville, 2 frères de 6 et 12 ans, Murat et Orhan Dagkiran, ont été tués, leur soeur, Afife, blessée par une explosion de mine. A Bingol, un ingénieur, Nazim Artar, a été tué par des militants du PKK. A Van, 2 militants du PKK ont été tués par l'explosion d'une bombe. A Erçis, un protecteur de village a été tué, un autre blessé par des militants du PKK.

Le 27 août

A Gercus, dans la province de Mardin, un homme de 34 ans, Mehmet Sait Keskin a été tué par des inconnus.

Le 28 août

A Araban, dans la province de Gaziantep, 4 militants du PKK ont été tués par les soldats lors d'un affrontement. A

Nusaybin, dans la province de Mardin, un jeune homme, Sukru Keskin, a été tué par des inconnus.

Le 29 août

A Hakkari, 2 militants du PKK ont été tués lors d'un affrontement avec les forces turques. A Mazgirt, dans la province de Tunceli, un civil non identifié a été tué lors d'un affrontement entre les militants du PKK et l'armée. A Sirnak, une femme, Ayse Yildaz, a été tuée et 10 autres civils dont 9 enfants ont été blessés lors d'un affrontement entre l'armée et des militants du PKK. A Adana, un enseignant originaire de Mardin, Abdurahman Taner, a été tué par un inconnu.

A Diyarbakir, un imam de la mosquée, Siddik Turhalli, a été tué par un inconnu.

Le 31 août

A Elazig, 2 civils de 18 et 60 ans, Kursat Kan et Zekeriya Ugur, ont été tués par des inconnus.

Le 1er septembre

A Kiziltepe, Halef Basaran et son fils Murat ont été agressés par des inconnus, qui ont grièvement blessé le père Halef et tué le fils Murat. A Hakkari 43 membres de PKK et 10 soldats de l'armée turque ont été tués et 12 autres blessés dans un accrochage survenu la nuit.

Le 2 septembre

Dans un accrochage avec les forces turques 6 membres du PKK et 6 soldats ont trouvé la mort à Bitlis. Selon le quotidein turc *Milliyet*, 106 combattants du PKK et 6 soldats ont été tués à la frontière iranienne.

Le 3 septembre

A Nusaybin, Ahmet Koyen, 30 ans, instituteur, a été tué par des inconnus. A Genç (dans la région de Bingöl) 5 soldats turcs ont été tués par le PKK. A Silvan 4 personnes ont été trouvées mortes pendues aux poteaux d'électricité. A Ardahan 4 membres du PKK sont morts dans un accrochage avec l'armée turque. Un car transportant des passagers a été arrêté par les militants du PKK qui ont tué deux passagers.

Le 5 septembre

A Silvan, au cours des affrontements entre le PKK et les forces armées 25 personnes ont été tuées et deux soldats ont été blessés.

Le 7 septembre

A Adimova, région d'Agri, le corps de Reis Adiyaman a été retrouvé criblé de balles.

Le 9 septembre

A Silvan, Emin Inanç, 27 ans, ouvrier municipal, a été tué par des inconnus. Dans une autre agression commise par des inconnus, Muzaffer Dogru a été grièvement blessé.

Le 14 septembre

A Kiziltepe, 2 militants du PKK ont été tués par les forces turques.

Le 15 septembre

A Hakkari, 30 militants du PKK, 14 soldats turcs et 6 protecteurs de villages sont morts dans une attaque du PKK contre un poste militaire.

Le 16 septembre

A Nusaybin, Semsettin Aytimur, 42 ans, a été tué par des inconnus. A Çinar, Sehmuz Kaya et Haci Ali Kaya ont été tués par un groupe de 4 personnes non identifiées. Au cours de cette agression, Cahide Kaya, mère de 9 enfants a été grièvement blessée. A Diyarbakir, le maire de Sirvan, Munir Serafettinoglu et son adjoint Adil Kaplan, enlevés par des militants du PKK, ont été retrouvés morts, le président de la section de Sirvan du parti ANAP, Huseyin Fehimoglu, enlevé également a été grièvement blessé.

Le 17 septembre

A Batman, 10 passagers d'un minibus dont 4 protecteurs de village ont été tués, 5 autres blessés par un groupe de militants du PKK. A Silvan, un enseignant, Sirin Gokce, a été tué. A Diyarbakir, un épicier, Selahattin Tarim, a été tué par un inconnu. A Kiziltepe, le directeur d'une banque, Ahmet Arikan, 47 ans, a été tué par des inconnus. A Silvan, Medeni Aslan, 27 ans, a été tué par des inconnus. A Cinar, 2 villageois, Seyhmus et Ali Kaya ont été assassinés par un groupe armé. Une femme, Cahide Kaya, a été grièvement blessée dans la même agression.

Le 18 septembre

A Silvan, un enseignant, Engin Eker, a été tué par des militants du PKK.
A Nusaybin, un commerçant de 41 ans, Semsettin Aytimur, a été tué par des inconnus.

Le 19 septembre

A Silvan, Ercan Buhan, 21 ans, a été tué en plein centre ville par des personnes non identifiées. Le même jour, toujours à Silvan, deux lycéens, Fuat Yasasin, 19 ans et Hanifi Poyraz, 19 ans, ont été abattus, un autre jeune, Ercan Burhan grièvement blessé par des inconnus à proximité de leur lycée.

A Karliova, dans la province de Bingol, 4 civils dont un protecteur de village ont été tués et 4 autres blessés lors d'une attaque attribuée par la presse au PKK. A Pazarcik, région de Kahramanmaras, 4 civils ont été tués et 9 autres lors d'une attaque attribuée par la presse au PKK. A Midyat, 4 protecteurs de village ont été blessés par des militants du PKK. Toujours dans la même ville, un protecteur de village, Celal Atac, a été tué par l'explosion d'une mine.

Le 20 septembre

A Diyarbakir, l'écrivain et journaliste kurde Musa Anter, 74 ans, a été abattu par un tueur non identifié qui a également blessé grièvement son accompagnateur, Orhan Miroglu. Toujours à Diyarbakir, Saït Menten, neveu du président de la fédération de Diyarbakir du parti HEP, a été très grièvement blessé par des inconnus. A Batman, Selahattin Kinis, 49 ans, a été assassiné par des inconnus, alors qu'un autre civil, Mehmet Agir, 30 ans, était grièvement blessé par balles.

Le 21 septembre

A Silvan, Dersim Tanis, 19 ans, coiffeur, a été abattu par des inconnus. A Batman, Mahmut Oguz, 30 ans, Mehmet Salih Guleryuzlu, 30 ans, ont été abattu par des inconnus dans différents endroits de la ville. 3 autres civils, Osman Yildirim, Siddik Yildirim et Sakir Bagli ont été blessés lors de ces agressions. A Nusaybin, Suleyman Sah, 25 ans, a été assassiné sur le pas de sa porte par deux tueurs non identifiés. A la montagne de Cudi bombardée par l'aviation turque, 9 corps dont celui d'une femme ont été retrouvés dans une grotte. A Mardin, le président de la section locale du parti SHP, Nizamettin Açan, le maire de Dereici, Cercis Yuksel et un épicier de Savur, Huseyin Gundogdu enlevés par des militants du PKK ont été retrouvés morts.

Le 22 septembre

A Batman, Edip Kılıç, 32 ans et Halil Aslan Giray ont été tués dans deux agressions différentes par des inconnus, tandis qu'un épicier, Salih Kutlu, était abattu devant son échoppe.
A Silvan, Esref Bebek a été tué et deux autres civils, Sakir Turk, 28 ans et Ayhan Turk, 14 ans, ont été grièvement blessés par des inconnus.

Le 23 septembre

A Diyarbakir, Ibrahim Karaaslan, 40 ans, a été abattu par un tueur non identifié. A Kulp, province de Diyarbakir, le procureur de la ville, Yilmaz Acar et le juge Ozden Sahin ont été tués par des militants du PKK. A Ergani, province de Diyarbakir, Ismet Demirci, 43 ans, imam de la mosquée, a été pris à partie par un groupe d'agresseurs qui l'ont achevé à coup de bâtons. A Batman, Sami Isik, 32 ans, chauffeur de taxi, a été abattu par des inconnus.

A Silvan, un coiffeur, Dersim Tanis, 19 ans, a été tué par des inconnus. Dans une autre agression, Cevat Kaplan, 29 ans, a été grièvement blessé par balles tirées par une personne non identifiée. A Nusaybin, un minibus a heurté une mine, 2 voyageurs, Gayret Yaman et Nihat Yakut ont été tués, un autre, Tekin Yaman, grièvement blessé. Toujours à Nusaybin, un homme âgé de 59 ans, Mehmet Can a été tué par un inconnu.

Le 24 septembre

A Simak, Batman et Sason, 5 militants du PKK ont été tués lors des affrontements avec les forces turques. A Viransehir, province de Sanliurfa, un fonctionnaire municipal, Eyup Ayas, a été tué par un inconnu.

Le 26 septembre

A Bitlis, Siirt et Hakkari, 5 militants du PKK ont été tués lors des affrontements avec l'armée. A Batman, à Ceylanpinar, à Tunceli et à Diyarbakir, 4 personnes Cengiz Demir, Halil Katikci, Ali Riza Saglam et Rauf Kirtay ont été tués par des inconnus. A Diyarbakir, un protecteur de village, à Ergani, un civil, Galip Bilikçi, ont été tués par des inconnus.

Le 27 septembre

A Batman, Fevzi Erdem, 30 ans, qui sortait de chez lui a été abattu par des inconnus.

Le 28 septembre

A Bitlis, lors d'un affrontement entre les militants du PKK et l'armée, le passager d'un minibus, Necmettin Karakuzu et 2 militants du PKK ont été tués.

Le 29 septembre

A Kiziltepe, dans la province de Mardin, un civil, Fuat Deger, a été tué mitraillé par un groupe non identifié.

Le 30 septembre

A Silvan, les frères Ihsan Budak, 20 ans et Medeni Budak, 18 ans, ont été abattus à proximité de leur domicile par des tueurs dont l'un au moins est reconnu par la population comme étant un membre des TIM (unités spéciales anti-émeute).

REVUE DE PRESSE

FAMILLE KURDES EN SURSIS: Elles sont arrivées en 1987, leur sort sera réglé d'ici au 9 juillet. Solution humanitaire ? (*24 Heures*, 3 juillet 1992), p.1.

EN TURQUIE, LE LOURD BILAN DES COMBATS: Ankara pourchasse le PKK kurde jusqu'en Roumanie. (*Le Nouveau Quotidien*, 14 juillet 1992), p.2.

KURDES DE L'EX-URSS, LES INDEPENDANTISTES CLAMENT LEUR NOUVELLE REPUBLIQUE: 500 000 Kurdes de l'ex-Union soviétique ont déclaré "la restauration de leur Etat". Le Caucase s'embrouille. (*Le Courrier*, 22 juillet 1992), p.2.

LES KURDES DE SUISSE SE CASSENT LA TETE SUR LE JURIDISME HELVETIQUE: Le conseiller d'Etat neuchâtelois Pierre Hirschy n'a pas pu "sauver" 13 familles kurdes de l'expulsion. L'Office des réfugiés invoque la loi mais, dans les cantons, la révolte gronde. Et si le Conseil fédéral faisait un geste ? (*Le Nouveau Quotidien*, 11 juillet 1992), p.3.

TURQUIE, VIOLENCE AU KURDISTAN: Affrontements de plus en plus sanglants. (*24 Heures*, 14 juillet 1992), p.3.

LES SARCASMES DE SADDAM ENCHAINENT BUSH: Représailles militaires ou pas, le président risque les critiques. (*International Herald Tribune*, 24 juillet 1992), p.4.

LES MENACES N'ASSURERONT PAS L'ACCES DES LA MIS- SIONS DES NATIONS-UNIES AU MINISTERE DE L'AGRICUL-

TURE, AFFIRMENT LES IRAKIENS. (*International Herald Tribune*, 24 juillet 1992), p.5.

LA MISSION DE L'ONU N'A TROUVE AUCUN INDICE. AU MINISTERE IRAKIEN DE L'AGRICULTURE. Les Irakiens ont pu déménager les matériels les plus compromettants déclare A. Birman, le chef de la mission. (*International Herald Tribune*, 30 juillet 1992), p.5-7.

LES INSPECTEURS DE L'ONU ENTRENT DANS LE SITE DISPUTE A BAGDAD. L'Occident suspecte des liens avec le programme de missiles mais des documents ont pu être déménagés. SADDAM? UN GUERRIER DEFAIT DANS LA GUERRE QUI CONTINUE DE DONNER DES COUPS DE GRIFFES — LIBERER LES IRAKIENS DE LEUR DICTATEUR A LA MANIERE AFGHANE. (*International Herald Tribune*, 29 & 30 juillet 1992), p.7-8.

KURDES ET CEE. (*Témoignage Chrétien*, 25 juillet 1992), p.8.

SADDAM REMPLACE SON MINISTRE DES AFFAIRES ETRAN- GERES. (*International Herald Tribune*, 31 juillet 1992), p.8.

BAGDAD EST ACCUSE DE MULTIPLIER LES ATTAQUES CON- TRE LES KURDES ET LES CHIITES. (*Le Monde*, 30 juillet 1992), p.9.

TURQUIE: L'ancien maire de Diyarbakir a été placé en garde à vue. (*Le Monde*, 31 juillet 1992), p.9.

IRAK: LA MANOEUVRE DE SADDAM. (L'Événement du Jeudi, 30 juillet 1992), p.9.

L'OPPOSITION IRAKIENNE INTRONISEE A WASHINGTON: En recevant six dissidents irakiens, James Baker adresse un nouvel avertissement à Bagdad. Désormais, les Etats-Unis soutiendront fermement tous les opposants à Saddam Hussein. (Libération, 31 juillet 1992), p.10.

UN PAYS DES DROITS DE L'HOMME SE JUGE DANS LES FAITS: Les avancées affichées par la Turquie sur la voie de la libération et la démocratisation sont loin de convaincre Michelle Meyer, présidente de l'association "Les amis du peuple kurde". Elle explique ici pourquoi. (Dernières Nouvelles D'Alsace, 25 juillet 1992), p.11.

L'IRAN AURAIT EXPROPRIÉ 132 AVIONS IRAKIENS QUI AVAIENT FUI LA GUERRE DU GOLF. (International Herald Tribune, 31 juillet 1992), p.12.

L'INSPECTEUR EN ARMEMENT DE L'ONU CITE UNE NOUVELLE PREUVE DES VIOLATIONS PAR L'IRAK DES RESOLUTIONS DES NATIONS-UNIES. (International Herald Tribune, 1-2 août 1992), p.12.

POUR NE PAS LAISSER "SE REFERMER LE COUVERCLE": Appel en faveur des populations du "Kurdistan libéré". (Peuples en marche, juillet-août 1992), p.13.

IRAK: L'OPPOSITION REÇUE A WASHINGTON. (Le Quotidien de Paris, 1^{er} août 1992), p.14.

OPERATION CONTRE LES KURDES DE TURQUIE. (L'Humanité, 3 août 1992), p.14.

KURDISTAN: L'OUBLI SERAIT MEURTIER. (L'Ouest-France, 3 août 1992), p.14.

SADDAM A NOUVEAU SOUS LES PROJECTEURS. Sous la double pression de l'intransigeance de Saddam et de la campagne électorale américaine. Bush inverse la politique faillie qu'il poursuit depuis la fin de Tempête de Désert. (International Herald Tribune, 19 août 1992), p.15.

UNE OPTION IMPROBABLE DE «BALKANIZATION» DE LA NATION MOYEN-ORIENTALE: L'IRAK DIVISÉ EN TROIS ETATS ? (Avanti, 5 août 1992), p.16.

TURQUIE: INTENSIFICATION DES OPERATIONS CONTRE LES "SEPARATISTES" KURDES: Les forces de sécurité turques ont intensifié leurs opérations depuis une semaine dans l'Est et le Sud-Est anatolien contre les rebelles kurdes. Ceux-ci préparent une nouvelle offensive pour le 15 août, sixième anniversaire du déclenchement de la lutte armée par le Parti des Travailleurs du Kurdistan. (Le Monde, 5 août 1992), p.17.

"ON NE VOUS LAISSERA PAS TOMBER", A-T-ON DIT AUX KURDES, A WASHINGTON. (International Herald Tribune, 5 août 1992), p.17.

LES IMPORTATIONS ALIMENTAIRES D'IRAK CHUTENT DUREMENT. La chute du dinar et les exécutions auraient perturbé l'économie. (International Herald Tribune, 6 août 1992), p.18.

LA QUESTION DU PARTAGE DES EAUX DE L'EUPHRATE: LA SYRIE ET LA TURQUIE AFFIRMENT AVOIR REGLE LEURS DIFFERENDS. (Le Monde, 5 août 1992), p.18.

LES FORCES TURQUES FERMENT LES ACCES A DIYARBAKIR. (Gamk, 10-11 août 1992), p.18.

UN NOUVEAU GROUPE D'INSPECTEUR DE L'ONU ARRIVE A BAGDAD. (El Pais, 8 août 1992), p.19.

LES DIRIGEANTS KURDES IRAKIENS REÇUS PAR LE PRESIDENT MITTERRAND. (A.F.P., 19 août 1992), p.19.

LES KURDES CREENT UN PAYS SUR LA TERRE HOSTILE D'IRAK. (The New York Times, 12 août 1992), p.20-21.

LES KURDES VONT A L'ENCONTRE DE L'HISTOIRE, ETABLISANT UN ETAT EN IRAK. (International Herald Tribune, 13 août 1992), p.21-22.

QUAND L'ONU FINANCE BAGDAD. (Jeune Afrique, 13 août 1992), p.22.

IRAK: BAGDAD BOMBARDE CHIITES ET KURDES ET L'ONU SORT SON CARTON JAUNE: Les attaques irakiennes au sud du pays sont aussi graves que l'agression de Bagdad contre le Koweït, affirment les diplomates. Mais aucune décision concrète n'a encore été prise. (Le Courrier, 13 août 1992), p.23.

MEDHI ZANA EN PRISON. (L'Humanité, 13 août 1992), p.24.

TURQUIE: L'ANCIEN MAIRE DE DIYARBAKIR DEFERE DEVANT LA COUR DE LA SURETE DE L'ETAT. (Gamk, 13 août 1992), p.24.

BUSH DENIE QUE SA POLITIQUE LE CONDUIT A UNE EPREUVE DE FORCE AVEC L'IRAK. (International Herald Tribune, 17 août 1992), p.24.

LES OFFICIELS AFFIRMENT QUE LES ALLIES CHERCHENT UNE CONFRONTATION AU SUJET DES INSPECTIONS DE L'ONU A BAGDAD. (International Herald Tribune, 17 août 1992), p.25.

POUR DEFAIRE SADDAM, IL FAUDRA PLUS QUE DES TOURS DE FORCE MILITAIRES. (International Herald Tribune, 18 août 1992), p.25-26.

SOUTENIR L'OPPOSITION IRAKIENNE. (International Herald Tribune, 19 août 1992), p.26.

TERREUR ORGANISEE A BAGDAD: Accusés d'enrichissement illicite, quarante-deux commerçants ont été exécutés. (Le Monde, 10 août 1992), p.27.

KURDISTAN TURC: 21 MORTS EN 3 JOURS. (Lyon Matin, 19 août 1992), p.27.

LA ZONE D'EXCLUSION AERIENNE DANS LE SUD-IRAKIEN EST ENSTAUREE DECLARE SCOWCROFT, CONSEILLER DE SECURITE NATIONALE DU PRESIDENT AMERICAIN. (The Washington Post, 20 août 1992), p.28.

LA ZONE D'EXCLUSION AERIENNE EN IRAK COMPORTE DES

RISQUES POUR LES ALLIES. (*The Washington Post*, 20 août 1992), p.29.

DEUX LEADERS KURDES REÇUS A L'ELYSEE: Talabani et Barzani ont demandé une extension de la protection alliée à la région de Suleimaniyeh. (*Libération*, 20 août 1992), p.29.

LA ZONE DE PROTECTION DES CHIITES N'A PAS ENCORE ETE DECIDEE, LA PRESSE DE BAGDAD IRONISE, LES ALLIES HESITENT: Londres se dit déjà prêt à abattre tout avion irakien qui survolerait le territoire chiite, sans accord de l'ONU. Washington et Paris temporisent. (*Midi Libre*, 20 août 1992), p.30.

MM. TALABANI ET BARZANI REÇUS PAR M. MITTERRAND. (*Le Monde*, 20 août 1992), p.31.

CHEFS KURDES A L'ELYSEE. (*L'Humanité*, 20 août 1992), p.31.

L'IRAK AVERTIT QUE LA CREATION D'UNE ZONE AERIENNE INTERDITE DANS LE SUD DU PAYS POUR PROTEGER LES CHIITES POURRAIT AVOIR UN EFFET DE BOOMERANG en érodant l'autorité de Bagdad et suscitant un effondrement de l'ordre social susceptible de s'étendre aux pays voisins. (*The Washington Post*, 20 août 1992), p.31.

MASSOUD BARZANI: LES ALLIES SE SONT ENGAGES A POURSUIVRE LEUR PROTECTION DES KURDES D'IRAK. (A.F.P., 20 août 1992), p.32.

LES DIRIGEANTS KURDES REÇUS A L'ELYSEE. (*Le Quotidien de Paris*, 20 août 1992), p.32.

L'ACTION HUMANITAIRE ALIBI DE L'INACTION POLITIQUE ? (*Le Monde*, 20 août 1992), p.33.

OFFENSIVE KURDE EN TURQUIE. (*Libération*, 21 août 1992), p.34.

COMBATS A SIRNAK. (*L'Humanité*, 21 août 1992), p.34.

ILS N'ETAIENT PAS SI CYNIQUES... (*International Herald Tribune*, 21 août 1992), p.34.

DES KURDES IRAKIENS CHEZ LE PRESIDENT MITTERRAND. (*Var Matin*, 20 août 1992), p.35.

LA TURQUIE CRITIQUEE DEVANT LA SOUS-COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME. (*Gamk*, 20 août 1992), p.35.

TURQUIE: DANS LE SUD-EST ANATOLIEN, VIOLENTS COMBATS ENTRE L'ARMEE ET LES SEPARATISTES KURDES A SIRNAK. (*Le Monde*, 21 août 1992), p.35.

DES KURDES MONTRENT DU DOIGT D'AUTRES KURDES ALORS QUE LES ATTAQUES CONTRE L'ONU SE MULTIPLIENT. (*The Guardian*, 21 juillet 1992), p.36.

LL'INSTAURATION DE LA ZONE D'EXCLUSION AERIENNE EN IRAK SERAIT IMMINENTE. (*The Washington Post*, 24 août 1992), p.36.

LE DIRIGEANT KURDE JALAL TALABANI AFFIRME QUE LA FRANCE APPROUVERA UNE SOLUTION "FEDERALE" EN IRAK: Les dirigeants des deux principales formations kurdes irakiennes, M. Jalal Talabani, chef de l'Union Patriotique du Kurdistan

(UPK), et M. Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PKD), ont été reçus mercredi 19 août à Paris, à leur demande, par le président François Mitterrand (*Le Monde* du 20 août). (*Le Monde*, 21 août 1992), p.37.

REPRESSION EN TURQUIE, LES KURDES NEVERSOIS PROTESTENT: Depuis le 15 août dernier, la communauté kurde de Turquie subit de nouveaux massacres meurtriers. Un génocide qui semble se poursuivre dans l'ignorance internationale. Hier, les Kurdes neversois ont crié leur indignation et leur révolte. (*La Montagne*, 23 août 1992), p.38.

LES KURDES D'IRAK PARLENT DE FEDERATION. (*Avanti*, 23-24 août 1992), p.39.

TURQUIE : EXODE KURDE A SIRNAK. (*L'Unita*, 25 août 1992), p.40.

KURDES DU PAYS DE MONTBELIARD: UN CRI D'ALARME. On est sans nouvelles d'une vingtaine de familles kurdes parties en vacances dans leur pays d'origine, la Turquie, et résidant à Montbéliard. (*L'Alsace*, 25 août 1992), p.40.

MANIFESTATION KURDE AU SIEGE DE NOTRE JOURNAL. (*L'Alsace*, 25 août 1992), p.40.

SIRNAK, UNE VILLE EN RUINE... Après l'attaque à l'arme lourde, par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste), de la ville de Sirnak, dans le Kurdistan turc (*Le Monde* du 21 août), les premiers témoignages sur la violence des combats sont parvenus à la fin de la semaine dernière à Istanbul. (*Le Monde*, 25 août 1992), p.41.

EXODE KURDE EN TURQUIE. (*Libération*, 26 août 1992), p.40.

TURQUIE: EXODE KURDE. (*L'Humanité*, 26 août 1992), p.41.

L'ATTENTAT CONTRE LE CONSULAT DE TURQUIE A MARSEILLE REVENDIQUE PAR L'UNION DES JEUNES REVOLUTIONNAIRES KURDES. (A.F.P., 26 août 1992), p.42.

UN IRAKEN MORCEAUX ? (*Le Canard enchaîné*, 26 août 1992), p.42.

LES KURDES FUIENT LA VILLE DE SIRNAK: Haute tension après les combats. (*Le Nouveau Quotidien*, 26 août 1992), p.42.

L'IRAK RETIRE SES AVIONS DE LA ZONE PROTEGEE DU SUD. Cette attitude est considérée comme la preuve que Saddam s'attend à une épreuve de force avec l'Ouest. Les Etats-Unis avertissent l'Irak de ne pas tirer profit de la situation dans le Sud de l'Irak. (*International Herald Tribune*, 26 août 1992), p.43.

LES JEUNES KURDES POSENT DES CONDITIONS A LA FRANCE. DES KURDES OCCUPENT PENDANT QUATRE HEURES L'ANTENNE HUMANITAIRE DU MINISTERE DE LA SANTE. (A.F.P., 27 août 1992), p.44.

OCCUPATION DU SECRETARIAT D'ETAT A L'ACTION HUMANITAIRE PROTESTATION CONTRE LES MASSACRES KURDES EN TURQUIE. (A.C.P., 27 août 1992), p.45.

NON AU MASSACRE DES KURDES EN TURQUIE. (*Le Journal du Centre*, 27 août 1992), p.45.

LES ETATS-UNIS ET LES ALLIES DECLARENT UNE ZONE D'EXCLUSION AERIENNE INTERDITE AUX VOLS IRAKIENS DANS LE SUD. Bagdad rejette cette action. (*International Herald Tribune*, 27 août 1992), p.46.

LA PRESSE S'INTERROGE SUR LES AFFRONTEMENTS DE SIRNAK. (*Le Monde*, 28 août 1992), p.47.

L'IRAK "FERA FACE" A LA MENACE DES ALLIES: L'Irak a réagi à la décision des Etats-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne de lui interdire le survol de la partie du pays au sud du 32e parallèle en affirmant, jeudi 27 août, qu'il y "fera face avec les moyens appropriés et au moment opportun". Les alliés et l'opposition irakienne, qui se félicitent de leur initiative, se défendent de vouloir démanteler l'Irak, et espèrent que M. Saddam Hussein, affaibli, finira par être renversé. (*Le Monde*, 28 août 1992), p.47-48.

LA BARBARIE DANS LES MARAIS DE L'IRAK. (*International Herald Tribune*, 28 août 1992), p.48.

DES MILITANTS OCCUPENT LE MINISTERE DE BERNARD KOUCHNER: LES CRIMES DE L'ETAT TURC. (*L'Humanité*, 28 août 1992), p.49.

LE SORT DES KURDES EN TURQUIE: DEPUIS L'ORIENT MEHMET DENONCE L'ENFER. (*Ouest France*, 29 août 1992), p.49.

ALORS QUE COMMENCE L'INTERDICTION DE VOLS DANS LE SUD-IRAKIEN, Les avions américains ne rencontrent pas d'opposition. Radio-Bagdad affirme que Saddam ne répondra pas à l'agression maintenant. (*International Herald Tribune*, 28 août 1992), p.50.

ANKARA: LA "QUESTION KURDE" DEVANT LE PARLEMENT TURC. (*Presse Océan*, 29 août 1992), p.50.

ANKARA VA RENFORCER SA LUTTE CONTRE LES KURDES: L'attaque de Simak par le PKK a provoqué un choc au Parlement. (*Le Nouveau Quotidien*, 29 août 1992), p.51.

200 KURDES MANIFESTENT DEVANT L'ONU: Une manifestation dénonce une attaque de l'armée turque. (*Le Courrier*, 29 août 1992), p.52.

LA TURQUIE DECIDE D' "ANEANTIR" LA REBELLION KURDE. (*Gamk*, 29-30 août 1992), p.52.

LES ALLIES CHERCHENT LA DISLOCATION DE L'IRAK. LES KURDES IRAKIENS PRIS SOUS LE FEU DE LA TURQUIE QUI BOMBARDE SES REBELLES. (*International Herald Tribune*, 31 août 1992), p.53.

LES ETATS-UNIS ENVISAGENT DES OPTIONS PLUS DURES CONTRE BAGDAD. (*International Herald Tribune*, 31 août 1992), p.54.

SEPT MILITANTS KURDES CONDAMNES A PARIS. (A.F.P., 31 août 1992), p.54.

TURQUIE: LE GOUVERNEMENT VEUT INTENSIFIER LA REPRESSION CONTRE LES SEPARATISTES KURDES. (*Le Monde*, 29 août 1992), p.55.

KURDES DE TURQUIE: UNE LUTTE VIEILLE DE HUIT ANS. (A.C.P., 31 août 1992), p.55.

VIOLENTS AFFRONTEMENTS DANS LE SUD-EST ANATOLIEN: LA GUERRE OUBLIEE DE LA TURQUIE CONTRE LES KURDES. (A.C.P., 31 août 1992), p.56.

LA DEMOCRATIE MAL EN POINT, LA TURQUIE ET LA LIBERTE DE LA PRESSE. (*Le Nouveau Politis*, 31 août 1992), p.57.

SADDAM HUSSEIN AFFIRME QUE LE «COMLOT» DES OCCIDENTAUX EST VOUE A L'ECHEC (*Le Monde*, 1^{er} septembre 1992), p.58.

PLUS DE CINQUANTE MORTS DANS UN AFFRONTEMENT ENTRE L'ARMEE ET LES SEPARATISTES KURDES. Cinquante-trois personnes au moins -quarante-trois combattants du PKK et dix soldats turcs- ont trouvé la mort, dimanche 30 août, lors de violents combats qui ont duré plus de dix heures près de Semdinli dans le triangle montagneux du Sud-Est anatolien à majorité kurde où les frontières de la Turquie, de l'Irak et de l'Iran se rejoignent. Douze autres soldats ont été blessés. (*Le Monde*, 1^{er} septembre 1992), p.58.

LA JUSTICE S'INCLINE DEVANT LA POLITIQUE DANS L'ETOUFFEMENT DE L'IRAKGATE. (*International Herald Tribune*, 1^{er} septembre 1992), p.59.

KURDES: DEMARCHE D'ANKARA. Initiative turque en direction de l'Iran. (*24 Heures*, 1^{er} septembre 1992), p.59.

TREIZE KURDES MENACES D'EXPULSION LIVRES A ANKARA. Parce que leurs papiers ne sont pas en règle, les jeunes gens risquent d'être renvoyés en Turquie où la politique répressive du régime les promet à la torture et peut-être à la mort. — KURDES EXPULSES: L'axe Paris-Ankara. (*L'Humanité*, 2 septembre 1992; *Echo du Centre*, 5 septembre 1992), p.60,62.

TURQUIE: LA MANIERE FORTE CONTRE LES KURDES. (*La Croix*, 3 septembre 1992), p.61.

ANKARA REAFFIRME SON SOUTIEN A L'UNITE DU PAYS (Irak). (*Le Monde*, 4 septembre 1992), p.62.

ACCORD ENTRE KURDES ET TURCS. Les Kurdes irakiens se sont engagés à empêcher toute guérilla contre la Turquie à partir de leur territoire. (*Libération*, 2 septembre 1992), p.62.

ANKARA VOIT UNE MENACE DANS LA CREATION DES ZONES D'EXCLUSION AERIENNE EN IRAK. (*International Herald Tribune*, 5-6 septembre 1992), p.62.

FACE A SADDAM, UNE OPPOSITION EN MIETTES. Après la guerre du Golfe, les Américains ont envisagé différents scénarios pour renverser Saddam Hussein. L'un d'eux consiste à s'appuyer sur l'opposition irakienne. L'éclatement de l'opposition rend pourtant improbable la réalisation d'un tel scénario. (*Courrier International*, 3 septembre 1992), p.63-65.

LES AUTORITES TURQUES SUR LA SELLETTE. (*La Marseillaise*, 6 septembre 1992), p.65.

TURQUIE: UNE VINGTAINNE DE REBELLES KURDES TUES AU MONT ARARAT. — ACCROCHAGES MEURTRIERS ENTRE

MILITANTS KURDES ET SOLDATS TURCS AU PIED DE L'ARARAT. (*L'Indépendant*, 6 ; *Gamk*, 7-8 septembre 1992), p.66.

ANCIEN MAIRE DE DIYARBAKIR : M. MEHDI ZANA S'INQUIETE DE LA DEGRADATION DE LA SITUATION DES KURDES EN TURQUIE. De nouveaux affrontements entre l'armée turque et des séparatistes kurdes du PKK ont fait vingt-et-un morts, jeudi 3 septembre, dans le Sud-Est anatolien. (*Le Monde*, 7 septembre 1992), p.67.

TURQUIE. LES KURDES EN GUERILLA. Il n'y a pas de jours sans qu'un nouveau bilan meurtrier émane de l'Est anatolien. (*Le Quotidien de Paris*, 7 septembre 1992), p.67.

IL Y A SOIXANTE-DIX ANS : LE PREMIER GOUVERNEMENT KURDE DE MOSSOUL. Croissant rouge sur fond vert - Le soulèvement de Mustapha Barzani - Un nouveau pari sur l'avenir. (*Le Monde*, 7 septembre 1992), p.68-69.

APRES LES RECENTS AFFRONTEMENTS, M. Özal a incité la population kurde à quitter la région de Sîrnak. Le Président de la République turque, M. Turgut Özal, vient d'effectuer une tournée dans l'Est et le Sud-Est anatoliens à majorité kurde, où les séparatistes du PKK affrontent quotidiennement les forces de sécurité. — DE NOUVEAUX AFFRONTEMENTS DANS L'EST ANATOLIEN ONT FAIT PRES DE CINQUANTE MORTS. Sîrnak, ville fantôme. (*Le Monde*, 8 & 10 septembre 1992), p.69, 70.

TEMPETES DANS LES MONTAGNES KURDES. Le PKK compterait aujourd'hui près de 20 000 hommes. (*La Croix*, 10 septembre 1992), p.70-71.

DES HELICOPTERES RUSSES POURRAIENT VOLER AU SECOURS DE LA TURQUIE. Ankara cherche à Moscou des armes pour combattre les séparatistes. (*The Financial Times*, 11 septembre 1992), p.71.

«NOUS NE SENTONS PAS EN SECURITE EN TURQUIE». Plus de 20.000 Kurdes fuient la cité de Sîrnak après une violente répression militaire turque. (*Diario*, 10 septembre 1992), p.72-73.

DROITS DE L'HOMME EN QUESTION EN TURQUIE. L'Institut International de la Presse (IPI) a dénoncé «l'assassinat, depuis le début de l'année, de huit journalistes dans le Sud-Est anatolien» à grande majorité kurde, selon le président de IPI. (*Gamk*, 11 septembre 1992), p.73.

L'IRAK : LA STRATEGIE DE RECHANGE DES ALLIES. Alors qu'ils pariaient sur la chute de Saddam pendant la guerre, les Occidentaux l'enserrent à présent entre le Nord kurde et le Sud chiite. Une partition de fait qui inquiète le monde arabe. (*Libération*, 12 septembre 1992), p.74.

L'EFFORT DES ALLIES AUX NATIONS-UNIES POUR SAISIR LES AVOIRS IRAKIENS BLOQUES. (*International Herald Tribune*, 14 septembre 1992), p.74.

OÙ LES AMIS DE L'ARGENT SONT LES MEILLEURS DES ENNEMIS. (*The New York Times*, 13 septembre 1992), p.75, 76.

LES ACTIVITES DE SADDAM INDIQUENT SA CRAINTE D'UN COUP D'ETAT, AFFIRMENT LES OFFICIELS AMERICAINS. (*International Herald Tribune*, 14 septembre 1992), p.76.

AFFRONTEMENTS MEURTRIERS ENTRE FORCES DE SECURITE ET SEPARATISTES KURDES. — Les Combats dans le Sud-Est ont fait une cinquantaine de morts. (*Le Monde*, 14, 15 septembre 1992), p.77.

LES MESAVENTURES D'UN INSTITUTEUR FRANÇAIS EN PAYS KURDE. Alors que se déroulaient à Sîrnak les récents affrontements entre troupes turques et rebelles kurdes, un instituteur français, M. Jean-Michel Joly, un Parisien âgé de trente-deux ans, qui voyageait dans la région, a été détenu pendant une semaine. (*Le Monde*, 15 septembre 1992), p.77.

LES KURDES DENONCENT DE NOUVEAU LES AGISSEMENTS DE BAGDAD. (*Le Monde*, 15 septembre 1992), p.77.

IRAK : LE PEUPLE SOUFFRE, SADDAM TIENT BON. Malgré l'embargo, les privilégiés vivent bien. la population ne comprend pas l'inflexibilité de George Bush. (*Le Figaro*, 15 septembre 1992), p.78.

UNE NOUVELLE RESOLUTION du Parlement européen sur la situation des droits de l'homme en Turquie. (*Parlement Européen*, 16 septembre 1992), p.79-80.

LA TURQUIE ET L'IRAN DEVRAIENT DEVELOPPER LEUR COOPERATION DANS LA LUTTE ANTITERRORISTE. (*Le Monde*, 16 septembre 1992), p.80.

DEUX PARTIS KURDES D'IRAK S'ACCORDENT POUR FUSIONNER LEURS FORCES DE GUERILLA. (*International Herald Tribune*, 17 septembre 1992), p.80.

LE COMBAT D'UN PEUPLE POUR SON PROPRE ETAT. (*Die Welt*, 19-20 septembre 1992), p.81.

TURQUIE : LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE APPELLE LES REBELLES KURDES A DEPOSER LES ARMES. (*Le Monde*, 21 septembre 1992), p.81.

DOCUMENT : CHATIMENT COLLECTIF AU KURDISTAN. LE VILLAGE DES MILLE VEUVES. Au nord de l'Irak, nos reporters ont découvert un village où l'on ne se marie jamais plus, où l'on ne célèbre aucune naissance. Accusés de complicité avec les Iraniens en 1983, les hommes du clan Barzani, dont mille pères de famille, ont été emmenés vers une destination inconnue par les soldats de Saddam. (*V.S.D.*, 17 septembre 1992), p.82-83.

KURDISTAN : LE COMBAT DES FEMMES. Avant l'islam, au Kurdistan, c'étaient les femmes qui gouvernaient... En se battant contre l'opresseur irakien, les femmes kurdes ont appris qu'il y a deux formes d'autonomie. Celle de leur pays, primordiale, et la leur, durement acquise et encore bien fragile. (*Femina*, 20 septembre 1992), p.84-86.

UN PAYS KURDE : COMBIEN DE TEMPS CELA PEUT-IL DURER ? (*Newsweek*, 21 septembre 1992), p.87.

LA TURQUIE ACHETE DES CANONS ET DES TOURELLES DE CHAR A LA FRANCE. (*Le Monde*, 14 septembre 1992), p.87.

CENT MILLE SOLDATS AU SERVICE D'UN GOUVERNEMENT FANTÔME. Une armée pour le Kurdistan irakien. Le gouvernement du Kurdistan irakien, qu'aucun pays n'a reconnu, pourrait disposer bientôt d'une armée de 100.000 hommes. (*Ouest France*, 22 septembre 1992), p.88.

ENCORE UN JOURNALISTE ASSASSINE EN TURQUIE. Un écrivain et journaliste kurde, Musa Anter, vient de porter à neuf le nombre des victimes ; il a été assassiné dimanche à Diyarbakir. Agé de 74 ans, Musa Anter a été agressé dimanche soir par un inconnu. (*Gamk*, 23 septembre 1992), p.88.

TURQUIE : ACCROCHAGES SANGLANTS. Très net regain de violence au Kurdistan. (*24 Heures*, 17 septembre 1992), p.88.

BAGDAD N'OUBLIE PAS LES PROVINCES KURDES. (*Le Quotidien de Paris*, 24 septembre 1992), p.89.

LA TURQUIE INQUIETE : RUMEURS DE COUP D'ETAT. Les politiciens renouent avec de vieux démons. Terrorisme kurde en cause. (*24 Heures; Charente Maritime*, 25 septembre 1992), p.89, 93.

REFUGIES KURDES. PASSEPORT POUR UN IMPOSSIBLE RETOUR. La France leur refuse le droit d'asile politique, et elles ne veulent pas retourner en Turquie : l'impasse pour trois familles victimes de l'exclusion. (*Sud-Ouest*, 23 septembre 1992), p.90-91.

REUNION DES ANTI-SADDAM EN IRAK. Les opposants au régime de Bagdad se sont retrouvés depuis mardi soir à Salaheddine, au Kurdistan. — L'OPPOSITION SE REUNIT AU KURDISTAN. Pour tenter de parler d'une même voix. — L'OPPOSITION DECIDE DE SE Doter d'une direction COLLEGIALE. (*Libération; Le Monde*, 24; 29 septembre 1992), p.91, 92, 96.

CHARS ALLEMANDS CONTRE LES KURDES. (*L'Humanité*, 24 septembre 1992), p.91.

DES CENTAINES DE PERSONNES EN DANGER DE MORT DANS LE SUD-EST DE LA TURQUIE SELON LA F.I.D.H. (A.F.P., 25 septembre 1992), p.93.

INTERROGEZ-LES SUR L'ETOUFFEMENT D'IRAKGATE. (*International Herald Tribune*, 25 septembre 1992), p.94.

BUSH ET BAKER AVAIENT DES OPINIONS DIFFERENTES SUR L'IRAK EN 1990. LA RUSSIE VEND DES SOUSMARINS A L'IRAN. (*International Herald Tribune*, 25 septembre 1992), p.95.

KURDES : ANKARA DURCIT LA REPRESSION. L'armée turque multiplie les exactions dans le Sud-Est anatolien, affirme une commission internationale. (*Libération*, 26 septembre 1992), p.96.

LE MINISTRE IRAKIEN DES AFFAIRES ETRANGERES. AFFIRME QUE L'IRAK NE S'OPPOSERA PAS AUX OPERATIONS D'AIDE HUMANITAIRE AUX KURDES. (*International Herald Tribune*, 26-27 septembre 1992), p.96.

ONZE MEMBRES DU PARTI PRO-KURDE (HEP) GARDES A VUE 82 PERSONNES TUEES DANS DES AFFRONTEMENTS ENTRE L'ARMEE TURQUE ET LA GUERILLA KURDE. (A.F.P., 28 septembre 1992), p.97-98.

LES KURDES, UN PEUPLE EN POESIE. «Chant d'espoir» de Rebwar, un peintre kurde dont les œuvres seront exposées aux Arcades durant une quinzaine de jours. (*La Voix du Nord*, 26 septembre 1992), p.98.

AUTOPSIE D'UN MEURTRE. Une avocate française témoigne. Me Carine Jacoby, qui revient du sud-est de la Turquie avec une mission de la F.I.D.H., raconte comment la police turque a assassiné l'écrivain kurde Musa Anter. Selon elle, des choses extrêmement graves se préparent au Kurdistan. — L'APPEL DE LA FEDERATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME. (*L'Humanité*, 29 septembre 1992), p.99.

SIRNAK, VILLE INTERDITE PAR L'ARMEE TURQUE. L'armée soumet la ville à une violente répression. (*La Croix*, 30 septembre 1992), p.100.

ARRESTATIONS A ANKARA. (*L'Humanité*, 30 septembre 1992), p.100.

LE KURDISTAN D'IRAK AU BORD DE LA FAMINE. (*La Croix*, 30 septembre 1992), p.101.

LES SEMAILLES DE L'ESPOIR. KURDISTAN : Une agriculture à ressusciter. (*Panorama*, Septembre 1992), p.102-103.

M. MITTERRAND SOUTIEN UN ETAT FEDERAL IRAKIEN ET M.BUSH ANNONCE AUJOURD'HUI LA «ZONE D'EXCLUSION AERIENNE DU SUD». (*Al Hayat*, 20 août 1992), p.114.

APRES AVOIR MENACE L'IRAN D'OPERATION MILITAIRE, ÖZAL ACCUSE LA SYRIE ET L'IRAK DE SOUTENIR LE TERRORISME POUR DIVISER LA TURQUIE. (*Al Hayat*, 8 septembre 1992), p.113.

BAGDAD MENACE LA TURQUIE D'AIDER LES KURDES A CREER UN ETAT INDEPENDANT EN TURQUIE. (*Al Hayat*, 11 septembre 1992), p.113.

BARZANI ANNONCE LA MORT DE L'«AUTONOMIE» ET SIGNE UN ACCORD STRATEGIQUE AVEC TALABANI. (*Al Hayat*, 10 septembre 1992), p.112.

ACCORD TURCO-IRANIEN CONTRE LE TERRORISME. (*Al Hayat*, 15 septembre 1992), p.112.

LA REBELLION KURDE DE TURQUIE SE TRANSFORME EN UN CONFLIT NATIONALISTE. (*Al Hayat*, 18 septembre 1992), p.111.

LE PRESIDENT TURC APPEL AU «CESSEZ-LE-FEU» DANS LE SUD-EST ANATOLIEN. (*Al Hayat*, 19 septembre 1992), p.110.

LES AFFAIRES INTERIEURES DE L'IRAK. (*Al Hayat*, 16 septembre 1992), p.110.

LES POETES ET ECRIVAINS KURDES QUI ECRIVENT EN ARABE. (*Al Hayat*, 18 septembre 1992), p.109.

BONN AVAIT DEMANDE A LA TURQUIE DE NE PAS UTILISER SES ARMES DANS LA REPRESSION CONTRE LES KURDES. La Turquie continue de violer la sanction allemande : 51 morts dans un affrontement avec le PKK. (*Al Hayat*, 15 septembre 1992), p.108.

TALABANI ET BARZANI SE METTENT D'ACCORD POUR CREER UNE ARMEE. (*Al Hayat*, 22 septembre 1992), p.107.

L'EQUIPE D'INSPECTION D'ARMEMENTS IRAKIENS ARRIVE AUJOURD'HUI A BAGDAD. L'opposition irakienne retarde ses

réunions pour quelques jours. (*Al Hayat*, 21 septembre 1992), p.107.

LA TURQUIE SE PREPARE POUR ATTAQUER LE NORD DE L'IRAK. (*Al Hayat*, 14 août 1992), p.106.

LA RECONNAISSANCE DE DROIT A L'AUTODETERMINATION EST UNE INITIATION AU DIALOGUE. (*Al Hayat*, 26 septembre 1992), p.105.

LA TURQUIE ET LA SYRIE : LA SECURITE ET L'EAU SONT LES PROBLEMES DU PRESENT ET DU FUTUR. (*Al Hayat*, 15 septembre 1992), p.104.

ASSASSINAT DE DIRIGEANTS KURDES IRANIENS A BERLIN

QUATRE MEMBRES DU PARTI KURDE PDKI ASSASSINES A BERLIN. Quatre membre du Parti Démocratique du Kurdistan Iranien ont été tués jeudi soir et un autre gravement blessé dans un restaurant de Berlin lors d'une attaque à la mitraillette, à indiqué un porte parole de la police. (*A.F.P.*, 18 septembre 1992), p.116-122.

L'INSTITUT KURDE DE PARIS ATTRIBUE AU GOUVERNEMENT IRANIEN LA RESPONSABILITE DU QUADRUPLE ASSASSINAT DE BERLIN. (*A.F.P.*, 18 septembre 1992), p.123.

L'IRAN EST RESPONSABLE DE L'ASSASSINAT DE QUATRE DIRIGEANTS KURDES IRANIENS AFFIRME JALAL TALABANI. De son côté le PDK irakien condamne l'assassinat de Berlin (*A.F.P.*, 18 septembre 1992), p. 118-120.

PIERRE MAUROY CONDAMNE «L'HORRIBLE ASSASSINAT» DES RESPONSABLES DU PDKI. De son côté, le Parti Socialiste français «condamne avec la plus extrême vigueur» cet «acte qui soulève l'indignation» (*A.F.P.*, 18 septembre 1992), p.123.

TEHERAN SUSPECTE DANS L'ASSASSINAT DU LEADER KURDE DE L'IRAN. (*El País*, 19 septembre 1992), p.124.

KURDES : VICTIMES DE LA GEOPOLITIQUE. L'assassinat de quatre dirigeants kurdes iraniens tués au pistolet-mitrailleur dans un restaurant constitue un nouvel épisode sanglant de l'histoire du peuple kurde marquée par la violence et la répression. (*L'Alsace*, 19 septembre 1992), p.125.

L'ASSASSINAT DE SADEGH SHARAFKANDI ET FATTAH ABDOULI (*El Mundo*, 19 septembre 1992), p.126.

ASSASSINAT A BERLIN DE QUATRE KURDES OPPOSES A TEHERAN. (*A.B.C.*, 19 septembre 1992), p.126.

ALLEMAGNE : Téhéran est soupçonné d'avoir fait assassiner quatre dirigeants kurdes à Berlin. — ATTENTAT DE BERLIN : Téhéran accusé. (*Le Monde*, 20-21; *Libération*, 26 septembre 1992), p.127.

TROIS DIRIGEANTS KURDES IRANIENS ONT ETE INHUMES A PARIS. (*Le Monde*, 30; *Libération*, 29 septembre 1992), p.127.

BERLIN : QUATRE OPPOSANTS IRANIENS ABATTUS. (*Le Républicain Lorrain; L'Humanité*, 19 septembre 1992), p.127, 134.

LES KURDES, ETERNELLES VICTIMES. L'assassinat à Berlin de quatre dirigeants kurdes iraniens constitue un nouvel épisode sanglant de l'histoire d'un peuple marquée par la violence et la répression. (*Le Progrès*, 19 septembre 1992), p.129.

TEHERAN DEMENT ETRE IMPLIQUE DANS L'ASSASSINAT DE QUATRE DIRIGEANTS KURDES IRANIENS. (*Nord Littoral*, 20 septembre 1992), p.129.

UN LEADER DE LA RESISTANCE KURDE ASSASSINE. Le chef du Parti démocratique du Kurdistan militait pour l'autonomie. — GUERRILLA ANTI-KURDE AU COEUR DE BERLIN. (*La Croix, La Voix du Nord, Lyon Matin, Le Quotidien de Paris*, 19 septembre 1992), p.130-131.

KURDES ABATTUS EN UN ACTE DE VENGEANCE. (*The Independent*, 19 septembre 1992), p.132.

TUERIE DE BERLIN, LES KURDES ACCUSENT TEHERAN. (*International Herald Tribune*, 19 septembre 1992), p.132.

QUATRE KURDES ASSASSINES A BERLIN. Est-ce l'Iran qui se cache derrière cet attentat ? Des témoins ont entendu des ordres donnés en persan. (*Die Welt*, 19 septembre 1992), p.133-134.

UNE FOIS DE PLUS LES PISTES MENENT A TEHERAN. Dans un restaurant de Berlin, des tueurs abattent le dirigeant kurde Sharafkandi après l'avoir insulté en persan. (*Frankfurter Rundschau*, 19 septembre 1992), p.135.

LE COMANDO DES TUEURS DANS L'ARRIERE-SALLE. (*Die Welt*, 19 septembre 1992), p.136.

MESSAGE DE GEORGES MARCHAIS AU PDK D'IRAN. (*L'Humanité*, 22 septembre 1992), p.137.

TEHERAN EST PRET A «COLLABORER» AVEC BONN A L'ENQUETE SUR L'ASSASSINAT DE DIRIGEANTS KURDES. (*Le Monde*, 22 septembre 1992), p.137.

QUATRE DIRIGEANTS KURDES ASSASSINES A BERLIN. Nouvel attentat contre des responsables kurdes. Cette fois-ci tout accuse Téhéran. — ATTENTAT ANTI-KURDE EN ALLEMAGNE. — LES KURDES D'IRAN DECAPITES. — VICTIMES DE LA GEOPOLITIQUE. (*Le Parisien; Le Monde; Libération; 24 Heures*, 19; *Özgür Gündem*, 20 septembre 1992), p. 139, 140, 142, 143, 158.

PREMIER INDICE APRES L'ASSASSINAT DES KURDES. Selon la police criminelle, le comando des tueurs a pris un taxi de Hohenschönhausen à Wilmersdorf, lieu de l'attentat — Les rescapés de l'attentat ont réclamé en vain un entretien avec Diepgen. (*Taz*, 22 septembre 1992), p. 141.

DECOUVERTE DES ARMES DE L'ATTENTAT. Une des victimes était membre du Comité berlinois pour les réfugiés. (*Taz*, 23 septembre 1992), p. 141.

BOUCHE BAILLONNEE. (*Die Welt*, 19 septembre 1992), p. 144.

QUATRE RESPONSABLES POLITIQUES ABATTUS DANS UN RESTAURANT. Exécution au cours du repas du soir. — MASSACRE AU MYKONOS. — Aux cris de «fils de pute», ils ont tiré

une rafale de 40 coups. — Le testament de Khomeiny à l'origine de l'exécution ? — «AUCUN COMMANDO DE TUEURS NE POURRA ARRETER LA MARCHÉ VERS LA LIBERTÉ». Deux groupes dans le collimateur après l'attentat. — Les Kurdes - un peuple sans Etat. (*Berliner Kurier*, 19 septembre 1992), p. 147-149.

JE SUIS UN RESCAPE DU MASSACRE. Ce que disent les politiques : «lâche, écœurant, typique». — LA PISTE MORTELLE. Que signifient la chaussure, le morceau de papier, la douille ? — JE RAMPAS, ENSUITE, TROIS COUPS DE FEU... Le témoin, qui était assis à la même table, raconte. (*B.Z.*, 19 septembre 1992), p. 150-154.

UN DIRIGEANT KURDE D'IRAN ASSASSINE A BERLIN. Quadruple meurtre dans un restaurant. — L'attentat par des inconnus qui a coûté la vie au dirigeant d'un parti kurde d'Iran ressemble fort à une exécution. — Le parquet soupçonne des mobiles politiques. — SADIK SHEREFKENDI. Le prédécesseur de Sherefkendi, Abdurrahman Ghassemlou, avait déjà été assassiné de la même manière. (*Die Tageszeitung*, 19 septembre 1992), p. 155.

CHOC ET SANG A BERLIN. ASSASSINAT DANS UN RESTAURANT. (*Hürriyet*, 19 septembre 1992), p. 156.

QUATRE DIRIGENTS KURDES EXECUTES PAR DES TUEURS A WILMERSDORF. L'assassinat-complot de Berlin. Questions sur l'identité des commanditaires. — OPINION : LE MEURTRE DES KURDES A BERLIN. PAS D'INDULGENCE. (*Berliner Morgenpost*, 19 septembre 1992), p. 157.

PISTE TENUE APRES L'ATTENTAT. Quatre opposants kurdes sauvagement assassinés en plein Berlin. (*Sonnabend*, 19 septembre 1992), p. 159.

DES LEADERS KURDES TUES PAR DES BANDITS ARMES A BERLIN. (*The Times*, 19 septembre 1992), p. 160.

L'ATTENTAT CONTRE DES KURDES A BERLIN (*Frankfurter Rundschau*, 21 septembre 1992), p. 161.

UNE SOIXANTAINE DE RENSEIGNEMENTS APRES L'ATTENTAT CONTRE LES KURDES A BERLIN. (*Die Welt*, 19 septembre 1992), p. 161.

UN DIRIGEANT KURDE D'IRAN ASSASSINE A BERLIN. Quadruple meurtre dans un restaurant. (*Taz*, 19 septembre 1992), p. 163.

LE LEADER SUPREME KURDE IRANIEN ASSASSINE DANS UN RESTAURANT BERLINOIS. Sherefkandi participait au congrès de l'Internationale Socialiste. (*El Mundo*, 21 septembre 1992), p. 165.

COMMUNIQUE DE PRESSE DE L'INSTITUT KURDE DE PARIS. (*Gamk*, 24 septembre 1992), p. 166.

IDENTIFICATION PRECISE DES ARMES DU CRIME. «Sans aucun doute possible», le fusil mitrailleur qui a été trouvé est bien l'arme qui a servi lors de l'attentat. (*Der Tagesspiegel*, 24 septembre 1992), p. 167.

APRES L'ASSASSINAT D'UN DIRIGEANT KURDE D'IRAN A BERLIN. Téhéran accusé. Abdullah Hassanzadeh, membre du Bureau politique du PDKI a mis en cause, vendredi, à Paris la République islamique. (*L'Humanité*, 26 septembre 1992), p. 168.

QUI DONC A TUE LES DIRIGEANTS KURDES ? (*Liberté-Dimanche*, 20 septembre 1992), p. 168.

LES KURDES FACE AU REGIME DE TEHERAN. Hassanzadeh : «Nous sommes oubliés». L'autonomie de fait des Kurdes d'Irak place le dirigeant du PDKI devant un dilemme. (*L'Aurore*, 3 octobre 1992), p. 169.

KURDES : LA PISTE LIBANAISE. (*Le Quotidien de Paris*, 7 octobre 1992), p. 169.

INSTITUT KURDE DE PARIS

REVUE DE PRESSE

REVUE DE PRESSE

REVUE DE PRESSE

106, rue La Fayette, 75010 - Paris. Tél. 48 24 64 64 - Fax : 47 70 99 04

MENACÉES D'EXPULSION À NEUCHÂTEL

Familles kurdes en sursis

Elles sont arrivées en 1987, leur sort sera réglé d'ici au 9 juillet. Solution humanitaire? **24 Heures, 3 juillet 1992**

● Plusieurs familles de requérants d'asile kurdes sont menacées d'expulsion dans le canton de Neuchâtel et n'ont plus qu'un espoir: obtenir un permis humanitaire. Arrivées en 1987, elles sont bien intégrées. Leur sort devrait se décider le 9 juillet à Berne. Le canton fera tout ce qui est en son pouvoir pour trouver une solution humanitaire et équitable, a garanti Pierre Hirschy, conseiller d'Etat et chef du Département de police.

Une sorte d'amnistie?

Selon le Centre social protestant (CSP) de Neuchâtel, le canton recense une trentaine de dossiers de requérants d'asile en attente d'une réponse depuis 1987. Le CSP espère que ces requérants pourront bénéficier d'une sorte d'amnistie. La complexité de certaines situations et les recours déposés par les requérants expliquent en partie la lenteur du traitement des dossiers, selon le CSP.

Les «cas 87» — pour arrivés en 1987 — comme on les appelle à Neuchâtel, seront discutés devant l'Office fédéral pour les réfugiés (ODR) le 9 juillet à Berne. Neuchâtel sera représenté par le conseiller d'Etat Pierre Hirschy, accompagné de Denis-Gilles Vuillemin, chef de la section asile de Neuchâtel. Ils rencontreront Peter Arbenz, directeur de l'ODR, et Edouard Crittin, vice-directeur de l'Office fédéral des étrangers.

Traitement collectif

Le canton de Neuchâtel estime que 7 à 9 familles ont en fait acquis le droit de recevoir un permis annuel. Selon M. Vuillemin, le canton va demander non pas une amnistie, mais un «traitement collectif de ces cas». Ces requérants n'ont pas à faire les frais de l'inertie de l'administration, explique-t-il.

Aussi bien à Neuchâtel qu'aux Ponts-de-Martel, les décisions de renvoi de familles, après un séjour de plus de quatre ans, ont suscité des réactions de soutien. Aux Ponts-de-Martel, quelques habitants ont lancé une pétition. Depuis fin juin, celle-ci a déjà recueilli quelque 500 signatures. Elle sera remise début juillet au conseiller d'Etat Pierre Hirschy.



Cette enfant, après quatre ans en Suisse, devra-t-elle s'en aller?

RTSR

Soutien et dernière chance

Le Conseil communal des Ponts-de-Martel a également écrit une lettre à l'Office cantonal des étrangers, où il se dit prêt à accueillir des familles. Pour tous ces requérants d'asile, la rencontre du 9 juillet à Berne représente le rendez-vous de la «dernière chance».

Depuis le 1er juillet 1985, Neuchâtel a obtenu 248 permis humanitaires. Les familles de requérants d'asile arrivées à Neuchâtel en 1987 sont en porte-à-faux avec

l'application de la loi sur l'asile, devenue plus restrictive depuis juin 1990, et l'application de la loi fédérale sur les étrangers.

Depuis juin 1990, en effet, un séjour de quatre ans en Suisse n'est plus suffisant pour obtenir un permis B. Depuis, toutes les demandes de permis déposées par Neuchâtel à Berne pour les «cas 87» ont été systématiquement rejetées, précise M. Vuillemin. Certains de ces refus ne sont pas équitables, estime-t-on à Neuchâtel. — (ats)

Réviser la loi?

● La commission des institutions politiques du Conseil des Etats a décidé à l'unanimité de déposer une motion demandant au gouvernement de réviser la loi sur l'asile pour permettre notamment de mieux régler l'accueil provisoire des réfugiés de la violence.

La commission recommande aussi l'institution d'un groupe de travail chargé de définir les buts et d'élaborer les instruments d'une politique exté-

rieure en matière de réfugiés, selon un communiqué diffusé hier à Berne.

Par réfugiés de la violence, la commission entend les personnes qui ne sont pas poursuivies à titre individuel, mais fuient parce qu'elles éprouvent des craintes justifiées face à des troubles, guerres civiles, notamment.

Actuellement, ces personnes ne remplissent pas les conditions requises pour acquérir en Suisse le statut de réfugié. — (ats)

Le Nouveau
Quotidien
14 juillet 1992

En Turquie, le lourd bilan des combats

Ankara pourchasse le PKK kurde jusqu'en Roumanie.

Le Courrier 22 juillet 1992

KURDES DE L'EX-URSS

Les indépendantistes clament leur nouvelle république

500 000 Kurdes de l'ex-Union soviétique ont déclaré «la restauration de leur Etat». Le Caucase s'embrouille.

DE NOTRE CORRESPONDANTE

Au moment où les Kurdes d'Irak luttent pour leur survie contre le blocus de Bagdad et ceux de Turquie expérimentent une reconnaissance embryonnaire, la petite communauté kurde (quelque 500 000 personnes) de l'ex-URSS vient de déclarer «la restauration de son Etat». Ainsi s'ajoute une république fragile de plus à l'embrouille du Caucase.

C'est où, ce Kurdistan, est-on tenté de dire? Enclavé dans l'Azerbaïdjan, autour de la «capitale» Lachin, les indépendantistes «contrôleraient», selon leurs propres dires, les districts de Kelbazhar, Lachin, Kubatly, Zangelan et Dzhebrail. Autrement dit, le territoire de l'ancienne République autonome kurde, établie en 1923 et dissoute par Staline cinq ans plus tard.

Depuis, quoique la population locale soit restée majoritaire – il est probable – d'ethnie kurde, toute vie culturelle a émigré en Arménie voisine. Un journal en langue kurde, «Riya Tazaq» (Chemin nouveau) et des émissions régulières à la radio d'Etat arménienne y sont assurés par les membres de la section kurde de l'Union des écrivains d'Arménie. L'Académie des sciences d'Arménie abrite un département d'études kurdes.

Rien de plus naturel que la proclamation de l'Etat kurde se fasse à Erevan, capitale de l'Arménie. Cette même Arménie qui se trouve en

conflit avec l'Azerbaïdjan à propos d'une autre enclave, le Haut-Karabakh. Les dirigeants du Mouvement de libération kurde, parlant d'Erevan, ont demandé aux habitants de la «république kurde» de rester sur place, en attendant le grand jour d'une libération vraie. Pour ceux qui se souviennent de l'animosité virulente qui régnait jadis entre Arméniens et Kurdes sur les hauts-plateaux entre Cappadoce et Ararat, tout cela sent fort le paradoxe.

Il n'est pas sûr que le Mouvement de libération kurde réussisse son pari. Pour les Azéris, les Kurdes «politiques» ressemblent fort à une cinquième colonne, agissant au profit des Arméniens: les braves paysans locaux pourraient en faire les frais. Peu importe que les Kurdes sont, en principe, musulmans comme les Azéris et non pas chrétiens, comme les Arméniens.

ACTEURS DU GRAND JEU

Vingt-cinq millions de Kurdes du monde ont survécu pendant des siècles. Parfois, en victimes... mais pas toujours. Ils sont aussi maîtres en l'art de jouer l'un contre l'autre les Etats où se trouvent la majorité d'entre eux, l'Iran, l'Irak et la Turquie. La grande lutte d'influence à laquelle se livrent l'Iran et la Turquie dans le Caucase pourrait fournir une nouvelle occasion de profit pour au moins une partie des Kurdes. Le MLK n'a pas choisi son moment au hasard.

LIESL GRAZ

La violence politique liée au séparatisme kurde a fait 34 morts pendant le week-end dans le Sud-Est de la Turquie, alors que 126 terroristes présumés ont été arrêtés à travers le pays. La préfecture de Diyarbakir a annoncé que 21 activistes kurdes et un soldat turc avaient été tués dans trois incidents armés séparés. Elle affirme que deux militants se sont donné la mort réciproquement pour ne pas tomber aux mains des forces de l'ordre lors d'une opération policière dans la ville côtière de Mersin.

Trois gardes villageois ont été retrouvés pendus dans les environs de Cizre et Nusaybin. Selon des tracts accrochés à leurs corps, ils ont été «punis» par le Parti des Travailleurs Kurdes (PKK), en lutte armée contre le pouvoir central d'Ankara depuis 1984, en raison de leur collaboration avec les forces de sécurité turques. Un journaliste de Nusaybin, Mecit Akgun, a été lui aussi retrouvé récemment pendu à un poteau, la presse turque affirmant que l'exécution est aussi l'œuvre du PKK; les sympathies d'Akgun pour le mouvement armé étaient pourtant connues.

Dans le cadre de la lutte contre le PKK, le ministre de l'Intérieur, Ismet Sezgin, s'est rendu à Bucarest pour signer des accords de sécurité visant à lutter contre les séparatistes kurdes. Selon la presse turque, le PKK et le parti d'extrême-gauche Dev-Sol seraient impliqués dans le trafic de drogue et dans des réseaux de prostitution en Roumanie, où ils rassembleraient des fonds nécessaires à leur action en Turquie.

AFP/REUTER/LNQ

Les Kurdes de Suisse se cassent la tête sur le juridisme helvétique

LE NOUVEAU
QUOTIDIEN
11 juillet 1992

Le conseiller d'Etat neuchâtelois Pierre Hirschy n'a pas pu «sauver» 13 familles kurdes de l'expulsion. L'Office des réfugiés invoque la loi mais, dans les cantons, la révolte gronde. Et si le Conseil fédéral faisait un geste?

MICHEL ZENDALI

Un délai à fin août. C'est tout ce qu'aura obtenu le conseiller d'Etat neuchâtelois Pierre Hirschy jeudi à Berne, après avoir plaidé près de deux heures le dossier de treize familles kurdes menacées d'expulsion pour le 15 juillet auprès du délégué aux réfugiés Peter Arbenz. Ce dernier a pourtant fait cette concession: il est prêt à aider ces familles à se réinstaller en Turquie une fois leur expulsion accomplie.

Peter Arbenz a la loi pour lui. Depuis sa dernière révision en 1987 et un jugement du Tribunal fédéral, il n'est plus possible à des requérants qui ont épuisé toutes les voies de recours – comme c'est le cas des Kurdes de Neuchâtel mais aussi de familles installées à Fribourg et à Zurich – de se rabattre sur une autre procédure, comme celle par exemple du permis humanitaire. Ce qui explique que le cas des 13 familles neuchâteloises est jugé «désespéré» par Pierre Hirschy lui-même. Ceux qui ont pris en sympathie les familles kurdes menacées d'expulsion parce qu'elles sont intégrées, comme



Peter Arbenz.
HILTPOLD/AGENCE COPYRIGHT

dit Pierre Hirschy, «dans une ville, au travail, à l'école», reconnaissent qu'ils ont sans doute réagi trop tard et n'ont pas vu dans l'incroyable foison de textes légaux et d'ordonnances ce verrouillage infranchissable.

Trente et une autres familles en revanche, elles aussi établies à Neuchâtel, mais qui n'ont pas encore accompli jusqu'au bout le parcours du combattant légal, peuvent espérer un meilleur sort. Les autorités neuchâteloises demanderont pour elles un permis humanitaire à l'Office fédéral des étrangers.

Si Pierre Hirschy baisse les

bras devant la dureté de la loi, à Zurich les habitants d'un quartier du centre se disent, eux, prêts «à édifier des barricades» pour sauver de l'expulsion une famille kurde installée en Suisse depuis 1987 et qui se trouve dans la même situation que leurs compatriotes de Neuchâtel.

Mais les cantons – le savent-ils? – ont encore un ultime recours, expliquait récemment au *Tages Anzeiger* le conseiller d'Etat zougé Hanspeter Uster: l'admission provisoire en Suisse tant que le retour dans des conditions de sécurité acceptables n'est pas assuré. Mais là encore, pour aboutir, cette prolongation de séjour doit avoir l'aval de la Confédération.

Le délégué aux réfugiés Peter Arbenz s'explique sur ce que l'opinion ressent comme des décisions d'une injustifiable dureté.

LNQ: Combien reste-t-il dans vos services de demandes d'asile qui datent de plus de quatre ans?

Peter Arbenz: Entre 600 et 700 dossiers. Cela concerne 2000 personnes environ.

Sont-ils tous menacés d'expulsion?

Non. A l'exception de ceux qui ont épuisé toutes les voies de recours, ils peuvent demander un permis humanitaire. Mais l'Office fédéral des étrangers s'est déjà montré très généreux. Il en a accordé 25 000 ces deux dernières années.

N'empêche qu'on a un sentiment d'arbitraire. Le permis pour certains et pas pour d'autres, alors qu'ils sont finalement dans la même situation.

Je suis d'accord. C'est très gênant quand on pense que beaucoup de ces familles sont tout à fait intégrées en Suisse, mais la loi est ce qu'elle est. Le Conseil fédéral, ou le Parlement, aurait cependant la latitude de la changer s'il le juge nécessaire.

Mais dans ces questions, ce n'est un mystère pour personne. La pression politique est forte. La proportion de population étrangère en Suisse est à un niveau record. Cela inquiète certains milieux. Je ne suis pas sûr qu'on comprendrait une politique plus ouverte. □

24 Heures 14 juillet 1992

TURQUIE

Violence au Kurdistan

Affrontements de plus en plus sanglants.

● La violence politique liée au séparatisme kurde a fait une trentaine de morts pendant le week-end dans le sud-est de la Turquie, alors que 126 terroristes présumés ont été arrêtés à travers le pays, a-t-on annoncé de source officielle.

La préfecture de Diyarbakir a annoncé que 21 activistes kurdes et un soldat turc avaient été tués dans trois incidents armés séparés. Selon d'autres sources officielles, deux activistes kurdes ont été tués par les forces de sécurité près de Silopi, à proximité de la frontière avec la Syrie, et deux autres se sont donné la mort réciproquement pour ne pas tomber aux mains des forces de l'ordre, lors d'une opération policière dans la ville côtière de Mersin.

Trois gardes villageois ont été retrouvés pendus dans les environs de Cizre et Nusaybin. Selon des tracts accrochés à leurs corps, ils ont été «punis» par le Parti des travailleurs kurdes (PKK), «en raison de leur collaboration avec les forces de sécurité turques». Cinq civils auraient également été tués. — (afp)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, JULY 24, 1992

Saddam's Taunts Put Bush 'in Bind'

Military Reprisal or Not, President Risks Criticism

By Jack Nelson
and Robin Wright

Los Angeles Times Service

WASHINGTON — President George Bush is caught in a political dilemma as he ponders whether to respond militarily to President Saddam Hussein's defiance of the UN cease-fire resolutions that ended the Gulf War.

Using force might create a public perception that the president, who is suffering from his lowest-ever ratings in opinion polls, was taking the action to improve his chances of being re-elected in November.

But failure to respond forcefully to continued Iraqi violations could damage U.S. credibility abroad, further erode Mr. Bush's standing as a leader and leave in power a tyrant who some White House officials say is manipulating the crisis to exploit Mr. Bush's vulnerability in an election year.

The president is "in a real bind," a foreign policy official said. "It doesn't make any difference whether he's right or wrong in what he does," the official added. "If he orders military action, his political enemies will accuse him of taking us to war to save his presidency. If he doesn't, Saddam Hussein stays in power, defying the UN conditions and thumbing his nose at us."

Adding to the complications for Mr. Bush is a growing body of evidence, contained in secret intelligence reports and other docu-

ments that have come to light in recent months, that Mr. Bush lavished U.S. aid on Iraq before the Gulf War, despite repeated warnings about Mr. Saddam's thirst for conventional and even nuclear weapons.

In effect, these documents have shown, the unsuccessful effort to woo Mr. Saddam with financial aid and military technology helped create the war machine that triggered the Gulf War.

Any resumption of the conflict with Iraq could underscore in voters' minds the shortcomings of Mr. Bush's policy up to now.

On Wednesday, for example, the Democratic vice presidential nominee, Senator Al Gore of Tennessee, said that Mr. Saddam should understand that "Republicans and Democrats see eye to eye" on forcing him to comply with the cease-fire agreements.

But he also accused Mr. Bush of "playing footsie" with the Iraqi leader before the war.

For its part, the White House believes that Mr. Saddam is acting aggressively because he thinks the election campaign will be an obstacle to any U.S. military response, a senior official said Wednesday.

"He thinks that he can get away with it because we're involved in a campaign, and we have to disabuse him of that notion," the official said. As a consequence, he added, the administration intends to "ratchet up" its anti-Iraq rhetoric in coming days unless the Iraqi leader backs down, as he has done in some showdowns.

But one thing is clear: Any deci-

sion to use force now could have far different political consequences than it did the last time. Mr. Bush's stern resistance to Iraq's aggression in the Gulf War won the support of most Americans, regardless of party, and sent his approval ratings to historic highs.

Now, with millions of voters struggling through economic hard times and convinced that Mr. Bush has led the country down the wrong path, renewed conflict would inject an explosive new element into the campaign.

It also could complicate the campaign for the Democratic presidential nominee, Governor Bill Clinton of Arkansas. Renewal of the war would make it more difficult for him to attack the president without seeming self-serving or even unpatriotic.

Still, Mr. Bush bears most of the political risk. If he does order a strike, he will face a difficult task of making the case that Iraq threatens U.S. vital interests.

"Nobody thinks the United States faces an imminent threat from Iraq," said a former Democratic Party chairman, John C. White. "And unless you can show a threat to U.S. security, it will look political and it will boomerang."

Some U.S. policy analysts, who usually avoid domestic political considerations in their assessments, said that both the campaign and the background of the war with Iraq make Mr. Bush's political position almost untenable.

When Iraq was attacked and driven out of Kuwait early in 1991, Mr. Bush said that the United States had no quarrel with the Iraqi people — only with Mr. Saddam.

But tens of thousands of Iraqis died in the war and President Saddam survived. After it became clear that he could not be overthrown easily — and therefore could be an embarrassment for Mr. Bush — speculation has been widespread that Mr. Bush might order a military response, most likely air strikes.

The goals of such action would

be to bring down Mr. Saddam or at least force his compliance with the cease-fire agreement, and to recoup some of the glory and poll ratings of Operation Desert Storm, which Mr. Bush saw as his greatest foreign policy achievement.

Military actions usually create a rallying effect for a president, as they have done twice for Mr. Bush — after the invasion of Panama in December 1989, when his approval ratings shot up to 80 percent, and after the Gulf War in January and February 1991, when his ratings soared into the 90s.

But with Americans now focusing on domestic problems, the president's approval ratings plummeted into the 30s. As the glory of the Gulf War victory becomes a fading memory and Mr. Saddam remains in power, even some of Mr. Bush's staunchest supporters believe that ordering a military strike would do little to boost his ratings.

"My instincts are that the Democrats would jump all over him and accuse him of taking us to war to save his presidency," said a senior official who is a longtime friend of the president's.

The same official said that Mr. Bush has been showing the strain of having to deal with problems like the Iraqi standoff while campaigning and running far behind Mr. Clinton in the polls. "He just isn't looking well physically and he looks disengaged," the official said.

In the past, the administration has counted on the Iraqi leader backing down at the last moment, as he did during the longest previous standoff.

U.S. officials still hope that he will back down again, but one official said that Republican strategists are "frenzied" over the possibility that he will not.

U.S. officials believe that Mr. Saddam, who is known to monitor Cable News Network, is following the presidential campaign closely and using the information to gauge how far he can go in violating the cease-fire terms without provoking an attack.

NEWS ANALYSIS

ments that have come to light in

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, JULY 24, 1992

Threats Won't Get Access for UN Team, Iraqi Says

By Paul Lewis

New York Times Service

BAGHDAD — A senior Iraqi official stated categorically Thursday that threats of military action or bombing strikes would never persuade Iraq to allow UN arms inspectors to search the Agriculture Ministry here, or any other ministries or buildings that are "symbols of sovereignty."

"Such threats do not change Iraq's position," Deputy Prime Minister Tariq Aziz asserted the day after the UN inspectors ended their 17-day vigil outside the ministry saying the Iraqi authorities were no longer protecting them against hostile demonstrators.

"Whatever the Security Council does won't change the position of Iraq," the deputy prime minister said. "Iraq will never compromise its sovereignty."

[In Washington, the Defense Department said the United States had canceled port visits for an aircraft carrier and three other warships in the Mediterranean as Iraq continues to defy cease-fire agreements, Reuters reported.]

[Defense officials refused to say whether the carrier Saratoga, two cruisers and a destroyer had been placed on alert. Later, a Pentagon spokesman said that the move had been made because of the "situation in Yugoslavia."

[In Paris, Foreign Minister Roland Dumas said that the UN Security Council should discuss issuing an ultimatum to Iraq demanding that the government allow the inspectors to continue their work, The Associated Press reported.]

The inspectors, sent by the special commission charged by the Security Council with eliminating Iraq's weapons of mass destruc-

tion, were acting on a tip from a Western intelligence agency. Documents related to Iraq's ballistic missile program were reported by that agency to be hidden there.

But Iraq said that allowing the group to make a search would amount to a surrender of its sovereignty and would endanger its security.

Mr. Aziz, a lifelong ally of President Saddam Hussein and one of the most powerful figures in his regime, said the government had "no objection" to the inspectors' searching buildings that "relate directly or indirectly" to Iraq's program for developing weapons of mass destruction.

These must be eliminated under the Security Council's cease-fire plan known as Resolution 678. They might include "camps, plants, industries, warehouses and institutions related to fields covered by 687," Mr. Aziz explained.

But he insisted that "buildings like the Ministry of Agriculture or this ministry, the Ministry of Information and Culture, or other buildings which are symbols of sovereignty or of the state, have nothing to do with areas covered by 687 and we do not allow the teams to search them."

Iraq's unbending stance means that it remains in violation of the Security Council cease-fire plan, which gives the special commission and its inspectors the right to go wherever they want in the country.

This and several other current disputes between Baghdad and the United Nations have angered the United States, Britain and France. They have warned Baghdad that they may be forced to take fresh military action of some kind to secure compliance.

UN Search in Baghdad Yields No Clues

By Paul Lewis

New York Times Service

BAGHDAD — United Nations inspectors concluded their search of the Ministry of Agriculture on Wednesday, without finding any incriminating materials on President Saddam Hussein's programs for weapons of mass destruction.

"We didn't find any 687-directly related material" said the chief inspector, Achim Biermann of Germany. He was referring to the Security Council's resolution linking the Gulf War cease-fire to Iraq's compliance with the destruction of its most dangerous weapons.

The inspectors also looked for evidence that archives, equipment and other materials relating had been slipped out of the building to elude detection. They photographed marks and scrapes on walls, floors and doors.

But the chief of the team said at a news conference that he needed more time to examine the evidence before deciding whether materials might have been spirited out of the ministry. The inspectors withdrew from a vigil outside the building a week ago amid violent Iraqi demonstrations, leaving an unguarded interval.

"There is concern major material might have been taken out," Mr. Biermann said, adding that the inspectors had taken nothing from the building themselves. "But to go further at the moment is speculation."

Even if the inspectors found nothing, Rolf Ekeus, the head of the UN special commission established to find and destroy Iraq's most dangerous weapons, said the inspection had been important.

It established his legal right under existing Security Council resolutions, he said, to go

wherever he wanted in Iraq to search for prohibited weapons.

Iraq refused at first to admit the inspectors when they sought access to the Ministry of

Agriculture on July 5, saying this would violate its sovereignty.

But after the U.S. threatened air strikes, Iraq compromised last weekend, agreeing to admit inspectors if there were none from the United States or other countries that fought Iraq in the Gulf War.

Mr. Ekeus, who is from Sweden, left Baghdad on Wednesday, accompanied by the inspection team, and he will report to the Security Council this week in New York.

He said he had "well-founded reasons" to believe materials related to Iraq's prohibited armament programs had been kept in the Agriculture Ministry building until very recently.

In particular, he said, the UN commission had hoped its inspectors would uncover invoices and other documents disclosing the identity of foreign companies that supplied Iraq with equipment and components for its ballistic-missile program.

On Tuesday, Iraqi television broadcast material ridiculing the UN inspectors and their tactics. It showed scenes of earlier UN teams searching for materials in places like garbage cans, toilets and under carpets.

At a meeting Tuesday night with General Amir Ubeide from the Ministry of Military Industry and on Wednesday with the Iraqi deputy prime minister, Tariq Aziz, Mr. Ekeus pressed for information

about the country's foreign sources of military supply.

But the Iraqis insist it would be "immoral" to provide the names of suppliers because the Israeli secret service might take revenge on them.

However, Iraqi officials told Mr. Ekeus that they planned to cooperate with future special commission inspections as well as with its plans to start monitoring Iraq's military industries to ensure it does not try again to develop banned weapons.

Iraq has already submitted a list of all dual-purpose plants and equipment that could be used to manufacture weapons of mass destruction.

Mr. Ekeus said this declaration was not sufficient in its present form, but he noted that Iraq had promised to provide additional information.

The special commission plans further inspections using experts from the United States, Britain and France because few other countries have experts in nuclear, chemical, biological weapons and ballistic missiles.

Mr. Ekeus reaffirmed his right to enter any building or site he chose in Iraq. But he said his inspectors would respect Iraq's "legitimate concerns about sovereignty and security."

Mr. Ekeus said Iraq should realize it was in its own interest to cooperate with the UN inspectors.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, JULY 30, 1992

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, JULY 29, 1992

UN Arms Inspectors Enter Disputed Site in Baghdad

West Suspects Link to Missile Program, But Materials May Have Been Removed

By Paul Lewis
New York Times Service

BAGHDAD — United Nations arms inspectors finally began a search of the Ministry of Agriculture building on Tuesday, after Western intelligence agencies said they suspected it might have housed some kind of headquarters for President Saddam Hussein's program to develop long-range ballistic missiles.

Iraq has had five days to remove documents and materials from the building. After keeping a 24-hour watch since first being refused access to it on July 5, the United Nations inspectors withdrew last Wednesday because of threats and harassment from demonstrators.

However, Rolf Ekeus, head of the Special Commission established by the UN Security Council to eliminate Iraq's weapons of mass destruction, said Tuesday, "We have not given up the possibility of finding something."

The head of the operation said that the inspectors would, among other things, be looking for signs that the Iraqis had recently removed weapons-related material from some portion of the building.

The inspectors spent about six and a half hours in the building and will return there Wednesday. A spokesman for the special commission said later that the team would not start to assess the significance of any findings until after the visits.

The Iraqi authorities organized a large and noisy demonstration to coincide with the start of the inspection.

But the hundreds of people marched and danced along Al Rasheed Street, Baghdad's main shopping thoroughfare, and were kept well away from the agriculture building, which was cordoned off by the police.

The demonstrators arrived in buses that were left parked outside the Information Ministry, where Iraq set up a press center for coverage of the dispute.

The demonstrators carried pictures of President Saddam wearing a white military uniform and banners bearing slogans like, "The UN is a puppet of the U.S." and "Down with George Bush."

The standoff between Iraq and the United Nations ended over the weekend with an agreement to admit the inspectors after the United States threatened new bombing strikes and began moving extra forces into the region.

But the special commission agreed to exclude Americans and citizens of other countries that fought against Iraq during the Gulf War.

The inspection team now comprises experts from Germany, Russia, Switzerland and Finland.

Mr. Ekeus said that the team would also refrain from entering the private offices of the minister himself "if they do not see a strong need to do so."

But he insisted that experts from the United States, Britain and France would be needed for future inspection teams because few other countries have expertise in nuclear, chemical and biological weapons development and long-range missiles.

The Ministry of Agriculture was designated for inspection by the commission after it received intelligence suggesting the ministry might have housed an administrative unit helping run the ballistic missile program, and also might have been involved in ordering foreign supplies.

Agricultural credits that the United States granted Iraq just before the Gulf crisis erupted may have been used to pay for parts and equipment purchased abroad for the nuclear program, UN officials say.

Iraq complained that the UN special commission's attempt to inspect the ministry, the first time it had ever tried to do this, constituted a direct infringement of its sovereignty and amounted to unacceptable interference in its domestic affairs.

But the Security Council called Baghdad's stand "a material and unacceptable breach" of the Gulf War cease-fire terms under which Iraq was offered a truce in return for accepting destruction of its most dangerous weapons. The special commission was empowered to carry out searches wherever it liked.

Iraq is now claiming the compromise on inspection as a great victory because Baghdad, in effect, forced the United Nations to negotiate on the composition of the team and agreed that its inspectors should not enter the minister's private offices.

But Mr. Ekeus said Iraq had climbed down in its confrontation with the UN because of the "obvious strong preparations some Security Council members were making for punitive action," alluding to U.S. moves to renew the air war.

Mr. Ekeus, who expects to see the Iraqi deputy prime minister, Tariq Aziz, before leaving Wednesday night, said the United Nations secretary general had asked him to press Iraq to renew an agreement, which expired in June, under which the UN runs an emergency humanitarian aid program for refugees and other vulnerable groups.

This agreement, signed last year, also permits the UN to deploy about 400 lightly armed guards to protect its aid workers.

Iraq has called for the guards to be withdrawn and said it wants to take over management of the relief program itself, including the distribution of food and medicine.

This is unacceptable to the United Nations and to the donors financing the program. They insist that the United Nations monitor the distribution to ensure that it is fair.

Saddam, a Warrior Defeated in Battle

Who Manages to Keep Clawing Back

By Caryle Murphy
Washington Post Service

AMMAN, Jordan — Saddam Hussein is back.

That was the real news from Baghdad, beyond the predictable rhetoric from the Ba'ath Socialist Party machinery proclaiming "a splendid victory" in the diplomatic solution to the latest confrontation with the United Nations.

Back onto the world stage marched a man who had been defeated militarily, who was bound by sanctions, challenged by rebellions and isolated and humiliated in the world.

Through a theatrical display of bravado over the "sovereignty" of a building in Baghdad, he compelled the president of the United States to cut short a campaign trip, send warships to the Gulf and spend a day huddled with top brass.

Recall this man just 16 months ago. The television pictures showed Mr. Saddam in an underground bunker, wrapped in an overcoat because there was no heat.

His country's entire electrical grid was out. Sewage systems, traffic lights, telephones did not work. Baghdad's bridges over the Tigris were bombed out, as were more than 100 others elsewhere.

His secret policemen did not know what was going on. Residents of Baghdad held private parties to celebrate the end of his rule. His military was confused and in disarray. A good part of his air force was impounded in Iran, his foe.

He had just been evicted from Kuwait, which he had declared Iraq's 19th province, and had agreed to the most humiliating, intrusive, en-

NEWS ANALYSIS

compassing cease-fire conditions since the Versailles Treaty punished Germany after World War I.

To top it off, 14 of Iraq's 18 provinces had just been racked by the most furious uprising in modern Iraq.

What happened?

For one thing, even in his disastrous circumstances, Mr. Saddam, 53 years old, had some luck. The allied coalition in Operation Desert Storm left him with enough troops and equipment to enforce his rule and put down rebellions by the Shiites and the Kurds.

For another, he had prepared financially. Somehow, somewhere, he had stashed away enough money to buy what he has needed since United Nations economic sanctions were imposed almost two years ago — luxuries for his elite and equipment to rebuild, to an amazing degree, Iraq's bombed infrastructure and, at least partially, its air defense and military communications systems.

But the Iraqi leader's biggest asset in his climb back up was, and is, himself.

Hitler, to whom President George Bush has compared Mr. Saddam, shot himself when he found himself defeated in war. For Mr. Saddam, such a response was unthinkable.

His determination was made clear in a response to a child's question about Iraq's withdrawal from Kuwait:

Mr. Saddam: "If you fail your class, what will you do?"

Pupil: "I'll take the class again."

Mr. Saddam: "And that's what we will do, too."

The response highlights his key trait: He is a man who never, ever gives up. In the last 16 months, he has used his willpower, attention to detail, preoccupation with his personal security, conspiratorial bent of mind, desire for revenge and fearful brutality toward his own citizens to resuscitate his regime.

Even Mr. Saddam's most bitter foe, Ayatollah Ruhollah Khomeini, is said to have paid a backhanded compliment to the Iraqi leader.

According to a tale in Tehran, when Ayatollah Khomeini was informed that Iran would have to accept a cease-fire in its war with Iraq, he retorted bitterly to his officials: "If you had just one drop of Saddam's blood in you, this wouldn't have to happen."

There are many who argue, with clear and mounting evidence to back them up, that Mr. Saddam's revival is mostly sham, a clever use of smoke and mirrors that hides a rotten, corrupt and hated circle at the top that will sooner or later fall, as one Iraqi put it, "like a ripe fig."

For these people, Mr. Saddam's survival is ephemeral, his days numbered. They point out that he controls only Baghdad and its environs, having lost Kurdistan in the north, where allied planes keep his army at bay, even as he faces a persistent Shiite insurgency in the south.

His economy has been ruined by inflation, food prices are beyond the ordinary person's means and his country's future wealth is mortgaged to old debts and new war reparations.

Dissident military officers are planning coups. And his nemesis, Mr. Bush, has vowed to see him toppled before economic sanctions will be lifted.

"He can offer the Iraqi people no way out of the cul-de-sac he's offered them," said a Western analyst, who noted that up to a week before Nicolae Ceausescu, the Romanian Communist leader, was executed, he, too, appeared to be in complete control.

Nevertheless, for now, Mr. Saddam is there. And his performance in the last 16 months offers clues to what can be expected up to the point when the long intermission in his downfall — a hiatus that began when the guns of Operation Desert Storm were stilled — melts into the final act of Iraq's national drama.

Mr. Saddam emerged unrepentant from his wartime bunker. Nowhere do "I'm sorry," or "I made a mistake," appear in his public comments. Instead, he blamed the party, cowards in the military and traitors for the defeat in Kuwait and revolts at home.

He chided a group of women for paying too much attention to clothes and shopping and not enough to learning how to scrimp and save to beat the embargo.

His explanation for Iraq's woes has nothing to do with his invasion of Kuwait, which is rarely mentioned. His explanation is divine. "It will not do to say, 'Had we done this or that the consequences would have been better,' since what happened was willed by God," he told military officers last fall.

Mr. Saddam repeated that last month at yet another ceremony to pin medals on military and political cronies.

"I firmly believe in my deep conscience that

God wanted this paradox to take this form," he said. "If another superpower had fought America there would be no paradox, but this is the paradox: Everyone comes to kill Iraq, and Iraq remained alive, healthy, and full of determination, faith, sacrifice, work and construction."

Mr. Saddam has so identified Iraq and himself in his own mind that, to him, the Gulf War was not a defeat. "As long as he's alive," one opponent said, "he thinks he's victorious."

One of the first things Mr. Saddam decided after the war was to rebuild everything. The Ba'ath Congress in September was named the Jihad of Reconstruction Congress. Oil refineries, electrical grids, bridges and factories were repaired.

A project to drain the southern marshes, called the "Great Leader Saddam Hussein River," was recently undertaken. This was followed by a seminar to discuss restructuring the education system.

But like everything that Mr. Saddam gave Iraq since becoming its leader 24 years ago, these projects come at a high spiritual cost, for he imposes his will through fear. His omnipotent secret police system was also one of the first things that was rebuilt after the war.

Another key element in Mr. Saddam's survival is deception, a talent that makes even Iraqis laughingly allude to their country as "Disneyland."

But most of all, Mr. Saddam needs to break the grip that the United Nations has on him.

"I think he's calculated that he's got to break out of this box," an American analyst said of the latest confrontation. "Sanctions are not coming off, and he thinks this is a good time because Bush is weak. He's always pushing, and probing, there's nothing new about this. It's just like a replay of the run-up to the Gulf War. He has not changed one bit. He has not learned one single thing."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, JULY 30, 1992

Free Iraqis From Their Dictator the Afghan Way

By Charles Krauthammer

WASHINGTON — The claim by George Bush that Saddam Hussein "caved in" on the great confrontation at the Agriculture Ministry is the kind of empty loser's boast that one expects from defeated tyrants, not from an American president. Not only did Saddam have 21 days to clean the place out of any incriminating documents, he gained a veto over the composition of the United Nations inspection team.

The UN inspection regime thus gave up its two principal weapons, surprise and independence.

Despite his public statements, Mr. Bush knows that he suffered a defeat. That is why he is laying down new markers and ordering a stepping up of UN weapons monitoring. The point is either to make Saddam really back down next time or to provoke punitive allied military action.

No doubt the president's calculations about Iraq are influenced by the election. Nonetheless, there are real issues in the world, election year or not, and Iraq is one of them. Saddam is stirring and unless he is beaten back he promises deadly problems

for the United States and its Gulf allies in the future.

The issue is not the Agriculture Ministry. Nor is it Saddam's thwarting of UN authority over his weapons of mass destruction. The issue is Saddam's general resurgence and his new bid for power in the region.

His first aim is to run international organizations out of his country. United Nations soldiers and inspectors have been harassed and roughed up. A Fijian UN soldier has already been killed. Even Save the Children is on the run; they pulled all but two of their people out of Iraq after finding a bomb under their truck.

Second, Saddam is moving to crush all internal opposition. He has stepped up the war against Shiite rebels in the south, bombing them with fixed-wing aircraft in violation of the Gulf War cease-fire.

Third, and most ominous, Saddam is reviving his regional ambitions. The official Iraqi press is raising once again the issue of the annexation of, yes, Kuwait. Four weeks ago, Iraq's

envoy to the United Nations in Geneva (Saddam's stepbrother) published a call for redrawing the boundaries of the Gulf region. It was an ill-disguised attempt to buy off U.S. allies: Saudi Arabia would absorb Bahrain and Qatar, Oman would absorb the United Arab Emirates, and Iraq would absorb Kuwait.

Here we go again. Saddam is getting up off the floor. It is no use decrying Mr. Bush's appalling mishandling of the Gulf War aftermath. What is done is done. The question is what to do now.

Picking targets for some air raid is not a policy. An air raid might demonstrate to Saddam the costs for his new game, but unless it kills him — and the coalition had no such luck during the 40-day air war — it will have achieved very little.

A new strategy is needed, and it must be this: Turn Iraq into Afghanistan. After the Soviet invasion of Afghanistan, the United States waged its most successful proxy war ever. Use the model of the Afghan resis-

tance. Bring down the regime, over many years if necessary, through massive assistance to those already in place and quite willing to do the job themselves — the Shiite guerrillas in the south and the Kurds in the north.

In Afghanistan, U.S. policy took a decade to succeed, but succeed it did with a generous dose of arms, money and intelligence. Saddam will be a harder target. Proxies, while necessary, may not be sufficient. The anti-Saddam insurgents will need, in addition, both diplomatic and military help:

- Start war crimes trials against Saddam for crimes against humanity. Urged a year ago by the Europeans, they would once again focus public attention on Saddam's criminality and provide legitimacy for an allied campaign to remove and/or kill him. The world has all the evidence it needs in captured documents of his campaign of genocide against the Kurds.

- Withdraw diplomatic recognition of Saddam's regime. Begin the delegitimization of the Ba'ath dictatorship by recognizing in its place a

provisional government based in Iraqi Kurdistan and composed of opposition leaders.

• Supplement Kurdish and Shiite guerrilla forces with allied air and naval power to provide air cover and deliver air strikes at selected strategic and tactical targets. This is a far better use of U.S. and allied military power than the delivery of "messages" through purely punitive strikes.

The quick fix, once available after Desert Storm but rejected by a conflicted president, is now beyond reach. In the absence of a lucky air strike, the only way to counter Saddam is with a longer, more drawn out strategy borrowed from the Afghan model (although one should this time be a bit more careful in choosing which factions to support).

Long-run plans are not designed for winning political points, certainly not in an election year. But it is hard to see how Mr. Bush can win any political points on Iraq, a victory he bungled away. What he might win now, however, is the kind of historical credit due a recent one-term president, Jimmy Carter, for having initiated a far-reaching policy that brought victory in Afghanistan long after he himself had been forcibly retired.

Washington Post Writers Group.

TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN

25 juillet 1992

Kurdes et CEE

Le Parlement européen vient d'adopter une résolution « sur les droits du peuple kurde » qui a de quoi laisser sceptique. Selon Jas Gawronski, le rapporteur de la résolution votée le 12 juin 1991, « la doctrine de l'autodétermination n'est pas applicable au peuple kurde ». Parce qu'elle amputerait les pays concernés (Irak, Turquie, Iran) de la souveraineté sur de larges portions de leur propre territoire. Et surtout parce que les Kurdes sont « concentrés dans des régions d'importance stratégique possédant des gisements d'eau et des ressources de pétrole que se disputent les pays du Moyen-Orient ». Il ne faut donc pas rêver ! Un bon point tout de même : Bruxelles appuie la revendication d'autonomie défendue par les Kurdes d'Irak et se félicite du déroulement récent des élections libres « organisées dans la région contrôlée par les partis démocratiques kurdes ». En ce qui concerne le sort des Kurdes de Turquie, en revanche, le Parlement européen est beaucoup plus restrictif. A croire que la CEE souhaite ménager les dirigeants turcs. ■

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE - July 31, 1992

Saddam Replaces Foreign Minister

By Caryle Murphy

Washington Post Service

AMMAN — President Saddam Hussein of Iraq reshuffled his cabinet Thursday, naming a new foreign minister.

Meanwhile, a senior United Nations official was kept waiting in Baghdad, where he is seeking to negotiate a new agreement to permit UN personnel to work inside Iraq.

The official, Richard J. Foran, the UN assistant secretary-general, was informed in Baghdad that discussions on renewing a memorandum of understanding that sets out the working conditions of UN and private relief personnel in Iraq would only begin Saturday, UN sources said.

The memorandum of understanding expired on June 30, and the lack of an agreement since has helped reduce the number of foreign relief workers in Iraq to one-fifth of what it was in May, UN and private relief officials said.

No reasons were given for the cabinet shuffle, in which Mohammed Saeed Sahaf, who held the No. 2 job in the Foreign Ministry, became minister.

His predecessor, Ahmed Hussein Samaraei, was named finance minister, replacing Majid Abed Jaafar, according to the Iraqi press agency INA.

Mr. Saddam also named the head of Iraq's Atomic Energy Commission, Humam Abdul Khaliq Abdul Ghafuras, as minister of higher education and scientific research, replacing Abdul Razzak Hashimi, who was relieved of his post, the agency said.

Mr. Hashimi was a high-profile spokesman for Mr. Saddam during the Gulf crisis as Iraq's ambassador to Paris. During a recent seminar on higher education led by Mr. Saddam, Mr. Hashimi complained that Iraq's leading education facilities were in shambles. It was not

known if this contributed to his dismissal.

The Iraqi government's failure so far to renew the memorandum of understanding appeared to be part of a broader effort by Mr. Saddam to free himself of the intrusive presence of the United Nations in his country.

Overshadowed by the recent conflict on weapons inspection, Iraq's stalling on this issue has been a serious issue between Baghdad and the United Nations in recent weeks.

"We haven't got the substantive discussions we want yet," a UN official said.

Besides dragging out discussions on the memorandum, the government has refused to give visas and travel permits to UN and Western relief officials in the last two months. At the same time, government-orchestrated anti-UN protests and harassment of Western nationals have risen.

Mr. Foran got a taste of this harassment his first night in Baghdad two weeks ago, when he looked out his hotel window and saw someone slashing the tires of his UN car, a colleague said. When he telephoned hotel security to complain, he was told that the vandal refused to comply with their requests to stop, the source added.

The Iraqis also increased hotel room rates for UN workers from \$50 to \$150 a night.

These tactics appear to be working. The number of foreign relief workers in Iraq has plummeted from 169 at the end of May to only 29, a UN official said. Save the Children, for example, has reduced its expatriate staff from 11 to 2 in Kurdistan in northern Iraq because of the security situation, a spokesman said.

In June, a bomb was discovered under one of the organization's vehicles in the Erbil governorate, and a few days later another vehicle was set afire, she said.

LE MONDE— 30 juillet 1992

Bagdad est accusé de multiplier les attaques contre les Kurdes et les chiïtes

Quelques jours seulement après l'accord intervenu entre l'Irak et les Nations unies concernant l'inspection du ministère de l'agriculture irakien, les Etats-Unis et le rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'Homme, M. Max van der Stoep, ont accusé, jeudi 30 juillet, Bagdad d'avoir nettement augmenté les opérations de répression dans le nord et le sud du pays.

« Les opérations de contre-insurrection militaire irakienne continuent contre les populations civiles irakiennes dans le Nord et le Sud, et cela semble être un effort pour intimider et maîtriser les populations », a déclaré le porte-parole du Pentagone, M. Pete Williams, selon lequel ces efforts « sont plus importants que ce que nous avons vu durant les précédents mois ». Il a notamment cité un bombardement aérien, le 23 juillet, sur des positions chiïtes du sud du pays. « C'est le seul jour où des avions irakiens ont été utilisés pour ces opérations, mais à plusieurs reprises après cette date, les Irakiens ont continué à utiliser des hélicoptères pour attaquer les positions chiïtes », a poursuivi M. Williams. Rappelant que la résolution 688 de l'ONU ordonne l'arrêt de la répression des populations civiles en Irak, il a estimé qu'une offen-

sive terrestre contre les populations du Sud représenterait une violation de cette résolution.

De son côté, M. van der Stoep a appelé le gouvernement irakien à « mettre fin immédiatement » aux attaques indiscriminées à l'artillerie lourde contre des zones habitées dans la région des marais du sud du pays. Les zones et hameaux y sont soumis à un blocus économique qui empêche même l'entrée de l'aide humanitaire d'urgence, les autorités irakiennes se livrant par ailleurs au détournement et au drainage des cours d'eau, ce qui « menace l'habitat local et la culture de cette ancienne civilisation », a-t-il souligné.

Remaniement ministériel

Par ailleurs, le président Saddam Hussein a procédé jeudi à un remaniement ministériel. Trois portefeuilles sensibles, ceux des affaires étrangères, des finances, ainsi que celui de l'enseignement supérieur et de la recherche ont changé de titulaires. Ainsi, M. Mohammad Saïd as-Sahhaf, qui était vice-ministre des affaires étrangères, accède-t-il au rang de ministre, en lieu et place de M. Ahmad Hussein al-Khodair, qui devient ministre des finances, remplaçant M. Majid abdel Jaafar - auquel seraient reprochées les difficultés économiques consécutives à l'embargo des Nations-unies. Le sort de ce dernier n'a pas été précisé, de même que celui du ministre sortant de l'enseignement supérieur et de la recherche, M. Abderrazak al Hashimi, ancien ambassadeur en France. - (AFP.)

LE MONDE— 31 juillet 1992

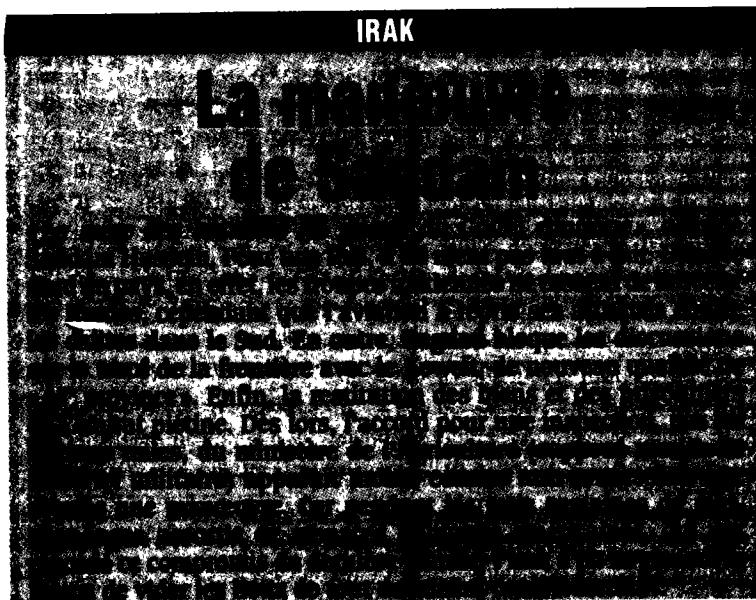
TURQUIE

L'ancien maire de Diyarbakir a été placé en garde à vue

M. Mehdi Zana, l'une des figures de proue du mouvement kurde en Turquie, maire, de 1977 à 1980, de Diyarbakir, la principale ville du Sud-Est anatolien à majorité kurde, a été arrêté, mercredi 29 juillet, après que la police eut fouillé son appartement, à la recherche, vaine, de « terroristes ». M. Zana a été accompagné dans les locaux de la police par M^{me} Leyla Zana, son épouse, députée de Diyarbakir (le Monde du 15 juillet), qui, protégée par l'immunité parlementaire, en est ressortie libre, tandis que son mari reste en garde à vue, nous indique notre correspondant à Istanbul. M. Zana avait passé dix ans en prison après le coup d'Etat militaire de 1980.

A Istanbul, le contre-amiral Kamal Kacyacan, ancien commandant des forces navales turques, a été tué mercredi à son domicile. L'assassinat a été revendiqué par le groupe d'extrême gauche Dev-Sol, qui avait promis de se venger des procès faits dans les années 80 à ses membres en assassinant des officiers à la retraite.

L'EVENEMENT DU JEUDI— 30 juillet 1992



Libération — 31 JUILLET 1992

ETATS-UNIS

L'opposition irakienne intronisée à Washington

En recevant six dissidents irakiens, James Baker adresse un nouvel avertissement à Bagdad. Désormais, les Etats-Unis soutiendront fermement tous les opposants à Saddam Hussein.

L'opposition irakienne, habituée jusqu'à présent à des visites semi-officielles avec le sous-secrétaire d'Etat adjoint, a eu droit, mercredi soir, aux honneurs de Washington. Le chef de la diplomatie, James Baker, s'est entretenu pendant une heure avec six personnalités représentant, selon le département d'Etat, « la large diversité de la société irakienne ».

L'administration américaine, qui s'était gardée jusqu'à présent de s'afficher publiquement aux côtés des dissidents irakiens, a voulu donner un maximum de publicité à cette rencontre. Après l'envoi de navires dans la région, la livraison de batteries de missiles antimissiles au Koweït et les accents bellicistes du président George Bush, les Etats-Unis adressent ainsi un nouvel avertissement à Saddam Hussein : s'il ne se plie pas aux résolutions de l'ONU, l'opposition irakienne pourrait obtenir un soutien de plus en plus appuyé.

Cette dernière ne présente toujours pas un front uni. Un congrès, encouragé discrètement par Washington, s'était tenu à Vienne du 15 au 19 juin pour tenter de rassembler les quelque soixante-dix partis ou groupuscules en exil et établir un programme politique commun. Mais l'événement avait été boycotté par les principaux mouvements chiïtes, basés pour la plupart à Téhéran. La délégation, reçue par James Baker, est issue de ces assises et comprend les deux grands dirigeants kurdes, Jalal Talabani et Massoud Barzani, respectivement chefs de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) et du PDK (Parti démocratique du Kurdistan), un ancien Premier



James Baker, aux côtés des six personnalités irakiennes.

ministre, le général Aref Abdel Razzak, un religieux indépendant, le cheikh Mohammed Bahr Uloom, et un des initiateurs du congrès, Laith Kubba.

« Il est essentiel de se tenir fermement aux côtés de ces braves Irakiens qui s'opposent à la tyrannie de Saddam », a écrit George Bush à l'un des organisateurs de la rencontre, le sénateur Richard Lugar. « Mon administration est déterminée à maintenir la pression sur l'Irak jusqu'à l'arrivée au pouvoir à Bagdad d'une nouvelle direction. »

Cet ensemble composite présente l'avantage, pour Washington, d'être débarrassé des radicaux islamistes. Les chefs kurdes sont également détenteurs d'une légitimité démocratique toute récente, après la tenue à la mi-mai d'élections autonomes dans les trois régions du Nord échappant

au contrôle de Bagdad. Mais les Etats-Unis sont-ils prêts pour autant à soutenir un front dominé par l'UPK et le PDK, au risque de mécontenter Ankara, un de ses principaux alliés dans la région ? La Turquie, qui abrite quelque 12 millions de Kurdes, s'inquiète de l'émergence le long de sa frontière orientale d'une entité kurde jouissant d'une indépendance de fait.

« Notre réunion a été positive et amicale », a déclaré le chef de l'Union patriotique du Kurdistan, Jalal Talabani. « Nous n'avons pas demandé d'action militaire. Nous voulons que les Etats-Unis continuent leur politique de protection du peuple irakien contre le dictateur irakien (Saddam Hussein) dans le cadre des résolutions de l'ONU. » Les délégués ont proposé à leur interlocuteur que les alliés étendent leur protection — déjà effective

pour les Kurdes au nord — aux chiïtes du Sud.

Le département d'Etat a mis en garde Bagdad contre « une possible reprise des opérations militaires de large envergure » autour des marais de Bassora, qui abritent des dizaines de milliers de réfugiés chiïtes et de déserteurs. Les Américains devraient aussi redoubler de vigilance pour empêcher les vols d'avions militaires irakiens dans cette région, en violation des clauses de cessez-le-feu. L'ambassadeur américain aux Nations unies n'a pas non plus exclu que son pays dépose devant le Conseil de sécurité un projet de résolution afin de placer les populations chiïtes sous le parapluie onusien.

Les délégués, qui doivent voir aujourd'hui le conseiller à la Sécurité nationale, Brent Scowcroft, ont également demandé à James Baker une aide économique et financière : d'une part, que les zones échappant à la tutelle de Bagdad soient épargnées par les sanctions de l'ONU et puissent ainsi bénéficier d'une aide internationale. D'autre part, que l'opposition ait accès à une partie des fonds irakiens, gelés à l'étranger. Sans détailler la réponse du secrétaire d'Etat, Jalal Talabani a souligné que « toutes les options étaient ouvertes ».

Bagdad, via l'agence officielle INA, a accusé Washington de « mensonges et de désinformation sur la situation dans le sud de l'Irak » et félicité « M. Baker pour avoir reçu ces personnalités caractérisées par un échec politique, professionnel et moral ».

Ch.B. avec AFP et Reuter

DERNIERES NOUVELLES D'ALSACE
25 juillet 1992

Un pays des droits de l'homme se juge dans les faits

Par Michelle Meyer

Les avancées affichées par la Turquie sur la voie de la libération et la démocratisation sont loin de convaincre Michelle Meyer, présidente de l'association «Les amis du peuple kurde». Elle explique ici pourquoi.

«Les articles dans les DNA des 14 et 22 juillet sur l'Europe jouant la carte de l'Eurasie à L'instigation d'Hikmet Cetin, actuel président du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe et Ministre des Affaires Etrangères de Turquie, provoquent nombre de réactions. En tant que Présidente des «Amis du Peuple Kurde», ne pas me joindre à tant de voix protestataires serait un manquement à l'égard de l'idéal démocratique défendu par l'Europe qui compte sur l'assentiment des peuples pour parfaire sa construction.

Depuis Ata-Turk, père des Turcs, la Turquie se vante d'être laïque et européenne. Hikmet Cetin se fait l'écho de ce slogan inchangé dans la Turquie actuelle car, coûte que coûte, cet Etat compte bien devenir membre de la CEE.

Bien qu'alliée de l'Occident sur le plan militaire et stratégique, comment la Turquie pourrait-elle avoir le rôle de médiatrice dans le Haut-Karabakh alors que les Arméniens ont en mémoire le génocide perpétré contre eux malgré les dénégations des responsables turcs? Il ne faut pas s'étonner qu'Hikmet Cetin nie à son tour le génocide kurde.

Petites libéralisations

Certes, la Turquie effectue de petites libéralisations pour plaire à l'Europe et aux Etats-Unis. Néanmoins, le 30 janvier 1992, après la visite d'une délégation en Turquie, il était demandé à l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe que «ses commissions compétentes continuent à suivre les évé-

nements de près» car «la violence politique, la torture et les exécutions sommaires se multiplient et la situation dans le sud-est de la Turquie se dégrade rapidement».

Depuis les élections législatives de 1991, la Turquie irait vers plus de démocratie d'où elle n'a pas souhaité que le rapport de la dite visite soit mise en débat. Chacun se souvient des massacres du Newroz, nouvel an kurde du 21 mars 1992. Les Kurdes se réfugient dans les villes turques ou ailleurs pour échapper à la répression.

Pour combler son retard économique, la Turquie accélère l'exploitation des riches minerais du Kurdistan mais le travail est confié à des Turcs, il faut donc chasser les Kurdes de leur propre sol. Le 9 avril 1992, le Parlement Européen a condamné la Turquie pour «la violence dont elle a fait usage contre la population civile».

Clauses antidémocratiques

Trop de faits démentent une marche effective vers la démocratie. L'acte d'accusation établi par la Cour de Sécurité de l'Etat à l'encontre de Leyla Zana, député H.E.P. (Parti du Travail du Peuple), inscrit comme délit le fait de s'être vêtue de vert-rouge-jaune, couleurs du drapeau kurde et d'avoir parlé en kurde. Or, «le droit de parler librement la langue kurde» a été introduit par le Président de la République Özal.

Cependant, le 18 février 1992, le Ministère de l'Education a diffusé une circulaire interdisant les cours en langue kurde, «l'enseignement

en langues étrangères, y compris le Kurde, est soumis à l'avis du Conseil de Sécurité Nationale...» où les généraux dictent leurs décisions. Et la loi anti-terreur contient de nombreuses clauses antidémocratiques; l'article 8 prévoit l'interdiction de publier en kurde ou sur la question kurde. Le célèbre sociologue turc, Ismail Besikçi en est un exemple: après avoir passé 12 ans en prison pour avoir écrit sur le peuple kurde, il est retourné derrière les barreaux le 25 novembre 1991 en vertu de cet article de la loi anti-terreur.

Un rêve d'empire

La situation réelle en Turquie ne permet pas à Hikmet Cetin de se réclamer des valeurs de la démocratie et des droits de l'homme quand bien même la Turquie est devenue signataire de différents textes européens et internatio-

naux, elle a même signé en novembre 1990 la Charte de Paris qui traite des droits des minorités.

La Turquie est habituée au double jeu: il y a l'image qu'elle veut donner sur le plan international et il y a celle sur le terrain où l'identité kurde grosse de 15 millions d'individus dans la seule Turquie est niée.

Alors que l'Europe s'édifie à force de volonté en tournant le dos à l'histoire avec ses guerres fratricides, la Turquie et ses 5% de territoire en Europe est loin d'avoir rompu avec son passé. La ballade d'Hikmet Cetin sur les rives de la Mer Noire comme les incursions plusieurs fois répétées de l'aviation turque dans le Kurdistan irakien ne sont-elles pas le rêve d'un puissant empire qui veut tirer un bénéfice unilatéral de sa place au sein des institutions européennes et internationales?.



Les Kurdes, ballotés entre Turquie et Irak.

(Photo archives DNA)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, JULY 31, 1992

Iran Is Said to Expropriate 132 Iraqi Planes That Fled War

By Youssef M. Ibrahim
New York Times Service

KUWAIT — Iran has decided to expropriate 132 Iraqi military and civilian planes that sought refuge in that country during the Gulf War to escape destruction, Saudi and Kuwaiti officials said Thursday.

The total of Iraqi airplanes that fled to Iran is much larger than earlier reports, which spoke of about 60 planes, including Russian-made MiG fighters and Sukhoi fighter-bombers as well as several European-made civilian Airbus airliners and Boeing 747s.

Gulf officials, confirming a report that appeared Thursday morning on the front page of the Saudi daily Asharq al Awsat, said the Iranians had informed them of the decision for expropriation.

The decision was described as a first step in Tehran's claim for hundreds of billions of dollars in

damages from Iraq for the eight-year war waged against Tehran starting in 1980.

The Saudi daily put the value of the Iraqi planes being confiscated by Iran at \$1.2 billion.

Kuwaiti officials said that six of the planes were Kuwaiti-owned Airbus aircraft that they had been negotiating to get back. The first of the Kuwaiti planes arrived Wednesday, the Kuwaitis said, but others are being held up over an Iranian demand for \$90 million for parking and maintenance fees.

According to the Saudi report, civilian planes that belonged to Iraq have already been placed in service by Iran Air under a separate company name, Iran Tour. They include six Airbuses that were the property of Iraqi Airways and four Russian-made Tupolev airliners, all of which will be used on domestic routes.

Gulf officials who asked not to be identified said they understood that more than 100 of the Iraqi

airplanes were military aircraft that were being slowly put into service by the Iranian Air Force.

According to the Saudi newspaper report, the Iranians have already concluded agreements with the former Soviet Union, China and North Korea for spare parts and servicing of the military planes, at a cost of more than \$100 million.

Gulf officials said they were aware of several Iranian agreements to buy weapons and spare parts from Russia, China and other countries.

Iraq sent many of its planes to Iranian cities as the allied bombing campaign intensified during the last stage of the Gulf War. The number of the planes that fled to Iran has never been confirmed with any precision, but Iraq had at one point spoken of as many as 220.

Several of the Iraqi Airways Boeing 747s could be seen parked at Iranian airports as recently as a few months ago, with their Iraqi markings intact.

UN Arms Inspector Cites New Evidence Of Iraqi Violation

New York Times Service

UNITED NATIONS, New York — Rolf Ekeus, the United Nations official in charge of dismantling Iraq's weapons of mass destruction, said Friday that his commission had received fresh intelligence on an arms-related project in Iraq and that a new inspection would begin soon, perhaps as early as next week.

"We have some good information," said Mr. Ekeus. "We will act as quickly as possible."

He would not discuss the details or the source of his information but said that plans for a new mission had been drawn up late Thursday and early Friday. Team members have already been chosen, he said, and they will go to Baghdad "in early August."

Mr. Ekeus insisted that he was not responding to pressure from the United States to accelerate the inspection process as a way of testing Iraq's resolve following its agreement last week, after a 21-day standoff, to allow United Nations inspectors into a Ministry of Agriculture building. Little was found there in the end.

"We would never go just for the sake of accelerating the process, to force a confrontation," Mr. Ekeus said. "We would never go without a well-founded reason. Now we are working on something indeed."

Despite Iraq's strong resistance to his last mission, which eventually led the United States and its allies to contemplate military force, Mr. Ekeus said he was not expecting any significant objections to the next inspection team.

He also said that the names of the inspectors on the team would not be revealed to Baghdad until just before the mission begins. Identifying the arms experts involved in an inspection, he said, could allow Iraq to deduce the kind of mission planned and to take countermeasures.

CIA Starts Inquiry Into Disclosures By Congressman

Washington Post Service

WASHINGTON — The Central Intelligence Agency, sharpening a dispute with the chairman of the House Banking Committee, Henry B. Gonzalez, Democrat of Texas, has opened a formal review of potential damage from his disclosures on the House floor of classified information involving Iraq.

The CIA review comes two months after the Bush administration decided to cut off Mr. Gonzalez's access to classified information. The CIA said the inquiry was intended to learn whether his disclosures compromised intelligence sources and methods.

The disclosures were related to illicit loans to Iraq by the Atlanta branch of the Banca Nazionale del Lavoro of Italy, which received some Commodity Credit Corporation loan guarantees to buy U.S. farm products.

Mr. Gonzalez said the administration knew of an Iraqi effort to

obtain equipment for mass-destruction weapons years before it acted in 1990 to tighten controls on high-tech exports to Iraq. He added that the U.S. already knew of the bank's illicit loans to Iraq and its financing of arms-related purchases when it approved \$1 billion in new loan guarantees to Iraq in 1989.

Mr. Ekeus has been accused of capitulating to Iraq by choosing inspectors for the Ministry of Agriculture mission whose nationalities did not include countries involved in the allied war coalition, but he maintains that the inspectors were chosen for expertise first and nationality second.

A United Nations official who recently left Iraq had criticized the Ministry of Agriculture mission as misconceived from the start. But Mr. Ekeus, in response, said that the official, Doug Englund, had not been part of the inspection team and was not aware of all the intelligence involved.

United Nations officers have a mandate from the cease-fire that ended the Gulf War to go anywhere necessary to find and destroy Iraqi arms of mass destruction.

U.S. Sees New Challenges

John M. Goshko and Ann Devroy of The Washington Post reported earlier from Washington:

U.S. officials believe that President Saddam Hussein has embarked on what one official called "a season of challenge."

They expect the Iraqi leader to keep trying to defy the restrictions imposed on Iraq after the Gulf War.

Many officials believe that the next test of wills could come if President Saddam escalates ground and air attacks against Shiite Muslims in southern Iraq and tightens efforts to block food and other supplies from reaching the UN-protected Kurds in the north.

The Bush administration reiterated demands Thursday that Iraq stop repression of its Shiite and Kurdish minorities.

But it also said that Edward Perkins, chief U.S. delegate to the United Nations, was in error when he told Congress on Wednesday that the United States might ask the UN Security Council "within the next week" to authorize military action if Iraq continued to threaten these groups.

The reasons for correcting Mr. Perkins were not clear. Some officials insisted that he simply misunderstood a question and misspoke.

However, others saw the move as an administration retreat. Consultations with other countries have made clear that unless the plight of Iraq's minorities worsens considerably, the UN Security Council is unlikely to approve such a step.

China, which can veto any council resolution, and several non-aligned countries on the council are strongly opposed to intervening in what they regard as another state's internal affairs.

UN sources said these countries were unwilling to address Iraq's treatment of internal minorities, even though a special UN investigator, Max van der Stoep, accused Iraq on Thursday of indiscriminately bombing Shiite villages.

U.S. officials contend that Security Council resolutions adopted last year ending the Gulf War already authorize the United States and its allies to intervene in Iraq.

Officials have sought several times this week to emphasize that President George Bush is prepared to use that authority if necessary.

Despite such warnings, and despite the peaceful resolution of the latest confrontation over Iraqi efforts to bar UN inspectors from the Iraqi Agriculture Ministry, there is a feeling here that more trouble will follow.

"Saddam's defiance will not end with the incident, but will happen again," one high official said.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, AUGUST 1-2, 1992

Appel en faveur des populations du "Kurdistan libéré"

POUR NE PAS LAISSER «SE REFERMER LE COUVERCLE»

Peuples en marche - juillet-août 1992

L'Irak ne fait pas la Une des informations : l'embargo est maintenu, Saddam Hussein est toujours en place.

Cependant, dans le "Kurdistan libéré", les élections le 17 mai dernier d'un parlement de 105 membres (où le Parti Démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani devance l'Union Patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani) fait naître un processus démocratique teinté d'espoir.

"Les Kurdes veulent la liberté, la dignité, et vivre sur leur terre natale. Il faut que l'ONU se saisisse de leur problème", rappellent à leur retour les participants à une mission d'étude humanitaire (voir *Peuples en marche*, juin 92).

Au-delà du "bombardement massif" de l'aide d'urgence du printemps 91, les Kurdes doivent pouvoir compter sur la solidarité des ONG.

Dans un premier temps, Francie Albarran, Présidente de Peuples Solidaires, invite, de façon urgente en ce début d'été, à une démarche politique de pression : écrire une lettre aux plus hautes instances de notre pays, la France, et des Nations Unies d'autre part. Voici les raisons de son initiative, et un modèle de lettre que vous pouvez utiliser.

D U 20 au 27 mai 1992, j'ai pu participer à une mission d'étude humanitaire organisée par France-Liberté. Pourquoi Peuples Solidaires ? Les objectifs de cette mission qui étaient de prendre des contacts pour d'éventuels parrainages, le fonctionnement de France-Liberté qui intervient en complément des initiatives de la population, rappellent fort la démarche de Peuples Solidaires.

Il y a vingt ans, n'avons-nous pas démarré en nous jumelant avec des villes et villages du Bangladesh ? Notre appui ne vient-il pas en complément des initiatives villageoises ?

Il existe d'autres points communs que je détaillerai ultérieurement via *Peuples en marche* (n° de septembre), mais aujourd'hui (...) il y a l'impérieuse nécessité d'agir, dans un premier temps, sur des questions urgentes du Kurdistan.

A quoi servirait un appui à la reconstruction de cette région quand tout

risque de sauter sur les innombrables mines, ou sous la menace permanente de nouveaux bombardements ?

Les différents responsables rencontrés nous ont tous dit : L'AIDE HUMANITAIRE NE SUFFIT PAS, IL FAUT AUSSI CELLE DES POLITIQUES.

Les forces alliées sous contrôle des Nations Unies doivent se retirer très prochainement.

C'est pourquoi je vous demande d'envoyer TRES VITE une lettre au Président de la République et au Secrétaire Général des Nations Unies, et de la faire connaître autour de vous (1).

Alors à vos plumes, pour éviter un nouvel exode et la poursuite de l'extermination du Peuple kurde".

**Francie Albarran,
Présidente de Peuples Solidaires.**

(1) J'ai effectué les indispensables vérifications auprès de responsables de l'Institut Kurde de Paris, pour m'assurer de l'exactitude des propos de cette lettre.

Une lettre à Monsieur le Président de la République,
une autre à Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies, (1).

D EPUIS plus de dix ans, le peuple kurde a connu la destruction totale de 4 000 villages (maisons dynamitées, arbres brûlés chimiquement, sources rendues inutilisables), faisant des milliers de disparus (déportation, assassinats, torture).

Plus récemment, la médiatisation de l'exode massif de milliers de gens a interpellé l'opinion publique internationale.

Le soulèvement de la population kurde puis l'intervention des forces alliées sous mandat de l'O.N.U. ont permis la libération de 70 % du territoire kurde irakien.

Cependant, la menace des troupes de Bagdad reste constante et de nombreuses villes et villages subissent encore cet odieux régime.

Pourtant, et pour la première fois dans cette région, des élections démocratiques avec une participation massive ont démontré au reste du monde la soif de liberté, la capacité d'organisation et de reconstruction de ce peuple courageux. Mais les acquis sont fragiles, perpétuellement menacés de l'intérieur et des pays frontaliers.

C'est pourquoi je vous demande,
1° Le maintien de la mission de protection des forces alliées sous mandat de l'O.N.U., l'application et l'extension à l'ensemble du territoire kurde de la résolution 688 des Nations Unies jusqu'à ce qu'une solution politique viable, internationalement garantie, soit trouvée.

2° L'envoi sur place d'équipes de démineurs et la formation de techniciens qui puissent poursuivre ce travail pour permettre la relance de l'agriculture. La reprise de cette économie d'autosuffisance atténuerait les effets du double embargo dont est victime la population.

Persuadé que vous ferez tout ce qui est en votre pouvoir pour soutenir l'espoir né dans la population kurde par l'engagement d'un processus démocratique jusqu'alors inédit dans cette région, je vous prie d'agréer...

Signature

EN BREF

La résolution 688, du Conseil de Sécurité des Nations Unies (5 avril 1991) condamne la répression irakienne et exige "un accès immédiat des organisations humanitaires internationales à tous ceux qui ont besoin d'assistance dans toutes les parties de l'Irak".

Cette résolution est différente des précédentes résolutions ("assistance humanitaire aux victimes des catastrophes naturelles et autres situations d'urgence du même ordre", déc. 88, et "couloirs d'urgence humanitaire" en déc. 90) en ce sens qu'elle concerne une violation massive des droits de l'homme à l'intérieur d'un pays membre de l'ONU.

Les forces alliées en Turquie, le 26 juin,

ont reçu, pour la 2^{ème} fois, l'accord du Parlement turc de prolonger de six mois la durée de stationnement sur son territoire, dans le cadre de l'opération visant à assurer la protection des populations kurdes du Nord de l'Irak.

Cette force multinationale est stationnée sur la base aérienne turco-américaine d'Incivilk, depuis le retrait des forces alliées du Nord irakien. (*Le Monde*, 28-29 juin).

L'Institut kurde de Paris

Fondé en 1983, il regroupe des artistes, des chercheurs et des écrivains kurdes d'origines et d'horizons divers, vivant en Europe, pour contribuer à la sauvegarde, au renouveau et à la diffusion de la culture kurde.
Institut Kurde, 106 rue La Fayette
75010 PARIS.

(1) - Présidence de la République :
55, rue du Faubourg Saint Honoré
75008 Paris.

- Copie au Ministère des Affaires Etrangères :
37, quai d'Orsay. 75007 Paris.

- Nations Unies
NY 10017 USA.

Le Quotidien de Paris - 1^{er} août 1992

Irak : l'opposition reçue à Washington

L'opposition irakienne a été reçue hier à la Maison-Blanche, mais elle est encore loin de l'unité souhaitée par Washington pour lui voir un jour faire pièce à Saddam Hussein. Une délégation de six représentants du Congrès national irakien (CNI) s'est entretenue avec le conseiller du

président George Bush pour les questions de Sécurité nationale, Brent Scowcroft. Composée de deux Kurdes, deux chiites et deux sunnites, elle a déjà été reçue par le secrétaire d'Etat James Baker. Sa présence à Washington depuis mardi a illustré les espoirs placés par les Etats-Unis, qui veulent maintenir la pression sur Saddam Hussein.

L'Humanité - 3 août 1992

OPERATION CONTRE LES KURDES

Huit séparatistes kurdes ont été tués et six autres blessés samedi lors de deux opérations menées par l'armée turque, dans les régions montagneuses de Sirtak et Idil dans le sud-est du pays, qui a saisi des armes et des munitions. Ils appartiendraient au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, indépendantistes kurdes de Turquie), en lutte armée contre le pouvoir central d'Ankara depuis août 1984. Depuis cette date, au moins 4.100 personnes ont été tuées lors d'affrontements entre armée et rebelles.

L'Ouest France - 3 août 1992

Kurdistan: l'oubli serait meurtrier

ZAHKO, (correspondance). — Dans le ciel de Zahko, ville frontalière avec la Turquie, les hélicoptères américains font toujours la joie des enfants. On s'est habitué ici à leurs rondes incessantes et on sait surtout que rien de fâcheux ne pourra arriver tant qu'ils pointeront à l'horizon. Chargés de détecter tout mouvement suspect de troupes irakiennes, ils se portent garants de la sécurité des Kurdes et du personnel humanitaire.

Mais jusqu'à quand ? L'accord signé en avril 1991 entre l'Irak et l'ONU n'a toujours pas été renouvelé par Bagdad. La résolution 688, véritable protocole d'entente ratifié à contrecœur par Saddam Hussein, a officialisé pendant plus d'un an une présence humanitaire sur le sol kurde.

Les agences onusiennes, tant le Haut commissariat aux réfugiés que l'UNICEF, soucieuses de ne pas heurter les susceptibilités de Bagdad, ont réduit leurs activités. Les organisations non gouvernementales (ONG) se désengagent peu à peu. Bagdad n'accorde plus de visas et a recours aux harcèlements physiques, pour éloigner à tout jamais ces témoins gênants. L'attentat contre le convoi de Danielle Mitterrand, s'il n'est pas le premier du genre, les a tout de même choqués.

Les besoins demeurent pourtant énormes. Des dizaines de milliers de réfugiés vivent encore sous les tentes ou sous des bâtisses de fortune. On manque pratiquement de tout, l'eau, l'électricité et les matériaux pour reconstruire. Il faut souligner que les Kurdes d'Irak subissent un double embargo : celui imposé par les Nations unies sur l'Irak et le blocus décrété par Bagdad envers ceux qui ne veulent plus vivre sous sa férule.

A Khowalish, un de ces milliers de villages kurdes rasés de la carte par l'armée irakienne, on guette depuis plus de quinze

jours les drapeaux des véhicules de secours. Sous la tente, Sulayman Salek, chef de village, est désespéré : « Dites-leur de revenir, supplie-t-il. Nos enfants ont mal au ventre et ont du mal à respirer, qu'ils reviennent sinon c'est Saddam qui viendra avec ses gaz ; que peut-on contre les gaz, que peut-on contre le vent ? »

Pour tous, nul doute, un départ des forces alliées signifierait un retour dans les 24 heures de l'armée de Bagdad. Et une punition sévère qui sanctionnerait l'émancipation récente du peuple kurde qui s'est doté d'un Parlement et d'un gouvernement. Alors partir et laisser Saddam à son œuvre de destruction ? Ou bien rester en toute illégalité au risque de subir les opérations menées par Bagdad visant à terroriser les personnels de l'action humanitaire ?

Rester pour soigner et témoigner

Pour le docteur Geneviève Begkoyan, qui fut chef de la mission européenne de Médecins sans Frontières (MSF) à Bagdad, il n'y a pas d'alternative : il faut rester pour soigner et témoigner. Expulsée d'Irak le 22 juin, elle avoue avoir vécu six mois à Bagdad en résidence surveillée. « Les entrevues furent permanentes, explique-t-elle. Impossibilité de nous rendre dans les marais du sud-irakien où se sont réfugiés chiites et opposants au régime de Bagdad ».

Elle avance pourtant des chiffres : plus de 650 personnes seraient mortes en juin sous les obus de Saddam. Une guerre qui passe sous silence et que le leader baassiste veut laisser dans l'état. Pour preuve, la mission de MSF à Bassorah n'a jamais eu accès aux hôpitaux.

Amère, Geneviève Begkoyan s'insurge contre la frilosité de la Communauté internationale : « Il faut en revenir à l'esprit de la



Christian Lecomte

Des dizaines de milliers de réfugiés vivent encore sous des tentes, victimes d'un double embargo.

résolution 688, il faut aider les peuples d'Irak, les Kurdes, les chiites et les autres, la crédibilité des Nations unies est à ce prix ! » En attendant, MSF a décidé de poursuivre ses missions dans le Kurdistan irakien, en toute illégalité mais sous la protection armée des Peshmergas (combattants kurdes).

Plus d'un an après le show médiatique qui avait accompagné l'exode des Kurdes, on sait que l'oubli serait aujourd'hui meurtrier. Combien de temps les enfants de Zahko joueront-ils encore avec les ombres des hélicoptères américains ?

Christian LECOMTE.

A New Focus on Saddam

By Jim Hoagland

WASHINGTON — U.S. war plans for a strike against Saddam Hussein now center on the Iraqi dictator's escalating campaign of terror against the Shiites in southern Iraq — not on United Nations inspections of government ministries in Baghdad. The media spotlight that swept Baghdad this past weekend focused attention on the right church but the wrong pew.

The spotlight was switched on by a New York Times account that predicted a confrontation on Monday over a UN demand to inspect the Ministry of Military Industrialization in Baghdad. The story had a basis in fact, but it reported a decision on U.S. military reprisals that had been changed before the account appeared.

Plans to have U.S., British and French warplanes strike inside Baghdad immediately if the Iraqis refused a new inspection were

dering Americans into combat inevitably come under intense scrutiny.

The New York Times account went too far in suggesting that George Bush was planning a military strike purely for political gain. But Mr. Bush bears some responsibility for this imbroiglio as well. Here is why I think this.

America, Britain and France reached agreement in principle on new military action against Saddam two weeks ago, as reported in this column. Washington, London and Paris are determined not to permit a repetition of the humiliating standoff that occurred when Iraq refused in July to allow United Nations inspectors access to the Ministry of Agriculture in Baghdad for nearly three weeks.

But the final go-ahead for air raids on Baghdad was withheld when misgivings surfaced in the coalition and within the administration over the probable international reaction to bombing Iraqi ministries. Saddam could manipulate the timing and form of such confrontations, which might involve heavy civilian casualties.

"Not everyone was convinced of the wisdom of bombing ministries that we were saying had to be inspected and searched for documents or matériel that our bombs would have destroyed," says one administration official. "There was a feeling after a great deal of discussion that to be persuasive our focus had to be broader than bombing ministries, particularly since the urgent cause for concern right now is Saddam's growing brutality against the Shiites in the south."

A clear sign that attacks on Iraqi ministries would be controversial came from Turkey, which suddenly announced this month that coalition aircraft would not be allowed to use Turkish airfields for such missions.

The military implications of Turkey's move were slight. The United States can mount attacks on Baghdad from aircraft carriers, and the coalition air force can operate from Saudi fields. But Ankara's cold feet had significant political impact in coalition capitals.

In characteristic overreaching, Saddam has chosen this moment to intensify his war against



the Shiites. Iraqi aircraft flew nearly 100 sorties one day last week in a dramatic increase of activity that has included bombing and strafing runs against unarmed Shiites, according to U.S. intelligence reports. American officials now believe Iraqi opposition accounts that say Saddam's forces are systematically poisoning water sources in the Shiite marshlands.

The plight of the Shiites and Iraq's refusal to renew a memorandum of understanding to permit United Nations relief workers access to Iraqi civilians are the make-or-break issues of negotiations that were begun in Baghdad on Monday by Jan Eliasson, head of the UN emergency aid program.

U.S. officials see Mr. Eliasson's mission as decisive in determining whether force will again be used on Saddam. The New York

Times was premature, and looking the wrong way, in its reporting on an August Surprise.

But under the twin pressures of Saddam's intransigence and the U.S. election campaign, Mr. Bush is reversing the failed policies he has pursued since the end of Operation Desert Storm, such as letting Saddam's air force take to the air against the Shiites in the first place.

The president's repeated failure to keep direct military pressure on Saddam in the past 16 months makes it impossible today to unravel Mr. Bush's political fortunes from the messy and still dangerous situation in Iraq. He failed to draw clear and hard lines when he had a chance to do so. Now he must also carry responsibility for the impression that he is playing politics with Iraq.

The Washington Post

Under the twin pressures of Saddam's intransigence and the U.S. election campaign, Bush is reversing the failed policies he has pursued since the end of Desert Storm.

altered as a result of a continuing debate at senior levels of the Bush administration. At issue is the degree of provocation by Saddam needed to justify new coalition air attacks.

In a sense, these are details that one of America's great newspapers happened to mishandle in a way that had Potus — the president of the United States, in White House jargon — chewing the carpet. Such misunderstandings between the press and presidents are familiar in Washington in election years in which U.S. troops are engaged abroad. A president's motives for or-

Avanti! Mercoledì 5 Agosto 1992

Un'opzione improbabile la "balcanizzazione" della strategica nazione mediorientale

L'Irak diviso in tre staterelli?

Fin troppo chiaro a chi gioverebbe

Mirella Galletti

L'incertezza sul riassetto dell'Irak alimenta analisi che sembrano più legate alle speranze dell'interlocutore che non a considerazioni oggettive.

Le forze politiche locali concorrono ad aumentare il disorientamento con dichiarazioni, iniziative, strategie difformi se non antitetiche, che si elidono a vicenda.

Emblematico è il caso di Gialal Talabani.

Durante una sosta ad Ankara una decina di giorni fa il leader dell'unione patriottica del Kurdistan (Üpk) si dichiarò favorevole ad un kurdistan iracheno nell'orbita turca, di fatto un protettorato della Turchia.

Subito dopo Talabani si è recato a Washington dove con altri cinque membri dell'Opposizione irachena è stato ricevuto dal segretario di Stato James Baker.

Il fatto che fossero presenti esponenti curdi (Talabani e Barzani), sunniti e sciiti mostra anche la volontà dei curdi di non rompere con la parte araba.

Uno dei punti qualificanti dell'accordo di Beirut del 1990 tra le varie organizzazioni dell'opposizione irachena era appunto l'inviolabilità delle frontiere.

Nel convegno dell'opposizione irachena che si è tenuto a Vienna nel giugno scorso i curdi avevano inserito nel programma la possibilità per il popolo curdo di far ricorso all'autodeterminazione. Ma nessun partito arabo di qualche rilevanza si era presentato all'appuntamento.

Il fatto che i leader curdi

siano stati ricevuti ma in quanto componenti dell'Opposizione irachena fa propendere per l'ipotesi che gli Stati Uniti non siano favorevoli alla nascita di uno stato curdo, ma che appoggino una qualche soluzione garantista per i curdi nel seno dello Stato iracheno.

Baker ha promesso il sostegno statunitense agli iracheni coraggiosi che combattono la tirannia di Saddam Hussein, ma non si è espresso sugli aiuti statunitensi all'Opposizione irachena.

Inoltre da una settimana i sei leader sono a Washington impegnati in colloqui da cui però non sembrano scaturire fatti concreti.

In questi ultimi giorni è riemersa la tesi, già prospettata ai tempi della guerra

Iran-Irak, ma ora riproposta dagli ambienti degli emirati del Golfo impauriti dal riarmo di Bagdad, dello smembramento dell'Irak in tre aree: al nord i curdi nell'orbita turca, al sud gli sciiti aggregati all'Iran, al centro uno staterello sunnita nell'ambito del mondo arabo.

Questa tesi viene sostenuta per distruggere il potenziale egemonico iracheno. Ma sono stati gli stessi paesi del Golfo, Arabia Saudita e Kuwait in testa, ad avere lautamente finanziato l'Irak nella guerra contro la repubblica islamica e appoggiandone il riarmo, per fronteggiare la cosiddetta minaccia khomeinista.

Lo smembramento dell'Irak avrebbe come diretta conseguenza il rafforzamento della Turchia che porrebbe sotto il suo controllo la popolazione curda e turcomanna del nord del-

l'Irak e soprattutto i pozzi petroliferi di Kirkuk da cui viene estratto gran parte del greggio iracheno.

Inoltre l'Iran, oltre alle città sante di Kerbela e Najaf, avrebbe il predominio assoluto sul Golfo. Ed il mondo arabo sarebbe decurtato di un polo culturale, politico ed economico che dal periodo abbaside ha rappresentato un centro di primaria importanza per l'arabismo e l'islamismo.

Gli Stati del Golfo sembrano apparentemente favorevoli all'annientamento non solo del nemico Saddam Hussein ma dell'Irak, di uno Stato considerato troppo potente e pericoloso per lo status quo dell'area.

Ma questa opzione non può rientrare in una strategia a vasto respiro del mondo arabo. L'Irak viene chiamata la «porta orientale» del mondo arabo, ed ha sempre rappresentato il caposaldo dell'arabismo per respingere l'espansionismo turco e persiano.

Lo smembramento dell'Irak farebbe quindi offrire su un piatto d'argento ai tradizionali antagonisti degli arabi il controllo di importanti giacimenti petroliferi, del Golfo, delle acque del Tigri e dell'Eufrate.

La fine dello Stato iracheno rappresenterebbe quindi una breccia per la stessa sicurezza del mondo arabo ed una sconfitta per l'arabismo, anche se da tre lustri l'*umma al-islamiyah* (nazione islamica) sembra avere il sopravvento sulla *umma al-arabiyyah* (nazione araba).

Sembra lontana anni luce l'epoca in cui il rais egiziano Giamal Abd Nasser chiamava a raccolta le masse arabe dal Marocco al Golfo

e inneggiava all'unità araba.

Last but not least l'annientamento dell'Irak sarebbe considerato un'onta, una ulteriore pressione dell'imperialismo verso il mondo arabo, alimentando così ostilità e reazioni negative dei nazionalisti arabi verso l'occidente.

Il vero problema non è tanto la dissoluzione dell'Irak, argomento relegato a pretesto per elucubrazioni tipiche del periodo estivo, quanto piuttosto il rafforzamento del regime di Saddam Hussein. Gli aerei iracheni hanno ripreso gli attacchi contro gli sciiti asseragliati nelle paludi a sud, mentre l'esercito si sta ammassando nelle aree di Kalar e Kifri, nelle vicinanze di Sulaimaniyya, il centro politico e culturale del Kurdistan libero.

L'opposizione irachena sembra incapace di promuovere una reale unità di azione su obiettivi comuni. D'altra parte i referenti delle varie organizzazioni sono l'Iran per gli sciiti e la Turchia per i curdi, la Siria per i nazionalisti arabi.

Il Partito comunista iracheno (Pci), l'unica organizzazione oltre al Ba'th ad avere ramificazioni in tutto l'Irak, ha perso gran parte dell'influenza che aveva un tempo.

Nessun gruppo di opposizione è in grado di essere il portavoce di tutto il popolo iracheno, ognuno è l'espressione del proprio gruppo etnico o religioso, a fronte di una tradizionale frammentazione della società irachena che si è accentuata con la durissima e ventennale repressione messa in opera dal regime ba'thista.

Le Monde - 5 août 1992

TURQUIE

Intensification des opérations contre les « séparatistes » kurdes

Les forces de sécurité turques ont intensifié leurs opérations depuis une semaine dans l'Est et le Sud-Est anatoliens contre les rebelles kurdes. Ceux-ci préparent une nouvelle offensive pour le 15 août, sixième anniversaire du déclenchement de la lutte armée par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste).

ISTANBUL

de notre correspondant

Les « opérations de sécurité » se poursuivent dans les deux régions orientales ainsi que dans plusieurs grandes villes comme Istanbul, Ankara et Izmir. Emprisonné pen-

dant onze ans, M. Mehdi Zana, l'ancien maire de Diyarbakir, la préfecture du Sud-Est anatolien, est, depuis vendredi, de nouveau en garde à vue à Istanbul. Son épouse et trois autres Kurdes, accusés d'aider « les terroristes séparatistes », ont été arrêtés.

Ankara s'efforce également de « couper les soutiens externes » du PKK par des initiatives diplomatiques. Le ministre turc des affaires étrangères, M. Hikmet Çetin, de retour de Damas, a déclaré, lundi 3 août, que les autorités syriennes « avaient de bonnes intentions et étaient déterminées à lutter contre les terrorismes séparatistes kurdes ». Mais, contrairement aux affirmations de Damas, les services de renseignement turcs et occidentaux

considèrent que le PKK a toujours ses bases dans la Bekaa libanaise, sous contrôle syrien, et que son président, Abdullah Ocalan, résiderait dans la capitale syrienne.

Ankara, malgré ses bons rapports avec les dirigeants des Kurdes d'Irak, n'a pu encore assurer la sécurité tout au long des 331 kilomètres de sa frontière avec l'Irak. Les militants du PKK, bien installés dans les montagnes irakiennes, lancent des attaques contre les postes frontaliers turcs.

Plus de deux cents personnes, soldats, gendarmes, policiers, militants kurdes et civils, ont trouvé la mort depuis fin mars, dans des accrochages entre les forces de sécurité turques et les rebelles kurdes et lors d'opérations aériennes et terrestres de l'armée turque en Irak. Sur le territoire turc, le bilan des affrontements serait deux fois plus lourd que l'an dernier, selon un rapport officiel. Une trentaine de personnes ont été victimes de la guerre entre islamistes et marxistes kurdes. Le Hezbollah, organisation pro-iranienne, soupçonnée d'agir pour le compte

de la « Contre-guérilla », a assassiné une vingtaine de personnes proches du Parti populaire du travail (PPT, gauche). Le PKK a, lui, revendiqué l'assassinat de plusieurs militants du Hezbollah.

L'Association des droits de l'homme a plusieurs fois dénoncé la « Contre-guérilla », une organisation paramilitaire dépendant de l'état-major de l'armée turque, comme étant « le principal responsable des assassinats contre les militants pacifistes kurdes ». Six journalistes ont trouvé la mort depuis fin mars dans le Sud-Est anatolien. Un seul fut victime du PKK, les cinq autres, dont trois du quotidien de gauche et prokurde *Ozgur Gyundem*, ont été tués par des « inconnus », selon les informations officielles. Pour les Kurdes, il s'agirait soit de tueurs du Hezbollah, soit de membres de la « Contre-guérilla ». La police n'a arrêté aucun des auteurs de ces assassinats. Ce qui constitue, selon les députés kurdes, « la preuve de la collaboration entre les forces de l'ordre et les assassins ». - (Intérim.)

International Herald Tribune - August 5, 1992

'We Won't Let You Down,' Kurds Have Been Told

By Jim Hoagland

WASHINGTON — After 17 years, the American betrayal still burns in Massoud Barzani's heart, and at times in his soft brown eyes. Mention the name Henry Kissinger and he stiffens. "Ask him what he gained that was worth sacrificing the opportunity to bring down Saddam," Mr. Barzani demands. "And then ask what the world lost."

Mr. Barzani returned to Washington last week for the first time since the 1979 death here of his father, Mullah Mustafa Barzani, the legendary Kurdish tribal chieftain. He came with reluctance and suspicion. But the trip may help end, at long last, Saddam's murderous rule over Iraq.

The prospect of an endgame against Saddam — and Massoud playing a key role in it — will have Mullah Mustafa dancing a jig in Kurdish Heaven. A quarter of a century ago, he was the first political leader to recognize and fight Saddam's bloodthirsty ambition. More than 150,000 Kurds died in the periodic wars and the step-by-step campaign of genocide that followed.

When Saddam swaggered onto the world stage two years ago by invading and brutalizing Kuwait, he did no more to his Arab "brothers" than he had done to the Kurds for two decades. The Barzanis warned the world again and again that Hitler had been reborn in Baghdad. No oil was at stake. No one listened.

I had last seen Massoud with his father in the Zagros Mountains as Saddam's army closed in on them in 1975. They fled to Tehran and later to Washington. I could never bring myself to go see Mullah Mustafa and his sons in their lonely CIA-tended exile — to go see one of the world's last great eagles confined in a squalid cage.

Massoud returned to Kurdistan in 1979 to rebuild his father's political movement. Last week he sat in the glittering lobby of a luxury Washington hotel, Chaplinesque in a conservative gray suit instead of his Pesh Merga warrior's gear. It was more difficult for him to come to Washington to meet another secretary of state and seek U.S. commitments than it was to go to Baghdad and negotiate (unsuccessfully) with Saddam earlier this year, Massoud told me.

"There was a psychological barrier to my coming here," he said in a voice so soft that I had to lean forward to catch his answer. "We were let down, we were wounded in 1975" when Mr. Kissinger, after encouraging the Kurds with covert arms and money to rebel against Baghdad, halted all support rather than fight an expanding, increasingly dangerous war.

Mr. Barzani still does not accept Mr. Kissinger's pained protestations that congressional opposition to U.S. involvement abroad after Vietnam,

and other pressures beyond his control, dictated the 1975 cutoff. But, Mr. Barzani adds, "we know the Bush administration was not responsible for this. The interests of the Iraqi people made it necessary for me to come here and try again."

Is America's word likely to be any better this time? Are the Bush administration's fumbling efforts to bring down Saddam likely to become more effective between now and election day? There are reasons for measured hope on both scores.

The nebulous, long-divided Iraqi opposition is beginning to coalesce into a political alternative to Saddam. The meetings that Mr. Barzani, his fellow Kurdish leader Jalal Talabani and representatives from Iraq's Sunni and Shiite communities held with Secretary of State Jim Baker and other senior U.S. officials last week as a united delegation helped accelerate that process.

The meetings and the commitments that Mr. Baker and President George Bush's national security adviser, Brent Scowcroft, offered in those sessions are an important, publicly undisclosed change for the Bush administration's Iraq strategy.

Until now the White House has banked on a palace coup to topple Saddam. The people who could bring that about are bodyguards, military

officers and family members close to Saddam. Seeing the United States join forces with the opposition could scare these people off, the White House reasoned.

The opposition leaders came out of their meetings here believing that this reasoning is changing, although they are not sure why. They were encouraged to establish a national leadership office in the Kurdish area now under the protection of U.S. forces. The administration, Mr. Scowcroft said, will maintain a formal channel of communication with the Iraqi National Congress and will examine two other steps: providing increased protection for the Kurdish safe haven and turning frozen Iraqi assets over to the opposition leadership.

An impromptu session on Friday with Bandar bin Sultan, Saudi Arabia's ambassador to Washington, suggested a shift in Riyadh as well. Saudi opposition to a Kurdish-based Iraqi opposition has been an important factor in the White House's cold shoulder. Prince Bandar stunned the Iraqis by promising to be their "ambassador to Saudi Arabia" and voicing support for their plans.

These of course are only words. Mr. Barzani reminded Mr. Scowcroft of this. "We won't let you down," Mr. Scowcroft reportedly replied. America must keep that pledge this time.

The Washington Post.

Le Monde— 5 août 1992

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

THURSDAY, AUGUST 6, 1992

Iraqi Food Imports Dropping Sharply

Dinar's Fall and Executions Said to Disrupt the Economy

By Paul Lewis

New York Times Service

AMMAN, Jordan — Iraq's imports of such basic foods as rice, sugar, cooking oil and tea have fallen sharply in recent weeks, say government officials here and private traders in the Jordanian capital who handle most of Iraq's import needs.

Iraqi merchants have virtually ceased placing new orders here for some weeks now, their Jordanian counterparts say, apparently because of the disruption caused by a more than 50 percent fall in the value of the Iraqi dinar last month and after Baghdad executed about 40 merchants it had accused of profiteering.

This sudden devaluation of the dinar, which pushed the Iraqi currency down from about 14 dinars to the dollar to 22 or 24, and the disruption it caused may represent a first success for a reported plan by the U.S. Central Intelligence Agency in Saudi Arabia to destabilize President Saddam Hussein's government by flooding Iraq with forged dinar notes in order to create hyperinflation.

The total flow of Iraqi imports through the Jordanian port of Aqaba — most of which consists of staple foods — has dropped sharply from a 1992 peak of 550,000 tons in May to 160,000 tons in June and only 80,000 tons in July, Finance Minister Basil Jardanah of Jordan said.

With private Iraqi merchants no longer ordering, most of this food is now being imported by the Baghdad government, which provides Iraqis with a basic monthly food ration at very low prices.

Mr. Jardanah said he could not explain the fall, but he speculated it

might either mean Iraq had sufficient stocks to last for a while or that it was running low on dollars to pay for new supplies.

While Iraq traditionally imports flour and processed foods from neighboring Turkey, Syria and Iran, the port of Aqaba is the cheapest entry point for rice, sugar, cooking oil and tea, which come by ship from the Far East.

Mr. Jardanah said that the government was strictly enforcing UN sanctions against Iraq by allowing it to import only food and medicine and certain other supplies approved by the Security Council.

He said Secretary of State James A. Baker 3d had appeared satisfied with Jordan's enforcement procedures after being briefed on the situation when he visited Amman on July 21.

In June, after a U.S. intelligence estimate that 30 percent of the goods crossing from Jordan into Iraq violated sanctions, the U.S. director of central intelligence, Robert M. Gates, visited Amman in an unsuccessful effort to persuade King Hussein to install UN monitors on the border to check what was being exported to Iraq.

But the visit led to a tightening of Jordanian controls, diplomats here say, which appear to have eliminated many sanctions violations.

The United States, Britain and France, which have stationed warships outside Aqaba to enforce the sanctions, also have stepped up searches of cargo vessels using the port to look for banned Iraqi imports or exports.

Diplomats here say the number of trucks crossing into Iraq from Turkey has fallen sharply in recent weeks. The situation on Iraq's borders with Syria and Iran is unclear.

La question du partage des eaux de l'Euphrate

La Syrie et la Turquie affirment avoir réglé leurs différends

La Syrie et la Turquie ont dissipé les tensions nées de la question du partage des eaux de l'Euphrate et des activités des séparatistes kurdes, ont déclaré, dimanche 2 août, à l'issue d'entretiens à Damas, les ministres des affaires étrangères des deux pays.

« Nous nous sommes mis d'accord sur tous les sujets discutés », a déclaré le chef de la diplomatie turque, M. Hikmet Cetin, après s'être entretenu avec son homologue syrien, M. Farouk El Chareh. M. Cetin a aussi rencontré le président syrien, M. Hafez El Assad, auquel il aurait dit que les paroles du premier ministre turc, M. Suleyman Demirel, sur le par-

tage des eaux de l'Euphrate avaient été « mal interprétées ». M. Demirel avait déclaré, la veille de l'inauguration du barrage Ataturk (*le Monde* du 28 juillet), que son pays « pouvait utiliser comme il voulait » les eaux de ce fleuve. Les deux pays avaient conclu un accord en 1987, selon lequel la Turquie devait laisser passer 500 m³ d'eau par seconde vers la Syrie.

De son côté, Damas a signé en avril un protocole avec Ankara, s'engageant à limiter les activités des séparatistes du Parti des travailleurs kurdes (PKK), qui disposaient d'une base dans la plaine de la Békkaa (Liban), contrôlée par la Syrie. — (Reuter, AFP.)

Gamk - 10-11 août 1992

LES FORCES TURQUES FERMENT LES ACCES A DIYARBAKIR

Les forces de sécurité turques ont commencé à effectuer des contrôles d'identité et à interdire l'entrée dans la ville de Diyarbakir, craignant des manifestations des kurdes dans cette ville. Seuls les malades et les autorités peuvent entrer dans Diyarbakir.

Un officiel de Diyarbakir a indiqué que cette mesure avait été décidée à la suite de renseignements selon lesquels les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) préparaient des manifestations

à Diyarbakir à la suite des funérailles de l'un des leurs, tué la semaine dernière lors d'affrontements avec les forces turques de sécurité près de Lice, voisine de Diyarbakir.

EL PAIS — 8.08.1992

Rusia estudia la posibilidad de enviar buques de guerra al Golfo

Un nuevo grupo de inspectores de la ONU llega a Bagdad

AGENCIAS, Bagdad
El nuevo grupo de inspectores de la ONU que, integrado por 22 personas, pretende supervisar la destrucción de los arsenales de armas químicas, biológicas y nucleares de Irak llegó ayer a la capital iraquí procedente de Bahrein. Los expertos se enfrentarán, en su intento de cumplir con las resoluciones de la ONU sobre Irak, con un nuevo desafío del Gobierno del presidente Sadam Husein, que el jueves anunció que se niega a permitir ningún tipo de inspección en los ministerios y recintos gubernamentales.

La que viajó ayer es la 41ª misión de la ONU que visita Irak tras el final de la guerra del Golfo. El ruso Nikita Smidowitch, que dirige el grupo de expertos, indicó poco antes de salir de Bahrein que su equipo, durante 10 días, realizará "múltiples labores" que afectan a todos los sectores del armamento de destrucción masiva cuya eliminación exige la resolución 687 del Consejo de Seguridad de la ONU, que fue adoptada en abril de 1991 y que fijó las condiciones del alto el fuego en la guerra del Golfo.

EE UU ha declarado reiteradamente que está dispuesto a emplear la fuerza si Irak rechaza nuevamente a los inspectores que pretenden supervisar la destrucción de los arsenales iraquíes.

Coincidiendo con la llegada de la delegación de expertos, el general Viktor Dubinin, jefe de las Fuerzas Armadas rusas, declaró ayer en Moscú que su Gobierno estudia la posibilidad de enviar buques de guerra al Golfo para que se unan a la eventual acción internacional contra Irak. Según dijo, la decisión final co-

responde al presidente, Borís Yeltsin.

Por otra parte, los dirigentes kurdos Masud Barzani y Jalal Talabani llegaron ayer a Londres procedentes de Nueva York, donde durante una semana efectuaron contactos con responsables de la ONU y de la Administración norteamericana durante. A su llegada a la capital británica ambos líderes mostraron su convicción de que Washington apoya el proyecto de la coalición opositora iraquí de desplazar su cuartel general en Londres al norte de Irak.

A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France

FRAD177 3 PI 0235 FRA /AFP-S009

France-Kurdes lead

Les dirigeants kurdes irakiens reçus par le président Mitterrand

PARIS, 19 août (AFP) - Les dirigeants de l'opposition kurde irakienne, Jalal Talabani de l'Union patriotique du Kurdistan (UPDK) et Massoud (bien Massoud) Barzani (Parti démocratique du Kurdistan (PDK), ont été reçus mercredi en milieu de journée par le président François Mitterrand.

Cet entretien, qui n'avait pas été annoncé dans l'agenda des activités officielles du président, s'est déroulé en présence du ministre des Affaires étrangères Roland Dumas et de l'Action humanitaire Bernard Kouchner.

En quittant l'Elysée, Massoud Barzani s'est borné à indiquer qu'il avait trouvé auprès de président français, "compréhension et détermination à protéger les populations au sud comme au nord de l'Irak".

De son côté, M. Kouchner a indiqué que la conversation avait permis d'évoquer "la situation humanitaire en Irak, tant pour les Kurdes, dans le nord, que pour les Chiites, dans le sud du pays".

MM. Talabani et Barzani avaient été reçus le 29 juillet pour la première fois à Washington, par le secrétaire d'Etat James Baker et le conseiller du président George Bush pour les questions de sécurité nationale Brent Scowcroft. Ils participaient à une délégation de six responsables de l'opposition irakienne. Ils avaient demandé la création d'une zone protégée pour les Chiites du sud de l'Irak.

pfa-pjt/sh

AFP 191335 AOU 92

The New York Times — August 12, 1992

Kurds Creating a Country

By CHRIS HEDGES
Special to The New York Times

ERBIL, Iraq, Aug. 5 — For the third time this century, a fledgling Kurdish state has risen out of the havoc of war.

Largely as a result of the American-led intervention on their behalf at the end of the Persian Gulf war, the four million Kurds in northern Iraq have been able to form their own government, as their forebears did briefly in 1920 and 1946.

The two previous attempts at self-rule, the first in Iraq and the second in Iran, were each crushed within a year. And this current effort has enemies — most notably President Saddam Hussein of Iraq — at least as potent as those of the past, in addition to its own factional rivalries.

Here, Then, Is Kurdistan

But for now, with all its chaos and hardships, with friends and enemies alike refusing to recognize it, a distinct entity called Kurdistan exists in northern Iraq.

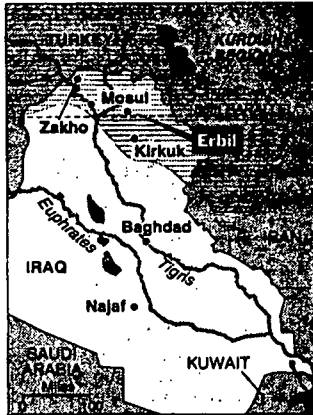
A legislature was elected in May and sworn in on July 4, and a capital has been established here. The new government has appointed a police force and school administration, levies taxes, collects garbage, delivers mail and oversees an army.

The legislature and the prime minister's office occupy a six-story building, lavishly decorated with Italian marble and mahogany, that once belonged to Baghdad's rubber-stamp Kurdistan National Assembly.

"If we can get outside funds and bring in the expertise needed to run a government, we can be self-sufficient within a year," said the prime minister, Fouad Masoum, dressed in a beige linen suit and sitting in his air-conditioned office here. "But if we cannot, we will face catastrophe."

Kurdistan, land-locked and wedged into a mountainous region between Iran and Turkey, is traditionally home to farmers and shepherds, although two-thirds of its people now live in four urban centers.

Kurdish doctors and engineers, often educated abroad and used to the luxury of American sedans and Western appliances, mingle with rebels in their traditional baggy uniforms and herders with



The New York Times

A fragile Kurdish enclave has grown up around Erbil.

their dyed henna beards, turbans and long wool cloaks.

The allies, led by the United States, sent forces to establish a security zone for the Kurds in northern Iraq in March 1991 after President Hussein moved to crush an uprising by Kurds who had been encouraged by the defeat of the Iraqi Army in the gulf war.

The intervention made possible the return of an estimated 1.5 million Kurds who had fled to Iran and Turkey.

With the Kurds now pursuing a tenuous independence in their security zone, Baghdad has been constrained from suppressing them. The zone, bounded in the south roughly by the 36th parallel, is monitored by allied warplanes flying from Turkey and by ground observers based in Zakho, just south of the Turkish border.

Pressure From Baghdad

But Mr. Hussein's Government is keeping pressure on the Kurds, branding the new government as "illegal" and its 15 ministers as "bandits." Kurdish and Iraqi troops face each other along a 180-mile front line that is punctuated by sporadic shelling and sniper fire.

Baghdad has made a series of gradual advances into Kurdish territory, most recently in March. The technique is to shell the nearest Kurdish positions, then inch forward with some of the 100,000 Iraqi troops along the ill-defined border.

The Hussein Government has also stopped the shipment of all fuel, food and supplies to the north, including children's vaccines donated by the United Nations.

Despite these and other palpable threats, the hardships here have been tempered by the cadences of summer, and hope has been swelled by the progress the Kurds have made so far,



Ward Pincus for The New York Times

Out of the chaos of the Persian Gulf war, a fledgling Kurdish state has risen in a mountainous region between Iran and Turkey. The tottering steps toward self-rule are even more unsure in remote rural areas where armed guerrillas operate freely. Faisal Surti, a militia leader, heads a band of men who hold for ransom trucks headed for Iraq.

A Deceptive Air of Normalcy

Boys fashion wooden replicas of the weapons carried by their fathers and older brothers, and swim the rivers that run through steep mountain gorges along the Iranian border.

Families, many of whom were cowering in tents a year ago, have rebuilt half of the estimated 4,000 villages destroyed by the Iraqi forces over the past two decades. Roadside stands overflow with cucumbers, eggplants, tomatoes, okra and potatoes.

Kurdish songs, ones banned by Baghdad, blare from small shops selling

cassette tapes. Portraits of rebels who have died cover billboards that once bore likenesses of President Hussein.

The Iraqi flag has been scrapped for the yellow and green banners of the two main Kurdish guerrilla factions, often waving together over checkpoints. The only remaining vestiges of the Iraqi Government are the currency and postage stamps.

The 105-member Kurdistan legislature is controlled by the two principal guerrilla groups, the Patriotic Union of Kurdistan and the Kurdistan Democratic Party, each with 50 seats. The other

On the Hostile Soil of Iraq

five seats went to Kurds from the Syrian Christian community.

The success of the Kurds' efforts is by no means assured. The tottering steps toward self-rule could easily become a head-long tumble into deprivation and anarchy.

The Habur Bridge linking Turkey to northern Iraq, five miles from Zakho, has become one of the most ominous of several Kurdish flashpoints.

Traffic at the bridge, which in late July saw 500 trucks a day enter from Turkey, halted after the burning of several vehicles by Turkish Kurds.

The Turkish Kurds are in a dispute with the Kurds in Iraq. The Iraqi Kurds, under pressure from the Turkish Government, have agreed to shut down the camps of the Turkish Kurdish Workers Party in northern Iraq. As a member of the allied coalition, Turkey has been an important benefactor of the Iraqi Kurds.

The bridge is vital to the Iraqi Kurds, not only for the food and other supplies but for the revenue generated from taxes that the Kurds impose on the truck traffic. The drivers were paying \$2 million a month in taxes to the Iraqi Kurds for the right to transport gasoline back to Turkey through Kurdish-

controlled areas, covering more than half the Kurds' budget.

"The road in from Turkey is our lifeline," said the prime minister, Mr. Masoum, "and without it we will be crippled, both in terms of the supplies we need and the revenues we receive."

But the truckers have also lost a lucrative business bringing goods into Iraq and returning with oil products from the large refinery in Mosul, which is north of the 36th parallel but still controlled by Baghdad. They are able to sell the gasoline in Turkey, in violation of the international trade embargo against Iraq, for 150 times the price they paid for it.

Can Government Govern?

Despite the opportunities for Kurds to extort gasoline from the truck drivers, prices have already begun to climb because of fears that fuel and food may

soon become harder to find. Black-market gasoline, sold from plastic containers along the road and now the only supply for motorists, has tripled in price in recent weeks, to \$40 a gallon, and the price of flour has risen 50 percent.

"Food is about to become the major issue in Kurdistan," said one United Nations official.

To make matters worse, the month-old government is still in disarray.

"I have no salary, no budget, no office, no official car, no staff and no telephone," said Mohammed Tofik, who is in charge of humanitarian aid and cooperation.

Outside urban areas, there is even less government presence.

Local militias, operating independently, rule much of the countryside, levying taxes at checkpoints and appropriating vehicles and machinery to sell in Iran.

"A lot of people in Kurdistan make a living off this," said Faisal Surti, a militia leader whose armed followers in Khalifan were holding for ransom 20 trucks headed for Iran. "One guy gets six friends with guns and becomes a local commander."

Stripped of Assets

Thefts have stripped the north of thousands of cars and heavy machinery. Of the 700 municipal vehicles in Erbil before the uprising, including graders, garbage trucks and bulldozers, only 92 remain, and many are out of service. The capital's police force operating at a third of its pre-war strength of 3,000 officers, has only 18 of its original 345 patrol cars.

Farmers, desperate to sell their crops, have begun smuggling their produce and grain to the Iraqi-controlled cities of Mosul and Kirkuk, in defiance of a ban imposed by the Kurdish government. The sales reduce the stocks that will be needed by Kurds during a harsh winter.

Turkey, Iran and Syria, all of whom have restive Kurdish minorities, view the autonomous Kurdish enclave with apprehension. Kurdish leaders say they have pleaded in vain with their

neighbors for anti-tank and anti-aircraft weapons to stave off an Iraqi attack.

"We can't even get enough food for our troops," said Kamal Mufti, a former Iraqi general who handles military affairs for the Kurds, "and when we tried to buy a few military items from the Iranians, they refused."

So the Kurds, while speaking of Kurdistan's reality to themselves, are careful to speak only of a more limited autonomy to the outside world.

"We depend on Turkey and the United Nations to renew the agreement and keep the security zone in place," said Jawhar Namiq, the speaker of the Kurdish legislature, "and this constant uncertainty leaves us with a lot of anxiety. What happens if these agreements are not renewed? What guarantees do we have that this third experience of self-rule will be more successful than the others?"

Elections are easy. Feeding the people is hard.

The existence of a Kurdish government, however ineffectual, elates most Kurds.

Taher Rasouli, a farm laborer, and his wife, Rahima, sat in a small hut of sticks and mud bricks. He and his family, with little money, eat cucumbers and tomatoes from the fields they work.

"I don't know the name of the new prime minister," he said, as his wife placed a blackened kettle on a fire burning between two stones, "but we all wish him well."

The fragility of the Kurdish enclave, however, is evident just 30 miles south of Erbil, in the scarred and battered town of Aski Kalak.

Armed but Prudent

Rebel fighters, in turbans, cummerbunds and baggy trousers, shoulder

rocket-propelled grenades and heavy machine guns. They sit on the rooftops and watch Iraqi soldiers cooking and chatting around gun emplacements.

Artillery rounds or whistling Katyusha rockets crash into houses periodically, shaking the earth and leaving gaping holes in the scarred walls.

Moheldin Nouri, wounded four days ago, lay on the floor of his family's home, his left arm and leg wrapped in

swaths of white gauze. The Blazer truck in which he and other fighters were riding when they were hit sat parked a few blocks away, parts of its doors and panels turned inside out from shell fragments.

"We are not allowed to fire mortars back," he said. "Our orders now are to do nothing that might provoke the Iraqis."

Provoking the Iraqis, as most Kurds realize, will mean swift defeat. The lightly armed Kurds, often short of ammunition, are little match for the tanks, personnel carriers and helicopters at the disposal of their enemy.

'I Choose Hunger'

For now the Kurds are eking out a living with dwindling resources.

Farouk Ghafour, a primary school teacher, stood sweating in the blistering heat as he used his hammer to bang the last wires into place in a crude electric heater he was repairing.

The 44-year-old teacher, who like most teachers has not received a salary for five months, has sold much of his furniture. He has a small stand to fix appliances in the Erbil market.

"This is all I have now to support my wife and eight children," he said. "I want to teach, and I will try to go back to school in the fall, but we have to eat."

"Maybe our future is black," Mr. Ghafour conceded. "Our government is weak and everyone is against us. But if you ask me to choose between Baghdad and hunger, I choose hunger."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, AUGUST 13, 1992

Kurds Go Against History, Setting Up a State in Iraq

By Chris Hedges
New York Times Service

ARBIL, Iraq — For the third time this century, a fledgling Kurdish state has risen out of the havoc of war.

Largely as a result of the American-led intervention on their behalf at the end of the Gulf War, the 4 million Kurds in northern Iraq have been able to form their own government, as their forebears did briefly in 1920 and 1946.

The two previous attempts at self-rule, the first in Iraq and the second in Iran, were each crushed within a year. And this current effort has enemies — most notably President Saddam Hussein of Iraq — at least as potent as those of the past, in addition to its own factional rivalries.

But for now, with all its chaos and hardships, with friends and enemies alike refusing to recognize it, a distinct entity called

Kurdistan exists in northern Iraq.

A legislature was elected in May and sworn in on July 4, and a capital has been established here. The new government has appointed a police force and school administration; it levies taxes, collects garbage, delivers mail and oversees an army.

The legislature and the prime minister's office occupy a six-story building, lavishly decorated with Italian marble and ma-

hogany, that once belonged to Baghdad's rubber-stamp Kurdistan National Assembly.

"If we can get outside funds and bring in the expertise needed to run a government, we can be self-sufficient within a year," said the prime minister, Fouad Masoum, in his air-conditioned office here. "But if we cannot, we will face catastrophe."

Kurdistan, land-locked and wedged into a mountainous region between Iran and Turkey, is traditionally home to farmers and shepherds, although two-thirds of its people now live in four urban centers.

Kurdish doctors and engineers, often educated abroad and used to the luxury of American sedans and Western appliances, mingle with rebels in their

traditional baggy uniforms and herders with their turbans, long wool cloaks and henna-dyed beards.

The allies, led by the United States, sent forces to establish a security zone for the Kurds in northern Iraq in March 1991 after Mr. Saddam moved to crush an uprising by Kurds who had been encouraged by the defeat of the Iraqi army in the Gulf War.

The intervention made possible the return of an estimated 1.5 million Kurds who had fled to Iran and Turkey.

With the Kurds now pursuing a tenuous independence in their security zone, Baghdad has been constrained from suppressing them. The zone, bounded in the south roughly by the 36th parallel, is monitored by allied warplanes flying from Turkey and by ground observers based in Zakho, just south of the Turkish border.

But Mr. Saddam's government is keeping pressure on the Kurds, branding the new government "illegal" and its 15 ministers "bandits."

Kurdish and Iraqi troops face each other along a 290-kilometer (180-mile) front line that sees sporadic shelling and sniper fire. There are 100,000 Iraqi troops along the ill-defined border.

The Iraqi government has also stopped the shipment of fuel, food and supplies to the north, including children's vaccines donated by the United Nations.

Despite these and other palpable threats, hope has been swelled by the progress the Kurds have made so far.

Families, many of whom were covering in tents a year ago, have rebuilt half of the estimated 4,000 villages destroyed by the Iraqi forces over the past two decades. Roadside stands over-

flow with cucumbers, eggplants, tomatoes, okra and potatoes.

The Iraqi flag has been scrapped for the yellow and green banners of the two main Kurdish guerrilla factions, often waving together over checkpoints. The only remaining vestiges of the Iraqi government are the currency and postage stamps.

The 105-member Kurdish legislature is controlled by the two principal guerrilla groups, the Patriotic Union of Kurdistan and the Kurdistan Democratic Party, each with 50 seats. The other five seats went to Kurds from the Syrian Christian community.

The success of the Kurds' efforts is by no means assured. The tottering steps toward self-rule could easily become a headlong tumble into deprivation and anarchy.

The Habur Bridge linking Turkey to northern Iraq, eight kilometers from Zakho, has become one of the most ominous of several Kurdish flash points.

Traffic at the bridge, which in late July saw 500 trucks a day enter from Turkey, halted after the burning of several vehicles by Turkish Kurds.

The Turkish Kurds are in a dispute with the Kurds in Iraq. The Iraqi Kurds, under pressure from the Turkish government, have agreed to shut down the camps of the Turkish Kurdish Workers Party in northern Iraq. As a member of the allied coalition, Turkey has been an important benefactor of the Iraqi Kurds.

The bridge is vital to the Iraqi

Kurds, not only for the food and other supplies but for the revenue generated from taxes that the Kurds impose on the truck traffic.

The drivers were paying \$2 million a month in taxes to the Iraqi Kurds for the right to transport gasoline back to Turkey through Kurdish-controlled areas, covering more than half the Kurds' budget.

"The road in from Turkey is our lifeline," said the prime minister, Mr. Masoum, "and without it we will be crippled, both in terms of the supplies we need and the revenues we receive."

But the truckers have also lost a lucrative business bringing goods into Iraq and returning with oil products from the large refinery in Mosul, which is north of the 36th parallel but still controlled by Baghdad.

They are able to sell the gasoline in Turkey, in violation of the international trade embargo against Iraq, for 150 times the price they paid for it.

Prices have already begun to climb as Kurds realize that fuel and food may soon become harder to find. Black-market gasoline, sold from plastic containers along the road and now the only supply for motorists, has tripled in price in recent weeks, to \$40 a gallon, and the price of flour has risen 50 percent.

In addition, the month-old government is still in disarray.

"I have no salary, no budget, no office, no official car, no staff and no telephone," said Moham-

med Tofik, who is in charge of humanitarian aid and cooperation.

Outside urban areas, there is even less government presence.

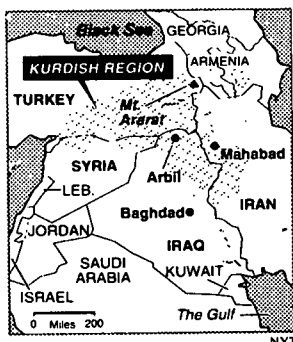
Local militias, operating independently, rule much of the countryside, levying taxes at checkpoints and appropriating vehicles and machinery to sell in Iran.

"A lot of people in Kurdistan make a living off this," said Faisal Surti, a militia leader whose armed followers in Khalifan were holding for ransom 20 trucks headed for Iran. "One guy gets six friends with guns and becomes a local commander."

Thefts have stripped the north of thousands of cars and heavy machinery. Of the 700 municipal vehicles in Arbil before the uprising, including graders, garbage trucks and bulldozers, only 92 remain, and many are out of service. The capital's police force, operating at a third of its prewar strength of 3,000 officers, has only 18 of its original 345 patrol cars.

Farmers, desperate to sell their crops, have begun smuggling their produce and grain to the Iraqi-controlled cities of Mosul and Kirkuk, in defiance of a ban imposed by the Kurdish government. The sales reduce the stocks that will be needed by Kurds during a harsh winter.

Turkey, Iran and Syria, all of whom have restive Kurdish minorities, view the autonomous Kurdish enclave with apprehension. Kurdish leaders say they have pleaded in vain with their neighbors for weapons to stave off an Iraqi attack.



Jeune Afrique - 13 août 1992

QUAND L'ONU FINANCE BAGDAD

Les responsables du Kurdistan s'élèvent contre le refus des représentants des Nations unies de leur verser directement en dollars les aides destinées à la reconstruction de leurs villages. L'ONU effectue ses opérations de change auprès des banques étatiques, au taux officiel de 1 dinar irakien contre 3 dollars américains (taux de l'avant-guerre). Or, sur le marché parallèle du Kurdistan, 1 seul dollar rapporte 14 dinars. Ainsi, le coût d'une petite maison revient, au taux officiel, quarante fois plus cher qu'au taux parallèle. Si on utilise ce dernier taux, le coût global de la reconstruction du Kurdistan ne dépasserait pas les 200 millions de dollars.

IRAK

Bagdad bombarde chiïtes et Kurdes et l'ONU sort son carton jaune

Les attaques irakiennes au sud du pays sont aussi graves que l'agression de Bagdad contre le Koweït, affirment les diplomates. Mais aucune décision concrète n'a encore été prise.

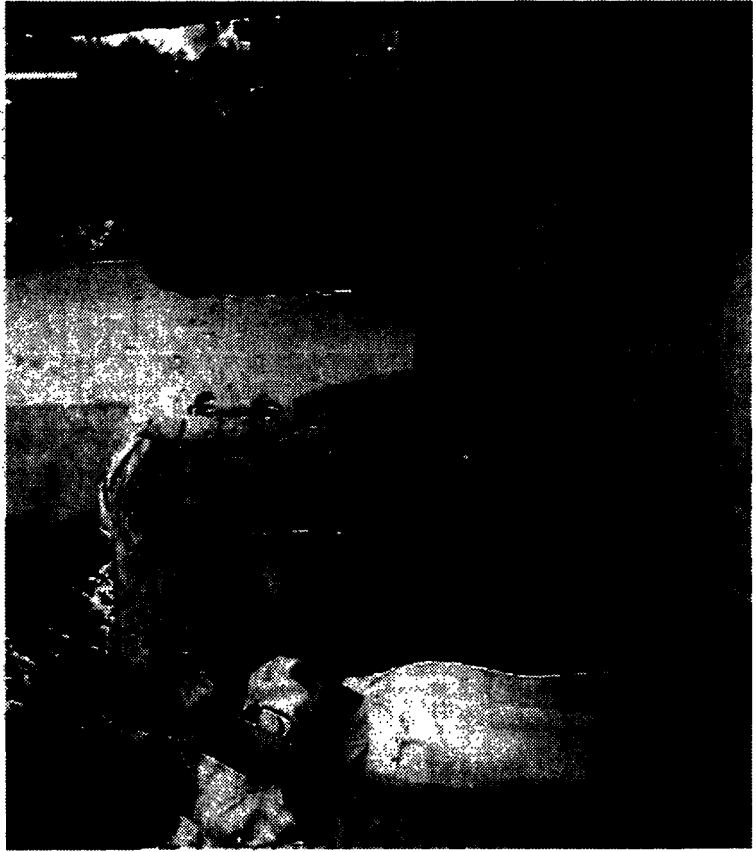
Au cours d'une réunion spéciale du Conseil de sécurité de l'ONU réunissant mardi, la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, les diplomates réagissaient au rapport du Néerlandais Max Van der Stoel, chargé par la Commission des droits de l'homme de l'ONU d'enquêter sur le respect des droits de l'homme en Irak, notamment le traitement réservé aux Kurdes dans le nord du pays et aux chiïtes dans le sud. Cette séance ne devait pas donner lieu à l'adoption d'une résolution ou à un vote, et Washington, Londres et Paris se sont contentés d'évoquer la possibilité de créer des enclaves protégées par l'ONU pour les chiïtes dans le sud.

Max Van der Stoel a souligné que la violence et la répression dont étaient victimes les chiïtes ne pouvaient pas être ignorées par la communauté internationale et a demandé l'envoi permanent de moniteurs de l'ONU chargés de veiller au respect des droits de l'homme. Il a ajouté que par ses récents bombardements dans le sud, le Gouvernement irakien entendait « reprendre le contrôle de la région quel que soit le prix en vies humaines ». De

plus, le blocus alimentaire imposé par Bagdad contre les Kurdes au nord, pourrait « rapidement aboutir à une situation où la famine ne sera évitée que par une vaste opération humanitaire internationale ». Max Van der Stoel a par ailleurs déclaré que des milliers de personnes ont « disparu en Irak après avoir été arrêtées par les services de sécurité. Il est probable que beaucoup de ces disparus ont été liquidés. Plusieurs témoins ont fait état d'exécutions sommaires ». « J'ai parlé à des gens qui ont subi les tortures les plus graves », a-t-il poursuivi.

DÉMENTI

L'ambassadeur irakien auprès des Nations Unies, Abdul Amir al-Anbari, a démenti ces accusations et a affirmé que Bagdad n'accepterait jamais que l'ONU établisse des enclaves chiïtes dans le sud. L'ancien ministre néerlandais des Affaires étrangères a reconnu que les sanctions de l'ONU contre l'Irak avaient fait progresser la mortalité et la maladie dans le pays. Mais il a ajouté que l'Irak devrait accepter de vendre un peu de pétrole afin d'acheter de la nourriture et des médicaments. AP/AFP/Reuter



La violence au quotidien chez les Kurdes au nord de l'Irak. Keystone

L'Humanité - 13 août 1992

MEDHI ZANA EN PRISON

Medhi Zana, l'ancien maire de Diyarbakir, principale ville du Kurdistan de Turquie, a été déféré mardi devant la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul, accusé d'être « un sympathisant du Parti des travailleurs du Kurdistan et de collecter des fonds pour ce mouvement illégal ». Medhi Zana a passé plusieurs années en prison après le coup d'Etat militaire de 1980.

GAMK - 13 août 1992

TURQUIE : L'ANCIEN MAIRE DE DIYARBAKIR DÉFÉRÉ DEVANT LA COUR DE LA SÛRETÉ DE L'ÉTAT

L'ancien maire de Diyarbakir Mehdi Zana, époux du député kurde Leyla Zana, a été déféré mardi devant la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul, accusé d'être « un sympathisant du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), et de collecter des fonds pour ce mouvement illégal ».

Mehdi Zana avait été interpellé le 30 juillet, après un premier interrogatoire qui faisait suite à une perquisition au domicile d'un présumé « membre du PKK ». Il a été placé en garde à vue.

International Herald Tribune - August 17, 1992

Bush Denies Politics Is Leading Him to a Showdown With Iraq

Compiled by Our Staff From Dispatches

WASHINGTON — President George Bush said Sunday that he would not be influenced by political pressures in forcing Iraq to comply with UN cease-fire terms and he denied that he was attempting to provoke a confrontation with Baghdad.

He characterized reports of possible imminent action as "a clear breach of security."

"I totally deny that we're trying to pick a fight for political purposes," said Mr. Bush, who was clearly angry at what he considered sensitive news leaks. He declined to say whether any U.S.-led strike at Iraq was imminent.

The New York Times on Sunday had said the United States could provoke a confrontation with Iraq as early as Monday and quoted some officials as saying a decision to bomb Iraq would be linked with Mr. Bush's fortunes in the Republican convention that starts Monday.

"From now on some will accuse us of political opportunism for every move that I make," the president said in an impromptu news conference as he returned to the White House from the presidential retreat, Camp David.

"That's unfortunate, but it's not going to deter me from doing what is right regardless of the political fallout," he said. "There will be no politics, and I will do what is right for the United States and in this case for the rest of the world."

Any suggestion to the contrary, he added, was "ugly and uncalled for."

Mr. Bush said Iraq must comply with UN resolutions that give the UN access to Iraqi facilities.

"The United States has plans to be sure that Saddam Hussein does what he is supposed to do," Mr. Bush said.

The Times report said Mr. Bush wanted to provoke the confrontation to give himself a political boost during the Republican National Convention in Houston — a charge angrily rejected by Defense Secretary Dick Cheney as "goofy" and "totally irresponsible."

Reports of planning for military action were not denied, and elements of the Times report were confirmed from sources quoted by news agencies and others. Administration officials said a series of escalating moves would be unleashed against Iraq, including military action, if Mr. Saddam refuses access to UN weapons inspectors early this week.

Governor Bill Clinton's communications director, George Stephanopoulos, declined to

criticize Mr. Bush and said that "politics has to stop at the water's edge."

He added that "Saddam Hussein has to know that the American people are unified."

Returning from Seattle on Sunday, Mr. Cheney did not deny the military aspects of the Times report, but he said:

"This suggestion that I saw in The New York Times this morning that somehow we were controlling UN inspections in order to create a confrontation to coincide with the opening of the convention in Houston and would then respond with military force, I think is totally irresponsible."

The report quoted an unidentified U.S. official as saying the showdown would serve as the pretext for military action "to help get the president re-elected."

He did not deny that a key inspection was imminent, saying only that the United States did not control UN inspections.

A Bush administration official said privately that Washington had been in contact with Britain, France and other Gulf War allies about plans to take action "swiftly and decisively" if Iraq rebuffs a new UN request to inspect facilities believed to house evidence of Iraqi weapons of mass destruction.

In Baghdad, Nikolai Smidovich, the head of a UN arms team, said Sunday that inspections would resume on Monday. He refused to comment on the report that the inspectors would provoke a confrontation with Iraq on Monday.

In a related development, NBC News reported Sunday that the U.S. Air Force had secretly moved air warfare staff to Saudi Arabia so it could launch air strikes throughout Iraq if necessary.

Their mission was to prepare to shoot down Iraqi aircraft flying against Shi'ite rebels in the southern third of Iraq, senior military sources told NBC.

"Nothing is imminent," a Pentagon official told NBC. "We just want to be ready within 24 hours the next time Iraq diddles us and violates the UN resolutions."

(Reuters, AP, AFP)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, AUGUST 17, 1992

U.S. Officials Say Allies Want Confrontation Over Inspections

By Patrick E. Tyler

New York Times Service

HOUSTON — The United States and its allies have decided to provoke a confrontation with Iraq on Monday morning over the right to inspect Baghdad's most closely guarded ministry buildings, according to American officials familiar with administration planning.

The plan could lead to renewed bombing in Baghdad in coming days and the evacuation of United Nations personnel in Iraq.

Some U.S. government officials said that the timing appeared calculated to give President George Bush a boost during the Republican National Convention, which begins Monday, and could damage the credibility of the UN, which is carrying out weapons inspections in the name of the 15-member Security Council.

After a series of interagency meetings in Washington last week, and consultations with British, French and UN officials, Mr. Bush and his national security adviser, Brent Scowcroft, approved a plan on Thursday calling for UN inspectors now in Baghdad to demand access to the Ministry of Military Industrialization, government officials said.

This ministry, which was not bombed during the Gulf War, supervised Iraq's once-secret program to develop weapons of mass destruction under the management of President Saddam Hussein's son-in-law, Lieutenant General Hussein Kamel Hassan.

If Iraqi officials bar inspectors from the building, as they have threatened to do to protect Iraqi national security and sovereignty, U.S. carrier-based aircraft would bomb the building in short order, the officials said, in a demonstration of American resolve that would have an inescapable impact on the political gathering here.

The action would not necessarily end there. After an attack on the Military Industrialization Ministry, the UN would demand access to the Ministry of Defense, the heart of Iraq's national security apparatus, which was relocated to the Ministry of Petroleum building after the 1991 allied bombardment destroyed the original structure.

Again, any refusal by Iraqi officials to allow access to this building would lead to its destruction by U.S. aircraft, officials said, adding that the confrontation and bombing could continue through a list of nine targets.

Other U.S. officials said the Defense and Military Industrialization Ministries were selected not because American intelligence has identified specific documents hidden there, but because these buildings are so important to Mr. Saddam's overall survival that he is certain to refuse access.

One official complained that "we are going to stage an incident" that relates less to the importance of any documents that might be found in the targeted buildings than to the conviction that the steps will provoke a confrontation that will serve as the pretext for

military action and "to help get the president re-elected."

Mr. Bush appeared to be calculating that he had a strong mandate from the allies to confront Iraq's broad challenge to UN authority this summer as well as a political green light from his Democratic challenger, Governor Bill Clinton of Arkansas, to take a tougher line against Mr. Saddam.

Initially, Mr. Bush has selected a set of military options that pose the least risk to U.S. military forces, the government official said, though the loss or capture of any American pilots could deal Mr. Bush a damaging political blow. The success of precision bombing strikes against highly defended Iraqi targets was among the strongest aspects of American military performance in the Gulf War.

And, though more risky steps might have to be considered if Mr. Bush exhausts a target list and finds Mr. Saddam still defiant, he can also hope that the humiliation of renewed bombing will embolden internal Iraqi dissidents who staged an unsuccessful coup against Mr. Saddam in late June.

As in earlier military operations threatened against Iraq, the critical element of surprise would be assured by uncertainty as to the exact timing of the raids against the ministry buildings.

It was not clear whether Saudi Arabia was willing to allow its bases to be used for any new bombing operations. The Saudis are known to be pushing for a much broader attack on Iraq "to finish the job," as one Saudi official recently put it, and may not be willing to publicly support more limited action that is carried out exclusively by U.S. forces.

Likewise, Britain and France, which strongly support punitive raids against Iraq, were not

poised to participate, due to the narrow scope of the anticipated missions, but were expected to lend full support at the UN.

U.S. military planners have worked in recent months to refine plans to knock out Iraq's reconstituted air defense capabilities. The defenses of Saudi Arabia, Kuwait and Israel have been beefed up in recent weeks with deployments of Patriot missile batteries and, in Kuwait, U.S. Marines.

A key element of the looming confrontation is the pretext under which UN inspectors will demand entry to military and Defense Ministry buildings under the cease-fire accord that ended the Gulf War. The terms of the accord compelled Iraq to allow UN inspectors to search out and destroy Iraq's weapons of mass destruction as well as the laboratories, factories, and archives that supported them.

But Iraq maintains that the protection of its national sovereignty demands that the inspections are not turned into espionage missions, the true goal of which, allegedly, is to gather information to topple Mr. Saddam by cracking the ring of security that has kept him alive and, thus far, immune to revolt and coup attempts.

A senior Iraqi official ruled out further inspections in Iraqi ministry buildings in a statement this month that the White House regarded as a serious challenge both to the UN and to Mr. Bush's capacity to lead his coalition partners once again in military action.

While in theory the cease-fire accord would allow UN inspectors to search Mr. Saddam's personal offices, "safe houses" and security centers for documents relating to his weapons programs, UN officials have focused most of their attention on the actual armaments factories and depots where the weapons were manufactured and stored.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, AUGUST 18, 1992

Undoing Saddam Will Take More Than Military Stunts

By William Safire

HOUSTON — George Bush always told us he would come out fighting at the Republican convention, but he never said against whom. It turned out his confrontation might be with his old poll-booster, Saddam Hussein.

If Iraq's dictator decided to deny America's president a televised fireworks display in Baghdad, Saddam would conduct a shell game with documents, allowing UN inspections of sanitized ministry buildings. By backing down, he would make Mr. Bush appear a strong leader.

If Saddam chose to take a prime-time bombing, he would help the Bush campaign even

more. The president would reap the benefit of a long-delayed surgical strike, all the while insisting that the United Nations made him do it and any imputation of political motive was absurd, cynical or unpatriotic.

This would be Mr. Bush's "turnip day" session; like Harry Truman, he wins either way. A sitting president is never a sitting duck.

How could the voter determine if the president's convention-week ultimatum was primarily a stunt to hype his ratings — or, as Mr. Bush heatedly asserted, a strategic move necessary to undertake now?

Merely to threaten military action to force access to inspection, or merely to drop bombs to punish defiance, would be a stunt. The world cannot afford to fail to achieve the goal of removing Saddam and ending the Ba'athist threat to the region. Proof of seriousness requires a comprehensive plan to implant democracy in the area.

If Saddam chooses defiance, the first step is to bomb his helicopter gunship and tank forces, correcting Norman Schwarzkopf's ad-

This week in Houston, the president has a chance to demonstrate how a re-elected Bush would seize opportunities to advance democracy.

August 19, 1992

mitted "snookering."

Next, provide Kurdish forces in northern Iraq the anti-tank and anti-aircraft weapons they need for self-protection from Saddam's Republican Guard. Extend the air-cover guarantee to Iraqi Shiites in the south.

Meanwhile, persuade Turkey to join in recognizing and supplying food and ammunition to the democratically elected government of Iraqi Kurdistan, in return for its curbing of Kurdish agitation within Turkey.

Support Kurdistan's recapture of its capital of Kirkuk, the oil-rich Kurdish area now occupied by Saddam's troops, thereby making a new Kurdish state viable.

That would "dismember" Iraq, a prospect that so horrified the Bush administration until the scared Saudis decided recently that it would be a good idea. But when Kurdish leaders finally were permitted an audience with then Secretary of State James Baker, they were told to shut up about independence.

If Scowcroft-Eagleburger geopoliticians, still behind history's power curve, insist on playing the old balance-of-power games between Baghdad and Tehran, Mr. Bush could try Plan B: recognize and protect the provisional government of a federated Iraq now located in Kurdish territory, fomenting and arming its overthrow of Saddam's Ba'athists.

That is being serious about preventing nuclear aggression in the Gulf. It calls for a fundamental change in policy, not a spasm of poll-boosting violence. Change of diplomatic policy demands a change of policymakers.

Does Mr. Bush offer that change? So far, the signal he sends is no. By neglecting to appoint a new secretary of state to fill the post vacated by Mr. Baker (America's first taxpayer-paid campaign manager), Mr. Bush is saying that the State Department seat will be kept warm awaiting the Baker return. That augurs a continuance of a foreign policy that reveres the status quo and misses the march of history by failing to intervene anywhere on behalf of human rights.

This week in Houston, Mr. Bush has a chance to send a wholly different message. He could appoint Carla Hills to State, with Jack Kemp replacing her as trade negotiator, or come up with some other daring combination to demonstrate how a re-elected Bush would seize opportunities to advance democracy.

Right-wingers like me — domestic libertarians, global interventionists, neocons, lifelong freedom-mongers in the habit of loyally pulling down the lever under the Republican eagle — need strong reasons to stick with the national ticket this year.

We won't be bribed by deficit increases, or fooled by vision transplants, or moved by nostalgia for Ronald Reagan's first term, or panicked by the prospect of Democrats in Lincoln's bed, or wowed by a halfway-measure military ultimatum.

The New York Times.

Herald INTERNATIONAL Tribune

Published With The New York Times and The Washington Post

Finally, Help for Somalia

High marks to President George Bush, and to whoever nudged his pen, for ordering the Pentagon to airlift food to millions of starving people in Somalia.

What one U.S. aid official calls "the world's worst humanitarian disaster" has been caused by devastating drought and a senseless clan war that forced 2 million farmers from the land. Besides the airlift, Washington will fly in 500 armed United Nations guards and seek a Security Council resolution authorizing "additional measures" to assure arrival of humanitarian relief. The Bush administration should have done this months ago.

Distribution has been the main problem in getting food aid to the Somali interior and to the capital, Mogadishu, the scene of savage street warfare. Human rights groups charge that the United States was dragging its feet, fearful of an election-year quagmire in the Horn of Africa. The administration says it has long been ready

to move but was waiting for the United Nations to take the lead.

Whatever the case, urgently needed aid is now en route, and Somalia's capricious warlords will have to contend with UN guards and the U.S. Air Force. Nobody pretends to have pat solutions for the chaos that followed the ouster in 1991 of Somalia's longtime dictator, Mohammed Siad Barre. But to say that nothing could be done, that Somalia was too messy and remote, would have been a shameful, unthinkable abdication.

The new measures should sober belligerents and begin to comfort the afflicted. After similar humanitarian missions in Kurdish Iraq and Bangladesh, the U.S. armed forces will gain precious experience in what may be an increasingly needful role. Even in this political season, President Bush deserves bipartisan applause for his Somalia mission.

— THE NEW YORK TIMES.

Back Iraq's Opposition

A year ago, George Bush had reason to hope that his leadership of the coalition victory over Iraq would cement his re-election, if not a place in history. But that was before the American people learned how his administration, meaning to moderate Saddam Hussein, had built him up for his attack on Kuwait. It was also before Saddam Hussein showed that he could survive the coalition's worst, maintain some sort of future weapons capability, repress internal challengers and defy international cease-fire terms. There is no confirmation that, as a New York Times news story asserted, Mr. Bush planned to provoke a confrontation with Baghdad over weapons inspection this week to aid his campaign; the inspection produced no showdown. But there is plentiful evidence that the Iraq issue is going to plague Mr. Bush all the way to November.

If Mr. Bush now just goes with the flow in Iraq, he will be open to criticism first for negligently aiding and then for tolerating a tyrant's misrule, for condoning the eventual strategic revival of Saddam Hussein and meanwhile his domination over subject peoples, for being "prudent" to a fault. But the likeliest military steps, if Mr. Bush takes them, will still leave Saddam Hussein in

power and will consign Mr. Bush to endless nagging questions about whether he acted simply to play to the political gallery. Either way his burden gets heavier.

The odd thing is that at the moment the keenest pressure on President Bush is coming not from Saddam Hussein but from American policy critics. Some speak for a crucial source of his political support, the Republican right. Sensing their man's vulnerability, they urge him to go beyond his until now failed policy of inviting a coup from within the Sunni elite, and to expand support for insurgent and avowedly democratic Kurds in the north and Shiites in the south. A not unreasonable reluctance to get drawn too deeply into exceedingly shifty local and regional terrain has held the administration back so far.

Election or no election, it is time not for a flop but for a careful shift in American policy to strengthen support for the insurgent groups. This could meet the greater menace that Saddam Hussein poses to them now. No course can hope to work, however, if President Bush does not lay it out clearly before doubting regional partners and skeptical Americans alike.

— THE WASHINGTON POST.

Terreur organisée à Bagdad

Monde

10 août 1992

Accusés d'enrichissement illicite, quarante-deux commerçants ont été exécutés

NICOSIE

de notre correspondante
au Proche-Orient

La terreur s'est emparée des commerçants irakiens après l'exécution de quarante-deux d'entre eux, le 25 juillet dernier, à Bagdad et l'emprisonnement de cinquante autres, viennent de rapporter des témoins récemment sortis d'Irak et contactés en Jordanie. Accusés de s'enrichir aux dépens de la population, ces négociants qui, selon le président du Parlement irakien, M. Saadi Mahdi Saleh, « ont été jugés et condamnés » ont en fait été brutalement arrêtés puis exécutés en l'espace de quatre heures. Leurs corps ont été pendus devant le magasin de chacun d'eux, et leurs commerces ont été livrés au pillage. Leurs familles ont été mises à la rue et leurs maisons confisquées. Parmi les victimes figurent un septuagénaire, un paralytique qui se trouvait dans la boutique de son père et deux employés. Cette mesure, qui a frappé de gros commerçants sunnites et chiites, a entraîné, le jour des funérailles, une manifestation de protestation réprimée dans le sang - il y aurait eu des morts et des blessés

sans qu'on puisse en préciser le nombre. Si les familles ont pu enterrer leurs morts, elles n'ont pas été autorisées à recevoir les condoléances.

Ce massacre, qui paralyse le secteur privé, semble indiquer la volonté du président irakien de remettre entre les mains de sa seule famille l'approvisionnement en vivres de l'Irak.

Et ceci, au moment où, la Jordanie ayant resserré sévèrement les contrôles à ses frontières pour faire respecter l'embargo de l'ONU, des pénuries sont constatées sur les marchés libres de Bagdad. Depuis l'instauration de l'embargo, le 2 août 1990, ces marchés avaient toujours été bien approvisionnés, et seuls les prix prohibitifs empêchaient la grande majorité de la population d'y avoir accès. Tous les gros commerçants, qui dès le début de la crise avaient été encouragés à faire de la contrebande et à acheter ce qu'ils voulaient à l'étranger, agissaient en liaison avec des membres du clan du président Saddam Hussein, qui profitaient donc largement de cet état de fait. La rarefaction des devises, des manquements dans le paiement des commissions, sont peut-être à l'origine de ce drame, mais il semble bien que cette terreur organisée

soit aussi destinée à étouffer tout éventuel mouvement de mécontentement.

Des soutiens qui se raréfient

Cette affaire est en effet survenue après une tentative de coup d'Etat, le 2 juillet, par une unité de la garde républicaine, à la suite de laquelle cent vingt officiers auraient été exécutés dans la petite cité d'Alam, au nord de Bagdad. La télévision irakienne avait quelques jours plus tard montré, fait rarissime, le président Saddam Hussein dansant et tirant en l'air en signe de réjouissance, sans préciser toutefois que la scène se déroulait dans cette même ville. Ces deux tragédies qui se sont déroulées dans ce qu'on appelle le « triangle sunnite », celui-là même que le président Saddam Hussein avait appelé à la rescousse contre les chiites et les Kurdes, lors des soulèvements de mars 1991, tendent à confirmer les informations selon lesquelles les soutiens au régime se raréfient.

Cela peut-il expliquer l'attitude du pouvoir, qui ne cesse de défier les résolutions de l'ONU, comme pour prouver sa force? Même si le président irakien demeure, avec un

circuit de distribution très bien organisé, le seul pourvoyeur des rations alimentaires et même s'il tente de jouer sur la fierté des Irakiens, trop souvent négligée par l'étranger, notamment à propos du tracé des frontières, il est peu vraisemblable que le peuple croit encore au discours officiel. La crainte d'une opération militaire américaine ou alliée et la terreur exercée par le régime ont conduit la semaine dernière à une très forte augmentation des passages d'Irakiens en Jordanie, seul point de sortie vers l'extérieur. Mais, pour l'immense majorité des Irakiens, l'Occident, qui n'a pas su se débarrasser du président Saddam Hussein au lendemain de la guerre du Golfe, est aussi, sinon plus, coupable que ce dernier de la situation présente.

Le président irakien, qui devait fêter la « victoire » de son pays sur l'Iran, samedi 8 août, par un discours qualifié d'« important » par les médias gouvernementaux, aura peut-être du mal à mobiliser les Irakiens pour poursuivre, comme il le dit, « la mère de toutes les batailles », qui n'a causé que malheurs. Mais en a-t-il encore cure, lui qui se ferait construire sept nouveaux palais à Bagdad?

FRANCOISE CHIPAUX

Lyon Matin
19 août 1992

Kurdistan turc : 21 morts en 3 jours

21 personnes, dont 10 soldats, ont été tuées ces trois derniers jours dans le sud-est de la Turquie lors d'affrontements entre maquisards sécessionnistes kurdes et forces armées turques, selon un bilan officiel publié mardi à Ankara.

Les affrontements ont commencé le 15 août à l'occasion du 8ème anniversaire du début des actions armées des maquisards kurdes. En trois jours, sept affrontements ont eu lieu entre Agri, près de la frontière iranienne, et Gaziantep, près de la frontière syrienne, ainsi qu'à la frontière irakienne, selon les informations officielles.

La lutte armée engagée en 1984 par le Parti des Travailleurs Kurdes (PKK) contre les forces armées turques et contre les Kurdes accusés de « collaboration » avec Ankara a déjà fait près de 4.300 morts, selon les bilans officiels, et plus de 10.500, selon le PKK.

Le PKK, d'obédience marxiste-léniniste, revendique la constitution d'un Etat Kurde indépendant fondé sur des parties des territoires de la Turquie, de l'Irak et de la Syrie. Sa principale zone d'opérations, dans le sud-est et l'est de la Turquie, est sous état d'urgence partiel depuis 1987 et ses forces sont officiellement estimées à plus de 10.000 maquisards.

The Washington Post - August 20, 1992

Plan to Bar Iraqi Flights Contains Risks for Allies

Fragmentation, Stronger Iran Role Cited

By Caryle Murphy
Washington Post Foreign Service

NEWS ANALYSIS

MANAMA, Bahrain, Aug. 19—The U.S.-led move to ban Iraqi aircraft from flying in southern Iraq is a significant shift in Western strategy for undermining Iraqi President Saddam Hussein, but it courts a danger that Washington and its allies have sought to avert: the possible fragmentation of Iraq.

The official reason for the so-called "no-fly zone", in which Iraqi aircraft would be barred from flying south of the 32nd Parallel, is to shield the predominantly Shiite population there from government bombings and strafings carried out in the name of quelling a persistent, but low-level Shiite insurgency.

But given the allies' aloof stand when Saddam's forces brutally put down the March 1991 Shiite uprising after the Persian Gulf War, and his government's continued repression of the Shiites since then in violation of U.N. Security Council resolutions, the current allied move appears driven by another motive: to encourage internal opponents of Saddam and to exert further pressure on the Iraqi leader.

Creation of the "no-fly zone" now could raise tensions markedly during the U.S. presidential election campaign.

The new strategy comes after more than a year of waiting for Iraq's Sunni Muslim minority in Baghdad to dislodge Saddam through a military coup. Most Iraqis, citing the regime's vast security system, have always said that this was a futile hope unless the effort to topple him had outside help.

In this context, the "no-fly zone" expected to be imposed soon appears to be the first step toward proffering that help. At a minimum, it will demonstrate an erosion of Saddam's control over southern Iraq. It may also embolden Shiite rebels to step up attacks against his military in the south, who will be stripped of their air defenses.

"It's a big step forward," said an exiled Iraqi opposition figure who favors the Western move. As an effort to destabilize Saddam, he said, "a 'no-fly' zone is much better than bombing Baghdad."

Regional powers, however, are not likely to be as enthusiastic about this turning point in Western intervention in Iraq. Other Arab governments remain wary of Iraqi Shiite political aspirations, fearing that they would be influenced by

Iran. And Turkey, which has a large Kurdish population, some of whom are waging an anti-government insurgency, likely would have reservations about a Western policy of protecting a besieged minority. There are also concerns that fragmentation of the country could cause the Sunni-dominated military to intensify its support of Saddam, prolonging his stay in power.

Unlike in the Kurdish-populated region of northern Iraq, where a "no-fly zone" has been in effect for more than a year, Iraqi ground forces will remain in southern areas where flights are to be banned. As a result, U.S. officials and their allies are considering a further, more radical, step: creation of a "safe haven" free of Saddam's political and military control.

Although there are indications of serious planning for such a haven, Western governments are likely to await the outcome of talks this week in Baghdad between senior U.N. officials and the government on a new agreement permitting U.N. guards and relief workers freer access to the Shiite Muslim population in the south. If such access is allowed, a safe haven may become moot for the time being, U.N. officials have said.

But if such an enclave is created—and it is still not clear how that would be done—it is likely to boost both internal and exiled opponents of Saddam, perhaps galvanizing them into more unity, but surely coaxing them to use the protected area as a base for political organizing free of Saddam's security police, much like the Kurds have done in their safe haven in northern Iraq.

Iraqi opposition figures say they believe that such a safety zone would also attract a wave of deserters from Saddam's regular army, whose rank-and-file are mainly Shiite, thus weakening his military and providing the core for an opposition force.

It is for these reasons that some exiled Iraqi opposition figures urged the creation of a protected enclave in the south when they met with Secretary of State James A. Baker III in Washington last month.

But establishing a safe haven in the Shiite south is also fraught with potential dangers stemming from the loosening of Baghdad's control in the region, Arab and Western analysts said. Unlike in the north, where well-known and long-established Kurdish figures provide leadership, there is no group or leader

with such a demonstrated following among Iraq's Shiites. In a political vacuum; there is potential for conflict among various Shiite opposition groups, who include both secularists and Islamists.

In addition, who would maintain law and order in such a protected enclave? And if there are army deserters to the zone, who would disarm them—or organize them into an opposition fighting force?

And in the likely event that Saddam cuts off food and medicine to the safe haven, who would provide these necessities and how? One plan under consideration is for the safety zone to abut the U.N.-patrolled demilitarized zone straddling the Iraq-Kuwait border, thus providing outside access through which relief aid could be funneled, Iraqi and Western sources have said.

But the larger risk in establishing such a haven is that it could inadvertently encourage what the United States, and its Arab and Western allies say they do not want: the fragmentation of Iraq. This danger would grow the longer Saddam holds onto power in his fortified capital of Baghdad, which could be for some time.

As in the Kurdish north, where elections for a Kurdish parliament were held in May, a prolonged separation of Iraq's Shiite south from Baghdad's control would likely fos-

ter local political institutions dominated by Shiites. Some Iraqis see this as beneficial, giving Shiites a chance to develop alternative political structures to the ones imposed by Saddam's repressive regime.

But the big question is whether, after tasting such freedom, the Shiites and the Kurds will find common ground with Iraq's Sunni minority in a post-Saddam era. Or will Iraq become the Humpty Dumpty of the Middle East, with the United States catching much of the blame for the disintegration of this important Arab country?

A key to answering that question, according to Phebe Marr, a senior fellow at the U.S. National Defense University, will be the reaction of Iraqi Sunnis to the "no-fly zone" and, if it materializes, to a "safe haven" in the south. Will the Sunnis, fearing domination by the Shiite majority, dig in their heels, rally around Saddam and help prolong his rule?

Or will they see these Western interventions as opportunities, and encouragement, to develop a joint strategy with Kurds and Shiites to move against Saddam and plan a new Iraq?

Unless they do the latter, Marr said, "then it could lead to the fragmentation of Iraq over the long run."

SHIITE MUSLIMS IN IRAQ

WHO: Shiite Muslims comprise about 55 percent of Iraq's 17.5 million people. It is the second largest Shiite population in the region, after neighboring Iran.

The other Muslim sect, the Sunnis, are the majority worldwide but the minority in Iraq, representing about 15 percent of the population. President Saddam Hussein and his ruling circle are Sunnis. Kurds, who are mostly Sunni, comprise about 25 percent of the population. About 5 percent of the population are Christian or belong to other sects.

WHERE: The schism in Islam that gave rise to the Shiites and Sunnis occurred in the seventh century in what is modern-day Iraq, making it the spiritual center of the world's estimated 100 million Shiites. Most of the faith's holiest saints, including Ali, the founder of the sect, are buried in southern Iraq. Iraqi cities with major Shiite populations are in the southern part of the country.

RECENT HISTORY: At the end of the Persian Gulf War in 1991, Shiite rebels rose up against Saddam. Without substantial support from the allied coalition, the Shiites were crushed by government forces. About 200,000 rebels fled to the marshes of extreme southern Iraq, inaccessible to tanks and ground forces.

Saddam has massed forces outside the marshes and undertaken massive projects to build roads into the area. There are reports of bombing of Shiite villages and refugee areas, in violation of U.N. cease-fire bans on military air traffic in Iraq and repression of civilians.

Shiite opposition leaders in exile have tried to get international attention focused on their plight. With other Iraqi opposition leaders, they got a high-level reception in Washington last month and said they were

assured of help, possibly enforcement of the ban on air flights over their region or establishment of a monitored "safe haven."

NEW DEVELOPMENTS: The United States has been consulting with its allies on barring Iraqi warplanes and helicopters from southern Iraq. Saddam would risk military reprisal for violations of the zone.

Population breakdown by religion and ethnicity:

Sunni Muslim	15%
Kurds	25%
Shiite Muslim	55%
Christian or non-Muslim minorities	5%

SOURCE: Associated Press

COMPILED BY JEANNETTE BELLIVEAU, MAP BY LARRY FOEL- THE WASHINGTON POST

The Washington Post - August 20, 1992

'No-Fly Zone' in Iraq Is Set, Scowcroft Says

Allied Planes to Monitor Treatment of Shiites

By John Lancaster
Washington Post Staff Writer

National security adviser Brent Scowcroft said yesterday the United States has agreed with Britain and France on a plan to ground Iraqi flights in the southern third of the country by shooting them down if necessary.

"It's been solidified," Scowcroft said on public television's "MacNeil-Lehrer NewsHour," adding that some details remain to be worked out.

Scowcroft's comment was the first public confirmation by a U.S. official of an allied plan to establish a "no-fly zone" across a broad area of southern Iraq below the 32nd parallel, where Iraqi President Saddam Hussein has lately stepped up his military campaign against the region's largely Shiite Muslim population.

"There is increasing evidence that he is pursuing genocidal policies in the south," Scowcroft said. "What we're saying is that we're going to monitor and watch what he's doing there. And in order to do that with reconnaissance, he has to stop flying."

Pentagon and allied officials describe the plan to block Iraqi military flights in southern Iraq as a

"first step" in a renewed effort to undermine the Baghdad government but say they do not expect the Iraqis to resist the move. Some Arab countries have expressed fears that in aiding the Shiites, the allies could contribute to a breakup of Iraq and creation of a new radical Islamic state.

For the moment, the American, British and French coalition partners have not agreed to anything more than the flight ban, a measure that stops well short of the protection granted Iraq's Kurdish minority north of the 36th parallel, where all Iraqi military activity is essentially prohibited and the United States has led a massive effort to distribute food and medicine.

Several U.S. and allied sources said, however, that if Iraq continues to pound the Shiites using ground forces, the allies could take more aggressive measures, including air strikes against Iraqi tanks, troops and artillery positions. "You'll see them ratcheting it up as time goes by," said a well-placed allied official who asked not to be identified.

Administration officials, who describe the planned missions by allied warplanes over southern Iraq as "monitoring" flights, said the main emphasis for now is on gathering intelligence and not trigger-

ing a new round of fighting with the Iraqis.

"It's the first step, but we may not have to take any other steps," said an administration official familiar with military planning.

Intelligence reports show that Iraq currently maintains about 70 combat aircraft in the south and is using helicopters to hunt Shiite rebels in the region's vast marshlands. U.S. officials predicted that Iraq would not challenge the flight ban, which they said in and of itself might cripple the campaign against the Shiites.

"The monitoring may in itself cause him to back off," said one official. "For one thing, his ground forces are nothing like what they used to be and, except for the Republican Guard, the morale is pretty terrible. It's not a sure thing these guys could take on the people in the marshes or would even want to without air cover."

Saudi Arabia's King Fahd agreed to the use of air bases in his country to support the flight ban when Secretary of State James A. Baker III made the request during his last trip to the region in late July, according to a source familiar with the negotiations.

The administration official said the ban would be enforced using AWACS radar planes based in Saudi Arabia and escorted by U.S. fighter aircraft, which include Air Force F-15 strike planes and Navy F-14s and F/A-18s. The official said, however, that the main emphasis would be on "reconnaissance," adding: "I wouldn't say there would be constant stuff in the air."

The official said that Britain has offered to contribute six Tornado

fighter aircraft and two tankers to a multinational force enforcing the ban.

The Bush administration was reluctant to aid the Shiites during their rebellion in the immediate aftermath of last year's Persian Gulf War, citing fears of further destabilizing the region.

Scowcroft said yesterday that avoiding the breakup of Iraq "has all along been a concern of ours," adding that the administration continues to "believe in the territorial integrity of Iraq."

"What we're trying to do is protect minority groups . . . not to cause or encourage the split-up of Iraq," Scowcroft said.

Several analysts said fears that Iraq might fragment were overblown, based in part on exaggerated concerns about links between Iraq's Shiites and neighboring Iran.

"These are Iraqi Shia who were quite loyal to Baghdad during the Iran-Iraq war" of 1980-88, said a State Department official.

Explained Shlomo Avineri, a former director general of the Israeli ministry of foreign affairs and now a visiting scholar at the Brookings Institution: "The gap between the Iraqi Arab identity [of the Shiites] and Iran is much deeper than the fact that there is a religious common language."

An Iraqi opposition leader said the opposition has been in frequent contact with various factions in Iran, asking the Iranians not to intervene in the Shiite area as the allies carry out their plan. As of now, he said, most of the Iranian factions consulted have agreed to follow this advice.

Deux leaders kurdes reçus à l'Elysée

Talabani et Barzani ont demandé une extension de la protection alliée à la région de Suleimanyeh.

Paris, après avoir annoncé mardi son intention de venir en aide aux chiites irakiens, vient d'adresser un second signal à Saddam Hussein. François Mitterrand, lors d'une rencontre non prévue dans son agenda officiel, s'est longuement entretenu hier avec les deux chefs kurdes Jalal Talabani et Massoud Barzani à l'Elysée. La veille, le ministre des Affaires étrangères, Roland Dumas, avait confirmé que la France, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne envisageaient d'interdire aux avions irakiens le survol des régions chiites du sud. Dans les deux cas, le message destiné à Bagdad est identique : longtemps boudés par

les chancelleries occidentales, les adversaires du régime baassiste, chiites ou kurdes, bénéficient du soutien de plus en plus affiché des grandes puissances.

Au-delà du symbole, les autorités françaises se sont contentées d'enregistrer les revendications des deux dirigeants kurdes. Ces derniers ont à nouveau demandé une extension de la protection alliée — limitée jusque-là au 36^e parallèle — à la région orientale de Suleimanyeh, un accès aux fonds irakiens gelés à l'étranger, et une levée de l'embargo au profit du Kurdistan irakien.

LIBERATION

20 août 1992

Cet entretien faisait suite à un long conseil des ministres consacré notamment à la situation au Moyen-Orient. Pour l'instant, seule la Grande-Bretagne a annoncé officiellement sa participation à une couverture aérienne alliée dans le sud de l'Irak. Le Premier ministre John Major a décidé, mardi soir, l'envoi de six appareils de reconnaissance Tornado « dans le Golfe », sans doute à Bahrein. Tout appareil irakien surpris au sud du 32^e parallèle sera abattu, a prévenu le Foreign Office. Bagdad, par la voix de son ambassadeur auprès de la CEE, a qualifié hier ces mesures « de pure provocation ».

Ch.B.

Midi Libre - 20 août 1992

La zone de protection des chiites n'a pas encore été décidée

La presse de Bagdad ironise, les alliés hésitent

Londres se dit déjà prêt à abattre tout avion irakien qui survolerait le territoire chiite, sans accord de l'ONU. Washington et Paris temporisent

■ George Bush un aliéné mental, et John Major « le plus sot et le plus arrogant Premier ministre de l'histoire de la Grande-Bretagne ». En réaction au projet occidental d'interdire aux avions de Saddam Hussein le survol du sud du territoire irakien, la presse de Bagdad tire à stylos rouges sur les numéros un américain et britannique.

Le portrait du président Bush est particulièrement au vitriol : « Il va et vient terrorisé dans les jardins de la Maison-Blanche, avance comme un dérangé mental, jetant à droite et à gauche des regards exorbités. Il ne cesse de prononcer le nom de notre chef. Le leader irakien est devenu le cauchemar de Bush et le contraint à passer des nuits blanches ».

Les journaux irakiens se moquent surtout de « la même phrase idiote » du président américain : « Toutes les options sont ouvertes contre l'Irak ». Et ils claironnent que leur leader reste « calme et imperturbable ». Il n'empêche. Saddam Hussein ne doit pas dormir très tran-

quille car la pression internationale s'accroît sérieusement.

D'ores et déjà, Londres s'est placée en pointe pour faire cesser ce que John Major considère comme un « génocide systématique des chiites ». Le gouvernement britannique a annoncé mardi qu'il allait envoyer « dans le Golfe » six Tornado GR1A de reconnaissance et deux avions ravitailleurs. Avec pour mission d'abattre tout avion irakien qui violerait une interdiction de vol au sud du 32^e parallèle.

Le chef de la diplomatie britannique, Douglas Hurd, a justifié cette initiative au nom des « besoins humanitaires extrêmes ». Et reconnaît qu'il peut y avoir quelques différences d'appréciation avec Washington et Paris sur l'établissement d'une zone d'exclusion pour l'aviation de Saddam au sud de l'Irak.

En fait, les alliés n'auraient pas besoin de déployer des moyens importants pour contrôler cet espace aérien. Mais il leur faudrait tout de même

l'appui des avions radar Awacs basés en Arabie saoudite.

A la différence de l'opération *Provide Comfort* décidée en avril 1991 pour protéger les Kurdes et interdisant notamment tout survol irakien au nord du 36^e parallèle, cette action au sud n'aboutirait pas à la création d'une véritable zone de sécurité, puisque l'armée irakienne ne se trouverait pas exclue *de facto* de la région, comme c'est le cas dans le Nord.

Aujourd'hui, Londres juge surperflu d'obtenir une nouvelle décision du Conseil de sécurité. Selon Douglas Hurd, pour agir au sud de l'Irak, il suffit de s'appuyer sur la résolution 688 du Conseil de Sécurité « qui enjoint Saddam Hussein de ne pas commettre d'agression contre son propre peuple ».

Mais Paris reste prudent et le Quai d'Orsay précise que, pour l'instant, aucune situation d'alerte n'a encore été décidée pour les forces aériennes.



En recevant hier à l'Elysée les deux leaders de l'opposition kurde irakienne, Jalal Talabani et Massoud Barzani, le président Mitterrand leur a répété sa volonté de protéger les populations du nord et du sud de l'Irak. (AFP)

Le Monde - 20 août 1992

□ **MM. Talabani et Barzani reçus par M. Mitterrand.** - Les dirigeants des deux principales formations kurdes irakiennes, MM. Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan et Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan, devaient être reçus, mercredi 19 août en fin de matinée, par M. François Mitterrand. Les deux responsables kurdes, qui se trouvaient à Londres, s'étaient rendus fin juillet à Washington, dans le cadre d'une délégation de l'opposition irakienne. Celle-ci avait été reçue pour la première fois par le secrétaire d'Etat James Baker.

L'Humanité - 20 août 1992

CHEFS KURDES A L'ELYSEE

Les dirigeants de l'opposition kurde irakienne Jalal Talabani, de l'Union patriotique du Kurdistan (UPDK) et Massoud Barzani, Parti démocratique du Kurdistan (PDK), ont été reçus mercredi par le président François Mitterrand, en présence du ministre des Affaires étrangères Roland Dumas et du ministre de la Santé et de l'Action humanitaire Bernard Kouchner. Massoud Barzani a indiqué qu'il avait trouvé auprès du président français « compréhension et détermination à protéger les populations au sud comme au nord de l'Irak ».

The Washington Post - August 20, 1992

Iraq Warns Zone Can Affect Neighbors

Envoy Predicts Social Breakdown That Would Cross Borders

By Trevor Rowe
Special to The Washington Post

UNITED NATIONS, Aug. 19— Iraq warned today that a U.S.-led plan to create a "no-fly zone" in the south of the country to protect Shiite Muslims could "backfire" by eroding Baghdad's authority and creating a breakdown in social order that could spread to neighboring countries.

Iraqi Ambassador Abdul Amir Anbari said in an interview that the ethnic composition of southern Iraq was not homogeneous and that tensions could explode if Baghdad lost authority over the area. "The fire could spread beyond the safe-haven zone," Anbari said.

Anbari's statement appeared to carry a veiled threat that Baghdad would not discourage—and might even encourage—border tensions with Iran, Kuwait and Turkey. It also suggested that any attempt to partition Iraq could be complex and bloody.

Anbari said there were still many weapons left over from the Persian Gulf war that were buried in the desert on both sides of the Iraq-Kuwait border, not far from the southern marshes that are home to many Shiites. The implication seemed to be that groups other than Shiites might come into possession of the weapons.

"Without law and order, the situation could go beyond the control of anyone," Anbari said. "It would be a civil war, there could be attacks on neighboring countries, robbery; the word chaos is best used to describe the situation if a safe haven is established."

Anbari said "criminals and military deserters" emerge at night in the region and commit armed robberies and other crimes. "The establishment of a safe haven would reduce southern Iraq into chaos. And these criminals and adventurers would prevail over innocent citizens."

The ambassador warned that any country that is exposed to aggression is entitled to self-defense. "What form it will take," he said, "is up to the government to decide."

Anbari charged that the allied plan to shoot down Iraqi fixed-wing and helicopter gunships in the primarily Shiite region below the 32nd Parallel constituted a violation of the cease-fire agreement ending the Persian Gulf War. He called the plan a "naked act of aggression," without foundation in international law or any U.N. resolution.

The United States and its allies have invoked Resolution 688, which created safe havens for the Kurds in northern Iraq, as a precedent. Iraq argues that the resolution deals

with humanitarian concerns and does not authorize any country to use force.

At the time Resolution 688 was adopted, Western diplomats tried to reassure nonaligned countries that it would not become a precedent for use in future interventions.

A Western official said the latest "no-fly" ban on Iraq did not constitute a new action based on precedent, but instead was a "clone" and a "continuing-validity" case based on the particular situation in Iraq.

The United States also bases its action on Resolution 678, which authorized the use of force and called on states to "use all necessary means" to uphold all "subsequent relevant" resolutions to restore peace and security in the area. Officials say the flight ban also is justified on the basis of the right to humanitarian intervention—a principle of international law that is still contested by a number of countries concerned about interference in their internal affairs.

Iraq argues that all resolutions have been superseded by Resolution 687, which established the cease-fire, and that this carries no provisions authorizing the allies to dictate to Iraq on the use of its airspace. U.S. officials say the resolution calls on the Security Council to "secure peace and security in the area."

A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France

FRA0281 4 1 0435 FRA /AFP-CT80

Irak-Kurdes

Massoud Barzani: les Alliés se sont engagés à poursuivre leur protection des Kurdes d'Irak

PARIS, 20 août (AFP) - Les trois Alliés (Etats-Unis, Grande Bretagne et France) se sont engagés à poursuivre leur opération de protection des Kurdes d'Irak, a déclaré jeudi Massoud Barzani, le chef du PDK (Parti démocratique du Kurdistan irakien) après ses entretiens à Washington et Paris.

Dans une interview à l'AFP jeudi à Paris au lendemain d'un entretien avec le président François Mitterrand, M. Barzani a déclaré avoir obtenu "la confirmation que la protection des Kurdes (d'Irak) sera poursuivie tant qu'elle sera nécessaire". M. Barzani avait été reçu le 29 juillet à Washington notamment par le Secrétaire d'Etat James Baker au sein d'une délégation représentant les différentes tendances de l'opposition irakienne.

L'autre dirigeant des Kurdes irakiens, Jalal Talabani, le chef de l'UPK (Union Patriotique du Kurdistan irakien), qui était également reçu par M. Mitterrand, a déclaré au journal Le Monde que les trois alliés soutenaient désormais l'idée d'une solution "fédérale" en Irak.

Pour M. Mitterrand, selon Jalal Talebani, "la solution de la question kurde ne saurait consister en un Etat indépendant, dans la mesure où le Kurdistan s'étend sur quatre Etats (Irak, Turquie, Syrie, Iran) mais elle pourrait être démocratique et fédérale". "Nous croyons que les Etats-Unis et la Grande Bretagne approuvent un tel règlement", a affirmé le chef de l'UPK.

"Nous souhaitons que la France poursuive son rôle distinctif au Kurdistan", déclare de son côté M. Barzani en exprimant "ses remerciements au peuple et au gouvernement français pour leur solidarité et soutien au peuple kurde".

L'opération Provide Comfort décidée en avril 1991 à l'ONU interdit notamment aux avions irakiens tout vol au nord du 36ème parallèle. Lors de ses entretiens aux Etats-Unis, la délégation de l'opposition irakienne avait demandé une opération similaire dans le sud pour protéger les Chiites.

Aujourd'hui, alors que les trois alliés s'apprentent à décréter une zone d'exclusion aérienne au sud du 32ème parallèle, le fils du leader charismatique kurde Mostapha Barzani insiste sur "le poids moral d'une telle décision qui permettrait de lever une grande menace sur le sud de l'Irak".

A propos de l'attentat visant en juillet Mme. Danièle Mitterrand en visite du Kurdistan, Jalal Talabani a affirmé qu'il est l'oeuvre de "Kurdes à la solde" du régime de Bagdad. Pour sa part M. Barzani qui dirige ses accusations dans le même sens, a dit ne pas disposer d'informations plus précises.

Le Quotidien de Paris - 20 août 1992

Les dirigeants kurdes reçus à l'Elysée

Les dirigeants de l'opposition kurde irakienne, Jalal Talabani de l'Union patriotique du Kurdistan (UPDK) et Massoud Barzani (Parti démocratique du Kurdistan (PDK), ont été reçus hier en milieu de journée par le président François Mitterrand. Cet entretien, qui n'avait pas été annoncé dans l'agenda des activités officielles du président, s'est déroulé en présence du ministre des Affaires étrangères Roland Dumas et de l'Action humanitaire Bernard Kouchner.

En quittant l'Elysée, Massoud Barzani s'est borné à indiquer qu'il avait trouvé auprès de président français, « compréhension et détermination à protéger les populations au sud comme au nord de l'Irak ».

De son côté, M. Kouchner a indiqué que la conversation avait



Les leaders kurdes Jalal Talabani (à gauche) et Massoud Barzani (au centre) ont été reçus hier par le président François Mitterrand.

permis d'évoquer « la situation humanitaire en Irak, tant pour les Kurdes, dans le nord, que pour les Chiites, dans le sud du pays ».

MM. Talabani et Barzani

avaient été reçus le 29 juillet pour la première fois à Washington, par le secrétaire d'Etat James Baker et le conseiller du président George Bush pour les questions de sécurité nationale

Brent Scowcroft. Ils participaient à une délégation de six responsables de l'opposition irakienne. Ils avaient demandé la création d'une zone protégée pour les Chiites du sud de l'Irak.

Le Monde — 20 août 1992

POINT DE VUE

L'action humanitaire alibi de l'inaction politique ?

par Claude Malhuret

EN août 1991, en réaction à l'extermination des Kurdes par Saddam Hussein, l'ONU reconnaissait le « droit d'assistance humanitaire », donnant une consécration internationale à l'une des grandes idées pour lesquelles se battaient depuis plus de dix ans les médecins sans frontières et les médecins du monde.

Un an plus tard, le drame de Sarajevo, après celui de Dubrovnik vient tragiquement montrer que l'action humanitaire des gouvernements est devenue l'alibi de leur inaction politique.

Ce point de vue peut choquer : on ne critique pas la générosité... Pourtant qui ne voit désormais que de motion en atermoiement, de visite surprise présidentielle en réunion de l'ONU, de corridor humanitaire en pont aérien, la communauté internationale n'a rien fait d'autre depuis huit mois que de laisser le gouvernement serbe envahir une bonne partie de la Croatie avant de se partager les dépouilles de la Bosnie. Au prix de dizaines de milliers de morts, de centaines de milliers de réfugiés, d'un nombre inconnu de détenus. Pourquoi ne pas dire crûment la vérité : aux tanks serbes, l'Occident a répondu par des ambulances, et aux obus par des caisses de médicaments.

Cette attitude, extrêmement honorable, voire héroïque lorsqu'elle est le fait des associations humanitaires qui n'ont pas d'autres moyens, est une démission lorsqu'elle émane des Etats les plus puissants du monde.

Cette attitude a des précédents, curieusement passés inaperçus. En décembre 1981, alors président de MSF, j'étais en Pologne au moment de l'instauration de l'état de siège par le général Jaruzelski. Indignation de l'opinion publique. Cafouillage gouvernemental : Michel Rocard parle d'envoyer la flotte dans la Baltique pendant que Claude Cheysson déclare : « Evidemment nous ne ferons rien. » Le

premier ministre, Pierre Mauroy annonce alors l'envoi d'une aide alimentaire massive par convois entiers. J'ai du mal à décrire la honte qui me saisit alors face à mes amis polonais entrés dans la clandestinité, me suppliant de demander au gouvernement français un geste politique et non un geste humanitaire, totalement inutile dans une telle circonstance. Mais le public français était satisfait, son gouvernement avait agi et les caméras de télévision pouvaient témoigner de notre bonté. Ces caméras n'étaient évidemment pas conviées à la deuxième partie de l'opération, lorsque les vicieuses françaises étaient acheminées dès le lendemain par l'armée rouge en Union soviétique.

Le calvaire des Kurdes

C'était une première expérience et chacun est excusable d'avoir été abusé. Mais que dire du Kurdistan l'an dernier ? Voici une situation où l'armée irakienne est quasiment anéantie à l'issue de la guerre du Golfe. Il lui reste quelques hélicoptères. En face, le plus puissant corps d'armée du monde. Une seule de ses escadrilles peut mettre en pièces les hélicoptères dès leur décollage. L'opinion mondiale approuvera cette action. Que font les dirigeants occidentaux ? Rien.

Ils laissent les appareils s'élaner et massacrer à l'arme chimique des dizaines de milliers de Kurdes. Les rescapés s'enfuient en Turquie dans un calvaire épouvantable. Les associations humanitaires et les organismes de l'ONU font alors leur travail de secours aux victimes. Ils le font bien, mais ils n'auraient pas dû avoir à le faire si les dirigeants de la coalition, George Bush, John Major, François Mitterrand, avaient fait le leur auparavant.

Ne voit-on pas que le même processus est à l'œuvre aujourd'hui ? Depuis des mois, il fallait

soutenir l'indépendance de la Slovaquie puis de la Croatie : la France a commencé par soutenir la Serbie. Depuis des mois, il fallait répondre par la force (ou la menace de la force) à l'invasion par la force de la Bosnie : l'ONU hésite encore à envoyer quelques détachements dont la seule mission sera de faire respecter l'acheminement de l'aide humanitaire. Pendant ce temps, à quelques kilomètres des points de distribution, l'artillerie serbe continuera de massacrer hommes, femmes et enfants bosniaques. Combien de temps va durer l'hypocrisie de nos gouvernants, incapables de décider d'une action, sachant que leur opinion publique la réclame et la remplaçant, pour montrer qu'ils « font quelque chose », par une assistance humanitaire qui ne change rien au fond du problème. Combien de temps va-t-on encore tenter de nous faire croire que l'humanitaire peut tenir lieu de politique ?

C'est pour que ces questions ne puissent plus se poser que j'adresse ce message à Bernard Kouchner : pendant près de quinze ans nous avons travaillé côte à côte à Médecins sans frontières et à Médecins du monde. Nous avons souvent été en désaccord, mais jamais sur notre but commun. Nous avons l'un comme l'autre, à plusieurs reprises, été isolés face à la majorité des membres de nos associations. Notamment chaque fois que l'aide humanitaire, détournée ou empêchée par des tyrans, devenait dérisoire, voire complice, et qu'il fallait dénoncer, au risque de se faire chasser.

Nous, les enfants de ceux qui ont vécu la seconde guerre mondiale, n'aurons plus d'excuses si nous nous taisons lorsque nous sommes les seuls témoins

Aujourd'hui il y a en Bosnie des camps de concentration - ou du moins une forte présomption de tels camps. Aujourd'hui, en Bosnie, il y a des milliers de morts et

de blessés. L'heure n'est plus à la visite des camps, même sous la protection des forces de l'ONU (nous savons l'un et l'autre ce que valent les visites guidées...), l'heure n'est plus aux convois humanitaires et aux distributions de vivres.

Quels résultats ?

Depuis un an le ministre de l'action humanitaire s'est fait remarquer par sa présence courageuse - et médiatique - sur les champs de bataille. Son dévouement n'est pas en cause. Mais la véritable question qui se pose désormais est la suivante : quel est le résultat de ces déplacements ? Au Kurdistan, la situation est inchangée. Au Soudan sa visite n'a pas été suivie d'effets. En Somalie non plus. Il vient de retourner aujourd'hui en Bosnie. Et voici deux mois c'est François Mitterrand lui-même qui s'y rendait.

En l'absence de toute décision consécutive, de tout geste politique, diplomatique et militaire, ces visites ne peuvent être ressenties par les Bosniaques, et un peu plus chaque jour qui passe, que comme une tromperie.

L'assistance humanitaire est une grande chose, et je suis d'accord avec Bernard Kouchner, malgré les nombreuses critiques des associations humanitaires, pour estimer qu'elle peut avoir sa place au sein même du gouvernement. Mais à une seule condition : qu'elle ne serve pas d'excuse à la paralysie diplomatique. Il y a un temps pour l'assistance et un temps pour les décisions politiques. Le deuxième temps est aujourd'hui arrivé. Il est même dépassé et, plus grave, il est aujourd'hui différé par l'alibi humanitaire.

► Le docteur Claude Malhuret est ancien secrétaire d'Etat aux droits de l'homme et ancien président de Médecins sans frontières.

Libération — 21 août 1992

Offensive kurde en Turquie

De violents affrontements ont opposé rebelles kurdes et forces de l'ordre mercredi et jeudi à Sîrnak, au sud-est de la Turquie. Deux jours durant, les combats ont opposé un millier de guérilleros du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) à l'armée et la police, avant de cesser hier en fin d'après-midi. Quatre membres des forces de l'ordre ont été tués, selon les autorités turques qui ont annoncé l'arrestation de 100 à 150 personnes. Des sources kurdes non confirmées ont fait état de plus d'une centaine de tués.

Les troubles avaient éclaté mardi à Sîrnak, centre provincial de 40000 habitants, après que les rebelles eurent attaqué à la roquette et au mortier une série de bâtiments publics et militaires de la ville. Cette action est la plus im-

portante du PKK depuis le nouvel assaut kurde de mars dernier lorsque les assauts kurdes à Sîrnak et dans des villes voisines avaient fait plus de 100 morts.

Par ailleurs, le PKK a levé le blocus qu'il imposait depuis le 22 juillet le long des routes de Turquie contre les convois d'aide humanitaire à destination de l'Irak du Nord: le PKK voulait protester contre les partis kurdes d'Irak qui tentent de l'empêcher d'utiliser le Kurdistan irakien comme base arrière contre la Turquie.

Les affrontements dans le sud-est de la Turquie ont tué près de 4400 personnes depuis le début de la lutte armée lancée le 15 août 1984 par le Parti des Travailleurs du Kurdistan.

D'après AFP et Reuter

L'Humanité — 21 août 1992

COMBATS A SIRNAK

Les combats continuent à Sîrnak (Kurdistan de Turquie) entre militaires turcs et combattants kurdes du PKK. Commencés mardi soir, ils ont fait officiellement quatre morts et 13 blessés mais des sources kurdes parlent d'une centaine de victimes dans la population civile. Le ministre turc de l'Intérieur a donné pour excuse « la difficulté à distinguer les civils des rebelles kurdes ». Il n'a pas exclu une l'extension des ratissages au-delà de la frontière irakienne.

International Herald Tribune — August 21 1992

They Used Not to Be So Cynical

By William Pfaff

PARIS — The idea that George Bush would attack Iraq to advance his electoral interests is not in the least implausible. It would have been an implausible act by most earlier American presidents. Mr. Bush, however, has established for himself a record of cynicism in electoral matters, and also in foreign relations, that the country, if not himself, would have been better off without.

His two wars have both been peculiar affairs. A primary motivation for the U.S. attacks on Panama and Iraq seemed personal animosity felt by Mr. Bush for Manuel Noriega and Saddam Hussein. The centralization of war power in the presidential office, the marginalization or neutralization of Congress, and the obstruction of press scrutiny all have taken great bounds forward under the Rea-

gan and Bush presidencies, contributing to a situation in which a president is held to no effective account for decisions of this kind.

However, if another attack is to take place on Iraq, Saddam Hussein has not been so foolish as to cooperate in providing the justification — this week — by obstructing United Nations inspections. His persecution of the Shiite minority in Iraq's south already has warranted international measures to create and defend a protection zone for them like the one already established for the Kurds in the north of Iraq. Hence it is reasonable to expect a military intervention of one kind or the other, certainly before November.

If only Washington and its allies could find the same zeal to protect not only the Bosnians in what was Yugoslavia, but also those ex-Yugoslavs who must expect to become the next victims of Serbian ethnic purge, notably but not exclusively the Albanians of Kosovo and the Hungarians of Vojvodina, both regions inside the present frontiers of Serbia. But Mr. Bush sees no electoral profit in precision, or political initiative in the Balkans, to avert still more horror.

And in Europe, since Margaret Thatcher left Downing Street, Britain has reverted to its previous foreign

policy position, which is to have no independent foreign policy at all, but to follow Washington in whatever it does. Current holder of the European Community presidency, Britain is successfully imposing the same non-policy upon Europe. Only France is offering slight but ineffectual resistance to this program of inaction — thus having things both ways.

Mr. Bush's reputation as a sound man on foreign policy has always seemed to me unfounded. He is expert in foreign relations, having spent his executive branch career exclusively in offices concerned with international matters. He obviously knows other countries and the major figures abroad. But expertise and experience do not necessarily produce leadership, and the evidence is that Mr. Bush has over the years moved steadily upward toward an office for which he is intellectually and morally unqualified — lacking, as he has plaintively said, the "vision" in world affairs expected from a president.

The two recent presidents who conducted successful foreign policies (whether you like or not what they did) were Harry Truman and Richard Nixon. Mr. Truman was, unlike Mr. Bush, a lifelong reader of history and also a man of formidable moral independence. He would never have re-

motely imagined advancing his personal electoral interests in disregard of the national interest. His curt dismissal for insubordination of the supremely popular General Douglas MacArthur in 1951 was evidence of that.

Mr. Nixon also possessed a serious geopolitical intelligence, and of course was advised by a man of first-class abilities (and weaknesses, one might add), Henry Kissinger. Mr. Truman had the counsel of a group of officials, formed in the war, who were the best the modern U.S. foreign and military services have possessed.

Those were days when honor and prestige attached to the service of American government. Today, after two decades during which candidates and parties have campaigned against Washington and against the government, just the opposite is true.

Mr. Bush has made foreign policy in the past in terms of electoral advantage, and he is doing so now with respect both to Yugoslavia and to Iraq. The message that accompanies Washington's indifference to those suffering in Yugoslavia and those who will suffer if the bombs fall on Iraq is that they shouldn't take it too seriously, it's only politics.

International Herald Tribune.
© Los Angeles Times Syndicate.

Des Kurdes irakiens chez le président Mitterrand

Var Matin
20 août 1992

Les dirigeants de l'opposition kurde irakienne, Jalal Talabani de l'Union patriotique du Kurdistan (UPDK) et Massoud (bien Massoud) Barzani (Parti démocratique du Kurdistan (PDK), ont été reçus hier en milieu de journée par le président François Mitterrand.

Cet entretien, qui n'avait pas été annoncé dans l'agenda des activités officielles du président, s'est déroulé en présence du ministre des Affaires étrangères Roland Dumas et de l'Action humanitaire Bernard Kouchner.

En quittant l'Élysée, Massoud Barzani s'est borné à indiquer qu'il avait trouvé auprès de président français, "compréhension et détermination à protéger les populations au sud comme au nord de l'Irak".

De son côté, M. Kouchner a indiqué que la conversation avait permis d'évoquer "la situation humanitaire en Irak, tant pour les Kurdes, dans le nord, que pour les Chiites, dans le sud du pays".

GAMK — 20 août 1992

LA TURQUIE CRITIQUEE DEVANT LA SOUS COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Un avocat français ayant assisté au procès de Kurdes dans l'est de la Turquie a dénoncé mardi devant la sous-commission des droits de l'Homme de l'ONU «la situation de non-droit» qui prévaut dans le Kurdistan turc.

M^e William Bourdon, qui prenait la parole au nom de la Fédération internationale des droits de l'Homme et de la Fondation France Libertés, a fait état de tortures infligées à des détenus dont il a assisté au procès début juillet à Diyarbakir.

Devant la justice, l'«impunité des responsables de tortures et de mauvais traitements apparaît absolue», a déclaré M^e Bourdon. Citant des avocats en Turquie, il a aussi dénoncé «la multiplication des escadrons de la mort», responsables d'exécutions sommaires, et qui menacent les personnes libérées.

«Le sentiment général est incontestablement celui d'une aggravation de la situation des droits de l'Homme», qui est sous-estimée par la communauté mondiale, a-t-il ajouté.

LE MONDE — 21 août 1992

TURQUIE : dans le Sud-Est anatolien

Violents combats entre l'armée et les séparatistes kurdes à Sirnak

Une importante offensive des séparatistes kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, marxiste-léniniste) contre la ville de Sirnak, dans la nuit du mardi 18 au mercredi 19 août, a fait cinq morts parmi les forces de sécurité. Selon des sources locales, l'armée aurait ensuite fait une centaine de morts parmi les militants et la population kurde soupçonnée d'avoir aidé l'opération. Officiellement, les affrontements avaient cessé jeudi à l'aube, mais «les forces de l'ordre poursuivront les fouilles et les recherches chez l'habitant». (Lire aussi en page 4 la visite des dirigeants kurdes irakiens en France.)

ISTANBUL

de notre correspondant

Plus de mille séparatistes kurdes du PKK ont attaqué, mardi soir 18 août, les bâtiments militaires et administratifs du centre de Sirnak,

une ville de plus de 20 000 habitants à majorité kurde, dans le Sud-Est anatolien. Selon des journalistes locaux, des tirs étaient entendus, mercredi à la mi-journée, dans la cité encerclée par les forces de sécurité et survolée par des avions de l'armée. Elle a été soumise au couvre-feu et interdite aux journalistes. Les lignes téléphoniques y sont coupées depuis trois jours.

L'offensive du PKK a été décrite comme la plus importante jamais lancée par ce parti marxiste-léniniste depuis le début de sa lutte armée en 1983. Menée aux mortiers, lance-roquettes et fusil d'assaut, elle a visé les bâtiments de la gendarmerie, de la préfecture de police et «une grande partie des autres locaux des institutions militaires, policières et publiques», selon le gouverneur régional, M. Unal Erkan.

Selon les sources officielles, cinq membres des forces de l'ordre ont été tués et une dizaine d'autres blessés. Mais «au moins cent civils ont été tués dans la journée de mercredi», selon des informations locales. Ces dernières sources affirment que les forces de l'ordre ont

commencé, après le départ des militants du PKK au petit matin, à tirer sur les civils soupçonnés d'avoir aidé le PKK, ce qu'ont confirmé les députés kurdes de Sirnak, MM. Orhan Dogan et Mahmut Alinak. Cette ville, située sur les collines des monts Cudi proches des frontières avec l'Irak et la Syrie qui abritent plusieurs camps du PKK, avait déjà été la cible des militants kurdes le 23 mars dernier.

Le ministre de l'intérieur, M. Ismet Sezgin, a affirmé que «les terroristes séparatistes ont causé des dommages d'une valeur de 100 milliards de livres turques» (66 millions de francs français), alors que le premier ministre, M. Suleyman Demirel, déclarait, mercredi soir, sur un ton irrité que «l'Etat turc est assez fort pour éradiquer trois brigands».

L'opinion publique et la classe politique turques sont en effet choquées : le jour où le président de la République, M. Turgut Ozal, défendait «la nécessité des émissions télévisées et du libre enseignement du kurde», cette attaque a démontré la puissance du PKK. - (Intérim.)

THE GUARDIAN
Tuesday July 21 1992

Western aid organisations fear more incidents of terrorism are to come

Kurd points finger at Kurd as attacks on UN multiply

Chris Stephen in Zakho, northern Iraq

A BOMB attack on a United Nations vehicle in Iraqi Kurdistan has heightened fears that a terror campaign is being waged against Western aid groups in the area.

No one was hurt in the bomb blast on Sunday in the north-eastern town of Sulaymaniyah, but coming after a series of other attacks on aid personnel, the handful of agencies still operating in the region believe more is to come.

Aid agencies and Iraqi Kurdish leaders believe the attacks are being orchestrated by Saddam Hussein to force the aid agencies to leave.

"Everyone is feeling jittery," said a British volunteer, Joy Walters, of the group Qandil. "Things are getting harder and harder."

The presence of token Western military personnel in Kurdish Iraq and daily patrols by US combat planes rule out any direct assault by President

Saddam's forces. But clandestine warfare is proving harder to deal with.

The Kurdistan Front, an alliance of the two main Kurdish parties, thinks the bombings may be the work of units from the Kurdish guerrilla organisation in Turkey, the PKK.

There is no love lost between the PKK and the Front. PKK attacks on Turkish forces from bases in Iraqi Kurdistan have brought heavy reprisals from the Turkish air force against Kurdish villages controlled by the Front, and have strained relations with a neighbour the Front wants to cultivate.

Some Front leaders think the PKK may have offered to help Saddam Hussein, and the Kurdish parliament is expected this week formally to order PKK units out of Kurdish Iraq. But this will be hard to enforce.

On Sunday, Kurdish troops arrested three armed PKK men in the northern town of Zakho. The arrests followed the death of another man and two of his family blown up while apparently making a bomb in his house in Zakho. But the Front

admits it can do little to combat the bombers without better intelligence: "They are probably Kurds, like us, what can we do?" said a Front spokesman.

The United Nations, which provides the main relief effort, is also under pressure from Baghdad through another channel. The memorandum of understanding signed last year giving Iraqi government permission to the UN to operate in Kurdish territory has not been renewed by President Saddam.

This means that UN agencies may soon be faced with the prospect of breaking their own rules by operating in a country without the host government's permission.

The relief effort remains vital for Kurdistan. Most of the villages destroyed by the last decade by Saddam Hussein are only slowly being raised again, with substantial Western assistance.

Several German groups are rebuilding houses and roads in the hinterland, and the UN continues to provide food and medicine to the estimated three million population. Western

know-how and equipment are crucial for most essential services, such as water purification.

And there is the ever-present fear that if Western organisations are intimidated into leaving, Saddam Hussein will find it that much easier to roll back in.

"If we pulled out it would have a devastating effect," said John Leaf of Shelter Now, a charity based in the United States. "We need to be here to get them through another winter."

● The sound of explosions from Iraqi army attacks against Shi'ite rebels in the country's southern marshes were heard across the border in Iran for a second day yesterday, the Iranian news agency Irna said.

Officials of an Iraqi Shi'ite group partly sponsored by Tehran, the Supreme Council of the Islamic Revolution, were quoted by Iran radio yesterday as claiming they had killed more than 100 Iraqi troops and shot down a helicopter during President Saddam's offensive against their hideouts in southern Iraq.

The Washington Post—24 août 1992

Iraqi 'No-Fly' Zone Said to Be Imminent

Associated Press

SPRINGFIELD, Ill., Aug. 23—President Bush is close to announcing that the United States will impose a "no-fly" zone over southern Iraq, warning that Saddam Hussein's warplanes will be shot down if they attempt to attack Shiite Muslims, the White House said today.

Presidential press secretary Martin Fitzwater, asked when a decision

would be disclosed, said that "most of the speculation has been on Tuesday, but it could slip." He said the president would make the announcement personally.

Administration officials have said previously that the United States, France and Britain had decided to impose a no-fly zone but were consulting about details on how it would be enforced and what territory would be covered.

"We have agreed with France and

Britain to a no-fly zone," Fitzwater said. "We've been working on details on the military command. It will require [Iraqi] aircraft to be sure that they're not flying in that area." He said there are sufficient U.S. warplanes in the region to enforce the ban.

"The president wants to explain to the American people what he's doing," Fitzwater said. "We want the American people to know the action we're taking and why."

LE MONDE — 21 août 1992

Après avoir été reçu, avec M. Massoud Barzani, par M. François Mitterrand

Le dirigeant kurde Jalal Talabani affirme que la France approuvera une solution « fédérale » en Irak

Les dirigeants des deux principales formations kurdes irakiennes, M. Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), et M. Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), ont été reçus mercredi 19 août à Paris, à leur demande, par le président François Mitterrand (*le Monde* du 20 août).

M. Talabani est ravi. La France, affirme-t-il, approuvera une solution « fédérale » en Irak, qui sauvegardera « les droits du peuple kurde » à l'intérieur d'un « Irak démocratique uni ». M. Talabani nous a dit avoir dégagé cette conclusion de l'entretien de trois quarts d'heure avec M. François Mitterrand, en présence des ministres des affaires étrangères, M. Roland Dumas, et de la santé et de l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner.

D'abord prudents - « nous avons compris que le président Mitterrand (...) soutient le droit du peuple kurde dans un cadre fédéral à l'intérieur d'un Irak démocratique uni », - les propos de M. Talabani sont devenus plus assurés au fil de l'entretien. « Le président Mitterrand nous a dit que (...) la solution de la question kurde ne saurait consister en un Etat indépendant, dans la mesure où le Kurdistan s'étend sur quatre Etats (l'Irak, l'Iran, la Turquie et la Syrie), mais qu'elle pourrait être démocratique et fédérale », a-t-il affirmé. Et d'ajouter : « C'est la première fois que nous l'entendons dire par M. Mitterrand et à un niveau aussi élevé de la hiérarchie française. »

Ainsi traduite, la position de la France se serait en effet bien précisée. Cela signifierait que tout en continuant de s'opposer au

démembrement de l'Irak, Paris aurait au moins amorcé une remise en question de la forme de l'Etat unitaire et envisagerait la possibilité d'une fédération. Quant à la question kurde, la position de la France avait été formulée dès avril 1991 par M. Mitterrand, puis rappelée un an plus tard à l'occasion de sa visite en Turquie. Elle tient en ceci : respect du « droit des Kurdes, là où ils vivent, à leur identité et leur culture », mais « dans le respect des Etats ».

Selon M. Talabani, la France ne serait pas seule à envisager une solution fédérale. « Nous croyons, dit-il, que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne approuvent un tel règlement », préconisé, selon lui, par plusieurs fractions de l'opposition irakienne réunies en congrès à Vienne en juillet dernier et approuvé par l'Assemblée supérieure de la révolution islamique irakienne de M. Mohammed Baker Al Hakim qui ne participait pas à la réunion de Vienne.

Une zone de sécurité pour les chiites

Hormis le régime de Bagdad, le projet, affirme-t-il, fait l'unanimité des Irakiens « qu'ils soient chiites ou sunnites, Arabes ou Kurdes, chrétiens ou musulmans ». Il a été soumis fin juillet par les représentants de ces formations au secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, à Washington. M. Baker l'a jugé « précis, bien travaillé, bref excellent », exulte le dirigeant kurde.

Dès lors, souligne-t-il, les négociations avec le régime irakien engagées par le PDK de M. Barzani pour l'octroi d'une autonomie au Kurdistan n'ont plus de raison d'être. La quasi-totalité des formations kurdes - notamment les plus

importantes, l'UPK et le PDK - réclament désormais « une fédération ou l'autodétermination ».

Quant au projet attribué aux trois principaux alliés occidentaux de la guerre du Golfe d'interdire à l'aviation irakienne le survol du territoire au sud du 32^e parallèle, afin de protéger les populations chiites de cette zone (*le Monde* du 20 août), M. Talabani estime qu'« il ne s'agit là que d'une première étape ».

« Ecoutez bien le premier ministre britannique M. John Major. Il affirme vouloir protéger les chiites de toutes les exactions de l'armée irakienne. Cela ne saurait donc se limiter à l'arrêt des survols », fait-il valoir. En clair, cela signifie qu'il s'attend qu'une zone de sécurité soit instaurée au sud de l'Irak, à l'image de celle qui existe déjà dans le nord pour les Kurdes.

M. Talabani ignore quelle est la position des pays voisins de l'Irak, notamment l'Arabie saoudite et la Turquie, sur la création d'un Etat fédéral. Il se déclare en revanche certain que l'Iran, « qui ne croit pas à la démocratie et milite pour des régimes islamiques, s'y opposera ».

Avec M. Barzani, il a « remercié le président, ainsi que son épouse, et exprimé une immense gratitude pour leur soutien au peuple kurde et au peuple irakien ». Quant à l'attentat qui a visé l'épouse du chef de l'Etat en juillet dernier dans le Kurdistan (*le Monde* du 8 juillet), et tous les autres attentats dans cette région, ils sont, selon lui, l'œuvre de « Kurdes à la solde » du régime de Bagdad. Il affirme avoir remis au secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, une cassette vidéo sur les aveux de quatre de ces « agents ».

MOUNA NAÏM

Duri per gli sciiti distratti sui curdi Ecco alcuni perché

LAURA SCHRADER

■ Peseranno sulla campagna presidenziale americana le ventisette tonnellate di documenti che provano i crimini contro l'umanità di Saddam Hussein? Con un'operazione destinata a rimanere segreta, ma che è stata rivelata da Jalal Talabani, copresidente del Fronte del Kurdistan iracheno, la voluminosa documentazione su carta e su videocassetta è volata negli Stati Uniti dopo lunghe trattative con il Pentagono. La documentazione dovrebbe servire a incriminare Saddam per crimini contro l'umanità e genocidio, in violazione della Convenzione dell'Onu del 1948. Secondo il presidente del Comitato relazioni estere del Senato Usa, Clairborn Pell, «il massacro iracheno dei curdi è simile a quello degli ebrei nella seconda guerra mondiale». Ma l'amministrazione Bush è ancora riluttante all'utilizzo dei documenti. Infatti, l'«opzione scjita» si collega alla risoluzione 688 dell'Onu, che vieta al regime di Baghdad la repressione cruenta delle opposizioni interne. È motivata — sia pur con tempismo elettorale — dalle operazioni belliche condotte da due mesi con particolare intensità da Saddam Hussein nel Sud del paese, e quindi dalle richieste di aiuto dell'opposizione irachena.

Inoltre, da due mesi il regime di Baghdad rifiuta i visti agli addetti dell'Onu e di altre agenzie umanitarie in Irak, tanto che Médecines sans Frontières ha dichiarato di continuare ad agire «in clandestinità». L'ombrello di protezione nel Sud dell'Irak, che dovrebbe aprirsi martedì prossimo, rientra dunque nelle clausole del cessate il fuoco della guerra per il Kuwait, che fu un successo per Bush. La documentazione sul genocidio in Kurdistan, invece, si riferisce ad un periodo oscuro della sua presidenza. Bush e Baker sapevano ma hanno continuato ad autorizzare i famosi crediti all'Irak «per l'agricoltura» e le vendite di tecnologia «a doppio uso», e ad opporsi alle sanzioni economi-

che fino alla vigilia dell'invasione del Kuwait. «Altrettanto curioso — scrive Leslie H. Gelb, *New York Times* — il fatto che il 16 novembre 1990, quando già erano stanziati nel Golfo 500mila militari americani, Bush pose il veto a un documento che lo avrebbe costretto a sanzioni contro gli Stati che usano armi chimiche». La questione, si sa, è stata insabbiata, e i funzionari fedeli a Bush hanno ammesso che si trattò soltanto di «un errore» del presidente. Ma è un granchio di tali proporzioni, commentano gli opinionisti americani, che Clinton sarebbe pazzo a non andare fino in fondo alla questione. I documenti erano stati trovati in seguito all'insurrezione del popolo curdo del marzo 1991 dai cittadini e dai Pesh Merga — i partigiani del Fronte del Kurdistan — che avevano conquistato tutti gli uffici governativi delle città curde.

Il materiale reperito comprende gli ordini dei massacri impartiti da Baghdad o direttamente da Hassan Ali Majid, cugino di Saddam Hussein, attuale ministro della Difesa di Baghdad. Ci sono le relazioni e le videocassette realizzate dai burocrati del regime iracheno, sulle esecuzioni sommarie e le torture, e anche informazioni sull'operazione Anfal, «prede di guerra», dal titolo del capitolo VIII del Corano, che tratta della guerra santa contro gli infedeli. Per Saddam Hussein, infedele e quindi meritevole di genocidio è la popolazione del Kurdistan, sia per la sua minoranza cristiana e cattolica sia perché i curdi mantengono usanze preislamiche, come la celebrazione del capodanno zoroastriano. Ci sono, infine, i documenti sulle deportazioni, gli stermini di massa e la distruzione di circa cinquemila villaggi e di una ventina di città di medie dimensioni nel Kurdistan. I documenti portati via dal Kurdistan iracheno, dunque, sono scottanti per le presidenziali americane. Potrebbero esplodere di veleni micidiali come quelli sganciati da Saddam quattro anni fa sulla popolazione del Kurdistan.

RÉPRESSION EN TURQUIE

Les Kurdes neversois protestent

Depuis le 15 août dernier, la communauté kurde de Turquie subit de nouveaux massacres meurtriers. Un génocide qui semble se poursuivre dans l'ignorance internationale. Hier, les kurdes neversois ont crié leur indignation et leur révolte.

Cercle rouge étoilé serti de vert sur fond rouge, les enfants brandissent avec fierté le drapeau de leur identité. Quelques familles de la communauté kurde neversoise déambulent silencieuses, dans le hall du journal. Visages marqués, les parolent s'affolent dans une langue rapide. Ils sont là pour informer disent-ils.

Les affrontements armés qui sévissaient depuis plusieurs mois entre des groupes kurdes et l'armée turque semble avoir dégénéré. La communauté kurde affirme que le massacre a désormais atteint la population civile. Depuis le 15 août, date historique des premières révoltes kurdes, les civils ne sortent plus de chez eux. «Le peuple kurde est isolé», précisent leurs représentants à Nevers.

Toutes ces informations ont été obtenues par la communauté grâce aux contacts permanents qu'elle maintient avec le pays et notamment avec la famille. En outre, les journaux turques évoquent par quelques brèves des batailles localisées, sans autre précision.

«Ce serait donc 2.000 victimes qui auraient été massacrées hier, dont 600 dans la seule ville de Sirkak» expliquent les membres de la communauté. La région serait également coupée de tout. «Depuis longtemps déjà, précise la délégation neversoise, la région n'a plus aucun moyen de communication. Personne n'est au courant et

le gouvernement turque censure tout ce qui pourrait filtrer. Alors que la Turquie est membre de L'ONU, elle commet des actes que le droit international est censé punir».

Pire qu'en Yougoslavie

Forcément, on accuse et on montre du doigt. Les polémiques se développent. L'ignorance fait pourrir des fruits déjà mûrs. Alors on compare, on juge et toutes les fissures s'ouvrent béantes. «Quand des gens meurent en Yougoslavie, tout le monde en parle parce qu'ils sont européens. Les images de Sarajevo sont dans tous les journaux. Mais il faut savoir qu'il y a 25 millions de kurdes en Turquie et la communauté internationale ne sait même pas qu'on les massacre. Tous les jours des enfants meurent».

L'objet de cette revendication est avant tout d'informer. La communauté neversoise souhaite le développement de manifestations de soutien aux kurdes. Il s'agit de faire prendre conscience de l'importance d'un massacre qui ne peut laisser personne indifférent. Pour soutenir leurs revendications les kurdes neversois réclament une enquête internationale.

Par la manifestation d'hier ils lancent un appel à tous les défenseurs de la démocratie, «contre le totalitarisme turque qui s'acharne à disséminer les kurdes».

Toni morbidi con il rais da parte del neo governo dei peshmerga

Contenzioso Kurdistan

Ma i curdi tornano a parlare di federazione

Mirella Galletti

Fuad Ma'sum, nominato primo ministro del Kurdistan iracheno il 5 luglio, nei giorni scorsi ha pronunciato davanti al parlamento curdo un importante discorso in cui ha delineato il programma d'azione del suo governo.

Ricorda il successo delle prime elezioni democratiche nel Kurdistan iracheno che hanno avuto luogo il 19 maggio scorso. Sottolinea che «le infrastrutture del Kurdistan sono in rovina, soprattutto quando il regime ruppe i negoziati, ritirò l'apparato amministrativo ed impose il blocco economico al Kurdistan. Le masse, dopo lunghi anni di lotta per la libertà, sono finalmente giunte alla fase attuale.

Ed ora vogliono il pane, superare gli stenti, organizzare le attività quotidiane, avere garantite pace e sicurezza».

Dopo questi accenni alla tragedia che i quattro milioni di curdi iracheni hanno subito nell'ultimo anno e mezzo, il leader che proviene dalle fila dell'Unione Patriottica del Kurdistan (UPK) rende noto il programma di azione del Consiglio dei Ministri della Regione del Kurdistan in Iraq.

Le linee programmatiche sono all'insegna della moderazione.

Viene evitato accuratamente qualsiasi tipo di strap-pò: con lo Stato iracheno, con le organizzazioni di opposizione non curde, con le forze curde che agiscono nel Grande Kurdistan.

Pur essendo il Kurdistan iracheno di fatto uno Stato indipendente o meglio un protettorato dell'Occidente, il programma punta formalmente a ricomporre la rottura con Bagdad e propone per l'Iraq un assetto istituzionale federativo arabo-curdo.

«A stabilire relazioni tra il Kurdistan ed il governo centrale, che si baserebbero sull'unitarietà del consenso all'interno di un Iraq democratico che riconosce la legittimità dei diritti del nostro popolo».

Viene aggiustato il tiro su recenti dichiarazioni del leader dell'UPK Gialal Talabani che aveva caldeggiato che il Kurdistan iracheno entrasse nell'orbita turca come protettorato di Ankara.

Il documento ribadisce la non interferenza negli affari dei paesi limitrofi e nello stesso tempo anche nei confronti delle organizzazioni curde che sono presenti nelle altre aree del Kurdistan:

«A stabilire le relazioni più cordiali con i paesi limitrofi: Turchia, Iran e Siria, con cui abbiamo legami storici e culturali. Geograficamente condivide-

diamo confini comuni.

Dobbiamo fare il nostro meglio per far sì che questa relazione serva gli interessi del popolo del Kurdistan e quelli dei popoli di questi paesi; far sì che si rafforzino, e puntare ad un più vasto sviluppo di credibili relazioni che servano gli interessi generali di tutti i popoli dell'Iraq».

Il documento compendia il summa delle richieste che i leader e i partiti del Kurdistan iracheno hanno avanzato nell'ultimo anno. Viene chiesto alle Nazioni Unite e alle sue organizzazioni di fare pressioni sul «governo iracheno» affinché ponga fine al blocco economico del Kurdistan e di esentare la Regione del Kurdistan dalle sanzioni dell'ONU contro l'Iraq. Sollecita l'estensione della protezione delle Nazioni Unite sotto il 36. parallelo nelle zone del Kurdistan attualmente controllate da Bagdad. E' un'area che secondo i nazionalisti curdi copre circa il 40% del Kurdistan iracheno ed è molto rilevante sotto il profilo economico per i pozzi petroliferi di Kirkuk e per obiettivi strategici quali Singiar al confine siriano e Khanaqin al confine iraniano.

Vengono garantite la libertà di espressione dei diritti culturali dei popoli che da millenni convivono con i curdi: Turcomanni, Assiri e Arabi.

Sul piano economico viene incoraggiato l'afflusso di capitale estero; viene sancito il sistema di mercato sotto «osservazione del governo», salvaguardia e mantiene tutte le proprietà governative nel Kurdistan.

Il documento conferma l'importanza della sicurezza interna data dai Peshmerga (combattenti curdi) ma prende anche atto che la presenza incontrollata di uomini armati ha causato problemi alla cittadinanza, soprattutto nelle città. Riconosce che ogni partito ha il proprio gruppo di peshmerga ed ognuno riceve ordini solo dalla propria organizzazione.

Viene così sancito che «le forze dei Peshmerga devono essere organizzate sotto un solo comando», ponendo quindi al di fuori della legge i gruppi armati non legalizzati.

La problematica legata al ritorno ai luoghi di origine di metà del popolo curdo che nell'ultimo ventennio è stato sottoposto all'esodo, all'evacuazione forzata dai luoghi d'origine con la distruzione di 4.000 villaggi curdi, è talmente complessa e difficile da affrontare sotto il profilo logistico ed economico che il governo curdo fa un appello ai contadini affinché tornino nei villaggi d'origine e si impegna ad assisterli nella ricostruzione delle abitazioni e per lo sviluppo della vita economica.

Avanti! Dom. Lun. 23 e 24 Agosto 1992

L'UNITA - 25 Agosto 1992

L'Alsace - 25 août 1992

Kurdes du Pays de Montbéliard : un cri d'alarme

On est sans nouvelles d'une vingtaine de familles kurdes parties en vacances dans leur pays d'origine, la Turquie, et résidant dans le Pays de Montbéliard.

Turchia Strage di curdi a Simak

■ ANKARA. Migliaia di persone terrorizzate hanno abbandonato Simak, nella Turchia sudorientale. La gente scappa con tutti i mezzi, a bordo di camion, trattori, spesso persino a piedi, sconvolta dalla brutale repressione scatenata dall'esercito per domare l'attacco sferrato dai guerriglieri separatisti del Partito dei lavoratori del Kurdistan (Pkk).

Fonti della zona riferiscono che la città è stata letteralmente svuotata dagli abitanti. Molti si sono diretti verso Cizre, quaranta chilometri più a sud, vicino alla frontiera con la Siria.

L'esodo è cominciato nelle prime ore del giorno dopo una notte di fuoco seguita all'offensiva lanciata dai guerriglieri contro una base militare vicina alla città. La zona è stata teatro di ripetuti scontri sin dal 18 agosto, quando gli uomini del Pkk occuparono per alcune ore l'abitato di Simak attaccandone ed incendiandone i principali edifici.

La reazione dell'esercito non poteva essere più violenta. Secondo le cifre ufficiali le vittime sono 33, compresi sei soldati. Ma il Fronte nazionale del Kurdistan, in un comunicato diffuso ieri in Europa, accusa le forze turche di aver ucciso più di 300 persone bombardando e radendo al suolo numerose abitazioni e sparando indiscriminatamente sui civili.

Il governo di Ankara, secondo il comunicato, non permette alla stampa di visitare Simak, «perché strade e case sono piene di cadaveri di bambini, donne, giovani e vecchi e il settanta per cento della città è ridotto in rovina».

LES responsables et membres de l'Association des travailleurs et patriotes du Kurdistan ont manifesté, hier, à Montbéliard leur vive inquiétude. Depuis le 19 août, les Kurdes du Pays de Montbéliard (un peu plus de 500 personnes) sont sans nouvelles de leurs familles établies dans l'Est de la Turquie et sans nouvelles aussi des familles parties au pays d'origine pendant les congés Peugeot.

En effet, depuis le 19 août, toutes les communications sont coupées avec le Kurdistan turc. Pas de courrier. Pas de téléphone. Pas ou peu de moyens pour savoir exactement ce qui se passe là-bas. La presse turque que l'on trouve ici évoque des troubles, au terme desquels le couvre-feu aurait été décrété dans toute la région Est de la Turquie.

Le 15 août dernier, les Kurdes de Turquie ont manifesté dans tout le pays pour marquer la date anniversaire de la naissance de leur «résistance». Manifestations qui ont été suivies d'arrestations par centaines, selon l'association des travailleurs kurdes, puis d'opérations militaires. Coupures de presse à l'appui, l'association dénonce ce qui s'est passé le 18 août dernier dans une des villes du Kurdistan, Sirnak, à la frontière de la Syrie et de l'Irak, où les deux-tiers des habitations auraient été détruites par des bombardements de l'armée turque.

Ces bombardements auraient, selon la presse turque, fait une vingtaine de victimes: information contestée par les Kurdes du Pays de Montbéliard qui craignent un

bilan beaucoup plus lourd en fait. De source officielle, les Kurdes tiennent que huit journalistes turcs ont trouvé la mort. L'association des travailleurs patriotes du Kurdistan va plus loin, demandant qu'une commission d'enquête internationale soit constituée afin de vérifier si des gaz chimiques ont été utilisés à Sirnak.

«Ce qui se passe là-bas est grave - soulignent les responsables de l'association et «personne n'en parle.» Les Kurdes du Pays de Montbéliard ont agi, hier matin, pour alerter l'opinion publique et pour sensibiliser les pouvoirs publics. «Nous demandons que la Croix-Rouge, les associations humanitaires puissent se rendre sur place. Nous lançons un appel d'urgence.»

J. B.

L'Alsace - 25 août 1992

Manifestation kurde au siège de notre journal

Le 15 août dernier, le huitième anniversaire du commencement de la lutte armée menée par le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK - parti marxiste-léniniste) était célébré au Kurdistan, dans le sud-est de la Turquie. Pour marquer cet anniversaire, des magasins fermaient leurs portes, des manifestations contre la politique turque étaient organisées et les combattants du PKK lançaient des opérations dans de nombreuses localités de la région, notamment à Sirnak.

Hier matin, se plaignant du silence des médias à l'égard de leur peuple et affirmant que la réalité est cachée à l'opinion internationale, une soixantaine de Kurdes se réclamant de la Fédération des associations culturelles et des travailleurs patriotes du Kurdistan en France, ont manifesté au rez-de-chaussée du siège mulhousien de notre journal. Leur but: «faire connaître la vérité»; parler du «deuxième plus grand massacre après celui de Newroz (le nouvel an) du 21 mars.»

Toutes les sources sont d'accord pour dire que les séparatistes du PKK ont lancé une importante offensive contre la ville de Sirnak, dans la nuit du 18 au 19 août, faisant cinq morts parmi les forces de sécurité. Les affrontements ont cessé le 20 à l'aube, mais les forces de sécurité ont continué leur action. Un «massacre», selon des sources locales kurdes et les manifestants du PKK, qui affirment qu'il y a eu «de 100 à 500 morts»: «la population civile a été attaquée par air et par terre.

Pour cacher ces massacres; les forces de l'ordre ont encerclé toute la ville; les

entrées et sorties sont toujours interdites.» Même si l'on ne partage pas toutes les positions du PKK - qui a bloqué les convois humanitaires à destination de l'Irak du nord en raison de différends avec les partis kurdes d'Irak - il est un fait que les autorités d'Ankara sont loin d'être démocrates dans leur façon de traiter le problème kurde (quinze millions d'habitants, dont dix millions dans le sud-est anatolien).

Malgré des déclarations apaisantes, le pouvoir privilégie toujours la répression et laisse impunie la «contre-guerilla», organisation paramilitaire dépendant de l'état-major de l'armée, qui assassine des militants pacifistes kurdes.

Il faut ajouter, enfin, que le PKK ne fait pas l'unanimité au sein des Kurdes de Turquie, car si tous estiment que leurs droits sont bafoués, certains n'aiment guère la violence.

Depuis le 15 août 1984, plus de 4.400 personnes ont été tuées dans le Kurdistan turc.

F.B.

NOUVEAUX ACCROCHAGES

Quatre soldats turcs et trois séparatistes kurdes ont été tués au cours de deux actions armées menées dimanche soir et lundi matin par des combattants kurdes dans la région de Sirnak.

A la suite des accrochages de dimanche et de lundi matin, de nombreux habitants de Sirnak ont commencé à évacuer la cité, craignant de nouveaux affrontements.

Environ 4.000 personnes, soit près de 20% de la population de la ville, sont parties hier, à bord de camions, de tracteurs et même à pied.

TURQUIE : les affrontements dans le Kurdistan

LE MONDE - 25 août 1992

Sirnak, une ville en ruines...

Après l'attaque à l'arme lourde, par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste), de la ville de Sirnak, dans le Kurdistan turc (le Monde du 21 août), les premiers témoignages sur la violence des combats sont parvenus à la fin de la semaine dernière à Istanbul.

ISTANBUL

correspondance

« Je n'ai pas vu une seule maison qui n'ait été atteinte. Sirnak (chef-lieu du département frontalier turco-syro-irakien), ressemblait à une ville en ruines. J'ai vu plusieurs cadavres d'animaux dans les rues. La majorité des magasins étaient brûlés. Les policiers qui nous ont accompagnés lors de cette visite guidée nous ont interdit de parler aux habitants. Il m'est impossible de croire au bilan, annoncé par les officiels, de cinq morts seulement. »

« L'Association des droits de l'homme de Diyarbakir [capitale régionale du Sud-Est anatolien à majorité kurde] a publié ce matin les noms de dix-sept civils tués, continuait ce correspondant d'un journal turc, rentré vendredi 21 août de Sirnak, et qui relatait ainsi ses impressions. Les gens nous regardaient tristement derrière leurs fenêtres. Le couvre-feu était toujours en vigueur vendredi à midi. Les policiers nous ont également interdit de prendre des photos des maisons détruites. Seuls les bâtiments militaires et publics gravement endommagés pouvaient être photographiés. »

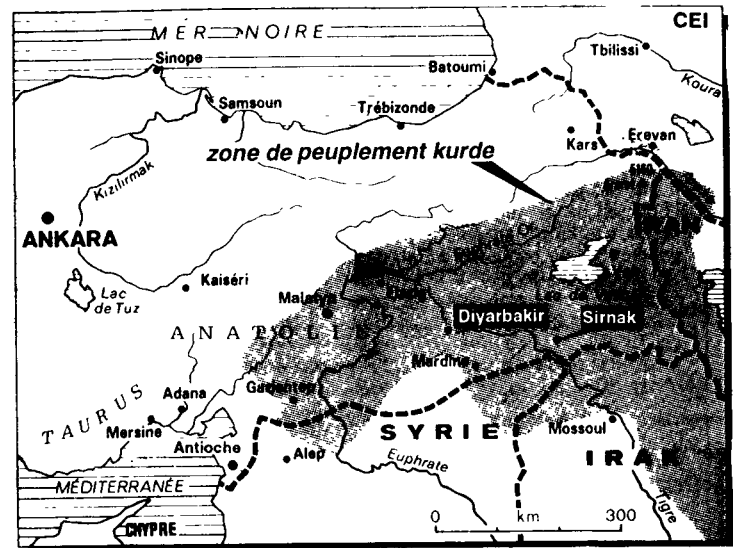
» Nous avons passé la nuit dans

les baraques de la brigade de gendarmerie. Les militaires étaient visiblement en pleine panique. Ils n'arrêtaient pas de s'accuser à haute voix. Pourtant, un colonel avait trouvé la formule magique pour éradiquer le terrorisme séparatiste kurde. Mais la démocratie, les droits de l'homme et les Européens empêchaient, selon lui, l'application de sa formule diabolique : il était sûr que les habitants soutenaient matériellement et moralement ces traîtres. Il fallait donc punir la ville tout entière. »

Les bâtiments militaires, policiers et ceux de l'administration publique ont été détruits par les armes lourdes du PKK et les forces de l'ordre semblent avoir pris leur revanche sur les magasins et les maisons des habitants de Sirnak, réputés être proches, en majorité, du PKK. La punition pronée par le colonel turc a été ainsi en grande partie infligée aux vingt mille habitants de cette ville du Sud-Est anatolien.

Les délégations de l'Association des droits de l'homme et celles du Parti populaire du travail (gauche, pro-kurde, qui compte dix-huit députés au Parlement, élus sur les listes d'un des partis de la coalition gouvernementale), qui devaient se rendre lundi à Sirnak, essaieront de prouver « la culpabilité des forces de l'ordre ». Le PKK a annoncé qu'aucun de ses militants n'a été tué lors de cette attaque. « Nous nous sommes retirés du centre-ville mercredi à l'aube », a précisé vendredi un porte-parole des rebelles séparatistes kurdes.

Cette deuxième opération punitive de l'armée turque contre Sirnak, un des foyers du PKK, semble montrer aujourd'hui que la première, qui avait eu lieu le 23 mars



dernier, n'avait pas été efficace : le PKK peut encore y attaquer avec parfois plus de cinq cents guérilleros.

Le président de la République critiqué

Le PKK, marxiste et nationaliste, fondé en 1978 par douze étudiants kurdes, était encore un petit groupe qui comptait à peine deux cents militants armés quand il s'est lancé, en août 1984, dans la lutte, les armes à la main, contre le pouvoir central d'Ankara dans l'Est et le Sud-Est anatolien.

Le premier ministre turc, M. Suleyman Demirel, a reconnu vendredi que le PKK comprenait onze mille guérilleros, dont le tiers se trouverait sur le sol turc. Le PKK en revendique vingt mille. « Dans chaque famille kurde, il y a au moins un martyr et plus d'un

guérillero », remarque un député kurde.

En dehors de ces combattants entraînés et équipés en Syrie, au Liban ou en Irak du Nord, le PKK compterait plus de cent mille militants, paysans labourant leurs champs dans la journée et prenant le maquis la nuit. « Désormais il y a la guerre entre deux armées. Celle des Turcs et celle des Kurdes », écrivait vendredi Hasan Bildirici, le directeur du nouveau quotidien pro-kurde Jundem (35 000 exemplaires).

Le président de la République, M. Turgut Ozal, qui avait proposé, l'année dernière, un débat public sur une éventuelle fédération turco-kurde, est redevenu aujourd'hui la cible principale des critiques des tenants de l'unité de la nation et de l'Etat, partisans de la manière forte, qui l'accusent d'encourager les rebelles. — (Intérim.)

Libération - 26 août 1992

EXODE KURDE EN TURQUIE

Des chars et des véhicules blindés de l'armée turque patrouillaient, hier dans les rues désertes de Sirnak, au sud-est du pays. Selon Mehmet Alinak, député kurde au Parlement d'Ankara, 20.000 personnes ont fui la ville et quatre villages voisins pour échapper aux assauts des troupes gouvernementales. Sirnak, qui comptait 25.000 habitants selon le recensement de 1990, a été bombardé pendant plus de deux jours d'affilée la semaine dernière. Les élus du Parti populaire travailliste, auquel appartient ce parlementaire, ont demandé au secrétaire général de l'ONU d'envoyer des observateurs dans cette région où la répression a fait 4.500 morts depuis 1984.

L'Humanité - 26 août 1992

Turquie : exode

Près de 20000 civils, traumatisés par les combats de la semaine dernière entre rebelles kurdes et forces de l'ordre, ont fui la ville de Sirnak au sud-ouest de la Turquie, selon un responsable kurde. Deux nouveaux accrochages dans l'est et le sud-est de la Turquie lundi ont tué onze militaires turcs, ont annoncé hier les autorités.

A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France

FRA0142 4 6 0243 FRA /AFP-JT88

France-Turquie-Kurdes

L'attentat contre le consulat de Turquie à Marseille revendiqué par l'Union des jeunes révolutionnaires Kurdes

PARIS, 26 août (AFP) - L'Union des jeunes révolutionnaires Kurdes a revendiqué mercredi matin, dans un appel au siège de l'AFP à Paris, l'attentat commis dans la nuit de mardi à mercredi contre le consulat de Turquie à Marseille.

Trois cocktails Molotov, lancés dans l'enceinte du bâtiment, 363 boulevard du Prado, avaient causé de légers dégâts.

Plusieurs mouvements kurdes ont déjà revendiqué ces derniers jours des actions symboliques en France contre des intérêts turcs pour protester contre le "massacre des civils kurdes de Sîrnak (Kurdistan de Turquie)".

Mardi matin, des inconnus avaient allumé un incendie dans les locaux de la Banque du Bosphore, banque française travaillant avec la Turquie, à Paris. Un attentat revendiqué par l'Union des jeunes révolutionnaires Kurdes, dans un appel à l'AFP.

Dans l'après-midi plusieurs centaines de manifestants kurdes s'étaient rassemblés aux abords de l'Assemblée nationale "pour protester contre les massacres perpétrés par l'Etat turc à Sîrnak".

Samedi matin, les vitrines du siège des Turkish Airlines à Paris avaient été brisées par des inconnus. Cette action avait été revendiquée par l'Union des jeunes révolutionnaires patriotes du Kurdistan. Dans l'après-midi, plusieurs centaines de Kurdes avaient manifesté sans incident à la Tour Eiffel.

PMG/mpv

AFP 261040 AOU 92

Le Canard enchaîné - 26 août 1992

Un Irak en morceaux ?

La plupart des Etats arabes, et de son côté l'Iran, ont fait connaître leur opposition à toute « partition » de l'Irak : un morceau pour les Kurdes au nord, un autre pour les chiïtes au sud, et le reste à Saddam.

Ces bonnes manières ne doivent rien à une subite sympathie pour le régime de Bagdad. Rectification des frontières et revendications des minorités ont de quoi inquiéter tous les pays de la région.

L'Arabie Saoudite est contre cette éventuelle partition, en pensant à l'une de ses « provinces », bien fournie en pétrole et habitée

par des chiïtes. L'Iran est contre en pensant à ses Kurdes, à ses Azeris (nettement plus nombreux sur son territoire que dans l'Azerbaïdjan ex-soviétique) et à



sa province d'Arabistan, peuplée d'Arabes et très riche en pétrole. Quant à l'Egypte, elle a en tête ses coptes...

Chacun voit le « nouvel ordre mondial » et midi à sa porte

Le Nouveau Quotidien - 26 août 1992

Les Kurdes fuient la ville de Sîrnak

Haute tension après les combats.

Des chars et des véhicules blindés patrouillaient hier dans les rues désertes de la ville de Sîrnak, dans le sud-est de la Turquie, après la fuite de milliers de Kurdes terrorisés par les récents combats.

Un député kurde du Parlement turc, Mahmüt Alınak, estime que 20 000 civils ont fui Sîrnak et quatre villages voisins pour échapper aux violents affrontements entre les forces de sécurité et les rebelles kurdes.

«Les gens dont les habitations ont été détruites disent que les attaques venaient des troupes

gouvernementales. L'étendue des dégâts à Sîrnak le prouve», affirme-t-il. Sîrnak, qui comptait 25 000 habitants selon le recensement de 1990, a été bombardé pendant 50 heures la semaine dernière.

Le gouvernement a déclaré que des centaines de combattants du Parti des travailleurs kurdes (PKK) avaient attaqué les édifices publics dans cette ville. Quinze civils et quatre membres des forces de sécurité ont été tués.

REUTER

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, AUGUST 26, 1992

Iraq Pulls Planes Out of 'No-Fly' Zone

Move Is Regarded as Evidence That Saddam Expects Showdown With West

By Robin Wright
Los Angeles Times Service

WASHINGTON — Anticipating a U.S. announcement of a "no-fly" zone over southern Iraq, President Saddam Hussein has ordered the withdrawal of all fixed-wing Iraqi warplanes deployed below the 32d parallel, U.S. administration sources say.

The operation, launched over the weekend, coincided with attacks by Iraqi ground troops and helicopter gunships against Shiite rebel positions in the southern marshlands, the sources said.

The military assault continued into Monday, when Mr. Saddam also dispatched three cabinet ministers to southern Iraq to drum up support from Shiite leaders, while his press went on the offensive against the U.S.-led coalition.

The Iraqi moves offered the first indication that Mr. Saddam believes a showdown is unavoidable and is taking steps to prepare for it.

President George Bush is expected to announce that the United States, France and Britain will use air power to force Mr. Saddam to comply with United Nations resolutions, and to shoot down Iraqi planes flying below the 32d parallel.

The announcement was expected Tuesday, but was delayed for further consultation with Arab allies, American officials said. An administration official said the announcement was now anticipated no later than Wednesday.

[Iraqi warplanes that defy the proposed no-fly zone will probably be shot down without warning, Reuters reported Tuesday, quoting a U.S. admiral aboard the carrier Independence in the Gulf.

["I would guess that if the scenario plays out the way it is envisaged now they would be given an adequate warning by diplomatic notice not to fly in that particular area," Rear Admiral Brent Bennett said. "To me that would be sufficient warning. I wouldn't anticipate any warning shots."]

The exclusion zone would cover roughly the southern third of Iraq, including marshlands sheltering Shiite Muslim groups who fled after Iraqi forces crushed their rebellion following the Gulf War.

Administration sources said the zone was expected to go into effect within 24 hours of the announcement.

■ Baghdad Takes Credit

Iraq said Tuesday that a delay in the announcement of an exclusion zone was due to its strong resistance, Reuters reported from Baghdad.

"Owing to the reality and strength of the Iraqi stand, the West has been compelled to delay plans to declare an exclusion

zone," said Al Qadissiyah, the Defense Ministry newspaper.

"We will crush the conspiracy against the unity of Iraq's territory and people," it said.

Several Arab states are concerned that renewed hostilities could result in the formal or de facto partitioning of Iraq to include separate Kurdish and Shiite zones, which could in turn destabilize other Gulf states.

Kuwait, which Iraq still claims as its 19th province, is the only Arab country that has publicly supported the new action. Saudi Arabia and Egypt, key allies of the West, have been silent. Syria, Jordan, Yemen, Sudan and Algeria are opposed.

Don't Take Advantage of Situation In Southern Iraq, U.S. Warns Iran

By Michael R. Gordon
New York Times Service

WASHINGTON — The United States has warned Iran not to try to take advantage of the Western plan to protect the Shiites in southern Iraq from Iraqi air strikes, American officials said.

The administration's message was transmitted recently through a third party, the officials said. Diplomatic communications are normally relayed through the Swiss Embassy. Iran did not respond.

Washington's willingness to establish and enforce an allied ban on Iraqi flights appears to be based in part on an expectation that the Shiites of southern Iraq are not tools of the Iranians and that Iran will not try to exploit the allied intervention.

American officials said the message to Tehran did not mean that the administration was seeking to improve relations with Iran, but it raises the possibility that a form of tacit cooperation might evolve between Washington and Tehran.

"Signals have been sent to the Iranians that this 'no-fly zone' is not an opportunity to make mischief or take advantage of the situation," an American official said of the plan to protect the Shiites in Iraq's south by banning Iraqi flights in the area. While the communication is said to have contained general language

about the objectives of the allied mission the message to the Iranians was clear, the official added.

Iran has been the principal outside supplier of arms to the Shiite rebels in southern Iraq, and some experts have voiced concern that the ban on Iraqi flights south of the 32d parallel could lead to the de facto partitioning of Iraq and the expansion of Iranian influence in the region.

"The air exclusion zone raises the risk that Iran may try to fill the vacuum," said Laurie Mylroie, an expert on Arab politics at the Washington Institute of Near East Policy.

Some administration officials assert such concerns are overdrawn. They say the Shiites are seeking an end to repression and a greater voice in Iraqi affairs, not an independent state with strong links to Tehran.

Many of the Shiites fighting the Iraqis in the southern marshes, these administration officials say, are deserters from the Iraqi military who are using Iraqi military equipment and who may have fought against Iran during the Iran-Iraq war.

The disclosure of the message to Tehran comes as the American military prepared to join British and French aircraft in policing the air-exclusion zone in southern Iraq.

A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France

FRA0386 3 I 0214 FRA /AFP-UR67

France-Turquie-Kurdes

Les jeunes Kurdes posent des conditions à la France

PARIS, 27 août (AFP) - Les Kurdes se réclamant de l'Union des jeunes révolutionnaires kurdes qui occupent depuis jeudi après-midi l'antenne humanitaire du ministère français de la Santé et de l'Action humanitaire affirment avoir transmis au ministre Bernard Kouchner des conditions pour mettre fin à leur action, dont l'arrêt des ventes d'armes françaises à la Turquie.

"Nous avons demandé à M. Kouchner, qui nous a téléphoné de Corse où il se trouve actuellement, de faire une déclaration annonçant qu'il va se rendre au Kurdistan de Turquie pour voir ce qui s'y passe, au président François Mitterrand d'arrêter les ventes d'armes à la Turquie, et à son épouse Danielle Mitterrand, qui dirige la fondation humanitaire France-Libertés, d'envoyer une mission à Sirnak", a indiqué à l'AFP l'un des occupants.

"Si la police intervient, elle mettra en danger la vie du personnel", a-t-il ajouté au téléphone, se refusant à donner d'autres détails.

Les Kurdes, qui retiennent une quinzaine de membres du personnel du ministère, veulent protester "contre les massacres perpétrés par l'Etat turc contre des Kurdes à Sirnak (sud-est de la Turquie) et le silence de l'Etat et des médias français".

mj/jl

AFP 271846 AOU 92

FRA0476 4 GI 0268 FRA /AFP-VP49

France-Turquie-Kurdes lead

Des Kurdes occupent pendant quatre heures l'antenne humanitaire du ministère de la Santé

PARIS, 27 août (AFP) - Une soixantaine de jeunes Kurdes se réclamant de l'Union des jeunes révolutionnaires kurdes ont occupé pendant quatre heures, jeudi après-midi, les locaux de l'antenne humanitaire du ministère de la Santé, 25 avenue Charles Floquet (7ème), avant d'en être délogés manu militari par les forces de police.

Les manifestants, accompagnés de cinq femmes et deux enfants, entendaient ainsi protester "contre les massacres perpétrés par l'Etat turc contre des Kurdes à Sirnak (Sud-Est de la Turquie) et le silence de l'Etat et des médias français".

Après plusieurs heures de négociations avec les occupants qui retenaient sans violence une douzaine d'employés du ministère, les policiers ont pénétré de force dans les locaux en brisant plusieurs portes-fenêtres du premier étage du bâtiment. Au cours de l'opération, un policier s'est fracturé une jambe et a été hospitalisé, a-t-on appris sur place.

Tous les manifestants, très jeunes pour la plupart, ont été interpellés, hormis les femmes et les enfants, et conduits à la 6ème DPJ.

Ils avaient au cours de leur action exprimé trois revendications : arrêt des ventes d'armes à la Turquie, déplacement au Kurdistan de Bernard Kouchner et possibilité de tenir une conférence de presse devant les locaux du ministère occupé.

Plusieurs mouvements kurdes ont déjà revendiqué ces derniers jours des actions symboliques en France contre les intérêts turcs à la suite des événements de Sirnak.

pf/mst

AFP 272055 AOU 92

ACPO88 PR:03 PEXIGNW TURQUIE

329

PRISE-OTAGES-ACTION-HUMANITAIR PAPIER PREVU

ACP/TELPRESSE

OCCUPATION DU SECRETARIAT D'ETAT A L'ACTION HUMANITAIRE

AC/BG

PROTESTATION CONTRE LES MASSACRES KURDES EN TURQUIE

27-08-92 21:17

Paris, 27 août - La police est intervenue jeudi, vers 20 heures, pour déloger plusieurs dizaines de Kurdes des anciens locaux du secrétariat d'Etat à l'Action humanitaire, à Paris (7ème). Se réclamant de "l'Union des jeunes révolutionnaires patriotes kurdes" ils occupaient les lieux depuis 16 heures, retenant une quinzaine de personnes pour protester contre les massacres de leurs frères par l'armée turque, survenus récemment dans la ville de Sirkak.

Ils étaient plusieurs dizaines, hommes, femmes et enfants, à avoir investi, jeudi, les anciens locaux du secrétariat d'Etat à l'Action humanitaire à Paris (7ème), se réclamant de "l'Union des jeunes révolutionnaires patriotes kurdes", organisation inconnue jusqu'alors. Ils ont retenu le personnel du ministère, une quinzaine de personnes au total. Joint par téléphone par l'ACP-Telpresse, l'un des membres de l'organisation a affirmé que leur action visait à protester contre les massacres perpétrés par l'armée turque contre leurs frères dans la ville de Sirkak et qui auraient fait, selon lui, au mois d'août, près de 400 morts.

Ces jeunes Kurdes ont notamment demandé, jeudi, à Bernard Kouchner, ministre de la Santé et de l'Action humanitaire de se rendre au Kurdistan pour évaluer la situation sur place. Ils souhaitent également que le président de la République fasse cesser les ventes d'armes françaises à la Turquie. Mais, vers 20 heures, la police les a facilement délogés après quatre heures d'occupation des locaux.

La Turquie compte 12 millions de Kurdes (sur un total de 55 millions d'habitants). Tous ne réclament pas leur indépendance mais souhaitent une amélioration de leur statut. Ankara a longtemps refusé de reconnaître les droits de cette minorité. Depuis le conflit du Golfe, où la Turquie se devait de faire bonne figure aux yeux des Occidentaux, les Kurdes ont vu leur identité culturelle légèrement reconnue. En avril dernier, quelques jours avant son voyage en Turquie, François Mitterrand s'était déclaré hostile à la création d'un Kurdistan indépendant.

Le Journal du Centre - 27 août 1992

Non au massacre des Kurdes en Turquie

Communiqué. — Une délégation des Kurdes de Nevers s'est rendue au siège du Parti socialiste, à Nevers, où elle a rencontré, mardi 25 août, en fin de matinée, des responsables de ce parti. Cette délégation est venue alerter les socialistes sur la gravité des problèmes que rencontrent les Kurdes en Turquie.

Depuis le 21 mars et tout particulièrement depuis le 18 août, l'armée turque contrôle la région de Sirkak (est de la Turquie à majorité kurde), terrorise, déplace

et massacre les habitants kurdes (sept à huit cents Kurdes ont été tués) sans que le monde ne soit au courant de ces faits.

Suite à ces événements, la délégation kurde émet un certain nombre de souhaits: arrêt des livraisons d'armes d'Etats européens à l'Etat turc, mise en place d'une délégation parlementaire au Kurdistan pour enquêter sur la situation actuelle, reconnaissance du peuple kurde par la Turquie et information plus précise du peuple français.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, AUGUST 27, 1992

U.S. and Allies Declare 'No-Fly' Zone Over Iraq, Baghdad Rejects Move

Compiled by Our Staff From Dispatches

WASHINGTON — President George Bush announced Wednesday that the United States and its Gulf War allies would begin enforcing a "no-fly" zone over southern Iraq on Thursday in an effort to prevent President Saddam Hussein's air force from attacking Shiite Muslims.

Mr. Bush made official the long-awaited crack-down, to be carried out by U.S., British and French aircraft. He accused Mr. Saddam of brutality against Iraqi dissidents and said the allies would offer the Shiites in the south the same sort of surveillance already afforded the Kurds in the north.

Iraq responded by saying that it would not abide by the allies' new zone, but it proposed defusing the confrontation with the West by establishing a committee of "wise men."

Mr. Bush's formal announcement that Iraqi warplanes — both fixed-wing aircraft and helicopters — would be intercepted if they flew below the 32d parallel came after a week of preparation.

"Twenty-four hours from now, coalition aircraft, including those from the United States, will begin flying surveillance missions in southern Iraq," Mr. Bush said at a White House news conference.

He said he was "prepared to take additional steps" if Mr. Saddam's attempts to repress Shiite civilians and insurgents continued.

Mr. Bush added that the exclusion zone "will remain in effect until the coalition determines it is no longer required."

Although neither Mr. Bush nor U.S. military officials spelled this out, it was understood that the exclusion rule implied a threat to shoot down Iraqi violators — just as the allies have threatened to do in a similar cordon protecting Kurds in northern Iraq. The threat would be enforced by planes based on aircraft carriers and on land bases within striking distance.

At the United Nations, Iraq's chief delegate, Abdul Amir Anbari, said he had delivered the message of Baghdad's rejection of the move to the French, American, Russian and British delegates when they sum-

moned him earlier in the day to inform him of the allied plan.

"Iraq is calling for the establishment of a so-called wise-men committee composed mainly from members of the Security Council, as well as from members of the region, in order to visit Iraq and to investigate the situation and report back to the countries concerned," he said.

The "wise men," possibly from China, India, Austria, Indonesia, Morocco, Venezuela, Zimbabwe, Turkey and Oman, would then report their findings to Iraq and to the Western powers, according to Baghdad radio.

The allies are unlikely to accept the proposal.

Allied warplanes will begin enforcing the zone, in an action called "Operation Southern Watch," at 1415 GMT on Thursday, the Defense Department said.

Mr. Bush said the action, similar to an allied protective effort for Kurds in northern Iraq, had been precipitated by reports of Mr. Saddam's "brutality" against rebellious Iraqi citizens, including air attacks on Shiites in the south. He denied that he had been motivated by domestic politics.

Pentagon officials described the air surveillance as open-ended. Lieutenant General Martin Brandtner of the Marine Corps said most of the Iraqi aircraft had been operating against Shiites in a small area of southeastern Iraq, near Basra. He said the Pentagon believed the flying ban would lessen ground troop activity against the Shiites.

There was some unease at the United Nations about the action, which is not specifically covered by Security Council resolutions concerning the end of the Gulf War. Asked about this, Britain's chief delegate to the United Nations, Sir David Hannay, said the allies felt that because of the "extreme humanitarian need" they had been forced to take the action.

It was expected that the brunt of the surveillance of the exclusion zone would be enforced by U.S., British and French aircraft, representing the Western core of

the coalition that ousted Mr. Saddam's forces from Kuwait during the Gulf War.

Iraq condemned the allied declaration in advance as imperialist aggression. The step has also sown considerable worry in some Arab states that were part of the Gulf War coalition, which reportedly fear that it might be seen as a Western effort to partition Iraq.

Mr. Bush tried to alleviate fears on that score immediately. He said the allies had sought Iraq's compliance with UN sanctions, and "not its partition."

Mr. Bush's announcement did not address the question of what response the coalition would make should Iraqi ground forces attack the Shiites. He termed such a question "hypothetical" but added: "Quite obviously we would be extremely concerned about that."

Britain announced Wednesday that it was sending Tornado warplanes to the Gulf to help enforce the action. Six Tornado reconnaissance aircraft were ordered to leave Britain on Thursday for an air base at Dhahran in northeastern Saudi Arabia.

France has not yet dispatched its contingent, likely to be Mirage-2000 fighters, and no date has been set, a Defense Ministry spokesman said in Paris.

Iraq warned Tuesday that it would expel all UN security personnel from its territory if the allies imposed the exclusion zone.

UN officials said they feared that such a move by the Baghdad regime could force a halt to humanitarian aid programs currently under way in Iraq, as the UN security guards, who number 120, are responsible for the safety of relief workers operating there.

(AP, Reuters)

TURQUIE : la situation dans le sud-est anatolien

• Le Monde • Vendredi 28 août 1992

La presse s'interroge sur les affrontements de Sirkak

Plusieurs manifestations de Kurdes turcs en Europe ont eu lieu, mardi 25 et mercredi 26 août, pour protester contre l'attitude de l'armée turque dans les violents affrontements dont la ville de Sirkak, dans le sud-est anatolien, a été le théâtre (le Monde du

21 et du 25 août). En Allemagne, à Bonn, un Kurde de dix-huit ans s'est grièvement blessé en sautant d'un pont d'autoroute haut de trente mètres à l'issue d'une manifestation qui rassemblait plusieurs milliers de Kurdes. Les affrontements de Sirkak -

qui devaient être évoqués jeudi, à la fois par le gouvernement et par le Parlement - ont soulevé de multiples questions dans la presse turque. La plupart des vingt mille habitants de Sirkak auraient évacué la ville. - (AFP.)

ISTANBUL

de notre correspondant

Combien de militants ont attaqué Sirkak, cette ville devenue désormais une cité en ruines? Comment les guérilleros, armés de mortiers et de lance-roquettes, ont-ils pu s'échapper du centre-ville alors que la ville forteresse était encerclée par une brigade de gendarmerie? Pourquoi aucun rebelle n'a-t-il été tué ou arrêté pendant l'attaque de Sirkak? Pourquoi les responsables locaux ont-ils interdit depuis une semaine aux journalistes de parler aux habitants de la ville? Ni le préfet de l'état d'urgence, M. Unal Erkan, ni le premier

ministre, M. Suleyman Demirel, n'ont pu donner de réponses satisfaisantes à ces questions. Le député de Sirkak, M. Mahmut Alinak, a invité une délégation de l'ONU à mener sur place des investigations à propos de ces événements au cours desquels plus de vingt personnes, selon un bilan officiel, ont été tuées.

« Une provocation contre les Kurdes »

La grande majorité des quotidiens turcs, qui, pour la première fois, ont posé des questions critiques aux autorités responsables de la sécurité, n'ont pas omis cependant d'attaquer le président

de la République, M. Turgut Ozal, qui, lundi, a admis publiquement que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) « avait une certaine base populaire dans la région ».

De son côté, le leader du PKK, M. Abdullah Ocalan, a, dans un entretien publié lundi par un quotidien kurde à Istanbul, accusé le président Ozal « d'avoir monté une provocation contre les Kurdes de Sirkak ». « Nos guérilleros n'ont pas du tout attaqué Sirkak », a-t-il affirmé, alors même que, dans un premier temps, un journal pro-kurde avait titré à la « une » que le PKK avait effectué

une « descente » sur Sirkak. (Intérim.)

□ PRÉCISION. - Après la publication de notre article « Sirkak, une ville en ruines... » (le Monde du 25 août), M. Ali Agbaba, président du comité du Kurdistan en France, nous écrit pour contester, notamment, l'indication selon laquelle « le PKK compterait cent mille miliciens, paysans labourant leurs champs dans la journée et prenant le maquis la nuit ». M. Agbaba ajoute : « le monde entier sait que le PKK n'a même pas la moitié » de ce chiffre.

[Notre correspondant nous précise que ce chiffre a été, en particulier, avancé par l'un des porte-parole du PKK en Irak.]

La création d'une zone d'exclusion

L'Irak « fera face » à la menace des alliés

L'Irak a réagi à la décision des Etats-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne de lui interdire le survol de la partie du pays au sud du 32^e parallèle en affirmant, jeudi 27 août, qu'il y « fera face avec les moyens appropriés et au moment opportun ». Les alliés et l'opposition irakienne, qui se félicitent de leur initiative, se défendent de vouloir démanteler l'Irak, et espèrent que M. Saddam Hussein, affaibli, finira par être renversé.

L'étau se resserme...

par Mouna Naïm

Si l'objectif déclaré de l'opération des trois alliés occidentaux est la protection des populations, en grande majorité chiites, de cette région, le but à long terme est éminemment politique. Entre le havre de sécurité créé pour les Kurdes au nord du 36^e parallèle en vertu de la résolution 688 du Conseil de sécurité des Nations unies et la nouvelle zone d'exclusion qui va être instaurée au sud du 32^e parallèle, le président Saddam Hussein n'exerce plus pleinement son pouvoir que sur le centre du pays.

Les porte-parole américain, britannique et français ont multiplié à l'envi ces dernières semaines les déclarations affirmant que l'objectif n'était pas le démantèlement de l'Irak. L'opposition chiite aussi. Le président Bush l'a redit mercredi encore. L'espoir que caressent la France, la Grande-Bretagne et surtout les Etats-Unis, c'est que, pris ainsi en étau, le régime de M. Saddam Hussein s'affaiblira et que l'armée et le peuple irakiens chercheront à se débarrasser d'un dirigeant responsable de tous leurs maux.

Un espoir que met en doute un membre de l'opposition irakienne, M. Ali al Jader, ancien ministre de l'industrie, pour qui « le régime peut au contraire jouer sur la fibre nationaliste en alléguant, comme il le fait déjà, qu'il s'agit d'une atteinte à la souveraineté irakienne ».

Sans être opposé à l'interdiction de survol signifiée à l'aviation irakienne, M. al Jader, qui dirige aujourd'hui l'Organisation arabe des droits de l'homme basée à Genève, aurait préféré que « le Conseil de sécurité en prenne l'initiative » plutôt que Washington, Londres et Paris.

Ce raisonnement ne tient pas la route, contestent de nombreux opposants chiites irakiens. La résolution 688 autorise l'initiative prise par les Occidentaux, nous a ainsi déclaré M. Ahmad Chalabi, l'un des dirigeants du Congrès national irakien, coalition de formations de l'opposition qui s'est constituée en juin dernier lors d'un congrès à Vienne.

M. Chalabi estime qu'avec l'interdiction de survol qui lui est ainsi faite, « la capacité du régime irakien à la répression des populations du Sud sera considérablement réduite, car la région des marais notamment, est une zone plate où les vols de reconnaissance aériens sont fondamentaux pour identifier les cibles. Le déplacement des forces terrestres sera rendu difficile car elles avanceraient à l'aveuglette et la puissance de feu en serait réduite d'autant ».

Comme un autre responsable de l'opposition, M. Laith Qobaa, il est convaincu que « le moral de l'armée irakienne en sera profondément affecté et que les désertions se multiplieront ». Au demeurant,

affirme M. Chalabi, ce sont les formations de l'opposition qui, depuis la fin de la guerre du Golfe, insistent pour que les avions militaires irakiens se voient interdire le survol de la totalité du territoire.

Les objectifs du régime

La région couverte par le parapluie occidental abrite plusieurs villes importantes, notamment Bassorah, troisième centre industriel du pays, mais aussi Nadjaf, ville sainte du chiisme; l'autre sanctuaire, Kerbala, se trouve plus au nord. Elle inclut surtout à la région des marais, au confluent du Tigre et de l'Euphrate, dans un triangle dont les pointes sont les villes de Bassorah, Amara et Nassiriyah; véritable labyrinthe de quelque 10 000 km², traditionnellement refuge des rebelles, mais qui abritait aussi une population de plusieurs dizaines de milliers de personnes.

D'après l'Organisation irakienne des droits de l'homme basée à Londres, les autorités irakiennes ont, dès la fin de la guerre avec l'Iran en 1988, commencé à détruire les villages, proclamant la région zone de sécurité militaire. A la suite du soulèvement populaire de mars et avril 1991, consécutif à la guerre du Golfe, les marais sont devenus le refuge de milliers de rebelles selon l'opposition. Des attaques ont été lancées par hélicoptères contre ces régions soumises par ailleurs à un véritable embargo.

« Il y a environ six mois, les autorités ont décidé de transformer les lieux en zone morte et proposé à la population des logements gratuits dans les villes ainsi que des salaires mensuels », explique M. Qobaa. « Trois mois plus tard, elles ont

annoncé que trois mille familles s'étaient volontairement déplacées et que, dès lors, la région des marais n'était plus peuplée que de fuyards. Elles ont simultanément accéléré la construction de ce qu'elles appellent le «troisième fleuve», dont l'objectif officiel est d'évacuer les eaux saumâtres entre Bagdad et Bassorah et permettre l'irrigation et le transport fluvial, mais qui permet en fait de drainer les marais. «La région est pilonnée régulièrement à l'artillerie, par hélicoptère et par avions. Ces derniers jours, seule l'artillerie opère», explique M. Qobaa.

A Washington, l'amiral Cramer, directeur du renseignement à l'état-major interarmes, a indiqué que les

Irakiens avaient eu en particulier recours fin juillet à des appareils Su-25, capables d'atterrir sur des pistes en terre battue longues de seulement 600 mètres, pour appuyer l'avance de leurs troupes au sol. Ils ont construit de nouvelles routes à travers les marais pour leurs canons et leurs chars.

Cela étant dit, pourquoi la décision de protéger les populations du sud a-t-elle été prise aujourd'hui et non pas dans la foulée de la guerre du Golfe, ou après l'insurrection de la population en mars 1991, réprimée dans le sang et alors même que les Etats-Unis avaient encouragé les opposants à déclarer la guerre au régime? «Les grandes puissances ont leurs calculs qui

nous sont étrangers», répond, ironique, M. al Jader.

«La décision a été prise avec du retard mais elle a été prise et c'est cela qui compte», conteste M. Chalabi. Les Occidentaux misaient sur une chute rapide du président irakien et «l'avènement d'un régime militaire fort qui tiendrait la situation bien en main. Or Saddam est toujours là à les narguer. En outre, les Occidentaux et leurs alliés arabes estimaient alors que l'opposition était morcelée, qu'elle n'avait pas de programme de gouvernement. Les choses ont aujourd'hui changé. Les Kurdes ont montré qu'ils pouvaient prendre leurs affaires en main après les législatives de juin dernier. Et l'ensemble

de l'opposition a enfin constitué une coalition lors du congrès de Vienne».

A cela il faut ajouter, selon des sources diplomatiques occidentales, que les risques d'un pourrissement de la situation pour M. Saddam Hussein paraissent sérieuses aujourd'hui. Après l'exécution de quarante-deux commerçants en juillet dernier (*le Monde* daté des 9 et 10 août), plusieurs denrées commencent à manquer ou seraient devenues très chères. La Jordanie, de son côté, observe l'embargo avec beaucoup plus de rigueur qu'il y a quelques mois. Autant de facteurs qui risquent de faire bouillir la marmite du mécontentement général.

MOUNA NAÏM

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, AUGUST 28, 1992

Barbarity In Iraq's Marshland

By Emma Nicholson

The writer is a Conservative member of Parliament who works with Iraqi refugees in Iran and the West.

LONDON — On visits in the past year to the marshes of southern Iraq and refugee camps of Shiites who have fled to Iran, I have found incontrovertible evidence of a policy of genocide inflicted by Saddam Hussein on the Iraqi Shiites. It includes the deformed bodies of torture victims, people injured in attacks by Iraqi air and land forces, and broken families with grim stories of unending torment and killing.

The Baghdad regime has set out to obliterate the Shiites. Its aim is to destroy some of the best people of modern Iraq, the people who build a society and make it function. About 25 percent of the refugees in the camps of Iran are graduates or professionally qualified, as are most of the young men fighting Saddam's forces in the marshes.

The West is right to act decisively against the Iraqi military now, although the campaign against the Shiites long predates the Gulf War. Written orders from Saddam and other senior officials of the Baghdad regime to the generals in southern Iraq date back 15 years. They are

chilling in the finality of their plans for Shiites. Short statements with no explanation; just orders of destruction of a man, a family, a street of homes, a village. The words used are "destroy," "obliterate," "kill."

These papers, and countless case files of victims, can be found in Tehran in an office set up to document human rights abuses in Iraq.

Late last summer, I met a group of recent victims of the Saddam regime. Among them was a surgeon who had recently escaped from Iraq through the marshes. A few years earlier he had been seized and tortured mercilessly, day after day, with breaks only for him to recover consciousness. After 17 months the guards tired of him. He was put to watching and recording executions of political prisoners picked at random (always the same number, twice daily) among the 10,000 or so kept in Baghdad's largest prison.

The surgeon fled with other prisoners after a bombing raid by allied forces in the Gulf War six months before we met. I needed an interpreter to accompany me into the marshes. He accepted my request without hesitation, even though it involved sailing within a mile of Saddam's elite Republican Guard in southern Iraq.

The Baghdad regime is determined to destroy the culture as well as homes and families of Iraqi Shiites. For years, only minimal education has been provided to the south. Children are growing up illiterate and innumerate, despite the best efforts of their parents and spiritual leaders. Without schools, books, teaching equipment and salaries for teachers, no real education can take place. With almost no books, thousands of children in refugee camps in Iran are

struggling to learn the basic skills of reading, writing and math.

Holy cities, with centuries of spiritual history and great architectural beauty, have been destroyed. Hundreds of holy men have been executed or driven out of Iraq.

In the marshes there has been no education at all for many months, no medicine and little food, save that smuggled in by boat from Iran. That slender lifeline has become more difficult to use in recent months as the Iraqi military noose around the marshes has tightened remorselessly.

This labyrinth of waterways is bedded with dense forests of papyrus reeds several times the height of a man. The air is thick with malarial mosquitoes; the temperature in daytime climbs beyond 50 degrees centigrade (122 degrees Fahrenheit). Only the marsh Arabs, whose history stretches back to 3000 B.C., have managed to exist for long in this environment so hostile to human life.

The last four months have seen the heaviest assaults by Iraqi air and land forces. These have been combined with systematic draining of marshland and the dumping of city sewage in the waters to make them so polluted that they become uninhabitable for both marsh Arabs and Shiite fighters and refugees.

Only outside military intervention can stop Saddam. If the West's sensible first step of an air gauntlet does not halt attacks by Iraqi forces on the Shiites, the Gulf War allies must finish the job they left half done in 1991. Failure to do so would render the international community's commitment to human rights through the United Nations worthless.

International Herald Tribune.

Des militants kurdes occupent le ministère de Bernard Kouchner

L'Humanité
28 août 1992

LES CRIMES DE L'ETAT TURC

POUR protester « contre les massacres perpétrés par l'Etat turc contre des Kurdes à Sirnak et le silence de l'Etat et des médias français », une soixantaine de militants de l'Union des jeunes révolutionnaires kurdes ont occupé, hier après-midi, l'antenne humanitaire du ministère de la Santé et de l'Action humanitaire à Paris. Ils retenaient une quinzaine de personnes et menaçaient de les prendre en otage si la police intervenait. Ces jeunes gens, qui ont entamé une grève de la faim, ont demandé à tenir le plus rapidement possible une conférence de presse devant les locaux ministériels. Leur colère, même si l'expression en est critiquable, est à la mesure de la répression menée dans le Kurdistan de Turquie.

Sirnak, une ville de 25.000 habitants au sud-est de la Turquie, a été attaquée, la semaine dernière par l'armée gouvernementale et pilonnée pendant plus de deux jours d'affilée. Quelque 20.000 personnes ont fui la localité et les quatre villages avoisinants où chars et blindés patrouillent dans les rues désertes. Dans cette région, la répression a fait 4.500 morts depuis 1984.

Les autorités d'Ankara veulent tirer profit de leur participation à la coalition américaine contre Bagdad pour régler le problème à leur manière. Le Conseil national de sécurité, réuni hier à Diyarbakir, capitale de la région kurde, sous la présidence du chef de l'Etat, Turgut Ozal, a décidé d'« anéantir » la rébellion. Son communiqué déclare que « l'organisation terroriste doit être poursuivie et frappée dans la montagne, sur la plaine, en ville, dans le pays et hors du pays ». Le texte ne mentionne pas ouvertement le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), l'organisation indépendantiste, dont les combattants sont pourchassés par l'armée qui étend la répression à toute la population kurde.

La cause première de la rébellion, dont les méthodes sont condamnées dans l'opinion turque, est le refus d'Ankara de reconnaître aux Kurdes une autonomie culturelle et politique. La Turquie étant membre de l'OTAN, et frappant à la porte de la CEE, Paris et d'autres capitales décernent à ses gouvernants des brevets de démocratie et jugent que ses Kurdes ne présentent pas le même intérêt que ceux de l'Irak voisin.

Ouest France - 29 août 1992

Le sort des Kurdes en Turquie Depuis Lorient Mehmet dénonce l'enfer

« Pourquoi les journaux occidentaux font-ils l'impasse sur les événements de Sirnak dans le sud de la Turquie ? » Mehmet Mevsen est inquiet. Lorient est son port d'attache. Mais son cœur est toujours avec ses frères kurdes. Il soupçonne la Turquie de noirs desseins pour sa minorité du sud. Il n'est pas le seul. Plusieurs de ses compatriotes ont occupé le ministère de la Santé, jeudi.

Mehmet Mevsen est arrivé à la rédaction avec un journal d'Istanbul sous le bras. Les faits sont relatés à la Une. « Sirnak, la ville détruite », voilà le titre de l'article, explique-t-il. On dit qu'un événement a fait vivre un enfer dans cette ville ».

Photos de maisons détruites et d'hommes les mains liées dans le dos. Le gouvernement d'Istanbul accuse le « PKK », un parti indépendantiste kurde d'avoir attaqué ce chef-lieu de département à l'arme lourde. « C'est faux, réplique Mehmet Mevsen. Les militants du « PKK » ne possèdent pas de telles armes. C'est un coup monté pour pouvoir massacrer des Kurdes ».

Une certitude : le 23 août, des hommes armés ont attaqué le commissariat. « Ensuite, ils se sont retirés. L'armée a bouclé le secteur. Que s'est-il passé ensuite ? Personne ne veut le dire. De rares journalistes ont été invités à constater les destructions ».



Photos de maisons détruites, hommes mains liées dans le dos... Mehmet Mevsen soupçonne la presse turque de ne pas tout dire sur les événements de Sirnak.

Pour Mehmet, l'Etat turc cache quelque chose. « Et les journaux occidentaux n'en parlent pas. La Turquie était du bon côté lors de la guerre contre l'Irak. On ne veut pas créer des difficultés à un allié ».

Pas beaucoup mieux qu'en Irak

Les Kurdes sont 27 millions répartis entre la Turquie, l'Irak, l'Iran, la Syrie et l'Adzerbaïjan. « En Turquie nous sommes 13 millions sur 57. Il ne faut pas croire

que notre situation soit meilleure qu'en Irak. Nous avons déjà fait l'objet de plusieurs tentatives d'extermination. Le dernier grand massacre remonte au 24 décembre 1978. Il y a eu plus d'un millier de morts à Kamramanmaras ».

Retour aux événements de Sirnak. Mehmet Mevsen veut que l'Occident désigne clairement les coupables. « Sinon la Turquie aura les mains libres pour perpétrer ses crimes. Aujourd'hui, c'est Sirnak, demain ce sera ailleurs ».

Jean-Paul LOUÉDOC.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, AUGUST 28, 1992

U.S. Planes Unchallenged As Flight Ban Starts in Iraq

Baghdad Radio Says Saddam Won't Reply To 'Aggression' Now

By John H. Cushman Jr.

New York Times Service

ABOARD U.S.S. INDEPENDENCE, in the Gulf — Warplanes from the aircraft carrier Independence asserted allied control over the skies of southern Iraq on Thursday, encountering no resistance from Saddam Hussein's forces.

The U.S. aircraft were assuring that no Iraqi planes flew into the exclusion zone set by President George Bush and the allies to protect Shiite Muslims in southern Iraq from air attacks. The zone extends below the 32d parallel.

Baghdad radio said Iraq would not challenge U.S. and allied aircraft, but would choose its own time and methods of replying to what it called Western "aggression." (Page 2)

British and French forces are also to be involved in the operation.

As the first sorties of Operation Southern Watch, four Navy F-14 fighter jets laden with air-to-air missiles roared into the sky at 3:45 P.M., along with an E-2 Hawkeye carrying its powerful saucer-shaped surveillance radar.

By the time the exclusion zone took effect shortly before dusk, many of the Independence's 70 planes were on station over southern Iraq.

Throughout the afternoon, hour after hour, more jets took to the air from the Independence. And when the first of them returned in the early evening, they reported no sign of Iraqi opposition to the operation.

[Iraq's ambassador to Belgium, Zaid Haidar, said Thursday that Iraq would continue to send air patrols to protect its interests below the 32d parallel, Reuters reported. But there was no sign of Iraqi aircraft as the allied operation got under way.]

From the comments of American pilots and from examining the weapons under their wings, it was clear that they were ready to shoot anyone who threatened them, whether from the air or from the ground.

The planes included not only F-14s but also F/A-18s capable of striking targets in the air or on the ground; A-6 Intruder bombers; EA-6 Prowlers, heavy with electronic jamming gear and armed with Harm missiles that can knock out a surface-to-air missile battery's radar, and refueling tankers to keep the warplanes aloft for hours on end if necessary.

Many of the Independence's pilots, after getting their briefings in sweltering "ready rooms" below the carrier's vast flight deck, described how as the night wore on they would be on patrol over a broad swath of southern Iraq.

Fighter planes would sweep back and forth below the 32d parallel, the upper limit of the exclusion zone. They would be backed up by other planes that could strike back quickly against any interference from the ground.

Asked what kind of opposition he had encountered, Lieutenant Commander Michael Stahl, one of the first pilots to return, said: "No Iraqi planes. We saw a lot of American planes."

For some of the pilots, it was the first time flying over hostile territory. Others were veterans of Operation Desert Storm.

Commander Larry Stack, who commands the EA-6 Prowler squadron, called his flight on Thursday evening "pretty benign." He recalled

flying in Desert Storm amid "flak so thick you could walk on it."

Although they all remarked that prudence dictated caution, the pilots generally did not go up expecting trouble.

"First of all, we're not at war right now," said Commander Steven Firks, who commands a squadron of F-18s. "So I don't expect to be fired upon today, which is good."

The pilots dismissed any suggestion that boredom might prove a danger. "You can't let your guard down against a threat like this," one pilot said.

But as they returned, they seemed relieved at the routine nature of their first flights.

"Some of our training flights have been busier than this was," said one pilot, Lieutenant David Goodman.

"I guess maybe he is accepting the fact that we are up there," said another, Lieutenant Randy Marr.

The Iraqis pulled most of their aircraft north of the 32d parallel several days ago, but there was still the danger of anti-aircraft missiles to contend with. But returning pilots said these did not turn on their targeting radars.

"They weren't actively defending their airspace in terms of tracking and shooting," Commander Stack said.

The carrier's aircraft were not the only ones in the skies over Iraq. Land-based planes flew from Saudi Arabia or from elsewhere in the region. Some navy pilots said their missions were to escort these planes from the coalition, either U.S. Air Force planes or British Tornados.

PRESSE OCEAN - 29 août 1992

Ankara : la «question kurde» devant le Parlement turc

Ils étaient 12 en 1978, ils sont près de 12.000 rebelles indépendantistes kurdes en 1992 à tenir en échec sur son territoire la seconde armée de l'OTAN, dans une lutte dont le contrôle a échappé aux politiques qui devaient examiner hier soir la situation alarmante au sud-est anatolien lors d'une ses-

sion extraordinaire du Parlement.

Les incidents de Sirnak qui ont fait 26 morts la semaine dernière, portant à 800 les victimes d'affrontements entre rebelles et forces de l'ordre depuis le début de l'année, ont déclenché le sursaut des politiciens.

Le Nouveau Quotidien - 29 août 1992

Ankara va renforcer sa lutte contre les Kurdes

L'attaque de Sirnak par le PKK a provoqué un choc au Parlement.

Ils étaient douze en 1978, ils sont près de 12 000 rebelles indépendantistes kurdes du PKK en 1992 à tenir en échec sur son territoire la seconde armée de l'OTAN, dans une lutte dont le contrôle a échappé aux politiques qui examinaient hier soir la situation alarmante au sud-est anatolien lors d'une session

extraordinaire du Parlement. Les incidents de Sirnak (sud-est) qui ont fait 26 morts la semaine dernière, portant à 800 les victimes d'affrontements entre rebelles et forces de l'ordre depuis le début de l'année, ont déclenché le sursaut des politiciens, choqués de voir l'exode des 20 000 habitants de Sirnak, se déclarant terrori-

sés non seulement par la violence des attaques rebelles mais surtout par les «exactions des forces de l'ordre». Le gouvernement a décidé de nouvelles mesures pour restaurer «la sécurité et la confiance». Ces mesures n'excluent pas une intervention armée en Irak du Nord sur les bases arrières du PKK.

AFP/LNQ

«Ce n'est pas notre gouvernement»

Elu maire de Diyarbakir en décembre 1977, Mehdi Zana a été arrêté quelques jours après le coup d'Etat militaire de septembre 1980. Jugé et condamné pour appartenance à une organisation illégale (nationaliste kurde), il a été libéré en avril 1991. Privé de ses droits civiques, constamment menacé, il demeure cependant une des personnalités les plus respectées du mouvement kurde.

Avez-vous trouvé que les Kurdes avaient beaucoup changé quand vous avez été libéré?

Mehdi Zana: Enormément. Des gens qui m'évitaient autrefois quand ils me rencontraient, parce que j'étais connu comme patriote, progressiste, athée, me manifestent aujourd'hui le plus grand respect. Les Kurdes ont changé dans leur façon de se comporter, de se battre.

Que représente le gouvernement d'Ankara pour les Kurdes? Le considèrent-ils comme légitime?

Non, ce n'est pas leur gouvernement. Ce gouvernement ne fait rien pour les Kurdes, pour les droits de l'homme, pour les droits

des Kurdes. Que fait ce gouvernement au Kurdistan? Il assimile les Kurdes. Il répand son idéologie. Il impose un embargo économique: déjà, la moitié des banques ont été fermées; les grossistes kurdes n'obtiennent plus de crédits pour acheter des vivres ou des médicaments. La moitié des villages sont vides: leurs habitants partent en Anatolie.

Et le GAP (grand projet hydroélectrique sur l'Euphrate) n'a pas eu des retombées considérables?

Ce n'est pas pour les Kurdes. La terre n'est plus à nous. Elle a été partagée entre les grands holdings. Le seul bénéfice: nos ouvriers ont travaillé comme manœuvres, comme ils sont condamnés à le faire; mais cette fois-ci à Ourfa, au Kurdistan, au lieu d'aller à Adana...

Quelle est la solution du problème Kurde en Turquie? L'autonomie? Le fédéralisme? L'indépendance?

Cela dépend des Turcs. J'aimerais bien vivre avec eux, dans un système fédéral, si nous avons les mêmes niveaux de développe-

ment économique, culturel, etc. Mais je n'ai pas confiance en eux; donc c'est l'indépendance. Les Kurdes de Turquie se préparent maintenant pour l'indépendance.

Est-ce que le PKK peut dire qu'il représente les Kurdes de Turquie?

Oui, à part eux, il n'y a pas d'autre organisation qui lutte. Mais à la fin, c'est le peuple qui décidera.

Est-ce que les Kurdes de Diyarbakir critiquent le PKK?

Oui; ils le critiquent quand il commet des actes très extrémistes, quand il fait de graves erreurs.

Avez-vous espéré quelque chose du nouveau gouvernement de Souleiman Demirel?

Non, jamais je n'ai cru en lui. C'est un grand démagogue, un grand agitateur: il n'a pas changé depuis qu'il est parti de sa ville natale. Il n'a pas de respect pour les droits de l'homme, pour les droits des peuples. C'est un homme faux.

PROPOS RECUEILLIS
PAR CHRIS KUTSCHERA

200 Kurdes manifestent devant l'ONU

Une manifestation dénonce une attaque de l'armée turque.

Une manifestation a eu lieu, mercredi en début d'après-midi, à la place des Nations. Convoquée par le «Front de libération nationale du Kurdistan (ERNK)», elle a réuni quelque 200 personnes. Un des responsables du mouvement, qui revendique l'indépendance de l'ensemble du Kurdistan, a expliqué que ce rassemblement avait lieu pour alerter l'opinion publique et les organisations de défense des droits de l'homme au sujet d'un bombardement que l'armée turque a, selon lui, perpétré sur la ville de Sirnak, en Turquie, sur les villages avoisinants.

Il a ajouté que deux à trois cents civils avaient perdu la vie et que la cité a été en grande partie détruite sous le feu des militaires qui auraient pilonné des zones d'habitation du 18 au 21 août dernier. Dans l'intention de faire connaître ce «massacre», ils ont également demandé à être reçus par la sous-commission des droits de l'homme qui siège actuellement à Genève. Cette rencontre s'est déroulée à 15 h. le même après-midi et les représentants du mouvement kurde en ont profité pour demander aux Nations Unies d'envoyer une délégation dans la région qui est, d'après ces mêmes représentants, actuellement interdite aux journalistes.

DIDIER BENETTI

GAMK - 29-30 août 1992

LA TURQUIE DECIDE D'«ANEANTIR» LA REBELLION KURDE

Le Conseil National de Sécurité (CNS) turc, réuni exceptionnellement jeudi à Diyarbakir sous la présidence du chef d'Etat turc Turgut Ozal, a mis l'accent sur la volonté de l'Etat turc «d'anéantir» la rébellion kurde partout «dans et hors du pays».

Le CNS, organe consultatif, composé, outre le chef de l'Etat et le Premier ministre, des commandants des corps armés ainsi que des ministres de la Défense, de l'Intérieur et des Affaires étrangères, se réunissait après les derniers événements sanglants dans le sud-est anatolien et notamment à Sirnak.

Un communiqué en six points rendu public après trois heures et demie de concertation au sein du CNS déclare que «l'organisation terroriste doit être poursuivie et frappée dans la montagne, sur la plaine, en ville, dans le pays et hors du pays».

Selon le Premier ministre Suleyman Demirel, ces mesures n'excluent pas une intervention armée en Irak du nord sur les bases arrière du PKK.

Cependant, c'est la police spé-

ciale mais aussi l'armée qui sont mis en accusation par les 20 000 habitants de Sirnak qui ont fui la ville «occupée», selon les termes des militants kurdes, par 150 000 soldats, soit le tiers des effectifs de l'armée turque dans le sud-est frontalier de la Syrie, de l'Irak et de l'Iran.

Les incidents de Sirnak ont déclenché le sursaut des politiciens. Ils ont été choqués de voir l'exode des habitants de cette ville, se déclarant terrorisés non seulement par la violence des attaquants, mais surtout par les «exactions des forces de l'ordre».

C'est donc dans ce contexte que le Parlement turc devait lui à son tour examiner vendredi soir lors d'une session extraordinaire, la situation alarmante au sud-est anatolien, où près de 12 000 «rebelles indépendantistes» kurdes (ils n'étaient que 12 en 1978) tiennent en échec sur son territoire la seconde armée de l'OTAN.

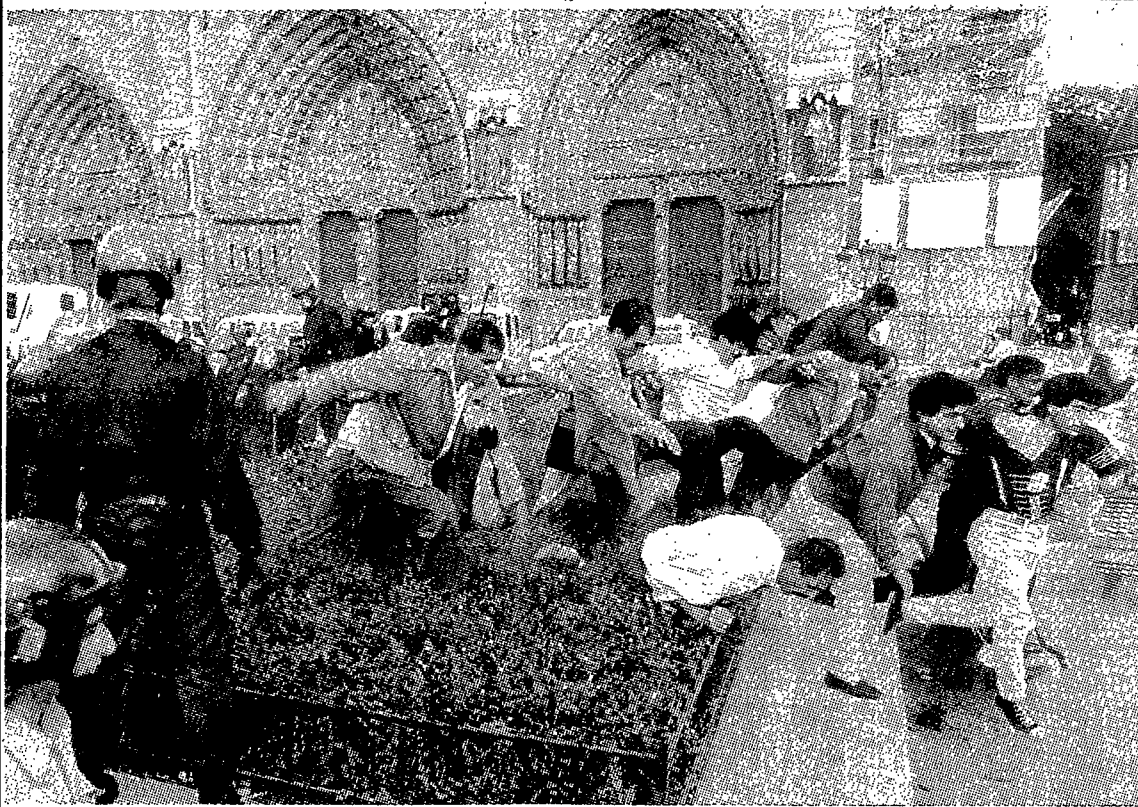
En Turquie, la population d'origine kurde est estimée à 12 millions sur 57 millions de citoyens turcs égaux devant la loi sauf au sud-est soumis à l'état d'urgence.

France Soir - 31 août 1992

Les Kurdes délogés de Notre-Dame

Quelque 200 manifestants kurdes ont occupé, samedi après-midi, le parvis et les tours de la cathédrale Notre-Dame de Paris avant d'être délogés par les forces de l'ordre. Protestant «contre les massacres perpétrés par l'Etat turc contre des Kurdes dans le sud-est de la Turquie», ils réclamaient aussi la libération de vingt militants kurdes toujours gardés à vue par la police judiciaire à Paris, à la suite de l'occupation, jeudi, de l'antenne humanitaire du ministère français de la Santé et de l'Action humanitaire.

Photo SIPA RESS



Allies Seek Iraq's Breakup, Saddam Says

By William E. Schmidt
New York Times Service

CAIRO — The allied threat to shoot down any Iraqi aircraft that ventures below the 32d parallel drew its first personal response Sunday from President Saddam Hussein, who accused the United States and its European partners of seeking to dismember Iraq and the Arab world and seize control of its oil.

But in a broadcast speech read on his behalf by an unidentified narrator, he did not threaten to challenge the exclusion zone, nor did he suggest that Iraq would defeat the coalition militarily.

Instead, he said the campaign would bring the allies "nothing but the indignation, anger and rejection" of the Iraqi people.

He also appealed for the patience of Iraqis, promising that the confrontation with the allies would be pursued "through the course of arms or through other courses," although he did not specify what he meant.

It was not explained why Mr. Saddam had not delivered the speech himself, as expected.

Iraq has made no move to challenge allied warplanes in southern Iraq since they took control of the skies there Thursday, in what is described as Operation Southern Watch.

Earlier Sunday, Iraqi newspapers reported that tens of thousands of army deserters and infiltrators who had been hiding in the marshes of southern Iraq were coming out to surrender to Iraqi officials.

Taking advantage of what Ath Thawra, the government newspaper, described as an amnesty, large numbers of people were reported to be giving themselves up and asking to fight the allies.

The United Nations was bracing for another confrontation with Baghdad on Monday, when a new team of weapons inspectors arrives. It will be their first trip into the country since U.S., British and French war planes began patrolling the skies over southern Iraq. The coalition says the air shield is intended to protect Shiite Muslims from Iraqi air assaults.

The new weapons team is part of an ongoing UN mission to eliminate Iraq's nuclear, chemical and biological weapons programs and its long-range missiles. Since the cease-fire, there have been more than 40 inspections inside Iraq under the mandate of the UN Security Council.

Doug Englund, a regional chief of the operation, would give no details of the team's mission. He said it was scheduled to finish work by Sept. 7.

United Nations officials said Sunday that three UN guards in northern Iraq had discovered a bomb attached to the bottom of their car but had been able to defuse it before it could explode.

The incident, which took place Thursday and drew a strong protest to Baghdad from the United Nations, was the most recent example of growing tension between Iraqis and UN personnel, who have been serving in the country since Iraq's defeat in the Gulf War last year by a U.S.-led multinational force.

It occurred when the UN guards were stopped at an Iraqi government checkpoint near the northern city of Kirkuk en route toward areas farther north that are under the control of Kurdish rebels.

They said they saw a man tampering with their car and later discovered and defused a 1-kilogram (2-pound) bomb affixed to the undercarriage by a magnet. The bomb had been set to go off in two hours, when the guards would have been well beyond Iraqi government lines.

"Obviously this was extremely serious, and we are taking it very seriously," said Gualtiero Fulcheri, the UN coordinator for Iraq. "Maximum security is being enforced during all movements of the

staff in Iraq."

In another incident, a group of Iraqis wielding steel bars smashed the windshield of a UN car near Baghdad last week, and a Swedish soldier on UN guard duty was wounded two weeks ago when an unidentified gunman opened fire on his UN vehicle in northern Iraq. The Iraqi government has denied any involvement.

The number of UN personnel in Iraq has been steadily declining since the United Nations failed to reach agreement with Baghdad on a new agreement allowing them to operate in the country. There are now about 75 UN aid workers and 120 guards, compared with 600 workers and 500 guards in April.

Iraqi Kurds Caught in Middle As Turkey Bombs Its Rebels

By Chris Hedges
New York Times Service

DARO, Iraq — Beyond the scrutiny of much of the outside world, a nasty air war is under way in the hinterlands of northern Iraq.

The attacks are directed not from Baghdad or Washington but from Ankara, by Turkish government officials bent on destroying rebel camps of the Kurdish Workers Party, a Turkish guerrilla group.

The rebels, who conduct raids into Turkey from camps in northern Iraq, have been fighting for an independent Kurdish state in southeastern Turkey since 1984. The Kurdish region traditionally incorporates parts of Iraq, Turkey, and Iran, but rivalry among Kurdish separatist groups has prevented them from making common cause.

[Forty-three rebel Kurds and 10 Turkish soldiers were killed in a battle in southeastern Turkey on Sunday when separatists attacked a gendarmerie post, Reuters reported from Diyarbakir.]

[The governor's office said guerrillas of the outlawed Workers Party who had entered Turkey from Iraq attacked the border post near Semdinli in the province of Hakkari.]

Turkish officials contend that their air attacks are based on precise intelligence data, often provided by small reconnaissance units sent into Iraq. But Kurdish farmers and shepherds — many of whom have lost relatives, animals and property to Turkish bombs — do not agree.

"The planes don't distinguish between us and them," a peasant, Khader Darwish, said. "They just drop the bombs. Besides, the camps have a lot of anti-aircraft weapons, so some planes like to unload their bombs in safer areas."

Iraqi Kurdish leaders, who say they have been trying to shut the camps of Turkish rebels, have protested to Ankara over the raids. In the last year, about 50 people in the area have been killed and 30

wounded, prompting local people to abandon 50 towns and villages along the border, the Kurds say.

The village of Daro lies 25 kilometers (15 miles) from the Turkish border, nestled in a narrow ravine among pines, elms and oaks. Yet despite the tilled fields that surround it, Daro is deserted.

Daro has been bombed twice in the last three months. In the first strike one person died, another was wounded, and more than 40 sheep were killed.

After the raid, the villagers packed their belongings and moved to the forest. Each evening, they return home. The women do housework by candlelight while the men tend the fields in darkness.

A mile from Daro, Zubaid Ahmed Merza and several other men from the village were sitting on straw mats, hidden from aerial view by scrub and branches.

The men said they were having trouble feeding their families. "We don't grow or sell much produce now, and our savings are gone," Mr. Merza said. "It may be better to go to Turkey or Iran as refugees. They must have security there, and we can't hide under the trees once winter comes."

None of the farmers disputes the existence of the Turkish rebel camps, which most say they avoid.

People used to be able to go into the areas controlled by the rebels, said Essa Rashid, clutching an old automatic rifle. "But now they arrest you," he said. "Sometimes you get released, and sometimes you get executed."

The Kurdish farmers say Turkey sends planes several times a week, bombing anything that moves. Few villagers walk the roads by day.

Like most people in the valley, Omar Ali Jaber, a 50-year-old farmer, lived within hearing distance of the big guns during the eight-year Iran-Iraq War.

"For all the problems with Iran, they never sent over planes to bomb us," he said. "We prefer the Iranians to the Turks."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, AUGUST 31, 1992

U.S. Plans Tougher Options for Baghdad

By John Lancaster

Washington Post Service

WASHINGTON — Anticipating that Iraq may continue attacks on Shiite Muslims in southern Iraq, the Bush administration is preparing further military options, including air strikes and the creation of a "safe haven" modeled after the sanctuary established for the country's minority Kurdish population in the north, administration officials said.

The officials described the ban on Iraqi flights imposed by the United States, France and Britain last week as a "first step" in a graduated pressure campaign against President Saddam Hussein.

"But should deterrence fail," said a senior Defense Department official, "we have to look at alternative, additional steps."

Although the officials declined to offer specifics, they said the options included bombing Iraqi military targets — not only those in the southern part of the country — and establishing a more aggressive security zone for the Shiites in which Iraqi military activity of any kind would essentially be banned.

"The north is a model," another

Pentagon official said.

The officials said further that they hoped to accomplish what one described as an "ancillary" benefit of weakening Mr. Saddam's leadership and perhaps to achieve the long-standing goal of encouraging a coup by elements of the Iraqi leader's military.

The officials' willingness to discuss their military plans in more detail reflected, in part, a desire to counter criticism that the administration had not figured out a long-term policy on Iraq now that the short-term goal of grounding Iraqi flights south of the 32d Parallel has been achieved. Several analysts and members of Congress have begun to argue for a more aggressive approach to unseating Mr. Saddam, including creation of an Iraqi government-in-exile that could be provided with arms and money.

A Pentagon spokesman said that coalition aircraft had dropped leaflets warning the Iraqis of the consequences if they sent planes aloft to challenge the ban or turned on air defense radar to direct missiles.

Administration and Pentagon officials acknowledged Friday that the strategy posed risks for the Bush administration, especially if Mr. Saddam opted to challenge the coalition partners by mounting ground attacks against Shiite rebels and villages with artillery, tanks and the estimated 60,000 Iraqi troops in the region.

Officials said that intelligence reports showed no significant ground movements of troops or equipment since the ban went into effect. Nevertheless, one said: "No one has made a lot of money betting on Saddam's behavior. Saddam has a history of probing coalition positions, and he may probe."

Clouding the picture of how the Iraqi leader might respond to the exclusion zone are continuing questions about the strength of his grip on power. The officials confirmed reports that elements of Iraq's Republican Guards staged an unsuccessful coup attempt in late June.

One official said the coup had been led by dissident senior officers, including several generals, who planned to ambush Mr. Sad-

dam's motorcade in Baghdad.

But Mr. Saddam's security forces are said to have "sniffed it out" and, after a gun battle, captured the officers involved. The senior administration official said the coup had been put down "ruthlessly" and that "a lot of people" had been executed for their role.

A senior Pentagon official described the coup as "significant" in that it involved "people relatively close to him," suggesting that Mr. Saddam's days could be numbered. The Pentagon officials said further signs include reports that the Iraqi leader recently reorganized his security forces and now requires even cabinet ministers to be strip-searched before meeting with him.

The officials and other experts acknowledged, however, that the failed attempt to depose Mr. Saddam could also point to a different conclusion. "It shows how hard it is to make a coup," said Laurie Mylroie, an analyst at the Washington Institute for Near East Policy.

In any event, Mr. Mylroie added, waiting for Mr. Saddam to be shot by one of his generals amounts to "a hope and not a policy."

A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France

FRA0437 4 6 0265 FRA /AFP-SL75

Justice-Kurdes

Sept militants Kurdes condamnés

PARIS, 31 août (AFP) — Sept militants Kurdes présentés à la 10ème chambre du tribunal correctionnel de Paris, à la suite de l'occupation, jeudi, de l'antenne humanitaire du ministère de la Santé, ont été condamnés, lundi, à des peines d'emprisonnement pour sequestration de personnes durant moins de cinq jours.

Kemal Kara, 18 ans, et Melke Dogan, 27 ans, ont été condamnés à la peine de un an de prison dont huit mois avec sursis. Il sont considérés comme les leaders du groupe. Kadir Ozmen, 21 ans, Erden Tosun, 34 ans, Halil Aksoy, 32 ans, Ali Akgundogou, 32 ans, et Ilham Sever, 19 ans, ont été condamnés à un an de prison dont dix mois avec sursis. Pour les deux derniers le tribunal a également retenu le délit de séjour irrégulier.

Tous ont été relaxés du chef de dégradation d'objets mobiliers appartenant à autrui, le ministère public ayant à l'audience abandonné les poursuites de ce chef.

Soixante et un militants kurdes avaient occupé pendant quatre heures, jeudi, après-midi les locaux de l'antenne humanitaire du ministère de la Santé, avenue Charles-Floquet à Paris (7ème), avant d'en être délogés par les forces de police.

Les manifestants entendaient ainsi protester "contre les massacres perpétrés par l'Etat turc contre des Kurdes à Sirkak (Sud-Est de la Turquie) et le silence de l'Etat et des médias français. Plusieurs employés avaient été retenus dans les locaux de l'antenne humanitaire du ministère de la Santé par les militants kurdes, les empêchant de sortir des locaux.

Le Monde - 29 août 1992

**TURQUIE : conséquence
des affrontements dans le Sud-Est**

Le gouvernement veut intensifier la répression contre les séparatistes kurdes

ISTANBUL

de notre correspondante

A l'issue d'une réunion extraordinaire, jeudi 27 août à Diyarbakir (la capitale régionale du sud-est anatolien à majorité kurde), dans l'enceinte d'une

base aérienne, le gouvernement turc et le conseil national de sécurité ont réaffirmé leur détermination d'« utiliser toutes les méthodes nécessaires pour lutter contre le terrorisme et protéger l'unité de la Turquie ». Le communiqué mentionne la poursuite d'une politique de développement régional, mais c'est avant tout le durcissement de l'attitude d'Ankara qui est à retenir. Le texte, en effet, promet de « frapper le coup nécessaire contre le terrorisme à l'extérieur » – une référence aux voisins de la Turquie, notamment le nord de l'Irak, la Syrie, l'Iran et même le Liban, où le PKK a des bases – « ainsi qu'à l'intérieur du pays ».

Bien que les déclarations officielles offrent peu d'éléments nouveaux, le fait même que la réunion ait eu lieu dans la capitale de la région kurde – où les

hommes politiques d'Ankara ne s'aventurent que rarement – est important. Profitant d'un moment de faiblesse du gouvernement, le président de la République, M. Turgut Ozal – dont les désaccords avec son premier ministre, M. Suleyman Demirel, sont connus, – avait imposé cette réunion pour tenter de revenir sur le plan politique.

Droit de veto

Des tensions importantes ont surgi au sein de la coalition formée par le Parti de la juste voie (DYP) de M. Demirel et le Parti populiste social-démocrate (SHP) de M. Erdal Inonu, à la suite des récents événements sanglants dans le sud-est du pays, dans la ville-forteresse de Sîrnak, qui ont conduit le Parlement – et notam-

ment l'aile conservatrice du DYP – à rejeter le programme de démocratisation promis de longue date par la coalition gouvernementale.

Adopté au printemps, ce programme prévoyait une réduction de la période de garde à vue et la présence d'un avocat lors des interrogatoires, ce qui devait diminuer le risque de violations des droits de l'homme, notamment de tortures (Le Monde du 5 mai). Mais M. Ozal, faisant usage de son droit de veto, avait renvoyé le projet à l'Assemblée pour une seconde délibération. Après une session chaotique du Parlement, mercredi, les discussions ont dû être suspendues, les députés étant incapables de se mettre d'accord.

NICOLE POPE

A.C.P. – Agence Centrale de Presse – A.C.P. – Agence Centrale de Presse – A.C.P. – Agence Centrale de Presse –

ACPD63 FR:03 PEXEFIU TURQUIE
COMBATS-KURDES-ANATOLIE

234

ENCADRE AVEC 61

ACP/TEL PRESSE

LES COMBATS DANS LE SUD-EST ANATOLIEN
KURDES: UNE LUTTE VIEILLE DE HUIT ANS

Paris, 31 août - Le conflit entre Ankara et les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ne date pas d'aujourd'hui. Dès août 1984, le PKK d'obédience marxiste-léniniste, fondé six ans plus tôt par une poignée d'étudiants kurdes, s'est lancé dans la lutte armée contre le pouvoir d'Ankara pour la création d'un Etat kurde indépendant dans le Sud-Est anatolien.

Tout s'est en fait accéléré depuis le 25 décembre dernier. Ce jour-là, dans la banlieue d'Istanbul, un groupe d'indépendantistes kurdes incendie un grand magasin. Le bilan est lourd: onze morts. Trois mois plus tard, la tension prend des allures de guerre ouverte. Le 21 mars, la célébration du nouvel an kurde déclenche une riposte meurtrière des autorités. Les raids aériens contre les bases de guérilleros kurdes en Irak se succèdent. La répression fait 75 morts, dont dix enfants et un journaliste. Depuis, les combats se sont encore intensifiés, faisant quotidiennement des victimes.

La Turquie compte 12 millions de Kurdes (sur un total de 55 millions d'habitants). Tous ne réclament pas leur indépendance. Certains souhaitent l'autonomie, d'autres une simple amélioration de leur statut.

Le PKK revendique 20 000 militants. Il y a quelques jours, le premier ministre turc Suleyman Demirel reconnaissait que le PKK comprenait 11 000 guérilleros, dont le tiers se trouverait sur le sol turc.

JBA/JT

31-08-92 18:34

A.C.P. - Agence Centrale de Presse - A.C.P. - Agence Centrale de Presse - A.C.P. - Agence Centrale de Presse -

ACPD61 PR:03 PEXEFIW TURQUIE

430

COMBATS-KURDES-ANATOLIE

PAPIER PREVU

ACP/TELPRESSE

VIOLENTS AFFRONTLEMENTS DANS LE SUD-EST ANATOLIEN
LA GUERRE OUBLIEE DE LA TURQUIE CONTRE LES KURDES

Paris, 31 août - Les images d'horreur en provenance de l'ex-Yougoslavie ont jeté dans l'ombre un autre conflit situé aux confins de l'Europe. Chaque jour dans le sud-est de la Turquie, des dizaines de personnes tombent dans la lutte sans merci que se livrent l'armée turque et les séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Les effets de cette guerre oubliée se font déjà ressentir hors du pays de la Sublime Porte, notamment en France.

Il y avait les grèves de la faim. Aujourd'hui, les réfugiés kurdes exilés en France ont choisi d'autres moyens, spectaculaires, pour attirer l'attention de leur pays d'accueil sur "les massacres perpétrés par l'Etat turc" dans leur région, où ils revendiquent sinon la création d'un Etat kurde indépendant, du moins un statut d'autonomie. Jeudi dernier, plusieurs dizaines de jeunes Kurdes ont investi les anciens locaux du secrétariat d'Etat à l'action humanitaire à Paris. Deux jours plus tard, toujours à Paris, 200 manifestants kurdes ont occupé le parvis et les tours de Notre-Dame.

"Génocide"

Des villages brûlés, des réfugiés par milliers... Le conflit dans le Sud-Est anatolien, peuplé à majorité de Kurdes, a fait 1 300 morts depuis le début de l'année. Il prend aujourd'hui des proportions considérables. Dimanche encore, au moins 43 rebelles du PKK - marxiste-léniniste - et dix soldats ont été tués près de Semdinli.

Le 27 août dernier, à Diyarbakir, capitale historique du Kurdistan turc, les autorités turques ont réaffirmé qu'elles utiliseraient "toutes les méthodes nécessaires pour lutter contre le terrorisme et protéger l'unité de la Turquie". Elles promettaient notamment de "frapper à l'extérieur", sous-entendu dans les pays voisins abritant des bases du PKK: l'Irak, la Syrie, l'Iran ou Liban. Déjà, le nord de l'Irak subit des raids réguliers de l'aviation turque.

Selon un membre du Comité du Kurdistan à Paris, sympathisant de la cause du PKK, "pendant que le monde a les yeux braqués sur la Yougoslavie, la Turquie se livre à une tentative de génocide sur le peuple kurde". "La France et les Occidentaux, ajoute-t-il, ont beaucoup d'intérêts économiques et stratégiques au Kurdistan. C'est pourquoi François Mitterrand refuse de reconnaître aux Kurdes leur droit à l'indépendance". En avril dernier, à la veille de se rendre en Turquie, le président de la République s'était en effet déclaré hostile à la création d'un Kurdistan indépendant. Le chef de l'Etat avait cependant appelé au respect pour le peuple kurde des "droits les plus élémentaires de l'homme et du citoyen".

JBA/VC

31-08-92 18:23

NNNN

FRANÇOISE GALLAND

FENETRE

La démocratie mal en point LA TURQUIE ET LA LIBERTE DE LA PRESSE



Le 24 juillet est la journée nationale de la liberté de la presse en Turquie. Une journée de plus que Naif Yasar passera en prison, pour délit de presse justement. Son crime ? Avoir photographié, le 21 mars dernier, la manifestation autorisée du Nouvel an kurde dans la ville de Van !

Tout est alarmant dans cette affaire. Ce 21 mars, à Van, soixante-dix civils et cinq policiers sont tués, et on dénombre des centaines de blessés. La dernière fois que Naif Yasar a été vu par ses amis, il est emmené par les gendarmes, qui le frappent. Son frère, auquel on refuse l'autorisation de le voir, pense qu'il est tenu au secret au quartier général de la gendarmerie de Van, et craint qu'il ne soit torturé.

Le climat en Turquie laisse envisager le pire. Si la Turquie a ratifié, dès 1988, la Convention européenne pour la prévention de la torture et la Convention des Nations unies contre la torture, elle se préoccupe peu d'en appliquer les textes, et les témoignages de sévices sont extrêmement nombreux. Si elle vote, le 11 avril 1991, une loi abrogeant l'interdiction de l'usage privé de la langue kurde et la répression de la référence aux idées marxistes et séparatistes, et fait ainsi sortir de prison quarante-trois mille

détenus, elle vote tout de suite une loi anti-terreur, permettant par exemple de condamner le journal *Yeni Ulke* dans lequel travaille Naif Yasar, pour annonces nécrologiques faisant... du séparatisme kurde ! Tout cela serait ridicule, risible, si ce n'était pas aussi tragique. Reporters sans frontières annonce, depuis le 1er janvier 1992, quatre journalistes assassinés, et au moins cinquante atteintes à la liberté de la presse.

C'est dans ce contexte difficile que Reporters sans frontières (1) propose à *Politis* de parrainer Naif Yasar. Pour que son cas ne puisse être enterré, ignoré, oublié, et parce que nous croyons que la publicité autour de cette affaire peut permettre à ce journaliste de sortir de prison.

F. G.

1. Reporters sans frontières demande aux médias français de parrainer des journalistes emprisonnés pour délit d'opinion. Notre premier filleul, le journaliste sud-coréen Jang-Muyng-Guk, arrêté pour écrits sur le syndicalisme et condamné à dix-huit mois de prison vient d'être libéré.

RSF, 17, rue de l'Abbé-de-l'Épée, 34000 Montpellier. Tél. : (16) 67 79 81 82.

• Le Monde • Mardi 1^{er} septembre 1992 •

TURQUIE : dans le Sud-Est anatolien

Plus de cinquante morts dans un affrontement entre l'armée et les séparatistes kurdes

Cinquante-trois personnes au moins - quarante-trois combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, de tendance marxiste-léniniste) et dix soldats turcs - ont trouvé la mort, dimanche 30 août, lors de violents combats qui ont duré plus de dix heures près de Semdinli, dans le triangle montagneux du Sud-Est anatolien à majorité kurde où les frontières de la Turquie, de l'Irak et de l'Iran se rejoignent. Douze autres soldats ont été blessés.

ISTANBUL

de notre correspondante

Les combats entre l'armée et le PKK ont débuté à l'aube, lorsque quatre à cinq cents combattants qui s'étaient infiltrés depuis l'Iran

ont attaqué un poste-frontière à l'arme automatique et à la roquette. Selon les autorités turques, le nombre des victimes - le plus élevé atteint au cours d'un seul accrochage - pourrait, en fait, se monter à une centaine de personnes, les militants du PKK ayant transporté les corps de certains de leurs camarades tombés durant les combats, avant de prendre la fuite vers l'Iran par camion. Depuis le début de 1992, mille trois cents personnes ont été victimes de la lutte armée qui oppose depuis huit ans les forces gouvernementales et les séparatistes kurdes.

Au cours des derniers jours, l'aviation turque a effectué plusieurs vols de reconnaissance le long de la frontière irakienne et des renforts de troupes ont été déployés dans la région. Ces mouvements pourraient être les signes avant-coureurs d'une opération

militaire de grande envergure au nord de l'Irak.

La riposte turque fera certainement l'objet de discussions entre les autorités et les dirigeants kurdes irakiens, MM. Massoud Barzani, le dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan, et Jalal Talabani, de l'Union patriotique du Kurdistan, qui sont arrivés à Ankara. Tout en reconnaissant à la Turquie le droit de lutter contre les séparatistes marxistes du PKK, les Kurdes irakiens ont, à plusieurs reprises, protesté contre les raids aériens turcs au nord de l'Irak, qui semblent avoir fait plus de victimes parmi les civils kurdes que parmi les combattants séparatistes. Le PKK, de son côté, critique violemment les dirigeants kurdes irakiens qu'il accuse de collaborer avec l'Etat turc.

Personnalités assassinées

A Diyarbakir, la capitale régionale du Sud-Est, le frère d'un responsable du Parti travailliste du peuple (HEP, pro-kurde), a été assassiné samedi par des tireurs inconnus. Plus de soixante personnalités kurdes ont été ainsi assassinées par de mystérieux assaillants au cours de l'année écoulée.

Au cours des derniers jours, la violence a dépassé les limites de la région du Sud-Est. A Adana, une femme a été tuée et neuf autres personnes ont été blessées lorsque des hommes armés ont fait irruption dans un club de tennis. Dans la même ville, un avion de la compagnie aérienne Turkish Airlines en route vers Jeddah a été touché par plusieurs balles - qui n'ont pas causé de dégâts importants - au moment du décollage.

A Istanbul, un bateau en flammes a endommagé vendredi le pont de Galata, qui devra être fermé à la circulation pendant une semaine. Le PKK a revendiqué l'incendie, ainsi qu'une explosion au consulat britannique, en déclarant qu'il avait agi pour protester contre les récents événements dans la ville de Sirnak, au cours desquels, selon un bilan officiel, dix-huit personnes avaient été tuées.

NICOLE POPE

IRAK : l'opération « Surveillance du Sud »

M. Saddam Hussein affirme que le « complot » des Occidentaux est « voué à l'échec »

Le président Saddam Hussein a promis, dimanche 30 août, d'utiliser « tous les moyens », le moment venu, pour faire échec à ce qu'il estime être un complot des Etats-Unis et de leurs alliés, visant à morceler son pays. Dans un discours lu par un présentateur à la radio et à la télévision, il a mis en garde « tout Etat de la région qui donnerait des facilités aux agresseurs ». Ces pays « assumeront la responsabilité et les résultats de leur acte prohibé ».

Plusieurs Etats du Golfe contribuent, en effet, sur le plan logistique, au fonctionnement de l'opération « Surveillance du Sud » mise en place par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France, a-t-on appris, dimanche, de sources diplomatiques occidentales au Proche-Orient. L'Arabie

soudite a accepté le stationnement des chasseurs américains et britanniques engagés dans les missions de surveillance. Bahreïn, les Emirats arabes unis et le Qatar ont donné leur feu vert au ravitaillement régulier en carburant des Awacs et des avions-citernes.

Dans son discours qui était sa première réaction à l'instauration, jeudi, par les alliés occidentaux, d'une zone d'exclusion aérienne au sud du 32^e parallèle, M. Saddam Hussein a, d'autre part, fustigé l'Iran pour son « rôle traître dans le complot, mené par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France ». A son avis, les trois pays occidentaux cherchent « à morceler l'Irak, en prétendant protéger (nos) citoyens chiites ». « Ce qu'ils visent, c'est la zone pétro-

lière dans le sud de l'Irak », a-t-il assuré, ajoutant que ce « complot de partition » était « voué à l'échec ».

« Se venger de la population »

La veille de cette intervention, lors d'une réunion présidée par le premier ministre, le gouvernement avait décidé « de résister » avec « toutes ses capacités » et « à tous les échelons de l'Etat » contre l'établissement de la zone d'exclusion, a rapporté l'agence de presse INA. L'aviation alliée qui participe à l'opération n'a rencontré, jusqu'à présent, aucune résistance, en dépit des multiples mises en garde lancées par Bagdad.

L'armée irakienne continue ses attaques au sol contre les régions chiites du Sud, où elle vient de déployer près d'un millier de canons et de chars pour « se venger de la population », a affirmé, samedi, dans un communiqué

remis à l'AFP, l'un des principaux mouvements d'opposition chiite, basé en Iran. D'après ces mêmes sources, Bagdad aurait dépêché dans les régions marécageuses du Sud des forces des services de renseignements et de sécurité, « qui s'emploient à semer la terreur parmi la population, en menaçant notamment de priver les villages d'eau potable ».

De leur côté, les Etats-Unis ont détecté des « signes de préparation » d'une offensive terrestre irakienne dans le sud du pays, a affirmé, dimanche, le conseiller du président Bush pour les affaires de sécurité. Interrogé sur la chaîne américaine NBC, le général Brent Scowcroft a refusé de préciser quelle serait alors la riposte américaine, sans exclure des opérations militaires. « Je ne souhaite pas dire ce que nous ferions exactement, mais je pense que Saddam devrait envisager cette perspective très sérieusement ». - (AFP)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE - SEPTEMBER 1, 1992

Justice Stoops to Politics In an Iraqgate Cover-Up

By William Safire

WASHINGTON — U.S. Attorney General William Barr, in rejecting the House Judiciary Committee's call for a prosecutor not beholden to the Bush administration to investigate the crimes of Iraqgate, has taken personal charge of the cover-up.

The document that will be Exhibit A in a future prosecution of obstruction of justice is an unsigned 97-page apology that accompanied Attorney General Barr's unprecedented refusal to recognize a "political conflict of interest," as called for in the law.

Read it for yourself; although intended to explain in detail why Congress does not understand the intent of Con-

The strained defensiveness of Attorney General William Barr's Apology will cause any objective reader to say 'Something smells fishy here.'

gress, Mr. Barr's Apology does the opposite: Its strained defensiveness will cause any objective reader to say "Something smells fishy here."

Mr. Barr and the chief of his criminal division, Robert Mueller, could face prosecution if it turns out that high Bush officials knew about Saddam Hussein's perversion of U.S. agriculture export guarantees to finance his war machine, and delayed the inquiry into the Atlanta Lavoro Bank scandal. They have a keen personal and political interest in seeing to it that the Department of Justice stays in safe, controllable Republican hands.

In professing to see no conflict in the investigation of themselves, these political appointees seek to hide behind the professionalism of "career prosecutors" of the Public Integrity Section and the FBI. But dismayed professionals inside Justice tell me that the Public Integrity chief was reassigned months ago to make way for a more malleable man. The Barr Apology was prepared by political appointees for a political purpose: contain Iraqgate until after the election.

And Mr. Barr has thoroughly abused the FBI. Field agents have told me for a year that higher-ups at Justice have steered them away from rewarding lines of inquiry. This month the former head of the FBI's Atlanta field office, William Hinshaw, publicly accused Justice of having "delayed indictments for nearly a year in the \$5 billion scandal."

It is no secret why the FBI's Lavoro investigation was hamstrung: to allow Agriculture and Commerce officials to carry out Bush national security directive 26 supporting Saddam.

A few days ago, I called Agriculture Department officials at the center of the grain-financing scandal; not one has been interviewed by the FBI. The reason "no evidence was found," in Mr. Barr's repeated phrase, was that no evidence was sought.

The attorney general arrogantly insists that Judge Marvin Shoob, who does not appreciate federal wrongdoing in his Atlanta courtroom and has called for a special prosecutor, "does not understand the case." Judge Shoob understands the Lavoro case the way that Judge John Sirica understood the Watergate case.

That Atlanta case, which the criminal division in Washington was forced to admit it delayed during the Bush build-up of Saddam, may provide a way to scale the Barr stone wall. Christopher Dragoul, the local bank manager who pleaded guilty, comes before Judge Shoob on Sept. 14 for sentencing.

Justice, with so much to cover up, wants him to stay mum; the local prosecutor, Gail McKenzie, has been pushed aside again, as Arthur Wade, a nonlawyer from Agriculture, has led the team at the Atlanta penitentiary coaching Mr. Dragoul on what not to say. He reminds Mr. Dragoul that the only way he can get a "downward departure" from the sentencing guidelines is upon the prosecution's request.

However, Mr. Dragoul now has a new pro bono lawyer — Bobby Lee Cook, "the Ed Williams of the South" — who is said to understand that concealing the truth about the government's guilty knowledge of bank fraud is not the best way to obtain leniency from Judge Shoob.

I hope the judge asks about Mr. Dragoul's meeting in 1988 with an aide to Hussein Kamel, Saddam's son-in-law and arms procurer, in the London offices of Matrix Churchill, an Iraqi front.

When Mr. Dragoul informed the Iraqi that investigators from the CIA and the National Security Agency had been in the Atlanta bank to monitor its financing of Iraq's huge commodity credits, he said Saddam's agent replied: "Don't worry about that — we know all about it; we're working together."

Do you suppose the "Criminal Cover-Up Division" has demanded the NSA and CIA reports and interviewed their agents? Forget it; that might lead to finding evidence making it unlawful to resist appointing a special prosecutor.

The New York Times.

24 Heures — 1^{er} septembre 1992

KURDES

Démarche d'Ankara

Initiative turque en direction de l'Iran.

● Ankara «prendra et a déjà pris» des initiatives de coopération avec Téhéran afin d'empêcher les activités dans la zone frontalière turco-iranienne de rebelles kurdes, dont une attaque, dimanche, a fait plus de 60 morts.

Le Ministère turc des affaires étrangères a convoqué dimanche soir l'ambassadeur d'Iran pour «attirer l'attention de son pays devant l'infiltration de rebelles kurdes en Turquie en provenance d'Iran» et «envisage prochainement d'agir auprès de Téhéran pour exprimer l'inquiétude d'Ankara quant à la présence de séparatistes kurdes en territoire iranien», a déclaré lundi un haut responsable turc.

D'autre part, les deux principaux dirigeants des Kurdes irakiens, Massoud Barzani et Jalal Talabani, devaient s'entretenir lundi après-midi à Ankara avec le ministre turc des Affaires étrangères, Hikmet Cetin, a-t-on appris de source kurde irakienne. Ils «doivent examiner avec leurs interlocuteurs la situation en Irak du Nord et le problème de la présence de rebelles kurdes de Turquie en territoire kurde irakien». — (afp)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE
SEPTEMBER 1, 1992

Rebel Kurds Kill 7 Turkish Soldiers

DIYARBAKIR, Turkey (Reuters) — Rebel Turkish Kurds killed seven Turkish soldiers in southeastern Bingol Province on Monday, a day after a battle near the Iranian border in which 10 soldiers and 43 rebels were killed, the Anatolian news agency reported.

Anatolian said four soldiers were wounded in the morning ambush by guerrillas of the outlawed Kurdistan Workers Party near Guzeldere village in Bingol. Hours later, rebels derailed a passenger train traveling to the eastern city of Elazig from Mus with 58 people on board, 4 of whom were seriously injured.

In Ankara, meanwhile, Iraqi Kurdish leaders promised Turkey that they would not let separatist Turkish Kurds use the area they control as a springboard for cross-border raids.

LIVRES A ANKARA

Parce que leurs papiers ne sont pas en règle, les jeunes gens risquent d'être renvoyés en Turquie où la politique répressive du régime les promet à la torture et peut-être à la mort

TREIZE Kurdes de Turquie résidant à Paris sont sous le coup d'un arrêté d'expulsion pris dimanche pour défaut de permis de séjour en règle. Ils seraient actuellement retenus à proximité de l'aéroport Charles-de-Gaulle, a-t-on appris hier.

Jeunes pour la plupart, membres de l'Union des jeunes révolutionnaires (mouvement de jeunesse du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan), ils avaient été arrêtés jeudi dernier dans les locaux du ministère de l'Action humanitaire. Ils y avaient fait irruption dans l'après-midi pour réclamer de Bernard Kouchner, qui fait profession d'amitié à l'égard du peuple kurde, une prise de position après le bombardement par l'armée turque de la ville de Sîrnak, en Turquie. Un bombardement survenu le week-end précédent et qui avait fait de nombreuses victimes : 300 selon le PKK ; une centaine, selon le député de Sîrnak (alors que les autorités turques, qui ont maintenu le black-out sur ce nouveau massacre, en concédant officiellement une dizaine).

Les méthodes utilisées par les jeunes du PKK pour attirer l'attention du ministre et de l'opinion publique sont critiquables : ils ont retenu contre leur gré pendant plusieurs heures des fonctionnaires du ministère qui n'avaient rien à voir avec le bombardement de Sîrnak. Ils tombaient donc sous le coup de la loi et pouvaient être déferés au parquet, ce qui fut le cas pour 7 d'entre eux. Le verdict est tombé lundi : un an de prison dont huit avec sursis pour 2 d'entre eux, la même peine avec dix mois de sursis pour 5 autres. Pour 2 des condamnés, le délit de séjour irrégulier a également été retenu.

Aussi sévères que soient de telles peines, elles n'ont pas la gravité d'une expulsion éventuelle qui, si elle avait lieu en direction de la Turquie, équivaldrait, dans l'état actuel des choses, à une condamnation à mort.

Ces jeunes gens, en effet, ne font pas mystère de leur appartenance au PKK. Or ce mouvement, qui revendique le droit à l'autodétermination et à l'indépendance pour le Kurdistan de Turquie, a déclenché en 1985 la lutte armée contre l'armée et les autorités turques et est interdit au Kurdistan. Plusieurs des personnes menacées d'expulsion ont déjà été arrêtées et persécutées en Turquie, et c'est d'ailleurs la raison de leur exil. Dans une lettre

qu'il avait adressée à la mi-août à l'Office de protection des réfugiés et apatrides pour demander le statut de réfugié politique, l'un d'entre eux, Huseyin Kiliç, responsable de la jeunesse PKK pour la région d'Orléans, écrivait notamment : « Je viens de recevoir une lettre de mon père confirmant que je suis recherché par les autorités turques. » Rappelant qu'il a déjà été arrêté et torturé pendant quinze jours en février au commissariat de la ville de Tuncelli, il estime que sa vie serait menacée en cas d'expulsion vers la Turquie, cela d'autant plus qu'une loi dite « anti-terreur », très répressive, et qui vise particulièrement les Kurdes, a été adoptée en avril 1991.

La situation extrêmement grave qui prévaut en ce moment au Kurdistan de Turquie n'est certainement pas pour arranger les choses. On sait qu'après le bombardement de Sîrnak le Conseil national de sécurité — organisme réunissant l'état-major militaire et les principaux ministres — s'est réuni à Diyarbakir, capitale du Kurdistan, et a décidé d'user de la manière forte pour « anéantir la rébellion kurde ». Tous les espoirs d'un dialogue possible nés en novembre dernier après le changement de gouvernement en Turquie et les dé-

clarations apparemment conciliantes du premier ministre Souleiman Demirel se sont évanouis comme neige au soleil. Bien au contraire, la situation n'a cessé de s'aggraver, et c'est maintenant une guerre ouverte qui est menée contre les Kurdes : arrestations massives, mais aussi assassinats de journalistes, de militants, de personnalités engagées dans la défense des droits de l'homme au Kurdistan se sont multipliés. Même les députés kurdes qui avaient osé élever la voix il y a une semaine pour protester contre le bombardement de Sîrnak ont failli être lynchés par leurs collègues turcs.

De vastes opérations de ratissage ont été engagées ces derniers mois dans les zones frontalières avec l'Irak et l'Iran dans le but avoué de chasser la population et d'opérer un nettoyage par le vide pour couper le PKK de ses racines. L'exode de Sîrnak, dont 20.000 des 25.000 habitants ont fui les bombes et la terreur répandue par les militaires turcs, est significatif. Il n'est pas le seul. La même chose a eu lieu à Kukurja.

Les ratissages et les bombardements s'étendent même au-delà des frontières jusqu'au Kurdistan d'Irak. Ces opérations, menées par Ankara sous prétexte de détruire les camps du PKK dans le-

nord de l'Irak, font surtout des victimes dans la population civile qui fuit, elle aussi, les villages frontaliers, ce que confirmait notamment un reportage publié lundi par le journal américain « Herald Tribune ». Un pas supplémentaire a été franchi mardi avec l'entrée dans le nord de l'Irak de 5.000 soldats turcs appartenant à des commandos spéciaux.

De toute évidence, la Turquie a décidé de profiter de la conjoncture internationale pour tenter de régler à sa manière, la manière forte, son problème kurde. Pourquoi les autorités d'Ankara se gênaient-elles ? Leur pays fait partie de l'OTAN et du camp des vainqueurs de la guerre du Golfe. Des éditoriaux de la presse turque expliquaient ces derniers jours que le gouvernement ne prenait aucun risque en frappant sur ses Kurdes : « Si les grandes puissances ne peuvent rien faire en Yougoslavie, à plus forte raison on peut être assuré qu'elles ne feront rien contre la Turquie. Nous avons les mains libres », écrivait notamment « Hürriyet ». Un constat que confirme le silence total qui règne actuellement en Europe sur ce qui se passe au Kurdistan.

Question à un « ami » des Kurdes

Qu'en dites-vous, M. Kouchner ?

AU mois de juillet dernier, peu de temps après les élections au Kurdistan d'Irak, le ministre de l'Action humanitaire et de la Santé, Bernard Kouchner, accompagnait M^{me} Danièle Mitterrand, épouse du président de la République, pour une énième visite au Kurdistan d'Irak.

Aujourd'hui, le même Bernard Kouchner s'apprête, semble-t-il, à laisser expulser par la France des Kurdes de Turquie qui ont eu la mauvaise idée d'entrer en force dans les bureaux de « l'ami des Kurdes » pour lui demander de s'intéresser aussi à leur sort, bien pire que celui des Kurdes d'Irak.

Il faut rendre à César ce qui lui appartient et reconnaître à Bernard Kouchner une certaine constance dans la sympathie qu'il professe à l'égard de ce peuple déshérité et piétiné par l'Histoire. Mais on doit bien constater une discrimination choquante dans les manifestations de cette sympathie. Le devoir

d'ingérence cher à Bernard Kouchner s'exerce en faveur des Kurdes d'Irak, jamais en faveur de ceux de Turquie, pareillement soumis pourtant depuis des lustres à l'arbitraire et à la répression : la raison d'Etat empêche la commisération de franchir les frontières et explique que Bernard Kouchner ait accepté, en accompagnant récemment François Mitterrand à Ankara (ce que n'a pas fait M^{me} Mitterrand), de cautionner cette répression. C'était déjà fort regrettable. Aller jusqu'à laisser livrer aux autorités turques des militants kurdes — surtout membres du PKK — serait tout simplement criminel. Ce serait signer leur arrêt de mort. Autant dresser treize potences sur la place du Trocadéro, si pompeusement baptisée « esplanade des Droits-de-l'Homme ».

Qu'en dites-vous, monsieur Kouchner ?

Françoise Germain-Robin

LA CROIX — 3 septembre 1992

Turquie

La manière forte contre les Kurdes

ANKARA

CORRESPONDANCE SPÉCIALE

Les deux principaux dirigeants kurdes irakiens, Massoud Barzani et Jalal Talabani, dont les combattants contrôlent le nord de l'Irak, se sont engagés lundi à garantir la sécurité le long de la frontière turco-irakienne et à empêcher toute infiltration de guérilla de leur zone vers la Turquie. Annoncé à Ankara, cet engagement a valeur d'avertissement pour le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), organisation d'indépendantistes kurdes originaires de Turquie dont les attaques contre des postes de l'armée et de la police turcs sont en nette recrudescence depuis le début de l'année. Le dernier assaut, dimanche, d'un poste de gendarmerie dans la province de Hakkari, à l'extrême sud-est du pays, aurait fait plusieurs dizaines de morts.

Du 18 au 20 août les 50 000 habitants de la ville de Sîrnak, au sud-est, avaient subi plus de quarante heures de combats sporadiques au cours desquels le réseau électrique de la ville a été saboté, des véhicules civils écrasés et des bâtiments largement endommagés. Cas étrange, deux semaines après, les affrontements demeurent inexplicables.

Il n'y aurait eu que 14 victimes, ce qui peut paraître surprenant si on considère l'étendue des dégâts. D'après les premiers chiffres officiels, 1 000 militants du PKK auraient pris part à la violence. Puis, après révision, le nombre diminua jusqu'à 700 et finalement 500.

Plus de 4 500 victimes

Il semblerait qu'à la suite d'une première attaque du PKK, l'armée, formée en majeure partie de jeunes recrues

temporairement postées dans cette région, aurait réagi de façon extrême et tiré sans discernement sur un ennemi invisible.

Depuis 1984, les incidents liés au terrorisme ont fait plus de 400 victimes, en Turquie dont un tiers depuis le début de l'année. Les affrontements entre forces de sécurité et militants du PKK dans les régions du Sud-Est limitrophes de l'Irak, l'Iran et la Syrie, sont devenus des événements quotidiens. D'après les estimations officielles, le parti des travailleurs kurdes contrôle maintenant 11 000 combattants. Trois ans auparavant le chiffre était de 3 500.

Face à l'escalade de la violence kurde, et depuis les événements de Sîrnak, la présence militaire a été considérablement renforcée. Le 28 août, fait exceptionnel, le gouvernement et le conseil national de sécurité se sont réunis à Diyarbakir, capitale du Sud-Est, où ils ont affirmé leur détermination à « utiliser toutes les méthodes nécessaires pour lutter contre le terrorisme et protéger l'unité de la Turquie ».

Le conseil national de sécurité ne s'est pas contenté d'appuyer

la présence militaire. Il a aussi promis d'encourager l'investissement et de développer les services dans cette région très pauvre. Mais le durcissement du gouvernement était notable, après le rejet par le Parlement, quelques jours auparavant, d'un programme de démocratisation promis de longue date par le gouvernement.

Garantir plus de droits

Ce recul de l'assemblée menace la coalition gouvernementale où le DYP du premier ministre, Süleyman Demirel, fait preuve de moins de souplesse que son principal allié, le SHP du vice-premier ministre Erdal İnönü. Dans un rapport récent, le SHP a souligné que le gouverneur du Sud-Est — où un état d'urgence est actuellement imposé — ne devrait plus traiter la question kurde selon une vision simpliste de terrorisme, séparatisme et ordre public. Ce rapport recommande la reconnaissance d'une culture kurde distincte et l'autorisation d'enseigner la langue kurde dans les écoles.

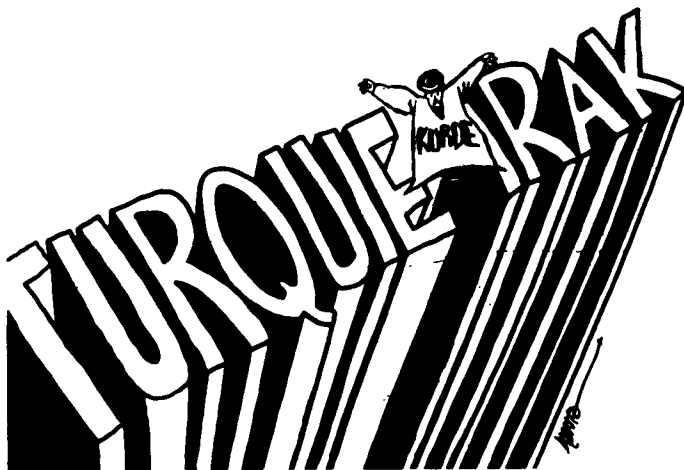
Garantir plus de droits pourrait rallier les Kurdes turcs. En

effet, la plupart d'entre eux se satisferaient certainement d'une plus grande liberté culturelle. Mais, actuellement, ce sont les opérations militaires qui prévalent. Le président de la République, Turgut Özal et le premier ministre semblent décidés à privilégier une campagne militaire contre les militants du PKK et ses sympathisants.

Ce conflit pourrait les relations de la Turquie avec ses voisins, la Syrie, les Kurdes d'Irak, mais aussi l'Iran. Le week-end dernier, après l'attaque dans la région de Hakkari, environ 500 terroristes du PKK basés en Iran, selon Ankara, se sont ensuite repliés derrière la frontière, poursuivis par l'armée turque. Téhéran a immédiatement accusé la Turquie de violation de son territoire tout en niant les opérations du PKK à partir de l'Iran.

Au nord de l'Irak, le PKK aurait réussi cet été à s'emparer de routes menant à la frontière avec la Turquie au prix d'affrontements avec ses « frères » d'Irak. Le nouvel engagement de Massoud Barzani et Jalal Talabani sera difficile à tenir.

Chris HELLIER



Ankara réaffirme son soutien à l'unité du pays

ISTANBUL

de notre correspondante

Reçus, il y a un mois, par M. James Baker, alors secrétaire d'Etat américain, des représentants de l'opposition irakienne - chiïtes, sunnites, kurdes et turkmènes - ont rencontré, mercredi 2 septembre, le président de la Turquie, M. Turgut Ozal à Ankara. MM. Jalal Talabani et Massoud Barzani, les dirigeants kurdes irakiens qui au fil des mois sont devenus des visiteurs familiers en Turquie, avaient auparavant eu des entretiens avec le premier ministre et le ministre des affaires étrangères.

En s'alliant avec des représentants des autres groupes ethniques irakiens, les dirigeants kurdes irakiens espèrent convaincre la Turquie qu'ils n'ont pas l'intention de créer un Etat kurde indépendant et que l'intégrité territoriale de l'Irak n'est pas menacée par l'établissement d'un Parlement kurde dans le nord du pays et l'interdiction de survol imposée à Bagdad par les alliés au sud du 32^e parallèle. Selon

M. Serchil Kazzaz, de l'Union patriotique du Kurdistan, un projet de gouvernement provisoire qui regrouperait les diverses factions de l'opposition irakienne dans le nord de l'Irak est encore « à l'étude ». Le ministère des affaires étrangères turc, qui se prononce pour le maintien de l'unité de l'Irak, refuse pour l'instant de considérer la possibilité de reconnaître un gouvernement autre que celui de Bagdad, même si en privé certains diplomates turcs admettent que la Turquie souhaite la chute de M. Saddam Hussein.

Les bonnes relations entre les Kurdes irakiens et la Turquie sont cependant menacées par les opérations lancées à partir du nord de l'Irak par les combattants kurdes séparatistes du PKK. Malgré leur apparent désir de coopérer, les Kurdes irakiens ne sont pas parvenus à contrôler les mouvements des militants du PKK, qui disposent de plusieurs camps sur leur territoire.

NICOLE POPE

Accord entre Kurdes et Turcs

Les Kurdes irakiens se sont engagés à empêcher toute guérilla contre la Turquie à partir de leur territoire.

Massoud Barzani et Jalal Talabani, principaux dirigeants kurdes irakiens, se sont engagés à empêcher toute guérilla contre la Turquie à partir de leur territoire. A l'issue d'une visite officielle à Ankara, les deux hommes ont promis lundi de prendre « toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité » le long des 331 kilomètres de frontière entre les deux pays. Cette volte-face va être entérinée par le Parlement local et le gouvernement, élus au Kurdistan irakien en mai.

Massoud Barzani et Jalal Talabani, respectivement chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), partent ainsi en guerre contre leurs frères kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Ce mouvement séparatiste, qui lutte pour la création d'un Etat indépendant en Turquie, utilise ses bases arrières dans le nord de l'Irak pour harceler les

forces de l'ordre.

Ankara avait mené à plusieurs reprises des raids aériens de l'autre côté de la frontière et se disait de plus en plus préoccupé par l'émergence d'un Kurdistan autonome, échappant au contrôle de Bagdad et susceptible de devenir un sanctuaire pour le PKK. Le mouvement opérait également à partir de la Syrie et de l'Iran. Mais le gouvernement de Damas, à la suite d'un accord conclu avec la Turquie en avril, a fait fermer deux camps d'entraînement du PKK, jusque-là placés sous son contrôle dans la plaine libanaise de la Bekaa. Ses dirigeants ont également été jugés indésirables dans la capitale syrienne.

Les deux principaux dirigeants kurdes irakiens ont fait cette déclaration après une rencontre de plus d'une heure lundi avec le Premier ministre turc, Hikmet Cetin, qu'ils ont qualifiée de « constructive ».

D'après AFP

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE September 5-6, 1992

Ankara Sees Threat In Iraq Exclusion Zones

By Alan Cowell
New York Times Service

ANKARA — Concerned that recent U.S. and allied actions in Iraq would embolden Kurdish separatists in southeastern Turkey, Prime Minister Suleyman Demirel has received assurances from President George Bush that the United States will continue to oppose creation of an independent Kurdish nation in the region.

But in an interview, the Turkish leader also said he remained concerned that recent efforts to create zones of protection for Kurdish and Shiite dissidents in northern and southern Iraq had weakened Iraq's territorial integrity.

Mr. Demirel added that he had told Iraqi leaders that unless Iraq makes peace with the world, the country would be broken up.

Turkey, a long-standing Western ally that played a major role in the Gulf War coalition against Iraq, is deeply worried that the creation of the two zones, by weakening Iraq's integrity, would make it easier for

its own rebellious Kurds to carry out their fight.

Among Turkey's population of 60 million are 10 million Kurds, of whom 6 million are in southeast Turkey, where the avowedly Marxist Kurdish Workers Party has been fighting a steadily growing war since 1984 for an independent Kurdish state.

As fighting has increased, 1,300 people have been killed this year, bringing the total in the last eight years to 4,500.

Leaders of the Kurds in northern Iraq say they oppose an independent Kurdish nation. Kurds in Iraq, in fact, have a strained relationship with Kurds in Turkey. Earlier this year, the Iraqi Kurds tried to prevent Turkish Kurds from infiltrating into Turkey.

■ 21 Killed in Clash

A total of 20 guerrillas and 1 police officer were reported killed Friday in a clash with Kurdish separatists in the southeast, Reuters reported from Ankara.

ECHO DU CENTRE — 5 septembre 1992

KURDES EXPULSES

L'axe Paris-Ankara

Le Comité de défense des libertés et des droits de l'homme en France et dans le monde dénonce la sollicitude à l'égard de la Turquie de MM. Ozal et Demirel du gouvernement français, qui vient d'expulser treize opposants Kurdes, « coupables » d'avoir « occupé durant quelques heures le ministère de M. Kouchner pour attirer l'attention de l'opinion sur les bombardements et la répression féroce que subissent les populations kurdes de Turquie ».

Le Comité, qui ne cache pas ses divergences avec certaines méthodes du principal mouvement de résistance kurde, n'oublie pas pour autant « les souffrances intolérables du peuple kurde et son combat légitime en faveur de la reconnaissance de ses droits fondamentaux, bafoués par les autorités turques », autant qu'en Iran ou en Irak.

Alors que la Turquie frappe à la porte de la Communauté européenne elle-même, le Comité demande le respect du droit d'asile et « attend du gouvernement français qu'il use de son influence pour obtenir le respect des droits de l'homme au Kurdistan de Turquie comme ailleurs ».

Face à Saddam, une opposition en miettes

Après la guerre du Golfe, les Américains ont envisagé différents scénarios pour renverser Saddam Hussein. L'un d'eux consiste à s'appuyer sur l'opposition irakienne. L'éclatement de l'opposition rend pourtant improbable la réalisation d'un tel scénario. Alors qu'une fois de plus la presse américaine (notamment le *Washington Post*) se fait l'écho d'une rumeur de coup d'Etat en Irak, le quotidien égyptien dresse l'inventaire de ses factions et de ses mouvances. Et surtout, il analyse la position des pays de la région – Iran, Arabie Saoudite et Syrie – qui la soutiennent.

Ibrahim Nawar - *Al Ahram* (Le Caire)



"Peut-être sera-t-il renversé par ses militaires." Dessin de Mike Peters paru dans le *Dayton Daily News*

Le régime de Saddam a perdu toute légitimité. Il est incapable de faire face aux problèmes du pays et d'assurer son intégrité territoriale. Isolé à l'échelle arabe, boycotté à l'échelle internationale, le régime ne peut évidemment pas laisser agir les forces du changement en Irak. Car un régime, quel qu'il soit, ne disparaît pas simplement parce que rien ne le justifie plus, mais surtout parce que l'opposition est animée d'une volonté de changement qu'elle traduit sur le terrain. L'opposition irakienne, hélas, est loin de satisfaire à cette exigence.

Les Kurdes qui rêvaient de créer un Etat démocratique, bi- ou multinational ont dû refréner leurs ambitions, et se contenter de proclamer leur autonomie sous la protection des avions américains et britanniques, sans laquelle le Kurdistan serait encore sous le joug irakien.

La majorité chiite du sud de l'Irak a essayé d'instaurer dans l'ensemble du pays un nouveau régime, sinon islamique, du moins à coloration islamique. Le moment venu, lors de l'insur-

rection de mars 1991, les forces politiques chiites ont été incapables de prévoir les changements de la société irakienne, de sentir la force de l'insurrection des officiers de confession sunnite exclus de leurs rangs. La vision d'avenir des chiites, d'ailleurs trop parcellaire, les a empêchés d'entretenir des relations avec les forces démocratiques.

Les conséquences de l'insurrection de mars 1991 sur les différents appareils du pouvoir contrôlés par Saddam ont été catastrophiques. Les officiers, aussi bien que les petits cadres du parti Baas, ont craint pour leur vie. Aussi, repliés autour de Saddam, ils ont transformé Bagdad en forteresse.

On ne peut pas comprendre ce qui se passe en Irak, et ce qui pourrait s'y passer à l'avenir, sans se référer à cette longue histoire faite de guerres et de tueries entre chiites et sunnites. Des siècles entiers de violence mutuelle se trouvent derrière l'"esprit de vengeance" au cœur de chaque citoyen. Si jamais les chiites prennent en main la destinée de l'Irak, du sang coulera dans

les eaux du Tigre et de l'Euphrate.

A l'heure actuelle, on ne peut pas non plus négliger l'impact que la conjoncture dans cette région du monde peut avoir sur l'avenir de l'Irak. Après l'abandon par les partis chiites (comme le Parti de la profession de la foi et le Parti de l'œuvre islamique, rassemblés au sein du Haut Conseil de la révolution islamique dirigé par Mohamed Baqer al-Hakim) de l'idée de créer une république islamique en Irak, les forces régionales conservatrices, sous la houlette de l'Arabie Saoudite, ont trouvé un prétexte pour se rapprocher d'eux. De la même façon, la Syrie, qui avait créé une coalition des principaux partis irakiens de l'opposition appelée Comité collectif d'action, n'écarterait pas l'hypothèse d'un rapprochement avec de nouvelles formations politiques, telles que le Conseil libre irakien ou le Parti de l'entente nationale irakienne, pourtant sous la coupe des Saoudiens.

Après être tombés d'accord sur la nécessité d'un changement de régime en Irak, trois pays connus dans les

milieux de l'opposition irakienne sous le nom des Pays de la résolution - à savoir l'Arabie Saoudite, la Syrie et l'Irak - ont décidé la création d'une commission tripartite. Constituée il y a un an, la commission composée des trois ministres des Affaires étrangères et des responsables des services de renseignement devait élaborer une stratégie alternative en Irak. Elle a tenu des réunions à Damas, Téhéran et Riyad. Bien que voisine de l'Irak et concernée par l'avenir de la région, la Turquie en a été écartée. L'Égypte, qui a pourtant une forte présence en Irak, a également été exclue de la commission.

Toutefois les trois pays n'ont pas pu se mettre d'accord : l'Arabie Saoudite craignait l'influence que pourrait avoir l'Irak sur les partis chiïtes ; la Syrie, ne faisant confiance qu'aux seuls partis baasistes sous sa coupe, redoutait le pouvoir corrupteur de l'argent saoudien sur les partis d'opposition ; Téhéran, enfin, avait peur que la Syrie ne vienne se servir sur ses frontières. Si l'Irak rêve d'une république islamique en Irak, la Syrie pour sa part caresse l'espoir de créer un régime baasiste inféodé à Damas. Ce désaccord fondamental a empêché les trois parties d'organiser le deuxième congrès général de l'opposition.

Les tentatives faites par les opposants irakiens auprès des trois pays pour la tenue de ce congrès n'ont rien donné. C'est ce qui a conduit un certain nombre d'organisations, par ailleurs marginales, à tenir un congrès à Vienne au mois de juin dernier. De ce congrès est né un rassemblement de plus, le Congrès national irakien.

Il reste cependant possible de classer les grandes familles de l'opposition irakienne. Composée de plus de soixante-dix partis politiques, y compris ceux dont on peut compter les membres sur les doigts de la main, elle est sous-tendue par six grandes tendances politiques.

La mouvance islamiste

Elle comprend un grand nombre de partis, en majorité chiïtes, mais qui se trouvent sous l'obédience d'une même direction, celle du Conseil supérieur de la révolution islamique en Irak, présidé par Mohamed Baqer al-Hakim. La plupart des responsables du Conseil vivent à Téhéran. Parmi les grandes organisations du Conseil, citons le Parti de la profession de la foi et l'Organisation de l'œuvre islamique. À côté de ces organisations chiïtes, il existe un grand nombre d'organisations sunnites, comme le Bloc islamique ou les Frères musulmans. Les organisations chiïtes

tirent leur force de leur histoire relativement longue, puisque le Parti de la profession de la foi islamique a été créé en 1957. Ces organisations, dont certaines ont des branches armées, sont soutenues matériellement par l'Irak. Il existe aussi des partis islamiques kurdes, tel le Mouvement islamique du Kurdistan. Néanmoins ces partis refusent d'adhérer au Conseil.

Le courant nationaliste

Il comprend diverses organisations, celles de la mouvance nationaliste arabe et celles de la mouvance nationaliste kurde sont généralement considérées comme les plus puissantes. Les organisations nationalistes kurdes ont formé un Front national dirigé par deux leaders kurdes, Massoud Barzani, chef du Parti démocratique et Jalal Talabani, chef de l'Union nationale. Les partis nationalistes arabes n'ont joué aucun rôle au sein de l'opposition irakienne. L'un de ses leaders actuels n'est autre que l'ancien vice-président et ancien Premier ministre Abderrazak Aref.

Le "courant démocratique"

Il comprend un grand nombre de partis et de mouvements politiques, anciens et nouveaux, tels que le Parti communiste irakien, l'Union des démocrates irakiens et d'autres formations. Le long combat mené par le Parti communiste irakien qui refuse jusqu'à présent de renoncer à cette appellation, lui vaut le respect des milieux intellectuels et des Kurdes irakiens, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du pays. Toutefois l'influence du parti dans l'ensemble de l'Irak reste très limitée.

Le courant baasiste

Tous les baasistes ne sont pas d'accord avec Saddam Hussein, tant s'en faut. Il existe probablement des centaines de milliers de cadres qui s'opposent à la direction actuelle du parti. Il y a aussi des milliers de militants mis en prison pour leur fidélité aux anciens dirigeants du parti ou à la suite de purges internes. À cause du nombre grandissant d'organisations satellites du parti Baas au pouvoir, on estime ses effectifs à un million, voire un million et demi de militants. Ceux-là constituent une force politique importante qu'il faudrait prendre en considération en cas de changement. En revanche, les organisations baasistes chapeautées par la Syrie ne jouissent d'aucune influence en Irak. Au cours des deux dernières années, des dirigeants baasistes en exil, dont certains

occupaient de hautes responsabilités dans l'appareil d'Etat, ont commencé à s'activer pour former des partis politiques capables d'assimiler la force de changement qui anime le parti Baas. C'est ainsi qu'ont été créés entre autres les Commissions nationales pour le salut de l'Irak, le Parti de l'entente nationale, le Front démocratique du salut national, devenu Parti démocratique unifié. Parmi les grandes figures de l'opposition baasiste qui vivent en exil, il faut citer l'ancien ministre de l'Information, Salah Omar al-Ali ; Archad Tawfik, un ancien ambassadeur ; l'ancien ministre de l'Economie, Salah Chakhili, et celui des Affaires sociales, Choukri Salah Zaki ; Iyyad Allaoui, ancien dirigeant du parti à l'étranger ; et Hani el-Fakiki, ancien membre de la direction du parti sous l'ancien régime du président Ahmed Hassan el-Bakr.

Le courant libéral

C'est le plus faible des courants d'opposition. Il est dirigé par Saad Saleh Jabr et Sadek al-Atiyya, fondateurs auparavant du Nouveau Parti de la nation, dans la continuité de l'ancien parti du même nom. Pendant la guerre du Golfe, l'Arabie Saoudite avait poussé ces deux dirigeants à créer un grand rassemblement des forces libérales irakiennes ; après avoir dissous le Nouveau Parti de la nation, ils réussirent à créer le Conseil irakien libre. La création de ce conseil avait soulevé quelques remous à cause de sa composition faite d'Arabes, de Kurdes, de chiïtes et de sunnites. Car, à la différence des autres partis d'opposition, le point fort de leur stratégie résidait dans leur conception du libéralisme économique et des libertés politiques, seule voie pour la construction d'un nouveau régime en Irak.

Mais des déchirements internes ont fini par avoir raison du conseil, toujours à cause d'une confrontation pour le partage d'un pouvoir hypothétique. Le conseil a connu deux grandes divisions qui lui ont retiré toute crédibilité auprès du peuple. Il existe un grand nombre de petites formations qui se déclarent libérales. Les unes ont une influence sur le milieu intellectuel qui vit en exil, comme la Charte 91. Les organisations libérales irakiennes restent cependant en général fragiles, fragmentaires et sans aucun poids.

Les militaires

Bien que les anciens militaires irakiens, voire ceux qui ont quitté l'Irak après l'échec de l'insurrection de mars 1991, se soient fondus dans différentes organisa-

tions, ils jouissent néanmoins d'une relative indépendance à l'intérieur de ces mêmes organisations. Ils trouvent respect et écoute auprès des différents milieux irakiens, qu'ils soient arabes, kurdes, chiïtes, sunnites, civils ou militaires, militants ou apolitiques. Parmi les plus grands militaires qui luttent au côté de l'opposition irakienne, il y a le général Abdelwahab al-Amine. Il a été l'un des meneurs du renversement du régime monarchique en 1958. Un certain nombre de militaires aussi bien généraux de brigade que sous-lieutenants, qui avaient participé à l'insurrection de mars 1991, ont fui l'Irak. Si des militaires ont rejoint des organisations politiques, d'autres ont gardé les coudées franches, comme les Officiers libres.

Depuis les frontières de pays voisins, des militaires ont tenté de mener des actions contre le régime de Saddam, mais ces pays ont soit refusé catégoriquement de servir de base arrière, soit demandé de superviser les opérations. C'est ce qui explique la faible portée des opérations armées après l'échec de l'insurrection de 1991.

Dans l'état actuel des choses, il est difficile d'imaginer que l'opposition puisse renverser Saddam. Il est d'ailleurs égale-

ment difficile de renverser le régime de l'extérieur, sauf dans le cas où des opérations de grande envergure seraient lancées, en semant un peu plus d'anarchie et en s'appuyant sur une force locale pour porter un coup définitif. Puisque cela n'est pas encore à l'ordre du jour, du moins jusqu'à la fin des élections américaines de novembre prochain, la solution serait de briser le régime de l'intérieur. Pour cela, il faudra que

l'opposition à l'intérieur et à l'extérieur puisse bénéficier d'un certain nombre d'appuis internes, régionaux et internationaux pour préparer l'instrument adéquat capable de briser le régime de l'intérieur, s'assurer une direction politique capable de préserver l'unité et la sécurité du pays et préparer le terrain à un pouvoir de transition en attendant que le peuple irakien ait la possibilité de s'exprimer démocratiquement. ■

Armes chimiques : surveiller et détruire...

Courrier International

Le peu d'empressement des autorités irakiennes à accorder aux inspecteurs de l'ONU le libre accès au ministère irakien de l'Agriculture est de mauvais augure. Pourtant... 1993 devrait être l'année de la Convention internationale sur l'interdiction des armes chimiques, dite de la Commission de désarmement à Genève, où trente-neuf négociateurs sont en train de peaufiner le texte. Paris devrait être l'hôte de cette conférence, conformément aux vœux exprimés par la pétition Mitterrand lors de la précédente rencontre en 1992. Pour

les Etats-Unis, la question de la destruction des stocks est sur le point d'être réglée. Selon le *Jane's Defence Weekly*, ils ont déjà signé un accord avec les Russes pour les aider à en détruire 40 000 tonnes. Coût : 25 millions de dollars. Toutefois, l'importance du stock soviétique rend improbable une destruction totale en l'espace de dix ans. Les Canadiens prétendent avoir résolu certains aspects techniques du problème, notamment, révèle le bimensuel *Defence News*, un nouveau système d'incinération des gaz de combat. ■

LA MARSILLAISE — 6 septembre 1992

LES AUTORITES TURQUES SUR LA SELLETTE

Le secrétaire général de l'association de défense des droits de l'homme de Turquie a accusé samedi les autorités turques de "n'avoir pas dit la vérité" sur l'attaque le 18 août contre Sirkak (26 morts) suivie d'une répression militaire qui a conduit à l'exode la population majoritairement kurde de cette ville proche de la frontière irakienne.

Un envoyé spécial de l'AFP est entré samedi à Sirkak avec une délégation de 28 présidents d'organisations de défense des droits de l'homme venus de toute la Turquie enquêter sur les violations des droits de l'homme dont se sont plaints les habitants après cette attaque attribuée par les autorités aux rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, principal mouvement séparatiste kurde de Turquie).

La délégation a pu constater que de nombreux magasins avaient été incendiés. "Par les forces de sécurité qui ont tiré à partir des chars", ont affirmé de rares habitants encore présents. "Cela veut dire que les officiels n'ont pas dit la vérité", a estimé M. Birdal.

L'INDEPENDANT — 6 septembre 1992

Turquie : une vingtaine de rebelles kurdes tués au mont Ararat

ANKARA. — Des troupes turques appuyées par des avions et des hélicoptères ont tué une vingtaine de rebelles du Parti des travailleurs kurdes (PKK) lors d'affrontements sur le mont Ararat. « Nous pensons que vingt terroristes ont été tués sur un total de 40. Les terroristes qui ont survécu aux affrontements ont emporté avec eux les corps de leurs amis », a déclaré Ismet Metin, cité par l'agence anatolienne de presse. Les rebelles seraient entrés en Turquie depuis l'Iran. L'agence anatolienne rapporte par ailleurs qu'un rebelle du PKK a été tué lors d'un accrochage avec les forces de sécurité à Dogubeyazit, toujours dans la région du mont Ararat.

Les affrontements entre le PKK, qui réclame l'indépendance du Kurdistan turc, et les forces de sécurité ont fait plus de 1 400 morts cette année.

ACCROCHAGES MEURTRIERS ENTRE MILITANTS KURDES ET SOLDATS TURCS AU PIED DE L'ARARAT

Les forces armées turques avaient bien tenté de limiter le champ d'action des rebelles kurdes à la partie sud de l'Anatolie orientale, mais c'est apparemment sans succès puisque les combats s'étendent désormais aux régions frontalières d'une Transcaucasie en pleine ébullition, augmentant les craintes d'une destabilisation régionale. Alors que les troupes turques multiplient les raids dans le nord de l'Irak pour tenter de couper les arrières des militants du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), c'est plus au nord, au pied du Mont Ararat, que se sont produits des accrochages très meurtriers ce week-end, faisant 45 morts et quatre blessés selon un bilan communiqué dimanche.

Selon plusieurs sources concordantes, 20 rebelles du PKK auraient été tués samedi lors d'un accrochage au pied du mont Ararat. Les militants kurdes se seraient infiltrés en territoire turc à partir de l'Iran ; 18 autres rebelles auraient été tués et quatre gendarmes blessés près de la ville de Ardahan, au nord de l'Ararat, non loin de la frontière géorgienne, lors d'un accrochage entre forces de l'ordre et rebelles du PKK, dans le cadre d'une opération de ratissage déclenchée par les soldats turcs.

Les informations selon lesquelles des militants kurdes auraient installé des bases arrières en Iran ne peuvent que jeter un froid dans les relations déjà tendues entre Ankara et Téhéran qui a toujours démenti de

telles accusations de la part de la Turquie. L'affaiblissement de l'Irak consécutif à la guerre du Golfe à laquelle la Turquie a participé aux côtés de la coalition occidentale autorise la Turquie, sans accords préalables avec Bagdad, à effectuer des raids punitifs dans le nord irakien ; l'armée turque bombarderait ainsi depuis mercredi la région de Barwari dans le nord irakien sous contrôle des combattants kurdes d'Irak, dans des zones où seraient installés des camps de rebelles kurdes de Turquie. Le gouverneur de l'état d'urgence de l'est et du sud-est anatolien, M. Unal Erkan, avait bien démenti jeudi l'existence d'une opération trans-frontière, mais il avait précisé qu'une opération aéro-terrestre était menée dans la montagne de Cudi (près de Sirkak), en territoire turc, à une dizaine de kilomètres de la frontière turco-irakienne, contre des « rebelles séparatistes ».

De telles opérations sont pour l'instant peu probables en territoire iranien ; l'Iran, principal rival de la Turquie dans la région, ne saurait tolérer en effet une violation de son territoire, fût-ce au nom d'une répression d'un nationalisme kurde qu'il est loin de soutenir.

Gendarme des Balkans ?

Confrontée à l'augmentation des incidents armés avec les rebelles kurdes, la Turquie n'en oublie pas pour autant ses « responsabilités » auprès des musulmans des Balkans, dont elle s'estime la protectrice,

ԿՍՄՔ
garmk

QUOTIDIEN ARMENIEN

7-8 SEPTEMBRE 1992

jouant là aussi la carte de la rivalité avec l'Iran. Ankara jouit à cet égard d'un crédit important auprès des Occidentaux qui voient dans la Turquie, membre de l'OTAN et tenant d'une conception « occidentale » de l'Islam, une courroie de transmission acceptable pour des Balkans en pleine mutation. On ne sait toutefois pas encore comment sera reçue la proposition de la Turquie de réserver une unité de 1 000 hommes à l'OTAN dans le cadre de la décision de l'Alliance atlantique de mettre 6 000 soldats et des moyens logistiques à la disposition de l'ONU pour protéger les convois humanitaires de Bosnie-Herzégovine. Cette offre a été communiquée à l'OTAN mercredi dernier à Bruxelles, lors de la réunion des ambassadeurs de seize pays membres.

La Turquie, « inquiète » du sort de la communauté musulmane de Bosnie avec laquelle elle a des relations historiques, culturelles et religieuses, avait à plusieurs reprises annoncé « être prête à participer » à une force internationale sous le patronage de l'ONU « pour arrêter l'agression serbe » en Bosnie. Une « agression serbe » qu'Ankara avait proposé de contrer par un « plan d'action » prévoyant notamment le bombardement d'une trentaine de positions serbes autour de Sarajevo par des F-15 et F-16, « plan » soumis en août dernier aux cinq membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU. Il reste que les Occidentaux devront compter avec la Grèce, traditionnellement alliée de la Serbie, qui s'inquiète des prérogatives de la Turquie dans les Balkans.

Le Monde — 7 septembre 1992

Ancien maire de Diyarbakir

M. Mehdi Zana s'inquiète de la dégradation de la situation des Kurdes en Turquie

De nouveaux affrontements entre l'armée turque et des séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan ont fait vingt et un morts (vingt rebelles, un gendarme), jeudi 3 septembre, dans le Sud-Est anatolien à majorité kurde, a indiqué vendredi l'agence semi-officielle Anadolu. Pour la première fois, une chaîne de télévision privée a diffusé, vendredi, des images d'une opération militaire importante, en cours depuis trois jours, contre le PKK.

Ancien maire de Diyarbakir, la capitale régionale du sud-est de la Turquie à majorité kurde, M. Mehdi Zana, l'un des représentants les plus en vue de cette minorité de quelque douze millions de personnes, a passé plus de dix ans en prison. En 1983, notamment, il avait été condamné à vingt-quatre ans d'emprisonnement, pour tentative d'établissement d'un Etat kurde indépendant.

Libéré il y a un an, M. Zana a été de nouveau arrêté le 30 juillet et placé en garde à vue jusqu'au 11 août. M. Zana, dont l'épouse est député de Diyarbakir, est officiellement accusé d'être un sympathisant du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) et d'être un collecteur de fonds pour ce mouvement.

Encore sous le coup de plusieurs inculpations, mais laissé en liberté, M. Zana, de passage à Paris, nous

a donné sa propre version des faits, tout en développant une analyse de la situation politique qui confirme la dégradation des relations entre la population turque et les Kurdes de Turquie. Selon lui, les hommes qui se sont présentés à son domicile, le 30 juillet à 4 heures du matin, voulaient tout simplement « le tuer ». Il s'agissait, dit-il, d'une « équipe spéciale ». Même le poste de police du quartier, selon lui, ignorait cette intervention. Sauvé, d'après son récit, par une porte blindée qui a résisté aux assauts, il a eu le temps d'alerter par téléphone journalistes et hommes politiques. A 8 heures du matin, l'équipe spéciale a été remplacée par des policiers « normaux » qui l'ont arrêté.

M. Zana souligne que les autorités turques, depuis sa libération, ont tout fait pour qu'il quitte le pays et, faute d'avoir obtenu son départ, « essaient tout pour le faire disparaître ». Il est, dit-il, loin d'être le seul dans ce cas : « Ils essaient de tuer tous les intellectuels progressistes patriotes kurdes ».

Vers de nouveaux « massacres » ?

Face aux violences du PKK, M. Zana, dans le passé, faisait figure de modéré. Il rappelle ses désaccords avec les dirigeants de cette organisation, qui « ont commis des erreurs », mais affirme aujourd'hui, compte tenu de la détérioration de la situation des Kurdes, qu'il faut appuyer le PKK — qui, comme d'autres, fait partie

du « mouvement national » — car « la population le soutient ». Au passage, M. Zana accuse l'armée et l'Etat turcs d'organiser eux-mêmes des « massacres » sous le nom du PKK, afin de le discréditer. Pourtant, M. Zana ne partage pas l'inspiration marxiste-léniniste du PKK : « Cette idéologie n'est pas bonne, elle n'apportera rien au mouvement national » kurde.

« Tout le pays », tient à rappeler l'ancien maire, sait qu'il a toujours été partisan d'une politique de réconciliation entre les deux communautés : « Pourquoi le peuple kurde ne vivrait-il pas avec le peuple turc dans des conditions d'égalité ? », s'interroge-t-il. Mais il constate aujourd'hui qu'aucune « réponse positive » ne vient du gouvernement ni de la population turque. Il pense même que de nouveaux « massacres » pourraient avoir lieu, aussi bien dans le Sud-Est que dans les villes de l'ouest du pays, où vivent plusieurs millions de Kurdes. Déjà, dans certaines de ces villes, des commerçants kurdes seraient victimes d'un boycott organisé, et des attaques contre ces populations — « des sortes de pogroms », précise-t-il — seraient en préparation.

Après des années de lutte, le constat que dresse M. Zana est amer. Selon lui, le fossé entre les Kurdes et les Turcs continue de s'agrandir. M. Zana ne cache pas que, si la situation des Kurdes de Turquie ne s'améliore pas, il se ralliera à l'idée de l'indépendance.

J.-L. A.

LE QUOTIDIEN
DE PARIS
7 septembre 1992

depuis le début des violences liées au séparatisme kurde en Turquie, il y a huit ans. D'autre part, le secrétaire général de l'association de défense des droits de l'homme de Turquie a accusé samedi les autorités turques de « n'avoir pas dit la vérité » sur l'attaque le 18 août contre Sîrnak (26 morts) suivie d'une répression militaire qui a conduit à l'exode la population majoritairement kurde de cette ville proche de la frontière irakienne.

« Une guerre a commencé, mais elle ne se déroule pas selon les règles de la guerre », a déclaré M. Akin Birdal : « Si nous ne disons rien, cela pourra se reproduire en d'autres lieux à d'autres moments », a poursuivi le secrétaire général de l'association turque de défense des droits de l'homme. Il a annoncé son intention de rédiger un rapport qu'il doit faire parvenir au gouvernement turc et aux organisations humanitaires internationales.

« Nous n'avons rien vu qui permette de confirmer les rapports officiels concernant les destructions des bâtiments publics », a-t-il expliqué dans un commentaire des déclarations officielles reprises par la presse turque sur de graves dégâts infligés par les rebelles au quartier général de la police, à la caserne de gendarmerie et aux autres bâtiments officiels. L'annonce de ces « destructions » avait servi à justifier la répression de l'armée qui a duré quarante-huit heures. « En fait, a-t-il ajouté, c'est la population qui a été touchée » lors des affrontements. Les véritables destructions dans la ville concernent les bâtiments d'habitation tandis que de nombreux magasins ont été incendiés. « Par les forces de sécurité qui ont tiré à partir des chars », ont affirmé de rares habitants encore présents. « Il faut dire qu'il s'agit d'un massacre. Nous demanderons des explications et des punitions », a dit M. Birdal en se déclarant « choqué » de ce qu'il avait vu.

« Rien ne justifie le massacre d'un groupe ethnique », a-t-il conclu.

Turquie

Les Kurdes en guérilla

Il n'y a pas de jours sans qu'un nouveau bilan meurtrier émane de l'Est anatolien, où les combats entre la guérilla indépendantiste kurde et les forces de l'ordre turques font rage.

Pas moins de 45 personnes ont été tuées et quatre autres blessées en vingt-quatre heures dans l'Est anatolien lors de deux accrochages entre forces de l'ordre et rebelles indépendantistes kurdes et l'attaque de rebelles contre des véhicules civils. Vingt rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués samedi dans un accrochage au pied du mont Agri (Ara-

rat), après s'être infiltrés en territoire turc d'Iran.

En outre, dix-huit autres rebelles ont été tués et quatre gendarmes blessés près de la ville de Ardahan, au nord du mont Ararat, non loin de la frontière géorgienne, lors d'un accrochage entre forces de l'ordre et militants du PKK, lors d'une opération de ratissage. Sept civils ont été en outre abattus et deux autres enlevés dans la région de Bingol (est) par des rebelles PKK qui ont barré la route pour procéder à des « contrôles d'identité » sur la route menant de Bingol à la commune de Genc.

Plus de 4 500 personnes (rebelles, civils et soldats), ont trouvé la mort

Le Monde

7 septembre 1992

Il y a soixante-dix ans

Le premier gouvernement kurde

SEPTEMBRE 1922. Les Britanniques rappellent un de leurs anciens clients, Cheikh Mahmoud Barzandji (1880-1956), chef d'une famille kurde influente. Ils le nomment *hukumdar* (gouverneur) du vilayet (district) de Mossoul, riche en pétrole. Il s'empresse, lui, de se proclamer roi du Kurdistan, puis il forme un cabinet de huit membres, émet des timbres postaux et fiscaux, lève des taxes sur le tabac et publie un journal, *Roj-i-Kurdistan* (*Soleil du Kurdistan*).

C'est le premier gouvernement kurde constitué au vingtième siècle. Son existence éphémère illustre le drame d'un peuple sans Etat qui compte actuellement près de 25 millions d'âmes réparties entre la Turquie, l'Irak, la Syrie et l'ex-URSS. Depuis le seizième siècle, dernière époque d'une fugitive grandeur sans comparaison avec celle, bien lointaine, de Saladin (1138-1193) les Kurdes ont été victimes des ambitions des deux empires perse et ottoman, mais aussi de leurs propres divisions; comme le note Stéphane Yerasimos, « *l'adversaire principal d'un Kurde fut le plus souvent le Kurde de la tribu voisine* ». Depuis le début de notre siècle, ils subissent aussi le jeu des grandes puissances qui défendent cyniquement leurs intérêts.

Deux négociations secrètes, conclues au début de la première guerre mondiale, nous éclairent. En 1915, McMahon, haut-commissaire britannique au Caire, promet au chérif Hussein de La Mecque la création d'un royaume arabe que ce dernier réclame en échange de son entrée en guerre au côté des alliés. En mars 1916, l'Anglais sir Mark Sikes et le Français Georges Picot concluent l'accord qui porte leur nom. Anticipant la défaite de l'empire ottoman, allié de l'Allemagne de Guillaume II, ils se partagent ses dépouilles : à Londres, la Palestine et la Basse Mésopotamie; à Paris, la Syrie, le Liban et Mossoul.

Croissant rouge sur fond vert

En réalité, peu désireux de renoncer à ce vilayet kurde, les Britanniques s'emploieront à le récupérer avec une machiavélique ténacité. Le 11 mars 1917, leurs troupes s'adjugent un avantage stratégique sur les Français



Cheikh Mahmoud Barzandji. (Photo El Dorado, Bagdad. Tiré de *Kurds, Turks and Arabs*, de C. J. Edmonds. Oxford University Press (1957). Bibliothèque de l'Institut kurde de Paris.)

en s'emparant de Bagdad : elles occuperont Mossoul, sans coup férir, sitôt signé par les Turcs, le 30 octobre 1918, l'armistice de Moudros. Deux mois après, Cheikh Mahmoud est nommé gouverneur une première fois.

Les Britanniques découvrent alors que leur homme utilise des bandes armées pour « terroriser » Suleymania, au sud-est de Mossoul, afin de renforcer son autorité contestée par d'autres chefs de tribus. En avril 1919, ils décident donc de limiter ses pouvoirs. Cheikh Mahmoud riposte : ses partisans s'emparent du Bureau politique britannique de Suleymania, arrêtent ses occupants, saisissent les fonds et remplacent l'Union Jack par le drapeau kurde, croissant rouge sur fond vert. En mai, il proclame l'indépendance du Kurdis-

tan; des tribus kurdes d'Irak se rallient aussitôt à cet « Etat ». Un détachement britannique dépêché de Kirkouk pour mater la rébellion est mis en déroute! Cheikh Mahmoud est finalement arrêté en juin; condamné à mort, il sera grâcié puis exilé en Inde.

Les Britanniques qui, en novembre 1917, avaient promis aux dirigeants sionistes la création d'un « Foyer national juif » en Palestine, n'ont pu tenir les engagements pris avec le chérif Hussein : proclamé roi des Arabes à Damas, son fils Fayçal en avait été chassé par les Français, en 1920. Pour le dédommager, les Anglais constituent le royaume d'Irak avec les deux vilayets de Bagdad et de Bassorah et l'installent sur le trône. Parallèlement, ils procéderont à

un premier partage de la Palestine afin de créer le royaume de Transjordanie, qu'ils attribueront à son frère Abdallah.

Le 10 août de cette année 1920, le traité de Sèvres est signé avec la Sublime Porte. Les articles 88 et 93 prévoient un Etat arménien indépendant dans les limites des vilayets de Trébizonde, Erzerum, Van et Bitlis. Quant aux articles 62, 63 et 64, ils envisagent l'autonomie pour les Kurdes vivant dans les régions « situées à l'est de l'Euphrate, au sud de la frontière méridionale de l'Arménie (...) et au nord de la frontière de la Turquie avec la Syrie et la Mésopotamie ». Sont donc exclus les Kurdes de Perse et ceux du vilayet de Mossoul.

Or, dans le même temps, Mustapha Kemal Atatürk mène une guerre d'indépendance pour limiter le dépeçage de l'empire ottoman et constituer la Turquie moderne. Il continue de revendiquer Mossoul. Pour calmer l'agitation des Kurdes qui entendent concrétiser leur souveraineté, les Anglais, non sans arrière-pensées, rappellent donc Cheikh Mahmoud en septembre 1922. Le 24 décembre, le Royaume-Uni, puissance mandataire, communique à la Société des nations une déclaration commune rédigée avec l'Irak. Elle reconnaît « le droit des Kurdes vivant à l'intérieur des frontières de l'Irak à établir un gouvernement kurde », et formule l'espoir que « les différents éléments kurdes arriveront, dès que possible, à un arrangement entre eux pour ce qui est de la forme qu'ils désirent que le gouvernement revête et sur les limites où il veut s'étendre ».

Cette manœuvre juridique ne tarde pas à donner les résultats escomptés par les Britanniques. Ils n'ignorent pas, en effet, que les vieilles familles kurdes de Kirkouk et de Mossoul ne veulent ni du « roi de Suleymania » ni du « roi de Bagdad » mais que, rivales entre elles, chacune convoite le pouvoir. Promesses discrètes et fonds secrets attisent si bien les tensions que la RAF en prend prétexte pour rétablir l'ordre. Le 3 mars 1923, le roi Mahmoud cherche refuge au Kurdistan d'Irak, où il fonde le journal *Bang-ê-Heqq* (*l'Appel au Droit*).

Atatürk victorieux obtient; le 20 novembre 1923, la signature du traité de Lausanne qui tire un trait sur les promesses d'Ar-

de Mossoul

ménie indépendante et de Kurdistan autonome. Ismet Inonu, premier ministre turc, réclame toujours Mossoul parce que « la Turquie est la mère-patrie des Turcs et des Kurdes » ; Lord Curzon rétorque : « les populations de Mossoul et de l'Irak ont choisi librement de vivre ensemble ».

Le 16 décembre 1925, conformément au vœu de Londres, la SDN décide le rattachement à l'Irak du vilayet qui devient le Kurdistan irakien. Sept mois plus tard, un accord entre Ankara (qui ne reconnaît pas la SDN), Londres et Bagdad entérine la décision. En 1927, la Turkish Petroleum Company (anglo-allemande) est dissoute. Elle est remplacée par l'Irak Petroleum Company.

Pour avoir renoncé à l'armistice au vilayet de Mossoul, le gouvernement français reçoit, en dédommagement, 23,75 % des actions représentant la part allemande de la TPC ; il les attribue à la Compagnie française des pétroles (CFP). Les Kurdes sont désormais divisés entre cinq Etats, mais les Anglais ont judicieusement réparti leurs zones d'intérêts pétroliers (et par là-même les risques) entre Mossoul, dans le nord de l'Irak, et Roumeilah, dans le sud, le Koweït, dont Sir Percy Cox, haut-commissaire, avait tracé les frontières lors de l'accord d'Uqair avec l'Arabie, en décembre 1922, les autres émirats du Golfe persique et, enfin, Abadan, fief de l'Iranian Oil.

1930. Dernier épisode de ce premier acte : alors que Londres vient de conclure un traité d'alliance avec le roi d'Irak, des troubles éclatent, en septembre, à Suleymania et opposent les Kurdes aux forces irakiennes. Cheikh Mahmoud profite des circonstances pour reprendre le pouvoir. Incapable de mater l'insurrection, le gouvernement irakien lance un SOS à son allié britannique. La RAF intervient. Mahmoud résiste huit mois, avant de se rendre. Il est mis en résidence surveillée à Bagdad.

Le soulèvement de Mustapha Barzani

Deuxième acte. Un au re chef de tribu, Mustapha Barzani (1902-1979) anime, de 1943 à 1945, un vaste soulèvement nationaliste. La RAF le contraint

à gagner l'Irak. Depuis le début de la seconde guerre mondiale, les Kurdes iraniens vivent pratiquement libres dans leur *no man's land* montagneux situé entre les zones occupées au sud par les Anglais, au nord par les Soviétiques.

Barzani et ses partisans participent, le 22 janvier 1946, à la proclamation de la République kurde à Mahabad. Un gouvernement est constitué : le kurde devient langue officielle et tous les fonctionnaires sont désormais autochtones. Le gouvernement se déclare prêt à renouer des relations avec Téhéran à condition que des lois démocratiques soient appliquées dans tout l'Irak et que des élections législatives soient organisées librement et « sans la pression de l'armée ».

Le gouvernement du chah accepte mais demande l'autorisation d'envoyer des troupes à Mahabad pour assurer la liberté de la consultation. Le président de la République kurde acquiesce. Inconsidérément ! Le 15 décembre, les forces iraniennes entrent dans la ville ; le 17 tous les notables sont arrêtés (la plupart seront exécutés trois mois plus tard) tandis que Barzani, pourchassé par les forces d'Ankara, de Bagdad et de Téhéran n'a d'autre solution que de gagner l'URSS, qui avait soutenu le mouvement. La République kurde avait vécu !

Troisième acte. L'accord du 11 mars 1970. Signé par Barzani (rentré en Irak lors de la proclamation de la République, le 14 juillet 1958) et le vice-président Saddam Hussein, ce texte accorde, pour la première fois et légalement, l'autonomie à une fraction importante du peuple kurde. Le 11 mars 1974, Bagdad promulgue unilatéralement la Loi d'autonomie que Barzani refuse d'entériner : il conteste, entre autres, la non-intégration de Kirkouk dans la région autonome, le partage des revenus pétroliers, l'arabisation de villages kurdes et le déplacement (déjà !) de leurs habitants vers le sud.

Un nouveau pari sur l'avenir

La guerre reprend donc, mais Barzani est « lâché » par l'Irak et la CIA à la suite de l'accord d'Alger conclu, le 6 mars 1975, entre Mohamed-Reza chah et

Saddam Hussein. Malade, il s'exile aux Etats-Unis. Le 16 août 1980, l'élection, à l'initiative de Bagdad, d'un Conseil législatif kurde, et la mise en place d'un Conseil exécutif de dix membres, sont condamnés par l'opposition kurde : l'autonomie est plus formelle que réelle. Elle recherche l'aide de Khomeiny et subit, pendant la guerre Irak-Iran, les représailles à l'arme chimique de Bagdad.

Quatrième acte. 15 février 1991, treize jours avant la fin de la guerre du Golfe, George Bush appelle les Irakiens, civils et militaires, « à prendre les choses en main pour obliger Saddam Hussein, le dictateur, à céder la place ». Dans leur très grande majorité, les Kurdes (20 % de la population) et les chiites (60 %) se révoltent. Or, une victoire de ces derniers serait inacceptable pour l'Arabie saoudite, bastion du sunnisme, tout autant qu'un Kurdistan indépendant le serait pour la Turquie, solide pilier de l'OTAN. Les Etats-Unis font marche arrière pour ne pas affecter les intérêts stratégiques de deux de leurs plus fidèles alliés.

Beaucoup ont été choqués par les négociations engagées, dès la fin du conflit, entre Massoud Barzani, fils de Mustapha et chef du Parti démocratique du Kurdistan, son rival Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan, et Saddam Hussein, sur la base de la Loi d'autono-

mie de 1970. Mais, peu soutenus par la coalition qui venait de libérer le Koweït, les dirigeants kurdes avaient-ils alors réellement un autre choix ?

Le droit d'intervention humanitaire reconnu pour la première fois par l'ONU et la protection internationale organisée au nord du 36^e parallèle ont apporté une bouffée d'oxygène aux 4 millions de Kurdes irakiens, dont un tiers - revenus depuis - avaient fui dans des conditions effroyables.

Faisant un nouveau pari sur l'avenir, les Kurdes ont élu, le 19 mai 1992, un Parlement de 105 membres (50 PDK, 50 UPK et 5 chrétiens) qui a été installé le 4 juillet. Un gouvernement de 15 membres (« 15 bandits » pour Bagdad) a été formé par Fouad Masoum, premier ministre, et a choisi Erbil comme capitale. Il lève des impôts pour entretenir une force de police et l'administration, mais a conservé monnaie et timbres irakiens.

L'idéal pour les Kurdes serait que Bagdad accepte l'instauration d'un Etat fédéral démocratique. Leur rêve se réalisera-t-il ? Les obstacles demeurent les mêmes : rivalités entre Kurdes, manœuvres du pouvoir central, intérêts des Etats voisins et des grandes puissances. Un nouveau facteur néanmoins : la conscience plus aiguë que la communauté internationale a des droits de l'homme et des minorités.

PAUL BALTA

Le Monde • Jeudi 10 septembre 1992 •

TURQUIE : après les récents affrontements

M. Ozal a incité la population kurde à quitter la région de Sirnak

Le président de la République turque, M. Turgut Ozal, vient d'effectuer une tournée dans l'Est et le Sud-Est anatoliens à majorité kurde, où les séparatistes du Parti des travailleurs kurdes (marxiste-léniniste), affrontent quotidiennement les forces de sécurité. Une bombe a explosé, dimanche 6 septembre, dans une maison d'une petite commune de l'Est, Tatvan, peu après l'arrivée du président.

ISTANBUL

de notre correspondante

Dans un discours surprenant, prononcé à Uludere, dans la province de Sirnak - théâtre, il y a trois semaines, de très violents incidents - M. Ozal a incité les habitants à quitter cette région pauvre et inhospitalière pour émigrer vers l'ouest du pays, présentant cet exode comme une « éventuelle solution » aux problèmes de la région. M. Ozal a cité le chiffre de « cinq cent mille personnes ».

Compte tenu des rivalités qui existent entre le président et le premier ministre, M. Suleyman Demirel, la position de M. Ozal n'est pas forcément alignée sur la politique officielle du gouvernement. Cependant, dans un rapport publié après une enquête effectuée à Sirnak, le Parti de la prospérité (RP, fondamentaliste islamique) accuse le premier ministre de partager les vues de M. Ozal.

Quant à l'attaque contre Sirnak, il n'en existe toujours aucun compte-rendu satisfaisant. La presse et certains hommes politiques mettent sérieusement en doute la version officielle qui impute au PKK les ravages causés à la ville (le Monde du 8 septembre). Dans son rapport, le RP a accusé les forces de sécurité d'intimider la population civile et de lutter « non pas contre le PKK, mais contre le peuple ». Des opérations de ratissage se poursuivent dans les villages environnants, accusés par le gouvernement d'aider le PKK, et qui demeurent interdits d'accès à la presse.

NICOLE POPE

TURQUIE

De nouveaux affrontements dans l'Est anatolien ont fait près de cinquante morts

Quarante-cinq personnes, dont trente-huit rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste), ont été tuées et quatre autres blessées en vingt-quatre heures dans l'Est anatolien, à majorité kurde, de la Turquie, notamment lors de deux accrochages dans la région du mont Ararat entre forces de l'ordre et membres du PKK. Le président Turgut Ozal a

affirmé disposer des « preuves » du soutien du président irakien, M. Saddam Hussein, aux rebelles. L'envoyé spécial de l'AFP, Antoine Lazerges, a pu pénétrer samedi, avec une délégation des associations de défense des droits de l'homme de Turquie, dans la ville de Sirnak (sud-est), où de violents affrontements avaient eu lieu le 18 août.

A Sirnak, ville fantôme

Dix-neuf jours après une « action terroriste » et une violente répression militaire qui y ont fait vingt-six morts, Sirnak est toujours désertée par ses habitants qui se disent terrorisés par les forces de sécurité à la recherche de rebelles indépendantistes kurdes. L'envoyé

spécial de l'AFP, entré dans Sirnak avec la délégation précédée dans sa visite en autocar par la police, n'a pu confirmer les affirmations officielles concernant les dommages causés par les rebelles kurdes aux bâtiments publics. Il n'a été en mesure que de constater les dégâts

causés aux habitations et magasins par des balles ou par des obus.

De la rue principale, dont la délégation n'a pu s'écarter, on découvrait l'une des maisons les plus touchées : la permanence du Parti de la Juste Voie (DYP, parti du premier ministre, M. Suleyman

Demirel]. Un des côtés du bâtiment est troué par un obus. La chaussée de la route qui domine la villa est encore jonchée de douilles. Le président local du DYP, M. Orhan Uysel, accuse les forces de sécurité. En vertu de l'état d'urgence, celles-ci ont les pleins pouvoirs dans la région.

M. Salih Bolmus, cinquante-deux ans, épicier, est devant sa boutique calcinée. La façade est trouée par un obus. Lui aussi accuse l'armée. Il affirme qu'il s'est caché avec neuf personnes dans le sous-sol de sa boutique pendant quarante-huit heures. « Ils tiraient sur tout le monde. Il n'y avait pas de rebelle dans la maison. » Les logements des membres des forces de l'ordre, en haut de la ville, que la délégation a pu apercevoir portent quelques traces de balles. Les habitations civiles en contrebas sont, elles, littéralement couvertes d'impacts. Il n'a pas été donné à la délégation de voir les bâtiments publics détruits ou incendiés dont ont parlé les autorités. - (AFP.)

• Le Monde • Mardi 8 septembre 1992

Turquie

Tempêtes dans les montagnes kurdes

Le PKK compterait aujourd'hui près de 20 000 hommes

ANKARA
CORRESPONDANCE SPÉCIALE

« **L**e PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) est en passe de devenir le mouvement de guérilla le plus important et le plus puissant du Moyen-Orient. Il représente une réalité régionale », affirme Ismet G. Imset, rédacteur du *Turkish Daily News*, à Ankara, et auteur d'un livre à paraître prochainement sur cette organisation terroriste illégale. Les récents succès de la propagande menée par les militants kurdes, ainsi que l'escalade des affrontements avec l'armée turque dans les montagnes du sud-est de la Turquie, qui ont fait encore 45 morts le week-end dernier, confirment cette déclaration.

D'après les chiffres officiels militaires, le nombre de soldats du PKK a plus que triplé au cours des trois dernières années :

il atteindrait aujourd'hui 11 000. Si l'on en croit le PKK, ils seraient même 20 000.

Quels que soient les chiffres, cette organisation ne semble pas avoir de difficultés à recruter. Son chef, Abdullah Öcalan, qui a dans sa jeunesse fait de brèves études à la faculté des sciences politiques d'Ankara, aurait même tenté, l'année dernière, de décourager certaines recrues potentielles. D'après Ismet Imset, la guérilla manque de commandants expérimentés, et a du mal à former les recrues.

Le PKK représente pour les jeunes villageois l'espoir d'échapper à la pauvreté. L'âge des nouvelles recrues varie généralement entre 16 et 25 ans. On compte parmi les plus âgés - souvent des commandants d'unité - d'anciens gauchistes turcs qui, comme l'indique Imset, « ont perdu la foi dans la révolution turque ».

Fondé vers la fin des années 70, le PKK a lancé ses premières attaques contre l'armée et le gouvernement en 1984. Les actions sont le fait d'une branche armée, la RGK (l'Armée populaire kurde), composée de militants cachés dans les montagnes turques, ou au-delà des frontiè-



Les soldats turcs patrouillent dans les rues de Sirnak. La ville, théâtre d'affrontements entre le PKK et l'armée, est en état de siège depuis la mi-août. (Photo AFP.)

res iranienne, syrienne et irakienne. Là, ils doivent prouver leur aptitude au combat avant d'être acceptés au sein du parti. Depuis 1980, ce dernier a, au fil de quatre congrès politiques, réaffirmé son combat pour un État kurde indépendant basé sur des principes marxistes-léninistes.

Malgré un semblant de dé-

bats, « il n'y a aucune démocratie dans l'organisation », explique Ismet Imset. « La politique du PKK dépend d'Öcalan qui se conduit comme un dictateur latino-américain. » Cependant, le terrain accidenté de la région fait obstacle à son autorité, et nombre d'attaques sont lancées sans son accord, par manque de coordination. Comme, par

exemple, l'enlèvement, l'année dernière, d'un groupe de touristes allemands.

Toutefois, les problèmes d'organisation sembleraient avoir peu gêné les opérations du PKK, qui n'a apparemment aucun problème d'intendance et d'approvisionnement en armes. Les coffres du PKK sont notamment alimentés par une mafia d'hommes d'affaires kurdes commettant diverses escroqueries en Turquie ou à l'étranger. Enfin, le trafic de drogue basé en Iran et dans la vallée de Bekaa représente une source importante de son financement.

Les autorités turques sont de plus en plus certaines qu'une coopération étroite existe entre le PKK et Bagdad. D'après Jalal Talabali, chef du Front uni du Kurdistan, mouvement opposé au PKK dans le nord de l'Irak, le mouvement d'Öcalan aurait fourni des informations sur les installations militaires turques et américaines pendant la guerre du Golfe.

Grâce aux soldats du PKK, Bagdad s'informerait sur les mouvements des Kurdes irakiens et sur la Turquie. Tout ceci en échange d'un soutien tacite ou même actif pour les acti-

vités du PKK, dont les membres peuvent se déplacer librement en territoire irakien sous contrôle arabe. Il existerait d'ailleurs deux camps à Tikrit, la ville d'origine de Saddam Hussein, et à Mossoul.

Abdullah Öcalan, lui, habite à Damas d'où il contrôle un des camps principaux installés dans la vallée libanaise de la Bekaa. Damas ferme les yeux sur les activités du PKK sur son territoire. D'étroites relations avec Rifaat el-Assad, le frère du président syrien, offriraient aux chefs du PKK une protection assurée.

En Turquie, la popularité croissante du PKK s'explique en partie par l'attitude répressive du gouvernement vis-à-vis des Kurdes modérés. « La population du Sud-Est soutient de plus en plus le PKK explique İsmet İmset, parce que tout ce que l'État a fait, c'est d'interdire les mouvements kurdes modérés. » Mais même si le PKK monte, « ses membres réalisent qu'ils ne gagneront pas militairement. Pour eux, ils'agit avant tout d'une guerre psychologique ».

Chris HELLIER

Russian helicopters may fly to Turkey's aid

Ankara is looking to Moscow for arms to fight Kurdish separatists.

writes *John Murray Brown*

IN THE rugged mountains on the borders of Turkey, Iran and Iraq more than 100 Turkish soldiers and Kurdish guerrillas died last week in the worst clash of the eight-year separatist conflict.

With the war escalating rapidly - more than 1,000 have died so far this year - and some western countries banning arms sales to Turkey, Ankara has turned to Russia in search of weapons supplies.

The two countries are looking at a barter deal whereby Turkey would supply various goods and services in return for Russian helicopters and armoured personnel carriers.

Western defence officials say the initial decision to consider Russian equipment was for political rather than military reasons - the idea was first mooted during a meeting between President Boris Yeltsin and Prime Minister Suleyman Demirel at the Black Sea Economic Conference in Istanbul in June.

But Turkey has increasingly identified a more immediate need to strengthen its rapid reaction capability in the Kurdish conflict.

Under a \$2bn proposal, the armed forces have invited bids from western defence suppliers for 200 large combat helicopters, although budget pressures have delayed any early decision. The government procurement agency SSM also has a collaboration with FMC of the US to make armoured vehicles. This project has been plagued by disputes with the army over sub-contracts for the engine and night-sight equipment.

The latest moves suggest Turkey is reconsidering some of these long term joint manufacturing programmes, in the wake of escalation in the fighting. Earlier this year, Ankara asked companies in the helicopter tender to resubmit bids to include an off-the-shelf purchase of up to 50 helicopters, the remainder being part of a long term co-production deal. Meanwhile the Turkish police negotiated the purchase of armoured personnel carriers from Cadillac Gage of the US, using credits from the US export import bank.

Last month Mr Vahit Erdem, head of SSM, sent a team to Moscow. Mr İsmet Sezgin, the Turkish interior minister, confirmed a commission had been set up to evaluate the MI-17 troop carrying helicopter, and the BTR-60 eight-wheeled armoured personnel carrier.

However, the Turkish army, as distinct from the police, has said it is not interested in the deal, and is said to have advised the police against acquiring the smaller MI-24 Hind-D combat helicopter which is also on offer.

The exact cost of the deal is a matter of speculation, although Turkish reports suggest the deal could be as much as \$300m. Settlement is likely to be part of the gas protocol under which Turkey takes Russian natural gas in exchange for goods and contracting services. Turkey is initially looking to acquire 20 MI-17s at a cost of \$50m.

Turkey has reportedly been asked for assurances that the arms would

not be sold to third parties. Both Turkey and Russia are concerned at the growing conflict in the Caucasus, where Turkey is anxious not to be accused of siding with the Muslim Azerbaijanis against the Christian Armenians who have historically enjoyed Russia's support.

By buying Russian Mr Demirel may also be seeking to deflect criticism of his fragile coalition government, under attack at home for failing to curb the PKK guerrillas, and internationally for the heavy-handed methods of the security forces.

Before the war with Iraq, Switzerland banned arms sales to Turkey because of its mistreatment of Kurds, affecting purchase of the Oerlikon gun for the armoured personnel carrier. In March, Germany suspended arms shipments after television reports claimed former East German armoured personnel carriers supplied by Bonn were being used to put down Kurdish demonstrations.

Significantly, it was the BTR-60 armoured personnel carrier which was at the centre of that dispute. The German agreement stipulated the equipment could only be used in Nato's defence. If Turkey is now to acquire the Russian BTR-60, it will be hard for the Germans to protest again, as no such restriction is likely to be written into the contract with Moscow. Turkey could then use its mixed stock of BTR-60s with impunity to put down its Kurdish rebellion.

«No queremos seguir viviendo en

Más de 20.000 kurdos han huido de la ciudad de Sirnak tras una viol

AMEERIN ZAMAN
THE DAILY TELEGRAPH/D16
KUMCATI (TURQUÍA)

Unos 25.000 kurdos han huido de la ciudad de Sirnak prometiendo no regresar nunca, después de que la localidad fuera prácticamente destruida durante la batalla más larga que jamás han sostenido las Fuerzas de Seguridad de Turquía con los guerrilleros rebeldes del Partido de los Trabajadores del Kurdistan (PKK).

«Me niego a vivir en Turquía. Antes prefiero vivir con los infieles», comentaba una mujer kurda en un campamento improvisado de refugiados a unos 20 kilómetros de Sirnak. «Ya no me queda fe en este Gobierno ni en este país».

Todos los refugiados del campamento niegan la versión oficial, que asegura que 500 guerrilleros, armados con cohetes y

morteros, atacaron la ciudad el 18 de agosto, asesinando a 14 civiles y cuatro miembros de las Fuerzas de Seguridad.

«Vi a los soldados disparar a nuestras casas con los tanques», afirma un profesor de unos 40 años que se opone a identificarse porque se siente «muy asustado».

«No hubo combatientes del PKK. Sólo soldados que querían nuestra sangre», añade una mujer que se sienta en las proximidades mientras cuida a un niño enfermo.

«Mire a la pobre Nezo. Se asustó tanto por las explosiones que se volvió loca», dice otro señalando a una adolescente que no para de reír de manera incontrolada.

En Sirnak, en el sureste, unos pocos hombres que regresaron a la ciudad tras el llamamiento hecho por el Gobierno insisten en relatar la misma versión. «Yo

estaba realizando la oración de la tarde en la mezquita cuando oí empezar el tiroteo. Lo siguiente que supe es que los soldados habían vertido queroseno en mi casa», explica Salih Bulmus en mal turco. «Vengan y véanlo por ustedes mismos. Son los primeros periodistas que vienen aquí».

El edificio donde vive Bulmus, una casa de cuatro plantas, no tiene un solo cristal entero en las ventanas. Las paredes están acibilladas por ametralladoras y en el centro del edificio un agujero de tres metros revela los restos de lo que fue la sala de estar. «Ese agujero fue hecho por un tanque. El PKK no tiene tanques», dice Bulmus.

Excepto por la destrucción del almacén de Correos, hay pocas señales de que las propiedades estatales hayan sido dañadas.

El gobernador regional, Unal

La mecha para un nuevo golpe

Las Fuerzas de Seguridad de Turquía combaten contra el Partido de los Trabajadores del Kurdistan (PKK) desde hace ocho años.

El grupo, liderado por Abdullah Ocalan, que tiene su cuartel en Damasco, aspira a crear un Estado kurdo independiente y marxista-leninista entre Turquía, Siria, Irán e Iraq. Los militares turcos calculan que el PKK cuenta con unos 10.000 guerrilleros, la mitad de los cuales están en campamentos situados cerca de las fronteras de Iraq e Irán.

Turquía acusa a ambos países y a Siria de apoyar al PKK y sus soldados violan rutinariamente la frontera



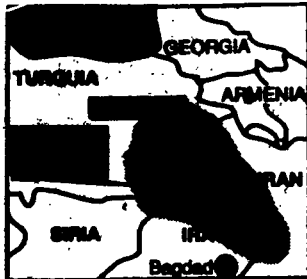
RICHARD WATMAN/THE DAILY TELEGRAPH

Mujeres combatientes del Partido de los Trabajadores del Kurdistan durante una clase de ideología en las montañas de la frontera turco-iraquí.

Diario

Turquía»

enta represión militar turca



del norte de Iraq para perseguir a los guerrilleros hasta sus bases.

La dura represión del Gobierno de Ankara contra la guerrilla ha ampliado la base social del PKK en la región.

Si el Gobierno no logra controlar la creciente escalada de violencia en el país, algunos analistas políticos predicen que pasará poco tiempo hasta que los militares decidan tener de nuevo un papel político en Turquía.

Erkan, que administra las diez provincias del sureste turco que están actualmente bajo situación de emergencia, niega la versión popular. «¿Por qué iba a disparar el Gobierno a su propio pueblo?»

La teoría más aceptada en círculos diplomáticos es que probablemente hubo un ataque guerrillero y las Fuerzas de Seguridad reaccionaron disparando a la población civil.

Sirnak es un bastión del PKK.

Durante el alzamiento kurdo en marzo pasado, más de 80 kurdos fueron asesinados y las Fuerzas de Seguridad locales obligaron a los residentes a reunirse en el estadio local para registrar sus hogares en busca de armas.

«En esa ocasión descubrimos unas 100 armas y aún estamos interrogando a 140 detenidos», declara Erkan, que confía en que la gente vuelva a sus casas. «Aún están asustados por el PKK, pero pronto curaremos sus heridas», dice el gobernador regional, que asegura que el Gobierno ha destinado millones para reconstruir la ciudad de Sirnak.

Sin embargo, pocos turcos creen en la versión oficial del enfrentamiento e incluso los habitualmente chauvinistas medios de comunicación nacional están presionando al Gobierno para que dé una explicación más verosímil.

Gamk — 11 septembre 1992

l'ordre d'être responsables des incidents ayant fait 26 morts du 18 au 21 août à Sirnak et de l'exode consécutif d'une vingtaine de milliers d'habitants, dans un rapport publié par l'organisation mercredi à Ankara.

Akin Birdal, secrétaire général de l'ADHT, a critiqué lors d'une conférence de presse, l'attitude «violente des forces de l'ordre contre la population de Sirnak, indiquant que «rien ne permettait de confirmer» les déclarations des autorités sur le déroulement des événements. L'ADHT publie une liste de onze noms, les dépouilles des autres victimes non identifiées ayant été inhumées par les familles sans en informer les autorités.

Les autorités avaient affirmé que 1 000 à 1 500 (révisant ensuite cette estimation à 500 à 700) militants armés du PKK avaient attaqué Sirnak avec des mortiers et des lance-roquettes, notamment les bâtiments publics et militaires depuis les hauteurs avoisinantes. «Les bâtiments publics et militaires étaient intacts», selon M. Birdal qui s'est rendu sur place le 5 septembre avec une délégation de l'ADHT.

Pour ce qui est de l'exode des populations civiles kurdes en tout cas, dans la région de Sirnak notamment, les autorités turques si elles nient toute évacuation par la force, semblent prêtes à considérer le fait comme une solution au problème kurde. Le Président turc Turgut Ozal a d'ailleurs ouvertement prôné, lors d'une conférence de presse dans une ville du sud-est anatolien, le départ des populations kurdes de «ces régions déshéritées», ce qui résoudrait selon lui leurs problèmes. L'invitation au départ lancée par le président turc intervient pourtant à peine un mois après l'inauguration du Barrage Ataturk sur l'Euphrate, dont l'objectif est de développer la région économiquement et ainsi de réduire le champ de revendications des populations kurdes invitées à rester sur place...

DROITS DE L'HOMME EN QUESTION EN TURQUIE

L'Institut International de la Presse (IPI) a dénoncé «l'assassinat, depuis le début de l'année, de huit journalistes dans le sud-est anatolien» à grande majorité kurde, selon le président de l'IPI, Cushrow Irani, en visite en Turquie.

M. Irani et le directeur de l'IPI se sont insurgés, dans un communiqué de presse, contre l'idée selon laquelle ces journalistes avaient été assassinés en tant que militants.

Le débat sur le fait de savoir s'ils avaient ou non une accréditation de presse, ou s'ils étaient employés à plein temps par des médias au moment de leur assassinat n'«a aucun rapport» ont déclaré les deux représentants de l'IPI. «S'ils participaient à ce qui est indubitablement une opération terroriste dans le sud-

est du pays, il appartient à ceux qui font cette allégation de le prouver» ont indiqué dans leur communiqué, faisant allusion aux propos du Premier ministre turc Suleyman Demirel qui avait implicitement accusé ces journalistes de «servir le terrorisme».

Même indignation du côté du Comité pour la Protection des Journalistes (CPJ), dont le siège est à New York, qui constate qu'«il n'y a pas eu autant d'assassinats de journalistes dans un autre endroit du monde dans la même période». Une délégation du CPJ vient d'effectuer une tournée en Turquie et notamment à Diyarbakir, principale ville des treize régions sous état d'urgence.

Par ailleurs, l'Association de Défense des Droits de l'Homme de Turquie (ADHT) accuse les forces de

LIBERATION — 12 septembre 1992 PROCHE-ORIENT

Irak: la stratégie de rechange des alliés

Alors qu'ils pariaient sur la chute de Saddam pendant la guerre, les Occidentaux l'enserrent à présent entre le Nord kurde et le Sud chiite. Une partition de fait qui inquiète le monde arabe.

La guerre du sud de l'Irak n'aura-t-elle pas lieu? L'aviation américaine a annoncé mardi qu'elle avait réduit le nombre de ses patrouilles de surveillance au-dessus du pays chiite. Les pilotes ont espacé leurs sorties, faute de combattants. Depuis seize jours, ils sillonnent le ciel sans déceler le moindre mouvement chez l'adversaire. De son côté, le régime irakien, qui dans un premier temps appelait à un nouveau djihad, a fait savoir, par journalistes interposés, qu'il ne provoquerait pas les alliés. La zone d'exclusion aérienne, établie au-dessous du 32^e parallèle, est respectée. Bagdad, qui possède encore près de 150 appareils en état de vol - Sukhoï et Mig soviétiques et Mirage F1 français - ainsi que de nombreux hélicoptères, a rapatrié ses forces aériennes au nord de cette ligne juste avant l'entrée en vigueur de l'opération «Surveillance du Sud».

Saddam Hussein a donc décidé de ne pas s'opposer militairement au quadrillage de son pays. Dans l'immédiat, les vrombissements des appareils alliés n'entament pas son emprise sur le pays. Les 3^e, 4^e et 6^e corps d'armée assiégent les déserteurs, partisans chiites et réfugiés qui peuplent les marais. Ces quelques dizaines de milliers de personnes sont isolées, privées de tout secours extérieur. Toutefois, les chars irakiens ne peuvent pénétrer dans ces régions inondées et les hélicoptères, indispensables en cas d'offensive, ne seraient-ce que pour guider les tirs d'artillerie, sont cloués au sol.

Fin août, une des principales personnalités de l'opposition irakienne, Ahmed Chalabi, prédisait, sous couvert du parapluie allié, de nombreuses défections dans les rangs de l'armée. Il n'en a rien été pour l'instant. Les Chiites constituent toujours le gros de la troupe. Aucun regain d'activité des rebelles du Sud n'a été signalé. En revanche, le temps semble jouer en faveur de Saddam. Le «troisième fleuve», un long canal reliant Bassorah à Bagdad et destiné officiellement à irriguer les zones comprises entre le Tigre et l'Euphrate, sera inauguré avant la fin du mois. Cette pompe aspirante devrait permettre d'assécher toute la partie sud des marais.

Reste que depuis le 27 août, le raïs se trouve enfermé entre deux parallèles. Il n'exerce plus une souveraineté totale à 100 km au sud de sa capitale. Une poche de résistance subsiste dans les marais, au confluent du Tigre et de l'Euphrate. Le Nord lui échappe depuis avril 1991. Les avions alliés lui interdisent le ciel au-dessus du 36^e parallèle et les opposants kurdes s'auto-administrent dans les régions montagneuses qui courent de la frontière syrienne à l'Iran. A la tête d'un territoire qui se réduit comme une peau de chagrin, Saddam Hussein se voit dorénavant affublé par ses adversaires du titre de gouverneur de Bagdad.

Le danger de partition du pays est pris très au sérieux d'un bout à l'autre du monde arabe. L'Etat nation, créé en 1920 par les Britanniques, volerait en éclats, sous la pression des Occidentaux, et laisserait la place à un pays

chiite au sud, sunnite au centre et kurde au nord. Un tel démembrement sèmerait le chaos dans toute la région, a estimé le roi Hassan II du Maroc dans une interview dimanche au *Washington Post*. Selon le souverain chérifien, les Occidentaux prendraient le risque de voir l'ensemble des frontières, proche-orientales héritées du colonialisme emportées dans la tourmente. Les Chiites d'Arabie Saoudite, bien implantés dans la province orientale d'al-Hasa, regarderaient vers leurs coreligionnaires en Mésopotamie. Les Kurdes d'Iran et de Turquie suivraient aussi l'exemple de leurs frères irakiens...

Paris, tout comme Washington, répète, sans vraiment convaincre, que l'intégrité territoriale de l'Irak sera préservée. Face à cette levée de boucliers, l'Arabie Saoudite, pourtant favorable au projet, a hésité avant d'accueillir les avions français et britanniques (les Américains étaient déjà sur place) et souhaitait que d'autres monarchies du Golfe participent à l'opération. Pierre Martin, un spécialiste français de l'Irak, affirme qu'il n'existe aucune dérive séparatiste chez les Chiites. «Ils représentent d'un point de vue démographique, géographique et historique, le cœur même de l'Irak. Il est donc absolument hors de question que la première communauté, qui s'identifie au pays, puisse envisager de faire sécession.» Ils ont d'ailleurs amplement prouvé au cours des huit ans de guerre contre l'Iran que le patriotisme primait sur la religion ou l'idéologie.

Le soutien apporté par les Occidentaux aux populations des marais témoigne néanmoins d'un changement radical d'attitude à l'égard de l'opposition irakienne. En mars 1991, quand Chiites et Kurdes se soulèvent, les Etats-Unis et leurs alliés misent encore sur un coup d'Etat militaire. GI's et piou-pious, qui campent à quelques kilomètres des villes de Nassiryah, Amaoua et Bassorah, assistent sans réagir à l'écrasement de la rébellion. Paris, Londres et Washington choisissent alors l'attentisme, et donc le maintien de Saddam Hussein au pouvoir, par crainte d'une république des mollahs au sud et d'un Kurdistan indépendant au nord.

Aujourd'hui, les alliés justifient leur intervention par la recrudescence, ces derniers mois, des attaques, notamment aériennes, dans la région des marais. «L'intervention alliée se situe dans un cadre général de durcissement de l'attitude de l'Irak, explique-t-on en haut lieu à Paris. Comme tous les membres permanents du Conseil de sécurité, nous sommes demandés comment garantir la crédibilité du Conseil.» Persuadé que les sanctions seront maintenues quelle que soit son attitude, le vaincu relève la tête. Obstacles mis en travers des inspecteurs de l'ONU, agressions répétées contre les bérets bleus, refus de siéger à la commission chargée d'arrêter le tracé de la frontière irako-koweïtienne... Défiés à Bagdad, les Américains, non sans arrière-pensées électorales, et leurs alliés ont sauté sur le Sud.

Christophe BOLTANSKI

International Herald Tribune — September 14, 1991

An Effort in UN to Seize Blocked Iraqi Funds

By Paul Lewis

New York Times Service

UNITED NATIONS, New York — The United States, Britain and France are planning a new Security Council resolution in the coming weeks to seize blocked Iraqi funds so as to buy food and medicine for needy Iraqi Kurds and start compensating victims of Iraq's invasion of Kuwait.

The UN secretary-general, Boutros Boutros Ghali, has warned the Security Council that more than 3 million Kurds living in the moun-

tains of northern Iraq, who are already short of food and fuel as result of a 10-month blockade by the Iraqi Army, face the threat of famine and extreme hardship.

As a result, the United Nations is drawing up plans for a new relief operation that would bring food, fuel, and shelter to the Kurds from neighboring Turkey and Iran unless Baghdad begins to cooperate with UN relief activities.

To help finance this and other relief operations in Iraq, the three permanent Western members of

the Security Council are preparing a resolution authorizing the United Nations to take possession of \$1 billion or so of the roughly \$4 billion worth of Iraq's overseas assets frozen after the invasion of Kuwait in 1990. Most of these assets are believed to be in the United States.

Under the Western proposal, 30 percent of these unblocked funds would be given to the Geneva-based body that the Security Council has already created to receive, assess, and pay compensation claims arising out of Iraq's takeover of Kuwait and the widespread destruction of property that followed. The total compensation bill has been estimated at \$100 billion.

A smaller portion of the funds would be used to cover the expenses of the special commission the Security Council set up to find and destroy Iraq's weapons of mass destruction.

The United Nations would try to spend the remainder of the money on the purchase and distribution of food, medicine, and other essentials to needy Iraqis. In Washington, a Bush administration official who demanded anonymity said that the Kurds would have a large claim on assistance financed by Iraqi assets.

The United States and its allies began working on their plan to seize some of Iraq's blocked assets after President Saddam Hussein rejected a Security Council offer this summer to allow Iraq to sell \$1.6 billion worth of oil every six months to finance essential imports and compensate those who suffered during the Kuwait takeover. Baghdad said the tight control the United Nations planned to exercise over the operation was an insult to its sovereignty.



R. W. King for The New York Times

Kurdish guerrillas in Iraq patrolling the road between Erbil, near the Turkish border, and the oil town of Mosul. Such routes, which the guerrillas hope to keep open, are used by truckers who contravene the international trade embargo against Iraq and sell their wares in Turkey.

Where Friends of Money Are the Best of Enemies

By ALAN COWELL
Special to The New York Times

CIZRE, Turkey — The truck driver fired up his rumbly diesel engine and headed out to break a little international law in Iraq.

His truck, designed to cart things like vegetables, had been modified, like many others in this remote and grimy border town in southeastern Turkey. Its flatbed had been raised on jacks to the level of its cab and propped up by wooden supports so that two gigantic extra fuel tanks could be slung below, one on each side, almost touching the ground, capable of carrying seven tons of fuel between them.

The 39-year-old driver, Ulker Akbulut, said the customizing was in the good cause of profit.

In the northern Iraqi oil town of Mosul, diesel costs only pennies a gallon. In Turkey it retails for about \$2.70 a gallon. After paying odd, informal "taxes" to such collectors as armed Iraqi Kurdish insurgents and Turkish border policemen, Mr. Akbulut said, he could make a profit 30 or 40 times his outlay. So he drove south with food for sale in both Kurdish- and Iraqi-controlled areas of northern Iraq, and returned with diesel.

Technically, the export of oil products from Iraq contravenes the sanctions imposed on Baghdad after the Persian Gulf war. But Turks, Iraqis,

the Western allies and just about everybody else seem ready to avert their gaze from the activities of Mr. Akbulut and hundreds of others.

"They told us: you cannot carry fuel on top of your trucks," Mr. Akbulut said, "so we carry it below in extra tanks for our own use." Then he roared off in his truck to make some money.

Political Lines Shift

It would be uncharacteristic of this volatile region, however, if the adventures of Mr. Akbulut and his many colleagues were unrelated to some political derring-do.

In the era before Iraq invaded Kuwait in August 1990, Turkey maintained a close economic and political relationship with Iraq. And both agreed that nationalism among the fractious Kurds whose clans straddle their borders — and those of Iran and Syria, too — was a bad thing.

Ankara gave no succor to Iraqi Kurds. Baghdad permitted Turkish warplanes to fly hot-pursuit missions against insurgent Turkish Kurds taking refuge in northern Iraq. And, with Iraq exporting much of its crude oil in pipelines across Turkey — and Turkish trucks also exporting some refined products — the relationship prospered.

Then came the Persian Gulf war. Turkey was one of the first to side

with the American-sponsored coalition. The truck traffic stopped. People like Mr. Akbulut fell on hard times.

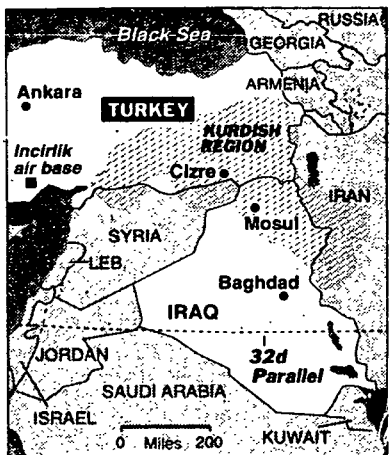
These days the lineup is different. While Turkey pursues its own conflict with a Turkish Kurdish insurgent group that operates from northern Iraq, it fetes the leaders of the Iraqi Kurds in Ankara. And, according to both Iraqi Kurds and Turkish leaders, President Saddam Hussein of Iraq has joined two of his adversaries, Iran and Syria, in supporting the Turkish Kurds battling his onetime allies in Ankara.

A result has been that one set of Kurds has turned against the other, while the powers that control their destiny fight it out among themselves. The situation is reminiscent of earlier days, when pre-revolutionary Iran sponsored the Iraqi Kurds against Baghdad, only to ditch them when relations improved.

Throughout the summer, the relationship between Turkish Kurds and Iraqi Kurds has soured as the Turkish Kurdish insurgents of the Kurdish Workers Party have sought to escalate their war with Ankara from refuges in northern Iraq and elsewhere.

The Iraqi Kurds, dependent on the road route from Turkey for food, have tried to restrain them. In mid-summer, the Turkish Kurdish insurgents retaliated by telling drivers like Mr. Akbulut not to make the run to northern Iraq. They burned some Turkish trucks to make the point.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, SEPTEMBER 14, 1992



The New York Times

Relations between rebel groups in the Kurdish region have soured.

For a brief period, supplies dried up as the Turkish Kurdish insurgents pressed their demands for tenure in northern Iraq, while Iraqi Kurds laid claim to the same areas to resettle their own displaced people.

Massoud Barzani, one of the two main Iraqi Kurdish leaders, visited Ankara recently to discuss the Turkish Kurds with Prime Minister Suleyman Demirel.

"We are not ready to endure any more the illegal existence of the P.K.K. in the Kurdish area," he told reporters in northern Iraq, referring to the Turkish Kurdish insurgents by their Kurdish initials. "If they want to deny our authorities here, we will use force against them. Either we must leave the area for the P.K.K. or they must leave it for us."

Behind such statements is Realpolitik.

Ankara has befriended the Iraqi Kurds and permits the allies to fly deterrent flights over northern Iraq from the Incirlik air base in southeastern Turkey because it wishes to maintain its long alliance with the West and to prevent a new influx of Iraqi Kurdish refugees.

But it frets that the latest Western moves to create a second air exclusion zone in southern Iraq will hasten Iraq's disintegration and thereby lead to the creation of a Kurdish state in the north. That might embolden the separatists among the six-million-strong Kurdish population in southeastern Turkey — one tenth of the overall population.

Against this backdrop, people like Mr. Akbulut are allowed to ply their trade in northern Iraq because, by United Nations estimates, the trucks that take food south to Mosul, a city under Baghdad's control, supply one third of Iraq's food — a point that Ankara will underline, Western diplomats said, when it comes to patching up relations with Baghdad. Trading in food and medicine is permitted under the Gulf War sanctions.

The diesel that burdens Mr. Akbulut's truck, by contrast, represents only a minuscule proportion of Iraq's pre-war oil exports.

"It's a job," Mr Akbulut said, shrugging off the politics. "It is how we live."

Saddam's Activities Indicate Coup Fear, U.S. Officials Say

By Michael R. Gordon
New York Times Service

WASHINGTON — President Saddam Hussein of Iraq has moved vans full of communication equipment to his ancestral home of Tikrit, and Bush administration officials said he appeared to be establishing an alternative command post, possibly as a precaution against a potential coup.

The equipment is suited for the command and control of military forces and for directing other government functions. According to intelligence reports, the equipment has been moved in recent weeks, and some of it is believed to be operating.

Administration officials cannot say for certain why the equipment is being moved, and they acknowledge the possibility that it may be a trick by the Iraqis, but the prevailing interpretation is that Mr. Saddam may be creating a refuge in the event of a coup attempt.

"I'd look at something like that as an alternate command post," an administration official said. "It is not a hardened facility. It is more like a field-deployed site to keep in communication. Because it is in the vicinity of Tikrit, it's caught our attention."

Tikrit has long been a stronghold for the Iraqi leader, who was born in a small village near the city, about 160 kilometers (100 miles) northwest of Baghdad.

Tikrit, in a region dominated by Sunni Muslims, is protected by intense security and has benefited considerably from spending by the

Saddam government. Many of the top officials in the Iraqi government come from Tikrit.

Phebe Marr, an expert on Iraq at the National War College, said, "Tikrit is his home and a place where he feels safe."

"This is a society in which family and clan ties are important," she said. "Tikritis play a dominant role in the security and military system, which keeps Saddam in power."

Mr. Saddam has defied the predictions of U.S. and Saudi officials who believed he would be overthrown after the war in the Gulf. Ruthless in rooting out his opposition, and with an effective intelligence service, he has maintained a grip on Iraqi affairs.

Nonetheless, there was at least one recent challenge to his rule, an assassination attempt in June, according to U.S. intelligence reports. Several Iraqi officers planned to ambush Mr. Saddam's motorcade but the plot was foiled, and it was the plotters who were ambushed the reports said.

The movement of the communications gear to Tikrit has been closely monitored by U.S. intelligence. Because the equipment is deemed vulnerable to a U.S. bombing attack, the movement is not seen as a precaution against a U.S. air strike.

Typically, Mr. Saddam has built deep underground bunkers, fortified by layers of concrete, to protect against bombing raids. There is no sign that such a bunker is being constructed for the communications gear.

the Iraqi Army, face the threat of famine and extreme hardship.

As a result, the United Nations is drawing up plans for a new relief operation that would bring food, fuel, and shelter to the Kurds from neighboring Turkey and Iran unless Baghdad begins to cooperate with UN relief activities.

To help finance this and other relief operations in Iraq, the three permanent Western members of the Security Council are preparing a resolution authorizing the United Nations to take possession of \$1 billion or so of the roughly \$4 billion worth of Iraq's overseas assets frozen after the invasion of Kuwait in 1990. Most of these assets are believed to be in the United States.

Under the Western proposal, 30 percent of these unblocked funds would be given to the Geneva-based body that the Security Council has already created to receive, assess, and pay compensation claims arising out of Iraq's takeover of Kuwait and the widespread destruction of property that followed. The total compensation bill has been estimated at \$100 billion.

A smaller portion of the funds would be used to cover the expenses of the special commission the Security Council set up to find and destroy Iraq's weapons of mass destruction.

The United Nations would try to spend the remainder of the money on the purchase and distribution of food, medicine, and other essentials to needy Iraqis. In Washington, a Bush administration official who demanded anonymity said that the Kurds would have a large claim on assistance financed by Iraqi assets.

The United States and its allies began working on their plan to seize some of Iraq's blocked assets after President Saddam Hussein rejected a Security Council offer this summer to allow Iraq to sell \$1.6 billion worth of oil every six months to finance essential imports and compensate those who suffered during the Kuwait takeover. Baghdad said the tight control the United Nations planned to exercise over the operation was an insult to its sovereignty.

An Effort in UN to Seize Blocked Iraqi Funds

By Paul Lewis
New York Times Service

UNITED NATIONS, New York — The United States, Britain and France are planning a new Security Council resolution in the coming weeks to seize blocked Iraqi funds so as to buy food and medicine for needy Iraqi Kurds

and start compensating victims of Iraq's invasion of Kuwait.

The UN secretary-general, Boutros Boutros Ghali, has warned the Security Council that more than 3 million Kurds living in the mountains of northern Iraq, who are already short of food and fuel as result of a 10-month blockade by

14 septembre 1992

Le Monde**TURQUIE****Affrontements meurtriers entre forces de sécurité et séparatistes kurdes**

Une trentaine de personnes ont été tuées mercredi 9 et jeudi 10 septembre, lors d'affrontements, dans le Sud-Est anatolien à majorité kurde - en particulier dans la région d'Agri, près des frontières iranienne et irakienne, - entre les forces de sécurité et les séparatistes kurdes. Une vingtaine de membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) ont été tués lors de ces combats.

Le Comité pour la protection des journalistes, dont le siège est à New-York, a vivement critiqué la «réticence» du gouvernement turc à enquêter d'une façon approfondie sur les huit assassinats de journalistes commis en huit mois dans le Sud-Est. «Il n'y a pas eu autant d'assassinats de journalistes dans un autre endroit du monde dans la même période», a déclaré à Ankara un représentant de cette organisation, M. Andrew Yurkowsky, au retour d'une tournée en Turquie, notamment à Diyarbakir, la capitale régionale. Lundi, Article 19, une organisation turque de lutte contre la censure, avait lancé une journée d'action contre la «censure par balles en Turquie». L'Institut international de la presse (IPI) a également dénoncé ces assassinats - (AFP, UPI.)

15 septembre 1992

TURQUIE**Les combats dans le Sud-Est ont fait une cinquantaine de morts**

Une cinquantaine de personnes au moins ont été tuées dans le Sud-Est anatolien, entre le vendredi 11 et le dimanche 13 septembre, lors de différents affrontements entre les forces de sécurité turques et des séparatistes du Parti des travailleurs kurdes (PKK, marxiste-léniniste). Selon un bilan officiel, trente rebelles, neuf militaires et deux miliciens locaux ont été tués dimanche en un seul accrochage, dans l'attaque d'un poste militaire à la frontière avec l'Irak. Dans la nuit de vendredi à samedi, des combats avaient déjà fait treize morts. Samedi, selon l'agence de presse semi-officielle Anatolie, trois civils ont été tués et dix blessés, dont un Néerlandais, au cours de l'attaque par des membres du PKK d'une exploitation pétrolière. Ces nouveaux incidents porteraient le bilan des violences dans le Sud-Est à quatre-vingt-dix-neuf morts en une semaine. - (AFP, Reuter.)

15 septembre 1992

Les Kurdes dénoncent de nouveaux agissements de Bagdad

Bien qu'il ne puisse plus contrôler directement la situation au nord du 36^e parallèle, le régime irakien continue de sévir contre les populations kurdes, ont affirmé dimanche 13 septembre, des dirigeants au Kurdistan. Une voiture piégée avait explosé samedi à Dohouk, faisant au moins vingt-cinq blessés. Le ministre kurde de l'intérieur, M. Rosch Nouri, a aussitôt accusé Bagdad d'avoir «planifié une série d'attaques contre des objectifs dans le Kurdistan irakien». De son côté, un porte-parole de l'Union patriotique du Kurdistan a accusé Bagdad d'avoir expulsé vers les régions tenues par l'opposition kurde, quelque trois cents familles soupçonnées d'avoir des liens avec cette dernière. Près de dix mille Kurdes auraient ainsi été contraints de quitter les régions sous contrôle gouvernemental en l'espace d'un an.

Alors que les formations de l'opposition chiite accusent elles aussi le gouvernement de soumettre les régions situées au sud du 32^e paral-

lèle à un véritable blocus économique (le Monde du 12 septembre), les avions alliés pourraient diminuer le nombre de leurs patrouilles - déjà réduit de moitié depuis la semaine dernière - si Bagdad continue de n'opposer aucune réaction à ces missions, a affirmé dimanche un officier supérieur américain, le général Michael Nelson. Le nombre de ces patrouilles était de «plus de cent» dans les jours qui ont suivi l'imposition d'une zone d'exclusion aérienne au sud du 32^e parallèle.

Au Caire, le ministre égyptien des affaires étrangères, M. Amr Moussa, a rencontré samedi son homologue irakien, M. Mohammed Saïd Al Sahaf, pour la première fois depuis la crise du Golfe, nous signale notre correspondant Alexandre Bucciati. L'Égypte a déjà exprimé son refus de toute partition de l'Irak. La rencontre paraît également dirigée contre l'Iran dont le Caire dénonce la politique «hégémonique» dans le Golfe. - (AFP.)

15 septembre 1992

TURQUIE**Les mésaventures d'un instituteur français en pays kurde**

Alors que se déroulaient à Sirnak les récents affrontements entre troupes turques et rebelles kurdes, un instituteur français, M. Jean-Michel Joly, un Parisien âgé de trente-deux ans, qui voyageait dans la région, a été détenu pendant une semaine, accusé par les forces de sécurité d'être un membre du PKK. Privé d'accès au téléphone, M. Joly n'a pu prévenir ni sa famille ni l'ambassade de France durant ses sept jours de détention.

ISTANBUL**de notre correspondante**

Grand voyageur, friand d'aventure, M. Joly avait sous-estimé les risques qu'il encourait dans cette région dangereuse le long de la frontière turco-irakienne, déchirée par les fréquents affrontements armés entre les forces gouvernementales et les combattants du PKK. La présence incongrue de ce voyageur étranger, qui visitait la région pour la seconde année consécutive, avait attiré l'attention des autorités militaires.

Dans ses bagages, les policiers trouvèrent ce qui pour eux constituait des preuves suffisantes de sa culpabilité : deux revues que M. Joly avait achetées à Paris à des supporters du mouvement séparatiste pour «s'informer de la situation» ainsi qu'un «visa» délivré par le PKK pour garantir sa sécurité dans le Sud-Est.

Protestant de son innocence auprès d'un simple soldat - son seul contact avec l'extérieur - M. Joly passa cinq nuits dans une cellule «immonde» avant d'être transféré au poste militaire de Sirnak. A son arrivée dans cette localité, M. Joly découvrit une «ville fantôme à l'atmosphère surréaliste», vidée de ses vingt mille habitants. «Les bâtiments n'avaient plus de vitres, il y avait des voitures explosées partout et des milliers d'impacts de balles», expliquait-il.

Au poste militaire, M. Joly subit un interrogatoire vigoureux, dans une ambiance tendue. «Ce n'était pas la torture, mais j'ai été giflé et frappé à coups de pied et de poing», explique l'instituteur. Le pire, ce n'était pas la douleur physique, mais l'angoisse, la peur. Je ne savais pas ce qui m'attendait.»

Après avoir transféré M. Joly à Diyarbakir, les policiers développèrent ses nombreuses pellicules. Des photos de l'instituteur, kalachnikov à la main et cartouchière en bandoulière, ne firent qu'ajouter à la confusion. Au cours de son voyage, M. Joly avait passé la nuit dans la famille d'un gardien de village (milicien progouvernemental), dans le village de Beytussebab, et avait imprudemment posé pour une «photo-souvenir».

Le 26 août, après un dernier interrogatoire à Diyarbakir - sans violence cette fois-ci, - M. Joly fut finalement libéré sans explications.

NICOLE POPE

LE FIGARO — 15 septembre 1992

Irak : le peuple souffre, Saddam tient bon

Malgré l'embargo, les privilégiés vivent bien. La population ne comprend pas l'inflexibilité de George Bush.

BAGDAD :
de notre envoyé spécial
Claude LORIEUX

Deux ans et un mois après l'entrée en vigueur de l'embargo économique décrété par l'ONU pour contraindre Saddam Hussein à évacuer le Koweït, les Irakiens vivent de plus en plus mal. Ne se trouve épargnée qu'une minorité de commerçants, d'hommes d'affaires et de privilégiés du régime.

Cheikh Omar, le quartier de l'automobile à Bagdad, est un microcosme grouillant d'échoppes crasseuses et de « salons d'exposition » en plein air pour voitures d'occasions. Antoine, un électricien arménien, peste contre le blocus : « Pas question d'importer des pièces détachées de Jordanie, ça coûte trop cher. Trouver une pièce est un casse-tête. A chaque fois, j'y passe deux ou trois jours. » Il exhibe un rouleau de fil de cuivre : « J'ai acheté ce lot à l'État. Ce fil provient d'un transformateur. Je vais pouvoir réparer quelques dynamos. Mais ce n'est que du bricolage. Ça ne tiendra pas ! »

A quelques ruelles de là, Akil, un casseur de voitures, ne manque pas de visiteurs. Malheureusement, les prix ont grimpé en flèche. Une épave qu'il achetait 1 000 dinars, il y a un an, en vaut 14 000 aujourd'hui. Or un fonctionnaire moyen gagne 300 ou 350 dinars par mois. Akil se lamente : « J'ai des clients qui, faute de pouvoir payer une pièce détachée, laissent la voiture au garage. »

Youssef a un faux air de Charlie Chaplin. Ses ventes de véhiculés d'occasion ont chuté de moitié en un an. « Les affaires ne sont pas mauvaises », admet-il. Mais avec l'embargo, les voitures sont plus chères. » Youssef demande 350 000 dinars pour une Toyota qui coûtait moins du tiers il y a un an. Heureusement pour lui, les commerçants et les paysans ont les moyens de payer. Les premiers, parce qu'ils ont quand même profité de la pénurie pour faire de jolis bénéfices. Les seconds, parce que, pour encourager la production, l'État paie le riz et le blé au prix fort. Youssef est une exception dans ce quartier truffé de policiers qui

font la chasse aux voleurs de voitures toujours plus nombreux.

Le Kurdistan et le Sud

Il parle, alors que ses concurrents se taisent. L'exécution, fin juillet, de 43 commerçants accusés de stocker les produits de première nécessité et de spéculer contre le dinar a fait froid dans le dos à toute la corporation.

L'embargo crée l'injustice. D'abord, au niveau des régions : le nord kurde, le centre en majorité sunnite, le sud essentiellement chiite. Saddam Hussein impose depuis près d'un an son propre blocus au Kurdistan qui, protégé par les aviations occidentales, mène une vie autonome. Les représentants des Nations unies à Bagdad sont catégoriques : « L'embargo de fait imposé par Bagdad s'accroît. Les autorités irakiennes ne laissent remonter vers le nord que quelques médicaments, presque plus de nourriture et pas de carburant. »

Les Irakiens du Sud sont à l'abri des foudres de Saddam Hussein depuis que, le 27 août, l'ONU a interdit à l'aviation irakienne d'intervenir au sud du 32^e parallèle. Mais, sous le bouclier que constituent les chasseurs-bombardiers américains, anglais et français, la population chiite souffre plus des rigueurs de l'embargo de l'ONU que le centre du pays. *Babil*, un journal de Bagdad a reconnu, à demi-mots, que les Sudistes ne sont pas traités équitablement. A Bagdad, l'Unicef admet que, dans cette zone, 10 à 15 % des jeunes de moins de 15 ans sont anormalement sensibles aux maladies infectieuses du fait d'une alimentation insuffisante.

Les tickets de rationnement distribués depuis l'été 1990 assurent aux Irakiens 40 % seulement de leurs besoins alimentaires. Même si le fonctionnement durable de ce système est remarquable, selon des spécialistes de l'aide humanitaire.

Les familles doivent acheter au marché noir ce qu'elles n'obtiennent pas dans les magasins d'État. Un kilo de sucre vaut quarante fois plus cher « au noir » que sur présentation d'un ticket. Un kilo de viande acheté au souk coûte 35 di-

nars, soit environ un dixième du salaire d'un fonctionnaire moyen. Un évêque affirme que « beaucoup de familles passent un mois sans manger de viande ». Un professeur d'université proteste : « Je ne peux même plus offrir une tablette de chocolat à mon fils de dix ans ! L'état de santé de la population irakienne inquiète les responsables de l'assistance internationale.

Ils déplorent le refus de Bagdad de vendre du pétrole sous contrôle de l'ONU pour acheter nourriture et médicaments, et les difficultés faites aux agents de l'Unicef chargés, notamment, des programmes de vaccination. Le représentant de l'Agence des Nations unies pour l'enfance confirme : « Nous constatons, hélas ! un doublement de la mortalité chez les enfants de moins de cinq ans depuis la guerre du Golfe. » En un an, les cas de poliomyélite sont passés de 11 à 140, ceux de diphtérie de 10 à 100. Seule bonne nouvelle : il n'y a pas de choléra cette année.

La prospérité des nantis est d'autant plus remarquable. Les clients des grands restaurants, ou le whisky de marque coule à flots, les habitués des boîtes de nuit, les amateurs d'art qui se pressent aux vernissages... Tous ces gens-là passent au travers de l'embargo. Sûr de trouver un écho dans la population, Saddam Hussein s'est mis à prêcher la sobriété tout en dénonçant l'inflexibilité de George Bush. Il n'est pas le seul.

Un ecclésiastique souligne : « C'est scandaleux. Le peuple souffre. Désormais, c'est l'Occident qu'il critique et non plus le gouvernement. »

Pourtant, le même ecclésiastique remarque : « Les Irakiens sont las de la corruption. » Un intellectuel va plus loin : « Les gens instruits critiquent le gouvernement. »

Un diplomate, qui connaît à fond le pays, conclut : « L'Irak peut tenir encore le coup. Peut-être un an. Personne ne peut mesurer les ressources de Bagdad. L'embargo pose un problème sérieux, mais non prioritaire. L'essentiel, pour le régime, c'est la sécurité. Or les Irakiens ne se révolteront pas pour des motifs économiques et sociaux. »

C. L.

PARLEMENT EUROPEEN

16 septembre 1992

B3-1208/RC1
B3-1248/RC1

PROPOSITION DE RESOLUTION COMMUNE

déposée par M. PAPAYANNAKIS, au nom du groupe pour la gauche unitaire européenne
Mme ROTH, au nom du groupe des Verts
M. DE LA MALENE, au nom du groupe du rassemblement des démocrates européens
M. VANDEMEULEBROUCKE, au nom du groupe Arc-en-Ciel
MM. EPHREMIDIS et ALAVANOS, au nom du groupe Coalition des gauches

en remplacement des propositions de résolution déposées par :

- M. PAPAYANNAKIS et autres, au nom du groupe pour la gauche unitaire européenne (B3-1208/92)
- Mme ROTH, au nom du groupe des Verts (B3-1248/92)

sur la situation des droits de l'homme en Turquie

Le Parlement européen.

- A. eu égard aux violents affrontements qui ont eu lieu le 30 août 1992 entre les forces de sécurité turques et les séparatistes kurdes et qui ont fait plus de 50 morts dans le sud-est anatolien,
- B. préoccupé par le fait que plusieurs journalistes turcs sont morts en 1992, principalement dans le sud-est du pays, dans des circonstances suspectes, et vu le rapport de l'Association des médecins de Turquie du 8 août 1992 dans lequel il est constaté que l'Etat turc tolère aujourd'hui encore des fonctionnaires chez qui la torture et la mise à mort de suspects sont devenues un réflexe,
- C. eu égard à la nouvelle procédure intentée contre le docteur Ismail Besikici et aux nouveaux procès contre les syndicalistes,
- D. considérant que, depuis le début de 1992, 1.300 personnes ont été victimes de la lutte armée qui oppose depuis huit ans les forces gouvernementales et les forces séparatistes kurdes et que 205 personnes ont été tuées pendant l'année 1992 dans le cadre d'exécutions extrajudiciaires par les forces de sécurité,
- E. eu égard au non-respect de la Convention des droits de l'homme dans le sud-est de la Turquie,
- F. eu égard au programme annoncé par le gouvernement turc, au titre duquel une priorité serait accordée à l'amélioration des droits de l'homme,

DOC_FR\RC\213\213422-.MA

PE 161.885/RC1
PE 161.925/RC1
Or. DE/EN/FR

- G. vu la Charte des Nations unies, la Convention des droits de l'homme des Nations unies, la Convention européenne relative aux droits de l'homme et la Convention relative à la torture,
- H. vu ses précédentes résolutions sur les Kurdes et les droits de l'homme en Turquie,
1. condamne les attaques des forces armées turques contre les Kurdes, ainsi que tous les actes terroristes d'où qu'ils proviennent ;
 2. lance un appel au gouvernement turc pour qu'il supprime l'état d'urgence dans le sud-est anatolien et pour qu'il recherche une solution politique à la question kurde ;
 3. demande qu'une conférence sur le problème kurde soit organisée dans le cadre de la CSCE et demande à la Communauté et aux Etats membres de soutenir une telle initiative ;
 4. demande instamment au gouvernement turc d'ouvrir une enquête sur les causes de la mort de ces journalistes et, le cas échéant, de traduire les responsables en justice, qu'ils fassent partie d'organisations terroristes ou des forces de sécurité ;
 5. considère que le respect intégral des droits de l'homme et du citoyen doit constituer une composante essentielle des rapports entre la Communauté et la Turquie ;
 6. charge la commission parlementaire mixte CEE/Turquie et la sous-commission "Droits de l'homme" de suivre de près les questions évoquées dans la présente résolution et d'envisager une mission d'observation sur place ;
 7. charge son Président de transmettre la présente résolution au Conseil, à la CPE et à la Commission, ainsi qu'au Conseil de l'Europe, au Secrétaire général des Nations unies, au secrétariat de la CSCE, au gouvernement et au parlement turc.

La Turquie et l'Iran devraient développer leur coopération dans la lutte antiterroriste

A l'issue d'une visite à Téhéran, M. Ismet Sezgin, ministre de l'intérieur turc, a estimé, lundi 14 septembre, après une dernière rencontre avec son homologue iranien, M. Abdallah Nouri et un entretien avec le président iranien, M. Ali Akbar Hachemi Rafsandjani, qu'il existait « une volonté politique des deux pays de coopérer dans la lutte contre le terrorisme ».

M. Sezgin a affirmé avoir reçu des « garanties » quant à l'engagement de Téhéran dans la lutte contre les séparatistes kurdes turcs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste). Le premier ministre turc, M. Suleyman Demirel, pourrait se rendre à Téhéran dès la fin octobre, indique-t-on dans l'entourage de M. Sezgin. Le problème des bases du PKK en Iran et des activités de Moudjahidines du peuple (iraniens) en Turquie est à l'origine des difficultés entre les deux capitales. - (AFP.)

International Herald Tribune — September 17, 1992

2 Kurdish Parties Agree to Merge Guerrilla Forces

New York Times Service

SHAQLAWA, Iraq — The Kurds' two main political parties, in a major step toward further centralizing power in northern Iraq, have agreed to combine their guerrilla units into a single force under Kurdish government command, officials said.

"We reached a good agreement," said Massoud Barzani, head of the Kurdistan Democratic Party, at the

end of a daylong meeting Tuesday in this mountain village with top officials of the Patriotic Union of Kurdistan, the other main party.

The agreement followed weeks of negotiations between the two parties, longtime rivals that share power in the Kurdish region's parliament.

Under the agreement, the parties will form a united force of 30,000 guerrillas within one month, said Kamal Fouad, a senior member of the Patriotic Union. He said the force's size would probably double in a year.

The merger is to be followed by talks with smaller parties, which have a total of 30,000 guerrillas.

DIE WELT — 19-20 September 1992

Kurdistan — ein Volk kämpft für den eigenen Staat

dpa, Hamburg

Seit Jahrzehnten strebt das auf etwa 20 Millionen Menschen geschätzte Volk der Kurden, das verteilt in fünf Ländern des vorderen Orients lebt, einen eigenen Staat in seinen Haupt-siedlungsgebieten an. Die Herkunft der Kurden liegt weitgehend im Dunkeln. Sie werden jedoch schon in sumerischen Schriften erwähnt, die mehr als 4200 Jahre alt sind. Die Kurden, meist islamisch-sunnitischen Glaubens, haben eine eigene Kultur und eine eigene Sprache, die indogermanischen Ursprungs und weder mit dem Türkischen, noch mit dem Arabischen verwandt ist. Knapp die Hälfte von ihnen siedelt — mit militärischer Gewalt unterdrückt — in der Türkei. Weitere 2,5 Millionen leben im Irak, 4,5 Millionen in Iran, Minderheiten in Syrien und der GUS.

Schlimmsten Verfolgungen waren die Kurden in jüngerer Vergangenheit unter dem Ayatollah Khomeini in Iran und unter dem irakischen Diktator Saddam Hussein ausgesetzt, der auch mit Giftgas gegen kurdische Frauen und Kinder vorging.

Ihre nationale Identität verloren die nichtarabischen Kurden nicht, aber ihr Stammland Kurdistan hat als souveränes Staatsgebilde nie existiert. Und es wurde mit der Zerschlagung des Osmanischen Reiches im Jahre 1923 unter vier Länder aufgeteilt. In der Türkei, von der die Kurden als ethnische Minderheit nicht anerkannt wurden, durften sie ihre Sprache nicht mehr sprechen und wurden offiziell als „Bergtürken“ bezeichnet. Aufstände wurden von der Armee immer wieder blutig niedergeschlagen. Seit Jahren sind wiederum Regierungstruppen im Südosten Anatoliens in einen Rebellenkrieg kurdischer Aufständischer verwickelt, dessen Intensität sich nach der Gründung der marxistischen Arbeiterpartei (PKK) und deren „Volksbefreiungsarmee“ verstärkte.



Nachdem Flucht und Leiden der Kurden im Irak nach Beendigung des Golfkriegs auch das Schicksal der türkischen Kurden wieder in das Rampenlicht der Weltöffentlichkeit brachte, hob die Türkei unter internationalem Druck zwar ein 1980 erlassenes Gesetz auf, das Türkisch zur Muttersprache aller Staatsbürger erklärt und andere Sprachen verboten hatte. Die Pflege von kurdischer Sprache und Kultur blieben jedoch wie die politische Betätigung verboten.

Seit nunmehr sieben Jahrzehnten kämpfen die Kurden für ihren eigenen Staat. Bislang jedoch ohne Erfolg. Um ein autonomes Kurdistan zu schaffen, müßten die Türkei, der Irak und Iran Teile ihrer Hoheitsgebiete abtreten. Dazu war keiner der drei Staaten bisher bereit. Erschwerend kommt hinzu, daß die kurdischen Stämme keineswegs einig sind.

Le Monde • Dimanche 20 - Lundi 21 septembre 1992

□ TURQUIE : le président de la République appelle les rebelles kurdes à déposer les armes. — Lors d'un entretien, mercredi 16 septembre, avec trois députés kurdes du Parti populaire du travail (HEP), le président de la République turque, M. Turgüt Ozal, a appelé les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) — qui affrontent les forces de sécurité dans le Sud-Est anatolien — à déposer les armes, en soulignant que « des pas pourraient alors être faits » pour régler le problème kurde. « J'ai quelques propositions mais je ne peux pas les dévoiler au stade actuel et je tente d'aider le gouvernement sur ce sujet », a dit M. Ozal. C'est la première fois que le président de la République envisage, de manière implicite, l'ouverture de discussions avec les séparatistes kurdes en échange d'un arrêt des combats. — (Corresp.)

V.S.D. — 17 septembre 1992

■ DOCUMENT

Châtiment collectif au Kurdistan

LE VILLAGE DES MILLE VEUVES

Au nord de l'Irak, nos reporters ont découvert un village où l'on ne se marie jamais plus, où l'on ne célèbre aucune naissance. Accusés de complicité avec les Iraniens en 1983, les hommes du clan Barzani, dont mille pères de famille, ont été emmenés vers une destination inconnue par les soldats de Saddam.



Un mari et deux fils perdus, parce qu'ils s'appelaient Barzani.

A 15 kilomètres au sud d'Erbil, la capitale provisoire du Kurdistan irakien libre, la plaine, désespérément plate et monotone, s'étend à perte de vue ; les champs viennent d'être moissonnés. Quelques kilomètres avant le premier poste de contrôle de l'armée irakienne, une petite route file sur la gauche vers un village pas comme les autres : Kouch-tepe, avec ses neuf cents maisons basses, entourées de murs, plantées au milieu des champs. Dans ce village vivent les veuves et les orphelines du clan Barzani, et les quelques hommes qui ont échappé à la plus grande rafle de l'histoire du Kurdistan irakien (voir encadré).

Quand les autobus s'arrêtent le soir, juste avant le coucher du soleil, en bordure du village, on ne voit descendre que des femmes, enveloppées dans de grands voiles noirs, lourdement chargées. Elles reviennent au village après avoir passé une journée dans les champs pour gagner quelques dinars. Elles s'accroupissent quelques instants dans les ruelles de terre battue devant les portes de leurs maisons pour discuter entre voisines et profiter de la douceur du crépuscule. Des enfants jouent dans la rue : une majorité de filles, habillées de longues robes aux couleurs chatoyantes, cheveux nattés ou flottant sur les épaules.

Une jeune femme, vêtue d'une longue robe bleu vif passée par-dessus un pantalon bouffant, sans voile, porte un bébé dans les bras : elle est la seule dans cette ruelle à avoir un bébé et

un mari. Elle pousse une porte en tôle et nous invite chez elle.

Moulla, son mari, raconte comment il a réussi à échapper à la grande rafle du 31 juillet 1983. « Cela s'est passé très tôt le matin, vers 3 heures. Des unités de l'armée ont commencé par encercler le camp, avec des chars. Et puis les soldats ont fouillé les maisons une à une. Au début, on ne comprenait pas ce qui se passait ; et puis ils ont emmené tous les hommes qu'ils trouvaient, même les jeunes de plus de 14 ans, ils en prenaient quatre ou cinq par maison ; les femmes pleuraient, criaient, hurlaient. Ils sont venus dans ma maison vers 8 heures. Je me suis caché dans les toilettes (il montre une petite cabane dans le jardin, avec une porte peinte en bleu) en laissant la porte ouverte, et en me glissant derrière la porte. Ils ne m'ont pas

vu... j'avais 24 ans. Un autre de mes frères a essayé de se cacher dans la maison, comme moi, derrière une porte ; il n'a pas vu que ses pieds dépassaient, et il a été arrêté. » Montrant un jeune homme d'environ 18 ans assis à côté de lui, Moulla ajoute :

« ILS REVIENDRONT UN JOUR... NOUS ATTENDONS »

Il était encore très jeune à cette époque, c'est pour cela qu'ils ne l'ont pas emmené. »

Une vieille femme veut aussi raconter son histoire : « Mon mari était encore en pyjama quand les soldats sont venus ; ils lui ont demandé de sortir : il ne savait pas ce qu'ils voulaient, et il est sorti avec un de nos fils ; ils les ont emmenés, sans les lais-





Elles attendent, depuis maintenant neuf ans, des nouvelles de leurs maris ou fils. Il est à peu près certain aujourd'hui, que les huit mille hommes du clan Barzani sont ensevelis dans des fosses communes, creusées au bulldozer, quelque part au sud de l'Irak.

ser s'habiller. C'est à ce moment-là que les autres garçons se sont cachés. Au total, ils ont pris neuf hommes. »

Une femme explique comment elle se débrouille pour vivre sans son mari et ses fils : « Nous, les femmes de la maison, nous travaillons dans des jardins appartenant à des familles kurdes dans les villages voisins, pour gagner 5 ou 6 dinars par jour (1 kilo de riz coûte 8 dinars). Nous travaillons de 6 heures du matin à 4 heures de l'après-midi : toutes les femmes que vous voyez ici, les jeunes ou les vieilles, travaillent comme moi. »

Trente-deux femmes vivent dans la maison de Moulla. Les jeunes filles ne se marient pas car il n'y a pas d'hommes de leur âge, et si par extraordinaire il y en a un, leur père n'est pas là pour donner son autorisation. « Nous attendons que leurs pères

HISTOIRE D'UNE TRAGÉDIE

Après la défaite du général Barzani en 1975, tous les villages situés dans une bande frontalière large de 30 kilomètres avaient été détruits et leurs habitants déportés dans le sud de l'Irak. Au bout de cinq ans, de nombreux Kurdes, dont les familles du clan Barzani, avaient été autorisés à revenir au Kurdistan, mais pas dans leurs villages : les Barzani avaient été transportés dans la plaine d'Erbil, à un endroit où il n'y avait absolument rien, avec défense d'en bouger. Peu à peu, ils avaient construit des maisons qui allaient former le village de Kouchtepe et un autre village plus petit à côté. C'est là que

les soldats de l'armée irakienne sont venus chercher tous les hommes du clan trois ans plus tard. La grande rafle contre les hommes du clan Barzani a fait au total huit mille victimes : tous les adolescents et les hommes entre 14 et 80 ans. C'est le plus sinistre cas de châtiment collectif en Irak. Rendu furieux par la participation des peshmergas (maquisards) de Massoud et Idris Barzani à une opération militaire iranienne en territoire irakien, à Haj Omran, Saddam Hussein avait décidé de punir tous ceux qui portaient le nom de Barzani : non seulement leurs parents directs, mais tous les membres mâles du clan.

reviennent : ils vont revenir un jour assure l'une des femmes... La coutume veut que les femmes du clan Barzani ne se marient qu'avec des hommes du clan. Alors, quel avenir pour toutes ces jeunes femmes ? Nous ne savons pas, nous attendons.

Dans ce village de neuf cents familles, il reste entre cinquante et soixante hommes. Deux hommes plus âgés racontent comment ils ont pu échapper à la rafle : « Nous avions creusé un abri contre les bombardements, et nous nous sommes cachés dedans. Ils ont pris tous les hommes entre 14 ans et 80 ans. »

Une femme montre la photo de son mari et de ses deux fils disparus. Que sait-elle d'eux ? Quelqu'un nous a affirmé qu'ils sont toujours en vie... d'autres disent qu'ils sont morts.

Chris Kutschera

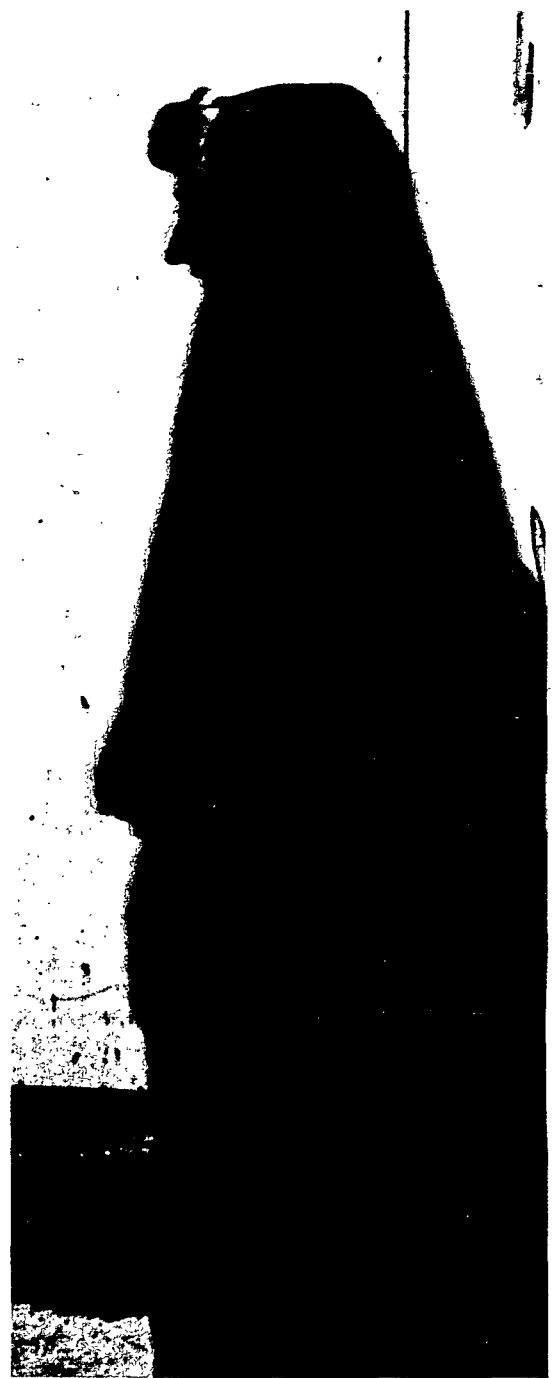
AVANT L'ISLAM, AU KURDISTAN, C'ÉTAIENT LES FEMMES QUI GOUVERNAIENT...

KURDISTAN LE COMBAT DES FEMMES

En se battant contre l'opresseur irakien, les femmes kurdes ont appris qu'il y a deux formes d'autonomie. Celle de leur pays, primordiale, et la leur, durement acquise et encore bien fragile.

La tradition, au Kurdistan, veut que la femme s'occupe du ménage, de l'éducation des enfants et qu'elle fasse du tissage. «La femme est le pilier de la maison», dit un proverbe connu. Et un autre: «Dieu a créé la femme, la femme a créé le foyer.» Mais l'état de guerre quasi permanent dans lequel le pays est plongé depuis 1920 — à partir du Traité de Sèvres qui prévoyait la création, jamais réalisée, d'un État kurde — en a décidé autrement.

Avec des maris souvent engagés dans la résistance, qui restaient jusqu'à huit années sans revenir à la maison, les femmes ont dû assumer d'autres rôles. Certaines ont rejoint leurs époux dans les montagnes et se sont faites combattantes: *peshmerga*, c'est le mot kurde. Les autres, la grande majorité, sont restées sur place et se sont retrouvées chefs de famille. Elles ont dû se charger de tout, sans être à l'abri des risques. Victimes d'une répression sans merci, elles furent souvent la cible privilégiée des soldats irakiens, qui n'hésitaient pas à se servir d'elles pour affaiblir la résistance, les emprisonnant et les tuant lorsqu'ils ne pouvaient pas atteindre leurs maris et leurs fils. La tragédie de Barzan, village du leader historique Barzani, reste dans toutes les mémoires. C'était en 1974. Après une accalmie de quatre ans, la guerre avait repris de plus belle, suite au refus de Bagdad d'intégrer Kirkouk et ses réserves de pétrole à la région autonome du Kurdistan. Les Irakiens ont pris le village, emmené tous les hommes qui avaient plus de 7 ans. Huit mille femmes se sont retrouvées seules. A la disposition des troupes irakiennes, dans le camp de Qustapa. Aujourd'hui, elles élèvent les enfants nés



Pendant que leurs maris et pères guerroyaient

de ces relations forcées et demandent en vain des nouvelles de leurs maris.

La guerre du Golfe a été l'occasion pour les Kurdes d'Irak de se soulever une fois de plus contre le régime et de faire valoir leur droit à l'autonomie, reconnue d'ailleurs par Saddam Hussein en 1979, après une répression qui a fait 60 000 morts, mais jamais respectée! La présence des forces de l'ONU sur leur territoire leur a permis d'enclencher le processus qui a mené aux élections de mai 1992. Les Kurdes exilés et ceux qui avaient fui les bombardements ont pu regagner leurs terres et échapper par la même occasion à la pression des Irakiens dans des villes qui, comme Kirkouk, sont devenues des points de frontière brûlants.

Différentes étapes ont été franchies depuis. Les Kurdes ont élu leurs députés. Sur cent cinq parlementaires, six sont

femina

20 septembre 1992



dans les montagnes, les femmes s'organisent.

des femmes: deux écrivains, un peintre, deux enseignantes et un ingénieur, toutes âgées de moins de 40 ans. Aucune d'elles n'a eu accès au groupe restreint des quinze ministres du Conseil, mais, autour de très nombreuses candidates, les organisations féminines se sont multipliées.

Zaineb Rahim, 30 ans, célibataire, était la plus jeune candidate. Elle n'a pas été élue. Elle se réjouit qu'avec ce nouveau parlement les Kurdes soient «heureux et libres». Mais elle sent la nécessité de se préoccuper des droits de la femme qui passent d'abord, selon elle, par «un programme d'instruction sérieux». Jusqu'à présent, dans les villages, les petites filles, occupées très tôt par le travail des champs, n'ont jamais été à l'école. Sans illusions, Zaineb estime qu'il faudra bien un siècle pour rattraper ce retard et

réaliser les conditions de l'égalité. On est bien forcé de la croire. Si les villes du Kurdistan sont relativement modernes pour une région aussi pauvre, les villages ont quelque chose de moyenâgeux. Il n'est pas rare de voir dans les champs des charrues rudimentaires.

Dans les hameaux, la vie familiale se passe à même le sol. Il n'y a pas d'eau courante. Les femmes doivent parcourir plusieurs centaines de mètres pour aller chercher l'eau. Dans certains villages, on pose encore sur le lit nuptial le traditionnel carré de drap qui sera exhibé au lendemain des noces devant les parents et amis intimes, comme preuve de la virginité de la mariée. Et l'on trouve encore pas mal d'hommes qui cachent leur épouse et leurs enfants à

l'intérieur de la maison et vous expliquent qu'il est temps pour eux de songer à un deuxième mariage. A Abril (l'ancienne Arbèles dont la plaine vit la victoire d'Alexandre le Grand sur Darius), un ancien homme de loi, qui avait l'air très cultivé et avait voyagé en Europe, expliquait calmement, comme si cela allait de soi, pourquoi un homme doit épouser une femme plus jeune que lui: «Vous comprenez, la femme s'use beaucoup plus vite que l'homme avec les enfants, les travaux de la maison et des champs. Et, à cause de ça, elle meurt plus jeune.»

Mais il est vrai que tous les hommes ne sont pas rivés aux traditions. Quelques-uns, qu'on aimerait bien croire, vont même jusqu'à affirmer que tout, mais vraiment tout est possible, même pour les femmes, dans ●●●

KURDISTAN LE COMBAT DES FEMMES

•••

le Kurdistan libéré. Cela fait un bout de temps, d'ailleurs, que certaines ont pris les devants, sortant du cercle restreint de la famille pour devenir combattantes, artistes, écrivains.

Depuis la mort de son mari, Majida Ali, elle aussi candidate aux élections, élève seule ses quatre enfants. A côté de son engagement politique, elle exerce le métier d'enseignante pour enfants handicapés et trouve encore le temps de s'occuper d'un petit jardin potager, indispensable à qui veut manger autre chose que des oignons. «C'est ma mère qui m'a tout appris», dit-elle avec fierté. Majida envisage dans son programme politique la création d'un comité capable de prendre en charge la gestion des soins, des écoles et des crèches et d'aborder avec les femmes les problèmes qui les concernent, notamment la contraception, un mot encore tabou au Kurdistan.

De son côté, Myriam Saddiq, Myriam Khan pour être plus respectueux (le mot *khan*, à traduire par madame, est une marque de distinction), sillonne la campagne à la tête d'une organisation féminine qui essaie de mettre à jour les questions les plus urgentes pour la population féminine. Myriam a fait de la résistance. C'est dans la lignée de la famille: sa grand-mère et douze autres parentes, qui s'opposaient à l'Empire ottoman, ont été tuées par les Turcs. Née à Raniyah en 1944, Myriam a exercé des responsabilités dans le Mouvement des femmes, puis a rejoint en 1963 la résistance armée dans les montagnes. «Je suis devenue *peşmerga*, raconte-t-elle, avec l'accord de mes frères, parce que cela me semblait la meilleure façon d'aider notre peuple à sortir de la stagnation dont il souffrait.» Depuis, elle n'a cessé d'être en première ligne: comme correspondante du centre d'information du KSP (Parti socialiste kurde), comme militaire et combattante. Elle s'est mariée dans les montagnes et n'a pas eu d'enfants. Elle n'est pas seule à penser que, sans l'aide de l'Europe, le pays ne s'en sortira pas. «J'aimerais que les femmes européennes pensent à nous, dit-elle, comme l'a fait Danielle Mitterrand.» La Fondation France Libertés présidée par M^{me} Mitterrand a effectivement envoyé une centaine de camions de vivres et de l'argent pour payer les salaires des instituteurs, mais aujourd'hui ses caisses sont vides...



Myriam Khan, combattante.



Pour les femmes, la dure corvée de bois.

Sans l'aide humanitaire, le Kurdistan est condamné à la misère. L'heure n'est pas à la relance économique dans ce pays qui souffre de multiples maux: embargo contre l'Irak, usines fermées faute de main-d'œuvre qualifiée, manque de moyens de communication, routes détruites et liaisons téléphoniques inexistantes, puits de pétrole inaccessibles car jalousement gardés par les Irakiens... Malgré cela, les Kurdes réintègrent petit à petit leur pays. Ils reviennent mettre la main aux ruines de leurs anciennes habitations qu'ils reconstruisent avec l'aide de l'ONU et de Caritas. Le paysage se peuple à nouveau des couleurs chatoyantes des robes des femmes kurdes.

Très actives à tout moment de la journée, au milieu des décombres, elles cousent et réparent les vêtements, font le pain, préparent le thé dans l'immanquable samovar luisant, réorganisent la famille démembrée. Le Kurdistan revit... Grâce notamment à ces femmes qui parcourent parfois plusieurs kilomètres à pied par jour pour ramener d'énormes tas de branches mortes, combustible naturel susceptible, en temps de crise, de remplacer le pétrole. Toutes, qu'elles vivent à la campagne ou en ville, ont fait la queue pour voter dans l'espoir de voir leurs droits reconnus. Pendant le mois de mai, une pièce féministe a été présentée pour la première fois à Souleymanya. On y raconte l'histoire d'une jeune fille condamnée à mort pour s'être opposée au Conseil des

«C'est normal qu'un homme prenne une jeune épouse. Parce que la femme s'use beaucoup plus vite, à cause des enfants, des travaux de la maison et de ceux des champs...»

anciens, qui voulait l'empêcher d'épouser l'homme qu'elle aimait. Mais sa mère intervient et la sauve, se révoltant contre les traditions. «Ces traditions, explique M^{me} Hadjar, metteur en scène de la pièce, sont celles de l'islam. Mais avant l'islam, au Kurdistan, c'étaient les femmes qui gouvernaient.» Et de nommer Zorinia Amedi, une souveraine connue pour son équité, et Qadam Ker Ardalani, qui aurait combattu courageusement contre les Perses, à la tête de ses troupes, pendant plusieurs années. De ces héroïnes, qu'elle n'est pas seule à citer, on ne trouve aucune trace dans l'histoire officielle. Le fait d'en parler montre bien la nécessité pour les femmes kurdes de déterrer dans le passé des modèles qui justifient leurs revendications actuelles.

Face à une situation qui change au jour le jour, il est difficile de savoir ce que le Kurdistan d'Irak va devenir. Son cadre juridique est indéfini: ni autonomie ni indépendance légale. Mais le pays, de fait, s'organise et se gouverne tout seul, au milieu de nations qui ne veulent pas reconnaître cette autonomie, de peur de devoir l'accorder un jour à leurs propres minorités kurdes.

Les femmes du Kurdistan espèrent que la libération les concernera elles aussi. Mais pour l'instant, même les plus féministes aiment à dire que c'est à la survie de la population tout entière qu'il faut travailler en priorité: «Face à Saddam Hussein, il n'y a ni hommes ni femmes, il n'y a que des Kurdes.» ■

FULVIA ALBERTI
Photos ÉRIC MARTIN, FOVEA SEQUOIA

NEWSWEEK — September 21, 1992

A Kurdish Country: How Long Can It Last?

BY MORTON ABRAMOWITZ

The Bush administration is itching to get rid of Saddam Hussein. The Kurds, too, would like him wiped out. So, of late, Washington and the mountain warriors of northern Iraq have learned to work together. But there is a paradox in this alliance: right now, with Saddam in place, the Kurds have de facto independence; without him, their chances of staying independent are very slim.

The neighbors of de facto Kurdistan—Iran, Turkey and, to a lesser extent, Syria—would be hostile, fearing its impact on their own restive Kurdish populations, challenging its borders, coveting its oil. Knowing this, Kurdish leaders are divided about what to expect from the United States. Some expect Washington to help a little, then fade away, as it did in 1975 after a Kurdish rebellion was promoted, then abandoned, by the shah and the CIA.

Still, most Kurds remain stoically optimistic. After decades of death and destruction, they are relishing their chance to govern a liberated land. And having experienced freedom, they will not again accept Iraqi military rule. In the time that they have, they are trying to create a fact that they alone want to exist.

The Iraqi Kurds have tried to improve relations with An-



HENRI BUREAU

De facto independence? *Kurdish refugees in Iraqi Kurdistan*

kara, hoping to reduce Turkish misgivings. They have held free elections, seeking to win greater Western commitment to their security. For the first time, last month the U.S. secretary of state met with the main Kurdish leaders—albeit in the company of other non-Kurdish Iraqi opposition figures. But for the Kurds to avert another dramatic reversal of fortune, it's not enough to be rid of Saddam. Even if he has a brutal successor the world may find it convenient to turn away from the Kurds, sacrificing them in the name of stability.

Only a civilian regime would be likely to accept a high degree of Kurdish autonomy in a federal state with nominal "territorial integrity." And this could be achieved only if Washington made it clear that

nothing but a civilian government committed to democracy and human rights would gain recognition. But since any such declaration would diminish Iraqi military interest in overthrowing Saddam, such a policy is improbable. And given the lack of cooperation among the Iraqi opposition and the dearth of democratic traditions, pluralism and federalism may be elusive goals.

'Free Iraq': For their part, the Kurds have to continue working with the various Shiite and other opposition groups to establish a unified and democratic Iraq, thereby demonstrating a willingness to keep the country from coming apart. A provisional government in "Free Iraq" would be the first step. At the same time, the Kurds of Iraq must shut down the insurgency by

the Kurds in Turkey, the PKK, who are operating from their territory. Nothing less would ease Turkish fears. But all of this takes the leaders in the region, in Washington and the Kurds themselves into uncharted terrain.

Once the American political season is over, any U.S. administration will have to come to grips with questions bigger than whether Saddam stays or goes. It will have to decide whether it is prepared to break with the political status quo in the gulf. Are we now willing to invest in a long-term effort to create a democratic federated Iraq? Dare we risk the disintegration of this 70-year-old amalgam cobbled together by British colonialism? Or do we simply drift back to acceptance of something like the pre-gulf-war, Iraq with a new face but much the same old dictatorship? Or even with Saddam? Regional attitudes make a decision difficult, and one senses an inclination to avoid the tough choices or admit those that have been made.

Amid these uncertainties, the Iraqi Kurds would be wise to proceed cautiously and examine their aspirations. They live in an unfriendly area, and they should be wary of anyone claiming to offer them salvation, especially anyone from the West.

Morton Abramowitz is president of the Carnegie Endowment for International Peace and a former U.S. ambassador to Turkey.

Le Monde — 14 septembre 1992

La Turquie achète des canons et des tourelles de char à la France

La Turquie et la France ont signé, vendredi 18 septembre, à Ankara, deux accords de défense, l'un sur l'échange d'informations en matière d'armement, l'autre sur la fabrication de canons et de tourelles pour véhicules blindés de combat.

Signé par le groupe GIAT-Industries, le contrat d'armement, annoncé à Ankara, prévoit l'achat et la fabrication par la Turquie de 515 canons de 25 mm et tourelles

à l'occasion d'un programme qui s'étale sur six ans, pour un montant global de 582 millions de francs. Selon les dispositions annexes du contrat, GIAT-Industries transfèrera à la Turquie la technologie des munitions de 25 mm et exportera des produits de l'industrie de défense turque. Le groupe français entraînera également le personnel des forces armées turques à l'utilisation de son système d'armes.

Les deux pays ont conclu, d'autre part, un accord intergouvernemental de sécurité, qui porte sur l'échange d'informations classifiées en matière d'armement et qui est destiné à protéger la circulation des informations dites «sensibles» . - (AFP)

Ouest-France — 22 septembre 1992

Cent mille soldats au service d'un gouvernement fantôme

Une armée pour le Kurdistan irakien

Le gouvernement du Kurdistan irakien, qu'aucun pays n'a reconnu, pourrait disposer bientôt d'une armée de 100 000 hommes.

Les deux principaux partis kurdes d'Irak ont décidé d'unir leurs forces de combat et de mettre ainsi une armée sur pied dans le nord du pays, qui

échappe au contrôle de Bagdad.

L'accord vient d'être conclu entre le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani. Les combattants des deux partis devraient être placés sous le contrôle unique du « ministre » kurde de la Défense.

Le gouvernement kurde du nord de l'Irak a été constitué à

l'issue d'élections considérées par Bagdad comme illégales et qui ont eu lieu en mai. Ce gouvernement n'est reconnu, de toute façon, par aucun pays.

Le « ministre » kurde de la Défense, le général Kamal Mufti, évalue ses besoins à 100 000 hommes. La moitié de cet effectif étant nécessaire à la surveillance de la frontière entre le

Kurdistan et les régions que contrôle Bagdad. Selon le général Mufti, « cet accord est très important, parce qu'autrement les combattants resteraient dépendants des différentes milices et le gouvernement kurde ne contrôlerait pas la situation. Nous ne pourrions pas défendre le Kurdistan ni contrôler les gens qui se promènent armés dans les rues ».

GAMK — 23 septembre 1992

ENCORE UN JOURNALISTE ASSASSINE EN TURQUIE

S'il est une profession à haut risque en Turquie, c'est bien celle de journaliste. Surtout quand celui qui l'exerce est d'origine kurde. Les associations internationales de journalistes ont bien alerté les autorités turques et la communauté internationale concernant la recrudescence des cas d'assassinats de journalistes en Turquie, huit depuis le début de l'année. Les associations de défense des droits de l'homme ont joint leurs voix aux leurs, mais sans effet puisqu'il est toujours aussi dangereux d'informer en Turquie.

Un écrivain et journaliste kurde, Musa Anter, vient ainsi de porter à neuf le nombre des victimes ; il a été assassiné dimanche à Diyarbakir. Agé de 74 ans, Musa Anter a été agressé dimanche soir par un inconnu. Il est décédé à l'hôpital touché de trois bal-

les dans le corps. Au cours de la même agression, un autre écrivain kurde, Orhan Miroglu, 39 ans, a été grièvement blessé et admis à l'hôpital de Diyarbakir. Musa Anter, qui avait publié trois livres, collaborait au journal pro-kurde Ozgur Gundem, publié en langue turque.

Le moins que l'on puisse dire est que les autorités turques ne semblent pas considérer ces mystérieux assassinats, dont les auteurs n'ont jamais été retrouvés, comme des atteintes à la liberté de la presse. Bien au contraire, elles auraient tendance à disculper les auteurs de ces meurtres, au nom de la lutte contre le terrorisme. Etre journaliste et kurde en Turquie, qui plus est dans les régions du sud-est sous état d'urgence, c'est une combinaison suspecte, relevant nécessairement du militantisme, voire du terrorisme, un délit passable donc, de l'assassinat...

24 HEURES — 17 septembre 1992

TURQUIE

Accrochages sanglants

Très net regain de violence au Kurdistan.

● Quarante-cinq personnes ont été tuées et quatre autres blessées en vingt-quatre heures dans l'est anatolien, lors de deux accrochages entre forces de l'ordre et rebelles indépendantistes kurdes et l'attaque de rebelles contre des véhicules civils.

Vingt rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués samedi dans un accrochage au pied du mont Agri, après s'être infiltrés en territoire turc d'Iran. Dix-huit autres rebelles ont été tués et quatre gendarmes blessés près de la ville d'Aradahan, au nord du mont Ararat, non loin de la frontière géorgienne, lors d'un accrochage entre forces de l'ordre et militants du PKK, lors d'une opération de ratisage. Sept civils ont été en outre abattus et deux autres enlevés, dans la région de Bingol (est), par des rebelles PKK qui ont barré la route pour procéder à des « contrôles d'identité » sur la route menant de Bingol à la commune de Genç. — (afp)

Bagdad n'oublie pas les provinces kurdes

Les trois provinces kurdes du nord de l'Irak ayant fait sécession au printemps dernier retourneront dans le giron irakien dès que la protection aérienne alliée, dont elles bénéficient actuellement, aura cessé, a souligné un officiel irakien à Kirkouk.

Ces régions du Kurdistan irakien ne pourraient pas « défier » durablement le pouvoir central si l'aviation occidentale, déployée au nord du 36^{ème} parallèle, n'y patrouillait quotidiennement, a estimé Yasser Hassan Sultan, gouverneur de Kirkouk, le grand centre pétrolier du nord du pays. Les trois provinces (Dohouk, Erbil et Soutleimanieh) se sont totalement dégagées de la tutelle de Bagdad en élisant en mai un parlement au suffrage universel et en constituant un gouvernement autonome. L'un des objectifs de ce dernier est d'unifier en une force unique de sécurité les Peshmergas, les combattants kurdes.

Bagdad ne reconnaît « évidemment pas » le gouvernement « illégitime » kurde, « conséquence directe » de la présence

dans le secteur des appareils américains, britanniques et français, a dit le gouverneur. Les structures politiques mises en place par l'opposition kurde « ne fonctionneront plus » dès l'arrêt de ces opérations, et « ce par la volonté même du peuple », a-t-il affirmé.

Selon Yasser Hassan, une opposition à la nouvelle administration kurde continue de se développer dans le nord de l'Irak.

Les Kurdes sont « les bienvenus »

Plus menaçant, le fonctionnaire, un cadre du parti Baas (au pouvoir), a encore déclaré : « tous ceux qui ont pris une position contre l'Irak vont le regretter ».

Par ailleurs, selon des officiels irakiens, les Kurdes ayant fui en 1991 les violents combats entre forces irakiennes et rebelles kurdes dans la ville de Kirkouk sont « pratiquement tous » revenus. « Les Kurdes n'ont plus peur, ils sont rentrés chez eux »,

a relevé un cadre local. Des centaines de familles kurdes avaient abandonné leurs maisons et leurs biens, en avril 91, lorsque les troupes du président Saddam Hussein étaient entrées dans la ville pour en déloger les Peshmergas.

Ces populations s'étaient réfugiées dans les trois provinces de l'extrême nord du Kurdistan. « Ces gens sont les bienvenus et ont reçu, à leur retour, une petite aide financière du gouvernement, un peu plus de 100 dinars (320 dollars au taux officiel) par famille », a indiqué la même source.

Kirkouk, 750.000 habitants, comprend des communautés arabes et turcomanes. Située à 250 km au nord de Bagdad, la ville est considérée par l'opposition kurde comme partie intégrante du Kurdistan, ce que conteste Bagdad.

Le centre de la cité, poussiéreux et grouillant de monde, s'étend au pied de la citadelle historique, partiellement détruite par les bombardements alliés pendant la Guerre du Golfe. Les

forces de sécurité y sont omniprésentes.

Kirkouk est un centre névralgique. Dernière grosse ville avant le nord et l'est « rebelles », elle abrite le siège de la North Oil Company, la société pétrolière irakienne chargée de l'exploitation des puits -très ralentie en raison des sanctions internationales- de la région.

L'axe routier Bagdad-Kirkouk est jalonné de bases militaires sur lesquelles, au milieu de DCA pointées vers le ciel, d'importants matériels sont entreposés : chars, blindés légers, véhicules de transport, etc. Sur le trajet, dans les deux sens, de nombreux contrôles d'identité sont opérés.

Il n'a pas été possible pour les journalistes de se rendre au nord de Kirkouk et de prendre la route d'Erbil, distante de 120 kilomètres. « La sécurité ne peut y être garantie en raison des exactions perpétrées par les dissidents kurdes », selon le gouverneur de Kirkouk.

24 Heures — 25 septembre 1992

LA TURQUIE INQUIÈTE

Rumeurs de coup d'Etat

Les politiciens renouent avec de vieux démons. Terrorisme kurde en cause.

● Les politiciens turcs ont renoué ces derniers jours avec de vieux démons en faisant planer le doute sur une menace de nouveau coup d'Etat militaire dont les différents scénarios ont remplacé dans les cafés et les diners les éternelles discussions sur le football.

«L'armée ne se laissera pas tromper par ces scénarios de coup d'Etat», a déclaré mercredi l'ancien premier ministre de gauche Bülent Ecevit. Les militaires «savent probablement qu'une telle intervention serait un désastre» pour la Turquie, a ajouté M. Ecevit au cours d'une conférence de presse à Izmir.

«Il faudra d'abord me passer sur le corps», a déclaré le chef d'état-major interarmes, le général Dogan Gures. A Ankara, on rappelle que le général Kenen Evren, qui occupait alors le même poste, avait démenti les préparatifs de prise de pouvoir par les militaires quelques heures avant le coup d'Etat du 12 septembre 1980.

L'idée d'un coup d'Etat a pris corps depuis les événements sanglants dans le sud-est anatolien à majorité kurde, notamment à Sirnak où l'intervention musclée de l'armée qui a soumis la ville à quarante-trois heures de bombarde-

ments du 18 au 21 août a été qualifiée par des éditorialistes de «coup local».

Face aux 26 morts de Sirnak, évacuée par ses 35 000 habitants qui ont fui la «terreur», la classe politique turque a montré son impuissance à proposer des solutions. Pour justifier l'usage de la force militaire contre les «terroristes» kurdes, les politiciens ont déversé des flots de paroles vite envolées.

«Tout le monde parle d'une possibilité de coup. L'une des raisons est la montée du terrorisme dans tout le pays», écrivait jeudi le quotidien populaire à scandales *Meydan*. — (afp)

RÉFUGIÉS KURDES

Passeport pour un impossible

La France leur refuse le droit d'asile politique, et elles ne veulent par Turquie : l'impasse pour trois familles victimes de l'exclusi

Jean-François Harribey

Trois familles kurdes vivent actuellement à Pau, dans la clandestinité. Elles risquent à tout moment d'être appréhendées par les policiers et reconduites à la frontière. Un ticket garanti pour la Turquie qu'elles ne veulent pourtant plus réintégrer après avoir fui, il y a trois ans, la prison et la torture, « le sort réservé, affirme le collectif anti-expulsion qui a pris leur défense, aux résistants indépendantistes du PKK ». Et parce qu'elles s'y sentent toujours en danger. De passage à Paris, l'ancien maire de Diyarbakir, militant pour l'indépendance du Kurdistan condamné en 1983 à 24 ans d'emprisonnement, libéré il y a un an, ne parlait-il pas récemment (voir le Monde du 7 septembre) de pogroms en préparation contre les populations kurdes » (12 millions d'individus) et ne redoutait-il pas de « nouveaux massacres », comme celui de Sîrnak au mois d'août dernier(1) ?

Demandeurs d'asile déboutés, Bédri Kaya, Beko Cilgi, Cemal Engin et leur famille vivent donc aujourd'hui l'exclusion. Ils ne peuvent prétendre à aucun logement, à au-

cun travail, ni à la scolarisation de leurs enfants. Après avoir rejoint des frères ou des amis, qui bénéficient, eux, du statut de réfugié politique, après avoir commencé une au-

tre vie et consenti de gros efforts pour s'intégrer à la communauté pa-loise- l'un d'eux avait même réussi à monter sa propre entreprise- les réfugiés kurdes ne comprennent pas

le rejet dont ils font l'objet. Dans leur esprit, ils avaient pourtant choisi la France, le pays qui se fait le champion des droits de l'homme.

On ne sait pas aujourd'hui avec



Les trois familles kurdes vivent aujourd'hui dans la clandestinité (Photo J.Louis Borderie, « Sud-Ouest »)

L'histoire de la clandestinité

Voici l'histoire des familles qui vivent dans la clandestinité, telle que nous avons pu la reconstituer à l'aide du collectif anti-expulsion que l'on sait engagé à leurs côtés.

La famille Kaya fait l'objet d'un arrêté de reconduite à la frontière signifiée par le préfet le 1^{er} septembre. La demande d'annulation déposée par son avocat, M^r Garcia, a été rejetée par le tribunal administratif le 4 septembre (voir SO du 5 septembre). Ce dernier a déposé un recours qui n'est pas suspensif, devant la cour européenne des droits de l'homme. Bedri Kaya, son épouse Tevrat, ses deux enfants Erol et Erhan, âgés de 3 et 4 ans, ont quitté la Turquie pour venir demander l'asile politique en France. Recherché par

la police turque en raison de ses activités au sein d'un groupe d'opposants kurdes, il est arrêté en mars 89, puis relâché, puis à nouveau recherché par la police. Il fuit en Bulgarie en mai 89 et gagne clandestinement la France en traversant la Roumanie, l'Autriche et l'Italie. Toute la famille est réunie à Pau en novembre 1991. En juin 1991 il crée sa propre entreprise de charpente et de maçonnerie. Son fils aîné était accueilli dans une école maternelle et le dernier devait effectuer sa rentrée cette année. Ils ont du tout abandonner.

La famille Cilgi aurait dû quitter le territoire depuis le 11 septembre. Bêko Cilgi est entré dans le mouvement kurde DEVSOL en 1978.



Bêko Cilgi a perdu son fils dans l'incendie volontaire de sa maison qu'il attribue aux fanatiques turcs. Les photos du drame ont été publiées en Turquie.

(Photo Jean-Louis Borderie, « Sud-Ouest »)

retour

retourner en
on

certitude, si les kurdes qui tombent sous le coup d'un arrêté préfectoral ordonnant leur reconduite à la frontière ou qui en feront prochainement l'objet, sont réellement des réfugiés politiques ou plus simplement des réfugiés « économiques ». Dans un appartement de l'Ousse-des-Bois où nous les avons rencontrés, il a été en effet bien difficile, à partir de leurs témoignages et des blessures parfois exhibées, de reconstituer l'histoire de leur douloureux exil (voir par ailleurs) et d'établir formellement la vérité.

FERMETÉ

Dans les trois dossiers soumis au préfet, on notera l'attitude de fermeté adoptée par le représentant de l'Etat. Il a invoqué à chaque fois les décisions de l'OFPPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides) et de la commission des recours, pour refuser un titre de « séjour exceptionnel pour raison humanitaire », comme l'y autorise la loi française.

Le comité anti-expulsion se pose alors la question : aurait-il de bons et de mauvais kurdes ou de bons et mauvais problèmes kurdes au yeux de l'Etat français ? Ceux largement médiatisés lors de la « bonne » guerre du golfe face au méchant Saddam, et ceux moins glorieux et

moins bavards dans un pays qui frappe aujourd'hui à la porte de la CEE ?

« On ne se pose pas la question, fait observer pour sa part Gérard Bougrier, secrétaire général de la préfecture. Il n'y a notre connaissance aucune discrimination entre les kurdes de Turquie ou les kurdes d'Irak qui ont pu faire l'objet eux aussi des mêmes mesures, par le passé. Nous étudions les dossiers au cas par cas. Ceux qui nous intéressent concernent des des immigrés clandestins qui sont rentrés illégalement en France, qui sont repartis dans leur pays d'origine pour revenir ensuite avec leur famille. L'OFPPRA et la commission des recours leur ont refusé le droit d'asile. Il n'appartient pas dès lors au préfet de revenir sur leurs décisions. Reste l'appréciation concernant le caractère humanitaire de l'admission exceptionnelle. Si l'on y faisait cas, il n'y aurait plus de reconduite à la frontière. »

(1) Le 18 août dernier, la ville de Sirkak au Kurdistan de Turquie (20 000 habitants) a été attaquée par les unités militaires et les forces spéciales de guerre de l'Etat turc, en riposte à une offensive conduite par les séparatistes du PKK. Lors des bombardements qui ont duré 48 heures, des centaines d'hommes de femmes et d'enfant ont été tués et la quasi totalité des maisons ont été partiellement ou totalement détruites.

en France après le 1 janvier 89.

L'année où sa maison a été pillée et brûlée (son fils Tacin, un an et demi, ses deux beaux-frères ont péri dans l'incendie). Il est arrêté lors d'une manifestation, emprisonné deux ans sans jugement et torturé, selon ses dires. En juillet 89, alors que les affrontements entre turcs et kurdes s'intensifient, il quitte clandestinement la Turquie dans un camion et gagne la France, via la Yougoslavie, l'Italie et l'Espagne. Il a effectué une demande d'asile politique qui lui a été refusée. Trois de ses quatre enfants étaient scolarisés. Le dernier est né en France. Debouté du droit d'asile par l'OFPPRA et la commission des recours, sa demande d'admission exceptionnelle a été rejetée par le préfet, au motif qu'il est entré

Cémal Engin a 30 ans. Militant du groupe d'opposition DEV SOL, ayant été, selon ses dires, arrêté et torturé à ce titre, il a fui la Turquie en juin 88 pour rejoindre son frère qui bénéficie du statut de réfugié politique à Bagnères-de-Luchon. La commission des recours a confirmé en octobre 90 la décision de l'OFPPRA lui refusant le statut de réfugié. Reconduit à la frontière le 27 mars 90, il a refusé de se laisser embarquer dans l'avion devant le reconduire dans son pays d'origine. Jugé et puis relaxé par le tribunal correctionnel pour ce délit, il attend désormais une nouvelle convocation devant la commission des recours des réfugiés.

Libération — 24 septembre 1992

Réunion des anti-Saddam en Irak

Les opposants au régime de Bagdad se sont retrouvés depuis mardi soir à Salaheddine, au Kurdistan.

Pour la première fois, les adversaires de Saddam Hussein, toutes tendances confondues, se réunissent sur le sol irakien. Depuis mardi soir, le nord du pays, qui échappe depuis avril 1991 au contrôle de Bagdad, accueille quelque 40 délégués kurdes, chiites, laïcs, ex-baassistes ou turcomans. Ces opposants, venus de Londres, Damas, Riyad ou Téhéran, après s'être réunis au lendemain de la guerre du Golfe à Beyrouth, franchissent un pas supplémentaire en mettant fin, au moins pour quelques jours, à leur exil.

« C'est un jour historique », a déclaré hier, dans un discours d'ouverture, Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), dans la ville de Salaheddine. « Il est temps de travailler ensemble pour sauver le peuple irakien du désastre », a-t-il dit. Les dirigeants peshmergas regroupés dans le Front du Kurdistan souhaitent voir jeter, au cours des prochains jours, les bases d'une plate-forme commune. Ils vont également essayer de faire adopter une motion reconnaissant le caractère fédéral de l'Irak post-baassiste. Un comité d'environ 17

membres doit élaborer un ordre du jour à partir de ce matin.

Le lieu de la rencontre a été tenu secret jusqu'au dernier moment pour des raisons de sécurité. Les opposants craignant une offensive des troupes gouvernementales ou un attentat terroriste. Mardi soir, les peshmergas (combattants kurdes) renforçaient les contrôles aux barrages routiers et avaient installé des mitrailleuses sur les toits.

Le gouvernement d'Ankara a salué cette réunion. Le ministère turc des Affaires étrangères se félicite également des efforts des nouvelles autorités autonomes kurdes, élues en mai, pour fusionner les combattants des deux principaux groupes peshmergas, le PDK et l'UPK (Union patriotique du Kurdistan). « Ce n'est peut-être pas encore une armée régulière, mais c'est une réponse aux besoins de sécurité dans la région », selon un porte-parole de la diplomatie turque. Ankara demande au PDK et à l'UPK d'intervenir afin d'empêcher les séparatistes kurdes de Turquie de lancer des raids à partir du territoire irakien.

D'après AFP et Reuter

L'Humanité — 24 septembre 1992

B K E V E S

CHARS ALLEMANDS CONTRE LES KURDES

L'armée turque a utilisé des chars livrés par l'Allemagne pour bombarder la ville kurde de Sirkak, entre le 18 et le 20 août dernier, a révélé, lundi soir, une chaîne de télévision allemande. Le bombardement systématique de la ville avait fait plus de 60 victimes et provoqué l'exode de la quasi-totalité des 25.000 habitants qui se sont réfugiés dans les localités environnantes. La ville est toujours sous contrôle militaire et plusieurs villages de la région ont été détruits sous prétexte d'en déloger des combattants du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) qui y auraient trouvé refuge. Les chars utilisés sont de fabrication soviétique et appartenaient à l'ex-RDA. Ils ont été offerts à la Turquie l'année dernière et avaient déjà été utilisés contre les Kurdes en mars dernier, lors de la répression des manifestations du nouvel an (plus de 100 morts). Cette affaire avait provoqué une vive émotion en Allemagne et entraîné un embargo sur les livraisons d'armes à la Turquie. L'embargo a été levé en juin.

24 septembre 1992

Le Monde

Pour tenter de parler d'une même voix

L'opposition se réunit au Kurdistan

Pour la première fois depuis la fin de la guerre du Golfe, l'opposition irakienne, pratiquement toutes tendances confondues, doit se retrouver avant la fin de la semaine autour d'une même table, à Irbil, dans le Kurdistan d'Irak. Le choix du lieu ~~en territoire~~ irakien - est également une « première ». D'autres forums - qui n'ont du reste jamais rassemblé tant de monde - ont eu lieu en Syrie, en Iran ou en Arabie saoudite.

Sur les objectifs de la réunion, les avis des participants divergent. « C'est une réunion de consultation qui doit permettre aux formations de l'opposition de se rapprocher. Nous ne serions pas déçus s'il ne s'en dégageait aucune décision », nous a déclaré M. Laith Qobaa, l'un des responsables du Congrès national irakien (CNI) créé en juin dernier.

Et de rectifier aussitôt le tir : « Pour autant, c'est une réunion utile, car nous sommes désireux de rassembler toute l'opposition ». D'autres y investissent bien davantage : « Ce sera une réunion décisive qui permettra de mettre les points sur les « i » et qui discutera de questions fondamentales », affirme un responsable du mouvement islamique al-Da'wa (« l'Appel »), M. Walid Mohammed, qui souhaite voir se dégager une « formule d'action commune à tous les groupes de l'opposition ». L'objectif ultime, pour cette formation intégriste, est de réunir une conférence élargie qui élirait un conseil présidentiel, un comité exécutif et une assemblée nationale en exil.

Rassemblement de différentes formations et personnalités de l'opposition irakienne, le CNI est le seul groupe que les Etats-Unis ont indirectement reconnu, lorsque le secrétaire d'Etat James Baker a reçu ses représentants le 31 juillet dernier. Un certain nombre des formations qui

en sont membres, notamment l'UPK et le PDK, ~~faisaient~~ déjà partie d'un autre rassemblement qui, dès décembre 1990, s'était retrouvé autour d'une « plate-forme commune » d'action visant à renverser M. Saddam Hussein.

Mais, à l'époque, ce regroupement d'une opposition aussi disparate que nombreuse - une vingtaine de formations - avait laissé Washington de marbre. « Les Etats-Unis ne voulaient pas alors que l'opposition joue un rôle. Ils souhaitent sans doute un coup d'Etat militaire en Irak, ou simplement le départ du seul Saddam Hussein, alors que nous autres opposants réclamions dès le départ un changement de régime », explique M. Mohammed. « Ils ont peut-être changé d'avis aujourd'hui. Vous savez bien que les positions des Etats varient au gré de leurs propres calculs », ironise-t-il.

Peut-être. Ce qui est certain en tout cas, c'est que, après la rencontre de juillet dernier entre M. Baker et les représentants du CNI, Washington avait jugé que l'opposition irakienne n'était pas assez unie et qu'il lui restait « beaucoup de chemin à faire ». Surtout, au plus fort de la crise du Golfe, les Etats-Unis, comme l'Arabie saoudite d'ailleurs, ne faisaient guère confiance à une opposition jugée trop hétéroclite, et qui, de surcroît, groupait un grand nombre de formations islamistes et/ou proches alliées de l'Iran.

Aujourd'hui, sans doute justement pour tenter de circonscrire le « danger » iranien après l'imposition fin août, à l'Irak, d'une zone d'exclusion aérienne au sud du 32^e parallèle, limitrophe de l'Iran, un minimum de cohésion paraît souhaitable entre les différents groupes d'opposants. Aussi, outre le CNI et al-Da'wa, le Conseil suprême de la révolution islamique en Irak, dirigé par l'ayatollah Mohammed Baqer al Hakim, ainsi que les formations proches de la Syrie, en particulier la fraction dissidente du Baas irakien, devraient participer au forum d'Irbil.

Un défi à Bagdad

Pour les dirigeants des deux principales formations kurdes, MM. Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan, et Massoud Barzani, leader du Parti démocratique du Kurdistan, le choix de leur région pour abriter la réunion peut être considéré comme un succès, même s'il a été dicté par des considérations qui transcendent ce petit bout de territoire, qui doit sa « paix » au parapluie imposé par la coalition alliée au nord du 36^e parallèle.

Pour éviter en effet toute récupération de la réunion par l'un des voisins de l'Irak, et à la fois pour défier le régime de Bagdad, il était nécessaire de la tenir en territoire irakien. Or, le Kurdistan est la seule région d'Irak pratiquement autonome, où l'ordre et la sécurité sont assurés par les Kurdes eux-mêmes. Autre décision symbolique : la réunion se tiendra au siège du « parlement » kurde issu des « législatives » de juin dernier, selon un représentant de l'UPK en France.

Pour autant, toute méfiance n'est pas dissipée entre les différentes formations. Le risque existe de voir « certains Kurdes profiter de la réunion pour la dévier au profit de leurs thèses », indique M. Qobaa. Ce qui agace surtout, ce sont les récentes déclarations de M. Jalal Talabani prônant un régime fédéral en Irak (*le Monde* du 21 août), formule qui est loin de faire l'unanimité. Les accusations portées par M. Talabani contre l'Iran dans l'assassinat, jeudi 17 septembre à Berlin, de quatre dirigeants kurdes iraniens (*le Monde* daté 20-21 septembre) ne sont pas, non plus, pour plaire à tout le monde, et risquent d'incommoder les « amis » de l'Iran au sein de l'opposition.

MOUNA NAÏM

A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France

FRFR

FRA0181 4 I 0388 /AFP-B062

Turquie-Kurdes

Des centaines de personnes en danger de mort dans le sud-est de la Turquie, selon la FIDH

PARIS, 25 sept (AFP) - Des centaines de personnes sont en danger de mort dans le sud-est peuplé de Kurdes de la Turquie a affirmé vendredi à Paris l'avocat français William Bourdon, de retour d'une mission d'enquête dans cette zone pour le compte de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH).

La délégation qui s'est rendue du 17 au 24 septembre dans le sud-est turc comprenait également l'avocate française Carinne Jacoby et l'ancien chef de la police d'Essex en Grande-Bretagne Ralph Crawshaw.

La mission d'enquête qui a rendu publiques ses conclusions lors d'une conférence de presse demande aux autorités turques "d'assurer la protection du droit à la vie de tous ceux qui sont menacés de mort ainsi que la libre circulation de l'information".

Elle affirme aussi sur la foi de témoignages recueillis sur place, que "l'exécution sommaire de l'écrivain et journaliste Musa Anter a été réalisée avec la complicité des forces de police" et met en cause "l'escadron de la mort qui sévit dans cette région".

La délégation a mis l'accent sur les moyens utilisés pour "réduire la liberté d'information et confisquer la vérité sur ce qui se passe dans cette région" et sur "la multiplicité des assassinats de civils commis par des commandos spéciaux agissant, suivant des sources concordantes, de concert ou avec l'appui des forces de police".

Elle fait aussi état de la "diversification des cibles civiles de ces commandos", y compris des personnalités modérées. Selon M. Bourdon, les responsables de ces exactions bénéficient d'une impunité absolue.

"Les autorités d'Ankara n'ont pas été capables de nous signaler un seul cas de militaire ou de paramilitaire traduit en justice", a précisé à l'AFP Antoine Bourdon qui souligne que la ville de Sirkak, qui avait été le théâtre d'affrontements entre forces gouvernementales et guérilleros du mouvement indépendantiste kurde PKK "est aujourd'hui une ville interdite". "Ils pourront ainsi procéder au nettoyage sans témoins", dit-il.

"Nous avons rencontré des personnes qui avaient peur", indique de son côté Me Jacoby, précisant que les membres de la mission d'enquête étaient suivis partout à la fin de leur séjour.

mj/es/jmc

AFP 251216 SEP 92

Charente Maritime — 25 septembre 1992

■ Turquie

Rumeurs de coup d'État

Des rumeurs de coup d'État militaire se répandent depuis quelques jours en Turquie dans les milieux politiques et dans les organes de presse.

« L'armée ne se laissera pas tromper par ces scénarios de coup d'État », a déclaré mercredi l'ancien premier ministre de gauche Bulent Ecevit. Les militaires « savent probablement qu'une telle intervention serait un désas-

tre » pour la Turquie a ajouté M. Ecevit au cours d'une conférence de presse à Izmir.

« Il faudra d'abord me passer sur le corps », a déclaré le chef d'état-major inter-armes, le général Dogan Gures. A Ankara, on rappelle que le général Kenen Evren, alors au même poste, avait démenti les préparatifs de prise de pouvoir par les militaires quelques heures avant le coup d'État du

12 septembre 1980.

L'idée d'un coup d'État a pris corps depuis les événements sanglants dans le sud-est anatolien à majorité kurde, notamment à Sirkak où l'intervention musclée de l'armée qui a soumis la ville à 43 heures de bombardement du 18 au 21 août, a été qualifiée par des éditorialistes de « coup local ».

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, SEPTEMBER 25, 1992

Ask Them About the Iraqgate Cover-Up

By William Safire

CHICAGO — Some realistic Senate Republicans, aghast at the prospect of Mario Cuomo or Robert Morgenthau as attorney general, have decided that it would be better to have a nonpartisan special prosecutor look into the Iraqgate scandal. That is why they are joining Carl Levin, a Democrat, and Bill Cohen, a Republican, in backing that law's extension.

I believe that a grand jury will be empaneled next year to probe James Baker's backdoor financing of Saddam Hussein's war machine. It will take sworn testimony about how officials of the Departments of Agriculture, Commerce and State and the White House lied to Congress, altered and shredded evidence, and conspired to conceal these acts.

That Iraqgate grand jury will target Attorneys General Dick Thornburgh and William Barr and their henchpersons to determine if — influenced by Secretary Baker and Brent Scowcroft, in the furtherance of George Bush's infamous National Security Directive 26 — they obstructed justice.

I could be wrong; Iraqgate could be swept under the rug, just as Mr. Barr has tried to do in refusing Con-

gress's call for independent counsel. But if my conjecture is accurate, here are a few of the lines of inquiry the grand jury will pursue:

1. After it became known that Iraqi officials were stealing from U.S. grain financing, did Mr. Baker and Mr. Scowcroft, with the intent of resuming sales to a corrupt and noncreditworthy borrower, prevent public disclosure of the suspension of the program?

The Senate Agriculture Committee chairman, Pat Leahy, this week obtained the answer to a question I submitted 30 months ago. "Fear of offending the Iraqis," he writes, "motivated the Department of State and National Security Council from announcing a suspension." Evidence: Alan Raul, the Agriculture Department counsel, wrote on April 2, 1990, that State had asked that Agriculture "not use the term 'suspend.'"

Notes taken by a Treasury Department official reveal that one month later Mr. Scowcroft called Agriculture Secretary Clayton Yeutter "and asked him not to put out press release

today saying terminating program."

2. As part of a conspiracy to conceal the misdirection of funds, did government officials conceal or shred documents? "Our research indicates," writes Senator Leahy, that Mr. Scowcroft "also sent a letter about the Iraqi GSM program to Secretary Yeutter that day. USDA has not provided us with any such document." Mr. Yeutter is suspected of taking this evidence of intervention with him to his White House sinecure.

On evidence suppression, a grand jury will ask: In the FBI raid on the Atlanta branch of the Banca Nazionale del Lavoro, were the visitors' sign-in book and the branch manager's desk calendar seized? If so, were they destroyed or mislaid?

3. In their campaign to "build a wall" to keep the investigation from stopping the flow of funds to Baghdad, did Bush administration officials influence Atlanta prosecutors?

Although Mr. Barr has generously forgiven the White House for two improper calls to the harassed prosecutor, a less partisan investigator will ask White House counsel Boyden Gray: Did he know of the first call, yet permit another inquiry from on high into a local criminal prosecution?

Mr. Baker will be asked: How many times did his lawyers call Atlanta to discover prosecutorial intent? Did he receive reports of these repeated intercessions? Did he use his inside knowledge of a criminal case to induce Mr. Yeutter to ignore his fiduciary responsibility?

CIA chief Robert Gates, who has sought to silence the House Banking chairman, Henry Gonzalez, will be asked: Did none of America's expensive "big ears" pick up any evidence of the multibillion-dollar secret financing of Iraqi arms purchases?

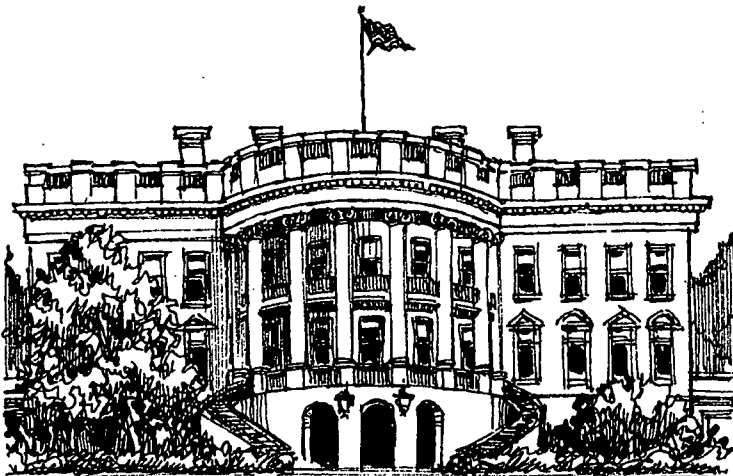
When were the first intelligence reports of Iraq's abuses forwarded to Mr. Baker and Mr. Scowcroft, as they resisted a cutoff of funds to Saddam?

Cover-up-General Barr will be asked, among much else: Why did the prosecutor, Gail McKenzie, tell Thomas Baxter of the Federal Reserve to butt out of her prosecution?

Who then prevailed on the Treasury Department to tell the New York Fed chief, E. Gerald Corrigan, that this politically sensitive investigation was none of the Fed's business?

Quite a case. Can't wait.

The New York Times.



WATERGATE

IRAQGATE

IRAN-CONTRAGATE

William Safire

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, SEPTEMBER 25, 1992

Bush and Baker Differed on Iraq in '90

By Elaine Sciolino

New York Times Service

WASHINGTON — As the Bush administration was trying to preserve its friendship with President Saddam Hussein of Iraq just before he invaded Kuwait, Secretary of State James A. Baker 3d was urgently warning that Iraq was secretly using American technology in its huge arms buildup, according to government documents.

Mr. Baker's warning, aimed at tightening restrictions on the sale of U.S. technology, occurred at the same time that the administration was still privately assuring Mr. Saddam that the United States wanted better relations.

The mixed signals suggested that the administration was torn over how to deal with the Iraqi leader as evidence that the relationship had turned sour increased.

The documents, made public this week by Representative Samuel Gejdenson, Demo-

crat of Connecticut, also provided evidence that seems to contradict President George Bush's public assertions in recent months that the United States did nothing to enhance Iraq's nuclear, chemical, biological or ballistic missile programs.

In his statements, Mr. Baker seemed to be saying that the government itself did not make military-related sales to Iraq.

But from 1985 to 1990 the two administrations approved the sale of \$1.5 billion in technology and equipment that had civilian and military use through a complicated licensing procedure.

On July 25, 1990, as Mr. Saddam was massing tens of thousands of troops on the Kuwaiti border, Mr. Baker sent a one-paragraph note to Robert A. Mosbacher, who was then secretary of commerce, urging the imposition of new controls on the sale of equipment and technology that could contribute to Iraq's arms programs.

The letter was based on a memo he received six days earlier drafted by the heads of four State Department offices explaining the need for new export controls.

"Iraq's extraordinarily aggressive weapons proliferation efforts make this situation urgent," Mr. Baker wrote.

On the same day Mr. Baker sent the letter, April C. Glaspie, the U.S. ambassador to Iraq, was assuring Mr. Saddam in a meeting in Baghdad that Mr. Bush had instructed her to "broaden and deepen our relations with Iraq."

Mr. Saddam also said he wanted American friendship, "although we will not pant for it," he told the ambassador.

On July 28, five days before Mr. Saddam moved into Kuwait, Mr. Bush sent him a similarly warm response.

"My administration continues to desire better relations with Iraq," Mr. Bush said.

Russia Is Selling Submarines to Iran

By Michael R. Gordon

New York Times Service

WASHINGTON — Russia is selling diesel submarines to Iran despite U.S. protests, and the first of the vessels is expected to sail for Iran shortly, senior Pentagon officials said.

The sale worries the U.S. Navy, which says the Iranian submarines will introduce a new threat to naval operations in the sea lanes of the Gulf and the Arabian Sea, which carry much of the world's oil.

According to Pentagon officials, Russia is selling two or three submarines to Iran, which

will be the first Gulf country to possess submarines.

"This will introduce a significant kind of warfare that has been absent from the region," a senior official said. "When you look at the countries around the Persian Gulf, you could end up with some kind of domino effect."

According to estimates by Western experts, the submarines, which in the NATO identification system are denominated Kilo-class vessels, are worth about \$250 million apiece. Unlike nuclear-powered subs, diesels cannot run submerged at high speeds for long periods. But they are quieter and harder to detect than

nuclear-powered submarines, adding to the navy's concern.

The deal is one of a number of arms sales to Iran by the cash-starved Russian republic that have concerned Washington. A Pentagon official said Moscow had sold two dozen Su-24 bombers to Iran and were providing spare parts for some of the Iraqi planes that were flown to Iran during the Gulf War and have been put in service by the Iranian Air Force.

Earlier this month, Moscow agreed to sell two 440-megawatt nuclear power reactors to Iran. The Russians insist that the civilian plants

are to provide power and will be under international safeguards. But Washington had urged Moscow not to make the sale because it fears that Tehran will not keep its commitments and is seeking to develop nuclear weapons.

"What it all means is that the Russians will sell anything to anybody to earn hard currency and to keep production lines going," said Norman Polmar, an expert on naval forces, referring to the submarines. "It also shows that Iran again wants to be a regional power."

The United States asked Moscow not to proceed with the sale.

The Russians maintain that the deal with Iran was agreed to before the breakup of the Soviet Union and that Moscow was obliged to fulfill the contract. Pentagon offi-

cial said. They added that the first of the subs recently left Riga, Latvia, where Russians have been training an Iranian crew for a Russian naval base in the Baltic area, apparently in preparation for its trip to Iran.

Russia has already sold 12 of the Kilo-class subs to India, Algeria, Romania and Poland. They are equipped with six tubes for firing torpedoes or laying mines.

Nonnuclear submarines use their diesel engines to operate on or near the surface and to recharge their batteries. When fully submerged and operating on the batteries, the submarines run all but silent. The British searched in vain for an Argentine diesel submarine over a 30-day period during the Falklands War.

Iraq Opposition Plans Government

SALAH AD DIN, Iraq (AP) — Iraqi opponents of Saddam Hussein, meeting together for the first time on his soil, on Thursday proclaimed their unity and intention to create a federal government.

They agreed to form an 87-member legislature to coordinate the struggle and draw a blueprint for a democratic Iraq. More than 60 delegates from 33 parties or groups attended the opening ceremony on Wednesday. The delegates set up a committee of 18, representing the main Kurdish, Shiite fundamentalist and Sunni Arab groups to work out details of the anti-Saddam strategy.

The chances are slim that the opposition will be able to overthrow Mr. Saddam soon, given his military might. But observers said the meeting gave moral strength to his opponents, particularly the Kurds, who have set up their own de-facto state in Iraq's north.

Kurdes: Ankara durcit la répression

L'armée turque multiplie les exactions dans le sud-est anatolien, affirme une commission internationale.

Tortures, disparitions, assassinats, punitions collectives contre des populations civiles... La Fédération internationale des Droits de l'homme (FIDH) vient de dresser un bilan accablant pour Ankara. Dans sa lutte contre le séparatisme kurde, la Turquie a commis «des violations multiples et graves de tous ses engagements en matière de droits de l'homme», a déclaré hier Robert Verdier, vice-président de la FIDH, lors d'une conférence de presse à Paris.

Selon une commission d'enquête, entre 170 à 180 personnes, pour la plupart militants des droits de l'homme, avocats, journalistes, hommes politiques modérés, ont été assassinés depuis le début de l'année par des groupes clandestins. Les auteurs de ces attentats, qui n'ont jamais été inquiétés, s'abritent derrière l'étiquette du Hezbollah ou de la contre-guérilla. Mais les «témoignages concordent sur les connections existant entre ces escadrons de la mort, les forces de police et les militaires», a affirmé M^e William Bourdon, avocat au barreau de Paris, qui vient d'effectuer un séjour d'une semaine dans le sud-est anatolien. Dimanche, un célèbre journaliste kurde, Musa Anter, a été abattu à Diyarbakir, portant à douze le nombre de victimes parmi la presse locale. «Nous avons recueilli des preuves définitives, au minimum de la complicité des forces de police avec les assassins de Musa Anter. Car il est acquis qu'elles se trouvaient sur les lieux au moment de l'incident.»

William Bourdon, accompagné de

M^e Carine Jacoby et d'un ancien chef de la police d'Essex, Ralph Crasshaw, n'ont pas été autorisés à se rendre à Sirnak. Ankara affirme que la ville, proche de la frontière irakienne, a été attaquée le 18 août par les partisans du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste), entraînant une contre-offensive de l'armée. La cité kurde, suspectée d'apporter une aide aux séparatistes du PKK, a été coupée du monde pendant cinq jours, entièrement vidée de ses 25000 habitants, livrée aux militaires et aux forces spéciales. Elle est aujourd'hui «en partie détruite». D'après de nombreux témoignages recueillis à Diyarbakir, «le principe de la responsabilité collective a été appliqué à l'ensemble de la population». Des hélicoptères auraient bombardé les villages avoisinants.

Un mois après, seules 8000 personnes, pour la plupart des fonctionnaires et leur famille, ont regagné Sirnak. Des parlementaires, citant des sources hospitalières, font état de 37 morts, mais le bilan serait beaucoup plus lourd.

Pour la FIDH, «il y a incontestablement une volonté de vider une ville de sa population». Robert Verdier, qui est également président d'honneur de la Ligue française des Droits de l'homme, s'est étonné du silence de la communauté internationale «qui n'est pourtant pas dépourvue de moyens au moment où la Turquie frappe à la porte de la CEE et préside le Conseil de l'Europe».

Christophe BOLTANSKI

Le Monde — 29 septembre 1992

IRAK

L'opposition décide de se doter d'une direction collégiale

Réuni dans le Kurdistan irakien (le Monde du 24 septembre), l'opposition au régime du président Saddam Hussein a décidé de se doter d'un cabinet fantôme de dix-sept membres, d'une direction collégiale dont la composition n'a pas été précisée et d'un Congrès national qui comprendrait 174 membres. Cette assemblée devra être formée à 35 % de sunnites et de chiïtes, à 25 % de Kurdes et à 40 % de nationalistes arabes, a indiqué un représentant du Congrès national irakien, M. Ahmad Chalabi.

Les participants sont en outre convenus du principe d'un Irak «démocratique, pluraliste et parlementaire», qui établirait un Etat de droit où les droits de l'homme seraient respectés et toute discrimination ethnique serait abolie, a déclaré le dirigeant de l'Union patriotique du Kurdistan, M. Jalal Talabani. Plusieurs délégués ont indiqué que les participants avaient discuté de plans militaires pour renverser le régime du président Saddam Hussein. Les détails en ont été gardés secrets. — (AFP.)

Aide Says Iraq Won't Oppose Kurd Aid

By Paul Lewis

New York Times Service

UNITED NATIONS, New York — Apparently in a softening of Baghdad's position, the Iraqi foreign minister has said that his government has no objection to the United Nations' mounting a new relief operation this winter to help Kurds in the north of the country.

But the foreign minister, Mohammed Sahaf, also urged the United Nations to negotiate a new agreement with Baghdad under which the organization's relief agencies would help needy people in other areas of the country as well, officials said.

Western officials disclosed Thursday that the United States and the other four permanent members of the Security Council —

Britain, France, Russia and China — had agreed on a resolution to free about \$1 billion worth of frozen Iraqi assets and to use this money to pay for relief aid and to start compensating victims of Iraq's invasion of Kuwait.

The Iraqi foreign minister indicated the apparent change in Baghdad's attitude toward foreign emergency assistance at a meeting with the UN aid coordinator, Undersecretary-General Jan Eliasson of Sweden, who explained the emergency winter relief plan he has prepared for helping the Kurds.

If Baghdad refuses to cooperate with the UN plan, the Security Council is ready to confront President Saddam Hussein by authorizing deliveries of relief supplies into Kurdish controlled areas by truck

from Turkey and Iran without Iraqi consent.

But although Mr. Sahaf appeared cooperative, officials said Iraq must still prove its good intentions in the next few weeks by giving entry visas and internal travel permits to scores of UN relief workers and their guards so they can start bringing food, medicine, tents and other emergency supplies to the north before winter.

They also warned that Mr. Sahaf's suggestion that the United Nations also conclude a new agreement with Iraq on helping needy people elsewhere in the country could be a trick.

This is because Iraq has so far refused to renew its original aid agreement with the United Nations except on terms unacceptable to

Secretary-General Butros Butros Ghali and the Security Council because they would leave Mr. Saddam in control of relief.

In recent weeks, this program has come virtually to a standstill as Iraq refused to renew residency visas or issue internal travel permits to the dwindling number of aid workers still in Iraq.

As a result, some officials say they fear Baghdad may shift its position and added that the relief operation in the Kurdish controlled areas can only go ahead if the United Nations agrees to give help to the rest of the country on its terms.

With the approach of winter the United Nations has warned that without international help, the Kurds could soon face a desperate situation.

Turkey-Kurds

Eleven members of the pro-Kurdish party in Turkey in custody

ANKARA, Sept 28 (AFP) - Eleven members, including the former chairman Feridun Yazar of the pro-Kurdish People's Labor Party (HEP) in Turkey were taken under custody on Monday by the Ankara State Security Court (DGM), because of the alleged "seperatist propaganda" made in the party's latest congress.

Having 18 seats in the 450-seat Turkish Parliament HEP had its "second extraordinary" congress in Ankara on the 19th of September, in which Yazar was replaced by a Kurdish-origin parliament member, Ahmet Turk.

In the party congress Kurdish flags were opened and slogans were shouted in Turkish and in Kurdish praising the Marxist-Leninist guerilla organisation Workers Party of Kurdistan (PKK), seeking an independent Kurdish state carved out of Turkey, Iran, Iraq and Syria.

DGM had opened an investigation against the organisation comittee of the congress afterwards, claiming "seperatist propaganda" was made, which is forbidden by the Turkish laws.

PKK has been waging an armed campaign since 1984 in which more than 5,200 people were killed so far in east and southeast Turkey, partly under a state of emergency since 1987.

Turkey-Kurds

82 killed in a clash between Kurdish guerillas and Turkish security forces

ANKARA, Sept 29 (AFP) - Eighty-two people, twenty-three being Turkish soldiers and five village guards were killed in a clash on Tuesday between Turkish security forces and the militants of the Workers' Party of Kurdistan (PKK), near Semdinli in southeast Turkey, officials said here.

Twenty-three Turkish soldiers were wounded in the clash.

The clahs started at around 0115 GMT Tuesday when "some hundreds of" PKK militants raided Derecik border station of Turkey on the Iraqi border and ended by 1300 GMT, officials said.

Together with another raid by the PKK militants against Sulgeldi village of Catak township of Van by the Iranian border Monday night in which eight villagers and two militants were killed, the death toll for the last twenty-four hours in the region mounted up to ninety-two.

This figure is one of the highest since the PKK has started its armed campaign against the Turkish government in 1984 in which more than 5,300 people were killed so far in east and southeast Turkey, partly under a state of emergency since 1987.

The Marxist-Leninist guerilla organisation PKK seeks an independent Kurdish state carved out of Turkey, Iran, Iraq and Syria.

La Voix du Nord — 26 septembre 1992

MUSIQUE

A Faches-Thumesnil, le 2 octobre

Les Kurdes, un peuple en poésie

Un « quatuor » composé de Shaala, Témo, Saïd Rand et de Mahmud Tabrizi Zadeh donnera un concert de chants et musique kurdes le vendredi 2 octobre à 20 h 30 au centre musical des Arcades, dans le cadre d'un spectacle réalisé en collaboration avec l'Attafaca, le festival des Trois mondes et la participation de France-Culture.

La musique kurde est très ancienne. Il est difficile de suivre son itinéraire au fil des siècles et les influences qu'elle subit des musiques turco-arabo-persanes.

Elle se révèle populaire et raffinée. Le chant kurde concerne, pour sa part, tous les actes de la vie sociale, mêlant le profane, le sacré, les épopées à la gloire des héros guerriers et le réveil de la conscience culturelle ; un chant qui exprime l'espoir, célèbre la beauté et l'amour tout en s'orientant vers l'exhortation à la retrouvaille de l'identité kurde.

Jusqu'au 16 octobre, deux artistes, Rebwar, peintre d'une trentaine d'années originaire du Kurdistan d'Irak, et Edith Henry, formée à l'école régionale d'arts plastiques de Lille, présenteront également leurs œuvres collectives aux Arcades.



« Chant d'espoir » de « Rebwar », un peintre kurde dont les œuvres seront exposées aux Arcades durant une quinzaine de jours.

(Repro. "La Voix")

● « Les Kurdes en poésie », le vendredi 2 octobre au centre musical les Arcades, 16, rue Kléber à Faches-Thumesnil (20.95.20.20.) : à 19 h 30, vernissage de l'exposi-

tion Rebwar qui sera visible jusqu'au vendredi 16 octobre (du lundi au vendredi de 9 à 12 h et de

14 à 17 h) ; à 20 h 30 : chants et musiques kurdes ; pendant l'entr'acte : salon de musique. Tarif plein : 60 F, réduit : 40 F.

Une avocate française témoigne

AUTOPSIE D'UN MEURTRE

M^e Carine Jacoby, qui revient du sud-est de la Turquie avec une mission de la FIDH, raconte comment la police turque a assassiné l'écrivain kurde Musa Anter. Selon elle, des choses extrêmement graves se préparent au Kurdistan

MAITRE CARINE JACOBY en est persuadée : « Il se prépare des choses extrêmement graves dans le sud-est de la Turquie. C'est toute une population qui est en danger. Si rien n'est fait pour alerter l'opinion publique, je crains même qu'on n'assiste à un génocide. »

La jeune avocate tire ces conclusions alarmantes des six jours qu'elle vient de passer dans la région de Diyarbakir, au Kurdistan de Turquie, et des témoignages innombrables qu'elle et les membres de la délégation de la FIDH ont recueillis (voir l'appel ci-dessous). « Il n'était même pas nécessaire de rechercher des témoins, dit-elle. Il ne s'est pas passé une journée sans que nous soyons nous-mêmes témoins de faits graves. Ce n'est pas étonnant quand on sait qu'il y a eu depuis le début de l'année 136 assassinats de civils kurdes, parmi lesquels 9 journalistes. »

Le dernier assassinat de journaliste en date, celui de Musa Anter, a eu lieu précisément pendant le séjour de la délégation à Diyarbakir, le 20 septembre. Les témoignages recueillis sur place, juste après le meurtre, sont accablants pour la police turque, de toute évidence étroitement mêlée au crime :

« Musa Anter, explique M^e Jacoby, est un écrivain et un journaliste kurde de grande renommée qui ne peut absolument pas passer pour un extrémiste. Il était à Diyarbakir pour assister au Festival des trois cultures. On est venu le chercher à son hôtel sous prétexte d'un rendez-vous avec les acheteurs d'un terrain qu'il possédait dans la région et qu'il désirait vendre. Un ami, journaliste lui aussi, l'accompagnait. On les a emmenés en voiture dans le nord de la ville où ils ont été abattus. Musa Anter est mort et son ami, Orhan Miroglu, a été très grièvement blessé. Trois journalistes du journal local, « Diyarbakir aujourd'hui », alertés par téléphone par la police, se sont dirigés vers le lieu du crime. Ils ont croisé une ambulance, dont le chauffeur leur a conseillé de faire demi-tour, puis une voiture dont ils ont relevé le numéro et qui les a fait stopper. Il y avait à bord trois hommes en civil armés jusqu'aux dents. Ces hommes les ont braqués, puis deux d'entre eux sont montés dans leur

voiture et les ont contraints, sous la menace de leurs armes, à suivre l'autre véhicule. Ils ont ainsi parcouru plus de 70 kilomètres en franchissant de multiples barrages de police qui laissaient passer les voitures sans problème. Les trois journalistes ont été tabassés et interrogés sans relâche; puis après avoir pris des consignes par talkie-walkie, leurs bourreaux les ont abandonnés sur le bord d'un chemin. Ils ont eu la vie sauve parce que le rédacteur en chef de leur journal est un ami très proche du super-préfet de la région. »

Car les trois braqueurs étaient évidemment des flics et la voiture, vérification faite grâce au numéro minéralogique, appartenait à la police. Il est clair que si les journalistes avaient travaillé pour le journal « Ozgur Gundem », comme Musa Anter et la plupart de leurs confrères assassinés, ils n'auraient pas eu le loisir de venir raconter leur histoire. Ils l'ont d'ailleurs fait, précise M^e Jacoby, contre l'avis de leur rédacteur en chef, qui s'est contenté de publier le lendemain un appel aux autorités militaires pour qu'elles protègent ses journalistes. « Ce qui était le plus poignant, dit-elle, c'est que ces hommes, comme les autres témoins qui sont venus nous parler, nous disaient en partant qu'ils n'étaient pas sûrs d'être encore en vie le lendemain. Même les journalistes étrangers n'osent pas rester plus de quelques heures dans la région de peur d'un mauvais coup. Le stade de la torture et des arrestations arbitraires est largement dépassé. On en est à celui des escadrons de la mort. »

Ceux-ci prennent, selon les informations recueillies par la délégation, des masques divers : contre-guérilla, unités spéciales de la police et même Hezbo-lah, mouvement qui revendique une certain nombre d'assassinats. « C'est une idée machiavélique des autorités turques pour camoufler leurs crimes », estime M^e Jacoby.

La délégation n'a pu se rendre dans la ville de Sirnak, bombardée pendant deux jours par l'armée turque à la fin août, sous prétexte d'une attaque du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). « C'est aujourd'hui une ville interdite, de même que les villages envi-

ronnants, dit Carine Jacoby. La majorité de la population a fui et erre sur les routes. J'ai rencontré un vieillard centenaire d'un village voisin, Abdullah Bark. Les soldats avaient brûlé ses moissons et sa maison parce qu'il avait dit ne rien savoir du PKK. Lui-même était grièvement brûlé. J'ai vu aussi une petite fille de sept ans au corps criblé de balles. Un soldat avait fait un carton sur elle alors qu'elle jouait dans la cour de l'école. L'avait-elle nargué? Peut-être même pas. Le soldat en question a été simplement muté dans une autre garnison... »

M^e Jacoby prend très au sérieux les rumeurs de coup d'Etat militaire qui se

font de plus en plus insistantes en Turquie. « C'est d'ailleurs un sentiment partagé par les autres membres de la délégation, dit-elle. Il est possible que les militaires, qui contrôlent déjà le Sud-Est à travers l'état d'urgence et la loi antiterroriste d'avril dernier, prennent provisoirement le pouvoir pour « nettoyer » la région, puis rendent le pouvoir aux civils. C'est une hypothèse probable. En tout cas, il est certain que des choses très graves se passent, qui préparent des choses encore plus graves. »

Propos recueillis par
Françoise Germain-Robin

L'APPEL DE LA FEDERATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

Des centaines de personnes sont en danger de mort dans le sud-est de la Turquie, a affirmé, vendredi, à Paris, l'avocat français William Bourdon, de retour d'une mission d'enquête dans cette zone pour le compte de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH). La délégation, qui s'est rendue dans la région de Diyarbakir, du 17 au 24 septembre, comprenait également M^e Carine Jacoby, du barreau de Paris, et l'ancien chef de la police d'Essex en Grande-Bretagne, Ralph Crawshaw, aujourd'hui consultant auprès du département des droits de l'homme de l'université d'Essex.

Dans ses conclusions, la mission d'enquête de la FIDH demande aux autorités turques « d'assurer la protection du droit à la vie de tous ceux qui sont menacés de mort ainsi que la libre circulation de l'information ».

La délégation a mis l'accent sur les moyens utilisés pour « réduire la liberté d'information et confisquer la vérité sur ce qui se passe dans cette

région » et sur « la multiplicité des assassinats de civils commis par des commandos spéciaux agissant, suivant des sources concordantes, de concert ou avec l'appui des forces de police ». Elle affirme notamment, sur la foi de témoignages recueillis sur place, que « l'exécution sommaire de l'écrivain et journaliste Musa Anter a été réalisée avec la complicité des forces de police ».

Elle fait état de la « diversification des cibles civiles de ces commandos. Après les militants des droits de l'homme, les journalistes, les enseignants, les médecins, des personnalités modérées ». En fait « tous ceux qui militent soit pour les droits de l'homme, soit pour une solution démocratique, sont en extrême danger de mort », estime la délégation et les responsables de ces exactions bénéficient d'une impunité absolue. « Les autorités d'Ankara n'ont pas été capables de nous signaler un seul cas de militaire ou de paramilitaire traduit en justice », a indiqué M^e Bourdon.

SIRNAK, VILLE INTERDITE PAR L'ARMÉE TURQUE

L'armée soumet la ville à une violente répression

Sirnak, ville interdite : tel est le constat fait par une délégation de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) qui a tenté à la mi-septembre de se rendre dans cette ville kurde du sud-est de la Turquie soumise à une violente répression par l'armée turque du 18 au 21 août dernier.

Composée de deux avocats français et d'un ancien officier de police britannique, la délégation, rentrée le 24 septembre en Europe, affirme avoir reçu une approbation orale du super-gouverneur de la province du Sud-Est, mais avoir été refoulée à un barrage militaire. Depuis le 18 août, aucun témoin occidental n'a pu visiter librement cette ville de plus de 25 000 habitants située non loin de la frontière irakienne.

Quelques journalistes et des militants des droits de l'homme turcs ainsi que les deux députés de la ville ont pu s'y rendre, mais sans pouvoir quitter les rues principales ni visiter les villages environnants qui auraient été sérieusement touchés. Un véritable « black-out » continue ainsi de peser sur les événements de la fin août.

Selon les autorités d'Ankara, l'opération de représailles aurait succédé à une attaque du



Un char à Sirnak. La répression a fait au moins 38 morts civils. (Photo Anadolu/AFP.)

PKK, organisation séparatiste kurde, sur certains objectifs militaires de cette ville pourtant fortement défendue. Pendant cinq jours, les forces de sécurité ont alors ratissé la ville, maison par maison. Malgré l'ampleur des moyens utilisés, l'armée n'a pu exhiber aucun militant du PKK, mort ou vivant. La FIDH fait état de 38 morts civils durant les opérations. La quasi-totalité des habitants a fui, environ 8 000 seraient revenus.

Le sort de Sirnak préoccupe d'autant plus les Kurdes de Turquie qu'ils redoutent que l'opération contre cette ville n'ait valeur d'« exemple ». Selon l'Association des droits de l'homme de Diyarbakir, la capitale régionale, près de trois cents

villages du Sud-Est ont été vidés de leurs habitants par les forces de contre-guérilla ces dernières années.

« Certains responsables locaux ont le sentiment que Sirnak est le signal d'un changement d'échelle dans les méthodes de l'armée et une répétition avant des opérations de plus grande ampleur », affirme William Bourdon, l'un des envoyés de la FIDH.

L'intensification de la répression contre le PKK et la population civile kurde dans le sud-est du pays s'accompagne d'une pression croissante sur le Parti du travail du peuple (HEP), considéré par les autorités comme la vitrine légale du PKK, mais qui a récemment

porté à sa tête un tendance sociale-démocrate, Ahmed Türk.

Depuis quarante-huit heures, plusieurs dirigeants de ce parti ont été interpellés et gardés à vue, notamment Kemal Okutan, secrétaire général adjoint et Feridun Yazar, ancien président. Un mandat d'arrêt a été lancé contre le propriétaire des journaux *Yeni Ülke* et *Ozgur Gundem*, proches du PKK, et dont cinq journalistes ont été tués depuis le début des événements. Le dernier, Musa Anter, a été assassiné à Diyarbakir le 20 septembre.

Plus de 4 600 personnes ont été tuées dans le Kurdistan turc depuis l'apparition de la guérilla du PKK en 1984, dont le quart durant la seule année 1992.

Jean-Christophe PLOQUIN

ARRESTATIONS A ANKARA

Les autorités turques ont fait arrêter, lundi, plusieurs dizaines de dirigeants nationaux et régionaux du Parti du travail du peuple (HEP), surtout influent dans les zones à majorité kurde. Le même jour, à Ankara, s'ouvrait devant la Cour de sûreté de l'Etat le procès de ce parti dont l'interdiction a été demandée parce qu'il défend le droit des Kurdes à leur identité. Parmi les personnes placées en garde à vue, figurent l'ex-président du HEP, Feridun Yazar, son secrétaire général adjoint Kemal Okutan et les présidents du Parti à Istanbul, Siirt, Van, Hakkari, Antalya et Keçoren. Un mandat d'arrêt a été lancé contre Huseyin Turhali, président du HEP à Diyarbakir, et contre le propriétaire du journal « Yeni Ülke », qui se trouvent tous deux en Autriche.

Courrier de l'UNESCO - Septembre 1992

Musique kurde. Musiques et Musiciens du Monde.

CD UNESCO D 8023

La musique kurde, proche de la musique persane, fait partie du grand courant musical des

musiques modales, originaire de l'Inde et répandu jusqu'en Andalousie. Mais agrippés à leur contreforts montagneux et luttant aujourd'hui dans des campements encore plus précaires, les Kurdes, descendants des Mèdes légendaires, n'ont pas aussi facilement révélé leur art aux

étrangers que l'on fait leurs voisins arméniens, turcs, arabes ou persans. Les modes kurdes sont désignés par le même terme, *maqam*, que dans la musique arabe, mais leurs variantes sont baptisées de noms de jeunes filles ou de diverses régions. Les instruments: luths, flûtes droites et percussions, rappellent également ceux de la Perse et des pays arabes. Une musique savante, rude et ardente à la fois, issue d'une tradition antique, que l'on découvre avec bonheur.

FORUM

LA CROIX L'ÉVÉNEMENT MERCREDI 30 SEPTEMBRE 1992

OPINION

LE KURDISTAN D'IRAK
AU BORD DE LA FAMINE

JOSEPH YACOB *

Le quotidien arabe *Al Hayat* (Londres), daté du 18 septembre 1992, faisait état d'un projet de résolution franco-anglo-américain, en préparation, qui sera présenté en octobre au Conseil de sécurité des Nations Unies pour secourir les Kurdes d'Irak. Ce projet consiste à débloquer une partie des avoirs irakiens gelés dans les banques d'Occident, en vue de financer des opérations d'urgence d'aide pour la population kurde sinistrée. Selon les sources britanniques citées, cette somme, évaluée à un milliard de dollars, servirait à loger, nourrir et vêtir plus d'un million de Kurdes nécessiteux et ainsi endiguer les craintes d'une famine avec l'arrivée imminente de l'hiver, après le refus du gouvernement irakien de reconduire le *Memorandum of understanding* (MOU).

De quoi s'agit-il?

À la fin de juin dernier, le MOU, accord conclu entre le gouvernement irakien et les Nations Unies, réglementant les opérations humanitaires dans ce pays, avait expiré et les négociations pour son renouvellement n'ont toujours pas abouti. En effet, depuis avril 1992, Bag-

*Exiger
la levée
du blocus
économique*

dad multipliait les obstacles entravant l'application de cet accord et affirmait qu'il ne le renouvellerait pas indéfiniment.

On s'est aperçu, par ailleurs, que les opérations d'aide destinées au Kurdistan, parce que tributaires de Bagdad, étaient largement contrôlées par les autorités irakiennes, tant au niveau des finances que dans leur contenu. De surcroît, le pouvoir central s'est acharné, en vue de l'obstruction et de l'érosion systématiques de ces programmes, particulièrement ceux fournis par les organes spécialisés de l'ONU : le HCR et l'Unicef et les ONG afférents, qui reçoivent leurs fonds à travers ces institutions. En avril, le HCR a commencé progressivement à réduire son travail de relogement des personnes déplacées et des groupes vulnérables (orphelins, handicapés, veuves...) et à

se retirer, en cédant ses responsabilités à l'Unicef, dans les services de la santé, de l'hygiène et des eaux.

D'autre part, le gouvernement irakien exige une surveillance accrue du contenu des plans d'aide. Un exemple parmi tant d'autres. Maintenant qu'une nouvelle administration a vu le jour au Kurdistan, au terme des élections du 19 mai dernier, le ministère de l'éducation voudrait imprimer de nouveaux livres scolaires, mais en supprimant les chapitres qui font l'éloge de Saddam Hussein. Mais l'Unicef, qui se trouve basée à Bagdad, sera-t-elle en mesure de défendre un tel projet?

Aussi assistons-nous à un effondrement des programmes d'aide.

De retour de ce Kurdistan ravagé, nous pouvons affirmer que la population manque de tout. Le blocus économique imposé par Bagdad est total (vivres, combustibles, médicaments...), les prix ont grimpé en flèche et le taux de chômage est fort élevé.

On ne peut joindre le Kurdistan de l'extérieur, ni par téléphone ni par télégramme : le téléphone à l'intérieur du pays

ne fonctionne, en effet, que dans quelques grandes villes et les services de la poste sont totalement inopérants.

Les taxes – qui sont provisoires – prélevées sur le pétrole irakien qui transite vers la Turquie, via le Kurdistan, constituent pratiquement la seule ressource financière du pays. Les 1 000 camions-citernes qui ravitaillent quotidiennement le pays et l'aide internationale ne couvrent que le quart des besoins des 4 millions d'habitants.

Les tâches qui attendent le nouveau gouvernement kurde, formé le 3 juillet dernier, sont donc immenses, surtout avec l'arrivée de l'hiver qui s'annonce rude et que tout le monde redoute. D'ailleurs, le ministre de l'intérieur, Raj Shawesh, que nous avons interrogé, n'exclut pas un nouvel exode de la population vers la Turquie et l'Iran si une importante aide d'urgence n'était pas fournie d'ici là.

Obvions à cette catastrophe qui risque d'être immédiate en exigeant la levée du blocus économique sur le Kurdistan et en demandant la reconnaissance politique de son gouvernement.

* Professeur de sciences politiques, université catholique, Lyon.

ITINÉRAIRE

Les semailles de l'espoir

KURDISTAN: une agriculture à ressusciter

PANORAMA

Septembre 1992

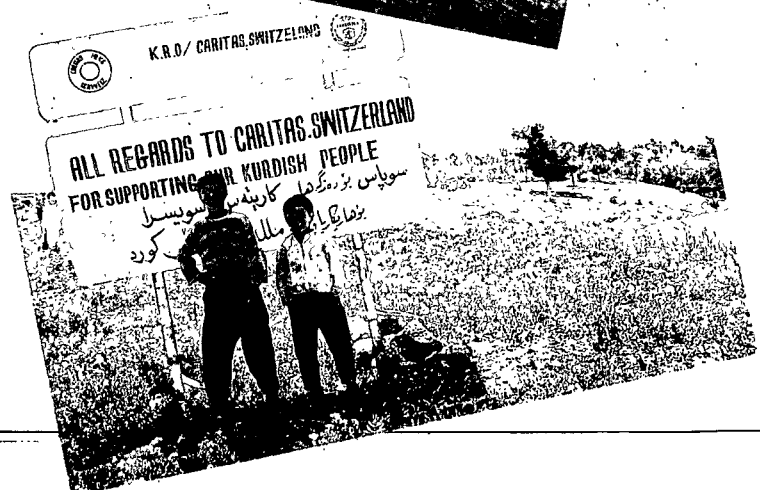
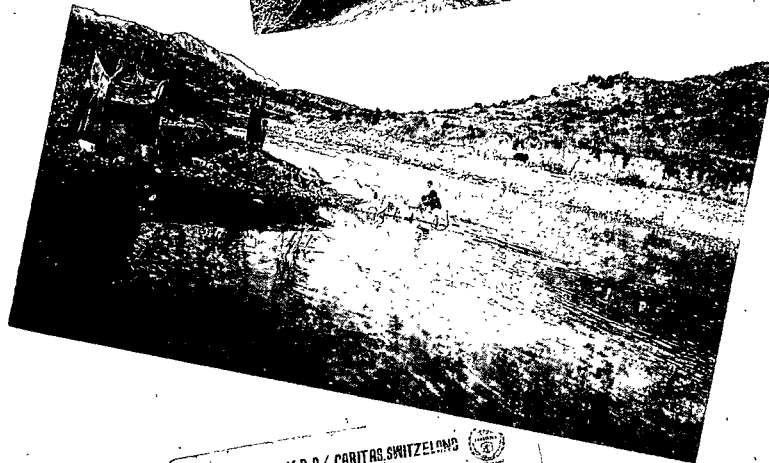
Après le Lötschental et le val Mustair, *Itinéraire* propose d'autres horizons.

Texte et photos:
Gilberte Favre

Parmi l'un des plus criants paradoxes de notre siècle, voici les terres galvaudées et méprisées, ici, les terres brûlées et bénies, sous d'autres cieux. Tandis qu'un Occident saturé assiste au déclin de l'agriculture, ailleurs, avec les moyens du bord, on s'acharne à la ressusciter.

Au Kurdistan d'Irak, la relance de l'agriculture n'est pas seulement un moyen de survie mais un formidable pari sur la vie. Une leçon de courage, aussi, à destination des agriculteurs européens qui ne croient plus trop aux valeurs de la terre.

Des valeurs sacrées, vous diraient les paysans du Kurdistan. Après deux voyages sur le terrain, petit état des lieux.



Plus d'un an après la Guerre du Golfe et le postlude qui s'ensuivit, les images de l'exode des Kurdes d'Irak, fuyant la barbarie, sont encore restées dans bien des mémoires. Mais c'est à partir des années 70, déjà, que le gouvernement irakien inaugura sa politique de «terres brûlées» à l'encontre des Kurdes. Environ 4500 villes et villages furent ainsi détruits, leur population déportée dans les déserts du sud de l'Irak. Les êtres humains ne furent pas seuls à souffrir de cette politique: les troupeaux furent décimés, les cultures dévastées, les vignobles et les arbres coupés ou brûlés, les conduites d'eau obturées.

Opération «terres brûlées»

Les animaux domestiques disparaissent en même temps que les chants d'oiseaux et que toute végétation.

Au cours de l'été 1991, quand les organisations humanitaires se rendent sur place, elles trouvent un pays dévasté, de par la récente guerre, certes, mais encore de par l'opération «terres brûlées». Dépêchés sur place, les délégués de *Caritas* – le mouvement humanitaire réalisant actuellement le programme le plus complet et le plus important au Kurdistan – doivent reconnaître que *tout* est à reconstruire dans ce pays meurtri: les villes et les villages, les écoles, les hôpitaux, les routes et les conduites d'eau. Dans un premier temps, l'accent est mis sur les secours d'urgence afin de permettre aux Kurdes – entre 500 000 et 800 000 personnes sans abri parmi lesquelles une majorité d'enfants – de résister aux rigueurs de l'hiver.

Parallèlement au travail de reconstruction, et répondant aux vœux de la population, *Caritas* tient aussi à relancer l'agriculture et l'élevage.

En octobre 1991, 1700 tonnes de semences (avoine et blé) furent ainsi données à 7300 paysans. Quant à la distribution de blé d'hiver, elle connut elle aussi un grand succès. D'après *Caritas*, environ 10 000 paysans purent semer 2000 tonnes de blé et d'avoine, sur une surface de 12 000 hectares. «A de nombreux endroits, c'était la première fois depuis de nombreuses années que les champs en fri-

che étaient à nouveau cultivés», témoignent des délégués de *Caritas*.

Après plusieurs années, et parfois même vingt ans, d'abandon forcé, une terre se remettait littéralement debout, et les champs de blé et d'avoine à ondoyer, entre boutons d'or et coquelicots. Grâce à la solidarité des organisations humanitaires, grâce aussi à la motivation des paysans kurdes qui, seuls, ne pourraient ressusciter leur agriculture.

Car tout est à recommencer, pour les agriculteurs kurdes. Il faut acheter des semences et des engrais, des moutons, des vaches, des chèvres, des chevaux et des mules, des poules et du matériel agricole. Avec un grand souci d'économie et d'efficacité, *Caritas* effectue la plupart de ces achats, en Turquie, dans la zone limitrophe, à quelques heures de route, le transport de bétail et de secours humanitaire, depuis la Suisse et la France, demeurant toujours aléatoire.

La petite agriculture d'abord

De manière à déterminer les conditions et les réels besoins de l'agriculture au Kurdistan, *Caritas* a mandaté sur place un agronome et un ethnologue agraire. Ceux-ci ont été frappés par la fertilité de la terre autant que par la motivation des paysans. Si l'on excepte le pétrole – exploité par Bagdad – l'économie kurde repose principalement sur l'agriculture. Le Kurdistan – «verger et grenier de l'Irak», subsidiairement lieu d'estivage – était en effet réputé pour sa production de fruits, de tabac, son miel, ses amandes et ses noisettes, alors que, sur les hauts pâturages, troupeaux de moutons et de chèvres offraient aussi des revenus appréciables.

Mais le passé de l'agriculture kurde est peut-être susceptible de renaître. Les experts envoyés par *Caritas* n'ont pas caché leur optimisme. «Si la situation politique s'améliore, le Kurdistan pourrait redevenir, d'ici quelques années, une riche région agricole.» Car si la terre est riche, au Kurdistan, l'eau, autre don du ciel, n'y manque pas. «Les champs abandonnés, de même que les vergers et vignobles, et la reconstitution des cheptels, demandent un grand

investissement», ont cependant précisé les agronomes. Investissement humain et financier. Le Kurdistan d'Irak revient de loin. Si les animaux domestiques y sont quasiment inexistantes, les semences et engrais, les outils et pesticides sont plutôt rares.

Pour l'heure, *Caritas* est en mesure d'aider les Kurdes de la région échappant au contrôle de Bagdad (75% du territoire kurde qui est de 75 000 km²). Il y règne, depuis l'automne 1991, une indépendance de facto, rendue possible par la présence des Alliés et des organisations humanitaires qui agissent au Kurdistan en transitant par la Turquie. Les experts de *Caritas*, qui ont travaillé en étroite collaboration avec des agronomes kurdes, ont proposé au mouvement humanitaire suisse de distribuer aux paysans des animaux ainsi que des semences. Ils sont aussi conscients de l'urgence à restaurer les anciens systèmes d'irrigation et d'en construire de nouveaux.

Très concrètement, et dans le but d'assurer la survie autonome de la population rurale, *Caritas* a notamment prévu de remettre des moutons aux familles qui n'en possèdent pas encore, en vue de la production de lait et de viande. Les villages éloignés recevront pour leur part des mulets, qui aideront au transport des marchandises, ainsi que des bœufs, pour le labour. Une deuxième distribution de semences aura lieu cet automne 1992. Autant dire qu'il restera bien du pain sur la planche, pour la relance de la petite agriculture au Kurdistan. Pour ce programme Karava, *Caritas* a prévu un budget de 5 millions de dollars.

Un argent qui devrait permettre aux Kurdes d'Irak – pour autant que la stabilité politique leur soit garantie – de recommencer, pour une énième fois, une nouvelle existence. Mais l'argent n'est pas tout. Pour *Caritas*, la relance de l'agriculture au Kurdistan représente certes un grand pas vers l'indépendance économique d'une population particulièrement meurtrie et laquelle, depuis l'automne dernier, est soumise à un embargo de la part de Bagdad. La résurrection de l'agriculture a aussi une grande valeur symbolique: «En leur offrant, avec les semences, des perspectives d'avenir, nous espérons aussi leur rendre espoir.»

تركيا - سورية: الامن والياها مشكلاتنا الحاضرة والمستقبل

وليد عربيد *

دمشق ووقع اتفاقاً تعهد فيه لسورية بمشاورات على الحدود السورية - التركية مقابل ان تتعهد دمشق بخلائق معسكرات حزب العمال الكردستاني، وأكدت سورية مراراً احترامها للاتفاق مستغفرة التصريحات التي ادلى بها بيمبول واعتبرت انها مخالفة بل تخون على ابعاد اخرى، واشارت دمشق الى ان تصريحات رئيس الحكومة التركية تتقاطع بشكل مثير مع تصريحات وزير الخارجية الاسرائيلي شمعون بيريز حين اعلن عن حق اسرائيل بالتمتع بمياه المنطقة منزعا بما يملكه العرب من ثروات نفطية.

ويتخوف دمشق من ان يكون الموقف التركي منرجحاً في اطار المسمى الاسرائيلي للضغط على سورية وفتحها للتنازل عن حقوق العرب في الاستفادة اراضيهم المحتلة وتأمين الحرية والاستقلال للشعب الفلسطيني.

واركبت العقدة خطيرة تصريحات رئيس حكومتها فحاولت تبريرها، فاعلن وزير خارجيتها حكمت تشيبتين قبيل وصوله الى دمشق، ان مساندة سورية لتركيا بشأن المسألة الكردية قد تفتح الطريق أمام تعاونهما في مجالات اخرى مثل التجارة والطاقة، لان تركيا تنتظر بامتصاص هذا التعاون، وتعتبره خطوة مهمة لوجهة نشاط حزب العمال الكردستاني، الاقتصالي، خصوصاً بعدما اغلقت سورية معسكرات تدريب الحزب في سهل البقاع اللبناني ومقرات نشاطاته في الأراضي السورية، وتوجت المرحلة بعد لقاء الشيخ - تشيبتين اللذين باتفاقهما بعد تقسيم المياه والامن على نقاط مهمة ببقاع تقسيم المياه والامن في المنطقة الحدودية، فاكدت سورية حرصها على امن تركيا وبإبائها القوة بالتاكيد على انها ستلتزم عدم الحاق اي ضرر بسورية بسبب نقص موارد المياه.

ولكن في ظل التصريحات الاجنبية يبقى الاساس هو القتران الاخوان بالافعال لا سيما ان اجراء اجابية مخالفة كانت سادت بينهما سابقاً، ولعل التغييرات التي حصلت في المنطقة والعالم اذقت اللذين، خصوصاً تركيا، بان سياسة الكفاحية، غالباً ما تكون شيئاً ذا حين.

* محاضر في المعهد الفرنسي للتاريخ المعاصر في باريس.

فيما بعد لتعزيب مناخ التوتر والحذر في علاقات سورية بتركيا، خصوصاً ان دور سورية برز اقليمياً كقوة اساسية في الدفاع عن الامنة العربية في وجه التوسعة الصهيونية.

وفي عام ١٩٨٠ حاصت مسألة مياه نهري الفرات ودجلة لتتحرك العلاقات الثنائية بين البلدين، بعدما قامت تركيا بتحويل المنطقة المتناحرة لحدود سورية الى واحة في المنطقتين وكان مشروع الاتفاقية الكسرى يتطلب بناء ٢١ سداً مائياً و١٧ محطة لتوليد الكهرباء ليحتمل من تركيا في المستقبل احد اهم امزرات منطقة الشرق الاوسط.

منذ ان مسألة المياه استحوذت دوراً مهماً الى جانب البترول، على الصعيد الجيو - سياسي في الشرق الاوسط ان ان السيطرة على منابع المياه تعهد لتغيير موازين القوى مما يشجع الدول على اقامة تحالفات قد تصبغ حاسمة في الصراع العربي - الاسرائيلي.

وفيما تشير الفترة ان انايتها، اي، التاييب السلام، في المنطقة الحربية، تطورها دوراً سياسياً في النظام السوري الجديد للشرق الاوسط، فإن سورية لم ولن تقف مكتوفة الايدي وان كانت تكفي حالياً بمراقبة الوضع عن كثب على حدودها الشمالية من دون ان تتسنى من وقت لا وقت للتكبير بان قطع مياه الفرات يعد سابعاً لا يقل لها في العالم، كما ورد على لسان وزير الري السوري عبدالرحمن المدني، وسورية قادرة على لعب ورقة امينة - سياسية في مواجهة تركيا اذا انها غصت الاظفر عن وجود حركات ثورية ارضية وكردية عرفت بعنادها للانضمام التركي.

ولم ينجح الا تشيبي ان هناك عملاً تركياً داخلياً يؤثر بشكل او باخر على طبيعة هذه العلاقات، وهو التجانس بين رؤية الجيش واستراتيجية الحكومة في ما يتعلق بحقيقتها والتعامل مع العديد من القضايا، خصوصاً قضية اكراد تركيا التي، حولها حزب العمال الكردستاني الى مواجهة عسكرية مدمرة.

ففي عام ١٩٨٧ زار الرئيس تورغوت اوزال وكان اذذاك رئيساً لحكومة تركية،

بان تيسر استباقتها على «سجنق الامتدادية لضمه بالعالي الى جمهورية اناقور، ما سبب فيما بعد توتراً دائماً بين البلدين.

بعد انتهاء الحرب العالمة الثانية وبنية ما يسمى «الحرب الباردة» بين الجانبين وصرعهما على الشرق الاوسط لاسباب عديدة اهمها ان تركيا انضوت اكثر فاكتر تحت الراية الامريكية بدءاً بتبنيها مشروع مازشمال وصولاً الى مشاركتها في الحرب الالوية والانضمامها الى قوات الحلف الالوية، فاصبحت ركيزة اساسية لسياسة وزير خارجيه، ثوريات المتحدثة السابق جون فويسني بالاس التي اركزت على تطوير الاتحاد السوفياتي والحد من

هناك عامل تركي داخلي يؤثر بشكل اوبأخر على طبيعة العلاقات مع سورية، وهو التباين بين رؤية الجيش واستراتيجية الحكومة في ما يتعلق بحقيقتها التعامل مع قضية الاكراد.

ويعم من والشيطان تم توقيع حلف بغداد عام ١٩٥٥ بين تركيا والعراق وايران وباكستان فاصبحت الدول العربية بموجبها شبه موقوفة، ولا سيما سورية، وفي محاولة دمشق لهذا العنق اعلمت بحالها في مؤتمر والمملكة العربية السعودية في عام ١٩٥٨ تحت تسمية الجمهورية العربية السورية ليعيد طويلاً ان تحت الرياض عن التحالف فيما بعد. بينما نهت دمشق والقاهرة الى ابعاد من التحالف بان اعلمت الوحدة بينهما عام ١٩٥٨ تحت تسمية الجمهورية العربية المتحدة.

هذه الوحدة اثار حساسية تركيا لانها تزامت مع انهيار حلف بغداد، بعد خروج العراق منه في اعقاب سقوط الملكية وتسلم عبدالكريم قاسم السلطة، وقررت التطورات

العربية، الجوانب على ذلك يتطلب مراجعة دقيقة لتاريخ المنطقة لا سيما ان الدولتين تربطهما حدود مشتركة وارتباط تاريخي قريب.



Al Hayat - 26 septembre 1992

الأكراد جزء من شعوب الوطن العربي ودوله

الإعتراف بحق تقرير المصير مدخل إلى الحوار

ثقل، يخيم حين يأتي دور الأكراد. وحين كان الكثير من الأكراد يستشهد مع العرب من أجل القضايا العربية (خصوصاً القضية الفلسطينية) سقط العديد من العرب إلى جانب الحكومة العراقية ضد... الأكراد (واخص بالذكر الفلسطينيين المنتهين إلى المنظمات التي تحالفت مع نظام الرئيس صدام حسين، وقد وقع الكثير منهم في أسر البشمركة الأكراد).

ولم يسجل التاريخ للمثقفين العرب موقفاً لافتاً على هذا الصعيد. يمكن القول إن العكس هو الذي حصل. وبخلاف ما فعله المثقفون الفرنسيون في صد الجرائم والمثقفون الأميركيون في صد فينتام، فإن المثقفين العرب ساروا مع الشيطان، وليس بعكسه، وأزروا الحكومات في وجه تطورات الأكراد. وتركزت كتاباتهم على «الخطر الكردي»، و«الورقة الكردية»، وكون الأكراد أداة لتفتت الأمة وتقسيمها. لقد قُبلوا سعي الأكراد إلى التحرر والاستقلال «نزعة انفصالية»، ودعتهم إلى احقاق حقوقهم القومية والثقافية «شعوبية»، ومطالبتهم بحقوقهم في تقرير مصيرهم «مؤامرة»، وبعد اتفاقية الجزائر بين صدام حسين والشاه الإيراني عام ١٩٧٥، والتي تخلى فيها الرئيس العراقي عن شط العرب وذلك لمحاصرة الحركة الكردية وسحقها، سافر أحد الروائيين العرب «مراسلاً حربياً» إلى كردستان العراق، وحلق بطائرة هليكوبتر في أجوائها مسجلاً انطباعاته وشعوره بالنشوة للإنتصار الذي حققته حكومة صدام حسين على «الجيب الأنفصالي العميل»، وسجل كل ذلك في كتاب بعنوان: «دراس النوبة الشرقية».

تستغل المواقف العربية ضرورة الحفاظ على وحدة العراق وعدم تقسيمه. ويمكن للمرء أن يتساءل عما إذا لم يكن الأمر الأخير، بدوره، تدخل في الشؤون الداخلية للعراق. إذ من حق الشعب العراقي وحده أن يقرر مصيره ضمن النظام السياسي الذي يريته. والحال أن الأكراد، وكجزء من الشعب العراقي، لم يسأل يوماً عن رأيه في الدولة القائمة وحدودها وتركيباتها. إن القول بعدم التدخل ينبغي أن يرافق، ليكون مخلصاً ونزيهاً وعادلاً، بالتأكيد على حق الأكراد في تقرير مصيرهم.

واليوم باتت هناك حاجة أكيدة لهدم ذلك الجدار الثقيل من الشكوك وسوء الفهم الذي يفصل بين العرب والأكراد، وإزالة الآثار السلبية التي نشأت عن المعاملة غير السليمة التي لقيها الأكراد. وأول خطوة على هذا الطريق تتمثل في فتح حوار جدي، بين العرب والأكراد وعلى كل المستويات السياسية والثقافية.

وإذا كان العالم يشهد اليوم نهاية العديد من المحطورات، وإذا كان العرب يباشروا الجلوس مع الإسرائيليين على طاولة واحدة، فكم بالأحرى أن يجلس العرب والأكراد معاً ويعيد التاريخ بورتته.

* كاتب كردي.

حرفهم جرى النظر إلى كل محاولة من محاولات التحرر من لنزهم على أنها «مؤامرة» على الأمة العربية، وأحياناً الإسلامية (تؤكد الإيديولوجية الرسمية في إيران أن قيام كردستان يعني «إسرائيل ثانية». وشتان ما بين وضع الأكراد في موطنهم الأصلي كردستان، ووضع الإسرائيليين).

ماذا كان موقف الحكومات العربية الأخرى؟ لقد وقعت الحكومات العربية، منذ البدء، إلى جانب الحكومتين العربيين. والحال أن الأكراد ظلوا على الدوام ينظر إليهم كغرباء ومتمردين ينبغي ترويضهم. وجميع الممارسات القمعية التي اتبعتها الحكومات العراقية خاصة بحق الأكراد، لم تلق الشجب والإستكار من جانب العرب. وحتى مجزرة حلبجة التي نفذت بالغازات السامة على أيدي الحكومة العراقية لم تستر سوى الصمت. ولم يرف جفن لأحد. وفي الوقت الذي كان النظام العراقي يقتل الأكراد، ويهدم قرأهم، ويقدم المقابر الجماعية ويفرغ المدن الكردية ويوزج الأكراد في المعتقلات، ويحرق الغابات، ويسد النيايح بالإسمنت... الخ، كان معظم الناس يستشيط غضباً لإقدام جندي إسرائيل على ضرب مواطن فلسطيني بالهراوة. وإي تحرك دولي لمساعدة الأكراد في محنتهم وماسيهم كان يلقي التنديد والشجب... باعتباره تدخل في الشؤون الداخلية للعراق. ويمكن القول أن الصمت أزاء ممارسات الحكم العراقي بحق الأكراد كان يشجع هذا النظام على اقتراح المزيد، والصمت على المجازر هو شكل من أشكال القبول بها.

علينا أن نشير إلى أن العرب، حكومات ومؤسسات ثقافية وشعوباً، لم ينظروا إلى الأكراد من ضمن النسيج المنشود للوطن العربي. ولم يبذل قط أي مسعى في اتجاه معالجة منفتحة، تعديدية في ما يخص الأكراد. فالجامعة العربية لم تذكرهم قط. وليس هناك توجه نحو اعتبارهم شعباً متميزاً ضمن حدود الوطن العربي. وليس للأكراد مندوب يمثلهم، كأكراد، في الجامعة العربية، ولغتهم غير معترف بها على الصعيد الرسمي العربي. فليست هناك أي جامعة عربية تضم فرعاً للأداب والثقافة الكرديتين. ولم تعد أي دولة عربية إلى بث برامج باللغة الكردية. وليس في الوطن العربي كله صحيفة أو مجلة باللغة الكردية. ولم ينشأ مركز للبحوث يختص بالتاريخ والتراث الكرديين وإسهامهم في حضارات المنطقة. ولم يحدث أن ألقى أحد الشعراء الأكراد قصائده باللغة الكردية (أو حتى بالعربية) في ندوات عربية عامة. ولم يحدث أن قامت فرقة كردية (غنائية وراقصة) بتقديم عروضها في صالات عربية. كل ذلك بقي أمراً محرماً، ممنوعاً. وإذ داب العرب يرفعون أصواتهم مطالبين بحق تقرير المصير لشعوب العالم في أفريقيا، أو أميركا اللاتينية، أو آسيا، ومنذنين بالقمع الذي يقع في أقصى بقعة من العالم، كان صمت مريب،

نزار أغري *

■ هناك حاجة أكيدة إلى حوار عربي - كردي، وهذه الحاجة ليست وليدة ضرورات سياسية راهنة وحسب. إنها حاجة حضارية ونفسية واجتماعية واقتصادية وثقافية. ولا يكاد أحد يعرف لماذا لم يعد مثل هذا التقارب قوياً، متيناً، أصيلاً مثلما كان ذات يوم. لكننا سننظر إلى العصر الحديث، حين ظهور الدول القومية وانشاء «الحكومات الوطنية»، باعتباره بداية الإندثار. والحال أن الفتور في العلاقة ظهر مع هذه الحكومات. فمقتضيات السلطات السياسية قضت على الكثير من القيم والأسس. وإذا اتبعنا النظرة التقليدية لرأينا اللغة ماثلة في ما تركه الإستعمار الغربي ورأته من آثار التقسيمات الجغرافية والقومية الإعتباطية. وحين مضى المستعمرون وصعدت إلى سدة الحكم أنظمة وطنية في الدول الحديثة النشوء ثم التشتت بإفرازات السياسات الإستعمارية وجرى التعامل معها كـ «حقائق» لا يمكن المساس بها.

وفي جملة تلك الإفرازات تشتت الشعب الكردي بين دول عديدة في منطقة الشرق الأوسط بما في ذلك العراق وسورية. ومنذ ذلك الوقت حصلت شيئاً فشيئاً القطيعة العربية - الكردية. وحين أقيمت الدول العربية، وفشل الأكراد على الحصول على وطن قومي خاص بهم، وراحوا يكافحون من أجل ذلك الوطن، اصطدموا بالحكومات الجديدة وبحكامها الذين أنكروا عليهم هذا المسعى، وراحوا يعتبرون نضال الأكراد من أجل بناء كياناتهم السياسية المستقلة وأحراز حقوقهم القومية، بما في ذلك حقهم في تقرير مصيرهم، عملاً مرفوضاً ومشبوهاً. واستعانت الدولة العراقية الناشئة بالقوات الإنكليزية لقمع انتفاضة الأكراد في أعوام ١٩٢٣ - ١٩٢٥ بقيادة الشيخ محمود الحفيد الذين أعلن نفسه ملكاً على كردستان، وفي ما بعد في قمع الإنتفاضات الكردية بزعامة احمد ومصطفى البارزاني في سنوات ١٩٤٠ - ١٩٤٥.

لقد ظل العرب والأكراد معاً قروناً طويلة، لكن لم تكن هناك حدود قسرية تفرض من جانب على آخر، ولم يتم تفضيل طرف على آخر. وسارت السياسات الجديدة في البلدان العربية على خطى السياسة الإيرانية والتركية إزاء الأكراد. فعومل هؤلاء بمنتهى القسوة والقمع. وحاولت الدول المختلفة صهر القومية الكردية. ووصلت الأمور إلى حد إنكار الهوية الكردية، وشطب كلمة «كردية» من السجلات، وحذفت كلمة «كردستان» من الخرائط ومنعت اللغة الكردية، وغيب التاريخ الكردي، وطمس آثار الأكراد... جرى تحويلهم من «فرسان الشرق» إلى منبذين، مطروحين، مهمشين. وامتاعنا في

تركيا تستعد لحملة على شمال العراق وتحرك دولي لاقامة حزام في الجنوب

■ المنامة، بغداد، أنقرة - «الحياة»، أف ب - تلوح في الأفق بوادر مواجهات جديدة في العراق وسط تأكيدات أميركية متزايدة لقرب اتخاذ إجراءات دولية جديدة تهدف إلى انشاء حزام امني لمحافظة جنوبية تمهيداً لاقامة «منطقة آمنة» للتسوية ومنع تحليق الطائرات العراقية، واحتمال شن تركيا عملية عسكرية جديدة يمكن أن تكون برية وجوية في الشمال حيث مواقع حزب العمال الكردستاني الذي تصاعد التوتر بينه وبين الإدارة الكردية في صورة ملحوظة نتيجة لبعثه منذ شهر مرور الشاحنات عبر الحدود إلى كردستان.

في غضون ذلك تدل المؤشرات إلى ازدياد تأثير العقوبات الاقتصادية الدولية في النظام العراقي. وعكس خطاب للرئيس صدام حسين هدد فيه باتخاذ إجراءات صارمة ضد «الخونة» والمخربين من التجار والمسؤولين تفاقم الوضع الاقتصادي، خصوصاً بعدما سعت الولايات المتحدة أخيراً إلى تشديد العقوبات، وفرضت قيوداً جديدة على تدفق البضائع عبر الأردن فضلاً عن توقف وصول أي بضائع منذ شهر من تركيا التي كانت تعبر حدودها إلى العراق ألف شاحنة كبيرة يومياً محملة مواد غذائية.

إلى ذلك رفضت بغداد الاتهامات الدولية لنظامها بشن حملة عسكرية على الشيعة في الجنوب ووصفت الشيعة اللاجئين في منطقة الأهوار بأنهم «عملاء» تستاجرهم الاستخبارات الإيرانية لمهاجمة مسؤولين عراقيين وعاملين في الأمم المتحدة ومكاتب تابعة لها. وفي المنامة نقلت وكالة «فرانس برس» عن مصادر أميركية في الخليج قولها إن واشنطن تنوي «على وجه

السرعة» اقامة «منطقة آمنة» في جنوب العراق لحماية السكان الشيعة من القصف الجوي والمدفعي وعمليات القمع.

وأفادت أن انشاء هذه المنطقة التي ستولاها الأمم المتحدة يقوم على اساس «تسييج» المحافظات الجنوبية الأكثر تعرضاً للقصف كما هو حاصل في جزء من كردستان الواقعة إلى الشمال من خط العرض ٣٦. وأضافت أنه سيتم تحليق أي طائرة عراقية فوقها، وأي نشر لقوات بغداد فيها. وسيعزز الوجود الدولي في صورة مراقبين من الأمم المتحدة في هذه المنطقة.

ومن المقرر في هذا الخصوص أن يتوجه منسق كل الأنشطة الإنسانية للأمم المتحدة بان إلياسون إلى بغداد قريباً للتفاوض مع السلطات العراقية على تجديد مذكرة التفاهم في شأن عمل موظفي المنظمة الدولية في العراق خصوصاً في جنوبه.

كذلك نقلت الوكالة عن «ديبلوماسي في الخليج» قوله إن صورة الأمم المتحدة «اهتزت» قليلاً أثناء أزمة وزارة الزراعة العراقية ولا يمكنها إلا أن تضرب بقوة، إذا حاول العراق خوض اختبار جديد للثقة.

في أنقرة عززت تحركات لقوات تركية في مناطق الحدود أخيراً تكهنات بأنها قد تنفذ عملية عسكرية ضد قواعد حزب العمال الكردستاني في شمال العراق. من جهة أخرى هدد السيد سفين بزه في ممثل الحزب الديمقراطي الكردستاني الذي يتزعمه السيد مسعود بارزاني في أنقرة حزب العمال بـ «إجراءات أكثر قسوة» إذا لم يرفع الحصار عن شمال العراق.

وكان السيد جلال طالباني الأمين العام للاتحاد الوطني الكردستاني اتهم زعيم الحزب عبدالله أوجلان بالتعاون مع السلطات العراقية ومنعه الفلاحين الأكراد من العودة إلى قرأهم في المنطقة الحدودية، وهدد بأن قوات الجبهة الكردستانية قد تجبر على القتال دفاعاً عن الفلاحين.

وتذكرت صحيفة «أوزغور غيودديم» التركية الموالية للاكراد أمس أن الجيش التركي يواصل استعداداته للقيام بعملية عسكرية برية في شمال العراق في نهاية الشهر الجاري، أي بعد أن يعود إلى كردستان العراقية طالباني وبارزاني اللذان يقومان حالياً بجولة على أوروبا بعدما زارا الولايات المتحدة. وأضافت أن مدفعية تركية نقلت أخيراً من شيرناخ إلى جيزري القريبة من الحدود والتي وصلت إليها أيضاً قوات محمولة جواً من قاعدتها في بولو. وأفادت مصادر كردية محلية أن لديها معلومات مماثلة، وأن تركيا ستنفذ عملية برية ضد قواعد حزب العمال الكردستاني الذي سيحتفل غداً السبت بمرور ثمانين سنوات على شنه أول عملية مسلحة ضد القوات التركية، في شمال



ضابطان أميركيان بين البليات وبأليات ومدافع «هاوتزر» انزلها «المارينز» في ميناء الشيعية جنوب العاصمة الكويتية أمس. (أ ب)

العراق

واكدت اطراف معارضة عراقية في بيانات وزعتها أمس وتلقّت «الحياة» نسخاً عنها أن القوات العراقية تستعد لشن هجمات جديدة على الشيعة في مناطق الأهوار في الفرات الأوسط وقال بيان لـ «المجلس الأعلى للشورى الإسلامية» أن مصادره رصدت تحركات غير عادية للقوات في مناطق علي الغربي والمجر الكبير وقلعة صالح وكلها في الأهوار. وحددت القوات بأنها كتيبتا دبابات «المنصور» و«طارق بن زياد» إضافة إلى وحدات مدفعية متوسطة المدى.

لكن صحفاً عراقية اتهمت فان بير ستول وزير الخارجية الهولندي السابق الذي قدم تقريراً إلى مجلس الأمن عن الانتهاكات العراقية لحقوق الإنسان في الجنوب، بأنه «يعمل في إطار مؤامرة أميركية ضد العراق وتقاريره عن انتهاك حقوق الإنسان كاذبة».

وفي عمان ذكرت وكالة «يوناييتد برس» أن التجارة العراقية - الأردنية انخفضت في صورة حادة الشهر الماضي خصوصاً بعدما أثار اعدام نحو ٥٠ تاجراً عراقياً رعب بقية التجار الذين كانوا يعملون في مجال التصدير من الأردن، إضافة إلى تدهور قيمة الدينار العراقي وارتفاع الأسعار، ونفاد العملات الصعبة لتسديد طلباتهم.

وأكد مسؤولو الجمارك في الرويشد على الحدود مع العراق أن عدد الشاحنات التي عبرت الأردن انخفض من ٤٠٠ يوماً في حزيران (يونيو) إلى ٥٠ حالياً. وأفاد مراسل الوكالة الذي زار المنطقة أول من أمس أنها بدت مهجورة تقريباً. وقال تجار في عمان إن شحن البضائع انخفض لأن تجار المرفق العراقيين لم يعودوا يملكون العملات الصعبة لتسديد ائمتانها.

وبدأت في الكويت أمس السلسلة اللالثة من المناورات العسكرية الأميركية - الكويتية «الغضب الوطني». وحضر وزير الجيش الأميركي مايكل ستون اختباراً ل«كباتات أميركية وبريطانية تتنافس على عقد دفاعي كويتي» (راجع ص ٥)

وقال مسؤولون عسكريون في الكويت أن وزير الدفاع الشيخ علي صباح السالم سيتوجه إلى باريس الاثنين المقبل لتوقيع اتفاق دفاعي مماثل لاتفاقيين وقعتهما بلاده مع واشنطن ولندن. وأضافوا أن الاتفاق سيشمل إجراء تدريبات عسكرية ومناورات مشتركة وشراء أسلحة فرنسية.

وأعلن ناطق باسم وزارة الدفاع الكويتية أن جنوداً من مشاة البحرية الملكية البريطانية وصلوا إلى الخليج أمس للاشتراك في مناورات عسكرية كويتية - بريطانية.

فريق مفتشي اسلحة يصل الى بغداد اليوم والمعارضة العراقية ترحب اجتماعها أياماً

العراقية. وأوضحت بغداد في المنكرة ان المهتمات الجوية الاميركية تكثفت فوق مناطق الموصل واربيل ودهوك وزاخو في الشمال وكذلك البصرة والعمارة والناصرية والقرنة والسماوة في الجنوب. وكانت واشنطن ولندن وباريس فرضت منطقتين محظورتين على الطيران العراقي الاولى في نيسان (ابريل) ١٩٩١ في شمال خط العرض ٣٦ والثانية في ٢٧ اب (اغسطس) الماضي في جنوب خط العرض ٣٢. وقالت العواصم الغربية الثلاث ان الهدف من الحظر هو حماية السكان الاكراد في الشمال والشبيعة في الجنوب من هجمات الجيش العراقي. وينكر ان العراق الذي يتهم الولايات المتحدة وبريطانيا وفرنسا بانها تريد تجزئته يحثج باستمرار على هذه الطلعات فوق اراضيه. وذكرت وكالة الانباء العراقية ان الرئيس العراقي صدام حسين قد اول من امس السبت مجموعة من النساء العربيات وسام الاستحقاق العالي لجهوده من الدولة في دعم شعبه في العراق، خلال الحظر الذي فرض على العراق اثر حرب الخليج. واوضحت الوكالة ان عدداً من النساء العربيات من موريتانيا وفلسطين والجزائر واليمن شاركن في رحلة سفينة «ابن خلدون» التي نقلت ادوية و مواد غذائية الى العراق.

بعضهم سيأتي من دمشق ولندن وفيينا حيث يقم. ويهدف الاجتماع، وهو الاول الذي يعقد في الاراضي العراقية، الى التهيئة لعقد مؤتمر مختلف اتجاهات المعارضة العراقية في تشرين الاول (اكتوبر) المقبل. وكان آخر اجتماع للمعارضة العراقية عقد في بيروت في آذار (مارس) ١٩٩١. ومن المقرر ان يشارك في الاجتماع ممثلون عن «المؤتمر الوطني العراقي» ولجنة العمل المشترك، ومقرها في دمشق، والجيبة الكردستانية، التي تضم ثمانية فصائل كردية معارضة بينها حزب «الاتحاد الوطني الكردستاني» بزعامة جلال طالباني والحزب الديموقراطي الكردستاني، بزعامة مسعود بارزاني اضافة الى حركات معارضة شيعية اخرى. وأكدت الائتلاف من اهم الحركات الشيعية المعارضة ومقرها في طهران هما «المجلس الاعلى للثورة الاسلامية في العراق» و«منظمة العمل الاسلامي» انهما ستحضران هذا الاجتماع. وأكد العراق امس الاحد ان الطيران الاميركي قام بين الثامن والثامن عشر من ايلول (سبتمبر) الجاري بـ ٧١٥ طلعة فوق اراضيه بغرض «المراقبة والاستفزاز». واحتجت السلطات العراقية على هذه «الانتهاكات» في مذكرة رفعتها الى الامن العام للامم المتحدة بطرس غالي ونشرت امس وكالة الانباء

العصا و اجهزة مستخدمة في انتاج الترسانة العراقية من القنابل الكيماوية. وقام الخبراء بتجميع كل النخائر المعبة التي يمكن نقلها بامان وهي ما بين ٣٠ الف و ٤٠ الف قطعة في مجمع المثنى الكيماوي الرئيسي تمهيداً لتدميرها. ونكر خبراء الامم المتحدة ان عملية افراغ النخائر وتحبيد الاف الاطنان من العناصر الكيماوية التي تحويها ستستغرق ستة اشهر على الاقل. وستبدأ عملية التخلص من غاز الاعصاب الذي سيتم تربيته من النخائر في مركز المثنى الاسبوع المقبل في مصنع اقامه خبراء عراقيون تحت اشراف الامم المتحدة. وسيحرق غاز الخردل في فرن خاص خلال شهرين.

المعارضة

الى ذلك قال مصدر في حزب الاتحاد الوطني الكردستاني ان اجتماع المعارضة العراقية الذي كان مقرراً عقده امس الاحد في مدينة اربيل في كردستان العراقية ارجىء بضعة ايام حتى يتمكن ممثلو مختلف حركات المعارضة العراقية من المشاركة فيه. و اضاف المصدر ان غالبية المنويين في طريقيهم الآن الى اربيل الواقعة في كردستان العراقية التي لا تخضع لسيطرة بغداد. وأوضح ان

■ المنامة، شقلاوة (شمال العراق)، بغداد - ا ف ب، رويترز - يصل الى بغداد اليوم الاثنان فريق دولي جديد من مفتشي الاسلحة الكيماوية التابعين للامم المتحدة في مهمة تستغرق اسبوعاً. واعلنت مصادر كردية معارضة ان اجتماع المعارضة العراقية المقرر عقده اليوم الاحد في اربيل ارجىء بضعة ايام لضمان وصول الوفود المشاركة فيه. وقال رئيس الفريق السويسري برنارد برونر للصحافيين في المنامة امس الاحد «سنقوم بعملية تفتيش» وان الفريق قد يستخدم مروحيات في تنقلاته الى المواقع البعيدة عن بغداد. وأكد برونر ان الفريق الدولي الجديد لا يعززم التوجه الى موقع المثنى الذي يبعد ١٣٠ كيلومتراً الى شمال غربي بغداد حيث يستعد العراقيون لتدمير النخيرة الكيماوية باشراف خبراء تابعين للامم المتحدة. وكان رون مانلي الخبير في الامم المتحدة الذي ارسل في مهمة الى بغداد صرح في ١٢ ايلول (سبتمبر) الجاري ان من المقرر ان تبدأ عملية تدمير نحو ١٤٠ طناً من غاز الاعصاب في نهاية هذا الشهر على ان تتم عملية تدمير ٤٠٠ طن من غاز الخردل الاكثر تعقيداً في غضون شهرين. ودمر خبراء الامم المتحدة بالفعل نحو ٨ الاف قطعة من النخيرة الكيماوية غير المعبأة كما نسفوا صواريخ تحوي ٢.٥ طن من غاز

طالباني وبارزاني يتفقان على تشكيل جيش

واقترح بارزاني ان يقدم حزبه والاتحاد ٤٠ في المئة من رجال الجيش الكردي على ان يتوزع الباقي على الاحزاب الاخرى. لكن احد قادة الاتحاد سامي عبدالرحمن رأى ان التوظيف في الخدمات العامة يجب ان يتم وفقاً للكفاءات وليس للانتماء الحزبي «والا ستجاذف بان تصبح كحزب البعث (الحاكم في بغداد) ما سيجعل لاعلى الحكومة (الكردية) معدومة». ورأى بعض اعضاء الادارة الكردية ان قرار انشاء جيش يدل على ان حزبي طالباني وبارزاني يعتزمان التخلي عن جزء مما يتمتعان به لجهة الامساك بزمام الادارة. وأكد بارزاني ان «جميع البيشمركة سيدمجون في القوة الجديدة وسيلتحق آخرون بالشرطة وسيوضع الجميع تحت سلطة الحكومة (الكردية) ولن تكون هناك اي ميليشيات». وزاد ان المقاتلين سيتلقون تدريباً خاصاً للتكيف مع الدور الجديد، مضيفاً ان الانتقال الى حكومة عصرية ديموقراطية يتطلب الكثير من المال ولن يكون ذلك سهلاً. سنعمل ما في امكاننا وتدرجاً سنتوجه نحو الديموقراطية وتطبيق نظام شرعي. ان هدفنا هو بلوغ ما نصبو اليه، وما زال لدينا كثير من المشكلات لكننا قررنا المضي قدماً لبلوغ اهدافنا.

■ صلاح الدين (شمال العراق) - ا ف ب - اعلن مسعود بارزاني زعيم الحزب الديموقراطي الكردستاني ان الحزب والاتحاد الوطني الكردستاني الذي يتزعمه السيد جلال طالباني قررا دمج قواتهما المقاتلة لانشاء جيش في كردستان العراقية خارج عن سلطة بغداد. وأوضح بارزاني في مقابلة مع وكالة «فرانس برس» اجريت في مدينة صلاح الدين شمال شرقي العراق ان اتفاقاً ابرم مع طالباني وان مقاتلي الحزبين سيأترون بقيادة «وزارة» الدفاع في الحكومة الكردية التي لم تعترف بها بغداد. ورأى الجنرال كمال مفتي «وزير الدفاع» الكردية ان الجيش يحتاج مئة الف جندي منهم خمسون الفاً تناط بهم مهمة مراقبة «الحدود» بين كردستان والمناطق الخاضعة لسلطة الحكومة العراقية. واعتبر مفتي ان «هذا التدبير مهم جداً وإلا سيبقى البيشمركة (المقاتلون الاكراد) تابعين للميليشيات ولن تستطيع الحكومة (الكردية) السيطرة على الوضع ولن تستطيع الدفاع عن كردستان وضبط الناس الذين يتجولون بأسلحتهم في الشوارع» في المناطق الخاضعة لسيطرة الجبهة الكردستانية.

AL HAYAT

15 septembre 1992



ناقلة جند المانية شرقية في احد شوارع جيزري. (الحياة)

بون كانت اشرتطت عدم استخدامها لقمع الاكراد

تركيا تواصل انتهاك حظر الماني وا٥ قتيلاً في هجوم للكرديستاني

في احداث شيرناخ التي قتل فيها ١٤ مدنيا و٤ من قوات الامن. اضافة الى ما نشر عن استخدام دبابات من طراز «ليوبارد» وطراز «ام - ٤٨» ضد المباني المدنية في المدينة التي فر منها نحو ٢٠ ألف كردي خوفا على حياتهم منتصف الشهر الماضي، افاد شهود عيان في المدن المجاورة ان العربات المدرعة ذاتها (التي يطلق عليها في المنطقة اسم «بانترز» تستخدم في اعمال الدورية هناك.

وشاهد مراقبون عربية واحدة على الاقل من طراز «بانترز» وهي تحرس جزءاً من الطريق الممتدة بين جيزري وشيرناخ (طولها نحو ٢٥ كيلومترا) عند بلدة قصريك، فيما تتجول ثلاث منها على الاقل في مركز جيزري كل يوم. وكانت بون احتجت بشدة لدى انقرة على استخدام قوات الامن التركية الاسلحة الالمانية الشرقية ضد المتمردين في جنوب شرقي تركيا في آذار (مارس) الماضي. ونكرتها بان الاسلحة قدمت اليها بموجب شروط صارمة تحظر استخدامها إلا لأغراض الدفاع الوطني.

لكن المانيا رفعت قبل بضعة اشهر الحظر العسكري الذي فرضته على انقرة اثر قتل اكثر من مئة متظاهر كردي على ايدي قوات الامن خلال حملة القمع في آذار الماضي. ووفق اتفاق توصلت اليه حكومتنا البلدين حظر على تركيا استخدام الاسلحة الالمانية ضد الاكراد.

وشهد العام الحالي مقتل مدنيين باعداد كبيرة وتصعيدا في العنف. وبتهم سكان شيرناخ قوات الامن التركية بانها مسؤولة عن الدمار الذي حل بالمدينة في ١٨ من الشهر الماضي، ويقولون انه لم تقع صدامات مع المتمردين المسلحين. واعتقلت السلطات التركية التي كانت في بداية الامر قالت ان ١٥٠٠ مسلح من المتمردين هاجموا المدينة، ٤٤ من المشتبه فيهم فقط. ولم تصدر اياً من الاسلحة الثقيلة التي اكدت ان المتمردين استخدموها في هجومهم.

وبهذه الحصيلة التي اوردها وكالة «فرانس برس» نقلاً عن البيانات الرسمية يرتفع الي ٥٢٠٠ على الاقل عدد الضحايا منذ آب (اغسطس) ١٩٨٤، وهو تاريخ بدء الكفاح المسلح لحزب العمال الكردستاني. وقتل حوالي ١٥٠٠ شخص بين مدنيين وعناصر من قوات الامن والشوار الاكراد منذ تشرين الثاني (نوفمبر) الماضي فقط.

□ بون، انقرة - «الحياة»

■ قتل ٥١ شخصاً في احداث هجوم شنه امس مئات من المقاتلين الاكراد على مركز تركي عند الحدود مع العراق قرب شمدينلي في اقليم جكاري جنوب شرقي البلاد، مستخدمين مدافع هاون وقذائف صاروخية، وبين القتلى ٣٠ كردياً وثمانية جنود وضباط صف.

من جهة اخرى، اكد شهود عيان في المنطقة ان القوات التركية لا تزال تستخدم اسلحة من المانيا الشرقية (سابقاً) في حربها ضد المقاتلين الاكراد على رغم الاتفاق الذي توصلت اليه بون وانقرة هذا العام على عدم استخدام هذه الاسلحة الا للدفاع ضد غزو خارجي. وكانت المانيا قدمت هذه الاسلحة في اطار منحة عسكرية اثر حرب الخليج. (الصورة اعلاه التقطت لـ «الحياة» سرّاً قبل اسبوعين وتظهر ناقلة جند مصفحة المانية شرقية في مدينة جيزري الكردية قرب الحدود مع العراق).

واقاد شهود عيان من السكان المحليين في شيرناخ، احدى المدن الرئيسية جنوب شرقي تركيا، ان دبابات المانية الصنع استخدمت الشهر الماضي في قمع ما وصفه المسؤولون الاتراك بأنه «صدامات مع المتمردين» في المدينة. وروى هؤلاء ان اربعا من هذه الدبابات تابعة لحامية شيرناخ العسكرية ارسلت الى مركز المدينة وامرت بفتح النار على مبانٍ مدنية.

وكسان اورهان ويزال، الرئيس المحلي لحزب «الطريق الصحيح» الحاكم، ابلغ «الحياة» انه رأى بعينه دبابة تطلق سبع رشقات على مقر الحزب في المدينة، مما ادى الى اصابتها مع كل الابنية هناك باضرار جسيمة.

على صعيد آخر افادت مصادر حزب العمال الكردستاني ان قوات الامن التركية استخدمت أيضاً نحو ٢٥٠ ألف بندقية المانية (شرقية) من طراز «كلاشنيكوف» في هجماتها داخل المنطقة، اضافة الى ان عربات مدرعة من صنع الماني شرقي شاركت

شعراء وقصاصون أكراد يكتبون باللغة العربية

□ بيروت - من نزار اغري:

كانت اللغة العربية، بالنسبة إلى كثير من الأدباء الأكراد الإداة الفضلى للتعبير عن دواخلهم ومشاعرهم والخوض في تجاربهم الإبداعية، واجدين فيها سفينة نقلهم من ضفة الصمت والعزلة إلى ضفة التواصل والتفاعل.

دوافع كثيرة حفزت الأكراد على استخدام اللغة العربية. فهي اللغة الدينية التي يفتتحون بها حياتهم، فتدخل إلى وجدانهم، وتترسخ في دواخلهم.

عرفت العربية مفكرين ومؤرخين وأدباء أكراداً. وسطعت في سماء اللغة العربية أسماء كردية بارزة، بدءاً بالمؤرخ ابن الأثير وابن فلكان ومروراً بالأمدي والسهوردي وصولاً إلى أحمد شوقي ومحمد كرد علي وجميل صدقي الزهاوي... الخ.

هذا التقارب والتفاعل جعل من العلاقة بين الأدباء الأكراد واللغة العربية علاقة روحية يحتوي كل طرف الآخر بشغف وانفتاح.

وفي الوقت الراهن يأتي سليم بركات في مقدمة الأدباء الأكراد الذين يفرغون إبداعاتهم في أوعية اللغة العربية. تمكن من شد الأنظار إليه بقوة، واستطاع أن يشغل مكانة مرموقة بين الأدباء العرب. ويعتبره الكثير من النقاد أحد الذين تعاملوا بمهارة وحذق مع اللغة العربية وافلحوا في النزول إلى قيعانها.

خط سليم بركات لنفسه مساراً شاقاً وشيقاً في الفضاء الإبداعي وقطع أشواطاً بعيدة في الخوض في الحقل اللغوي العربي، مجالاً ادعياً، جمالياً، ولم تقف كردية سليم بركات عائقاً أمام اندماجه في اللغة العربية، بالعكس، أنها كانت حافزاً قوياً للمضي في التشبث برحيقها. وبالقابل فإنه حملها من كينونته المغايرة وعوالمه الخصوصية الذرات التي بقيت علاقة بداخله من أفق تتقاطع عنده حدود الالتقاء والتباعد. وكان ذلك بمثابة تخصيص وإثراء، مرغوبين، لتربة اللغة. فعلاوة على إقباله على اللغة العربية للامتلاء بها وإملاك ناصيتها، كونه أديباً من حقل لغوي آخر، فإن المناخات والعوالم الكردية بحكاياتها ومفرداتها الذهنية والسيكولوجية وهمومها وأمانها والصراعات اليومية التي تتوالى على المستويين الفردي والجماعي، كل ذلك امتد النص الذي أنتجه سليم بركات بخيط أو خيط ملونة ومدمشة وعجن الدقيق الإبداعي لديه بخميرة أضفت على نتاجاته طعماً فريداً.

ويشعر القارئ، في معظم نتاجات سليم بركات، بهذا الجانب الفريد الذي يتمخض عن التقاء عالمن وذهنيتين عالمان لا يصطدمان بل يتآلفان ويتكلمان نسيجاً هارمونياً شيقاً وطريفاً في أن معاً. فلم يكن الطابع

الكردي عنصراً نشازاً في جسم الكتابة العربية كما أن البنية النصية للمقول العربي لم تشكل عقبة في وجه انفعالات وخلجات أتية من أرض غريبة. ويظهر هذا التفاعل بafصح أشكاله في السيرتين الذاتيتين اللتين أراد المؤلف أن تكونا جسر عبور بين العالمين، فيهما نعر على هذا وذاك متلاحمين، كالحلم والعظم، في تشابك نصي قوي. وعلى رغم العوالم الخاصة فإن القارئ لا يعدم الشعور بأنه أمام جو حميمي وإن الانفاس التي تندفق، لاهثة، أمامه تحمل مرارة نبضاته بالذات.

إن السيرتين الذاتيتين: «سيرة الطفولة، وسيرة الصبا»، بعنوانهما، الطويلين، تنهلان من الحياة التي عاشها المؤلف بما تحمله من قسوة وعنف وغرابة، في منطقة استعصت على الجغرافيا وتمردت على التاريخ.

طفولة تبدأ ولا تنتهي بحلقة دائرية من الشروحات والفجوات المتتالية التي تحفر قنواتها في مجرى الذاكرة البعيدة والراهن القريب. ومن بعيد، حيث حظ المؤلف، يتم النظر إلى الوراء والانتفات إلى تلك البقعة القصية فتتفجر الذاكرة وتهدم جدرانها وتفيض بحكايات وصورا وتعبير زاهية، متداخلة، مزخرفة بصنوف الكائنات والشخصيات والمواقف التي يعج بها المكان الأولي.

على صفحات السيرتين تنهض العلائق طازجة، نابضة بالحياة، غنية، غريبة تتضارب العناصر كلها ضمن توليفة تشترك فيها الأشياء والأشخاص على السواء كما لو في سمفونية رعوية (اندرية جيد) هادئة تحول الحركة التي تناغم صامت.

البعد عن المكان يجعل الإقتراب الروحي أعمق ويسهل الفوص بعيداً في أعماق الذاكرة ولهذا نجد التلاحم الشديد بين المؤلف والإمكانة، ومن هنا يزخر الكتاب، بعد هائل من الطيور والحيوانات والنباتات والجمال والأنهار والحقول والألعاب الطفولية والمغامرات المطرفة... الخ.

السيرة الذاتية هي سيرة الذات البعيدة في علاقتها مع الأشياء والكائنات البعيدة، هي سيرة المكان الأولي في حيويته الأصلية.

وفي كتابه الآخر، «الريش»، يعود سليم بركات إلى بقعة البداية، إلى مسقط الرأس، القامشلي، حيث البراءة البدائية والخطينية الأصلية. ولكن في حين تولفت السيرتان الذاتيتان عند حدود السرد الواقعي لمجريات أحداث ووقائع معيشه فيما مضى، فإن «الريش»، تتجاوز الواقع الراهن. أو أنها تخلطه مع الأسطورة، الملحمة، الساغا، لتكون نصاً بهياً. يجسد الحاضر على أجنحة المخيلة والحكاية الشعبية والتاريخ الكردي.

ها هنا يتداخل الراهن الكردي مع تاريخه البعيد ويمتزج القص الأني مع السرد المتقطع لتواريخ قديمة متناثرة وفي أماكن بعيدة، متباعدة: مهباد، بيار بكر، وان، بدليس... الخ.

يرفرف عالياً في فضاء النصوص طائر حمل بفرائبية العوالم الكردية. عند سليم بركات ليست الخصوصية الكردية مادة للاستعراض أو التفرغيب. إنها جزء عضوي من حضور النص. وهو الذي يمنحه ليس قاعه المضموني فحسب، بل بعده الجمالي أيضاً ويشحن لغة النص بطاقات إضافية تضفي عليه غنى ورائاً.

يتناول سليم بركات مواضيعه تناولاً تشكلياً ويصهر عناصر مادته في مراحل مختلفة، فنثره مضمخ بالشعور وشعره مجبول بالنفس النثري، الشمولي، الطويل.

وفي الحالتين هناك سخرية، حادة تجاور نفثات مرّة، وهناك أحداث وحكايات إلى جانب تجريد لغوي يصل حدود المطلق. وفي جميع الأحوال تكاد اللغة العربية أن تحقق قفزاتها برشاقة ومهارة تاركة نكهة المناخ الفرائي تماوج من بين جملها لتتحول إلى رائحة طيبة شديدة الالفة، تماماً مثل المؤلف: كردي شديد القرابة من القارئ العربي.

صار سليم بركات، بالنسبة إلى كثير من الشعراء والقصاصين الأكراد أنموذجاً، سواء في توسلهم اللغة العربية سلاذاً أو في طرائق وأشكال تعبيرهم. انهم يخرجون، إلى هذا الحد أو ذاك، من معطف سليم بركات. وهذا لا يقلل من شأنهم أو ينقص من قيمتهم، فهم، يشاركونه تكوين عالم «خرافي».

يمكن اعتبار عبدالحليم يوسف، القاص الشاب، الأقرب إلى سليم بركات في أجوائه ومسار لغته وهو أجسه والأكثر قدرة على استلهام تجربته والاستفادة منها والإغناء بإيغالها من دون أن ينحصر في زوايا التقليد. وهو يكاد لا يخفي إعجابيه بسليم بركات وتأثيره فيه. إلا أن فاصلاً ملحوظاً يقوم بينهما. فاصل يستمد حضوره من الفارق الزمني بين تجربتهما. بين السيرة الزمانية والمكانية لكل منهما، على رغم تشابه البيئة والأجواء وتقارب الشخص. أن عبدالحليم يوسف أكثر التصاقاً بواقعية شخصه، وأكثر قرباً من تفاصيل حياته. ويبدو أشد انفتاحاً إلى الالتحام بها والنفاذ إلى أعماقها واستحصال مادته منها، حتى يصل به الأمر إلى ما يقارب التسويين الحرفي لمجريات حياتها ومغامراتها والأحداث التي تقع لها. وهو يضع نصب عينيه اللعب على أيقاع الحياة اليومية محاولاً الوصول إلى نقطة النهاية عبر مفارقة مضحكة وانكسار مرير.

وبعكس سليم بركات، الذي يرفع المناخ الكردي إلى علية اللغة المكتوبة، فإن عبدالحليم يوسف يتزل مع اللغة العربية، إلى الحضيض السفلي للحياة الجارية في الشارع الكردي ملتقياً تفاصيلها ومدوناً إياها حتى في لغتها الأصلية، مترجمة بشكل حرفي إلى العربية. ومن هنا لا تأتي الأحداث وحدها

غريبة، مفارقة، اكروتيكية. بل إن اللغة نفسها تكتسب بعداً إضافياً جديداً فتظهر في زي يكاد القارئ العربي لا يتعرف إليها للوهلة الأولى. وعند هذا المفصل، الموقت، تنشأ أزمة التعامل مع نص «محلي، محمول على اكتاف ذهنية كردية صرفة، ماخوذاً، فوراً، إلى مختبر اللغة العربية من دون أن يختمر الاختصار المطلوب الذي تقتضيه التركيبة اللغوية للنص.

ويتعامل عبدالحليم يوسف مع الميتولوجيا والحكاية الشعبية الكردية محاولاً القيام بتوظيفها بشكل يحقق عنصرين مترابطين: إيصال الفكرة والتمتع بجمالية أسرة، وينهض، من أجل ذلك، بعيداً في لعبة التجريب والتزيين الحدثي، ولا يتورع عن نزع الدرغ التاريخي، القدسي، عن الحدث والشخص وبالخالها في غرف تجريبية، مهشماً اضلعها ومضيفاً، في كثير من الأحوال طابعاً ساخراً مجاوراً للكاريكاتور. ساعياً إلى استخدامهما في سياقات تمنحها معانٍ ودلالات رموية. ويبلغ به الأمر أحياناً كثيرة إلى التعامل مع النص التاريخي تعامل بروكروست وسبريره فيشد الحدث/ الدلالة ليبلغ أبعاداً فانتازية تبلغ حدود العبث، غارقاً في توليف تخييلي، سوربالي، منظر. ذلك هو مناخ مجموعته «الرجل الحامل».

القاص احمد عمر، الساخر بدوره، يبدو أكثر «رزانة» وهذوياً. هو أيضاً يدور في حلقة المعيش اليومي الكردي ولكنه يتوقف عند حدوده ولا يتجاوز. ويكتفي بأن يراقب ما يجري أمامه بعين مراقبة، دقيقة وتسجيل الأحداث والوقائع في ترابطها المضحك مكتشفاً في ما هو المألوف لحظة شاذة، غير عادية، مسجلاً الحدث في نقطة اختلاجه، لا يستطيع المراقب العادي فعله. انه يتوسل السخرية كي تنقل نظرته الخاصة في فهمه المتعالي لما هو آني ومكاني ولكي يبرز عن الواقعية وطاقتها الثقيلة. ولغة احمد عمر غارقة في النثر بالمعنى البروساييكي Prosaic للكلمة، فلا يحلق في سماء الشعر، كما سليم بركات، ولا يهرب إلى اطراف الفانتازيا، كما عبدالحليم يوسف. انه أقرب إلى مسجل أحداث تتسلسل أمام ناظره، ماضياً إلى تحريك الزوايا الحادة وبما يحقق اقتصاداً محكماً للنص فيخلق الشعور المناسب بالظرف.

والسخرية لديه أقرب إلى الفكاهة منها إلى المفارقة. انه لا يخوض في تجربة جديدة، بل يواصل ما يبده الأخرى. وهذا ما يظهر واضحاً في مجموعته القصصية «مقصوف العمر».

عند لقمان ديركي تبرز نزعة التجريب والمضي بعيداً في أفق الغرابة. ويظهر واضحاً هم الأديان بكتابة جديدة. بنص يستعصي على التعيين. نص بخربط النثر والشعر والحوار والخطاب. في الوقت الذي تختفي لديه الحدود بين المناخات

AL HAYAT - 16 septembre 1992

وكان النواب الاكراد اشتدوا في تقريرهم عن حوادث شيرناخ، على التصريحات المتناقضة للسلطات التركية. وقالوا ان الرواية الرسمية متناقضة تماما مع عدد الناشطين المسلحين في حزب العمال الكردستاني الذين هاجموا، وفق هذه الرواية، المدينة باكثر من الف ناشط بالاسلحة الثقيلة انطلاقا من وسط المدينة والمرتفعات التي تحيط بها.

من جهة اخرى، بث التلفزيون التركي ليل اول من امس صورا لعملية جوية وبرية جديدة في جبال كافال قرب جبل جودي جنوب شيرناخ، بدأت صباح اليوم نفسه وانتهت بعد الظهر ضد ناشطي حزب العمال الكردستاني عددا غارة جوية شنها الطيران التركي على مواقع في جبل جودي. وشاركت في العملية طائرات من طراز «فانتوم»، و«ف-1٥»، و«ف-٥». وكان الهدف منها قصف المغاور التي يستخدمها المتمردين في حزب العمال الكردستاني ملاجئ لهم، على حد قول التلفزيون.

وكان النواب الثلاثة قدموا الى الرئيس التركي تقريرا عن الحوادث الدموية التي وقعت في شيرناخ وادت الى مقتل حوالي ٣٠ شخصا خلال ٤٣ ساعة من المعارك، في الفترة من ١٨ اب (اغسطس) الماضي الى ٢١ منه، بين قوات الامن التركية والمتمردين الاكراد من حزب العمال الكردستاني، التنظيم الرئيسي للانفصاليين الاكراد في تركيا. ووصف التقرير، الذي وضعه وفد من ثمانية نواب زار مكان المواجهات، بان ما قام به الجيش التركي «استفزاز».

وقال اوزال: «لدي بعض الاقتراحات، لكنني لا استطع كشفها في الوضع الحالي. واحاول مساعدة الحكومة في شأن هذا الموضوع». ووضح انه ينوي لقاء رئيس الوزراء سليمان ديميريل الذي يتعايش معه منذ عام بصعوبة. وقال ان بعض الاجراءات يمكن ان تتخذ في المدى القصير والمتوسط والطويل، وأنه سيضع تقريرا، من دون ان يعطي المزيد من الايضاحات.

الرئيس التركي يدعو الى وقف النار جنوب شرق الاناضول

■ انقره - «الحياة»، ١ ف ب - نكرت صحيفة «حريت»، التركية امس الجمعة ان الرئيس التركي تورغوت اوزال دعا الى وقف النار بين قوات الامن والمتمردين الاكراد في جنوب شرق الاناضول، وذلك اثناء اجتماع عقد ليل الاربعاء الماضي مع ثلاثة نواب اكراد.

وافادت الصحيفة، التي توصف بانها مطلعة على شؤون رئاسة الجمهورية، ان اوزال ابلى النواب الاكراد في حزب العمل الشعبي اليساري المؤيد للاكراد والذي يسيطر على ١٨ مقعدا في البرلمان، ان «السلام يجب ان يصمد لبعض الوقت بحيث يمكن القيام بخطوات».

واعرب عن خشيته من «تحول الوضع الى عمليات ثارية».

AL HAYAT - 19 septembre 1992

الشؤون الداخلية للعراق

■ يستند بعضهم، دولاً وأفراداً، في اعتباره - أو تلمحيه الى ذلك - الحظر على تطبيق الطيران العراقي جنوب خط العرض ٣٢ انتهاكاً للسيادة الى المبدأ المعروف في القانون الدولي بعدم التدخل في الشؤون الداخلية للآخرين. تساق هذه الحجة أيضاً تحت شعار الخوف من ان تؤدي هذه الخطوة الى تقسيم العراق.

الدعوة الى صون وحدة العراق وسلامة اراضيه أمر مشروع ينادي به العراقيون قبل غيرهم. وهذا لا ينطبق على الذين يستغلون قضية تقسيم العراق لاثارة المخاوف في الداخل والخارج، بينما هم يحرصون في الحقيقة على شيء واحد فقط هو صون النظام التوتاليتاري القائم في بغداد.

ويمكن حوض جدال طويل عريض في شأن الجوانب القانونية لمبدأ عدم التدخل وهل يعتبر فرض الحظر الجوي انتهاكاً له أو انه اجراء ينسجم مع القرارات الملزمة لمجلس الامن الذي يعتبر اعلى سلطة دولية، خصوصاً القرار الرقم ٦٨٨ المتعلق بحماية المدنيين من القمع الذي تمارسه ضدهم الدولة العراقية.

لكن المهم هنا هو ليس الجانب القانوني البحث بل الموقف السليم، سياسياً وأخلاقياً، الذي يقوم على ان اطاحة النظام الحالي في العراق هو الضمان الممكن الوحيد لعدم تقسيمه. واللافت في هذا الصدد ان جهات ودولاً في المنطقة تتفق في الواقع مع هذا الاستنتاج وتتعامل عملياً على اساسه مع العراق على رغم انها تتصرف علناً بطريقة توحى بغير ذلك.

يكفي ان هذه الجهات والدول كانت ايدت كل القرارات التي اصدارها مجلس الامن ضد العراق منذ غزوه الكويت وحتى الآن. ولا بد من الاشارة الى ان بعض هذه الدول تلتزم اعتبارات معينة اتخاذ مواقف من العراق اقل ما توصف به بأنها متناقضة. والأرجح ان هذا يفسر الموقف الذي يؤيد «في صورة عامة» التعامل الدولي مع العراق وفي الوقت نفسه يبدي الخوف والقلق من ان يؤدي هذا التعامل الى تقسيمه. مما يضعف في الحقيقة صدقية هذا الموقف.

وهكذا بدلاً من تعامل حاسم مع الواقع الذي يقوم على اساس ان وحدة العراق لا يمكن صونها ما دام النظام الحالي مستمراً فان هذه الدول تتصرف بطريقة تتركس استمرار النظام، اي انها تقود في النهاية الى تقسيم العراق. والمفارقة تكمن في ان كثيراً من هؤلاء يصرون على هذا الموقف على رغم حرصهم الاكيد على منع تقسيم العراق.

ويصعب في الحقيقة فهم مثل هذا الموقف. لكن الأرجح ان هناك سبباً واحداً لذلك هو ان اصحابه يعانون الحيرة والارتباك لأنهم لا يملكون سياسة محددة تجاه العراق. وهذا موقف اقل ما يقال فيه انه يعكس عجزاً رئيسياً عن مواجهة المشكلة العراقية. ولتبرير هذا العجز يلجأ بعضهم الى التفسير الاسهل وهو اتهام أعداء وهميين بأنهم يسعون الى تقسيم العراق.

في غضون ذلك تتفاقم المشكلة، وقيل كل شيء الجانب الانساني منها المتمثل في استمرار معاناة العراقيين الى حدود غير معقولة. وهي معاناة يتحمل مسؤوليتها في الدرجة الاساسية نظام بغداد المستميت من اجل البقاء ولو على حساب فناء السكان وتقسيم البلاد. والمطلوب هو ان لا يشارك احد النظام في هذه المسؤولية باسم الحرص على وحدة العراق وان يفهم المعنيون حقيقة ان حريق المشكلة العراقية يمكن ان يمتد الى خارج حدوده واذا حدث ذلك فربما وجد المعنيون بوحدة اراضيه ان الوقت فات لاطفائه.

كامران قره داغي

وتمتزج الاجواء والعوالم الكردية باجواء اخرى وتخلق مزيجاً شمولياً يكاد ان يفقد طعمه ويتحول الى سيل كلامي يعلو ويهبط في تيار من النقاء اللغوي، متحرر من الهاجس الحكائي، عنده يحل قول الكلمة محل قول المتن. ولا يكون الحدث الا مسوغاً للكلام المنطوق، الماضي دون اعباء. ولهذا نجد انفسنا امام اشلاء مبعثرة من احداث، مجزأة، لا يربطها شيء سوى الخيط الكلامي. لا يشكلك ذلك نقبصة، على الاقل للشوب الجمالي. ولكنه لا يحقق فضيلة ايضاً، اذ يتحول تجزيء الحدث الى لعبة مجانية، الى تجويف كلامي لا روح فيه. في حين ترى الشيء نفسه عند عبدالحليم يوسف، كما سبق وراينا، ممتلاً متعة ونضجاً.

عند لقمان ديري يحل الشعر مساحات نضه، فهو، على اي حال، شاعر واذا جاز لنا ان نسميه لقلنا: شاعر قصاص، او قصاص شاعري.

نبروز مالك، قاص مخضرم، اصبر مجموعات قصصية ونشر في الدوريات العربية وهو يقف، زمنياً وفنياً، على الحد الفاصل بين جيلين من كتاب القصة. وهذا ما يفصح، في كتابته، عن تازم بين قطبين او نمطين في كتابته القصصية. ففي الوقت الذي يجد يسراً في مواصلة ما بدأه في الشكل التقليدي السرد، الحدتي للقصص، نراه يطرق ابواب اشكال قصصية مدنية تتراوح بين انماط سانحة، باهتة تعتمد التقطيع والتوثيق وما الى ذلك. ولديه يغيب البعد الكردي، بما هو كذلك، ما خلا اسماء الاماكن والشخصيات. في حين يبرز لديه الانشغال الايديولوجي، التسييسي، وتكتسي لغته وحواراته طبقات ثقيلة من الثلج الطبقي والرطانة الخطابية.

الشعراء الاكراد، الذين يكتبون بالعربية، يدخلون ميدان الشعر العربي مسلحين بادوات الصراع التقليدي بين الحدائث والثرات، بين السلف والخلف، مسلحين، ايضاً، بلغة تبغي النهوض الى مستوى المبارزة. انهم يتقاسمون الهاجس اللغوي والشعري، ذاته مع اقربانهم من الشعراء العرب. وفي حين تمكن بعضهم من ترسيخ اقدامه، ويقوة، واستطاع ان يحتل في الديوان الشعري مكانة مشهودة، مثل حامد بدرخان - من دون ان ننسى، مرة اخرى، سليم بركات - حامد بدرخان يعد الآن من الشعراء الكبار. وهو كبير في عمره ايضاً. اذ يكفي القول انه كان زميل ناظم حكمت في السجن.

يحاول الآخرون العثور على طريق خاص بهم وامتلاك لغة متفردة. والاثان بما يمنحهم مكانة مرموقة في صفوف الشعراء العرب الحديثين. والواقع ان معظمهم، ان لم نقل كلهم، يذهب الى تحقيق ذلك المارب، الى حقول التراث الكردي وتقويل الملاحم الكردية واساطيرها للوصول الى ولادة نص ينضج بصداقة شاعرية ويتزخرف بفسيفساء منقش بالالوان الحادة.

AL HAYAT - 18 septembre 1992

التمرد الكردي في تركيا يتحول صراعاً قومياً

فيليب روبنز *

حزب العمال الكردستاني قدراً كبيراً من التعاطف في اعقاب احداث يوم «النوروز» واخذ بجسد بازدياد ظاهرة الحركة الشعبية. وافاد مصدر مطلع في تركيا ان هذا الحزب نجح في ضم الفتي مقاتل جديد الى صفوفه بعد تلك الاحداث مباشرة.

ولم يبق امام الحكومة التركية بعدما تشتت عناصر استراتيجيتها السياسية الا ان تلجأ الى الحل العسكري. ويبدو ان قيادة قوات الامن قررت مواجهة المتمردين بالقوة، وفي الوقت ذاته تعجز الحكومة التي تضعف سطوتها يوماً بعد يوم عن جعل تلك القيادة مسؤولة عن ممارسات قواتها في المناطق الكردية. ونجم عن فكرة الحل العسكري للمشكلة الكردية ازدياد عدد فرق الموت اليمينية التي قتلت حوالي مئة شخص خلال العام الماضي. ويبدو انها تستهدف الاعيان والصحافيين الكرد وتشن الطائرات التركية غارات منتظمة على مواقع حزب العمال الكردستاني المشتبه فيها عبر الحدود في شمال العراق. وحوالي نهاية الشهر الماضي عاثت القوات التركية منة اخرى فساداً وبمباراً في بلدة شيرناخ الكردية جنوب شرقي البلاد وعلى مدى يومين متتاليين ما ادى الى وقوع خسائر مادية قدرت بسبعين مليون دولار، ولا يمكن ايجاد سبب للهجوم سوى بث الرعب بين السكان الكراد هناك لحملهم على التخلي عن «حزب العمال الكردستاني».

والنتيجة المتفاقمة لاعمال كهذه هي تحويل تمرد بدائه جماعة ايدولوجية صغيرة الى صراع قومي واسع النطاق عبر الحدود بين الاتراك والكرد. واصبح المدنيون الاتراك يخشون السفر الى جنوب شرقي بلادهم ويستخدمون الطائرات بدل السفر براً اذا اضطروا الى ذلك. ويمتنع المجندون عن الخدمة في تلك المناطق اذا سنحت لهم الفرصة. ويخشى الآن ان يتوسع حتى هذا الصراع الاقليمي نحو الغرب ويشمل القطاع الاوروبي المزدهر من تركيا، كاستنبول التي تضم اكبر جالية كردية في اي مدينة تركية، وازمير حيث هناك حوالي مليون كردي، وانقرة التي تخضع اكثر من غيرها للخضوع ويشمل توسع الصراع هؤلاء الكراد الذين ينعمون بمستوى الحياة الاكثر رفاهاً هناك. ويحتمل ان يندلع الصراع نتيجة رد فعل تركي قومي من جراء صدمة الاتراك ازاء ما يجري في جنوب شرقي البلاد. وتبدو الآن احاديث عن طرد العاملين الكراد من المحلات التي يملكها الاتراك في غرب تركيا.

كما تهدد الاوضاع المتدهورة في تركيا علاقاتها بالدول الغربية الصديقة، فحتى اصداق تركيا الاثري في الغرب، كاليابان المتحدة وبريطانيا، اخذوا يتاملون من عجز السلطات التركية برئاسة ديميريل عن تحويل افكارها الاصلاحية الليبرالية الى قوانين رسمية. ويبدو ان هناك اتجاهاً لدى دول الجماعة الاوروبية الى انتقاد تركيا اكثر فاكثراً كي تحمي نفسها في حال تدهور الصراع مع الكراد الى مستوى اسوأ. وفي حين يتصاعد التمرد الكردي ويتزايد الفراغ السياسي في انقرة، تتعمق المخاوف من احتمال اقدام الجيش التركي على البدء بعمليات عسكرية بهدف حل ما يعتبره مشكلة أمنية محض في جنوب شرقي البلاد حلاً نهائياً. واكثر الاحتمالات القائمة الآن ان يشن الجيش التركي حملة برية غير محدودة في شمال العراق وربما بدعوة من الكراد العراقيين.

وقد تحفز تطورات كهذه المحللين الاستراتيجيين الغربيين المنهكين بصورة متزايدة على بذل جهود متاخرة لاعادة تقويم مستوى الاستقرار في تركيا والاعتماد عليها وذلك بعد فترة متطاولة من التواطؤ مع الاتراك.

* رئيس برنامج ابحاث الشرق الاوسط في المعهد الملكي البريطاني للشؤون الدولية. وعاد لتوه من زيارة لتركيا استغرقت ثلاثة اشهر.

AL-HAYAT FRIDAY, 18 SEPTEMBER, 1992 ISSUE NO 10814

■ اصبح من التعابير المألوفة في الاوساط الاستراتيجية الغربية في السنوات الاخيرة المنصرمة ان تركيا جزيرة من الاستقرار محاطة بحور من الدول غير المستقرة. غير ان التمرد الكردي في الفترة الاخيرة اظهر ان تركيا لديها داخل حدودها ما تخشاه اكثر بكثير مما تخشاه من خارجها. وقد مضى على تمرد «حزب العمل الكردستاني» حوالي ثماني سنوات، غير ان السنوات الاخيرة شهدت تصعيداً سريعاً في عدد الهجمات التي يشنها مقاتلو الحزب والضحايا التي تقع تبعاً لذلك. ويقدر ان ثلث هذه الضحايا التي بلغت 400 شخص سقطت خلال هذا العام وحده. ولم تتفاقم ازمة التمرد الكردي في حديثها فحسب، بل وسع حزب العمل نطاق هجماته جغرافياً الى مدى ابعد بكثير من ذي قبل وابتعد من المناطق التي كانت تشهد تقليدياً حركات تمرد من هذا النوع كمنطقة الحدود الممتدة بين شيرين ونصيبين وماردين، واخذت سفارات الدول الاجنبية في انقرة تحذر الزوار من مواطنيها لمناطق الحدود مع ارمينيا من هجمات هذا الحزب. وكذلك امتدت التظاهرات المؤيدة للكرد حتى ارضه.

ومن المفارقات الصارخة ان تصعيد التمرد تزامن مع تشكيل حكومة ائتلافية برئاسة سليمان ديميريل. ووعد الائتلاف (من حزب ديميريل «الطريق الصحيح» وشريكه «الحزب الاجتماعي الديموقراطي») بعد الفوز في انتخابات تشرين الاول (اكتوبر) من العام الماضي بقدوم فترة من حكم اكثر ليبرالية، وطرح الاصلاحات القضائية والدستورية في اولويات البرنامج السياسي للحكومة وسرت احاديث عن إحداث وزارة خاصة بحقوق الانسان وجعل رئيس اركان الجيش مسؤولاً امام وزير دفاع مدني. كما اعلن رئيس الوزراء التركي ان حل المشكلة الكردية والاضواح الاقتصادية على رأس الاولويات السياسية للحكومة. وتلا ذلك عدد من الخطوات الموقته وحتى المتعثرة. وسمح بنشر صحيفة باللغة الكردية، واقام معهد كردي لتعميق دراسة الثقافة والتاريخ الكرديين. غير ان الائتلاف الحسك الذي يرمي الى الاصلاح لم يمض في الخطة الداعية الى اقامة محطة اذاعة باللغة الكردية.

وفي غضون الاشهر الستة الاولى التي تسلم الائتلاف الحاكم خلالها السلطة بدأت فرصة في اقامة حوار سياسي جاد بين الكراد والاتراك تتلاشى. ففي بداية نيسان (ابريل) قدم معظم النواب الكراد الاثني والعشرين الذين كانوا انتخبوا ضمن قائمة «الحزب الاجتماعي الديموقراطي» استقالتهم من الحزب. وقاموا بذلك في المقام الاول احتجاجاً على المذابح التي ارتكبتها قوات الامن يوم «النوروز» (عيد رأس السنة الكردية) في الحادي والعشرين من آذار (مارس) الماضي. ولم يتجاوز عدد القتلى في صفوف رجال الامن عنصرين فقط من اصل اثنين وتسعين شخصاً سقطوا ذلك اليوم. ومنذئذ استمرت العلاقات بين الكراد والاتراك في التدهور. واصبح الكثير من الكراد في جنوب شرقي تركيا مقتنعين الآن بان الدولة التركية مصابة بحالة لا يمكن شفاؤها من العداء تجاههم. وجنى

الأكراد يحذرون من الرهان على انقسامهم ويدعون المعارضة الى كردستان

بارزاني يعلن موت 'الحكم الذاتي'

ويوقع اتفاقاً استراتيجياً مع طالباني

□ لندن -

من كامران قره داغي:

انشقاق بين طالباني وبارزاني. وقالت ان ما حدث هو خلاف ذلك تماما اذ جرى بينهما مزيد من التقارب توج اخيرا بالبروتوكول الاستراتيجي. ورات ان المحادثات واللقاءات المشتركة التي اجراها اخيرا بارزاني وطالباني في واشنطن وباريس وانقرة لعبت دورا مهما في ترسيخ اقتناعهما بان المرحلة الجديدة التي دخلها الاكراد تتطلب اتفاقا استراتيجيا طويل الامد بين حزبيهما.

مما يؤسس قاعدة قوية للحركة الكردية ويعزز حركة المعارضة العراقية عموما. المعارضة العراقية

وفي هذا الصدد اتفق الزعيمان الكرديان على تنسيق مواقفهما من بقية قوى المعارضة العراقية على اساس العمل الجدي المشترك لتوحيدها. وقالت المصادر نفسها لـ «الحياة» ان بارزاني الذي اجري الشهر الماضي في دمشق محادثات مع اطرافها (لجنة العمل المشترك) غير المنضمة الى المؤتمر الوطني العراقي المنبثق من مؤتمر فيينا دعاها، في ضوء اتفاقه معها، الى اجتماع مصغر مشترك مع المؤتمر الوطني قبل نهاية الشهر الجاري في كردستان، تمهيدا لعقد اجتماع توحدي موسع في كردستان ايضا.

واضافت ان بارزاني الذي اجري المحادثات نيابة عن القيادة الكردية لم يتفق على اي اجتماع آخر يعقد في مكان آخر. واوضحت انه يمكن ان تعقد في دمشق اجتماعات للجنة العمل المشترك او «لجنة حوار» منبثقة منها لمناقشة دعوتها الى كردستان.

واضافت ان الزعيم الكردي شدد في دمشق على ان الاكراد لن يشاركوا في اي مؤتمر جديد ويعتبرون اجتماع كردستان استكمالاً للمؤتمر فيينا هدفه توحيد المعارضة العراقية كلها بتوسيع المؤتمر الوطني وتهيئته القيادية. وفي هذا الاطار واصلت امس اللجنة التنفيذية للمؤتمر الوطني اجتماعات في لندن للبحث في ارسال وفد يمثلها الى اجتماع كردستان.

المستقبل، ومع القوى الإقليمية والدولية والمعارضة العراقية. كذلك ينص الاتفاق على مباشرة عملية توحيد المؤسسات السياسية والعسكرية، بدمج التشكيلات المسلحة التابعة لحزبيهما ولبقية الاحزاب الكردستانية (البيشمركة) في قوة عسكرية واحدة تحت قيادة موحدة، وتوحيد اجهزة الشرطة والجمارك والمال والاعلام والمطليات في الخارج. ويدعو الى تفعيل البرلمان (يتقاسم الحزبان مقاعده) والحكومة الائتلافية وعدم تدخل الاحزاب في شؤونها، وتشكيل مجلس للتخطيط لتنسيق العمل بين الوزارات المكلفة اعادة بناء الاقتصاد.

تقارب

وعبرت المصادر في هذا الخصوص عن املها بان تتعامل كل القوى والاطراف المعنية مع الزعماء الاكراد على اساس انهم يمثلون قيادة موحدة في المبادئ والاهداف الاستراتيجية. وحذرتها من الرهان على انقسامها. ولفتت الى رهان النظام الحاكم في بغداد على احداث

■ أكد رئيس الحزب الديمقراطي الكردستاني السيد مسعود بارزاني في اجتماع خاص للبرلمان الكردي ان الحكم الذاتي لم يعد يلي طموحات الحركة الكردية، وأنه وقع مع الامين العام للاتحاد الوطني الكردستاني السيد جلال طالباني «بروتوكولا» ينص على تحالف استراتيجي بين حزبيهما. ووصفت مصادر قريبة من الزعيمين الاتفاق بأنه يعكس «أقوى تقارب بينهما»، وحذرت أي جهة من الرهان على انقسام في القيادة الكردية.

وكشفت هذه المصادر لـ «الحياة» ان الاتفاق الذي وقعه الزعيمان الكرديان بعد محادثتهما المشتركة الشهر الماضي مع كبار المسؤولين في الولايات المتحدة وتركيا وجولاتهما المنفصلة في دول اوروبية واقلية، ينص على تحالف استراتيجي طويل الامد يقوم على مواقف مبدئية موحدة من كل القضايا الرئيسية للحركة الكردية في العراق. ويشمل هذا العلاقات مع النظام الحالي في بغداد واي نظام مركزي يحل مكانه في

AL HAYAT - 15 septembre 1992

اتفاق تركي - ايراني

على مكافحة الارهاب

سيرغين الى الرئيس زفسنجاني عن امل تركيا بالتعاون مع ايران من اجل دعم السلام والاستقرار في المنطقة، خصوصا في القوقاز.

واضافت ان الرئيس الايراني اشار من ناصيته الى «ضرورة التعاون» بين انقرة وطهران. كذلك دعا القادة الاثراك الى عدم السماح لبعض اجهزة الاعلام او لانايس غير مسؤولين في تركيا باحداث توتر في علاقات الصداقة بين البلدين.

ودعت منظمة «مجاهدين خلق» التي تتخذ العراق مقراً رئيسياً لها امس ديميريل الى «عدم تطوير» التعاون مع ايران في مجال مكافحة الارهاب. وجاء في بيان للمنظمة وصلت نسخة منه الى مكتب وكالة «فرانس برس» في نيوقوسيا ان رئيسها مسعود رجوي وجه رسالة الى رئيس الوزراء التركي اعرب فيها عن «أسفه» لتعزيز التعاون مع طهران، الامر الذي يؤدي الى «تعريض حياة الايرانيين الذين لجأوا الى تركيا للخطر».

التركية. لكنه اشار، كما قالت مصادر ديبولماسية تركية، الى ان بلاده هي «دولة القانون» ولا يمكنها ان تتصدي لأي نشاط سياسي تقوم به حركات سيبارشرا على الصعيد التقني اعادة تفعيل مختلف اللجان المشتركة التي كانت قائمة لمراقبة الوضع في المناطق الحدودية للبلدين وانشاء فريق عمل دائم مهمته تنسيق النشاطات الثنائية في مجال مكافحة المجموعات الارهابية.

ومهمة فريق العمل الذي يضم عادة مسؤولين عن اجهزة الامن التركية والايرانية دراسة الشكاوى والمعلومات التي ترد من كلا الطرفين لتحاشي تحول الحوادث الصغيرة ازمات مفتوحة مثل ما حدث في مناسبات عدة في الاشهر الماضية. ويموازة ذلك اعلنت طهران وانقرة رغبتهما في تطوير علاقاتهما في كل الميادين. وبلت الاذاعة الايرانية ان ديميريل اعرب في رسالة سلمها

التعاون في مجال مكافحة الارهاب. وذكرت مصادر ديبولماسية تركية ان الوزير التركي بدأ «مرتاحاً جداً» ان نتائج زيارته. وأكد انه تلقى «ضمانات» من محادثيه الايرانيين في ما يتعلق بالتزام طهران مكافحة الانفصاليين الاكراد التابعين لحزب العمال الكردستاني.

وتتهم تركيا ايران منذ زمن بالسماح لهؤلاء المقاتلين باستعمال اراضيها قاعدة لانطلاق هجمات على الاراضي التركية، في حين تتهمها ايران بغض النظر عن النشاطات الارهابية التي تقوم بها عناصر تابعة لمنظمة «مجاهدين خلق». وكان الطرفان يتفان باستمرار هذه الاتهامات.

وجدد الوزير التركي تأكيدده للايرانيين ان انقرة «لم تسمح باي نشاط ارهابي ضد ايران» في الاراضي

■ طهران، نيوقوسيا - اف ب، اب - قررت ايران وتركيا تعزيز تعاونهما في مكافحة الارهاب إثر زيارة قام بها لطهران وزير الداخلية التركي عصمت سيرغين وببت كانها خففت التوتر الذي نشأ بين البلدين في الاسابيع الاخيرة. ونقلت الاذاعة الايرانية عن سيرغين قوله بعدما التقى الرئيس الايراني علي اكبر هاشمي رفسنجاني انه نقل اليه رسالة «اخوية وودية» من رئيس الوزراء سليمان ديميريل.

وعلم من اوساط قريبة من ديميريل انه قد يزور طهران نهاية تشرين الاول (اكتوبر) المقبل من اجل متابعة التطبيع المقترض.

وصرح سيرغين اثر لقائه امس نظيره الايراني عبيدالله نوري ومحادثاته مع رفسنجاني، بان هناك «رغبة سياسية لدى البلدين من اجل

بعدهما هدد بتنفيذ عمليات عسكرية في إيران أوزال يتهم سورية والعراق بدعم الإرهاب لتقسيم تركيا

□ أنقرة - من عصمت إمست:

■ إتهم الرئيس تورغوت أوزال أثناء زيارته لمدينة باطمان، شرقي تركيا أمس الإثنين، سورية والعراق بدعم «النشاطات الإرهابية» لحزب العمال الكردستاني، واعتبر أن السبب هو تشييد سد أتاتورك على الأنهار التركية مما أثار مخاوف الجارتين الجنوبيتين.

وكان أوزال الذي يقوم بجولة في المناطق الكردية، جنوب شرقي البلاد، هدد أول من أمس بتنفيذ عمليات عسكرية في الأراضي الإيرانية. وأكد أنه يمتلك أدلة على أن الرئيس صدام حسين «ينشئ معسكرات للإرهابيين ويبريهم ويسلحهم، من أجل تقسيم تركيا». وشدد في تأكيد جديد لموقفه المعتدل من المسألة الكردية في تركيا، على أن جميع السكان دايما كانت اتخياتهم هم مواطنون متساوون في الجمهورية التركية.

وقال أوزال ان سورية والعراق تخافان ان تقطع تركيا عنهما المياه وتستخدم مشروعات سدودها لخنقهما. واعتبر ان احد الاسباب الرئيسية للإرهاب في تركيا يعود الى ان البلدين المجاورين يشعرا بقلق جدي، من هذه السدود. وأضاف ان لبلاداه اعداء لا يريدون لها ان تصبح قوية.

لكنه تابع انها استمرت في تشييد سدود أتاتورك العملاقة على رغم شكوك الكثيرين. وزاد: «قالوا ان هذا السد لا يمكن تشييده لأن سورية والعراق وكل العالم العربي يعارض ذلك. لكن الله أرشدنا وهرع لمساعدتنا. وهذا هو ما يحصل دائما. فنشوب الحرب العراقية - الإيرانية منهم من ان يروا ما يجري حولهم وكان انبويهم النقطي يمر عبر تركيا فلم يستطيعوا ان يقولوا اي شيء». وأشار الى «مقالات كثيرة، نشرت في العالم العربي توقعت بان تركيا

ستقطع المياه عن سورية والعراق. «استطيع ان اقول لكم وثقا بان احد اسباب الإرهاب هو ضمان الا تستخدم السدود لخنق اي من الدولتين (العراق وسورية). ان الإرهاب ورقة للمقايضة. انه شيء يستخدم لضعاف تركيا». ولاحظ المراقبون في أنقرة ان الموقف المعتدل لأوزال من المسألة الكردية عزز شعبيته بين السكان الكرد. وكان استقبال الأحد في جوكورجة على الحدود مع العراق بشعارات تدعو الى «توطيد الإخاء بين الشعوب». ووصف غير مراقب جولته التي استغرقت يومين بانها «جريئة»، كونها تمت بعد اسبوعين من اغنف تصعيد العنف الذي ادى الى سقوط عشرات القتلى والجرحى وتشريد كل سكان مدينة شيرناخ وعددهم نحو ٣٠ الف نسمة.

ويتساءل المراقبون هل ان

تصريحات أوزال تعكس اراءه الشخصية ام انها تنسجم مع القرارات السرية التي اتخذت في اجتماع مجلسي الوزراء ومجلس الامن القومي في ديار بكر قبل اقل من اسبوعين، خصوصا لجهة تهديده بتنفيذ عمليات في إيران. وكان رئيس الوزراء سليمان ديميريل قال جنبا سئل اول من امس عن رأيه في هذا الشأن: «لا يمكننا ان نذكر في شيء اكثر طبيعية من ان نتخذ كل الاجراءات اللازمة (لانهاء الإرهاب)».

سيرغين

في غضون ذلك اعلنت وزارة الداخلية التركية ان الوزير عصمت سيرغين سيقوم الجمعة المقبل بزيارة رسمية لطهران تستغرق خمسة ايام تلبية لدعوة نظيره الإيراني عبدالله نوري. وكان اعلن سابقا ان الزيارة ستبدأ اليوم. وسيجري المسؤول التركي الذي سيرافقه المدير العام للشرطة يلماز إيرغون وعده من رجال الاستخبارات محادثات مع نظيره الإيراني ومسؤولين آخرين وسيستقبله الرئيس علي اكبر هاشمي رفسنجاني.

وتتناول المحادثات أساسا قضايا الامن على الحدود واتهام انقرة لحزب العمال بأنه يشن هجمات من الأراضي الإيرانية، وهو اتهام تنفيه طهران التي اكدت مجددا انها لا تقبل اي علاقة مع الحزب، ولا توفر ماوى، لاي من المسؤولين، فيه.

AL HAYAT - 11 septembre 1992

بغداد تهدد بمساعدة الأكراد في اقامة دولة مستقلة في تركيا

عاتت بسرعة الى جنوب الخط فور اعتراضها من جانب المقاتلتين الاميركيتين. وأضاف: «انه انتهاك تقني لمنطقة الحظر الجوي. ولا نعرف هل كان ذلك عن قصد او غير قصد». وأوضح ان هذه ليست المرة الاولى التي يقع فيها حادث من هذا النوع. وقالت الصحيفة العراقية في افتتاحية بثتها وكالة الانباء العراقية ان الرئيس تورغوت أوزال يسعى «بالتواطؤ» مع الولايات المتحدة وقوى غربية اخرى الى تفكيك العراق. وتساءلت: «من سيضمن امن تركيا اذا تعرضت لعمل مماثل؛ والجبهة الوحيدة التي يمكنها ان تفعل ذلك هي العراق على رغم الظروف

■ نيقوسيا - ا ب - اتهمت صحيفة «الثورة» الناطقة باسم حزب البعث الحاكم تركيا بانها تشجع اكراد العراق على اقامة دولة مستقلة وهددت بان العراق يمكنه الرد على ذلك بمساعدة الثوار الاكراد في تركيا. في تطور آخر وفي اول حادث من نوعه اعترضت مقاتلتان اميركيتان من طراز ف ١٦، طائرة عراقية فوق المنطقة المحظورة على الطيران العراقي شمال خط العرض ٣٦ لكن لم يحدث اي اشتباك جوي.

وقال الناطق باسم وزارة الدفاع الاميركية بيت وليامز ان طائرة حربية من طراز ف ١ ميراج، الفرنسية الصنع يعتقد انها عراقية دخلت منطقة الحظر مسافة خمسة كيلومترات شمال الخط ٣٦ لكنها

السياسية والعسكرية الحالية التي يمر بها». وكان اكراد العراق اقاموا منذ عام ونصف عام علاقات مع تركيا بدأت سرية وتطورت بسرعة الى اعلى مستوى رسمي. واعلن أوزال الأحد الماضي انه يمتلك ادلة على ان العراقيين يساعدون حزب العمال الكردستاني ويديرون مقاتليه ويؤبونهم اسلحة. وتتهم تركيا سورية وإيران ايضا بدعم هذا الحزب. وتابعت «الثورة» ان تركيا «تقدم على مغامرة سياسية بتدخلها في شؤون شعبنا الكردي وتهديدها امن العراق، وعليها ان تتوقف موقفا مماثلا يتحلق من خلال شبكة فاعلة للصلوات الاقليمية بالاكراد في تركيا وإيران وسورية». وختمت: «اذا استمرت محاولات اضعاف امن العراق فانه قادر على تمزيق امن المنطقة بكل سهولة».

دوما يعتبر التقسيم شأنا يخص العراقيين ، وبغداد تتهم الغرب بـ زعزعة وحدة البلاد

ميتران يؤيد دولة عراقية فيدرالية وبوش يعلن اليوم "حماية الجنوب"



الرئيس ميتران مستقبلا السيدين بارزاني وطلاباني (أ ب)

AL-HAYAT THURSDAY, 20 AUGUST, 1992 ISSUE NO 10785

□ واشنطن - من رفيق خليل الملعوف:

□ باريس - من رندة تقي الدين:

□ لندن - من كامران قره داغي:

السفير العراقي لدى المجموعة الأوروبية في بروكسيل السيد زيد حيدر قراز الغرب بأنه ذريعة لتوجيه ضربة عسكرية الى العراق. وقال في مقابلة مع التلفزيون البريطاني: «هذا ليس أكثر من اجراء استفزازي سيستغل ذريعة للقيام بعمل عسكري ضد العراق».

ونقلت وكالة الأنباء العراقية الرسمية عن عضو القيادة القطرية المسؤول عن مكث العلاقات الخارجية في الحزب السيد عبدالغني عبدالغفور دعوته «الأحزاب العربية والإسلامية والصدقية» الى «التصدي بكل الوسائل لكل اشكال التدخل في الشؤون الداخلية للعراق». واتهم الادارة الأميركية بأنها تسعى الى «تصعيد اجواء المواجهة» مع العراق خدمة للمعركة الانتخابية.

وندد بتقرير مفوض الامم المتحدة لحقوق الانسان ماكس فان درستويل الذي نشر قبل اسبوعين ووصفه بأنه «وثيقة مغرضة مليئة بالاكاذيب». وهو التقرير الذي اشار الى قصف الجيش العراقي السكان الشيعة في الجنوب واتخذ اساسا للمشروع الأميركي - البريطاني - الفرنسي.

واكد عبدالغفور ان واشنطن تسعى الى خلق مشاكل للعراق بواسطة «فرق الفتيتش» التابعة للامم المتحدة «التي يقودها جواسيس».

وأعتبر السيد عبدالجبار محسن المستشار الصحافي للرئيس صدام حسين في مقال نشرته امس صحيفة «الجمهورية» الحكومية ان الرئيس بوش يسعى الى اثار ازمة مع العراق للتغطية على «الازمة الاقتصادية» في الولايات المتحدة. وأضاف انه «يتخيل» مشاكل لا وجود لها ونصح بان يعرض نفسه على اطباء نفسانيين.

فرنسا والاكرد

في باريس استقبال الرئيس ميتران وفداً كردياً في حضور دوما ووزير الدولة

للصحة والشؤون الانسانية بيرنار كوشنير. وصرح بارزاني وطلاباني الى «الحياة» على اثر اللقاء بأنه كان «جيداً جداً». وأضاف بارزاني ان الرئيس الفرنسي وصف الشعب الكردي بأنه «عظيم» وأكد ان بلاده تؤيد حقوق الاكرد وان باريس ستفعل كل شيء من اجل استمرار الحماية لهم. وقال طاباني ان ميتران شدد على ضمان الحقوق الكردية في اطار فيدرالية عراقية. وزاد بارزاني انه تم التأكيد ايضاً على وحدة العراق وتمتع الاكرد بحقوقهم في اطاره من دون تقسيم البلاد.

ورداً على سؤال وجهته «الحياة» بعد اللقاء الى دوما هل لفرنسا مخاوف من تقسيم العراق فاجاب: «هذه مشكلة تخص الشعب العراقي. لكن هناك ضرورة للاهتمام بوضع الشعب الكردي ووضع الشيعة (...) وهي ضرورة تطرحها

استعدت الدول المتحالفة لتوجيه إنذار الى العراق بوجوب وقف تحليق طائراته فوق المناطق الشيعية الواقعة جنوب خط العرض ٣٢. وأثار تصعيد المواجهة مخاوف واضحة في بغداد فدعت «الأحزاب العربية والإسلامية والصدقية» الى «التصدي بكل الوسائل لحل اشكال التدخل في الشؤون الداخلية للعراق».

وفي واشنطن لم يستبعد مصدر في وزارة الخارجية ان يعلن الرئيس جورج بوش في خطابه الذي سيلقيه اليوم الخميس امام مؤتمر الحزب الجمهوري في هيوستن تفاصيل الخطة التي اتفق الحلفاء الغربيون عليها. وقال ان الأجهزة الحكومية، خصوصاً وزارة الدفاع تعكف على وضع تفاصيلها النهائية.

وفي باريس بحث الرئيس فرنسوا ميتران في الوضع العراقي مع الزعيمين الكرديين السيدين مسعود بارزاني وجمال طاباني، واعلن تأييده حقوق الاكرد في اطار نظام فيدرالي. وصرح وزير خارجيته رولان دوما اثر اللقاء لـ «الحياة» بان الضرورة تستدعي اهتماماً خاصاً بأوضاع الاكرد والشيعة الذين يعانون من السلطة المركزية. وقال في صدد المخاوف من تقسيم العراق ان هذه «مشكلة تخص الشعب العراقي».

وبينما نقلت وكالة «رويتر» عن «اوساط مسؤولة» في الخليج قولها ان دول المنطقة تؤيد الخطط الغربية لحماية الشيعة في جنوب العراق، وعبرت الاوساط الايرانية عن ترحيبها بأي اجراءات تؤدي الى اضعاف نظام الرئيس صدام حسين،

فانها اكدت في الوقت نفسه رفضها فكرة تقسيم هذا البلد.

ويتوقع ان توجه نهاية الاسبوع الجاري الطائرات البريطانية الى المنطقة للانضمام الى الطائرات الفرنسية والأميركية لتنفيذ قرارها الذي اتخذته من دون الرجوع الى مجلس الامن. ونقل السفير البريطاني في الكويت وليام فولرتون امس رسالتين لم يكشف مضمونهما من رئيس وزرائه جون ميجور، أحدهما الى امير البلاد الشيخ جابر الاحمد الصباح والاخرى الى ولي عهده الشيخ سعد العبدالله.

بغداد

وفي اول رد فعل رسمي من بغداد على الاجراء الغربي اتهم حزب البعث الحاكم في العراق امس الولايات المتحدة وبريطانيا وفرنسا بأنها تسعى الى زعزعة وحدة العراق، تحت ستار «نقل الاغاثة» الى مدينتين عراقيين، واعتبر



Assassinat de Berlin

La revue de presse

Quatre membres du parti kurde PDKI assassinés à Berlin

BERLIN, 18 sept (AFP) - Quatre membres du parti kurde PDKI (Parti démocratique du Kurdistan iranien) ont été tués jeudi soir et un autre gravement blessé dans un restaurant de Berlin lors d'une attaque à la mitraillette, a indiqué un porte-parole de la police.

Les cinq militants kurdes, qui participaient au Congrès de l'Internationale socialiste (SI), tenaient une réunion dans un restaurant du quartier de Wilmersdorf. Trois hommes y ont fait irruption vers 23 heures (21 H GMT). L'un d'eux a ouvert le feu avec une mitraillette. Les auteurs de l'attaque sont en fuite, a précisé un porte-parole de la police.

Allemagne-divers-Kurdes,2elead

Quatre dirigeants kurdes iraniens assassinés à Berlin

BERLIN, 18 sept (AFP) - Quatre dirigeants d'un parti kurde ont été tués jeudi soir et un autre gravement blessé dans un restaurant de Berlin lors d'une attaque à la mitraillette, a indiqué la police.

(Selon des proches des victimes à Paris, Sadiq Sherefkendi, secrétaire général du PDKI -Parti démocratique du Kurdistan iranien- et successeur d'Abdul Rahman Ghassemlou, assassiné le 13 juillet 1989 à Vienne, a trouvé la mort lors de cet attentat. Les trois autres victimes seraient Fatah Abdul, représentant du PDKI en Europe basé à Paris, et les Kurdes iraniens Nourri et Omayun, dont l'un serait basé à Berlin, selon la même source.)

(Le PDKI, fondé en 1945, est le plus important mouvement kurde d'Iran. Opposé au régime de Téhéran, il milite pour l'indépendance des Kurdes d'Iran.)

Un porte-parole de la police berlinoise a précisé que les victimes de la fusillade participaient au Congrès mondial de l'Internationale socialiste (SI). Il n'a pas donné d'indication sur leur identité.

Les cinq Kurdes tenaient une réunion dans l'arrière-salle d'un restaurant du quartier de Wilmersdorf. Trois hommes y ont fait irruption vers 23 heures (21 H GMT). L'un d'eux a ouvert le feu avec une mitraillette. Le deuxième était armé d'un pistolet, le troisième faisant le guet à la porte de l'établissement. Les auteurs de l'attaque n'ont pas été identifiés et ont pu prendre la fuite.

L'attentat s'est déroulé dans un modeste restaurant grec, le Mykonos, situé dans la Pragerstrasse. Une trentaine de policiers bloquaient cette rue vers 01H30 et procédaient aux relevés d'usage. Trois cadavres ont été emportés par la police vers

2 heures, a constaté sur place un journaliste de l'AFP. Une autre victime de la fusillade est décédée à l'hôpital des suites de ses blessures, a indiqué la police.

L'enquête a été confiée à la section de la police chargée des crimes politiques. La police berlinoise a annoncé une conférence de presse sur l'attentat vendredi en milieu de journée.

Allemagne-Kurdes-Iran

Les Moudjahidine mettent en cause l'Iran dans l'attentat de Berlin

NICOSIE, 18 sept (AFP) - Les Moudjahidine du peuple, principal mouvement d'opposition iranienne armée, ont dénoncé vendredi l'assassinat de quatre responsables kurdes iraniens jeudi à Berlin, voyant dans cet attentat la main du régime de Téhéran.

M. Massoud Radjavi, chef du mouvement basé en Irak, a affirmé dans une déclaration transmise à l'AFP qu'il "condamnait sévèrement le dernier crime terroriste commis par la dictature religieuse au pouvoir en Iran".

Le communiqué n'apporte pas d'élément de preuve à l'appui des accusations de M. Radjavi. Il rappelle que le ministre iranien des Renseignements, Ali Fallahian, avait déclaré le 30 août dernier que ses services étaient "vigilants et très actifs et poursuivaient les membres des groupuscules (d'opposition) à l'étranger".

M. Radjavi demande aux autorités allemandes de poursuivre et juger les auteurs de l'attaque, estimant que les attentats précédents contre des opposants iraniens en Allemagne "n'ont fait l'objet d'aucun suivi judiciaire sérieux".

Selon la police berlinoise, quatre membres du plus important mouvement kurde d'Iran, le Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI, opposition), ont été tués et un autre grièvement blessé lors de l'attaque à la mitrailleuse dans un restaurant. D'après des proches des victimes à Paris, le chef du PDKI, Sadiq Sherefkendi, figure parmi les morts.

Allemagne-divers-Kurdes

L'institut kurde de Paris attribue au gouvernement iranien la responsabilité du quadruple assassinat

PARIS, 18 sept (AFP) - L'Institut kurde de Paris attribue vendredi au gouvernement iranien "la responsabilité" du quadruple assassinat qui a coûté la vie la nuit dernière dans un restaurant de Berlin au secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI) "et trois de ses collaborateurs".

Dans un communiqué à l'AFP, l'institut kurde précise que les victimes sont le secrétaire général du PDKI, Dr Sadegh Sharafkandi (54 ans), Fattah Abdouli (31

ans), représentant à l'étranger du parti et Homayoun Ardalan, représentant en Allemagne du PDKI.

L'identité de la quatrième victime n'a pas été révélée par la police, selon le communiqué qui dit attendre la conférence de presse de la police berlinoise vendredi en début d'après-midi.

"En attendant, les Kurdes attribuent au gouvernement iranien la responsabilité de ce quadruple assassinat", conclut le communiqué.

Allemagne-Kurdes

L'assassinat de responsables du PDKI : "Un acte qui soulève l'indignation", selon le PS

PARIS, 18 sept (AFP) - Le Parti socialiste "condamne avec la plus extrême vigueur" l'assassinat jeudi soir à Berlin du secrétaire général et de membres du Parti Démocratique du Kurdistan Irakien (PDKI), "un acte qui soulève l'indignation et l'horreur", a indiqué vendredi un communiqué.

Le PS, qui rappelle qu'il "entretient avec le PDKI des relations anciennes et amicales", demande que toute la lumière soit faite "sur les auteurs et les commanditaires de ces meurtres".

Les quatre hommes, dont le secrétaire général du PDKI, Sadiq Sherefkendi, ont été tués jeudi soir et un autre gravement blessé dans un restaurant de Berlin lors d'une attaque à la mitraillette. Les auteurs de l'attentat se sont enfuis.

Allemagne-Kurdes-divers

L'Iran est responsable de l'assassinat de quatre dirigeants kurdes iraniens à Berlin, selon M. Talabani

BERLIN, 18 sept (AFP) - Le chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), une des principales formations kurdes d'Irak, M. Jalal Talabani, a accusé vendredi l'Iran d'avoir commandité l'assassinat jeudi soir dans un restaurant de Berlin de quatre dirigeants kurdes iraniens.

L'attaque à la mitraillette est "un acte de terrorisme iranien", a déclaré M. Talabani.

"C'est une poursuite du terrorisme iranien contre le peuple kurde", a-t-il dit à l'AFP, joint à Berlin où il venait de suivre, comme les victimes de l'attentat, les travaux du Congrès mondial de l'Internationale socialiste (IS) qui se sont terminés jeudi.

M. Talabani a rendu un hommage particulier au secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI), Sadiq Sherefkendi, le principal groupe d'opposition kurde au régime de Téhéran, qui a trouvé la mort dans l'attentat.

"Nous sommes très choqués", a-t-il dit, expliquant qu'il avait eu des entretiens avec Sadiq Sherefkendi huit heures seulement avant la fusillade. "C'est une grande perte pour le peuple kurde. Nous avons perdu un brillant dirigeant", a-t-il dit.

Le dirigeant kurde est tombé avec trois de ses collègues sous les balles de trois inconnus qui ont réussi à s'enfuir. Un cinquième a été grièvement blessé.

M. Talabani a affirmé que la tentative d'assassinat perpétrée le 6 juillet contre l'épouse du président français, Mme Danielle Mitterrand, qui avait fait cinq morts et 14 blessés près de la ville irakienne de Souleimanyeh, sous contrôle kurde, était également le fait de l'Iran.

L'enquête prouvera "que l'appareil terroriste iranien, responsable de l'assassinat d'opposants iraniens partout dans le monde, était aussi derrière ce crime contre Madame Mitterrand", a-t-il dit. Il a précisé qu'il venait de recevoir cette information de son quartier général, sans donner d'autre détail.

Allemagne-Iran

L'assassinat de responsables kurdes à Berlin a pu être perpétré par le PKK, selon le parquet fédéral

BERLIN, 18 sept (AFP) - L'attentat au cours duquel quatre dirigeants kurdes iraniens ont trouvé la mort jeudi soir à Berlin a pu être perpétré par des membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), la principale organisation indépendantiste kurde de Turquie, ou bien par un groupuscule iranien, a estimé vendredi un porte-parole du parquet fédéral allemand.

Le porte-parole Hans-Juergen Foerster a déclaré au cours d'une conférence de presse qu'il ne possédait aucun indice sur les auteurs de l'attentat, mis à part le fait qu'ils aient insulté leurs victimes en persan.

Certaines branches du PKK, qui peut être considéré comme "un parti concurrent" du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI), constituent "une association terroriste" recourant aux attentats, a-t-il souligné.

Mais il a ajouté que le quadruple assassinat de Berlin avait aussi pu être organisé par des groupuscules iraniens comme "acte de vengeance ou de sanction" contre le groupe d'opposition kurde, car les auteurs du crime ont traité leurs victimes de "fils de p..." en persan.

Le secrétaire général du PDKI, Sadiq Sherefkendi, ainsi que trois membres du parti, ont trouvé la mort dans un restaurant de Berlin lors d'un attentat à la mitraillette. Une cinquième personne gravement blessée ne se trouve plus en

danger de mort, a précisé le porte-parole du parquet. Les victimes étaient âgées de 36 à 54 ans, a-t-il encore précisé.

Le PDKI, qui milite pour l'autonomie des Kurdes d'Iran, est le plus important mouvement d'opposition kurde au régime de Téhéran.

Allemagne-Kurdes

Pierre Mauroy condamne "l'horrible assassinat" des responsables du PDKI

PARIS, 18 sept (AFP) - Le président de l'Internationale socialiste Pierre Mauroy appelle vendredi "les partis et les associations de cette organisation à condamner avec la plus grande vigueur l'horrible assassinat à Berlin du secrétaire général et des responsables du PDKI (parti démocratique du Kurdistan iranien)."

Dans un communiqué, M. Mauroy indique qu'il "se tient informé de l'enquête confiée à la section de police chargée des crimes politiques" et qu'il "en tirera rapidement les conséquences nécessaires."

Le président de l'IS présente "aux communautés kurdes et en particulier à celle d'Iran, l'expression de sa très vive compassion" et les assure de "sa fidèle sympathie."

Allemagne-Kurdes-Irak

Le PDK irakien condamne l'assassinat de Berlin

LONDRES, 18 sept (AFP) - Le chef du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDK), Massoud Barzani, a "fermement condamné", vendredi, l'assassinat jeudi à Berlin du secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI) Sadiq Sherefkendi et de trois autres responsables kurdes.

Dans un communiqué publié à Londres, Massoud Barzani se dit "scandalisé" par "la lâcheté de cet acte de terrorisme" et appelle les autorités allemandes à prendre des mesures décisives afin "d'identifier et de livrer à la justice les auteurs de l'assassinat ainsi que leurs commanditaires".

Cet acte déplorable, affirme le chef du PDK, "ne parviendra pas à réduire au silence la juste cause du peuple kurde".

Allemagne-Kurdes,ft1

La direction des Kurdes iraniens à nouveau décapitée par un attentat

PARIS, 18 sept (AFP) - Trois ans après l'assassinat à Vienne de son chef historique Abdul Rahman Ghassemlou, la direction du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI) est à nouveau décapitée avec l'assassinat jeudi soir à Berlin de son secrétaire général, Sadegh Sharafkandi (bien Sadegh Sharafkandi), et de trois de

ses compagnons, un crime aussitôt attribué par les Kurdes et l'opposition iranienne au régime de Téhéran.

M. Sharafkandi, 54 ans, suivait à Berlin les travaux de l'Internationale socialiste (IS), le PDKI se réclamant du courant social-démocrate.

Le dirigeant du PDKI, accompagné des représentants du mouvement en Europe et en Allemagne, s'était rendu dans un restaurant grec, le Mykonos, appartenant à un Iranien, pour discuter avec un représentant de l'opposition, M. Parviz Dastmaltchi, de "l'Organisation des républicains d'Iran" de la collaboration des Kurdes avec cette opposition, a déclaré vendredi M. Dastmaltchi à la section persane de Radio France Internationale (RFI).

Trois hommes sont entrés, cachant leur visage, a-t-il raconté à RFI. L'un d'eux, qui portait un pistolet mitrailleur caché dans un vêtement a interpellé ses victimes en les traitant de "fils de putain" en persan et a fait feu. Un second agresseur a achevé M. Sharafkandi au pistolet, toujours selon le témoignage de M. Dastmaltchi.

Fatah Abdoli, 31 ans, le représentant du PDKI en Europe basé à Paris et Omayoun Erdala, le représentant en Allemagne, ont été également tués, ainsi que Nouri Dekhurdi, de l'opposition iranienne, et il y a eu un blessé qui serait le propriétaire du restaurant, M. Aziz Chafari, selon une source kurde.

suivra

Allemagne-Kurdes,flt2

La direction des Kurdes iraniens ...

PARIS - "Clairement et fermement, je dis qu'il s'agit du travail de la République islamique d'Iran, ce n'est pas la première fois qu'elle assassine des dirigeants de l'opposition", a affirmé à RFI à Paris, le frère du secrétaire général, Rassoul Sharafkandi, lui même cadre du PDKI.

"Nous sommes le seul mouvement d'opposition iranien à avoir des activités politiques et armées quotidiennement en Iran", a-t-il ajouté.

Il y a quelques semaines son frère avait évoqué à Paris les risques qu'il courait. "Nous nous savons menacés, mais la lutte de notre organisation continuera même si je disparaissais", avait dit Sadegh Sharafkandi. Cet homme né en 1938 à Boukan (Kurdistan iranien), était docteur en chimie de l'Université de Paris. Il avait rejoint la guérilla kurde en 1979 et était rapidement devenu un proche collaborateur de Ghassemloo auquel il a succédé après son assassinat à Vienne le 13 juillet 1989.

La disparition de ce leader très apprécié à l'étranger avait marqué le début d'une période difficile pour le PDKI avec également la perte de ses sanctuaires en territoire iranien sous les coups des forces de Téhéran, explique-t-on de source kurde.

Aujourd'hui les peshmergas iraniens se limitent à des actions de guérilla avec le soutien de la population et rejoignent ensuite leurs bases au Kurdistan d'Irak, indique-t-on de source kurde. Au début de l'été des manifestations ont eu lieu au Kurdistan iranien, aussitôt réprimées, tandis que Sadegh Sharafkandi entamait une tournée en Europe.

"Il ne sera pas facile de dégager un nouveau dirigeant de la même génération", constatait vendredi un responsable kurde.

Allemagne-Kurdes,flt3-der

La direction des Kurdes iraniens ...

PARIS - Le PDKI, fondé en 1945, se bat pour l'autonomie du Kurdistan iranien, dont il est le principal mouvement politique.

Le chef de l'un des mouvements irakiens, Jalal Talabani, de l'Union Patriotique du Kurdistan, également présent à la réunion de l'IS à Berlin, a accusé Téhéran. "C'est une poursuite du terrorisme iranien contre le peuple kurde", a-t-il dit à l'AFP.

Massoud Radjavi, le chef des Moudjahidine du peuple, le principal mouvement de l'opposition non kurde iranienne, a lui aussi depuis l'Irak "condamné sévèrement le dernier crime terroriste commis par la dictature religieuse au pouvoir en Iran". Les Moudjahidine et le PDKI avaient cessé toute collaboration depuis des années.

Allemagne-Kurdes

Attentat contre les Kurdes iraniens: portraits-robots de deux des meurtriers

BERLIN, 18 sept (AFP) - La police criminelle allemande (BKA) a présenté vendredi à la presse les portraits-robots de deux des auteurs de l'assassinat de quatre Kurdes iraniens, tués jeudi soir au pistolet-mitrailleur dans un restaurant berlinois.

Les portraits montrés à la télévision allemande représentent deux hommes jeunes à l'allure méditerranéenne. Tous deux sont bruns, l'un porte une moustache et l'autre a les cheveux frisés.

Selon les témoignages recueillis, trois hommes ont participé à l'attentat qui a coûté la vie au secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI), Sadegh Sharafkandi (54 ans), et à trois de ses compagnons.

AFP - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France

FRA0240 4 I 0275 ISR /AFP-GP57

Allemagne-Kurdes

L'Institut Kurde de Paris attribue au gouvernement iranien la responsabilité du quadruple assassinat de Berlin

PARIS, 18 sept (AFP) - L'Institut Kurde de Paris a attribué vendredi au gouvernement iranien "la responsabilité" du quadruple assassinat qui a coûté la vie jeudi soir dans un restaurant de Berlin au secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI) "et trois de ses collaborateurs".

Dans un communiqué à l'AFP, l'Institut Kurde précise que les victimes sont le secrétaire général du PDKI, Dr Sadegh Sharafkandi (54 ans), Fattah Abdouli (31 ans), représentant à l'étranger du parti et Homayoun Ardalan, représentant en Allemagne du PDKI.

L'identité de la quatrième victime n'a pas été révélée par la police, selon le communiqué qui dit attendre la conférence de presse de la police berlinoise vendredi en début d'après-midi.

"En attendant, les Kurdes attribuent au gouvernement iranien la responsabilité de ce quadruple assassinat", conclut le communiqué.

(Dans une déclaration transmise à l'AFP à Nicosie relative au quadruple assassinat, M. Massoud Radjavi, chef des Moudjahidine du peuple, principal mouvement d'opposition iranienne armée, basé en Irak, a "condamné sévèrement le dernier crime terroriste commis par la dictature religieuse au pouvoir en Iran".

Le communiqué, qui n'apporte pas d'élément de preuve à l'appui des accusations de M. Radjavi, rappelle que le ministre iranien des Renseignements, Ali Fallahian, avait déclaré le 30 août que ses services étaient "vigilants et très actifs et poursuivaient les membres des groupuscules (d'opposition) à l'étranger").

hm-lba/ff

AFP 181253 SEP 92

FRA0410 4 I 0132 FRA /AFP-IV17

Allemagne-Kurdes

Pierre Mauroy condamne "l'horrible assassinat" des responsables du PDKI

PARIS, 18 sept (AFP) - Le président de l'Internationale socialiste Pierre Mauroy appelle vendredi "les partis et les associations de cette organisation à condamner avec la plus grande vigueur l'horrible assassinat à Berlin du secrétaire général et des responsables du PDKI (parti démocratique du Kurdistan iranien)."

Dans un communiqué, M. Mauroy indique qu'il "se tient informé de l'enquête confiée à la section de police chargée des crimes politiques" et qu'il "en tirera rapidement les conséquences nécessaires."

Le président de l'IS présente "aux communautés kurdes et en particulier à celle d'Iran, l'expression de sa très vive compassion" et les assure de "sa fidèle sympathie."

eby/jl

AFP: 181730 SEP 92

EL PAÍS, sábado 19 de septiembre de 1992

INTERNACIONAL / 7

Acribillada a tiros en un restaurante de Berlín la cúpula del PDKI

Sospechas de la intervención de Teherán en el asesinato del líder kurdo de Irán

AGENCIAS, Berlín
Cinco dirigentes del Partido Democrático del Kurdistán Irani (PDKI) cenaban en un restaurante del barrio berlinés de Wilmersdorf. Dos individuos armados se acercan a la mesa y vacían los cargadores de sus metralletas. Cuatro de los comensales, entre ellos el secretario general Sadik Sherefkendi, fallecen y el quinto está gravemente herido. El atentado, del que inmediatamente el movimiento kurdo en el exilio acusa al Gobierno iraní, se produjo a última hora del jueves.

Los cinco militantes kurdos, que habían participado en el congreso de la Internacional Socialista (IS), se hallaban en una sala privada del restaurante. Los asesinos abandonaron el local en compañía de un tercer individuo que acechaba en la puerta. Según un portavoz de la policía, aparentemente eran iraníes, y algunos de los supervivientes declararon que los atacantes insultaron a sus víctimas en farsi. "Creemos que el asesinato ha sido obra de los servicios secretos iraníes", manifestó Selman Arslán, portavoz del comité kurdo con base en Colonia.

Una treintena de policías bloqueó los accesos de la calle Pragerstrasse sin ningún resultado positivo. Además de Sherefkendi, de 54 años, las víctimas son Fattah Abduli, de 33 años, representante del PDKI en Europa; Homayan Ardalan, representante del partido en Alemania, y un traductor cuya identidad no ha sido revelada.

El Instituto Kurdo de París, organización que coordina a los exiliados políticos kurdos, atribuyó el cuádruple asesinato al régimen integrista de Irán, y subrayó que los dirigentes asesinados debían reunirse en el restau-

rante con un grupo de exiliados iraníes.

El instituto recordó que Sherefkendi ocupaba la secretaría general del PDKI desde el asesinato de su predecesor, Abdul Rahman Ghassemlu, el 14 de julio de 1989 en Viena.

El PDKI es el movimiento kurdo más importante de Irán y principal representante de los seis millones de kurdos iraníes por cuya autonomía lucha con medios políticos y militares. Unos 2.000 guerrilleros operan, sobre todo, desde las zonas iraquíes fronterizas con Irán.

Fundado en 1945 por Qazi Mohamed, es el primer partido estructurado después de la Segunda Guerra Mundial. Bajo la presidencia de Qazi Mohamed se instauró una primera república kurda en Mahaban (al noreste de Irán), en enero de 1947, que fue aplastada en diciembre de este mismo año.



ASSOCIATED PRESS
Sadik Sherefkendi, en el centro; Fattah Abduli, izquierda, y Homayan Ardalan; los tres asesinados ayer, en una foto tomada el pasado lunes en Colonia.

L'ALSACE- 19 septembre 1992

Kurdes : victimes de la géopolitique

L'assassinat de quatre dirigeants kurdes iraniens tués au pistolet-mitrailleur dans un restaurant constitue un nouvel épisode sanglant de l'histoire du peuple kurde marquée par la violence et la répression.

ESTIMÉS à 25 millions en l'absence de recensement précis, les Kurdes, qui vivent sur les territoires de l'Irak, de l'Iran, de la Turquie, de la Syrie et de quelques républiques de l'ex-URSS, ont toujours été victimes de la géopolitique qui a pris le pas sur leur cause mais aussi de luttes intestines qui ont affaibli leur combat.

L'attentat de Berlin a décimé la direction du PDKI (parti démocratique du Kurdistan iranien) qui avait déjà perdu son secrétaire-général charismatique Abdul Rahman Ghassemlou, assassiné le 13 juillet 1989 à Vienne, au moment où il tentait de négocier avec des représentants de Téhéran une solution pacifique à la question kurde en Iran.

Le PDKI qui attend pour le moment les résultats de l'enquête de la police allemande à Berlin avait imputé la responsabilité de l'assassinat de M. Ghassemlou aux agents de l'Iran.

Un de leurs représentants à Paris souligne aujourd'hui que la répression au Kurdistan iranien, transformé selon eux en « caserne militaire », a augmenté ces derniers temps.

AUTONOMIE OU INDÉPENDANCE

Le PDKI qui avait bénéficié dans le passé du soutien de l'Irak s'est rapproché ces derniers temps des kurdes irakiens, victimes de la répression de Bagdad. « **Nous avons aplani nos différends** », soulignent les deux mouvements qui luttent pour une autonomie et la démocratisation du pays dans lequel ils se trouvent.

Les Kurdes d'Irak et d'Iran refusent en effet de parler d'indépendance, « **notion irréaliste dans le contexte géopolitique actuel** », selon leurs représentants alors que les Kurdes de Syrie qui ne mé-

nent pas de lutte armée réclament une autonomie culturelle.

C'est pourquoi ils critiquent la rébellion armée menée en Turquie par le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), seul parti kurde à se proclamer indépendantiste qui affirme lutter au nom de tous les Kurdes où qu'ils soient et redoutent que les actions violentes qu'il mène ne portent préjudice à leur image en particulier auprès des Occidentaux.

Les Kurdes irakiens qui cherchent à ménager la Turquie, par où passe l'aide occidentale qui leur est destinée, accusent aussi le PKK dirigé par Abdullah Ocalan d'avoir imposé cet été un blocus d'un mois au Kurdistan irakien déjà soumis au blocus de Bagdad et de susciter par la présence de ses bases arrières sur leur territoire des attaques de représailles turques.

La Turquie compte de 12 à

15 millions de Kurdes, soit près du quart de sa population, l'Irak 4 millions, l'Iran 6 à 8 millions et la Syrie un million. Enfin une minorité kurde de quelque 300 000 personnes vit dans l'ex-URSS.

Originaires de régions montagneuses riches en eau et en pétrole, les deux riches de la région sur lesquelles ils n'ont aucun droit de regard, les Kurdes ont traditionnellement été réprimés par le pays où ils se trouvent et trouvé un soutien périodique dans les pays voisins avant d'être abandonnés lors de retournements d'alliances.

« **On misera toujours sur Ankara, Téhéran, Damas et à plus long terme Bagdad, pions essentiels sur l'échiquier stratégique de la région du Golfe et de l'Asie centrale à la lisière de l'Europe** », admettent en privé des diplomates occidentaux qui ne se font aucune illusion sur la marge de manoeuvre politique des Kurdes en dehors d'une autonomie régionale ou d'une fédération.



Le restaurant dans lequel dînaient les quatre victimes.

(AFP)

EL MUNDO ES SUYO

SABADO 19 DE SEPTIEMBRE DE 1992

SADEGH SHARAFKANDI y FATTAH ABDULI

La muerte también llama dos veces

EL MUNDO

Ocurrió el 13 de julio de 1989, en un apartamento de la capital austriaca. En aquella ocasión, Abdulrahman Ghasemlou, secretario general del Partido Democrático del Kurdistán de Irán (PDKI), la mayor organización de la oposición armada iraní, estaba reunido con su delegado en Europa, Abdulah Kaderi, y otro simpatizante del partido. Esperaban dialogar una acuerdo de paz con emisarios de Teherán; sin embargo, un comando irrumpió, ametrallándoles, en el apartamento de la cita. Los tres murieron. El jueves, tres años después, la muerte llamó de la misma forma a las puertas del PDKI, que reclama desde 1945 democracia y libertad para el pueblo kurdo.

Como en Viena, en Berlín el PDKI se ha quedado sin su secretario general, Sadegh Sharafkandi, y sin su representante en Europa, Fattah Abdulí. Los dos habían conseguido recomponer las relaciones de la organización con los principales gobiernos y partidos socialistas europeos. Por esta razón se encontraban en la capital alemana, invitados como observadores en la reunión anual de la Internacional Socialista. Como en Viena, los dirigentes kurdos fueron ametrallados, en esta ocasión cuando cenaban.

Sadegh Sharafkandi tenía 54 años y era originario de un pue-

blo que da nombre a su apellido, Sharafkan, en la región de Bokán, situada cerca de la frontera entre Irán e Irak. Casado y padre de tres niños, se había doctorado en Químicas por la Universidad de París. Se unió a la resistencia kurda el mes de agosto de 1979 y, en muy poco tiempo llegó a ser uno de los mejores colaboradores del entonces secretario general, hasta convertirse en su sustituto cada vez que el «doctor Ghasemlou» tenía que realizar una larga gira europea buscando nuevos amigos para la causa kurda. Siempre se había encargado de la sección de Propaganda del partido y de las emisiones de la radio, *La Voz del Kurdistán*. Continuator de su línea socialdemócrata, tuvo que sustituirle de nuevo, pero ya de forma permanente, cuando Ghasemlou cayó acribillado en Viena.

Fattah Abdulí siguió una trayectoria semejante desde que, también en 1979, asumió la dirección del PDKI en la zona de Nagadegh, donde había nacido hace 21 años. Abdulí sustituía al responsable de Organización del comité central del PDKI. En el último congreso fue nombrado miembro permanente de su máximo órgano decisorio y, tras el asesinato de Abdulah Kaderi, ocupó su puesto de delegado en Europa.

SADEGH SHARAFKANDI y FATTAH ABDULI fallecieron el jueves por la noche en Berlín víctimas de un atentado terrorista.

32 / A B C

SABADO 19-9-92

Europa Occidental

Asesinados en Berlín cuatro kurdos opuestos a Teherán

Berlin. Afp, Ap, Efe

Cuatro personas que fueron asesinadas en la noche del jueves en Berlín resultaron ser militantes del Partido Democrático del Kurdistán Iraní (PDKI) y «resueltos opositores» al régimen fundamentalista de Teherán según informaba la emisora de radio berlinesa. Info 101.

Según la citada emisora, uno de los cuatro asesinados sería el secretario general del partido, Sadik Sherefkendi, extremo que la Policía germana no ha confirmado. Los cuatro kurdos asesinados, entre los que se encontrarían el representante del PDKI en Alemania, el de Europa y un intérprete, se encontraban en la capital alemana después de participar en el congreso mundial de la Internacional Socialista, aunque entre la lista de asistentes al congreso no figuraban sus nombres por motivos de seguridad. Los cuatro políticos celebraban una reunión en la noche del jueves en el restaurante «Mykonos» del distrito berlinés de Wilmersdorf con otros opositores al régimen iraní.

Las primeras declaraciones de un testigo del atentado apuntan a que los autores hayan sido terroristas iraníes. El superviviente asegura que dos individuos irrumpieron en el restaurante insultando en persa a las víctimas. Uno de ellos realizó disparos con una ametralladora mientras un segundo, pistola en mano, vigilaba los movimientos del resto de personas que se encontraban en ese momento en el modesto restaurante griego escenario del atentado. Un tercer terrorista aguardaba en la puerta y juntos huyeron del lugar sin que se hayan podido facilitar datos sobre su aspecto. La mecánica del cuádruple asesinato es similar a la seguida en 1989 por los servicios secretos de Teherán cuando asesinaron en Viena al antecesor de Sherefkendi.

El PDKI es el mayor representante de los intereses de seis millones de kurdos de Irán por cuya autonomía luchan.

Mientras tanto, la Fiscalía general alemana se ha hecho cargo del sumario y ha mandado la investigación a la Policía Criminal Federal, veinte de cuyos funcionarios llegaron en la tarde de ayer a Berlín. Aunque en un primer momento, la Policía había ordenado el bloqueo informativo para no entorpecer las investigaciones, había convocada una rueda de Prensa para última hora de la tarde de ayer.

El alcalde gobernador de Berlín, Eberhard Dieggen, ha condenado el hecho al que calificó de «atentado vil y cobarde» y ha anunciado que las fuerzas de seguridad, tanto nacionales como regionales, tomarán medidas para no dar la menor oportunidad al crimen político en Alemania o en su capital.

ALLEMAGNE

Téhéran est soupçonné
d'avoir fait assassiner
quatre dirigeants kurdes
à Berlin

Un porte-parole du parquet fédéral allemand a déclaré, vendredi 18 septembre, que l'assassinat, jeudi, dans un restaurant de Berlin, de quatre dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI), dont le secrétaire général, M. Sadiq Sherefkendi, avait pu être commis par des membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), principale organisation indépendantiste kurde de Turquie, ou bien par un groupuscule iranien. Cependant, l'Institut kurde de Paris et les Moudjahidines du peuple, mouvement iranien d'opposition armée, ont pointé le doigt en direction de Téhéran.

M. Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDK), s'est dit, dans un communiqué publié à Londres, « scandalisé » par la « lâcheté de cet acte de terrorisme ». Pour sa part, le chef de l'Union patriotique du Kurdistan irakien, M. Jalal Talabani, est formel : il nous a affirmé que « c'est un organisme terroriste secret, relevant du gouvernement iranien », qui est responsable de l'assassinat des dirigeants du PDKI, venus assister, à Berlin, au Congrès de l'Internationale socialiste.

M. Talabani, qui se trouve, lui aussi, à Berlin, n'exclut pas que cet organisme « soit basé en Allemagne ». « Il est grand temps, dit-il, que la Communauté européenne mette fin au terrorisme officiel iranien en Europe », après les multiples assassinats d'opposants au régime de Téhéran, à commencer par celui d'Abdul Rahman Ghassemloou, ancien secrétaire général du PDKI, en juillet 1989 à Vienne, pour finir avec le meurtre de l'ancien premier ministre Chapour Bakhtiar, en août 1991, dans la banlieue de Paris.

M. Talabani n'exclut pas non plus que ce même « organisme » soit à l'origine de certains attentats qui ont eu lieu dans le Kurdistan irakien, où le PDKI a ses bases. S'il ne parle pas de coopération organisée entre les « services » irakiens et iraniens, il estime qu'il y a au moins une collusion objective face à ce que Bagdad comme Téhéran considèrent comme « le danger kurde ».

M. Sherefkendi avait informé M. Talabani en le quittant, jeudi en milieu d'après-midi, qu'il avait rendez-vous avec des membres de l'opposition iranienne à Berlin et certains Kurdes iraniens. Mais il n'avait révélé ni leur identité ni le lieu de la rencontre. « Si j'avais su que c'était dans un restaurant, je le lui aurais fermement déconseillé », a ajouté M. Talabani.

M. Na.

Assassinés à Berlin

Trois dirigeants kurdes iraniens
ont été inhumés à Paris

Les obsèques du secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), Sadegh Shrafkandi, et de deux autres responsables de son mouvement, assassinés le 17 septembre dans un restaurant berlinois (*le Monde* du 19 septembre), ont eu lieu lundi 28 septembre au cimetière du Père-Lachaise à Paris, en présence d'un millier de personnes parmi lesquelles M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire.

Comme son prédécesseur, Abdul Rahman Ghassemloou, assassiné à Vienne le 13 juillet 1989, Sadegh Shrafkandi a été inhumé à Paris parce que son corps ne pouvait pas être rapatrié au Kurdistan iranien, le PDKI étant en lutte contre le régime de Téhéran. De surcroît M. Shrafkandi était « un ami de la France », nous a expliqué le directeur de l'Institut kurde de Paris, M. Kendall Nezam.

A propos de l'enquête menée par la police criminelle de Berlin, M. Nezam indique qu'elle a « fait des progrès considérables » sans toutefois aboutir encore à des conclusions définitives. Il ajoute qu'« elle risque d'être longue » et qu'« un comité va se constituer au

Bundestag pour demander qu'elle soit accélérée ». Selon l'avocat allemand, M. Hans-Joachim Ehrig, chargé de l'affaire par le PDKI, les enquêteurs ont pu retrouver les armes du crime - un fusil-mitrailleur Uzi, de fabrication israélienne, et un pistolet de fabrication espagnole, - établir des portraits-robots des assassins, qui seraient au nombre de quatre, et reconstruire leur itinéraire. Mais il n'y a toujours pas de certitude sur leur identité, même si « plusieurs hypothèses et certains doutes » conduisent à la piste des services secrets iraniens, a indiqué M. Ehrig, lors d'une conférence de presse, le 25 septembre à Paris. Il a fait valoir qu'il suffisait de poser la question : « A qui profite le crime ? » A l'Iran, a répondu, au cours de la même conférence, M. Abdullah Hassanzadeh, membre du bureau politique du PDKI, qui estime que Téhéran peut agir en toute impunité en Europe, en raison de « la position molle et conservatrice des pays occidentaux ». Il souhaite que cette fois l'enquête aboutisse, contrairement à ce qui s'était passé après l'assassinat d'Abdul Rahman Ghassemloou.

M. Na.

LE REPUBLICAIN LORRAIN - 19 septembre 1992

Berlin : quatre
opposants iraniens
abattus

Quatre responsables iraniens du Parti démocratique du Kurdistan ont été assassinés et un autre a été très grièvement blessé jeudi soir alors qu'ils dînaient dans un restaurant de Berlin.

BERLIN.- Vers 23 h, deux hommes munis d'armes à feu - l'un a fait usage d'une mitrailleuse - ont fait irruption dans le restaurant Mykonos de la Pragerstrasse situé dans le quartier de Wilmersdorf et ont tiré sur les membres de la délégation kurde. Ceux-ci participaient au Congrès mondial de l'Internationale socialiste (SI) qui se tient à Berlin. Un complice des agresseurs faisait le guet à l'entrée de l'établissement. Ils ont réussi à prendre la fuite. Trois des victimes sont mortes sur le coup. Une quatrième est décédée après son admission à l'hôpital. Le responsable kurde blessé était toujours dans un état critique hier.

La police qui a identifié le leader de cette délégation comme étant Sadegh C., 55 ans, chef du

Parti démocratique du Kurdistan en Iran, soupçonnait hier des Iraniens d'être responsables de cette attaque apparemment de nature politique. Les responsables de mouvements kurdes ont fréquemment été les cibles d'assassinats en Europe, dont bon nombre ont été attribués à la police secrète de Saddam Hussein.

Par ailleurs, plusieurs foyers de demandeurs d'asile ont à nouveau été attaqués par des extrémistes de droite dans la nuit de jeudi à vendredi en ex-RDA. A Wismar, une trentaine de jeunes casseurs ont attaqué, pour la quatrième nuit consécutive, un foyer qui abrite 200 étrangers. La police a arrêté sept personnes. Enfin, deux inconnus ont tenté d'incendier un foyer de réfugiés à Nussloch.

LIBERATION - 26 septembre 1992

Attentat de Berlin: Téhéran accusé

Le PDKI a à nouveau dénoncé hier la responsabilité de l'Iran dans l'attentat du 17 septembre en Allemagne.

Huit jours après l'assassinat, à Berlin, de quatre dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI), dont son secrétaire général, Sadegh Sharafkandi, les Kurdes accusent clairement le «terrorisme d'Etat iranien» d'être responsable de l'attentat. C'est ce qu'a affirmé Abdullah Hassanzadeh, membre du bureau politique du PDKI, lors d'une conférence de presse organisée vendredi à l'Institut kurde de Paris à laquelle participait également l'avocat berlinois Hans-Joachim Ehrig, chargé de défendre les intérêts des victimes.

Faisant le point sur l'enquête, qui mobilise une commission spéciale de 25 hommes de la police allemande, M^e Ehrig a rappelé que, le 17 septembre, les quatre dirigeants kurdes étaient attablés dans un petit restaurant grec avec quatre autres représentants de mouvements iraniens d'opposition, lorsque les tueurs ont ouvert le feu sur eux. L'avocat a précisé que les trois tueurs étaient arrivés dans un taxi pris à Berlin-Est quarante-cinq minutes auparavant, porteurs d'une mallette métallique, et qu'il étaient repartis dans une «grosse Mercedes noire». Les armes du crime, une mitraillette Uzi de fabrication israélienne et un pistolet espagnol Lama, authentifiées par l'expertise balistique, ont été retrouvées à quelques centaines de mètres de là, jetées sous une voiture.

Plus de cent témoins qui ont répondu à l'appel de la police ont permis de dresser le portrait-robot des tueurs. Il

s'agirait de deux hommes de grande taille et d'un troisième particulièrement corpulent. Une récompense de 45000DM a été promise contre des indications pour leur identification.

L'avocat berlinois a admis qu'à ce stade de l'enquête on ne pouvait pas tirer de conclusions définitives, tout en soulignant que l'«hypothèse la plus forte» conduit aux «services secrets iraniens». Le 13 juillet 1989, déjà, Abder Rahman Ghassemilou, alors lui-même secrétaire général du PDKI, avait été victime des négociateurs iraniens venus traiter avec lui d'un accord de paix à Vienne. Deux au moins des assassins d'alors ont été par la suite promus généraux, selon les sources kurdes d'Iran.

Pour M. Hassanzadeh, les mobiles du crime de Berlin sont «clairs et évidents»: «Le PDKI est la principale force d'opposition, et la plus active, au régime islamique.» Il a ajouté que six tentatives d'assassinat avaient eu lieu au Kurdistan d'Iran contre des responsables du PDKI dans la semaine qui a présenté la tuerie à Berlin, cinq ayant pu être déjouées, la dernière ayant fait trois morts. Pour Abdullah Hassanzadeh, l'urgence est aussi de ne pas laisser enterrer l'affaire, comme ce fut le cas dans les actions passées de l'Iran islamique. Il faut que «ce qui s'est passé après le crime de Vienne ne se reproduise pas à Berlin», a-t-il conclu après avoir regretté la «complaisance (à l'égard de Téhéran) des Etats européens». M.K.

LE MONDE- 26 septembre 1992

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran a la profonde douleur de faire part de la disparition de trois de ses dirigeants :

Dr. Sadegh SHARAFKANDI,
secrétaire général,

Fattah ABDOLI,
représentant en Europe,

Homayoun ARDALAN,
représentant en Allemagne,

tous trois assassinés à Berlin le jeudi 17 septembre 1992.

Les obsèques auront lieu à Paris, le lundi 28 septembre à 13 h 30, au cimetière du Père-Lachaise.

Tous ceux qui le souhaitent pourront leur rendre un dernier hommage le même jour de 10 heures à 12 heures, à l'Institut kurde de Paris, 106, rue La Fayette, Paris-10^e (tél. 48-24-64-64), où une chapelle ardente sera dressée.

Un rassemblement est prévu le lundi à 13 heures au métro Père-Lachaise pour accompagner le cortège funèbre.

Délégation du PDKI à l'étranger,
tél. : 45-89-04-30.

(Le Monde du 19 septembre.)

LIBERATION - 29 septembre 1992

Kurdes: inhumation

Les trois dirigeants kurdes iraniens assassinés le 17 septembre à Berlin ont été inhumés hier au Père-Lachaise, à Paris, en présence de représentants de l'Internationale socialiste et de Bernard Kouchner, qui a lu un message de M^{me} Mitterrand.

LE NOUVEAU POLITIS - 24 septembre 1992

EN BREF

KURDES

Après l'assassinat, jeudi 17 septembre à Berlin, de Sadegh Sharafkandi, le dirigeant du PDKI, le parti démocrate du Kurdistan d'Iran, et de trois autres membres du parti, le Comité central de cette organisation a annoncé lundi la nomination de Mostafa Hejri, ancien adjoint du chef assassiné, au poste de secrétaire général. Malgré ce coup porté au mouvement de libération nationale du peuple kurde et au PDKI, le Comité central s'engage à poursuivre «la lutte jusqu'à la victoire finale». D'après lui, «ce crime odieux a été l'œuvre d'agents stipendiés par le régime islamique d'Iran». Mais jusqu'à présent, la police allemande n'a pas encore fourni de renseignements qui permettraient d'identifier les terroristes. L. K.

LE PROGRES - 19 septembre 1992

Les Kurdes, éternelles victimes

L'assassinat à Berlin de quatre dirigeants kurdes iraniens constitue un nouvel épisode sanglant de l'histoire d'un peuple marquée par la violence et la répression

Ils sont estimés à 25 millions en l'absence de recensement précis : les Kurdes, qui vivent sur les territoires de l'Irak, de l'Iran, de la Turquie, de la Syrie et de quelques républiques de l'ex-URSS, ont toujours été victimes de la géopolitique qui a pris le pas sur leur cause mais aussi de luttes intestines qui ont affaibli leur combat.

Jeudi, un attentat de Berlin a décimé la direction du PDKI (parti démocratique du Kurdistan iranien) qui avait déjà perdu son secrétaire-général charismatique Abdul Rahman Ghassemlou, assassiné le 13 juillet 1989 à Vienne, au moment où il tentait de négocier avec des représentants de Téhéran une solution pacifique à la question kurde en Iran.

Le PDKI qui attend pour le moment les résultats de l'enquête de la police allemande à Berlin avait imputé la responsabilité de l'assassinat de M. Ghassemlou aux agents de l'Iran.

AUTONOMIE OU INDÉPENDANCE

Un de leurs représentants à Paris souligne aujourd'hui que la répression au Kurdistan iranien, transformé selon eux en « caserne militaire », a augmenté ces derniers temps.

C'est pourquoi ils critiquent la rébellion

armée menée en Turquie par le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), seul parti kurde à se proclamer indépendantiste qui affirme lutter au nom de tous les Kurdes où qu'ils soient et redoutent que les actions violentes qu'il mène ne portent préjudice à leur image en particulier auprès des Occidentaux.

Les Kurdes irakiens qui cherchent à ménager la Turquie, par où passe l'aide occidentale qui leur est destinée, accusent aussi le PKK dirigé par Abdullah Ocalan d'avoir imposé cet été un blocus d'un mois au Kurdistan irakien déjà soumis au blocus de Bagdad et de susciter par la présence de ses bases arrières sur leur territoire des attaques de représailles turques.

La Turquie compte en effet de 12 à 15 millions de Kurdes, soit près du quart de sa population, l'Irak 4 millions, l'Iran 6 à 8 millions et la Syrie un million. Par ailleurs, une minorité kurde de quelque 300.000 personnes vit dans l'ex-URSS.

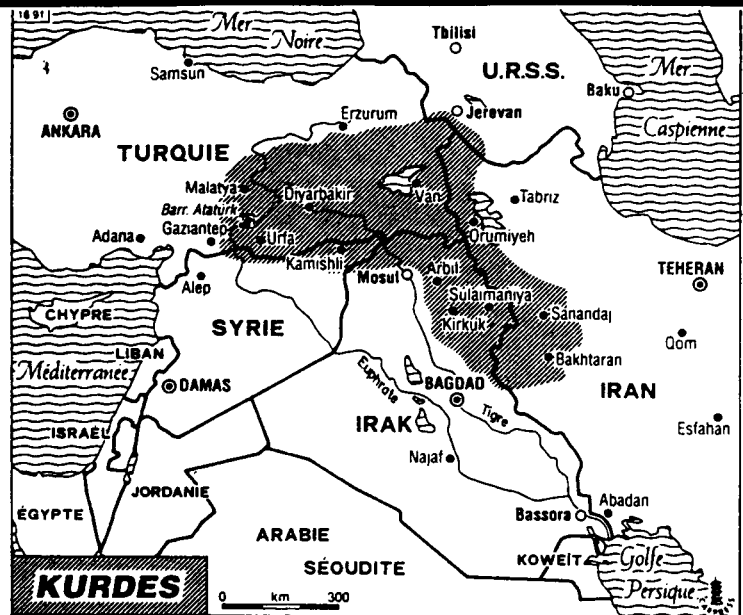
Originaires de régions montagneuses riches en eau et en pétrole, les deux richesses de la région sur lesquelles ils n'ont aucun droit de regard, les Kurdes ont traditionnellement été réprimés par le pays où ils

se trouvent et trouvent un soutien périodique dans les pays voisins avant d'être abandonnés lors de retournements d'alliances.

« On misera toujours sur Ankara, Téhéran, Damas et à plus long terme Bagdad, pions essentiels sur l'échiquier stratégique de la région du Golfe et de l'Asie centrale à la lisière de l'Europe », admettent en privé des diplomates occidentaux qui ne se font aucune illusion sur la marge de manoeuvre politique des Kurdes en dehors d'une autonomie régionale ou d'une fédération.

Le PDKI qui avait bénéficié dans le passé du soutien de l'Irak s'est rapproché ces derniers temps des kurdes irakiens, victimes de la répression de Bagdad. « Nous avons aplani nos différends », soulignent les deux mouvements qui luttent pour une autonomie et la démocratisation du pays dans lequel ils se trouvent.

Les Kurdes d'Irak et d'Iran refusent en effet de parler d'indépendance, « notion irréaliste dans le contexte géopolitique actuel », selon leurs représentants alors que les Kurdes de Syrie qui ne mènent pas de lutte armée réclament une autonomie culturelle.



Téhéran dément être impliqué dans l'assassinat de quatre dirigeants kurdes iraniens

L'Iran a démenti "catégoriquement" samedi toute implication dans l'assassinat jeudi soir à Berlin de quatre dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI, opposition armée).

Réagissant aux déclarations de M. Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan, une des principales organisations kurdes d'Irak, qui avait qualifié vendredi cet attentat "d'acte de terrorisme iranien contre le peuple kurde", un responsable du ministère iranien des Af-

aires étrangères a affirmé dans une déclaration à l'AFP "démentir catégoriquement ces déclarations".

M. Talabani avait également affirmé vendredi que la tentative d'assassinat perpétrée le 6 juillet dernier au Kurdistan irakien contre Mme Danielle Mitterrand, l'épouse du chef de l'Etat, était le fait de l'Iran.

"Ce genre d'affirmation est complètement infondé et mensonger", a déclaré le même responsable iranien.

Iran

UN LEADER DE LA RÉSISTANCE
KURDE À TÉHÉРАН ASSASSINÉ

**Le chef
du Parti
démocratique
du Kurdistan
militait pour
l'autonomie**

Le principal dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), la première formation politique kurde iranienne, a été assassiné jeudi à Berlin. Sadiq Sherefkendi, secrétaire général du mouvement depuis décembre dernier, a été tué à bout portant par deux agresseurs dans un restaurant iranien de l'ancienne capitale allemande. Quatre personnes, toutes kurdes, ont trouvé la mort lors de l'attentat, dont le représentant du PDKI en Europe, Fattah Abdali, qui résidait ordinairement à Paris.

Sadiq Sherefkendi s'était rendu à Berlin pour assister en tant qu'observateur au congrès de l'Internationale socialiste. Il aurait eu rendez-vous pour déjeuner avec des interlocuteurs de nationalité iranienne. Les circonstances de son assassinat rappellent le meurtre de son prédécesseur, Abdel Rahman Ghassemlou, tué à Vienne le 17 juillet 1989 alors qu'il menait des négociations avec des émissaires iraniens. Aucune discussion ne semblait en revanche en cours ces derniers mois entre les autorités de Téhéran et la résistance kurde iranienne.

Sous la houlette de Sadiq Sherefkendi, le PDKI avait, lors de son 9^e congrès tenu en décembre 1991, réaffirmé ses options en faveur de « la démocratie pour l'Iran et l'autonomie pour le Kurdistan ». Considérant l'indépendance du Kurdistan irréalisable dans les circonstances actuelles, le mouvement demande

que les droits de toutes les ethnies formant l'Iran (Perses, Arabes, Kurdes, Baloutches, Turkmènes...) soient reconnues.

« Pour la survie des peuples du monde, la démocratie est aussi essentielle que l'air l'est pour respirer », soulignait le rapport du Comité central au 9^e congrès, soulignant que « la démocratie doit aller de pair avec la démocratie économique et la justice sociale ». Le PDKI qui rejette les principes de la « République » islamique, refuse toute alliance avec l'opposition monarchiste liée à la famille Pahlavi et avec les Moudjahidin du peuple, le mouvement de libération dirigé par Massoud Radjavi.

L'assassinat de Sadiq Sherefkendi, après ceux d'Abdel Rahman Ghassemlou et de l'ancien premier ministre du Chah, Chahpour Bakhtiar, dans la banlieue parisienne, le 6 août 1991, survient alors que de fortes ten-

sions ébranlent la coalition au pouvoir à Téhéran. Les élections législatives d'avril dernier avaient vu le triomphe de la liste cosoutenue par le président de la République, Ali Akbar Hachémi, Rafsandjani et du guide de la Révolution, Ali Khamenei. Mais depuis, une majorité de ces députés conservateurs appuyent de plus en plus ouvertement le second et critiquent les tentatives de réforme économique menées par le chef de l'État, qui prône une ouverture aux capitaux étrangers.

Les « radicaux », écartés du Parlement en avril, gardent encore le contrôle de certaines institutions, les luttes de faction sont vives à la tête de l'État et la situation économique et sociale intérieure se détériore. La sévère répression des émeutes du printemps dans plusieurs villes du pays ne semble pas avoir mis fin à l'agitation.

Jean-Christophe PLOQUIN

LA VOIX DU NORD — 19 SEPTEMBRE 1992

■ ALLEMAGNE : quatre dirigeants kurdes assassinés-

Quatre dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan iranien ont été assassinés jeudi soir et un autre gravement blessé dans un restaurant de Berlin par un commando de tueurs. Trois hommes ont fait irruption vers 23 h alors que les Kurdes tenaient une réunion dans l'arrière-salle. Sadiq Sherefkendi, secrétaire général du PDKI et successeur d'Abdul Rahman Ghassemlou, assassiné le 13 juillet 1989 à Vienne et Fatah Abduli, représentant du PDKI en Europe basé à Paris ont trouvé la mort. Ils participaient au Congrès mondial de l'Internationale socialiste qui se tient à Berlin. Les auteurs n'ont pas été identifiés et ont pu prendre la fuite. Le PDKI, fondé en 1945, est le plus important mouvement kurde d'Iran. Opposé au régime de Téhéran, il milite pour l'indépendance des Kurdes d'Iran.)

LYON MATIN — 19 SEPTEMBRE 1992

Berlin : dirigeants kurdes assassinés

● L'attentat au cours duquel quatre dirigeants kurdes iraniens ont trouvé la mort jeudi soir à Berlin a pu être perpétré par des membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), la principale organisation indépendantiste kurde de Turquie, ou bien par un groupuscule iranien, a estimé vendredi le parquet fédéral allemand.

Le secrétaire général du PDKI, Sadiq Sherefkendi, ainsi que trois membres du parti, ont été abattus dans un restaurant de Berlin lors d'un attentat à la mitrailleuse. Une cinquième personne gravement blessée ne se trouve plus en danger de mort. Les victimes étaient âgées de 36 à 54 ans.

Le PDKI, qui milite pour l'autonomie des Kurdes d'Iran, est le plus important mouvement d'opposition kurde au régime de Téhéran.

En ex-RDA, plusieurs foyers de demandeurs d'asile ont à nouveau été attaqués par des extrémistes de droite dans la nuit de jeudi à vendredi à Wismar, une trentaine de jeunes casseurs ont attaqué, pour la quatrième nuit consécutive, un foyer qui abrite 200 étrangers. Deux inconnus ont tenté d'incendier un foyer de réfugiés à Nussloch. A Luckau, plusieurs cocktails Molotov ont également été lancés contre un foyer de réfugiés.

Attentat**Guérilla anti-kurde au cœur de Berlin**

Quatre dirigeants kurdes iraniens ont été tués jeudi soir lors d'un attentat au pistolet-mitrailleur à Berlin. Un nouvel épisode sanglant dans le drame kurde.

SADIQ SHEREFKENDI, secrétaire général du PDKI — le Parti démocratique du Kurdistan iranien — et successeur d'Abdul Rahman Ghassemlou, assassiné en 1989 à Vienne, a trouvé la mort lors de cet attentat. Les trois autres victimes sont Fatah Abdul, représentant du PDKI en Europe basé à Paris et les Kurdes iraniens Nourri et Homayoun Ardala, représentants du parti en Allemagne.

Le PDKI, fondé en 1945, est le plus important mouvement kurde d'Iran. Opposé au régime de Téhéran, il milite pour l'indépendance des Kurdes d'Iran.

Un porte-parole de la police berlinoise a précisé que les victimes de la fusillade participaient au congrès de l'Internationale socialiste.

Les cinq Kurdes tenaient une réunion dans l'arrière-salle d'un restaurant du quartier de Wilmersdorf. Trois hommes y ont fait irruption vers 23 heures. L'un d'eux a ouvert le feu avec une mitraillette. Le deuxième était armé d'un pistolet, le troisième faisant le guet à la porte de l'établissement. Les auteurs de l'attaque n'ont pas été identifiés et ont pu prendre la fuite.

L'attentat s'est déroulé dans un modeste restaurant grec, le Mykonos, situé dans la Pragerstrasse.

L'enquête a été confiée à la section de la police chargée des crimes politiques.

L'Institut kurde de Paris a attribué hier au gouvernement iranien « la responsabilité » du quadruple assassinat.

Selon le parquet fédéral allemand, l'attentat a pu être perpétré par des membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), la principale organisation indépendantiste kurde de Turquie, ou bien par un groupuscule iranien.

Estimés à 25 millions en l'absence de recensement précis, les Kurdes, qui vivent sur les territoires de l'Irak, de l'Iran, de la Turquie, de la Syrie et de quelques Républiques de l'ex-URSS, ont toujours été victimes de la géopolitique qui a pris le pas sur leur cause mais aussi de



La police berlinoise investit le restaurant Mikonos dans le quartier de Wilmersdorf où les quatre dirigeants kurdes iraniens ont été assassinés.

luttres intestines qui ont affaibli leur combat.

L'attentat de Berlin a décimé la direction du PDKI qui avait déjà perdu son secrétaire-général charismatique Abdul Rahman Ghassemlou, assassiné le 13 juillet 1989 à Vienne, au moment où il tentait de négocier avec des représentants de Téhéran une solution pacifique à la question kurde en Iran.

Le PDKI a imputé la responsabilité de l'assassinat de M. Ghassemlou aux agents de l'Iran.

Un de leurs représentants à Paris souligne aujourd'hui que la répression au Kurdistan iranien, transformé selon eux en « caserne militaire », a augmenté ces derniers temps.

Le PDKI, qui avait bénéficié dans le passé du soutien de l'Irak, s'est rapproché ces derniers temps des Kurdes irakiens, victimes de la répression de Bagdad. « Nous avons aplani nos différends », soulignent les deux mouvements qui luttent pour une autonomie et la démocratisation du pays dans lequel ils se trouvent.

Les Kurdes d'Irak et d'Iran refusent en effet de parler d'indépendance, « notion irréaliste dans le

contexte géopolitique actuel », selon leurs représentants alors que les Kurdes de Syrie qui ne mènent pas de lutte armée réclament une autonomie culturelle.

C'est pourquoi ils critiquent la rébellion armée menée en Turquie par le PKK, seul parti kurde à se proclamer indépendantiste qui affirme lutter au nom de tous les Kurdes où qu'ils soient et redoutent que les actions violentes qu'il mène ne portent préjudice à leur image en particulier auprès des Occidentaux.

Les Kurdes irakiens qui cherchent à ménager la Turquie, par où passe l'aide occidentale qui leur est destinée, accusent aussi le PKK dirigé par Abdullah Ocalan d'avoir imposé cet été un blocus d'un mois au Kurdistan irakien déjà soumis au blocus de Bagdad et de susciter par la présence de ses bases arrière sur leur territoire des attaques de représailles turques.

La Turquie compte de 12 à 15 millions de Kurdes, soit près du quart de sa population, l'Irak 4 millions, l'Iran 6 à 8 millions et la Syrie un million. Enfin une majorité kurde de quelque 300 000 personnes vit dans l'ex-URSS.



THE INDEPENDENT

Saturday 19 September 1992

Kurds shot in 'act of revenge'

Berlin — German crime investigators said yesterday that the murderers of four Iranian Kurdish politicians shot in a restaurant here on Thursday night were probably members of a rival Kurdish faction or of an Iranian group, writes Adrian Bridge.

Hans-Jürgen Förster, a spokesman for the Federal Crime Office, said that the killings bore the hallmark of an "act of revenge" or of "punishment". Kurdish leaders in Germany said that the murders had been carried out by members of the Iranian secret service. The most prominent of those killed was Sadiq Sharafkindi, leader of the Kurdish Democratic Party of Iran, which seeks autonomy for the sizeable Kurdish minority in the country.

Sharafkindi and two of his colleagues died instantly after gunmen opened fire on them in a restaurant in the Berlin suburb of Wilmersdorf. A fourth man hit in the attack subsequently died in hospital, while a fifth was seriously injured.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, SEPTEMBER 19-20, 1992

Kurds Accuse Iran in Berlin Killings

Compiled by Our Staff From Dispatches

BERLIN — Kurds on Friday accused the Iranian secret service of murdering four of their politicians in a submachine-gun and pistol attack in a Berlin restaurant.

Three gunmen burst into a Berlin restaurant shortly before midnight Thursday and killed the leader of an Iranian Kurdish group, the Iranian Democratic Party of Kurdistan, and three colleagues. A fifth man was seriously wounded.

"We think this was done by the Iranian secret service," said Selman Arslan, spokesman for the Kurdistan Committee in Cologne.

Three of the victims, who were in

Berlin to attend the Socialist International conference, died instantly. Two others were badly wounded and one of them died from his wounds.

The Kurds are spread over the territories of Iran, Turkey, Iraq, Syria and the former Soviet Union and are waging a guerrilla war to establish their own state.

The attack, which killed the Iranian Kurdish group's secretary-general, Sadegh Sharafkandi, represented the biggest blow against the Kurdish movement abroad since three party officials were killed in July 1989 in Vienna.

Among those slain three years

ago was Mr. Sharafkandi's predecessor as secretary-general, Abdul Rahman Ghassemlou.

The Berlin police said the killers seemed to be Iranian. Survivors heard two gunmen curse in Persian.

Mr. Arslan said the three other dead included the party's European representative, Fattah Abduli, 33, and the party's representative in Germany, Homayoun Ardalan. The fourth victim was a translator, Nuri Dehkurdi.

The federal prosecutor's office said it was possible that the rival, far-left Kurdish Workers' Party had carried out the attack.

(Reuters, AP, AFP)

DIE WELT — 19-20 September 1992

Vier Kurden in Berlin ermordet

Steckt der Iran hinter dem Attentat? – Zeugen hörten persische Kommandos

fm. Berlin
Der Generalsekretär der Demokratischen Partei des Iranischen Kurdistan (PDKI), Sadegh Charafkandi, und drei weitere iranische Kurden sind in der Nacht zum Freitag in Berlin erschossen worden. Bei dem Attentat in einem Lokal im Bezirk Wilmsdorf wurde eine weitere Person schwer verletzt. Die zur iranischen Opposition zählenden Männer fielen einem Killerkommando zum Opfer, dessen Hintermänner – wie die Täter selbst – noch unbekannt sind.

Nach den bisherigen Ermittlungen hatten zwei Männer am späten Donnerstagsabend gegen 23 Uhr das Hinterzimmer des griechischen Lokals „Mykonos“ in Bezirk Wilmsdorf betreten. Einer der Täter habe mit einer Maschinenpistole sofort das Feuer auf die versammelte Gruppe von fünf Männern eröffnet, wie die Polizei mitteilte. Drei Personen seien dabei tödlich getroffen worden; zwei weitere wurden wegen ihrer Verletzungen in ein Krankenhaus eingeliefert. Ein Verwundeter starb. Es dränge sich der Verdacht einer „gezielten Hinrichtung“ auf, kommentierte die Berliner Polizei die Bluttat.

PDKI-Generalsekretär Charafkandi hatte am Kongress der Sozialistischen Internationale teilgenommen. Seine Partei ist die größte Interessenvertretung der persischen Kurden.

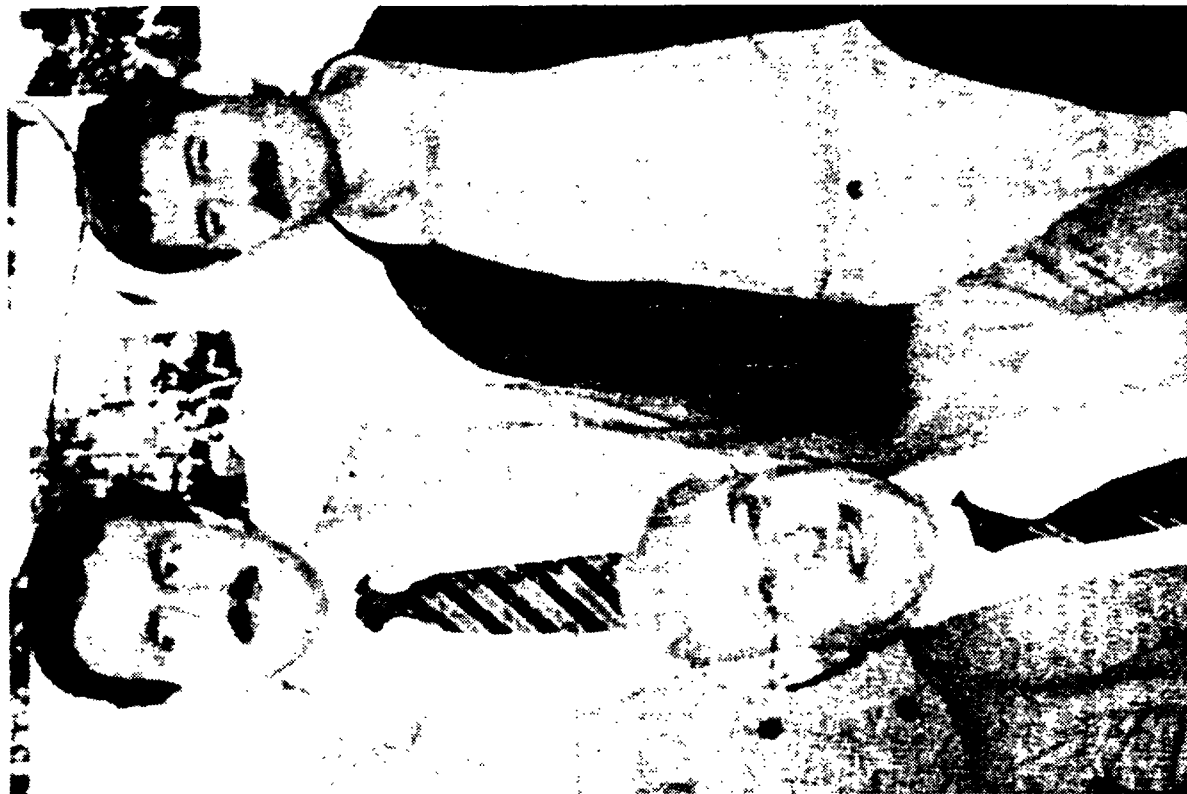
Wie gestern nachmittag der Sprecher der Generalbundesanwaltschaft, Hans-Jürgen Förster, sagte, könnte das Berliner Attentat von Mitgliedern der konkurrierenden Kurdischen Arbeiterpartei (PKK) oder von iranischen Gruppen ausgeführt worden sein. Teile der PKK seien eine „terroristische Vereinigung“, die auch vor

Mordanschlägen nicht zurückzuschrecken. Allerdings könnten die Täter auch aus Kreisen iranischer Gruppierungen kommen, die den Anschlag als „Racheakt oder Strafaktion“ gegen die regimfeindliche demokratische Partei geplant habe.

Für die letzte These sprechen Zeugenaussagen, nach denen die Attentäter die Opfer vor den Todesschüssen auf persisch beschimpft haben sollen. Es wird auch vermutet, ein iranisches Killerkommando könnte die oppositionellen Kurden aus dem Weg geräumt haben. Denn schon im Juli 1989 waren auch der Amtsvorgänger Charafkandis, Abder Rahman Ghassemloo, dessen Stellvertreter und ein weiterer Kurde in Wien Opfer eines brutalen Mordanschlages geworden. Der Tat verdächtigt werden drei Iraner, gegen die in Österreich Haftbefehl besteht, die sich aber nach der Tat absetzen konnten.

Auch die iranische Oppositionsbewegung Volksmudschahedin machte die Regierung in Teheran für das Berliner Attentat verantwortlich. Ihr Führer Massud Radschawi bezeichnete die iranische Botschaft in Deutschland als „eines der wichtigsten Zentren des Terrorismus der Mullahs in Europa“. Unentschlossene europäische Regierungen ermutigten das Regime in Teheran, „Terrorismus zu exportieren“. Frühere iranische Anschläge seien von deutschen Justiz nicht ernsthaft untersucht worden.

Generalbundesanwalt Alexander von Stahl hat gestern früh die Ermittlungsverfahren übernommen. Das BKA hat eine Sonderkommission nach Berlin geschickt.



Erschossen: Generalsekretär der Demokratischen Partei, Said Charafkandi (u.), und die Parteivertreter Fattah Abdull (l.) und Humayun Erdalan. FOTO: AP

Der im Pariser Exil lebende Sharafkandi hatte sich mit acht in Deutschland und Berlin lebenden Gefolgsleuten der Partei in einem Hinterzimmer des Restaurant „Mykonos“ an der Prager Straße 2a unmittelbar an der Einmündung zur Nachodstraße in Wilmersdorf getroffen. Bei der Gruppe saß auch der Wirt. Er hatte das Lokal erst im Februar von zwei Griechen übernommen. Bei dem geheimen Treffen sollte die Arbeit der verschiedenen Oppositionsgruppen im Ausland koordiniert werden.

Gegen 23 Uhr betraten drei Männer das

Lokal in dieser ruhigen Seitenstraße. Einer blieb an der Eingangstür stehen, die beiden anderen ließen die Lokalgäste im eigentlichen Restaurant unbeachtet und gingen zielstrebig auf das Hinterzimmer zu, in dem die neun Iraner debattierten. Ohne

Warnung eröffneten die Täter das Feuer, einer schoß ein ganzes Magazin – 25 bis 30 Schuß – aus einer Maschinenpistole leer. Vier der Iraner fanden unter einem Tisch Deckung und blieben unverletzt. Die Täter flohen nach der Bluttat zu Fuß.

Ein Geheimtreffen

„Plötzlich kamen zwei Männer in den Raum. Sie standen hinter meinem Rücken, ich blickte mich um, sah ihre Masken. Einer hielt eine Maschinenpistole in der Hand, die mit einem Tuch verdeckt war. Sofort warf ich mich unter den Tisch, da gab er schon wahllos auf uns alle drei Feuerstöße ab“. Parviz Dastmalchi ist noch schockiert von dem Attentat in Wilmersdorf, das er mit viel Glück überlebte. Er ist selber kein Kurde, sondern Mitglied des Exekutivkomitees der sozialdemokratisch orientierten Republikanischen Partei des Iran.

Seit zehn Jahren lebt er als anerkannter Flüchtling in Berlin und leitet ein Heim des Roten Kreuzes. Freitagnacht

kam er mit anderen Mitgliedern und Anhängern iranischer Oppositionsparteien ins „Mykonos“. Es war ein „geheim organisiertes Treffen“ auf Einladung der Kurden, um die demokratische Opposition im Iran, zu der sich auch die Kurden zählen, an einen Tisch zu bringen. Bewacher habe es nicht gegeben.

Als die Schüsse ratterten, sah Dastmalchi neben sich einen Kurden blutüberströmt zusammenbrechen. Nach 10 Sekunden war Stille, doch als er vorsichtig über die Tischkante blickte, sah er über sich den ausgestreckten Arm eines Mannes, der gezielt mit einer Pistole auf den kurdischen Generalsekretär Sharafkandi abdrückte. Der Augenzeuge: „Sie wollten offenbar sicher sein, ihn zu erwischen. Ansonsten war es ein Attentat auf die gesamte iranische Opposition“. CS



PHANTOMBILDER von BKA-Spezialisten: Zwei der drei Täter. Fotos: Polizei



ATTENTAT ANTIKURDE A BERLIN. Quatre dirigeants du PDKI (Parti démocratique du Kurdistan d'Iran) ont été tués à la mitrailleuse jeudi soir et un autre, gravement blessé, dans un restaurant de Berlin. Parmi les victimes figurent notamment Sadiq Sherefkendi, secrétaire général du PDKI, successeur d'Abdul Rahman Ghassemlou, assassiné lui aussi le 13 juillet 1989 à Vienne, et Fatah Abdul, représentant du PDKI en Europe, basé à Paris. Les victimes faisaient partie d'une délégation invitée aux travaux de l'Internationale socialiste réunie à Berlin. Les assassins, trois hommes armés qui ont fait irruption dans le restaurant à 11 heures du soir, ont réussi à prendre la fuite. Le soupçon se sont instantanément portés sur les services iraniens, déjà responsables de l'attentat contre Ghassemlou, assassiné à l'issue d'une séance de négociations avec des représentants du régime de Téhéran. Rappelons que le PDKI, créé en 1945 par Qazi Mohammed, qui fonda la première république kurde, écrasée en 1947, lutte depuis lors pour la liberté du peuple kurde. (Photo AFP.)

L'Humanité — 19 septembre 1992

Und wieder weisen die Spuren nach Teheran

In einem Berliner Lokal erschossen Killer den kurdischen Parteiführer Scharafkandi und sprachen persisch

Von Karl-Heinz Baum (Berlin), Hans-Heimut Kohl und Ahmad Taheri

„Ihr Murensöhne, was macht ihr hier?, fluchten die beiden Männer und schossen aus Maschinenpistolen.“ Das berichtet ein persischer Augenzeuge, der den Mordanschlag im Berliner Lokal „Mykonos“ in der Prager Straße mit ansehen mußte. Der iranische Kurdenführer Said Scharafkandi war sofort tot. Einer von ihnen gab dem Opfer aus nächster Nähe noch einen Kopfschuß.

Said Sadegh Scharafkandi war das eigentliche Opfer des Anschlags. Seit Herbst 1989 war er Generalsekretär der Demokratischen Partei Iranisch-Kurdistan ((DPK), der größten Organisation der iranischen Kurden. Die offenkundig persischen Killer brachten auch Fatah Abdulli, Nuri Dehkurdi und den Wirt des „Mykonos“, Aziz Ghaffari, um. Einer überlebte den Anschlag, Humayun Ardalan. Er brach mit einem Bauchschuß zusammen.

Fatah Abdulli war Leiter des Europäischen Büros der DPK mit Sitz in Paris. Nuri Dehkurdi, ein Iraner kurdischer Herkunft, war zu Zeiten des Schah-Regimes Mitglied der „Conföderation Iranischer Studenten – Nationalunion“ (CISNU); er war nach der Revolution heimgekehrt, doch mußte Iran bald wieder verlassen. Seitdem arbeitete er in Berlin in einem Heim für politische Flüchtlinge. Einen Traum hat er geträumt – den Traum von einer umfassenden politischen Opposition gegen die Mullahs. Deshalb arbeitete er unermüdet an der Vermittlung zwischen den Kurden und den linken persischen Gruppierungen. Die Demokratische Partei Kurdistans gehörte unbedingt dazu.

Die DPK hatte Ende der vierziger Jahre unter Führung von Ghazi Mohammed den ersten und bisher einzigen Staat der kurdischen Geschichte aufgebaut, die „Republik von Mahabad“, so genannt nach der damaligen Hauptstadt. Die Kurdenrepublik wurde nach einem Jahr von der Teheraner Zentralregierung zerschlagen. Die Partei ging in den Untergrund.

Nach dem Sturz des Schah-Regimes kam Ghassemlu aus dem Pariser Exil zurück ins iranische Kurdistan und belebte die Partei wieder. Er nahm bald den Kampf mit Teheran auf, der bis heute andauert. Gegen separatistische Tendenzen, die es in den eigenen Reihen durchaus gab, setzten Ghassemlu und sein politischer Erbe „Dr. Said“, wie die Anhänger des 54jährigen Scharafkandi ihn zu nennen pflegten, die Devise: „Demokratie für Iran – Autonomie für Kurdistan.“ Sie wollten nichts anderes als kulturelle und administrative Unabhängigkeit der Kurden im Rahmen eines iranischen Staates, in dem viele Nationalitäten gleichberechtigt leben.

Wie Ghassemlu ging auch „Dr. Said“

auf deutliche Distanz zum Bagdader Regime. Alle Versuche Saddam Husseins, die iranischen Kurden für die eigene (irakische) Sache zu instrumentalisieren, schlugen fehl. Versuchen, sich für die eine oder die andere Seite einzuspannen zu lassen, haben die DPK-Führer die Erfahrung entgegengesetzt, die ein Veteran der Republik von Mahabad, Mullah Mustafa Barzani, in seinen letzten Lebensjahrzehnten machen mußte. Ihn hatte der iranische Schah unterstützt, solange er gegen Bagdad um die Vorherrschaft am Schatt el-Arab kämpfte; der Schah hatte ihn fallengelassen, als er die „kurdische Karte“ nicht mehr benötigte. Ghassemlu und Scharafkandi hatten sich von allen fremden Einmischungen fernhalten wollen. Deshalb hatten sie die Nähe der Sozialistischen Internationale (SI) gesucht.

Der Bremer Bundestagsabgeordnete Hans Koschnick hat noch am Mittwoch in einem Hinterzimmer im Berliner Reichstagsgebäude während des 19. Kongresses der SI mit den vier Vertretern der DPK gesprochen. „Es war ein sehr offenes und aufrichtiges Gespräch“, erinnerte er sich am Freitag. Scharafkandi und seine Begleiter fragten nach, ob die



Die Opfer von Berlin: Scharafkandi (unten), Abdulli (links), Ardalan (rechts). (Bild: A?)

Die Welt — 19-20 september 1992

Das Killer-Kommando kam ins Hinterzimmer

FRANK MANGELSDORF, Berlin

Der Morgen nach der Bluttat in Berlin-Wilmersdorf: Das griechische Restaurant „Mykonos“ liegt im Schatten großer Lindenbäume, die der kleinen Prager Straße eine eher kleinstädtische, friedliche Atmosphäre verleihen. Der Bürgersteig vor dem Lokal ist mit weiß-roten Bändern abgesperrt, vor denen sich Fotografen und Kameraleute des Fernsehens drängeln.

Dahinter herrscht geschäftige Polizei-Routine, Kriminaltechniker in weißen Handschuhen lesen mögliche Indizien vor dem Eingang des „Mykonos“ auf, versenken sie in Zelophantüten. Anwohner erzählen, was sie gesehen, was andere gehört haben.

Kurz nach 23 Uhr betraten die Täter das griechische Lokal. Sie postierten einen Mann an der Tür, die anderen gingen durch das Restaurant in ein Hinterzimmer, in dem sich fünf Männern versammelt hatten – Mitglieder der Demokratischen Partei des Iranischen Kurdistan (PDKI). Plötzlich feuerte einer der Ankömmlinge aus einer Maschinenpistole auf die Gäste im Hinterzimmer, sein Komplize bewachte ihn mit einer Waffe im Anschlag. Drei der Kurden starben noch im Lokal. Zwei kamen schwerverletzt ins Krankenhaus. Dort erlag einer wenig später seinen schweren Verwundungen. Ein Augenzeuge des Geschehens sprach von einer „regelrechten Hinrichtung“.

Unter den Getöteten befindet sich der PDKI-Generalsekretär Sadegh Charafkandi. Auf ihn gab ein maskierter Attentäter nach mehreren Gewehrsalven zwei oder drei gezielte Schüsse ab, „um hundertprozentig sicher zu sein, daß er wirklich tot ist“, erzählte gestern vormittag ein Exil-Iraner vor Journalisten am Tatort. Die beiden zum Teil verummten Attentäter

und der vor dem Lokal wartende Komplize konnten fliehen. Die Polizei nahm noch in der Nacht die Fahndung auf.

Gestern verdichtete sich immer mehr das Gerücht, die Schuldigen säßen in Persien. Ein Exil-Iraner: „Die iranische Regierung steht hinter diesem Attentat.“ Insgesamt neun iranische Oppositionspolitiker seien von Sadegh Charafkandi kurzfristig ins „Mykonos“ eingeladen worden – darunter auch die drei ermordeten Kurden und der Eigentümer des Lokals; die anderen hätten später kommen wollen.

Überlebende wollen gehört haben, daß einer der Männer bei dem Überfall auf persisch „Hurensohn“ rief. Deshalb vermutet auch die Berliner Polizei, die vier Männer seien von Iranern ermordet worden.

Wie ein Irankenner urteilte, könne man man hinter dem Attentat eine iranische Organisation oder Partei vermuten, wenn die Täter wirklich persisch und nicht kurdisch gesprochen haben. Exilkurden beschuldigten die Teheraner Regierung mit dem Hinweis, iranische Kampfflugzeuge hätten schon vor einigen Monaten das Hauptquartier der Oppositionellen im Irak angegriffen. Dort halten sich gegenwärtig auch die Freischärler der PDKI auf, die bislang ihre Waffen vom irakischen Geheimdienst erhielten.

Die Opfer vom Anschlag in Berlin waren iranische Kurden, die am Kongreß der Sozialistischen Internationale (SI) teilgenommen hatten. SPD-Politiker Hans Koschnick war mit ihnen am Rande des SI-Kongresses zusammengetroffen. Ihre Teilnahme war geheimgehalten worden. Auch Koschnick hält einen politischen Hintergrund des Mordanschlages für wahrscheinlich: „Wenn man weiß, daß

auch die Vorgänger erschossen wurden, dann muß man befürchten, daß hier wiederum ein Geheimdienst mit interessierter Zielrichtung – und das kann ja nur der iranische sein – einen der Gegner des jetzigen Systems beseitigt hat.“

Auch der Amtsvorgänger Charafkandis, Abder Rahman Ghassemli war im Juli 1989 in Wien Opfer eines brutalen Mordanschlages geworden. Der Tat verdächtigt werden drei Iraner, gegen die in Österreich Haftbefehl besteht, die sich aber nach der Tat absetzen konnten. Die Witwe von Ghassemli hat im Februar 1991 Klage gegen die Republik Österreich eingereicht.

Wie schon das Kölner Kurdistan-Komitee machten auch die Kurden in Frankreich Iran für das Attentat verantwortlich. „Die Kurden werfen diesen vierfachen Mord der iranischen Regierung vor“, erklärte das Institut.

Berlins Regierender Bürgermeister Eberhard Diepgen (CDU) verurteilte den „feigen und hinterhältigen“ Mordanschlag. Die Berliner Polizei und der Berliner Verfassungsschutz werden laut Diepgen in Zusammenarbeit mit den Sicherheitsbehörden des Bundes sicherstellen, „daß politischer Extremismus und politische Morde in Berlin und Deutschland keine Chance haben dürfen“. Auch SPD-Vorsitzender Björn Engholm verurteilte den Mord an Charafkandi. Er sei eine „herausragende Persönlichkeit des kurdischen Selbstbehauptungswillens“ und ein der deutschen und der internationalen Sozialdemokratie verbundener Freund gewesen. Seine Mörder müßten weltweit verfolgt werden, forderte Engholm.

Generalbundesanwalt Alexander von Stahl übernahm das Ermittlungsverfahren.

الحزب الديمقراطي الكردستاني بزعامة بارزاني والاتحاد الوطني الكردستاني بزعامة طالباني موجود في طهران لوضع اللمسات الأخيرة على تفاصيل الاجتماع مع حركات المعارضة الشيعية العراقية.

واكد ان «الحركات الشيعية اعطت موافقتها على مثل هذا اللقاء». ويذكر ان اربيل تقع في المنطقة الخاضعة لسيطرة المعارضة الكردية للنظام العراقي والموجودة تحت حماية جوية غربية. وافادت معلومات ان هذا الاجتماع سيكون الاول على الاراضي العراقية.

والى الحزب الديمقراطي الكردستاني والاتحاد الوطني الكردستاني سيضم المؤتمر ثلاث حركات رئيسية من المعارضة الدينية العراقية هي «المجلس الاعلى للثورة الاسلامية في العراق»، بزعامة آية الله باقر الحكيم ومنظمة العمل الاسلامي، التي يقودها آية الله محمد تقي مدرسي وحزب «الدعوة» الذي يعتبر احدى الحركات الاسلامية الاكثر نشاطاً في الاراضي العراقية.

واكد احد ممثلي «المجلس الاعلى للثورة الاسلامية في العراق» الذي يتخذ من

طهران مقراً له ان فكرة عقد مثل هذا الاجتماع هي «قيد البحث» من دون ان يعطي اي تفاصيل اخرى. ويذكر ان اخر اجتماع ضم حركات المعارضة العراقية الرئيسية عقد في آذار (مارس) الماضي في بيروت. كذلك عقد اجتماع اخر ضم عدداً من حركات المعارضة خصوصاً الكردية في حزيران (يونيو) الماضي في فيينا. لكن الحركات الدينية قاطعت.

واكد ناطق باسم الاتحاد الوطني الكردستاني العراقي لـ «الحياة» ان اجتماع المعارضة سيعقد في اربيل بين غد الاحد والجمعة المقبل، وان الدعوات وجهت الى كل الاطراف المعارضة. وأوضح ان قادة «المجلس الاعلى للثورة الاسلامية» ومنظمة العمل الاسلامي، وحزب «الدعوة» ابلغوا وقدأ من الجبهة الكردستانية موجوداً في طهران ردوداً ايجابية على الدعوات. مشيراً الى ان «الوفد سيعود الى كردستان اليوم» (امس). وأشار الناطق الى ان التحضيرات لاجتماع اربيل بدأت بعد لقاء طالباني وبارزاني مع الاطراف الاخرى في المعارضة العراقية. وبعد زيارة بارزاني لدمشق قبل نحو اسبوعين.

وتابع ان اطراف المعارضة وافقت على عقد الاجتماع في كردستان للبحث في توسيع قاعدة المؤتمر الوطني العراقي حسب قرارات المؤتمر. والوضع الحالية بعد حظر تطبيق الطيران العراقي جنوب خط العرض ٣٢ (فوق مناطق الشيعية) وكذلك درس الحصار الاقتصادي لكردستان. ومناقشة تشكيل لجان ميدانية، للمعارضة داخل العراق.

في العهد الشاهنشاهي.

وأوضح ان القيادة الكردية في العراق ابلغت وفوداً ايرانية عدة كانت زارتها اخيراً انها «لم تعد تحتتمل هذه الجرائم التي ترمي الى احباط التجربة الديمقراطية في كردستان العراقية». واكد ان القيادة تدرس اتخاذ «اجراءات كفيلة لمواجهة هذه الحملة الارهابية التي تتواصل حتى الآن».

لكن السيد مسعود بارزاني زعيم الحزب الديمقراطي الكردستاني امتنع عن اتهام ايران. وندد في بيان اصدره بـ «العمل الارهابي الجبان». وقال: «اننا نستنكر بشدة هذه الجرائم الدنيئة التي تشكل قمة الازهاب المنظم». ودعا السلطات الالمانية الى اتخاذ كل الاجراءات التي تكفل كشف مرتكبي الجريمة ومحاكمتهم.

وكان شرفكندي ورفاقه في برلين لحضور مؤتمر الاشتراكية الدولية. وقال طالباني انه التقى الزعيم الكردي اليراني قبل ثماني ساعات من اغتياله.

ويصف الاكرد شرفكندي وقاسم قومه بانتهما كانا يمثلان «نخبة السياسيين المعتدلين في الحركة الكردية».

وروى شهود عيان ان المسلحين كانوا يتحدثان بالفارسية ووجها كلمات نابية الى الاكرد قبل اطلاق النار في اتجاههم. وصرح ناطق باسم شرطة برلين بأنه يشتبه في ان ايرانيين نفذوا الجريمة ولم يعط تفاصيل اخرى.

ونسبت وكالة «فرانس برس» الى ناطق باسم النيابة العامة الاتحادية الالمانية ان اعضاء في حزب العمال الكردستاني (بزعامة عبدالله اوجلان) الانفصالي في تركيا ربما نفذوا عملية برلين. واستدرك الناطق هانس يورغن فويرستد في مؤتمر صحافي عقده في برلين امس انه لا يملك اي معلومات عن منفذي العملية باستثناء انهم وجهوا امانات الى ضحاياهم باللغة الفارسية. وزاد ان بعض اجنحة حزب العمال يشكل «رابطة ارهابية» مشيراً الى ان مجموعات ايرانية ربما نفذت الاغتيال في «عملية فارية او تاديبية» للمعارضة الكردية.

وفي باريس (ا ف ب) حمل المعهد الكردي في باريس الحكومة اليرانية «مسؤولية» الاعتداء. وأوضح في بيان تسلمته وكالة «فرانس برس» ان الضحايا هم الامين العام للحزب وفتاح عيبدولي (٣١ عاماً) ممثل الحزب في الخارج وهوميون اردلان ممثل الحزب في المانيا.

وفي طهران (ا ف ب) افاد مصدر كردي عراقي ان مؤتمراً يضم الحركات الرئيسية المعارضة للنظام العراقي قد يعقد الاسبوع المقبل في اربيل. وأوضح المصدر ان وقدأ من التنظيمين الكرديين الرئيسيين في العراق،

L'Humanité - 22 septembre 1992

MESSAGE DE GEORGES MARCHAIS AU PDK d'IRAN

Après l'assassinat de Sadiq Scherfendi, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran, Georges Marchais a adressé le message suivant au représentant de cette formation en France : « Votre parti est une nouvelle fois durement frappé par un attentat sanglant qui suscite l'émotion et l'indignation de tous les amis du peuple kurde. Les communistes français sont, vous le savez, de

ceux-ci, et je vous adresse en ces moments douloureux nos sentiments de pleine solidarité. Nous vous réaffirmons la volonté du PCF de se tenir à vos côtés dans la lutte que vous menez pour la démocratie, pour vos droits, pour la paix au Moyen-Orient. Nous vous adressons nos condoléances émuës et nos salutations très chaleureuses et fraternelles. »

Le Monde - 22 septembre 1992

□ Téhéran est prêt à « collaborer » avec Bonn à l'enquête sur l'assassinat de dirigeants kurdes. — Démentant les accusations selon lesquelles il serait impliqué dans l'assassinat de quatre dirigeants kurdes à Berlin (le Monde du 19 septembre), l'Iran s'est déclaré, dimanche 20 septembre, « prêt à collaborer pleinement avec le gouvernement allemand pour élucider » cette affaire. La police allemande, pour sa part, a fait savoir qu'elle ne détient « aucune piste sérieuse ». — (AFP).

طالباني يتهم طهران ويحملها ايضاً مسؤولية محاولة اغتيال زوجة ميتران

مساحان يغتالان في برلين رؤوس المعارضة الكردية الايرانية



مساحان الطينقة امام المطعم الذي ارتكبت فيه محاولة اغتيال زوجة ميتران

العام للاتحاد الوطني الكرستاني في العراق، الحزبية الشيعة، وقال ان

اصبح الاتهام يوجه الى الايرانيين وتحديداً، الجهاز الارهابي الخاص في طهران، واذن في مكانة هامة في الحياطة، من برلين ان التحقيقات تشير الى ان هذا الجهاز كان ايضا وراء محاولة اغتيال الدجال ميتران زوجة الرئيس الفرنسي في اثناء زيارتها لكرستان العراقية قبل نحو ثلاثة اشهر، وكذلك وراء تفجير باص اسام مقبر الحزب الديموقراطي الكرستاني الايراني في منطقة دولي شهيدان في كرستان العراقية.

واعتبر طالباني ان جهاز الارهاب الخاص يتولى تنفيذ هجمته اجرامية في اوربا وكرستان ضد المعارضة الايرانية عموماً، وذكر بحادث اغتيال الامين خصوصاً، وذكر بحادث اغتيال الامين العام السابق للحزب الديموقراطي الكرستاني الايراني، الراحل عبدالرحمن قاسموف في وقتها قبل اكثر من ثلاث سنوات، وقال ان هذه الحوادث «تكررت باساليب الازهابية

لندن - من كاهران قوه داغي:

برلين - والحياة:

■ اغتال مسلحان بل الخميني - الجمعة في برلين ابرز قادة الحزب الديموقراطي الكرستاني الايراني، وهو حزب معارض، وعلى رأسهم سعيد شرفندي (55 عاماً) الامين العام للحزب والذي قضى مع ثلاثة من رفاقه احكام ممل الحزب في الخارج ويُدعى فتح عبيدولي وآخر يدعى هو ميون اريالان ممل الحزب في ألمانيا، اما القتل الرابع فهو طالب عجمو في الحزب كان يرافق شرفندي.

وتنظ عملية الاغتيال التي اتهمت الاحزاب الكردية ايران بالوقوف وراءها مسلحان بخلا مطعم «مكروس» في برلين قرية منتصف الليل واطلق النار من رشاشين في اتجاه الامين العام للحزب وفاقه اقلن الاربعة واصيب شخص خامس يعتقد انه صاحب المطعم بجروح. وقد اسلم مساحان بعدما امن بهم شخص ثالث يحمل مسدساً الصاية اللازمة. ودان السيد جلال طالباني الامين

التمتع في الصفحة (3)

Le Parisien - 19 septembre 1992

Quatre dirigeants kurdes assassinés à Berlin

Nouvel attentat contre des responsables kurdes. Cette fois-ci, tout accuse Téhéran.

LE secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran, Sadeh Sharafkandi, et trois de ses collaborateurs ont été assassinés jeudi soir alors qu'ils dinaient dans un restaurant de Berlin. Un cinquième homme, qui était attablé avec eux, a été grièvement blessé. Vers 23 heures, deux hommes munis de pistolets-mitrailleurs ont fait irruption dans le restaurant Mykonos de la Pragertrasse, située dans le quartier de Wilmersdorf, et ont tiré sur les dirigeants kurdes après les avoir insultés en persan. Un détail qui constitue pratiquement le seul indice dont dispose aujourd'hui la police fédérale sur les auteurs de cette tuerie qui ont réussi à prendre la fuite.

La piste iranienne

Cette délégation kurde était venue à Berlin participer au congrès de l'Internationale socialiste qui avait élu le jour même Pierre Mauroy à sa présidence. Né en janvier 1938 à Bokan, marié et père de trois enfants,

Sadeh Sharafkandi avait fait des études de chimie à Paris avant d'enseigner à l'école normale supérieure de Téhéran puis de rejoindre la guérilla kurde en août 1979 alors dirigée par Abdoul Rahman Ghassemlou.

Devenu son principal lieutenant, il lui succédera à la tête du P.D.K.I. quand le docteur Ghassemlou sera assassiné le 13 juillet 1989 à Vienne par des « émissaires » dépêchés par le président iranien Rafsandjani pour « négocier un accord de paix ». Or, une nouvelle fois, tout accuse la République islamique iranienne qui — on le sait — ne manque pas d'hommes de main.

« C'est une poursuite du terrorisme iranien contre le peuple kurde », a d'ailleurs aussitôt accusé Jalal Talabani, le leader de l'Union patriotique du Kurdistan, l'une des principales formations kurdes d'Irak, qui, lui aussi, se trouvait à Berlin. Et M. Talabani d'affirmer que la tentative d'assassinat perpétrée le 6 juillet dernier contre Danielle Mitterrand près de la ville de Souleimanyeh, sous contrôle kurde, était également le fait de l'Iran. L'enquête prouvera que « l'appareil terroriste iranien, a-t-il ainsi souligné, était déjà derrière ce crime ».



Sadeh Sharafkandi, abattu jeudi soir à Berlin, avait succédé au docteur Ghassemlou à la tête du Parti démocratique du Kurdistan après l'assassinat de ce dernier en 1989 à Vienne. (Photo A.P.)

Le Monde - 19 septembre 1992

Quatre dirigeants kurdes iraniens assassinés à Berlin

Alors qu'ils tenaient une réunion dans l'arrière-salle d'un restaurant de Berlin, en marge des travaux de l'Internationale socialiste, quatre dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI) ont été tués, jeudi 17 septembre, par des inconnus qui ont ouvert le feu sur

eux. Selon des proches des victimes à Paris, l'une de celles-ci est M. Sadiq Sherefkendi, secrétaire général du PDKI et successeur d'Abdul Rahman Ghassemlou, assassiné le 13 juillet 1989 à Vienne. Le PDKI est le plus important mouvement d'opposition kurde d'Iran. — (AFP.)



SAMEDI 19 ET DIMANCHE 20 SEPTEMBRE 1992

ALLEMAGNE

Attentat anti-kurde en Allemagne

Quatre responsables du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran ont été tués jeudi soir à Berlin, où ils participaient à la réunion de l'Internationale socialiste. Un acte commandité par Téhéran, selon les kurdes.

Quatre dirigeants kurdes iraniens, dont le Dr Sadegh Sharafkandi, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran, ainsi que trois autres responsables du PDKI, ont été assassinés jeudi soir à Berlin dans un attentat à la mitrailleuse, un cinquième étant grièvement blessé. Selon l'AFP, le Dr Sharafkandi, qui s'était rendu à Berlin pour la réunion de l'Internationale socialiste, dînait avec ses compagnons et un groupe d'opposants iraniens dans un restaurant du quartier de Wilmersdorf quand trois hommes ont fait irruption vers 23 heures. L'un d'eux a ouvert le feu avec une mitrailleuse, le deuxième était armé d'un pistolet, le troisième faisait le guet à la porte. Les tueurs ont ensuite pris la fuite. L'attentat s'est déroulé dans un modeste restaurant grec, le Mykonos, situé dans la Pragerstrasse. La police, qui a bloqué la rue vers 1h30, a emporté trois cadavres peu après. Une autre victime de la fusillade est décédée à l'hôpital des suites de ses blessures.

Ce sont les proches des victimes qui ont annoncé que le Dr Sharafkandi avait trouvé la mort dans l'attentat, ainsi que Fatah Abdouli, représentant en Europe du PDKI. Les deux autres Kurdes iraniens tués seraient Nouri et Omayun, ce dernier résidant à Berlin, selon les mêmes sources. Né en janvier 1938 à Bokan, Kurdistan d'Iran, le Dr Sharafkandi, marié et père de trois enfants, avait succédé à Abdul Rahman Ghassemlou à la tête du PDKI, après l'assassinat de celui-ci par un commando iranien à Vienne, le 13 juillet 1989. Docteur en chimie de l'université de Paris, Sadegh Sharafkandi avait été professeur à l'École normale supérieure de Téhéran, avant

de rejoindre la guérilla kurde en 1979 et de devenir l'adjoint du Dr Ghassemlou. Fatah Abdouli, 32 ans, marié et père d'un enfant, était membre du comité central du PDKI et représentant de ce parti en Europe, un poste où il avait succédé à Abdullah Ghaderi, qui avait également trouvé la mort dans la tuerie de Vienne.

En juillet 1989, Ghassemlou s'était rendu dans la capitale autrichienne pour y rencontrer des émissaires iraniens du président Rafsandjani afin de « négocier un accord de paix ». Alors que la négociation touchait à sa fin, les Iraniens avaient ouvert le feu sur Ghassemlou et ses compagnons. Clairement identifiés, les « émissaires » iraniens, qui voyageaient avec des passeports diplomatiques, avaient pu quitter l'Autriche sans être inquiétés. Ils font, depuis, l'objet d'un mandat d'arrêt international.

L'attentat de vendredi est « un nouvel acte de terrorisme iranien, une poursuite du terrorisme iranien contre le peuple kurde », a déclaré à l'AFP Jalal Talabani, secrétaire général de l'Union patriotique du Kurdistan (d'Irak, UPK) qui se trouvait également à Berlin pour la réunion de l'Internationale socialiste. Le chef de l'UPK a de plus mis en cause « l'appareil terroriste iranien », comme dans l'attentat à la voiture piégée perpétré le 6 juillet à Suleymanieh contre Danielle Mitterrand et Bernard Kouchner lors de leur visite au Kurdistan d'Irak. Cet attentat avait fait 7 morts et une dizaine de blessés graves. Ses responsables n'ont pu être clairement identifiés jusqu'à présent, mais les soupçons portaient alors sur les services secrets irakiens. Jalal Talabani a déclaré tenir ses informations de « son quartier général » et n'a pas voulu en dire plus.

Le porte-parole du parquet fédéral al-

lemand a pour sa part déclaré, au cours d'une conférence de presse tenue vendredi à Berlin, que l'attentat aurait pu être le fait de membres du PKK, organisation d'extrême gauche des Kurdes de Turquie, ou d'un groupuscule iranien pépétrant un « acte de vengeance et de sanction ». Il a toutefois précisé que la police ne possédait à ce stade aucun indice permettant d'identifier les coupables, à part le fait qu'ils aient insulté leurs victimes en persan avant de les tuer. Principal mouvement kurde d'Iran, le PDKI avait été fondé en 1945. Dans la ligne du Dr Ghassemlou, il revendique « l'autonomie pour le Kurdistan et la démocratie pour l'Iran », un double mot d'ordre qui, depuis l'avènement de la République islamique, en fait l'ennemi juré des mollahs même si les Kurdes ne sont pas les seules victimes des tueurs de Téhéran.

Le terrorisme dirigé contre les opposants a visiblement survécu à la disparition de Khomeiny et à l'arrivée au pouvoir de la tendance réputée « modérée » du président Rafsandjani. Aucun des assassinats récents n'a cependant pu être complètement élucidé, pas plus le meurtre du Dr Ghassemlou en Autriche que l'assassinat en France de l'ancien Premier ministre, Chapur Bakhtiar, le 6 août 1991. On devrait savoir bientôt si la police allemande est mieux outillée que ses collègues européennes ou, plus exactement, si les autorités allemandes sont ou non plus à même de prendre le risque d'affronter Téhéran. L'enquête a été confiée à la section de la police chargée des crimes politiques. « En attendant, selon l'Institut kurde de Paris, les Kurdes attribuent à l'Iran la responsabilité de ce quadruple assassinat. »

Marc KRAVETZ, avec AFP

Taz - 22 September 1992

Erster Hinweis im Kurdenmord

Laut Bundeskriminalamt fuhr das Killerkommando in einem Taxi von Hohenschönhausen zum Tatort nach Wilmersdorf / Überlebende des Anschlags forderten vergeblich ein Gespräch mit Diepgen

Berlin. Im Fall der vier Kurden, die vergangene Woche einem Attentat zum Opfer fielen, hat die Polizei eine erste Spur. Wie das Bundeskriminalamt (BKA) gestern berichtete, habe sich das Killerkommando mit einem Taxi von Hohenschönhausen zum Tatort nach Wilmersdorf fahren lassen.

Am Tatort vor dem griechischen Restaurant »Mykonos« soll einer der drei Attentäter zu einem geparkten dunklen Mercedes der S-Klasse gegangen sein. Der korpulente Mann, vermutlich ein Araber, habe dabei einen silberfarbenen Aluminiumkoff-

fer mit sich geführt, so das BKA. Reine Spekulation ist bisher, ob der Mann in dem Koffer die Tatwaffen — ein Nachbau der israelischen Maschinenpistole »Uzzi« und eine Pistole — mitgeführt hat.

Rund 150 Sympathisanten der »Demokratischen Partei Kurdistans in Iran« (PDKI) forderten gestern vor dem Roten Rathaus in Ost-Berlin unter anderem die »Schließung aller iranischen Vertretungen im Ausland«. Der Generalsekretär und ein Auslandsvertreter der PDKI waren beim Attentat getötet worden. Die Demonstranten warfen der Bundes-

republik vor, die »terroristischen Aktivitäten« des Iran stillschweigend hinzunehmen.

Ein von den Überlebenden des Attentats gewünschtes Gespräch mit dem Regierenden Bürgermeister Eberhard Diepgen (CDU) kam nicht zustande. Senatssprecher Eduard Heußen erklärte, Diepgen sei mit Terminen derart »besetzt«, daß eine Zusammenkunft nicht möglich war. Die Frau und der Bruder eines der vier Toten — er hatte seit Jahren in Berlin gelebt — übergaben daraufhin einen persönlichen Brief an Diepgen, in dem eine rasche rückhaltlose

Aufklärung der Morde gefordert wird.

Unterdessen machte gestern das Kölner Büro der Volksmodjahedin Iran die Regierung in Teheran direkt für die Tat verantwortlich. Das Attentat sei von einer Ghods-Spezialtruppe der Pasdaran (Iranische Revolutionsgarde) durchgeführt worden. Die Oberaufsicht habe der iranische Staatspräsident und Regierungschef Rafsandschani persönlich gehabt. Die Volksmodjahedin, eine iranische Exilgruppierung, stehen dem irakischen Diktator Saddam Hussein nah. sev

Taz - 23 September 1992

Tatwaffen gefunden

Fünf Tage nach dem Attentat auf kurdische Funktionäre hat die Polizei gestern die Tatwaffen entdeckt. Sie wurden in unmittelbarer Nähe des Tatorts auf dem Gelände einer Audi-Niederlassung gefunden. Trotzdem befürchten die Angehörigen eines der Opfer, daß die Ermittlungen des Bundeskriminalamts in die falsche Richtung laufen.

Tatwaffen gefunden

Einer der Toten war Mitglied des Berliner Flüchtlingsrates

Berlin. Knapp eine Woche nach dem Massaker, bei dem drei Kurden, darunter der Generalsekretär der Demokratischen Partei Kurdistans in Iran (PDKI) und der in Berlin lebende Iraner Nouri Dehkordi ermordet wurden, hat die Sonderkommission des BKA die Waffen der Attentäter, den Nachbau einer Uzi-Maschinenpistole und einer Llama-Pistole, gefunden. Sie wurden gestern in einer Ledertasche auf dem Gelände einer Wilmersdorfer Audi-Niederlassung in unmittelbarer Nähe des Tatortes entdeckt. Trotz dieser neuen Funde befürchten Freunde der Ermordeten und Mitglieder der betroffenen politischen Organisationen, daß die Behörden in die falsche Richtung ermitteln. In einem offenen Brief werfen Mitglieder des Vereins iranischer Flüchtlinge, dem Dehkordi angehörte, der Bundesanwaltschaft vor, die kurdische PKK statt des iranischen Geheimdienstes für das Attentat verantwortlich zu machen.

Bei dem Treffen am Donnerstag vergangener Woche in dem griechischen Lokal »Mykonos« in Wilmersdorf ging es um ein Gespräch der kur-

dischen PDKI mit Vertretern anderer iranischer Oppositionsgruppen. Nouri Dehkordi gehörte seit 1975 zu den führenden Vertretern der CISNU, einer Dachorganisation verschiedener Oppositionsgruppen im Ausland. Seit 1984 lebte er in Berlin. Zusammen mit dem Verein iranischer Flüchtlinge und dem Flüchtlingsrat in Berlin setzte er sich für die Verbesserung der Lebensbedingungen von Flüchtlingen in Deutschland ein.

Er selbst mußte in seinem Leben mehrfach fliehen, in den 70er Jahren vor dem Geheimdienst des Schahs, später vor den Häschern der Mullahs. Dehkordi gehörte zu den iranischen Intellektuellen, die im Winter 78/79 in den Iran zurückgingen und im Untergrund am Sturz des Schahs mitarbeiteten. Doch nach dem Sieg der Mullahs mußte er sich wieder verstecken und ging in die damals noch freien Gebiete Iranisch-Kurdistans. Aus dieser Zeit stammen seine Kontakte zur PDKI.

JG
Nouri Dehkordi wird am Freitag um 10 Uhr auf dem Zentralfriedhof Gudenrunstraße in Lichtenberg beerdigt.

24 HEURES - SAMEDI 19 SEPTEMBRE 1992 - MOND

QUADRUPLE ASSASSINAT À BERLIN

Les Kurdes d'Iran décapités

Sadiq Sherefkendi, secrétaire général du Kurdistan iranien (PDKI) et trois militants de l'organisation indépendantiste ont été abattus à la mitrailleuse jeudi soir. Téhéran soupçonné.

BERLIN
BERNARD BRIDEL

● Connu pour être un des lieux de rencontre des opposants iraniens dans la capitale allemande, le Mykonos, modeste bistrot de la Pragerstrasse, dans le quartier ouest-berlinois de Wilmersdorf, a été le théâtre, jeudi soir, d'un carnage aux motivations politiques évidentes. Il était un peu plus de 23 heures quand trois hommes armés y ont fait irruption.

Alors que l'un d'entre eux faisait le guet à la porte, les deux autres, mitrailleuse et pistolet au poing, se dirigeaient rapidement vers l'arrière-salle où cinq dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI) — dont son secrétaire général, Sadiq Sherefkendi, hôte du 19e Congrès de l'Internationale socialiste, à peine terminé — tenaient réunion. Après avoir insulté en persan les cinq hommes, les tueurs ouvrirent le feu, tuant sur le coup trois des militants kurdes et en blessant grièvement deux autres, dont l'un mourra peu après à l'hôpital. Leur «travail» accompli, les auteurs de l'un des plus graves attentats politiques de l'après-guerre à Berlin ont pu prendre la fuite sans être inquiétés.

La main de Téhéran?

Si la police n'exclut aucune piste, affirmant, hier après-midi, qu'il pourrait aussi s'agir d'un règlement de comptes entre factions kurdes rivales, pour les exilés kurdes vivant à Berlin (environ 30 000 sur 400 000 en Allemagne), l'attentat porte la signature de Téhéran. Certains sympathisants du PDKI, encore sous le coup de l'émotion et très inquiets pour leur sécurité, pointaient d'ailleurs un doigt accusateur sur le consulat général d'Iran sis à Berlin-ex-Est.

Il y a à peine quinze jours, ont-ils rappelé, le Ministère iranien de l'information avait annoncé que «tous les groupes d'opposants devaient être éliminés». Vu le caractère éminemment politique de l'attentat, l'enquête a été confiée au Parquet fédéral et aux policiers du Bundeskriminalamt (BKA), dont une vingtaine de fonctionnaires ont débarqué hier à Berlin.

Scénario connu

L'assassinat de Sadiq Sherefkendi (54 ans) et de ses trois camarades rappelle étrangement celui d'Abdul Rahman Ghassemlou, prédécesseur de Sherefkendi à la tête du PDKI, exécuté avec deux de ses collaborateurs



C'est dans ce restaurant de Berlin qu'ont été tués les membres du PDKI.

Keystone-EPA

dans des circonstances similaires, le 13 juillet 1989 à Vienne. Les soupçons s'étaient alors déjà dirigés vers l'Iran: trois mandats d'arrêt contre autant de ressortissants iraniens résidant en Autriche — dont un haut fonctionnaire des gardiens de la révolution — furent émis dans les mois suivant l'attentat. Sans succès, les trois hommes ayant eu largement le temps de quitter l'Autriche.

Fondé en 1945 par Qazi Mohammed, le PDKI est le plus important mouvement kurde d'Iran. Opposant farouche au régime de Téhéran, il lutte pour l'indépendance des quelque 5 millions de Kurdes résidant dans

ce pays. Le premier chef d'état-major du PDKI fut le légendaire Mustafa Barzani, père de Massoud Barzani, actuel dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDK).

Peuple sans terre de quelque 20 millions de personnes, inlassablement et sauvagement persécuté, les Kurdes sont répartis sur cinq pays du Moyen-Orient (Turquie, Irak, Iran, Syrie et sud de l'ex-URSS).

Sous la présidence de Qazi Mohammed, une éphémère République kurde avait été instaurée en janvier 1946 dans la région de Mahabad (nord-est de l'Iran) avant d'être écrasée en décembre de l'année suivante.

B. Br. □

Victimes de la géopolitique

● L'assassinat de quatre dirigeants kurdes iraniens constitue un nouvel épisode sanglant de l'histoire du peuple kurde marquée par la violence et la répression. Estimés à 25 millions en l'absence de recensement précis, les Kurdes, qui vivent sur les territoires de l'Irak, de l'Iran, de la Turquie, de la Syrie et de quelques républiques de l'ex-URSS, ont toujours été victimes de la géopolitique qui a pris le pas sur leur cause, mais aussi de luttes intestines qui ont affaibli leur combat.

L'attentat de Berlin a décimé la direction du PDKI (Parti démocratique du Kurdistan iranien) qui avait déjà perdu son secrétaire général charismatique Abdul Rahman Ghassemlou, assassiné le 13 juillet 1989 à Vienne, au moment où il tentait de négocier avec des représentants de Téhéran une solution pacifique à la question kurde en Iran.

Un des représentants du PDKI à

Paris souligne aujourd'hui que la répression au Kurdistan iranien, transformé selon eux en «caserne militaire», a augmenté ces derniers temps depuis l'organisation — il y a quatre à cinq mois — de grandes manifestations de soutien à leur mouvement dans les principales villes de la région.

Le PDKI, qui avait bénéficié dans le passé du soutien de l'Irak, s'est rapproché ces derniers temps des Kurdes irakiens, victimes de la répression de Bagdad. «Nous avons aplani nos différends», soulignent les deux mouvements qui luttent pour une autonomie et la démocratisation du pays dans lequel ils se trouvent.

Les Kurdes d'Irak et d'Iran refusent en effet de parler d'indépendance, «notion irréaliste dans le contexte géopolitique actuel», selon leurs représentants, alors que les Kurdes de Syrie, qui ne mènent pas

de lutte armée, réclament une autonomie culturelle.

C'est pourquoi ils critiquent la rébellion armée menée en Turquie par le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), seul parti kurde à se proclamer indépendantiste qui affirme lutter au nom de tous les Kurdes où qu'ils soient et redoutent que les actions violentes qu'il mène ne portent préjudice à leur image en particulier auprès des Occidentaux.

Ils reprochent aussi au PKK de vouloir tout diriger sur le terrain en utilisant l'intimidation voire même la violence. Ainsi les deux principaux mouvements kurdes irakiens, le PDK (Parti démocratique du Kurdistan) dirigé par Massoud Barzani, et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) menée par Jalal Talabani, ont accusé le PKK d'avoir établi des bases militaires dans le nord de l'Irak pour lancer des actions à l'intérieur de la Turquie. — (afp)

WELT - 19 September 1992

Vier Kurden in Berlin ermordet

Steckt der Iran hinter dem Attentat? – Zeugen hörten persische Kommandos

fm, Berlin
Der Generalsekretär der Demokratischen Partei des Iranischen Kurdistan (PDKI), Sadegh Charafkandi, und drei weitere iranische Kurden sind in der Nacht zum Freitag in Berlin erschossen worden. Bei dem Attentat in einem Lokal im Bezirk Wilmersdorf wurde eine weitere Person schwer verletzt. Die zur iranischen Opposition zählenden Männer fielen einem Killerkommando zum Opfer, dessen Hintermänner – wie die Täter selbst – noch unbekannt sind.

Nach den bisherigen Ermittlungen hatten zwei Männer am späten Donnerstagabend gegen 23 Uhr das Hinterzimmer des griechischen Lokals „Mykonos“ in Bezirk Wilmersdorf betreten. Einer der Täter habe mit einer Maschinenpistole das Feuer auf die versammelte Gruppe von fünf Männern eröffnet, wie die Polizei mitteil-

te. Drei Personen seien dabei tödlich getroffen worden; zwei weitere wurden wegen ihrer Verletzungen in ein Krankenhaus eingeliefert. Ein Verwundeter starb. Es dränge sich der Verdacht einer „gezielten Hinrichtung“ auf, kommentierte die Berliner Polizei die Bluttat.

PDKI-Generalsekretär Charafkandi hatte am Kongreß der Sozialistischen Internationale teilgenommen. Seine Partei ist die größte Interessenvertretung der persischen Kurden.

Wie gestern nachmittag der Sprecher der Generalbundesanwaltschaft, Hans-Jürgen Förster, sagte, könnte das Berliner Attentat von Mitgliedern der konkurrierenden Kurdischen Arbeiterpartei (PKK) oder von iranischen Gruppen ausgeführt worden sein. Teile der PKK seien eine „terroristische Vereinigung“, die auch vor

Mordanschlägen nicht zurückschrecke. Allerdings könnten die Täter auch aus Kreisen iranischer Gruppierungen kommen, die den Anschlag als „Racheakt oder Strafaktion“ gegen die regimiefeindliche demokratische Partei geplant haben könnten.

Für die letzte These sprechen Zeugenaussagen, nach denen die Attentäter die Opfer vor den Todesschüssen auf persisch beschimpft haben sollen. Es wird auch vermutet, ein iranisches Killerkommando könnte die oppositionellen Kurden aus dem Weg geräumt haben. Denn schon im Juli 1989 waren auch der Amtsvorgänger Charafkandis, Abder Rahman Ghassemlu, dessen Stellvertreter und ein weiterer Kurde in Wien Opfer eines brutalen Mordanschlages geworden.

Der Tat verdächtigt werden drei Iraner, gegen die in Osterreich Haft-

befehl besteht, die sich aber nach der Tat absetzen konnten. Auch die iranische Oppositionsbewegung Volksmudschahedin machte die Regierung in Teheran für das Berliner Attentat verantwortlich. Ihr Führer Massud Radschawi bezeichnete die iranische Botschaft in Deutschland als „eines der wichtigsten Zentren des Terrorismus der Mullahs in Europa“. Unentschlossene europäische Regierungen ermutigten das Regime in Teheran, „Terrorismus zu exportieren“. Frühere iranische Anschläge seien von der deutschen Justiz nicht ernsthaft untersucht worden.

Generalbundesanwalt Alexander von Stahl hat gestern früh die Ermittlungsverfahren übernommen. Das BKA hat eine Sonderkommission nach Berlin geschickt.

Seite 7: Mord im „Mykonos“



DEUTSCHLAND

DER SPIEGEL

DAS DEUTSCHE MÄCHTIGKEITEN

der S-Bahnbrücke beim Asylantenheim Lichtenhagen Steine geworfen haben. Er trägt eine ganz normale grüne Jacke, und seinen Kopf schmückt eine übliche Frisur. Er absolviert derzeit das letzte Ausbildungsjahr als „Büroinformatik-elektroniker“. Er wohnt in einem Ausbildungsheim.

Man hält ihn für viel jünger, als er ist, er ist ein Kerlchen. Aber er ist auch bedrückt. Er ist „aus Neugier hingegangen“. Er hat zwei Zeugen auf seiner Seite. Sie wollen, wenn auch gelegentlich aus einiger Entfernung, gesehen haben, daß er keine Steine geworfen hat.

Der Polizeibeamte, der Carsten Steine werfen, einen „Hooligan-Tanz“ hinstellen, den „Stinkefinger“ zeigen und herumhüpfen sah wie den Schlagzeuger bei den Muppets, hat einen schweren

Terrorismus

Knebel in die Mundhöhle

Vier iranische Kurdenfunktionäre wurden Opfer eines Terrorüberfalls in Berlin. Steckt Teheran oder eine extremistische Kurdenorganisation hinter dem Mordanschlag?

Die Polit-Killer kamen eine Stunde vor Mitternacht. Einer postierte sich, in der stillen Prager Straße des bürgerlichen Berliner Bezirks Wilmersdorf, an der Eingangstür des griechischen Lokals „Mykonos“; zwei Männer, einer maskiert, stürmten durch die



Berliner Tatort „Mykonos“: „Verfolgung dauert fort“

Stand. Ein Kollege kann sich nicht erinnern, daß er zu ihm etwas über den kindlich wirkenden Bengel sagte, der da in einer roten Jacke tobte. Carsten hat einen Verteidiger zur Seite.

Freispruch, Entschädigung für die U-Haft. Richter Lütke erwähnt, daß viele rote Jacken vor Ort waren – „darunter auch ein amerikanischer Fotoreporter, der Jugendliche aufgefordert hat, gegen Entgelt den Hitler-Gruß zu erbringen“. Carsten sieht überhaupt nicht danach aus, daß er irgendeiner Gruppe nahesteht, schon gar nicht einer rechten.

Thomas Krüger, 33, Jugendsenator für die SPD in Berlin, hat vergangene Woche zur taz gesagt: „Der Schlüssel für die Ereignisse in Rostock und anderen Städten liegt in der Sozialpolitik und in der Jugendpolitik, nicht in der Asylpolitik.“

Kneipe ins Hinterzimmer, wo neun Exil-Iraner, so ein Teilnehmer, über die „barbarische Regierung“ in Teheran berieten.

Unter Rufen des persischen Schimpfwortes für „Hurensöhne“ streckten die Eindringlinge mit Salven aus einer Maschinenpistole und einer Handfeuerwaffe fünf der Iraner nieder. Ein bereits Verwundeter wurde mit gezielten Schüssen regelrecht hingerichtet, berichtet ein Augenzeuge. „um hundertprozentig sicher zu sein, daß er wirklich tot ist“.

Das blutige Attentat von Berlin, das in der Nacht zum vergangenen Freitag vier Tote und einen Schwerverletzten forderte, galt den politischen Köpfen einer sozialistischen Organisation, die als „Kurdische Demokratische Partei Iran“ (KDPI) im erklärten Widerstand zum

Teheraner Mullah-Staat agiert. Der Anschlag beleuchtet zugleich die Tragödie des 22-Millionen-Volkes der Kurden, das für Autonomie oder einen eigenen Staat kämpft, dessen Angehörige aber von anderen Ländern brutal niedergedrückt werden und die sich überdies untereinander massiv bekämpfen.

Da kommt es immer wieder zu Ausbrüchen von Brutalität kleiner radikaler Minderheiten der Kurden untereinander. Sie rührt her von den jahrelangen Kämpfen des Volkes gegen „seine Unterdrücker“, zu denen es vor allem die Türkei, den Irak und den Iran zählt, sowie vom ideologischen Streit um die Vorherrschaft in der Opposition. Betroffen davon sind oft auch die rund 400 000 Kurden in der Bundesrepublik, die zu etwa 90 Prozent aus der Türkei stammen und von denen viele hier seit Jahren als Gastarbeiter leben oder politisches Asyl erhalten haben.

Tödlich getroffen wurde in Berlin der Exil-Kurde und Generalsekretär der KDPI, Sadegh Scharafkandi, 54, der letzte Woche zur Tagung der Sozialistischen Internationale in die deutsche Hauptstadt gekommen war. Mit ihm starben Fatah Abduli, 31, Leiter des Europabüros der KDPI, Humajun Ardalan, 43, KDPI-Chef in Deutschland, und deren Mitkämpfer Nuri Dehkurdi.

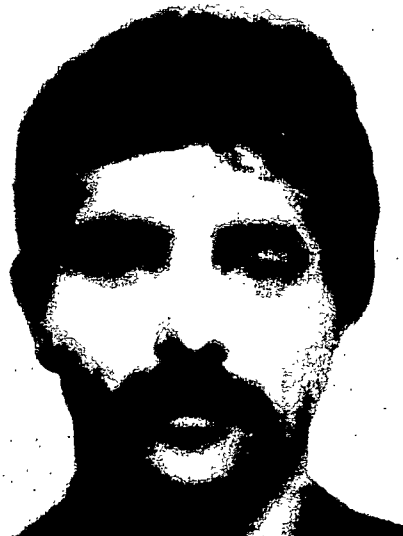
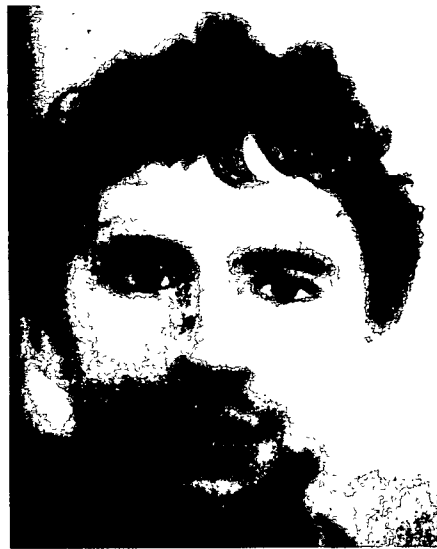
Erste Täter-Hinweise verfolgt das Bundeskriminalamt, das seit Freitag im Auftrag des Generalbundesanwalts Alexander von Stahl ermittelt und so gleich eine 25 Mann starke Sonderkommission einsetzte. Der Verdacht führt in zwei Richtungen:

▷ nach Teheran, wo islamische Fundamentalisten Haß gegen Andersdenkende predigen und mit Oppositionellen kurzen Prozeß machen; und

▷ zur extremistischen „Arbeiterpartei Kurdistans“ (PKK), die sich im Kriegszustand mit der Türkei befindet und zahlreicher Terroranschläge auch in Westeuropa beschuldigt wird.

In Berlin lebende Kurden vermuten, das Killerkommando sei vom Geheimdienst in Teheran geschickt worden, um die KDPI-Funktionäre zu liquidieren. Diese Vermutung wird durch ein vergleichbares Attentat genährt, das offenbar drei Iraner im Juli 1989 in Wien verübt hatten. Damals wurden drei Kurden-Funktionäre erschossen: Der damalige KDPI-Chef Abd el-Rahman Ghassemloou und zwei seiner Gefolgsleute starben in einer Privatwohnung im 3. Wiener Gemeindebezirk, als sie mit einer iranischen Regierungsdelegation Friedensgespräche führen wollten.

Die mutmaßlichen Täter entkamen, dank schlampiger Ermittlungen der österreichischen Polizei und offensichtlichen Drucks der Teheraner Regierung auf Wien. Ghassemloous Witwe bezich-



Phantombilder der Attentäter
Persisches Schimpfwort

tigt offen die iranische Regierung des Mordes an ihrem Mann.

Auch das Bundesamt für Verfassungsschutz schreibt in seinem jüngsten Jahresbericht, „daß die gewaltsame Verfolgung von Dissidenten“ durch den Iran „fortdauert“. So wird beispielsweise eine „Urheberschaft iranischer Stellen“ für den Mord an Schahpur Bachtiar, dem letzten Premier unter dem Schah, angenommen, der 1991 bei Paris erstochen wurde.

Die Berliner Todesschützen könnten aber auch, so die Vermutung des Sprechers der Bundesanwaltschaft, Hans-Jürgen Förster, in den Reihen der PKK zu finden sein. Diese Organisation konkurriert erbittert mit der KDPI und ist in Teilen eine „terroristische Vereinigung“ (Förster); ihr werden mehrere Morde und Anschläge in der Bundesrepublik zugerechnet.

So läuft etwa beim Düsseldorfer Oberlandesgericht bereits seit drei Jahren der „größte Terroristenprozeß in

der deutschen Geschichte“ (Ex-Generalbundesanwalt Kurt Rebmann) gegen ursprünglich 18 Angeklagte der marxistisch-leninistischen PKK. Ihnen wird vorgeworfen, in Westdeutschland eine terroristische Vereinigung gebildet und „ihre äußeren und inneren Feinde“ – Abweichler oder Abtrünnige – „bis zur physischen Vernichtung“ verfolgt zu haben. Etliche Dissidenten, so die Strafverfolger, seien „gewaltsam sogenannten Volks- oder Revolutionsgerichten zugeführt“ und dann von verschiedenen Tätern getötet worden.

Heute sitzt im riesigen, für mehr als acht Millionen Mark hergerichteten Verhandlungssaal nur noch ein Angeklagter. 4 Männer sind, wegen massiver Störung der Hauptverhandlung, bis zum Ende der Beweisaufnahme vom Prozeß ausgeschlossen. Gegen 13 wurden die Verfahren entweder endgültig oder vorläufig eingestellt – weil sie auf der Flucht sind.

Einer der Fälle, die vor dem 5. Strafsenat verhandelt werden, spielt in Berlin. Im Juni 1984, so die Anklage, hätten PKK-Kämpfer den Renegaten Murat Beyrakli gefangenengenommen und später auf grausame Weise getötet – indem „sie ihrem Opfer in Tötungsabsicht einen Stoffnebel in die Mundhöhle drückten und diesen mit Klebeband fixierten“.

Beyrakli erstickte qualvoll. Um Spuren zu beseitigen, übergossen die Täter seine Leiche mit Benzin und zündeten sie an.

Bis zum jüngsten Anschlag in der Hauptstadt haben die Kurden in Deutschland die Opfer der Gewalt, Inshallah, eher geduldig hingenommen. „Berlin war ein Paradies“, sagte vergangener Freitag ein Exil-Kurde. „jetzt ist es ein Dschungel.“

**BER
LINER
KURIER**

Sonabend, 19. September 1992
● Nr. 220/92 ● Redaktion (Berlin)
23 27 59 75 ● Anzeigen (Berlin)
23 27 81 50 ● Postvertrieb Nr. 2a 114 50

BERLIN
Vier Politiker im
Restaurant
erschossen



Hingerichtet:
Dr. Sadegh Charafkandi (54)



Hingerichtet:
Humayun Ardalan (42 Jahre)



Hingerichtet:
Fattah Abdull (41 Jahre)



Hingerichtet:
Nurl Dehkurdi (46 Jahre)

Hinrichtung beim Abendessen



Sie schossen

Polizisten sicherten den Tatort an der Prager Straße (oben). Mit Hilfe eines Computers wurden Phantombilder der beiden unmaskierten Täter angefertigt: Der linke feuerte todliche Schüsse im Hinterzimmer des „Mykonos“ ab, der rechte lauerte am Eingang.

Berlin - Ein blutiges Attentat in Berlin erschüttert ganz Deutschland: Vier kurdische Politiker sind im griechischen Restaurant „Mykonos“ erschossen worden. Das Killerkommando stürmte in das Lokal, als die Männer mit Landsleuten beim Abendessen saßen. Augenzeugen berichten: „Es war wie eine Hinrichtung. Einem haben sie noch in den Kopf gefeuert, als er schon reglos am Boden lag.“ Das Opfer war Dr. Sadegh Charafkandi (54), Generalsekretär der Demokratischen Partei Kurdistan-Iran (PDKI). Die anderen Toten waren enge Mitarbeiter und Parteifreunde. Lesen Sie die großen Berichte auf den Seiten 6 und 7.

+++ **Das Massaker im Mykonos** +++ **Das M**

Sie schrien „Ihr Hurensöhne“ - dann feuerten sie 40 Schüsse ab

Berlin – Die beiden Männer trugen dunkle Jacken, einer hatte ein schwarzes Halstuch vor dem Gesicht. Um 23 Uhr betraten sie das Restaurant „Mykonos“ in der Prager Straße 2a (Berlin-Wilmersdorf) – sie blieben nur 30 Sekunden...

Im Restaurant (70 Sitzplätze) waren zu diesem Zeitpunkt nur noch wenige Gäste. Die zwei Unbekannten rissen blitzschnell die Tür zum Hinterzimmer auf, dort saßen an einem großen Tisch neun Männer – darunter PDKI-Chef Dr. Sadegh Charafkandi (54).

„Wir diskutierten gerade, wie wir besser gegen die barbarische Regierung im Iran vorgehen könnten“, sagte später ein Augenzeuge. „Ihr Hurensöhne“, schrie einer der Unbekannten Charafkandi an. Dann zog einer eine Maschinenpistole unter einem Tuch vor, der andere einen Revolver. Vier der Gäste ließen sich geistesgegenwärtig unter den Tisch fallen.

Die Täter feuerten gezielt auf Charafkandi, seine Parteifreunde Fettah Abdulli (41), Homayoun Adalan (42), Nuri Dehkurdi (46) und „Mykonos“-Wirt Tabib Ghaffari (42).

„Ich hörte ein dumpfes Hämmern, immer wieder“, sagte Selma E. (27), die im Nachbarhaus wohnt, später dem KURIER. Minuten vorher hatte sie im „Mykonos“ noch Zigaretten geholt...

„Unsere fünf Freunde stürzten blutend zu Boden. Da beugte sich einer der Mörder direkt über Dr. Charafkandi, schoß ihm aus seiner Pistole drei Kugeln in den

Kopf“, berichtete einer der Überlebenden des Massakers.

Dann rannten die Täter aus dem Lokal, an der Eingangstür erwartete sie ein dritter Komplize. Sekunden danach verlor sich ihre Spur.

Als die Polizei kurz darauf am Tatort eintraf, waren Charafkandi, Abdulli und Ardalan verblutet.

Nuri Dehkurdi kam noch ins Krankenhaus, starb noch in der Nacht. „Mykonos“-Wirt Ghaffari wurde durch eine Notoperation gerettet.

Der Staatsschutz stellte fest: Die Mörder hatten über 40mal auf ihre wehrlosen Opfer gefeuert. Die Kripo schließt nicht aus, daß die Täter ihre Opfer von der Abschlußkonferenz der Sozialistischen Inter-

nationale im Reichstag bis Wilmersdorf verfolgt hatten.

Sympathisanten der toten Politiker machten der Berliner Polizei gestern schwere Vorwürfe: „Unsere Freunde waren hochgradig gefährdet, wurden aber nicht beschützt.“ Dazu Staatsschutz-Chef Dieter Piete: „Uns waren sie nicht als gefährdete Personen bekannt.“



Mit tränenerstickter Stimme berichtete Kajal Abdulli (29) von ihrem ermordeten Mann Fettah (41). klammerte sich an sein Bild.

Frauen und weinen um di

● Dr. Sadegh Charafkandi (54), Fettah Abdulli (41), Homayoun Adalan (42), Nuri Dehkurdi (46) - vier Männer, die für die Freiheit ihres Volkes kämpften. Vier Männer, die sterben mußten, weil sie Kurden waren. Ein fünfter Exil-Kurde, „Mykonos“-Chef Tabib Ghaffari (42), wurde von mehreren Kugeln getroffen, überlebte schwer verletzt.

Charafkandi war Generalsekretär der Demokratischen Partei Kurdistan-Iran (PDKI), Abdulli Europa-Repräsentant der Partei. Adalan vertrat die PDKI in Deutschland, Dehkurdi war früher Berater von Charafkandis ermordetem Vorgänger, bis zuletzt aktives Parteimitglied.

Seit vier Jahren lebte er in Moabit, arbeitete in einem DRK-Flüchtlingsheim in Schöneberg. Dehkurdi war verheiratet, hinterläßt eine achtjährige Tochter.

Charafkandi und Abdulli leiteten die Partei aus ihrem Pariser Exil.

Sie schießen in aller Welt



Schon vor dem blutigen Attentat in Berlin gab es in aller Welt Anschläge auf Gegner des Iranischen Systems:

- August 1987, Genf: Mord an einem Exil-Iraner (36) auf offener Straße.
- Oktober 1987, London: Zwei iranische Khomeini-Gegner werden in ihrer Wohnung erschossen.

Massaker im

En Urteil aus Khomeinis Testament?

Ayatollah Ruhollah Khomeini höchster politischer und religiöser Führer des Iran, verfaßte kurz vor seinem Tod (1989) ein schreckliches Testament. Darin rief er zur gnadenlosen Verfolgung aller politischen Gegner und religiösen Widersacher des iranischen Regimes auf. „Ungläubigen“ drohte Khomeini mit dem Tod. Dazu zählte er auch die Kurden, obwohl sie wie die Iraner Moslems sind. Iran-Experten sind sicher: In Berlin wurde jetzt wieder ein Todesurteil aus dem Vermächtnis Khomeinis vollstreckt...

„Killerkommandos können Freiheit nicht aufhalten“

In allen politischen Lagern wurde das Attentat von Berlin verurteilt.

„Es war ein feiger und hinterhältiger Mordanschlag, den alle Berliner verurteilen. Die Sicherheitsbehörden werden dafür sorgen, daß politischer Extremismus und politische Morde in Berlin und Deutschland keine Chance haben“, sagte der Regie-

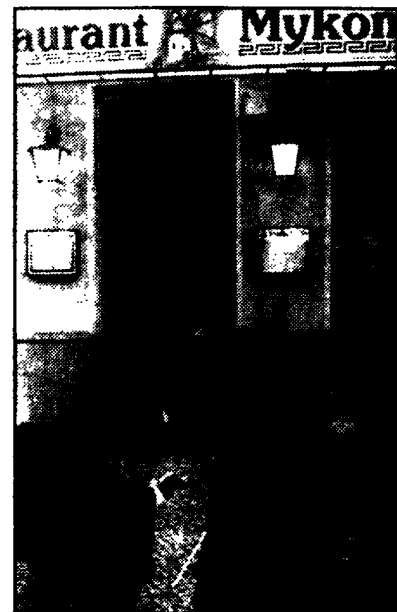
rende Bürgermeister Eberhard Diepgen (CDU).

Der SPD-Bundesvorsitzende Björn Engholm forderte die „unverzügliche Aufdeckung der Hintergründe und die strafrechtliche Verfolgung der Täter weltweit“. Engholm: „Generalsekretär Charafkandi war eine herausragende Persönlichkeit des kurdischen Selbstbehauptungs-

willens in Iran.“

Berlins FDP: „Wir müssen ein deutliches Zeichen gegen ein weiteres Ausarten der Gewalt in Berlin setzen.“

Das Bündnis 90/Grüne/AL: „Der Kampf der Kurden um Selbstbestimmung und Freiheit lassen sich nicht durch Killerkommandos aufhalten.“



Auch vor der „Taverne Mykonos“ in der Prager Straße (Wilmsersdorf) wurden Spuren gesichert.

Kinder e Opfer

Schon seit Wochen reisten die beiden kreuz und quer durch Europa, um für Unterstützung im Kampf gegen das iranische Regime zu werben.

Am Dienstag trafen sie in Berlin ein – hier nahmen sie als offizielle Delegierte am Kongreß der Sozialistischen Internationale im Reichstag teil. „Dr. Charafkandi war ein guter Freund der deutschen und europäischen Sozialdemokratie“, sagte SPD-Chef Björn Engholm tief betroffen.

Charafkandi, Vater von drei Kindern, galt als gemäßigter Politiker. Früher lehrte er Chemie an der Universität von Teheran. Dann mußte er vor dem Khomeini-Regime fliehen, nahm an eine Professur in Paris an.

Abdullis Witwe Kajal (29) flog gestern sofort nach Berlin, ihr fünfjähriger Sohn blieb bei Verwandten in Paris. Die Frau fand Trost beim Hilfsverein Kurdistan am Mariannenplatz (Kreuzberg).

Zwei Tätergruppen kommen in Frage

Eine Sonderkommission des Bundeskriminalamts (BKA) soll im Auftrag der Generalbundesanwaltschaft das Massaker im „Mykonos“ aufklären: Mit Hubschraubern flogen die 25 Fahnder gestern nachmittag von Wiesbaden nach Berlin, landeten auf dem Flughafen Tempelhof. Im Polizeipräsi-

dium an nahegelegenen Platz der Luftbrücke wurden Büros für die Beamten freigemacht.

Die Ermittler gehen von zwei möglichen Tätergruppen aus: „Es können Mitglieder der ebenfalls kurdischen Arbeiterpartei PKK gewesen sein, die in der Vergangenheit schon öfter massive Angriffe auf konkurrierende kurdische Gruppen verübt haben“, sagte Hans-Joachim Förster von der Bundesanwaltschaft.

Eine zweite Möglichkeit

halten Sicherheitsexperten dagegen für wahrscheinlicher: „Da die Täter persisch gesprochen haben, könnte es sich um einen Racheakt von Iranern handeln“, erklärt Förster. Es ist nicht ausgeschlossen, daß die Mörder Agenten des iranischen Geheimdienstes sind, der seit Jahren überall auf der Welt blutige Jagd auf Kurden macht.

Massoud Rajavi vom Nationalen Widerstandsrat in Paris ist überzeugt: „Die iranische Botschaft in Bonn ist das wichtigste Terrorzentrum in Europa.“

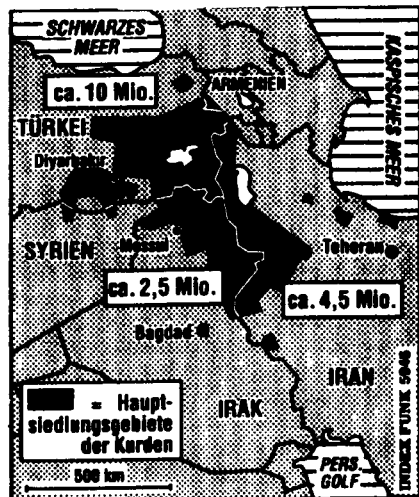
Selman Arslan vom Kurdistan-Komitee in Köln: „Es ist traditionelle Art des iranischen Regimes und seines Geheimdienstes, Oppositionelle auch im Ausland zu verfolgen.“

Nach dem Anschlag: Im Zimmer, in dem die Schüsse fielen, stehen noch Biergläser auf dem Tisch. Eine Kripo-Beamtin versucht, Spuren zu sichern.



- Juli 1989, Wien: Der Generalsekretär der in Iran verbotenen Kurdischen Demokratischen Partei, Abdel Rahman Ghassemlu, wird zusammen mit zwei anderen Oppositionellen durch Kopfschüsse ermordet.
- April 1990, Genf: Ein führendes Mitglied der Volksmudschahedin, Kazem Radschawi, wird in seinem Auto am Genfer See erschossen.
- Oktober 1990, Paris: Der iranische Monarchist Cyrus Elahi wird in seinem Haus erschossen.
- April 1991, Paris: Abdel Rahman Borumand (63), ein Vertrauter des ira-

- nischen Ex-Premier Bachtiar, wird unweit seines Hauses erstochen.
- Juli 1991, Mailand: Der italienische Übersetzer der „Satanischen Verse“ von Salman Rushdie überlebt einen Mordanschlag.
- Juli 1991, Tokio: Der japanische Übersetzer der „Satanischen Verse“, Hitoshi Igarashi, wird in der Universität erschlagen.
- August 1991, Paris: Ermordung des früheren iranischen Ministerpräsidenten Schahpur Bachtiar und seines Kabinettschefs



Die Kurden - ein Volk ohne Staat

Hunger, Tragödien, Verfolgung, Krieg, unendliches Leid – die Geschichte der Kurden ist mit Blut geschrieben. Sie waren immer ein Volk ohne Staat. Rund 20 Millionen leben heute als Viehzüchter oder Bauern in den Bergen der Türkei, Iraks, Syriens, Irans, Armeniens und Aserbaidschans – oder im Exil.

Schon in über 4000 Jahre alten Schriften wurden Kurden erwähnt. „Es gab jedoch nie einen einheitlichen Staat“, erklärt Ferhad Ibrahim (42), Politologe an der Freien Universität, syrischer Kurde.

Ich überlebte das 60 Pf B.Z. Massaker



Augenzeuge Pavis Dastmalkchi, 43

Nr. 220/38 • 116. Jahr / Sonnabend, 19. September 1992 • A 2037 A

• Dänemark dkr 3,- • Holland hfl 1,- • Polen zł 3.800,-
• Österreich öS 7,- • Schweiz sfr 0,80 • Spanien pts 65,-

Die größte Zeitung Berlins

Was Politiker sagen

Feige, abscheulich. Typisch

Der Regierende Bürgermeister **Eberhard Diepgen**: „Die Berliner verabscheuen diese feige und hinterhältige Tat. Polizei, Verfassungsschutz und Sicherheitsbehörden des Bundes werden sicherstellen, daß Extremismus und politische Morde in Berlin und Deutschland keine Chance haben dürfen.“ Der **SPD-Vorsitzende Björn Engholm** forderte „unverzügliche Aufklärung der Hintergründe und

die strafrechtliche Verfolgung der Täter weltweit.“ **Monika Buttgerit**, amtierende SPD-Landesvorsitzende in Berlin: „Mich entsetzt die Brutalität und Heimtücke, mit der die Mörder ihre feige Tat durchführten. In einer zivilisierten Welt darf es keine Gründe geben, politische Konflikte so auszutragen.“ Der sicherheitspolitische Sprecher der Berliner FDP-Fraktion, **Dr. Rolf-Peter Lange**: „Es bleibt zu hoffen,

daß es den Berliner Ermittlungsbehörden durch einen schnellen Fahndungserfolg gelingt, gegen ein weiteres Ausarten der Gewalt in Berlin ein deutliches Zeichen zu setzen.“

Wolfgang Wieland, Innenpolitischer Sprecher der Fraktion Bündnis 90/Grüne: „Wir sind entsetzt, daß die Bluttat von Wien ausgerechnet in Berlin eine Wiederholung gefunden hat. Wir sind überzeugt, daß sich der Kampf der Kurden um Selbstbestimmung und Freiheit nicht

durch Killerkommandos aufhalten läßt.“

Kurdenführer **Massoud Barzani**: Das, was geschah, ist ein „abscheuliches Verbrechen, das den Gipfel des organisierten Terrorismus darstellt. Gewalt wird das Kurden-Problem nicht lösen, sondern es nur weiter komplizieren.“

Seliman Arslan, Sprecher des Kölner Kurdistan-Komitees: „Wir vermuten, daß es der iranische Geheimdienst war.“ Das sei „die traditionelle Art der Politik der Iraner. Die verfolgen

ihre Opposition auch im Ausland.“

Der Iran distanzierte sich inzwischen von dem Attentat und verwahrte sich dagegen, in Verbindung mit „dieser feigen Tat“ gebracht zu werden. Die iranische Botschaft in Bonn: Es ist uns nicht bekannt, wer diese Leute sind, und zu welchem Zweck sie sich in Berlin aufgehalten haben.

Der stellvertretende Landesbezirksvorsitzende der Gewerkschaft der Polizei, **Eberhard Schönberg**: „Mit der Entscheidung, die

Hauptstadt Berlin zum Macht- und Wirtschaftszentrum auszubauen, werden Einrichtungen in der Stadt und dort lebende Personen weiterhin Ziel extremistischer und terroristischer Gruppierungen sein.“

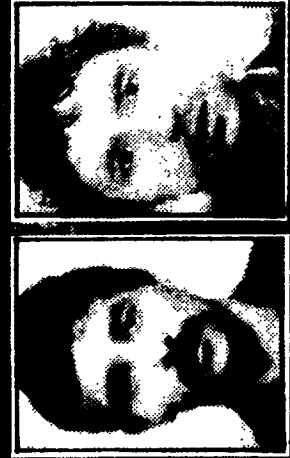


Der Überfall: 25 bis 30mal schossen die Killer aus ihren Maschinen-Pistolen auf die Kurden.

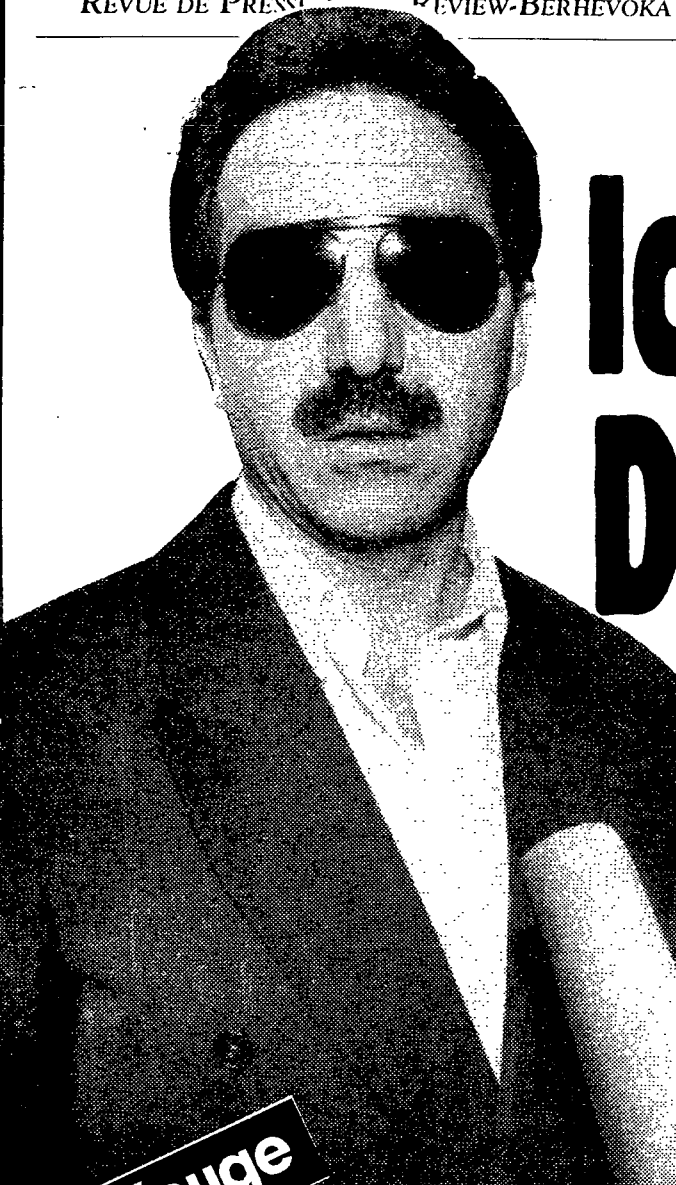
Zeichnung: Alexander

● Die Killer riefen: „Hurensöhne“!
● Den Kurdenchef, schon halbtot, richteten sie hin: 3 Kopfschüsse!

Das Blutbad an den Kurden-Politikern im Berliner Restaurant „Mykonos“ entsetzt die Hauptstadt. Vier Menschen starben im Kugelhagel der eiskalten Killer. Pavis Dastmalchi (43) überlebte: „Plötzlich standen zwei Männer vor uns. Sie schrien „Hurensöhne“, dann schossen sie wild auf uns. Ich ließ mich zu Boden fallen. Neben mir lag unser Kurdenführer. Sie richteten ihn mit drei Kopfschüssen hin.“ Das Massaker auf den Seiten 4, 5 u 6



Die Killer. Einer mit Bart, einer mit Milchgesicht



Ich kroch. Dann Drei Schüsse -

haber des Lokals gehört ebenfalls zu uns. Wir wollten besprechen, wie man die Opposition im Iran besser koordinieren könnte.

Um 21 Uhr hatten wir uns in dem Restaurant getroffen. Zwei Stunden später stürmten plötzlich zwei Männer zu uns ins Hinterzimmer.

Von MICHAEL BEHRENDT,
KLAUS BERNDT, RUDOLF
LANGLOTZ (Text), NICO
TARNOW, WOLFGANG
MROTZKOWSKI (Foto)

Einer der beiden lief auf unseren Tisch zu. Er war maskiert, nur seine Augen waren frei. Er hielt etwas in seiner rechten Hand, das er mit einem Tuch bedeckt hatte.

Kaum stand er vor uns, riß er das Tuch weg. Ich sah das metallene Schimmern einer Maschinenpistole. Der Mann schrie die persischen Worte Madar-Djendeh - das heißt Huren-söhne.

Dann feuerte er seine Maschinenpistole auf uns ab. Er hielt die Waffe in Kopfhöhe, den Lauf nach unten gerichtet. So peitschen die Kugeln von schräg oben aus dem Lauf, treffen ihre Opfer trotz des Rückschlages immer noch.

Die Getroffenen schrien auf, sackten von den Stühlen. Wir anderen warfen uns zu Boden. Ich versuchte, unter den Tisch zu kriechen.

Ich hatte furchtbare Angst um mein Leben.

Neben mir lag unser Generalsekretär Sadegh Scharafkandi. Mehrere Kugeln hatten ihn in den Bauch getroffen. Auf seinem Hemd war Blut zu sehen.

Da tauchte neben mir plötzlich eine Hand auf, die eine Pistole hielt. Der zweite Killer richtete den Lauf der Waffe auf den Kopf von Scharafkandi, drückte dreimal ab. Sie haben ihn hingerichtet wie ein Stück Vieh. Ich kniff die Augen zusammen. Als ich wieder aufblickte, war überall Blut.

Die gedungenen Mörder verlieren keine Sekunde. Sie flüchten aus dem Lokal, springen in ein wartendes Auto.

Dabei werden sie von Karl-Heinz K. (57) beobachtet: „Ich war mit meinem Dackel auf der Straße, stand Prager Straße Ecke Nachodstraße. Plötzlich

hörte ich es krachen. Dann stürmten zwei Männer aus dem Lokal an mir vorbei. Sie sprangen in einen silbergrauen Mercedes. Der Fahrer gab Gas, kaum daß die Tür zugeschlagen ist. Mit Vollgas bogen sie nach links in die Nachodstraße.

Sofort nach der Blut-Tat wurde eine Sonder-Kommission gebildet

Gleichzeitig startete auch ein weißer Golf älteren Baujahres, der in der Nähe geparkt hatte, fuhr hinterher.

Die Männer waren südländische Typen, trugen helle Hemden. Einer hatte eine Weste drüber.

Nach dem blutigen Attentat auf die Kurden hat der Berliner Staatsschutz eine Sonderkommission mit 36 Beamten gebildet. Gestern nachmittag traf in Berlin eine weitere Sonderkommission ein - 25 BKA-Beamte aus Meckenheim, die durch eine Tatortgruppe des Bundeskriminalamtes verstärkt werden.

Berlins Staatsschutz-Chef Dieter Pietsch: „Als die beiden Attentäter ins Lokal stürmten, blieb ein dritter Mann an der Tür stehen, sicherte den Überfall. Vorne im Restaurant saßen mehrere Gäste beim Essen, darunter auch Deutsche. Die Attentäter feuerten aus ihrer Maschinenpistole 25 bis 30 Schüsse ab. Es sah sehr schlimm aus. Wer unverletzt geblieben ist, hat sehr großes Glück gehabt.“

Ein Polizist am Tatort zur BZ: „Das waren Profis. Die haben in Brust- und Kopfhöhe geschossen. Die Stuhllehnen sind genau in der Höhe zerschmettert, in der das Herz eines sitzenden Menschen ist.“

Die Toten: Neben Sadegh Scharafkandi (54) sterben Fattah Abdouli (41), Homayoun Ardan (41) und der Dolmetscher Nuri Dehkurdi (46). Gastwirt Seyed Aziollah Tabib Ghafari (42) überlebte das Massaker.

Zeugin Renate M. (39) aus dem Nachbarhaus: „Ich habe die Schüsse gehört, aber die Tragödie überhaupt gar nicht realisiert. Ich dachte, da sieht einer einen Krimi und hat den Fernseher zu laut gestellt.“

Hassan R.: „Das war immer ein ruhiges Restaurant. Ich wohne direkt darüber, habe den Abtransport der Leichen beobachtet. Der letzte Tote wurde gegen 3.30 Uhr fortgeschafft.“

Der Zeuge

Er saß mit am Tisch, er redet. Hier in der B.Z.

Der Mann, der das Massaker im Restaurant „Mykonos“ überlebte: Pavis Dastmalkchi (43). Ein Kurde, der in Berlin lebt. Er saß mit am Tisch im Hinterzimmer, als die tödlichen Schüsse fielen: „Sie haben den Generalsekretär hingerichtet. Ich hatte Angst um mein Leben.“ Dastmalkchi erzählte der B.Z. von den furchtbaren Augenblicken in der Nacht zu Freitag

Berlin - Das schlimmste Blutbad in Berlin seit vielen Jahren: Ein Killer-Kommando mäht eine halbe Stunde vor Mitternacht im Hinterzimmer des griechischen Restaurants „Mykonos“ (Prager Straße, Wilmersdorf) vier kurdische Politiker nieder.

Neun Männer sitzen beim Essen, abgeschirmt von den anderen Gästen des Lokals. Sie reden über Politik. Pavis Dastmalkchi (43), ein Kurde, der in Berlin lebt, ist einer von ihnen. Er schildert der B.Z., was passiert ist.

„Ich bin Mitglied des Exekutiven Komitees der Iranischen Republik. Wir hatten uns ganz spontan zu diesem Treffen entschlossen, haben uns kurzfristig untereinander telefonisch verständigt.“

Wir waren neun Männer, saßen im hinteren Teil des Restaurants. Der In-

die Pistole - Blut

Der Tatort

Das „Mykonos“. Eine Insel der Gemütlichkeit. Jetzt blutbesudelt

Das Restaurant „Mykonos“ in der Prager Straße 2 in Wilmersdorf, kurz nach dem Blutbad. Aus dem Gastraum dringt Licht, rechts und links vom Eingang brennen Lampen. Polizisten in olivgrünen Uniformen sichern den Tatort

ab. Innen arbeitet die Kripo an der Spurensicherung. Der Wirt des Lokals, Seyed Ghafari, der mit im Hinterzimmer saß, hat Glück gehabt: Er ist verletzt, aber er lebt. Er liegt im Krankenhaus. Hoffentlich sicher

Der Ermittler

7 Zeugen,
2 Bilder

Dieter Piete (r.), Chef des Berliner Staatsschutzes, auf dem Weg zum Tatort. „Wir haben sieben Zeugen gefragt. Nach ihren Angaben sind zwei Phantombilder entstanden. Es sind Bilder, die aus den Gesichtspartien einzelner Leute zusammengesetzt sind.“



Die Opfer

Chemie-Professor,
Architekt und ein Dolmetscher

Die Opfer des Massakers: **Dr. Sadegh Scharafkandi (54, unten)**, Generalsekretär der Demokratischen Partei Kurdistans (PDKI). Er war verheiratet, Vater von drei Kindern. Scharafkandi hat seinen Doktor der Chemie an der Universität Paris erworben. Er war Professor an der Universität Teheran, ehe er

sich 1979 den kurdischen Guerrillas anschloß. **Fattah Abdouli (41, links)**, verheiratet, ein Kind. Der Architekt gehörte zum Zentralkomitee der PDKI. **Homayoun Ardalan (41, rechts)**, Vertreter der PDKI in Deutschland. **Nuri Dehkurdi (46)**, Dolmetscher während der Sozialistischen Internationale.

Die Todesspur

Was sagen der Schuh, das Papier, die Patronenhülse?

Stummer Zeuge des blutigen Massakers im Hinterzimmer des Restaurants in der Prager Straße. Ein brauner, rechter Herrenschuh steht auf dem Boden. Auf dem Spann sind deutliche Wellen zu erkennen. Es ist kein neuer Schuh. Davor liegt ein Schnipsel Papier. Vermutlich ein Zettel mit Aufzeichnungen und Gesprächsnotizen vom Abend. Daneben eine Patronenhülse. Spurensicherer der Kripo haben im rechten Winkel ein Bandmaß um den Schuh gelegt. Damit werden auf dem Polizeifotos später die Größenverhältnisse rekonstruiert

Volk ohne Staat: Die Kurden

Von MATTHIAS WEIMER
(Istanbul)

Seit Jahrzehnten kämpfen die rund 20 Millionen Kurden (verteilt in fünf Ländern des Vorderen Orients) um einen eigenen Staat. Sie haben eine eigene Kultur und eine eigene Sprache. Knapp die Hälfte siedelt in der Türkei und wird dort mit militärischer Gewalt in Schach gehalten.

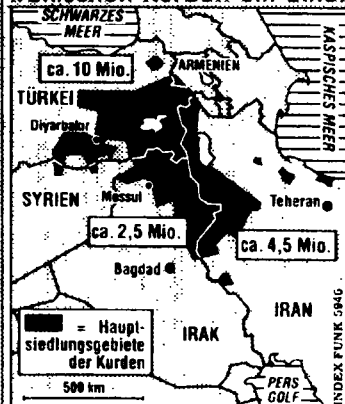
Im Iran wurden die Kurden von Ayatollah Khomeini und im Irak von Saddam Hussein verfolgt. Saddam setzte gegen kurdische Frauen und Kinder Giftsgas ein.

Im Grenzgebiet Türkei/Irak hat sich der Bürgerkrieg zwischen türkischem und iranischem Militär auf der einen Seite und der kurdischen Terror-Organisation PKK (Parti Kuram Kürtler) in den vergangenen vier Wo-

chen erheblich verschärft. Ein Sprecher des türkischen Innenministeriums in Ankara schloß auf Anfrage der SZ nicht aus, daß es sich bei dem Attentat auf die vier iranischen Kurden um einen

Racheakt einer pro-türkischen Untergrundorganisation handelt.

Der Istanbuler Politik-Wissenschaftler Mesut Aydinol (51) zur SZ: „Ich halte es für wahrscheinlich, daß eine rechtsgerichtete türkische Organisation für den Berliner Anschlag verantwortlich zeichnet. Ausschlaggebend mag nicht nur die Zugehörigkeit der Opfer zur linksgerichteten DKP sein, sondern auch die iranische Staatsangehörigkeit. Der Iran duldet seit Jahren in unzulässiger Weise die Aktivitäten der PKK, in dem er die Terroristen, die sich nach den Übergriffen auf die iranische Seite flüchten, unbehellig läßt. In der Vergangenheit unterstützte der Iran die PKK mit Waffen, um den inneren Frieden der Türkei zu stören.“



20 Millionen Menschen suchen eine Heimat

KILLERKOMMANDO IN KNEIPE

Iranischer Kurdenführer in Berlin ermordet

Berlin (taz) — Regelrecht hingeworfen wurden der iranische Kurdenführer Sadik Serefkendi und drei seiner Begleiter in einem Lokal in Berlin. Ein Killerkommando, dessen Herkunft die Berliner Kriminalpolizei im Iran vermutet, stürmte in das Hinterzimmer der Kneipe und schoß mit einer Maschinenpistole in die Gruppe. Serefkendi, Generalse-

ekretär der Kurdischen Demokratischen Partei des Iran, war als Gast der Sozialistischen Internationale zu deren Tagung in Berlin und hatte sich in dem Lokal mit anderen iranischen Oppositionellen verabredet. Sein Vorgänger als Generalsekretär der KDP, Ghassemlou, wurde vor drei Jahren in Wien ermordet.

die taz-Beilage ■ SAMSTAG, 19.9.92

Kurdenführer in Berlin ermordet

Vierfacher Mord in einer Gaststätte / Unbekannte Täter töteten Chef einer iranisch-kurdischen Partei wie bei einem „Hinrichtungskommando“ / Bundesanwaltschaft vermutet politische Hintergründe

Aus Berlin Ralf Knüfer

Vier Politiker der Demokratischen Kurdischen Partei im Iran (PDKI) sind bei einem Mordanschlag in der Nacht zum Freitag in einem Berliner Lokal getötet worden. Der Gastwirt des Lokals wurde schwer verletzt,

befindet sich aber nicht mehr in Lebensgefahr. Die Karlsruher Bundesanwaltschaft hat inzwischen die Ermittlungen übernommen.

Gegen 23 Uhr betraten in der Nacht zum Freitag zwei Männer das Restaurant „Mykonos“ in Berlin-Wilmersdorf, während ein weiterer

vor der Tür Wache stand. Einer der maskierten Attentäter eröffnete mit einer Maschinenpistole das Feuer auf die Kurden, der andere soll mit einer Faustfeuerwaffe die Anwesenden in Schach gehalten haben. Ein Augenzeuge berichtete, daß der Generalsekretär der PDKI, Sadik Serefkendi, hingerichtet worden sei. „Um hundertprozentig sicher zu sein, daß er wirklich tot ist“, sagte der Augenzeuge, wären nach mehreren Gewehrsalven zwei oder drei gezielte Schüsse auf den bereits schwer verletzten Politiker abgegeben worden. Er vermutete, daß die iranische Regierung hinter diesem Attentat steckt.

Der Pressesprecher der Bundesanwaltschaft, Hans-Jürgen Förster, erklärte gestern, viel spreche für einen „politisch motivierten Anschlag“: Zum einen der „modus operandi der Täter“, zum anderen handele es sich bei den Opfern um Angehörige der iranischen Opposition. Deswegen habe die Bundesanwaltschaft die Ermittlungen übernommen. Förster geht davon aus, daß es sich bei den Tätern um Iraner handelt. Nicht auszuschließen sei, daß die Morde von der Kommunistischen Arbeiterpartei Kurdistans (PKK) verübt worden seien, die mit der PDKI konkurriert und in der Vergangenheit nicht vor politischen Morden zurückschreckte. Der Leiter des Berliner Staatsschutzes, Diether Pietsch, sagte, der Aufenthaltsort der Delegation sei nicht bekannt gewesen. Deswegen habe es keine Möglichkeiten

zum Personenschutz gegeben. Als ersten Fahndungsanhaltspunkt präsentierte er zwei Phantombilder, die auf Zeugenaussagen beruhen.

Die Ermittlungen werden im Auftrag der Bundesanwaltschaft vom Bundeskriminalamt (BKA) geführt. Das BKA hat eine 20köpfige Sonderkommission gebildet, die mit einem Hubschrauber am Nachmittag von Wiesbaden nach Berlin gebracht wurde. Vor Ort soll sie den Vorfall untersuchen.

Die Opfer befanden sich anlässlich des Kongresses der Sozialistischen Internationale in Berlin, der am Donnerstag zu Ende ging. Nach Angaben der Polizei sind unter den Ermordeten der Generalsekretär der PDKI, der 55jährige Sadik Serefkendi, der Nachfolger des 1989 in Wien erschossenen Abderrahman Ghassemlou war. Aus zuverlässigen Bonner Kreisen verlautete gestern, daß auch der Koordinator der Partei für Europa, Fatah Abduli, bei dem Anschlag ermordet wurde. Die PDKI strebt die Unabhängigkeit Kurdistans vom Iran an.

Nach dem Attentat in Wien wurde die iranische Regierung verdächtigt, für den Mord verantwortlich zu sein. Die Ermittlungen der Wiener Behörden konnten damals nicht verhindern, daß die Täter außer Landes fliehen konnten.

Der SPD-Vorsitzende Björn Engholm hat den Mord verurteilt. Serefkendi sei eine herausragende Persönlichkeit des kurdischen Selbstbestimmungswillens im Iran gewesen.

Sadik Serefkendi

Vor Serefkendi wurde bereits sein Vorgänger im Amt, Abdurrahman Ghassemlou, ermordet

Bekannt war Sadik Serefkendi unter seinem Kampfnamen Dr. Said Badal. Vor knapp drei Jahren trat er die Nachfolge Ghassemlous an der Spitze der Kurdischen Demokratischen Partei im Iran an — ein in jeder Hinsicht schweres Erbe. Ghassemlou war im Juli 1989 in Wien ebenfalls von einem Killerkommando ermordet worden; seitdem wußte Sadik Serefkendi, daß dieses Schicksal auch ihn treffen könnte. Aber auch politisch hatte er es nicht leicht. Die von Ghassemlou über Jahre mühsam zusammengehaltene Partei spaltete sich unter seiner Führung. Kern des Konflikts war und ist das Verhalten der Partei gegenüber der Regierung in Teheran. Serefkendi wurde von seinen Kritikern vorgeworfen, den Hardlinern in Teheran zu weit entgegengekommen zu sein. Die KDP kämpft seit ihrer Gründung Anfang der

50er Jahre für einen Autonomiestatus der Kurden im Iran. Seit dem Sturz des Schah schwankt die KDP zwischen Guerillakampf und Verhandlungen. Serefkendi war 56 Jahre, als er Donnerstag nacht ermordet wurde. Er war ausgebildet als Lehrer, hatte aber später noch in Paris als Chemiker promoviert. Ob die Mörder Serefkendis gestellt werden, erscheint nach den Erfahrungen in Wien höchst zweifelhaft. Um die Beziehungen zum Iran nicht zu gefährden, so der Vorwurf der Kurden an die Adresse Österreichs, habe man die Ermittlungen verschleppt und letztlich im Sande verlaufen lassen. Auch die Bundesregierung hatte in einem früheren Fall, es ging um Rauschgifthandel des obersten iranischen Waffenhändlers Tabatabaei, dafür gesorgt, daß dieser unbehelligt wieder ausreisen konnte. **JG**

Hürriyet ■ 19 Eylül 1992, Cumartesi □

Berlin'de kan ve şok

Lokantada SUİKAST

- İran Kürtlerinin 4 temsilcisinin öldürüldüğü, birinin yaralandığı saldırıyı kınayan Berlin Belediye Başkanı, "Haince ve korkakça" dedi.

Ali YUMUŞAK - Aydın ULUN - Süleyman SELÇUK BERLİN, (Hürriyet)

SOSYALİST Enternasyonal Kongresine gözlemci olarak katılan İran Kürdistan Demokratik Partisi'nin (İKDP) İran koluna mensup dört politikacı Berlin'de düzenlenen suikaste otomatik silahlarla öldürüldü, bir temsilci de ağır yaralandı.

Ölenlerin arasında Parti'nin "Dr. Said" kod isimli, 54 yaşındaki lideri Sadık Şerefkendi ile Almanya Temsilcisi Homayoum Ardalan ve Fransa'da yaşayan Avrupa Temsilcisi Fattah Abdulî ile parti üyesi olmayan ancak İran Muhalefet grubundan Nuri Dehkurdi adlı bir Kürdün bulunduğu polis tarafından açıklandı. Ayrıca, olayın meydana geldiği lokantanın işleticisi ve parti mensubu olduğu belirtilen Said Gaffari adında İranlı da suikast sırasında kurşunlara hedef olarak ağır yaralandı.

İran'daki Kürtler'in özerkliğini hedefleyen partinin bundan önceki lideri Abdurrahman Kasımlı da 1989 yılında Viyana'daki birsuikast sonucu iki yardımcısı ile birlikte öldürülmüş, olayın fali olarak biri İran Devrimci Ordusu'na mensup üç İranlı hakkında soruşturma açılmıştı.

Berlin polisinden alınan bilgiye göre, Kürdistan Demokrat Partili heyet, Sosyalist Enternasyonal'in sona erdiği akşam, Berlin'deki Kürtlerin uğrak yeri olarak bilinen, Wilmesdorf semtinde, Pragerstr 2A adresindeki, "Mykonos" adlı Yunan lokantasına giderek, arka bölümde kendilerine ayrılan bir özel odada toplandılar. Üç kişi oldukları belirlenen saldırganlar gece saat 23.05'de adı geçen lokan-

taya geldi. Birisi kapıda nöbet tutarken, diğer ikisi lokale girip, koşar adımlarla arkadaki özel odaya yönelerek, içeridekileri otomatik tabancalarla taradı. Odada bulunanlar arasından üç kişi olay yerinde can verirken, iki kişi de ağır yaralı olarak hastahaneye kaldırıldı. Said Gaffari ağır yaralı olarak kaldırıldığı hastanede ölüm tehlikesini şimdilik atlattı, diğer Kürt politikacı kurtarılamayarak öldü. Böylece suikaste can verenlerin sayısı 4'e yükseldi.

Suikasti yaralı olarak atlatan temsilci ve olayın diğer görgü tanıkları, saldırganların suikast sırasında İran dilindeki özel bir şiveyle birkaç kez "O... çocukları..." diye bağrdıklarını söyledi. Polis, araştırmalarını İran Gizli Servisi üzerinde yoğunlaştırdı. Soruşturmayı bu arada devreye giren Federal Başsavcılık üstlendi.

Federal Başsavcı basın toplantısında yaptığı açıklamada, canilerin PKK saflarında arandığını söyledi. PKK'nın bu partiyi kendisine rakip gördüğü için saldırıyı düzenlemiş olabileceğini öne sürdü. İkinci bir seçenek olarak da İran'daki rakip partilerin intikam amacı güdebileceğini belirtti.

Öte yandan, Berlin'e Hükümet eden Belediye Başkanı Eberhard Diepgen, olayı "Haince ve korkakça bir saldırı" olarak niteleyip, canilerin kimliklerini ortaya çıkartmak için polisin seferber edildiğini açıkladı. Diepgen, "Politik motifli hiçbir cinayet Almanya'da üstü kapalı kalmaz, caniler mutlaka ele geçirilecektir." dedi.

Köln'deki Kürdistan Komitesinden yapılan açıklamada da, cinayetin İran Gizli Servisi tarafından işlenmiş olabileceği iddia edildi.

Vier Kurdenführer in Wilmersdorf durch Killer hingerichtet

Das Mord-Komplott von Berlin – Rätsel um die Hintermänner

BM Berlin, 19. Sept.

Bei einem offenbar politisch motivierten Attentat sind in der Nacht zum Freitag in einem Lokal in Berlin-Wilmersdorf vier führende Vertreter des kurdischen Bevölkerungsteils im Iran durch vermutlich professionelle Killer erschossen worden.

Dem Anschlag fielen der Generalsekretär der Demokratischen Partei Kurdistan-Iran (DPK), Sadegh Sharafkandi, und drei weitere DPK-Funktionäre zum Opfer. Ein fünfter Kurde – der Wirt des Lokals – wurde schwer verletzt.

Der Überfall ereignete sich in dem Restaurant „Mykonos“ an der Prager Straße 2 a. Im Hinterzimmer hatten sich nach Abschluß der Tagung der Sozialistischen Internationale (SI) im Reichstag kurzfristig acht Mitglieder und Sympathisanten der DPK zu einem Essen verabredet.

Gegen 23 Uhr drangen die bewaffneten Täter in das Lokal ein. Zwei von ihnen – einer mit einem Tuch maskiert – stürmten geplant sofort zum Hinterzimmer.

Ein Täter feuerte aus einer Maschinenpistole in kurzen Salven rund 30 Schüsse ab. Der zweite Killer gab aus einer Pistole mehrere gezielte Schüsse ab und vergewisserte sich offenbar, daß der Generalsekretär tatsächlich tödlich getroffen war.

Unbehelligt konnten die Täter anschließend fliehen – zu Fuß oder per Auto. Zurück blieben zunächst drei Tote und zwei Schwerverletzte, von denen einer wenig später im Krankenhaus starb. Der Wirt des Lokals, der sich zu seinen acht Landsleuten gesellt hatte, wurde schwer verletzt. Die übrigen Kurden hatten unter den Tischen Deckung gesucht und waren dem Massaker nur so entgangen.

Der Generalbundesanwalt hat die Ermittlungen übernommen. Das Bundeskriminalamt (BKA) in Wiesbaden entsandte gestern eine 25köpfige Sonderkommission nach Berlin, die durch Beamte des Berliner Staatsschutzes und weitere Kripo-Experten verstärkt wird.

Von den vier ermordeten Kurden im Alter zwischen 36 und 54 Jahren hatten zwei offiziell und einer als Beobachter ihrer Partei an der SI-Tagung im Reichstag teilgenommen. Außer Generalsekretär Sadegh Sharafkandi wurden bei dem Anschlag der Europa-Vertreter der DPK, Fattah Abdouli, sowie die DPK-Mitglieder Homayoun Ardalani und Nuri Dehkurdi getötet.

Während der Terroranschlag weltweit Empörung auslöste, wird über Hintermänner und Motive spekuliert. Das BKA vermutet hinter dem Überfall eine konkurrierende Kurden-Organisation oder einen Racheakt gegnerischer iranischer Gruppierungen.

Meinung

Der Kurden-Mord in Berlin

Keine Nachsicht

Mitten in unserer Stadt sind vier Kurden aus iranischen Oppositions-Parteien hinterrücks hingerichtet worden. Drei der Ermordeten waren Teilnehmer des Kongresses der Sozialistischen Internationale im Reichstag. Die Mordumstände erinnern in schlimmster Weise an längst vergangen geglaubte Chicagoer Gangsterzeiten Ende der zwanziger Jahre. Die Berliner, die ganze Welt ist über dieses politische Attentat schockiert.

Wer sind die Täter, wer vor allem die verantwortlichen Drahtzieher? Das sofort eingeschaltete Bundeskriminalamt vermutet, die revolutionäre marxistische türkische Kurdenpartei PKK oder iranische Gruppen als Auftraggeber. Die ersten, weil sie ihren Alleinvertretungsanspruch als die kurdische Partei im Kampf um ein selbständiges Kurdistan unterstreichen wollen. Die zweiten, weil sie verdächtigt werden, schon andere Kurdenführer aus dem iranischen Widerstand ermordet zu haben. Die deutschen Sicherheitsbehörden sind hoffentlich in der Lage, die wahren Täter und Verantwortlichen zu finden. Dann sind auch die Politiker, allen voran die Bundesregierung gefordert.

Ob PKK, radikale Gruppen in Teheran oder eine noch unbekannte Organisation – ihre weitere Duldung auf deutschem Boden müßte sofort unterbunden, Regierungsbeziehungen gar auf ein unabdingbares Minimum eingefroren werden. Da darf es keine opportunistischen politischen oder wirtschaftli-

chen Nachsichtigkeiten geben. Andernfalls droht das Mordkomplott von Wilmersdorf in deutschen Städten Schule zu machen.

Deutschland mit seiner liberalen Verfassung und seinem bisher so großzügigen Asylrecht für politisch Verfolgte, zu denen unbestreitbar die Kurden zählen, ist zumindest zur vorübergehenden Heimat vieler Ausländer geworden. Politische Auseinandersetzungen zwischen ihnen und ihren Unterdrückern in den eigentlichen Heimatländern bleiben da nicht aus. Doch es wird unerträglich, wenn diese Auseinandersetzungen in Gewalt bis hin zu brutalen Morden münden.

Den Anfängen ist nur zu wehren, wenn Sicherheitsbehörden und Politik mit aller Entschiedenheit und ohne Kompromisse gegen jeden vorgehen, der unser Gastrecht und unsere Gesetze verletzt. Nur dann auch können sich Ausländer, vor allem jene, die bei uns Schutz vor Verfolgung finden, wirklich sicher fühlen. Ganz abgesehen davon, daß die polizeilich und politisch Verantwortlichen die Pflicht haben, deutsche Staatsbürger so gut es geht davor zu bewahren, völlig unbeteiligt in blutige ausländische Fehden verwickelt zu werden.

Politisch motivierte eiskalte Morde kann ein liberaler Rechtsstaat nicht verhindern. Die erschreckende Tat von Wilmersdorf jedenfalls macht es zur Pflicht, keine Nachsicht mit den Tätern und ihren Auftraggebern zu zeigen. (Siehe S. 1, 13 u. 14)

Peter Neukrantz

BERLINER MORGENPOST
BERLINER ALLGEMEINE

Sonnabend, 19. September 1992

Özgür Gündem - 20. 09. 1992

İranlı 4 Kürt lider Berlin'de öldürüldü

BERLİN, Gündem - Almanya'nın Berlin kentinde yapılan Sosyalist Enternasyonal toplantısına katılan İran Kürdistan Demokrat Partisi'nden (IKDP) beş kişilik bir gruba dün gece bir lokantada silahlı saldırı düzenlendi. Saldırıda, aralarında Parti Genel Sekreteri **Dr. Sadık Şerefkendi**'nin de bulunduğu dört parti üyesi öldü, bir kişi de ağır yaralandı. Polis saldırganların İranlı olabileceklerini açıkladı. Berlin polisinin açıklamasına göre, olay dün gece geç saatlerde Berlin'in batısındaki

Wilmersdorf mahallesinde bulunan Mikonos adındaki Yunan lokantasında meydana geldi. Söz konusu lokanta İran kürtlerinin sık sık uğradığı yerlerden biri olarak biliniyor.

İKDP Heyeti, lokantanın arka tarafındaki ayrı bir bölümde toplantı halindeyken, arka pencereden içeriye giren iki saldırgan otomatik silahlarla ateş açtılar. Saldırganlarla birlikte hareket ettiği belirtilen bir üçüncü kişinin de kapıda gözcü görevini yaptığı bildirildi.

Devamı 11. sayfada

HABERLERİN DEVAMI

İranlı 4 Kürt lider Berlin'de öldürüldü

Baştarafı birinci sayfada
Açılan ateş sonucu, beş IKDP temsilcisinden üçü olay yerinde, biri de kaldırıldığı hastanede öldü. Heyette bulunan diğer kişi de ağır yaralandı. Şerefkendi ile birlikte ölen üç kişiden ikisinin IKDP'nin Avrupa Temsilcisi **Fettulah Abdulî**, Almanya Temsilcisi **Erdalan Omayun** ve **Nuri** adlı üst düzey üyeleri oldukları öğrenildi. Saldırıda öldürülen IKDP üyelerinin Sosyalist Enternasyonal toplantısına gözlemci olarak katıldıkları bildirildi.

Olayla ilgili ilk haberlerde, saldırıya uğrayan grubun, "Kürdistan Demokratik Partisi"nden oldukları bildirilmiş, ancak partinin hangi ülkeden olduğu belirtilmemişti. Daha sonra yapılan kimlik tespitinde heyetin, İran Kürdistan Demokrat Partisi'ne mensup olduğu anlaşıldı.

Ankara'daki Irak Kürdistan Demokrat Partisi (IKDP) yetkilileri de öldürülenlerin İran'da faaliyet gösteren İran Kürdistan Demokrat Partisi'nin üyeleri olduklarını bildirdiler. Ankara'daki IKDP yetkilileri, ölenlerin birinin IKDP Genel Sekreteri **Dr. Sadık Şerefkendi** olduğu hakkında kendilerine de bilgi ulaştığını belirttiler.

Polis, yaptığı son açıklamada görgü tanıklarının ifadelerine dayanarak saldırganların İranlı olabileceklerini, saldırı sırasın-

da katillerin IKDP heyetine Farsça bağırdıklarını bildirdi.

Bu arada Berlin Valisi **Eberhard Dieppen** bir açıklama yaparak saldırıyı kınadı ve federal polisin saldırıyla ilgili soruşturmayı sürdürdüğünü bildirdi.

Öte yandan Halkın Mücahitleri örgütü Avrupa'da yayınladığı bir bildiriye saldırıdan İran rejimini sorumlu tuttu. Örgüt lideri **Mesut Recavi** adına yapılan açıklamada, Tahrân rejiminin 30 Ağustos'ta muhaliflerin yurt-

dışında öldürüleceği yolunda bir açıklama yaptığını belirtti.

Bonn'daki İran Büyükelçiliği ise dün yaptığı bir açıklamada kendilerine yöneltilen suçlamaları red ederek, cinayetlerle bir ilgilerinin olmadığını savundu.

Alman Başsavcı **Dr. Hans Jürgen** ise yaptığı bir açıklamada olayı soruşturmak üzere 20 kişilik bir özel ekip kurduklarını belirterek, cinayete her ihtimal üzerinde durduklarını belirtti. Başsavcı olayda öldürü-

lenlerden birinin lokantanın sahibi olduğu söyledi.

Saldırıda öldürülen **Şerefkendi**, İran'da yaşayan Kürtlerin özerkliği için mücadele eden İran Kürdistan Demokrat Partisi'nin lideriydi. **Dr. Sadık Şerefkendi**, benzer bir yöntemle öldürülen **Dr. Abdurahman Kasemlo**'dan sonra 1990'da partinin başına getirilmiş, **Kasemlo**'nun görüşmeler ve demokratik yollarla çözüm fikrinin takipçisi olmuştu.

Kürt sorununa çözüm bulmak amacıyla Viyana'da İranlı yetkililerle partisinden habersiz gizli görüşmeler yapıldığı İranlı heyet üyeleri tarafından öldürülen **Abdurahman Kasemlo**'nun öldürülmesinden İran gizli servisi Savamak sorumlu tutulmuş, Viyana polisinden katillerin kaçmasına göz yumduğu öne sürülmüştü.

Kasemlo'nun öldürülmesinden bir süre önce İran rejiminin çıkardığı af yasası sonucu birçok IKDP peşmergesi silah bırakmış, parti; sorunu görüşmeler yoluyla çözümlene politikasını sürdürmüştü. Gerilla savaşının sürdürülmesinden yana olan IKDP'deki radikal grupların ise Türkiye sınırına yakın yerlerde İran askeri hedeflerine saldırıları sürüyor. Türkiye sınırına yakın bölgelerde eylem yapan IKDP'li peşmergelerin Türk hükümetiyle ilişkileri oldukları da öne sürülüyor.

Portre / Dr. Sadık Şerefkendi



1938 yılında Mahabad'da doğdu. Bu kentte orta öğrenimini gördükten sonra, Tahrân'da kimya öğrenimi yaptı. Paris'te doktora yapan Şerefkendi çeşitli tarihlerde öğretmenlik ve Tahrân Üniversitesi'nde öğrenim görevlisi olarak çalıştı. 1980 yılından sonra da KDP'de aktif olarak çalışmaya başladı. Ünlü Kürt patri **Hejar**'in kardeşi olan **Dr. Sadık**'in çocukluk yılları Mahabad Kürt Cumhuriyeti'ne rastlamaktadır. 1973 yılında KDP'ye üye olan **Dr. Sadık**, 1980'deki 4. kongrede MK üyesi ve bir süre sonra da politbüro üyeliğine seçildi. Şerefkendi, **Kasemlo**'nun öldürülmesinden sonra da Partinin Genel Sekreterliğine seçildi.

Sonnabend/Sonntag, 19./20. September 1992

Schwache Spur zum Killerkommando

Vier kurdische Oppositionelle bei einem brutalen Überfall mitten in Berlin ermordet

Berlin, eb
Die Täter und Hintermänner des offensichtlich politisch motivierten Terroranschlags auf Mitglieder der oppositionellen Demokratischen Partei in Iran (PDKI) am späten Donnerstagabend in Berlin könnten aus konkurrierenden iranischen Gruppen stammen.

Das erklärte am Freitag der Sprecher der Generalbundesanwaltschaft, Hans-Jürgen Förster. Bei dem brutalen Mordanschlag waren in einem griechischen Lokal in Wilmersdorf vier Kurden von noch unbekanntem Tätern mit einem Maschinengewehr hingerichtet worden.

Unter den Ermordeten befindet sich der Generalsekretär der Demokratischen Kurdischen Partei in Iran, Sadegh Sharafkandi, der zuvor



Schauplatz des Attentats: Das Restaurant „Mykonos“ in der Wilmerdorfer Prager Straße.

Foto: Mrotzkowski

am Kongreß der Sozialistischen Internationalen teilgenommen hatte. Ein Augenzeuge, der mit am Tisch saß, schilderte gegenüber der Berliner Zeitung, daß einer der maskierten Attentäter mit dem Ruf „Ihr Hurensohne“ gezielt auf den 54-jährigen Sharafkandi geschossen habe. Er und zwei andere Teilnehmer des Treffens im griechischen Lokal „Mykonos“ in der Prager Straße waren sofort tot, ein weiterer verstarb im Krankenhaus. Die Täter entkamen unermittelt.

INTERVIEW mit einem Augenzeugen SEITE 3

Nach ersten Erkenntnissen der Bundesanwaltschaft könnten die Killer aus der PKK, einer kurdischen Konkurrenzpartei, kommen. Möglich sei aber auch ein Racheakt noch unbekannter iranischer Gruppen. Um den Mord aufzuklären, wurde eine 25köpfige Sonderkommission des Bundeskriminalamtes gebildet. Inzwischen wurden an den Flughäfen Phantomfotos von zwei

der drei Täter verteilt, die nach Zeugenaussagen gefertigt wurden. Der Terrorakt wurde unterdessen von allen Parteien auf „das schärfste“ verurteilt. Berlins Regierender Bürgermeister Eberhard Diepgen (CDU) sprach von einem „feigen und hinterhältigen Mordanschlag“. Die Täter müßten weltweit verfolgt werden, forderte der SPD-Bundesvorsitzende Björn Engholm. Sharafkandi sei eine „herausragende Persönlichkeit des kurdischen Selbstbestimmungswillens“ gewesen. Als einen „Höhepunkt des organisierten Terrorismus“ bezeichnete der irakische Kurdenführer Massud Barsani den Mordanschlag. Der kurdische Verein für Menschenrechte erklärte, daß dies nicht der erste Überfall der Killerkommandos der iranischen Regierung gewesen sei.

Attentat auf Iran-Gegner**Vier Kurdenführer
in Berlin erschossen**

Berlin (Reuter/dpa) – Bei einem offensichtlich politisch motivierten Attentat sind in Berlin vier führende Vertreter des kurdischen Widerstands gegen Iran ermordet worden, unter ihnen der Generalsekretär der Demokratischen Kurdischen Partei im Iran (PDKI), Sadegh Charafkandi. Die Täter konnten fliehen. Nach Angaben der Generalbundesanwaltschaft könnte der Anschlag von Mitgliedern der konkurrierenden Kurdischen Arbeiterpartei (PKK) verübt worden sein. Es sei aber auch denkbar, daß Mitglieder iranischer Gruppierungen den Anschlag als „Racheakt oder Strafaktion“ gegen die regimfeindliche demokratische Partei geplant hätten. Dafür spreche, daß die Täter ihre Opfer auf persisch als „Hurenöhne“ beschimpft hätten. Nach Angaben der Polizei starben außer dem PDKI-Generalsekretär drei weitere Funktionäre der Partei. Ein fünfter Kurde wurde schwer verletzt.

Die Männer wurden in einem griechischen Lokal im Bezirk Wilmersdorf erschossen. Nach Angaben der Polizei betraten zwei teilweise vermummte Männer gegen 23 Uhr das Restaurant in der Prager Straße. Im Hinterzimmer der Gaststätte hätten sie aus einer Maschinenpistole und einer Faustfeuerwaffe auf Charafkandi und seine Begleiter geschossen. Drei Männer seien sofort tot gewesen, einer von zwei Schwerverletzten später in einem Krankenhaus gestorben. Das Kurdistan-Komitee in Köln beschuldigte Iran, hinter dem Anschlag zu stecken. Ein Sprecher des Komitees sagte: „Wir vermuten, daß es der iranische Geheimdienst war.“ Auch Charafkandis Vorgänger Abdurrahman Kassemlu sei 1989 in Wien zusammen mit zwei anderen Funktionären vom iranischen Geheimdienst erschossen worden. Die PDKI vertritt die rund 6,5 Millionen im Iran lebenden Kurden und strebt die Unabhängigkeit der kurdischen Gebiete vom Iran an. Charafkandi hatte nach Angaben des Kurdistan-Komitees in Berlin am Treffen der Sozialistischen Internationale (SI) teilgenommen, das am Donnerstag zu Ende gegangen war.

„Türkei rüstet gegen Kurden“

ISTANBUL, 18. September (dpa). Die Türkei will nach einem Bericht der türkischen Tageszeitung *Sabah* in den USA 200 Kampfhubschrauber des Typs Sikorsky „Black Hawk“ kaufen. Das Geschäft habe ein Volumen von umgerechnet 2,25 Milliarden Mark. Wie die Zeitung unter Berufung auf einen namentlich nicht genannten hochrangigen Regierungsbeamten weiter berichtete, sei die US-amerikanische Herstellerfirma United Technologies gebeten worden, einen Vertreter zur Auftragsunterzeichnung nach Ankara zu schicken. Die Hubschrauber, von denen die Türkei bereits elf besitze, sollten im Kampf gegen die separatistische Arbeiterpartei Kurdistans (PKK) eingesetzt werden, schreibt *Sabah*.

Die Zeitung will außerdem erfahren haben, daß Rußland der Türkei 20 Kampfhubschrauber als Entgelt für die Lieferung von Getreide überstellen will.

The Times - September 19, 1992

**Gunmen kill Kurd
leaders in Berlin**

FROM ADAM LEBOR IN BERLIN

THE murderous cycle of Middle East violence spilled over on to the quiet streets of a west Berlin suburb late on Thursday night when four Kurdish leaders were shot dead.

Kurdish exile groups immediately blamed a Tehran-appointed hit squad. "We think this was done by the Iranian secret service," said Selman Arslan of the Cologne-based Kurdistan Committee.

Gunmen burst into a Greek restaurant in Wilmersdorf and opened fire with a sub-machinegun and handgun at the men sitting in the back

room at the restaurant, a popular meeting point for Kurdish exiles. Three of the men died instantly and two others were badly wounded. One later died in hospital.

Berlin police, suspecting political motives behind the killings, called in investigators from the Federal Crime Office. A team of 20 investigators were due to arrive in Berlin by helicopter yesterday.

A police spokesman said the killers appeared to be Iranian. Survivors told police the attackers had sworn at their victims in Farsi, he said.

FRANKFURTER RUNDSCHAU - 21 September 1992

Attentat gegen Kurden in Berlin hat vier Parallelen

WIESBADEN, 20. September (dpa/AP). Das jüngste Attentat auf iranische Oppositionelle in Berlin hat nach Darstellung des Bundeskriminalamtes (BKA) in Wiesbaden Parallelen zu vier Anschlägen in Westeuropa. In Berlin, wo die Sonderkommission nach dem Attentat vom Donnerstag, bei dem vier Männer erschossen worden waren, am Sonntag noch keine „heiße Spur“ hatte, wurde der Anschlag dem BKA zufolge mit einer „Uzzi“-Maschinenpistole, die in Israel hergestellt wird, und einer Faustfeuerwaffe verübt.

Das BKA wies am Wochenende darauf hin, daß im Juli 1989 der damalige Generalsekretär der Demokratischen Kurdischen Partei in Iran (PDKI), Abder Rahman Ghassemlu, und zwei seiner Vertrauten in Wien erschossen wurden. Auf ein ehemaliges Mitglied der Partei war im September 1990 in Schweden ein Briefbombenattentat verübt worden, bei dem dessen Ehefrau getötet wurde. Im August vergangenen Jahres wurden der letzte Ministerpräsident des Schah-Regimes, Schâhpur Bachtîar, und sein Sekretär in Surennes bei Paris erstochen, im April 1990 bereits der iranische Exilpolitiker Kazem Radschawi in der Schweiz. Bei diesem Attentat hätten zwei der identifizierten Täter Dienstreisepässe der iranischen Regierung gehabt, wie sie Behördenangestellte gewöhnlich für Auslandsaufenthalte erhalten.

Zu dem Attentat in Wien meinte der Verband der kurdischen Vereine, einer der Täter sei verletzt gefaßt worden, der andere habe unbehelligt ausreisen dürfen, nachdem er sich in die iranische Botschaft geflüchtet habe. In Bonn verwiesen kurdische Demonstranten vor dem Bundeskanzleramt auch auf den ungeklärten Mord an dem iranischen Künstler Freydoun Farokhzad. Der populäre Gegner des Mullah-Regimes war vor sieben Wochen in seiner Bonner Wohnung erstochen aufgefunden worden.

Iran hat den Anschlag von Berlin verurteilt und alle Verdächtigungen gegen Teheran zurückgewiesen.

DIE WELT - 21 September 1992

60 Hinweise nach Berliner Attentat auf Kurden

dpa, Berlin

Zu dem Berliner Mordanschlag auf vier iranische Oppositionelle sind über 60 Hinweise bei der Sonderkommission des Bundeskriminalamtes (BKA) eingegangen. Die 69 Fahnder der „Soko Mykonos“ hätten aber noch keine heiße Spur, sagte der Sprecher der Generalbundesanwaltschaft, Hans-Jürgen Förster. Vom BKA wurde auf vier weitere Anschläge im europäischen Ausland verwiesen, bei denen in den vergangenen drei Jahren sieben Gegner der iranischen Regierung getötet worden waren. Möglicherweise gehen alle Anschläge auf das Konto der selben Hintermänner, vermutete ein Beamter. Die Bundesanwaltschaft geht weiter davon aus, daß entweder iranische Gruppen oder Angehörige der Arbeiterpartei Kurdistans (PKK) das Attentat verübt haben. Die PKK stritt inzwischen ebenso wie die Bonner Botschaft des Iran jede Beteiligung an dem Anschlag ab.

Der Anschlag in Berlin wurde mit einem Nachbau der israelischen Maschinenpistole „Uzzi“ ausgeführt. Einer der drei Täter hatte auch noch mit einer spanischen Selbstladepistole des Typs „Llama“ auf ein bereits schwerverletzt am Boden liegendes Opfer geschossen. Das BKA hat für Hinweise, die zur Ergreifung der Täter führen, eine Belohnung von 50 000 Mark ausgesetzt.

Kurden-Mord: 60 Hinweise auf die Täter

BM Berlin, 21. Sept.

Mehr als 60 Berliner haben in-
zwischen Hinweise zu den Atten-
tätern von Wilmersdorf gegeben.
In der Nacht zu Freitag waren vier
kurdische Politiker im Hinterzim-
mer eines Lokals an der Prager
Straße erschossen worden.

Wie die Bundesanwaltschaft
gestern bekanntgab, war mit einer
spanischen Selbstladepistole des
Typs Llana und einer Imi, einem
Nachbau der israelischen Maschi-
nenpistole Uzi, gefeuert worden.
Eine heiße Fährte seien die Be-
amten allerdings noch nicht auf
der Spur, erklärte Hans-Jürgen
Förster, Sprecher der Bundes-
anwaltschaft.

Der Iran hat unterdessen jede
Verantwortung für das Massaker
zurückgewiesen. Zugleich wurde
betont, man sei zur Zusammen-
arbeit mit den deutschen Ermitt-
lungsbehörden bereit. (Mehr S. 9)

BERLINER ALLGEMEINE

MOI

„Soko Mykonos“: Über 60 Hinweise, aber keine „heiße Spur“

Bis gestern sind beim Bundes-
kriminalamt (BKA) mehr als 60
Hinweise zu den Männern einge-
gangen, die in der Nacht zum
Freitag im Restaurant „Mykonos“
ein Blutbad anrichteten und vier
kurdische Oppositionspolitiker
erschossen. Die Anrufe seien fast
ausschließlich von Berlinern ge-
kommen, die in unmittelbarer
Tatortnähe wohnen, sagte der
Sprecher der Bundesanwalt-
schaft Hans-Jürgen Förster ge-
stern der Berliner Morgenpost:

„Eine heiße Spur ist aber immer
noch nicht darunter.“
Allerdings sei der Täterkreis
eingeeengt worden. Es würde nur
noch in zwei Richtungen ermit-
telt: Die Täter werden in der mit
der DPK - Iran konkurrierenden
gewaltbereiten kurdischen Arbei-
terpartei PKK und bei iranischen
Organisationen gesucht. Förster:
„Jede andere Tätergruppe schlie-
ßen wir inzwischen aus.“ Die
DPK - Iran beschuldigt die irani-
sche Regierung, Drahtzieher des



Tatwaffe „Imi“, ein Uzi-Nachbau.

Attentats zu sein. Die Arbeit der
69 Mitglieder starken Sonder-
kommission „erschöpft sich“, so
Förster, „zur Zeit in Zeugenver-
nehmungen“. Wie viele Men-

schen inzwischen vernommen
wurden, konnte Förster nicht
mitteilen. Es sei aber damit zu
rechnen, daß die Phantombilder
in den nächsten Tagen noch kon-
kretisiert werden könnten.

Der Hauptermittlungsansatz
sei die Frage, welche Personen
von Ort und Zeit des Treffens
informiert gewesen waren. Hier
seien die Täter zu suchen. För-
ster: „Allerdings befürchte ich,
daß sie ins Ausland geflohen
sind. Davon, daß die kurdischen

Politiker aus Sicherheitsgründen
inkognito nach Berlin gereist wa-
ren, wisse er nichts.

Inzwischen steht auch fest, mit
welchen Waffen die Täter schos-
sen. Bei der Maschinenpistole
handelt es sich um einen Nach-
bau der israelischen Uzi, eine so-
genannte Imi. Die Faustfeuerwaf-
fe, durch die der DPK-Generalse-
kretär Sadegh Sharafkandi mit
drei Schuß getötet wurde, ist eine
spanische Selbstladepistole vom
Typ Llana.

Frank Hauke

TAZ - 19 September 1992

Kurdenführer in Berlin ermordet

Vierfacher Mord in einer Gaststätte / Unbekannte Täter töteten Chef einer iranisch-kurdischen Partei wie bei einem „Hinrichtungskommando“ / Bundesanwaltschaft vermutet politische Hintergründe

Aus Berlin Ralf Knüfer

Vier Politiker der Demokratischen Kurdischen Partei im Iran (PDKI) sind bei einem Mordanschlag in der Nacht zum Freitag in einem Berliner Lokal getötet worden. Der Gastwirt des Lokals wurde schwer verletzt,

befindet sich aber nicht mehr in Lebensgefahr. Die Karlsruher Bundesanwaltschaft hat inzwischen die Ermittlungen übernommen.

Gegen 23 Uhr betreten in der Nacht zum Freitag zwei Männer das Restaurant „Mykonos“ in Berlin-Wilmersdorf, während ein weiterer

vor der Tür Wache stand. Einer der maskierten Attentäter eröffnete mit einer Maschinenpistole das Feuer auf die Kurden, der andere soll mit einer Faustfeuerwaffe die Anwesenden in Schach gehalten haben. Ein Augenzeuge berichtete, daß der Generalsekretär der PDKI, Sadik Serefkendi, hingerichtet worden sei. „Um hundertprozentig sicher zu sein, daß er wirklich tot ist“, sagte der Augenzeuge, wären nach mehreren Gewehrsalven zwei oder drei gezielte Schüsse auf den bereits schwer verletzten Politiker abgegeben worden. Er vermutete, daß die iranische Regierung hinter diesem Attentat steckt.

Der Pressesprecher der Bundesanwaltschaft, Hans-Jürgen Förster, erklärte gestern, viel spreche für einen „politisch motivierten Anschlag“: Zum einen der „modus operandi der Täter“, zum anderen handele es sich bei den Opfern um Angehörige der iranischen Opposition. Deswegen habe die Bundesanwaltschaft die Ermittlungen übernommen. Förster geht davon aus, daß es sich bei den Tätern um Iraner handelt. Nicht auszuschließen sei, daß die Morde von der Kommunistischen Arbeiterpartei Kurdistans (PKK) verübt worden seien, die mit der PDKI konkurriert und in der Vergangenheit nicht vor politischen Morden zurückschreckte. Der Leiter des Berliner Staatsschutzes, Diether Pietsch, sagte, der Aufenthaltsort der Delegation sei nicht bekannt gewesen. Deswegen habe es keine Möglichkeiten

zum Personenschutz gegeben. Als ersten Fahndungsanhaltspunkt präsentierte er zwei Phantombilder, die auf Zeugenaussagen beruhen.

Die Ermittlungen werden im Auftrag der Bundesanwaltschaft vom Bundeskriminalamt (BKA) geführt. Das BKA hat eine 20köpfige Sonderkommission gebildet, die mit einem Hubschrauber am Nachmittag von Wiesbaden nach Berlin gebracht wurde. Vor Ort soll sie den Vorfall untersuchen.

Die Opfer befanden sich anlässlich des Kongresses der Sozialistischen Internationale in Berlin, der am Donnerstag zu Ende ging. Nach Angaben der Polizei sind unter den Ermordeten der Generalsekretär der PDKI, der 55jährige Sadik Serefkendi, der Nachfolger des 1989 in Wien erschossenen Abderrahman Ghassem-lou war. Aus zuverlässigen Bonner Kreisen verlautete gestern, daß auch der Koordinator der Partei für Europa, Fatah Abdul, bei dem Anschlag ermordet wurde. Die PDKI strebt die Unabhängigkeit Kurdistans vom Iran an.

Nach dem Attentat in Wien wurde die iranische Regierung verdächtigt, für den Mord verantwortlich zu sein. Die Ermittlungen der Wiener Behörden konnten damals nicht verhindern, daß die Täter außer Landes fliehen konnten.

Der SPD-Vorsitzende Björn Engholm hat den Mord verurteilt. Serefkendi sei eine herausragende Persönlichkeit des kurdischen Selbstbestimmungswillens im Iran gewesen.

Sadik Serefkendi

Vor Serefkendi wurde bereits sein Vorgänger im Amt, Abdurrahman Ghassem-lou, ermordet

Bekannt war Sadik Serefkendi unter seinem Kampfnamen Dr. Said Badal. Vor knapp drei Jahren trat er die Nachfolge Ghassem-lous an der Spitze der Kurdischen Demokratischen Partei im Iran an — ein in jeder Hinsicht schweres Erbe. Ghassem-lou war im Juli 1989 in Wien ebenfalls von einem Killerkommando ermordet worden; seitdem wußte Sadik Serefkendi, daß dieses Schicksal auch ihn treffen könnte. Aber auch politisch hatte er es nicht leicht. Die von Ghassem-lou über Jahre mühsam zusammengehaltene Partei spaltete sich unter seiner Führung. Kern des Konflikts war und ist das Verhalten der Partei gegenüber der Regierung in Teheran. Serefkendi wurde von seinen Kritikern vorgeworfen, den Hardlinern in Teheran zu weit entgegengekommen zu sein. Die KDP kämpft seit ihrer Gründung Anfang der

50er Jahre für einen Autonomiestatus der Kurden im Iran. Seit dem Sturz des Schah schwankt die KDP zwischen Guerillakampf und Verhandlungen. Serefkendi war 56 Jahre, als er Donnerstag nacht ermordet wurde. Er war ausgebildet als Lehrer, hatte aber später noch in Paris als Chemiker promoviert. Ob die Mörder Serefkendis gestellt werden, erscheint nach den Erfahrungen in Wien höchst zweifelhaft. Um die Beziehungen zum Iran nicht zu gefährden, so der Vorwurf der Kurden an die Adresse Österreichs, habe man die Ermittlungen verschleppt und letztlich im Sande verlaufen lassen. Auch die Bundesregierung hatte in einem früheren Fall, es ging um Rauschgifthandel des obersten iranischen Waffenhändlers Tabatabaei, dafür gesorgt, daß dieser unbehelligt wieder ausreisen konnte. JG

THE GUARDIAN
Friday September 18 1992

Ankara asked to beat Baghdad blockade this winter

Aid for Kurds may go through Turkey

Pam O'Toole in Ankara

THE United States has approached Turkey for help in launching an emergency aid programme for the Kurds of northern Iraq. The request, made to Ankara within the last week, follows warnings that about 750,000 people face severe hardship or starvation this winter.

It marks the first step in an initiative by the West and the United Nations to help the Kurds, who are facing acute shortages caused by a year-long economic blockade by the Baghdad government and UN sanctions against Iraq.

Details are being drawn up of a "winter survival programme" to provide food, fuel, shelter and medicine for the 750,000 Kurds deemed most at risk. Officials fear that unless more aid reaches them, there is likely to be a new exodus of Kurds to Turkey.

However, getting the aid to those who need it could cause diplomatic problems. Baghdad has refused to renew an agreement on the UN humanitarian aid programme in northern Iraq and has denied visas for some UN staff.

The United States and Britain are meanwhile insisting that the UN does not abandon the Kurds, and while the UN says it will continue to put pressure on

Baghdad, officials are now talking about channelling relief through Turkey.

However, if aid goes this way, Iraq must agree to it being carried across its borders in order for the operation to comply with UN principles, which looks unlikely.

One UN official said: "Some major, and perhaps unprecedented, political decisions may have to be made in New York if Baghdad refuses to co-operate."

The UN headquarters in New York will have to respond quickly. Its Geneva aid office says that the plan will have to be approved by the end of this month to enable supplies to be put in place and as many as 200 extra UN guards to be dispatched to supervise the operation.

It is still not clear how Turkey will react. Ankara has supported Western aid programmes for the Kurds in the past but it may be wary of, becoming publicly involved in an operation that Baghdad would regard as a blatant violation of its sovereignty.

Sending UN aid convoys through south-eastern Turkey would give a much-needed boost to the local economy, but could cause security problems.

Convoys would be at risk of attack by Kurdish separatist militants in Turkey, who only last month mounted a blockade to prevent lorries loaded with

supplies crossing into Kurdish areas of Iraq.

Independent aid agencies working in the region, which have previously criticised the UN for its inaction, have welcomed the UN's plans.

Joan Anderson, Gulf co-ordinator of Save the Children who has just returned from northern Iraq, said: "We support the UN plan if it can be made to work quickly and successfully. But our concern is that it is concentrating on the short-term needs over the winter."

"The long-term needs of building up the administration and infrastructure of Iraq are still being neglected."

Reuter adds from Amman: King Hussein of Jordan has met the Kurdish opposition leader, Jalal Talabani, in London. The meeting marks a decisive step away from his previous friendship with the Iraqi government, Iraqi opposition sources and diplomats said yesterday.

King Hussein, who was isolated from his traditional Western and Gulf Arab allies during the Gulf war because of his sympathy with Baghdad, has been distancing Jordan from Iraq.

In recent weeks he has openly expressed frustration with the Iraqi president, Saddam Hussein.

King Hussein is in London recovering from surgery.

Sherfkandi participó en la Internacional Socialista

El máximo dirigente kurdo iraní, asesinado a balazos en un restaurante berlinés

Grupos iraníes y el PKK, principales sospechosos

JUAN CUESTA

ESPECIAL PARA EL MUNDO

BERLÍN. — Cuatro miembros del opositor Partido Democrático del Kurdistán Iraní (PDKI), entre ellos su secretario general, Sadik Sherfkandi, fueron asesinados el jueves por la noche cuando se encontraban cenando en el céntrico restaurante griego Mykonos de Berlín.

Otro representante del PDKI resultó herido en el atentado. Según fuentes policiales, todavía se desconoce de forma oficial si otro de los muertos es Fatah Abdul, coordinador para Europa de ese partido opositor al régimen fundamentalista de Irán. Sin embargo, un corresponsal de la radio *Info 101* de Berlín informó ayer por la mañana de que el citado coordinador figura también entre los fallecidos, así como el enviado del PDKI en Alemania y el intérprete de la delegación.

La policía alemana cree que el atentado es obra de grupos iraníes o del Partido de los Trabajadores de Kurdistán (PKK), según indicó ayer en rueda de prensa, Hans-Joachim Foerster, portavoz de la Fiscalía general, que es la que se encarga del sumario, debido a la dimensión política del crimen. El PKK es un partido kurdo de

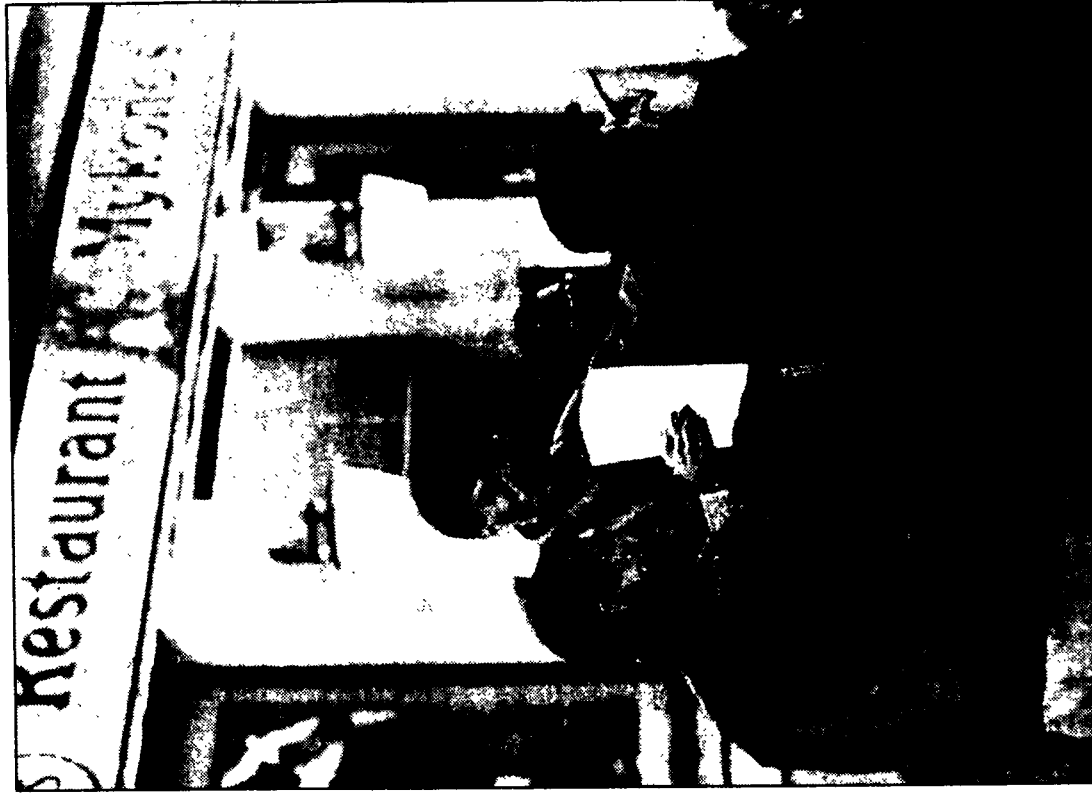
tendencia marxista-leninista que opera en el sudeste de Turquía, y que propugna la instauración de un Estado kurdo independiente en esa región. El PDKI, que es el principal representante de los kurdos de Irán, lucha, en cambio, por una autonomía dentro del Estado iraní.

El hecho de que los terroristas insultaran a sus víctimas en persa antes de ametrallarlos, refuerza la tesis del atentado iraní.

Según la Policía, hacia las 23,00 horas del jueves, mientras los cinco políticos kurdos procedían a cenar, tres individuos irrumpieron en el local, situado en el barrio de Wilmesdorf. Uno de ellos se quedó en la puerta y los otros dos ametrallaron a los representantes del PDKI, quienes no habían solicitado protección oficial.

Los políticos kurdos habían participado en las sesiones de la Internacional Socialista, clausurada en las primeras horas de la tarde, en calidad de invitados, tal y como ya era costumbre.

Ya en días anteriores, centenares de asociaciones kurdas organizaron numerosas manifestaciones frente al Reichstag, en Berlín, para protestar contra las masacres del Ejército turco en el Kurdistán. Sherfkandi era el sucesor de Abdul Rahman Ghassemlou, que



Varios policías alemanes conversan frente al lugar del atentado. / REUTERS

murió también en un atentado en Viena, en 1989.

El representante para Europa del Partido Democrático del Kurdistán Iraquí (PDK), Abdul Atroshi, expresó la indignación que el atentado causó entre sus compatriotas residentes en Alemania. Por su parte, el alcalde-gober-

nador de Berlín, Eberhard Diepgen, ha condenado el hecho al que calificó de «atentado vil y cobarde» y ha anunciado que las fuerzas de seguridad, tanto regionales como nacionales, tomarán medidas para no dar la menor oportunidad al crimen político en Alemania o en su capital.

El crimen como método para eliminar a la oposición

Con la muerte de Sherefkendi, el PDKI ha sido decapitado otra vez, según las principales sospechas, mediante el método preferido de Teherán: la eliminación física de sus adversarios. Los crímenes comenzaron poco después de triunfar la revolución:

- El príncipe Chahryar Mustafá Chafk (sobrino del sha) es asesinado en París el 7 de diciembre de 1979.
- Varios antiguos oficiales iraníes son asesinados en Estambul desde agosto hasta diciembre de 1985.
- Mohamed Ali Tavakoli-Nabavi, destacado militar con el sha, aparece acribillado a balazos junto a su hijo en su domicilio londinense el 2 de octubre de 1987.
- Ramid Reza Chitgar, investigador del instituto Pasteur en Estrasburgo, kurdo iraní y militante de la extrema izquierda, aparece el 12 de julio de 1987 asesinado en Viena.
- El antecesor de Sherefkendi (muerto el jueves), Abdul Rahman Ghassemlou, es asesinado en Viena en 1989. Ese mismo año mueren Gollam Qeshavar en Chipre y Sadiq Tamangar en Irak, dirigentes de Komala.
- Kazam Radjavi, hermano de Masud Radjavi —líder de los Muyaidines del Pueblo—, es asesinado en Suiza el 24 de abril de 1990.
- Cyrus Elahi, uno de los dirigentes de la organización «Bandera de Libertad de Irán», es tiroteado en París el 23 de octubre de 1990.
- Aldel Rahman Borumand, líder del Movimiento de Resistencia Nacional, es apuñalado en París el 18 de abril de 1991.

GAMK - 24 septembre 1992

COMMUNIQUE DE PRESSE

Nous publions ci-dessous le communiqué de presse de l'Institut kurde de Paris consécutif à l'assassinat à Berlin le 17 septembre dernier du secrétaire général du Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), M. Sharafkandi et de trois de ses collaborateurs. Alors que l'enquête suit toujours son cours, il ne fait pas de doute pour l'Institut kurde comme pour de nombreuses autres organisations kurdes que Téhéran est le commanditaire de cet attentat meurtrier contre le leader du mouvement autonomiste kurde iranien. Les mêmes soupçons pesaient sur le gouvernement iranien lors de l'attentat qui avait coûté la vie au prédécesseur de M. Sharafkandi à la tête du PDKI, M. Ghassaemlou, assassiné dans les mêmes conditions à Vienne en 1989.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PDK IRANIEN ET TROIS DE SES COLLABORATEURS ASSASSINÉS A BERLIN

Le secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran, le Dr. Sadegh SHARAFKANDI a été assassiné le jeudi 17 septembre vers 23 h dans un restaurant de Berlin où il devait dîner avec un groupe d'opposants iraniens. Trois autres responsables du PDKI, dont M. Fattah ABDOULI, représentant à l'étranger du parti ont été abattus au cours d'une attaque perpétrée par un commando de trois Iraniens qui a fait irruption dans le restaurant et tiré à bout portant sur les responsables kurdes. Le commando a réussi à prendre la fuite.

Le Dr. Sharafkandi qui effectuait depuis plusieurs semaines une tournée d'information en Europe s'était rendu à Berlin pour prendre part au Congrès de l'Internationale socialiste. Il devait regagner Paris ce soir.

Né en janvier 1938 à Bokan, marié, père de 3 enfants, Sadegh Sharafkandi, docteur en chimie de l'Université de Paris, avait été professeur à l'École normale supérieure de Téhéran avant de rejoindre les rangs de la guérilla kurde en août 1979 dirigée alors par Abdoul Rahman Ghassemlou. Devenu le principal collaborateur et adjoint de celui-ci, il assumait le poste de secrétaire général du PDKI à la mort du Dr. Ghassemlou assassiné le 13 juillet 1989 à Vienne par des «émisaires» dépêchés par le président iranien Rafsanjani pour «négocier un accord de paix». Deux autres personnalités kurdes avaient péri au cours de cette tuerie dont les responsables ont pu quitter tranquillement l'Autriche.

Né en 1961 à Nagadeh, Fattah Abdouli, marié, père d'un enfant, était membre du Comité central du PDKI et son représentant en Europe depuis l'assassinat de son prédécesseur Abdoullah Ghaderi. La troisième victime de l'attentat de Berlin est M. Homayoun Ardalani, représentant en Allemagne du PDKI. La police berlinoise qui doit tenir aujourd'hui à 14 h (NDLR : 18 septembre 1992) une conférence de presse n'a pas encore révélé l'identité de la quatrième victime. En attendant, les Kurdes attribuent au gouvernement iranien la responsabilité de ce quadruple assassinat.

INSTITUT KURDE DE PARIS



Trauer um Nuri Dehkordi

BEI EINER TRAUERFEIER im Hof des DRK-Vohnheims an der Bülowstraße gedachten am gestrigen Mittwoch über 200 Menschen – Freunde, Kollegen und Leimbewohner – des in der vergangenen

Woche ermordeten Nuri Dehkordi. Der 1946 im Iran geborene Kurde gehörte zu den Opfern des Attentats auf kurdische Oppositionspolitiker in dem Wilmersdorfer Restaurant Mykonos. Der Berliner Prä-

sident des Deutschen Rotes Kreuzes, Hartwig Schlegelberger, würdigte Nuri Dehkordi, der seit 1985 beim DRK arbeitete, als eine „Integrationsfigur in der Flüchtlingsarbeit“.

Foto: Wolfgang Mrotzkowski

Mordwaffen eindeutig identifiziert

Gefundene Maschinenpistole „ohne jeden Zweifel“ bei Attentat verwendet

Die am Dienstag auf dem Gelände eines Autohauses gefundenen Waffen sind „eindeutig und ohne jeden Zweifel“ bei dem Anschlag auf die kurdischen Exilpolitiker im vergangenen Donnerstag benutzt worden. Dies teilte der Sprecher des Bundesriminalamtes (BKA), Willy Terstiege, am Mittwoch mit. Wie berichtet, waren eine Maschinenpistole des israelischen Typs „Jzi“ mit Schalldämpfer, eine Pistole des spanischen Typs „Llama“ sowie ein Schal, in linker Fingerhandschuh und eine Puelmütze gefunden worden. Alles zusammen war in einer Sporttasche verstaut, die auf dem Gelände des Autohauses an der Cicerostraße 34 abgelegt worden war. Der Ort ist etwa zwei Kilometer vom Tatort, dem Restaurant „Mykonos“ an der Prager Straße 2a, Höhe Nachodstraße, entfernt.

Vermutlich waren die drei Täter mit einem Taxi von Hohenschönhausen nach Wilmersdorf gefahren. Die Sporttasche hatten sie zu diesem Zeitpunkt nicht dabei. Dafür soll einer der Täter, ein auffällig dicker Mann arabischen Aussehens, einen Aluminiumkoffer bei sich gehabt haben. Von dem Koffer fehlt bisher jede Spur: „Wie die gefundene Tasche und der Aluminiumkoffer zusammenpassen, ist noch unklar“, sagte Terstiege. Unverständlich ist für ihn auch, daß die Täter fast 45 Minuten in einem Taxi zum Tatort gefahren sind und keine öffentlichen Verkehrsmittel benutzten. Die U-Bahnstationen Spichernstraße und Viktoria-Luise-Platz sind nur wenige Minuten vom „Mykonos“ entfernt.

Bisher sind beim BKA über 100 Hinweise eingegangen, aber keiner darauf, ob sich die Täter noch im Land befinden. weso

L'Humanité- 26 septembre 1992

Après l'assassinat d'un dirigeant kurde d'Iran à Berlin

TEHERAN ACCUSÉ

*Abdullah Hassanzadeh, membre du Bureau politique du PDKI
à mis en cause, vendredi, à Paris la République islamique*

« **A** qui profite le crime? » C'est la question que posaient vendredi après-midi tous les participants à la conférence de presse qui s'est déroulée à l'Institut kurde de Paris, à propos de l'assassinat, le 17 septembre dernier à Berlin, du secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran, Sadik Shereskendi, et de trois autres dirigeants de ce parti, dont son représentant en Europe, Fatah Abdoli, et son représentant en Allemagne, Homayoun Ardalan.

Abdullah Hassanzadeh, membre du Bureau politique du PDKI, venant du Kurdistan, ne voyait pour sa part qu'une seule réponse possible à cette

question : Téhéran. « La République islamique d'Iran, a-t-il dit, a déjà à son actif une longue série de crimes, dont une grande partie ont eu lieu, comme le dernier, dans l'Europe dite civilisée. » Pour M^e Hans Joachim Ehrig, du barreau de Berlin, avocat du PDKI : « Il y a des indications qui orientent l'enquête vers les services secrets iraniens. » Il fait état de l'immense émotion qu'a soulevée en Allemagne ce quadruple meurtre et souligne l'importance que, selon lui, les autorités allemandes accordent à cette affaire. Le procureur général de RFA dirige lui-même l'enquête. Une prime a été promise à quiconque fournirait un renseignement déterminant qui permettrait

de mettre la main sur les assassins. En revanche, la tentative faite dans un premier temps par un responsable de la police berlinoise de mettre l'affaire sur le dos du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan de Turquie), au nom d'on ne sait quelles rivalités entre Kurdes, autorise toutes les craintes, même si, par la suite, les responsables allemands sont revenus sur ces déclarations pour mettre en avant la piste iranienne.

Les armes du crime, un pistolet-mitrailleur Uzi de fabrication israélienne et un revolver espagnol Lama, ont été découvertes, abandonnées dans un garage, à deux kilomètres du restaurant Mikonos, où l'attentat a été perpétré. Le patron du restaurant, un Kurde, a été très grièvement blessé, mais les quatre autres personnes qui participaient au dîner, toutes iraniennes, ont été épargnées. La question se pose évidemment de la complicité éventuelle de l'un de ces témoins miraculeusement épargnés.

Le directeur de l'Institut kurde de Paris, Kendal, a annoncé que les obsèques du secrétaire général du PDKI auraient lieu lundi prochain, à 13 h 30, au cimetière du Père-Lachaise à Paris, « devenu terre d'adoption pour les dirigeants démocrates assassinés les uns après les autres ». Un dernier hommage pourra être rendu au dirigeant kurde, le même jour, de 10 heures à midi, au siège de l'Institut kurde, 106, rue La Fayette, Paris 10^e, et un rassemblement est prévu à 13 heures au métro Père-Lachaise pour ceux qui souhaitent accompagner le cortège funèbre.

Françoise Germain-Robin

LIBERTE DIMANCHE - 20 septembre 1992

Qui donc a tué les dirigeants kurdes ?

L'Iran a démenti « catégoriquement » hier toute implication dans l'assassinat, jeudi soir, à Berlin, de quatre dirigeants du parti démocratique du Kurdistan iranien (P.D.K.I., opposition armée).

Réagissant aux déclarations de M. Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan, une des principales organisations kurdes d'Irak, qui avait qualifié vendredi cet attentat « d'acte de terrorisme iranien contre le peuple kurde », un responsable du ministère iranien des Affaires étrangères a affirmé dans une déclaration à l'A.F.P. « démentir catégoriquement ces déclarations ».

M. Talabani avait également affirmé vendredi que la tentative d'assassinat perpétrée le 6 juillet dernier au Kurdistan irakien contre Mme Danielle Mitterrand, l'épouse du chef de l'État, était le fait de l'Iran.

L'Aurore - 3 octobre 1992

Les Kurdes face au régime de Téhéran

Hassanzadeh : « Nous sommes oubliés »

*L'autonomie de fait des Kurdes
d'Irak place le dirigeant du PDKI devant un dilemme.*

« Les Occidentaux ont tort de croire qu'en se rapprochant de l'Iran, ils convaincront ses dirigeants d'appliquer les droits de l'homme », déclare au « Figaro » Abdullah Hassanzadeh, membre du Comité central et du Bureau politique du PDKI (parti démocratique du Kurdistan d'Iran).

M. Hassanzadeh, qui est venu à Paris pour l'enterrement lundi dernier du secrétaire général du PDKI, Sadegh Sharafkandi, et de deux autres responsables kurdes assassinés 12 jours plus tôt à Berlin, souligne « la vraie amitié » existant entre la France et les Kurdes. Le dirigeant kurde rappelle que des membres de l'opposition iranienne, dont l'ancien premier ministre du chah, Chapour Bakhtiar, ont été victimes d'« actes terroristes » perpétrés par des « agents de Téhéran » sur le territoire français.

L'autonomie dont profitent les Kurdes d'Irak sous la protection des avions occidentaux place leurs frères d'Iran face à

un dilemme. « Nous sommes contents de cette solidarité occidentale, mais sommes encore plus oubliés », constate M. Hassanzadeh.

Une communauté de neuf millions

Le dirigeant du PDKI ajoute : « Pour nous, il est important que les Kurdes d'Irak n'aient pas besoin de l'assistance de l'Iran. Sinon, ils peuvent difficilement nous aider. Or, ils sont soumis actuellement à un double embargo économique (de l'ONU et de Bagdad) et si Téhéran relâche les contrôles sur sa frontière, ils peuvent s'approvisionner en Iran ». « L'Iran, poursuit M. Hassanzadeh, a profité de cette dépendance pour assassiner des dizaines d'opposants iraniens réfugiés au Kurdistan d'Irak. Il y a onze mois, le régime de Téhéran a fait dynamiter un minibus. 30 personnes sont mortes. Il y a quelques semaines, nous avons décou-

vert, heureusement à temps, d'autres projets terroristes. Les Kurdes irakiens n'ont pas les moyens d'arrêter les agents de Téhéran. »

Le PDKI, qui a 45 ans d'existence, s'est donné pour objectif « la démocratie pour l'Iran, l'autonomie pour les Kurdes » qui y sont, estime M. Hassanzadeh, huit à neuf millions contre 3,5 à 4 millions en Irak et 12 à 15 millions en Turquie. Revenant sur l'assassinat de Sadegh Sharafkandi qui survient trois ans après celui du précédent secrétaire général du PDKI, M. Ghassemblou, à Vienne, Abdullah Hassanzadeh souligne que son mouvement continue de déranger les successeurs de Khomeyni. « Le régime, explique-t-il, a éliminé à peu près toutes les oppositions, sauf dans une région, le Kurdistan. Le PDKI est un parti laïc qui pose la question de la place des Kurdes en Iran. »

M. Hassanzadeh, qui réside habituellement « non loin de la frontière irakienne, derrière

les bases militaires du PDKI », affirme que son mouvement « mène une sorte de résistance armée depuis 13 ans » mais qu'à la différence du PKK (des Kurdes de Turquie), « il ne s'attaque jamais aux cibles civiles et ne prend pas d'otages ». Il ajoute : « Les activités militaires de nos unités mobiles couvrent 75 % du territoire du Kurdistan iranien, surtout la région centrale. »

Abdullah Hassanzadeh doute que l'opposition irakienne à Saddam Hussein, qui vient de tenir ses assises au Kurdistan d'Irak, puisse « créer quelque chose d'efficace et de positif ». Quant aux mouvements kurdes, qui ont successivement été soutenus et lâchés par Téhéran ou par Bagdad, le responsable du PDKI dément qu'ils soient « manipulés entre les deux régimes ». « Nous jouons, rétorque-t-il, sur les différends qui surgissent entre les deux régimes. »

Claude LORIEUX.

LE QUOTIDIEN DE PARIS - 7 octobre 1992

Kurdes : la piste libanaise

Deux Libanais, soupçonnés d'avoir participé à l'assassinat de quatre dirigeants kurdes iraniens le 17 septembre dernier à Berlin, ont été inculpés et placés en détention provisoire, a annoncé hier le parquet fédéral allemand de Karlsruhe. Abbas Rhavel, 25 ans, et Youssuf Amin, 24 ans, tous deux demandeurs d'asile en Allemagne, ont été interpellés en possession de 30 000 DM et de faux papiers leur permettant de quitter le pays. Quant au troisième homme impliqué, il n'a toujours pas été identifié.